



Rimouski depuis ses origines

Jeannot BOURDAGES

Paul LAROCQUE

Pierre COLLINS

Jean LARRIVÉE

Sylvain GOSSELIN

Mario MIMÉAULT

Richard SAINDON

Difficulté

Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent
Société de généalogie et d'archives de Rimouski
2006

Ce livre a été édité en 1800 exemplaires numérotés
(Premier tirage)

965
Exemplaire no : _____

Sous la direction de Paul LAROCQUE

Jeannot BOURDAGES

Pierre COLLINS

Sylvain GOSSELIN

Jean LARRIVÉE

Mario MIMEAULT

Richard SAINDON

Rimouski depuis ses origines

Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent
Société de généalogie et d'archives de Rimouski

GRIDEQ

2006

Rimouski depuis ses origines

Ce livre sur *Rimouski depuis ses origines* est publié par la Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent et la Société de généalogie et d'archives de Rimouski, en collaboration avec le GRIDEQ (Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional, de l'Est du Québec).

Les propos tenus dans cet ouvrage n'engagent que la responsabilité des auteurs.

Révision et édition
Jean LARRIVÉE
Paul LAROCQUE

Traitement de texte
Jean LARRIVÉE

Relecture: **tous les auteurs**

Iconographie
Pierre COLLINS
Kati BROWN

Conception et montage final
Richard FOURNIER

Distribution
Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent
300, allée des Ursulines
Rimouski (Québec) G5L 3A1
418-723-1986 poste 1669 ou 1441
418-724-1847 (télécopieur)
Courriel: pierre_collins@uqar.qc.ca
<http://www3.uqar.quebec.ca/grideq/estuaire-index.htm>

ISBN 2-920270-79-6

Tous droits réservés © 2006
Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent
Société de généalogie et d'archives de Rimouski
Université du Québec à Rimouski (GRIDEQ)

Couverture : Parade sur la rue Cathédrale dans les années quarante
(Collection Philippe Michaud)

Endos : Le Musée régional de Rimouski vers 1970 (Blondin Lagacé, Fonds Blondin Lagacé,
Collection Musée régional de Rimouski, N.A.C. : BL-17718.7)

Rimouski depuis ses origines

À tous les Rimouskois

Nos valeureux commanditaires

Les auteurs, la Société de généalogie et d'archives de Rimouski et la Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent désirent exprimer leur vive gratitude envers les commanditaires dont la générosité a permis la publication de *Rimouski depuis ses origines*.

- M. Philippe Michaud
- La Ville de Rimouski et ses élus
- La Caisse populaire de Rimouski, fondée en 1908
- Mme Solange Charest, députée du comté de Rimouski
à l'Assemblée nationale du Québec
- M. Charles Albert



Avant-propos

Un fleuve, une île, une baie, une rivière... Rimouski s'est développée en un lieu unique, dont il faut souligner le caractère. Ce lieu a longtemps correspondu à une seigneurie faiblement peuplée mais riche en péripéties, avant l'émergence d'un village et finalement d'une ville. À compter de l'arrivée des premiers pionniers, il a été une terre d'accueil pour des gens originaires des horizons les plus divers.

Depuis plus d'une soixantaine d'années, la ville de Rimouski est devenue la plus peuplée parmi toutes celles qui jalonnent le rebord sud de l'estuaire en aval de Québec. Au cours de cette période, et particulièrement depuis les années 1970, la qualité de vie y est devenue la grande priorité, tandis que sa population se renouvelait en profondeur. Ce sont là autant de signes de dynamisme.

Nous vous invitons à parcourir l'ouvrage intitulé *Rimouski depuis ses origines*. Tant nos visiteurs que les Rimouskois de souche ancienne ou récente y découvriront avec plaisir les origines et l'évolution de cette ville bas-laurentienne.

Je me joins à mon prédécesseur, M. Michel Tremblay, pour remercier les nombreuses personnes qui ont, d'une façon ou d'une autre, œuvré à la préparation de ce livre. Les élus et le personnel de la Ville de Rimouski, faut-il le souligner, ont été extrêmement heureux d'apporter leur contribution.

Bonne lecture à tous et à toutes,

Éric FOREST,
Maire de Rimouski



Armoiries de la Ville de Rimouski

Coupé ondé; au 1 de contre-hermine, chargé d'une croix pastorale d'or; au 2 d'argent à une ancre de gueules, la corde de sable, accosté de deux sapins de sinople.

Ornements extérieurs

L'écu timbré d'une couronne murale à cinq tours. Le tout soutenu par deux branches d'érable de sinople, feuillées de même, tigées et boutonnées d'or, croisées en pointe en sautoir et liées par un ruban de gueules, retenant un listel de parchemin d'or, chargé de la devise en lettres romaines: «*Legi patrum fidelis*».

Explication des termes héraldiques

... *coupé ondé*: division de l'écu en parties égales, par une ligne horizontale, imitant le mouvement des eaux.

... *au 1*: dans la première partie de l'écu.

... *contre-hermine*: Émaux composés. La contre-hermine est constituée par des mouchetures d'argent semées sur un champ de sable. Dans les armoiries de la Ville de Rimouski, la contre-hermine symbolise tous les seigneurs de Rimouski.

... *croix pastorale*: la croix pastorale indique le siège archiepiscopal de Rimouski, et partant, les maisons d'enseignements catholiques, et la foi indestructible de ses premiers pionniers.

... *d'or*: premier métal employé en héraldique. Il est représenté en gravure, par un pointillé en quinconces. L'or est également le rayonnement au milieu duquel, autrefois, les artistes représentaient les saints et les héros. L'or signifie: éclat, justice, foi, force et constance.

... *au 2*: dans la deuxième partie de l'écu.

... *d'argent*: deuxième métal employé en héraldique. Il est représenté en gravure, par le blanc plein. Il est aussi le symbole de la pureté. Cette deuxième partie indique la situation géographique de la ville de Rimouski, aux abords de la mer (fleuve Saint-Laurent).

... *à une ancre*: l'ancre symbolise le port de mer de Rimouski, le développement commercial et industriel qui s'y est développé. L'ancre est aussi le symbole de l'espérance.

... *de gueules*: couleur rouge en héraldique. Ce mot provient de l'arabe «ghiul», qui veut dire tout ce qui est rouge. En gravure, il est représenté par des lignes verticales. Le gueules symbolise la charité, la justice.

... *de sable*: couleur noire en héraldique. Le sable symbolise la simplicité honorable. En gravure, il est représenté par des lignes horizontales et verticales, quadrillées.

... *deux sapins*: les sapins rappellent le développement du commerce du bois, d'où l'essor considérable de la région et de la ville de Rimouski.

... *de sinople*: couleur verte en héraldique. Le sinople est représenté en gravure, par des hachures diagonales alternant de dextre à senestre.

... *ornements extérieurs*: tout ce qui se trouve à l'extérieur de l'écu, comme la devise, les branches d'érable, etc.

... *couronne murale*: dignité de ville.

... *devise*: «*Legi Patrum Fidelis*» (Fidèle aux aïeux, aux traditions).

* * *

Pour dresser les armoiries de la Ville de Rimouski, nous nous sommes servis des documents suivants:

Armorial général de J. B. Riestah, *Armorial du Canada français* de Massicotte et Roy, *Dictionnaire général du Canada* de Louis Lejeune, *Encyclopedia of Canada* de Stewart Wallace, *Dictionnaire encyclopédique* de Quillet, *Précis d'héraldique* de Théodore Veyrin-Forrer et *Album-souvenir, Centenaire de Rimouski 1829-1929*.

* * *

Toutes les recherches, la composition et la réalisation des armoiries de la Ville de Rimouski ont été faites aux bureaux et dans les ateliers du Collège canadien des armoiries, à Montréal, Canada.

Table des matières

Présentation	XVII
---------------------------	-------------

Chapitre 1

UNE VILLE EN PLEINE NATURE par Jean LARRIVÉE.....	1
- Les Rimouskois redécouvrent le fleuve et les battures.....	5
- L'île Saint-Barnabé et l'islet Canuel	6
- La batture ou le marais de Rimouski	7
- La réserve nationale de la faune de Pointe-au-Père	8
- Du centre-ville aux quartiers: un habitat dispersé et diversifié	9
- Des millions d'années avant l'Homme	14
- Il y a 8000 ans: les premiers Amérindiens.....	16

Chapitre 2

LE TERRITOIRE ET SES PREMIERS OCCUPANTS

par Sylvain GOSSELIN.....	19
- Une rive « <i>fort peu connue</i> » (1535-1694)	22
- Explorateurs et pêcheurs européens	22
- Jacques Cartier.....	22
- Pêcheurs basques	23
- Samuel de Champlain.....	23
- Amérindiens.....	24
- Iroquoiens....	24
- Montagnais.....	24
- Micmacs.....	26
- Malécites.....	28
- Au-delà de l'espace habité.....	28
- Le Domaine du roi.....	28
- Une concession tardive.....	29
- Un fief aux limites imprécises.....	30
- Un seigneur absent de sa concession.....	31
- Une terre «en bois debout» (1694-1720).....	32
- Le premier seigneur résident.....	32
- René Lepage de Sainte-Claire (1656-1718).....	32
- Son arrivée à Rimouski	33

- les pionniers.....	34
- Pierre Laurent dit Saint-Laurent (ca 1674-ca 1744).....	34
- Pierre Gosselin (1678-ca 1728).....	34
- Les autres précurseurs	35
- La présence amérindienne	35
- Un premier bilan démographique.....	35
- L'occupation du sol	36
- L'encadrement seigneurial.....	37
- La distribution des terres	37
- Les édifices seigneuriaux.....	38
- Les moyens de subsistance.....	41
- Les débuts de la vie religieuse	42
- Les premières structures	42
- Les premiers missionnaires	43
- Vocations religieuses.....	43
- L'isolement	44
- Une région peu attractive (1720-1754).....	45
- Un peuplement au ralenti	45
- État de la population.....	45
- Nouveaux ménages	46
- Origine des immigrants	48
- La seigneurie de Rimouski.....	48
- Le deuxième seigneur: Pierre Lepage de Saint-Barnabé (1687-1754)	48
- L'agrandissement de 1751	49
- L'expansion de l'aire habitée	50
- L'aveu et dénombrement de 1724	50
- L'occupation des terres	52
- La mise en valeur des terres	52
- Droits seigneuriaux.....	53
- Le procès-verbal d'arpentage de 1744	54
- L'exploitation des ressources	57
- La terre.....	57
- La mer	57
- Les produits de la trappe et de la chasse	58
- L'administration de la justice	58
- La défense du territoire	60

- La mission religieuse.....	61
- Débuts d'organisation paroissiale.....	61
- Le ministère des récollets	61
- Une visite imprévue.....	62
- Les communications.....	62
- Les temps incertains (1754-1790).....	63
- Populations et épidémies.....	63
- Les relations avec les Amérindiens.....	65
- Une timide percée dans les terres.....	66
- Activités économiques.....	68
- L'agriculture.....	68
- Activités maritimes	69
- Exploitation forestière	69
- Une seigneurie morcelée et contestée	69
- La division du patrimoine.....	69
- L'affaire des limites des seigneuries du Bic et de Rimouski	71
- Les droits bafoués.....	72
- L'appauvrissement de la famille seigneuriale	73
- La prise de contrôle de la seigneurie par Joseph Drapeau	74
- L'administration de la seigneurie	76
- Des procès... encore des procès.....	77
- La guerre et la défense du territoire	79
- Vie religieuse	82
- Les missionnaires.....	82
- Les nouveaux édifices religieux	82
- Dissidence religieuse	88
- L'isolement persiste.....	90

Chapitre 3

UNE RÉGION DE PEUPLEMENT (1790-1855) par Paul LAROCQUE.....93

- Un vent d'ouest (1790-1820).....	95
- Un axe de développement nord-sud (1820-1840)	101
- La rivière Rimouski et ses pinèdes	101
- Vers un terroir plein.....	106
- Un centre régional en devenir (1840-1855).....	112
- L'accélération du peuplement.....	112
- De la seigneurie à la municipalité	117
- Élargir la gamme des services.....	123

Chapitre 4**L'ÉMERGENCE D'UN CENTRE RÉGIONAL (1855-1900)**

par Mario MIMEAULT	127
- Le passage de village à ville	129
- Le fractionnement de l'ancien territoire.....	131
- Le noyau initial.....	131
- Développement urbain	133
- La propriété foncière	137
- Au carrefour des communications	142
- La poste officielle.....	142
- Havre de refuge et ouverture sur le monde.....	142
- Télégraphe et chemin de fer.....	144
- Commerce et vie maritime	146
- L'hôtellerie.....	150
- Les œuvres de l'éducation.....	152
- Les congrégations religieuses.....	155
- La consolidation	157
- La nouvelle élite rimouskoise	157
- Un embryon de culture.....	159
- La vie communautaire	164
- Portrait socio-économique de fin de siècle	167

Chapitre 5**L'AFFIRMATION DU FAIT URBAIN (1900-1930)**

par Paul LAROCQUE	171
- Une population en transition.....	173
- Entre ville et campagne.....	177
- Une grande pourvoyeuse: la forêt	178
- Une ville au cœur d'un bastion agricole	185
- Un fleuve qui fait rêver	187
- Vivre en agglomération	193
- Une ville en chantier (1900-1914)	193
- Une ville à apprivoiser (1915-1930)	207

Chapitre 6**LA MÉTROPOLE DE L'EST (1930-1967)**

par Jeannot BOURDAGES	221
- Une période de grands bouleversements	223
- La crise des années 1930.....	223

- La Seconde Guerre mondiale (1939-1945)	225
- 6 mai 1950: la nuit rouge	227
- Une croissance remarquable	231
- Les nouvelles frontières de la ville	232
- Les faubourgs ouvriers: Sainte-Odile, Saint-Robert et Nazareth.....	234
- Rimouski-Est	237
- Les conséquences du feu au plan territorial	238
- Une expansion tous azimuts.....	240
- Sainte-Agnès.....	240
- Saint-Pie-X	242
- La banlieue: Sacré-Cœur et Pointe-au-Père	243
- Annexions et fusions	245
- Au cœur d'un vaste réseau de transport.....	246
- Le transport maritime	247
- L'envol de Québecair	249
- Le transport terrestre	250
- Une économie axée sur les services	253
- Le départ des compagnies forestières	254
- L'industrialisation, une priorité!	256
- Des services pour la région	257
- Les services éducationnels	257
- Les services médicaux et sociaux	259
- L'administration publique	260
- Le commerce	261
- L'empire Jules-A. Brillant.....	264
- La finance et les assurances	267
- L'administration de la cité	267
- L'émergence d'une culture ouverte et diversifiée.....	276
- Le cinéma	276
- La presse hebdomadaire	277
- La radio	278
- La télévision	279
- La musique	279
- Lecture, histoire et littérature	281
- Arts visuels, théâtre et danse	282

Chapitre 7**DE CAPITALE RÉGIONALE À TECHNOPOLE MARITIME (1967-2005)**

par Richard SAINDON	285
- Un formidable développement commercial.....	289
- Déclin et redressement du centre-ville	292
- La multiplication des supermarchés.....	294
- Rationalisation chez Desjardins	294
- De Québec-Téléphone à Telus	295
- Nationaliser Québec-Téléphone	296
- Des coups durs	297
- Le cas Sométal	297
- Le scandale de la Caisse d'entraide économique de Rimouski	298
- Éducation et santé	299
- Naissance du Cégep de Rimouski.....	300
- L'UQAR	300
- La bataille de l'Institut maritime.....	301
- L'École privée Claire-L'Heureux-Dubé	302
- Création du centre hospitalier régional	302
- L'ACEQ et son œuvre	303
- Culture, médias et patrimoine.....	304
- Le Carrousel international du film.....	307
- Le Festi-Jazz.....	307
- Le Festival d'automne.....	308
- Un patrimoine menacé	309
- Démolir la cathédrale	309
- L'hôtel de ville.....	310
- Sous le pic des démolisseurs	311
- Médias, la fin des monopoles	313
- La guerre du câble.....	314
- Radio et télévision.....	315
- Radio et télévision communautaire.....	315
- L'ère des compressions	316
- Un quotidien éphémère	316
- Le Mouton noir	317
- Les transports	318
- Un port en déclin.....	319
- La marina.....	320
- L'aéroport	321
- L'autoroute	321

- Politique municipale	323
- L'administration Tessier	323
- L'Office municipal d'habitation	324
- L'administration St-Hilaire.....	325
- Les réformes	326
- L'eau	327
- La Commission d'enquête sur l'administration St-Hilaire	327
- Les règlements de la Ville invalides.....	330
- L'administration Michaud	330
- Controverse autour d'un dépotoir.....	332
- Le ROCC	332
- L'affaire du Musée.....	333
- L'assainissement des eaux	334
- L'approvisionnement en eau.....	334
- La bibliothèque.....	335
- Développement domiciliaire.....	335
- La saga de la salle de spectacles, premier acte	336
- L'administration Pelletier	338
- Une administration paralysée	338
- Nouvelle tentative de fusion.....	339
- Transport en commun	339
- La saga de la salle de spectacle, deuxième acte.....	340
- L'administration Tremblay	340
- La place de Rimouski dans la MRC.....	342
- La saga de la salle de spectacles, troisième acte.....	342
- La nouvelle ville de Rimouski	343
- Rimouski retrouve ses limites d'origine	346
- La Technopole maritime.....	347
- Un phénomène appelé l'Océanic	348
MOT DE LA FIN.....	351
 Annexe 1: Missionnaires, desservants et curés de Saint-Germain-de-Rimouski	 405
Annexe 2: Origine des vocables des paroisses	408
Annexe 3: Liste des maires de la Ville de Rimouski	410

Présentation

L'ouvrage dont vous allez entreprendre la lecture a été rédigé par un petit groupe de personnes bénévoles absolument convaincues de sa nécessité. Ces personnes n'étaient pas seules à déplorer l'absence d'un véritable ouvrage de synthèse sur l'histoire de Rimouski: particulièrement depuis les fêtes du tricentenaire de 1996 souligné par un numéro spécial de la *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, un certain nombre d'acteurs politiques, économiques et culturels avaient formulé le vœu de voir un tel projet se réaliser. Directement interpellée, la Société de généalogie et d'archives de Rimouski s'est efforcée de trouver les ressources humaines nécessaires à sa réalisation. Le comité de rédaction de la revue d'histoire régionale *L'Estuaire* a répondu positivement à cet appel, quelques historiens ont spontanément donné leur accord et le projet a pris son envol au cours de l'hiver 2002-2003.

Au départ, les auteurs savaient pouvoir miser sur les nombreuses connaissances déjà diffusées à propos du passé de la région rimouskoise. Au fil des ans, celles-ci ont régulièrement enrichi les contenus des revues régionales *L'Estuaire généalogique* et *L'Estuaire* (autrefois *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*). Parallèlement, au gré des commémorations, les monographies consacrées à l'une ou l'autre des paroisses disséminées sur le territoire visé par la fusion municipale de 2002 se sont succédées: Pointe-au-Père, Sainte-Blandine, Sacré-Cœur, Sainte-Odile, Saint-Robert-Bellarmin... Dans la même veine, comment ne pas mentionner l'imposant ouvrage intitulé *Mosaïque rimouskoise*, produit en 1979 dans le cadre du 150^e anniversaire de la paroisse Saint-Germain-de-Rimouski, fruit de la juxtaposition d'une précieuse série de monographies et témoignages?

Plusieurs Rimouskois de souche ancienne ou récente ont aussi parcouru avec plaisir le livre de Richard Saindon ayant pour titre *L'histoire de Rimouski par le nom de ses rues* (1995), qui repose sur un remarquable travail d'érudition, ou encore l'ouvrage plus spécialisé de Yves Tremblay intitulé *Du notable et de l'homme d'affaires. L'élite économique de Rimouski, 1890-1960* (1996). Rappelons également la publication, en 1993, d'un excellent guide d'excursion et d'interprétation à vocation patrimoniale sous la direction de Michel L. Saint-Pierre, en réponse à un besoin souvent exprimé (*Les promenades historiques de Rimouski*). La liste continue à s'allonger: récemment encore, un livre très fouillé de Béatrice Chassé (*Rimouski et son île*, 2004) est venu éclairer la dynamique seigneuriale au temps de la famille Lepage.

Toutes ces contributions ont un point commun: elles ont reçu un excellent accueil de la part du public. Et celui-ci en redemande: depuis longtemps épuisée, la *Mosaïque rimouskoise* est devenue objet de collection au même titre que les beaux

écrits précurseurs d'Arthur Buies (*Petites chroniques*, 1877), Charles Guay (*Chronique de Rimouski*, 1873) ou Alphonse Fortin (*Fêtes du centenaire de Rimouski: album-souvenir. Notes historiques 1829-1929*, 1929), pour ne mentionner que ceux-là. Malgré un tirage respectable, *L'histoire de Rimouski par le nom de ses rues* est aujourd'hui introuvable. Et les deux éditions de *Rimouski et son île* se sont envolées rapidement. Faut-il s'en étonner? Non, sans doute, puisque l'histoire locale renvoie à nos attaches les plus fortes, au coin de «pays» auquel chacun aime spontanément s'identifier.

Cet important capital de connaissances devait bien, un jour ou l'autre, conduire à l'élaboration d'un véritable projet de synthèse, des origines à nos jours. Quels en seraient les objectifs et le contenu? Tout en prenant solidement appui sur leurs prédécesseurs, les auteurs du présent ouvrage se sont donnés un mandat collectif exigeant. Parmi les défis à relever, mentionnons le dépouillement de sources souvent négligées, la production de connaissances nouvelles et la rédaction d'une synthèse historique cohérente, accessible et bien illustrée. Certes, aucun membre du groupe ne considère avoir pleinement atteint ces objectifs élevés, mais chacun a travaillé sans ménagement, avec un enthousiasme communicatif nourri par le plaisir de la découverte.

Du début à la fin de la démarche, les échanges que nous avons eus avec une foule de personnes férues d'histoire ont constamment ravivé nos motivations. Nous devons aussi une fière chandelle au personnel de plusieurs institutions locales et régionales dépositaires de documents anciens (municipalité, Archives nationales du Québec à Rimouski, Archevêché, Musée régional, sœurs de Notre-Dame du Saint-Rosaire et Centre d'archives et de documentation du Séminaire de Rimouski, notamment) pour une qualité d'écoute et une capacité d'accueil qui ne se sont jamais démenties. Nous tenons également à souligner que l'Université du Québec à Rimouski, fidèle à sa mission régionale, n'a jamais hésité à mettre à notre disposition ses ressources tant humaines que matérielles. Bernard Rioux et Pierre Rioux, de la Société de généalogie et d'archives de Rimouski, ont été des collaborateurs tout à fait indispensables. L'historien Jean-Charles Fortin, dont l'implication dans l'élaboration de notre projet s'est avérée déterminante, mérite notre respect et notre plus vive reconnaissance. L'historien Jeannot Bourdages, qui signe un chapitre de ce livre, a été dès le départ de nos enquêtes un assistant de recherche d'une extraordinaire efficacité. Dans la même veine, soulignons la grande qualité des dépouillements effectués par Émilie Devoe, David Gagné, Louis-Jean Pelletier, Rémi Saint-Laurent et Magalie Morel.

Initialement très modestes, les ressources financières sont devenues plus importantes au moment de l'édition et de l'impression du manuscrit, grâce à d'importantes commandites de la part de M. Philippe Michaud qui a été maire pendant

plus d'une décennie (1978-1990), de la Ville de Rimouski (pré-vente), de la Caisse populaire de Rimouski, de la députée du comté de Rimouski à l'Assemblée nationale du Québec, Mme Solange Charest, ainsi que d'un homme d'affaires et philanthrope bien connu dans notre milieu, M. Charles Albert. Ces précieuses interventions ont permis d'aplanir les derniers obstacles et de rendre du même coup l'ouvrage accessible à de plus larges segments de la population.

À toutes ces personnes et institutions étroitement complices de notre démarche, encore une fois merci.

Cette histoire de Rimouski n'est pas parfaite et ne saurait épuiser un sujet dont les limites sont sans bornes. Puisse-t-elle au moins contribuer à la découverte des nombreuses formes d'occupation humaine du territoire délimitant notre cadre de vie actuel. Puisse-t-elle également mieux expliquer en quoi la région rimouskoise, si attachante, est à nulle autre pareille...

Bonne lecture à toutes et à tous,

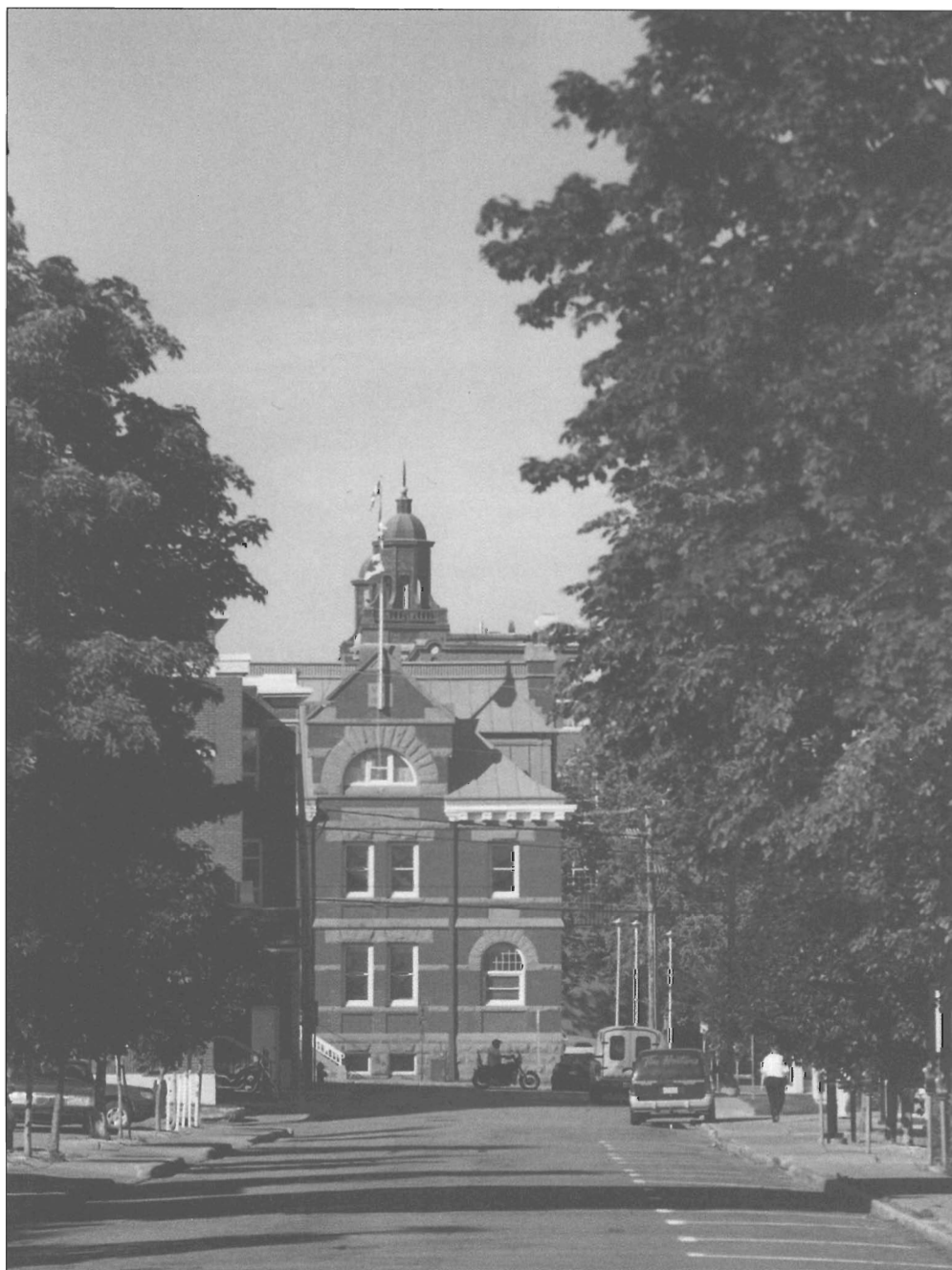
Paul LAROCQUE

Pour l'équipe de production

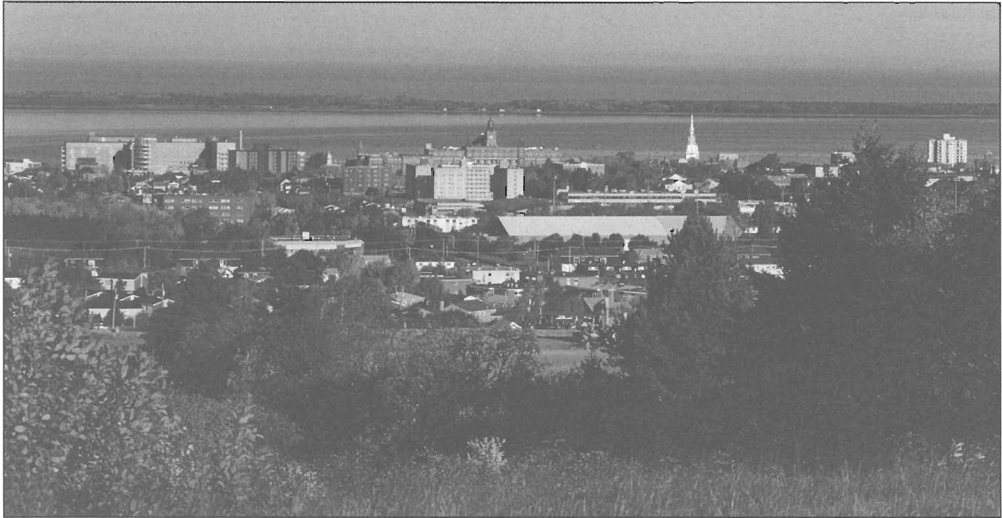
Chapitre 1

Une ville en pleine nature

Par Jean LARRIVÉE



Rue Jules-A.-Brillant au centre-ville (Jean Larrivée, 2002)



Le centre-ville de Rimouski vu de l'autoroute 20 (Jean Larrivée, 2003)

Plusieurs villes du Québec ont des attraits naturels parfois exceptionnels dont bénéficient des milliers de citoyens. Qu'il suffise de penser à la ville de Gaspé, sise au fond d'une baie magnifique longeant la péninsule de Forillon. Ou encore à Baie-Saint-Paul sur la rive nord de l'estuaire du Saint-Laurent avec son embouchure aux falaises escarpées et sa petite rivière qui traverse au milieu de la ville. Même Montréal, la métropole du Québec, a été bâtie sur une île importante! Les Montréalais possèdent une oasis de verdure avec le parc du Mont-Royal au cœur de la cité.

Peut-on imaginer une ville où la nature serait encore plus généreuse, où il y aurait des lacs, des rivières, des marais pour accueillir les oiseaux migrants, des ruisseaux pour irriguer les terres, des collines, des petites montagnes pour voir au loin ou pour pratiquer le ski alpin, des boisés denses pour se détendre, observer ou chasser la faune?

Cette ville existe! C'est Rimouski, une agglomération de plus de 40 000 habitants, située à environ 300 kilomètres à l'est de Québec, la capitale nationale. Et les attraits sont nombreux sur ce vaste territoire qui présente une façade maritime d'une vingtaine de kilomètres entre L'Anse-au-Sable et Pointe-au-Père. En direction sud, il faut compter au moins 17 kilomètres avant d'atteindre la limite du secteur Mont-Lebel sur le plateau atteignant par endroits les environs de 300 mètres d'altitude.

Plusieurs lacs parsèment l'espace rimouskois: lac Bellavance, lac Guimond, grand lac Pointu, lac à Quenon, lac Lunette, lac de la Montagne, lac à Fiole, lac à Linda, grand lac Macpès, un vaste plan d'eau de 14 kilomètres au sud-ouest de Sainte-Blandine. Quatre rivières dévalent les pentes de la municipalité: la petite

rivière Neigette (sud-est), la rivière du Bois-Brûlé (au centre, près de Val-Neigette), la rivière Germain-Roy qui débouche non loin de la pointe Pouliot à Pointe-au-Père et, non la moindre, la rivière Rimouski qui serpente le territoire municipal sur une quinzaine de kilomètres avant d'aboutir au fleuve Saint-Laurent, à proximité du centre-ville. Cette rivière possède un fort potentiel récréo-touristique que les autorités rimouskoises ont commencé à mettre en valeur il y a quelques années avec la création du parc Beauséjour, un investissement parmi les plus pertinents effectués dans la métropole bas-laurentienne. On dénombre aussi plusieurs ruisseaux aux noms évocateurs: de la Savane, Marceau, du Vison, du Nénuphar...

Il existe un endroit privilégié pour saisir d'un seul regard une bonne partie du relief rimouskois: la montée Industrielle-et-Commerciale. En quittant l'autoroute 20 pour amorcer la descente de cette artère, on aperçoit le centre-ville et l'étalement urbain qui va de Pointe-au-Père à Sacré-Cœur. Au loin le parc du Bic et les îles, plus près l'islet Canuel et l'île Saint-Barnabé ponctuent le paysage maritime qui se prolonge jusqu'à la Côte-Nord. Par beau temps, des bateaux, remontant ou descendant le fleuve Saint-Laurent, agrémentent le décor. La ville s'illumine de partout en soirée et laisse une impression d'une agglomération plus peuplée qu'elle ne l'est en réalité.



Paysage automnal sur le Plateau, chemin de la Seigneurie (Jean Larrivée, 1998)

Lorsqu'on se déplace dans les principales rues, on saisit assez rapidement les caractéristiques majeures du relief: en direction ouest, vers Sacré-Cœur et dans le secteur de la route Bel-Air, la dénivellation s'accroît de plus en plus; on monte

d'une terrasse à l'autre. L'altitude est encore plus prononcée en direction sud; il suffit d'emprunter l'avenue de la Cathédrale pour gravir une centaine de mètres et atteindre un peu plus loin la faille de la Neigette qui constitue une dépression du terrain juste avant le soubresaut du plateau de Sainte-Blandine. Le secteur de Rimouski-Est et surtout celui de Pointe-au-Père présentent un relief plus doux avec une terrasse de quelques mètres seulement au-dessus du niveau de la mer. De manière imagée, on peut dire que le centre de la ville de Rimouski est situé au pied d'un véritable amphithéâtre¹ naturel où se succèdent talus, collines et terrasses.

Rien n'est parfait! Malgré de si nombreux attraits naturels, la ville de Rimouski a la réputation d'être exposée aux quatre vents. Bien sûr, l'île Saint-Barnabé et l'islet Canuel forment un écran protecteur réduisant la férocité des vents de l'ouest et l'ampleur des vagues. Les journées sans vent sont rares: seulement 4% du temps! Et la température moyenne de juillet frôle les 18 degrés celsius comparativement à 22 pour Montréal. Il tombe en moyenne 554 mm de pluie et 273 mm de neige par année; cela se compare avantageusement à Montréal (805 mm de pluie et 266 mm de neige). On observe aussi d'importants écarts de température entre les quartiers de la ville: on peut «geler» dans la rue du Fleuve à Pointe-au-Père et profiter de la piscine à Saint-Pie-X! Mais attention! Les jours près de la piscine sont comptés puisqu'il y a environ 180 jours sans gel²...

LES RIMOUSKOIS REDÉCOUVRENT LE FLEUVE ET LES BATTURES

Pendant des décennies, les Rimouskois, surtout ceux du centre-ville, boudent le fleuve Saint-Laurent. Et tant qu'à bouder, pourquoi ne pas lui tourner le dos... Les restaurateurs et les commerçants, préférant avoir de belles fenêtres dans la rue Saint-Germain, masquent le côté de leurs commerces qui aurait pu donner une belle vue sur la baie de Rimouski.

Les Rimouskois semblent aimer les extrêmes; après avoir ignoré leur façade maritime, voici qu'ils la redécouvrent avec un enthousiasme peu commun comme en fait foi l'achalandage de la nouvelle Promenade de la mer. Les activités prolifèrent: randonnée pédestre et vélo sur les sentiers Raymond-Sirois et Bernard-Voyer, rallye-kayak et traversée à pied vers l'île Saint-Barnabé lors de l'activité Marée haute sur la baie dont l'objectif avoué du président d'honneur est de «redonner la baie aux gens de Rimouski»³, retour de la pêche à l'éperlan où même les élèves sont mis à contribution, paraski ou ski à voile sur la banquise... des kilomètres de liberté aux grands vents, golf sur la banquise pour attirer les touristes durant la saison morte.

Cet engouement pour le fleuve avait déjà ses premières racines dans l'économie rimouskoise qui se spécialise de plus en plus vers les activités maritimes avec des organisations tels l'Institut maritime du Québec, l'Institut des sciences de la mer



La Promenade de la mer et l'imposante batture rimouskoise (Jean Larrivée, 2005)

(ISMER), la Technopole maritime, le Centre interdisciplinaire de développement en cartographie des océans et le Centre de recherche sur les biotechnologies marines.

L'île Saint-Barnabé et l'islet Canuel

L'accès à l'île Saint-Barnabé, achetée par la Ville de Rimouski en 1987, s'est démocratisé depuis peu grâce aux navettes en zodiac organisées durant la saison estivale à partir du quai de Rimouski-Est. Auparavant, l'île avait été fréquentée, entre autres par: l'ermite Toussaint Cartier, Flavien C. Beaumont, la famille de Louis-Jacques Lepage (1865-1903), Évariste Saint-Pierre, Joseph Parent qui y louait un lopin de terre dans les années 1920, la firme Pineau et frères (1942-1945) pour la coupe du bois, Théodore Lepage et d'autres familles de villégiateurs⁴.

L'île Saint-Barnabé offre, dans une certaine mesure, une barrière protectrice au centre-ville puisqu'elle s'étend sur quatre kilomètres de longueur entre les Cayes du Boutd'en Haut à l'ouest et la Fourche-du-bout-d'en Bas à l'est. La largeur atteint environ un tiers de kilomètre. Les citoyens de Rimouski-Est et de Pointe-au-Père ne bénéficient pas de cette protection et la vélocité des vents se fait davantage sentir dans ce secteur.

Les randonneurs ont accès à des sentiers aménagés dans une forêt composée de sapins, d'épinettes, de bouleaux. Le couvert forestier n'est pas d'une grande qualité surtout sur le versant nord exposé aux vents salins du fleuve. La rive nord, austère et sauvage, se compose de sables, de graviers et de crans. Du côté sud, les mar-

cheurs peuvent admirer le centre-ville et les collines avoisinantes, tout en arpentant la pointe à Bonneau et l'anse à Marsouin. L'île est le royaume du grand héron, du bihoreau, des canards noirs, des colverts... qui fréquentent le rivage ou les plans d'eau douce tels la petite Mare et le petit lac des Joncs.

Quant à l'islet Canuel, on dirait un gros rocher d'un kilomètre de longueur avec des parois assez abruptes. Arbres et arbustes ont réussi à coloniser une partie de cette surface rocheuse. On peut y accéder facilement à marée basse, à condition d'avoir de bonnes bottes imperméables pour affronter la vase omniprésente autour de l'islet.

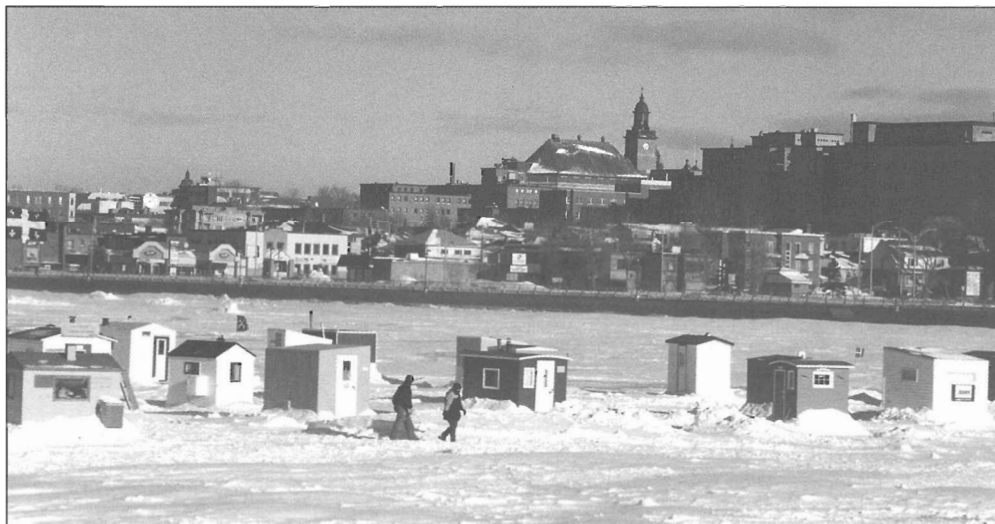
La batture ou le marais de Rimouski

À marée basse, près de cinq kilomètres de batture sont disponibles aux fervents du plein-air. Et tout cela en face du centre-ville! La batture constitue l'un des éléments les plus caractéristiques du paysage rimouskois. Ces zones marécageuses *«jouent un rôle capital. Véritables tampons entre le fleuve et la côte, elles filtrent, comme un rein, ce qui vient du milieu terrestre, soit les égouts et les contaminants agricoles»*⁵. Les marais salins produisent trois fois plus de matière végétale qu'un champ de maïs engraisé: leur importance pour l'environnement ne fait aucun doute⁶.

De nombreuses espèces aquatiques (myes, moules, crevettes, crabes...) et des oiseaux (goélands, canards, oies...) profitent de cette aire naturelle prolifique. En été, les Rimouskois peuvent observer les dizaines de grands hérons guettant leurs proies patiemment ou les nuées d'oies blanches en automne et au printemps. Difficile d'oublier certains spectacles que nous offrent cet environnement exceptionnel. Dans le milieu de la chasse rimouskoise, on raconte qu'un homme expérimenté chassait, il y a quelques années, l'oie blanche sur la batture. En fin de journée, il avait amorcé son approche dans le marais avec un jeune chasseur qu'il ne connaissait pas. Des centaines d'oies blanches atterrirent autour d'eux à la brunante dans un bruissement d'ailes et une cacophonie indescriptibles... et la pénombre faisait ressortir encore plus la blancheur de ces oiseaux magnifiques. Le plus expérimenté avait récolté deux oies, mais le jeune chasseur n'avait pas tiré... et avait simplement dit: *«Que c'est beau! Que c'est beau!»*. Faire l'expérience d'une chasse dans le marais de Nazareth demeure un moment privilégié: une nature grandiose et sauvage, près d'un centre-ville...

Lors des escapades sur la batture rimouskoise, il faut être prudent; la marée monte assez rapidement et le niveau de l'eau atteint plus de trois mètres à l'embouchure de la rivière Rimouski et plus de six mètres un peu plus au large. Et le marais est vaste... plus de trois kilomètres séparent l'île Saint-Barnabé et l'avenue de la Cathédrale.

En hiver, la batture devient un immense terrain de jeux pour les amateurs de paraski, les skieurs de fond et les randonneurs à pied ou en raquettes. Ceux qui ont l'énergie de se rendre à l'île Saint-Barnabé découvriront sur la banquise, le silence, le vent, apercevront le mont Comi avec son sommet enneigé et les gracieuses îles du Bic. Quelle baie magnifique!



Cabanes de pêcheurs sur la banquise (Jean Larrivée, 2004)

La réserve nationale de la faune de Pointe-au-Père

À l'extrémité est de la ville, les ornithologues fréquentent un autre marais plus restreint que celui de Nazareth mais tout aussi prolifique: une superficie de 20 hectares permet une halte bien méritée à plus de 110 espèces d'oiseaux. On peut observer dans cette réserve nationale, entre autres, le bécasseau roux, le tournepierre à collier et de nombreux canards barboteurs. Les oies raffolent des racines de la spartine disponibles entre les marelles. La protection de ce marais salant est d'autant plus nécessaire que des milliers d'hectares de zones humides ont disparu le long du Saint-Laurent depuis les années 1950. Il faut espérer que le problème des mauvaises odeurs estivales, émanant d'une petite section de ce marais, n'entrave pas l'enthousiasme des Rimouskois pour cet espace si important au plan écologique.

DU CENTRE-VILLE AUX QUARTIERS: UN HABITAT DISPERSÉ ET DIVERSIFIÉ

La nouvelle ville de Rimouski, en regroupant plusieurs municipalités, présente maintenant un habitat plutôt dispersé. Bien sûr, le cœur de la cité demeure **le quartier Saint-Germain** où se trouvent les édifices qui ont marqué l'histoire rimouskoise tels le Musée régional, le Palais de justice, l'Archevêché, la cathédrale, l'hôpital, le cégep, Telus, place Saint-Laurent... L'essentiel de la vie sociale, culturelle et économique se déroule sur quelques artères: la rue Saint-Germain, l'avenue de la Cathédrale et la rue de l'Évêché. Les institutions religieuses et l'Université sont bien en vue sur une terrasse surplombant les rues Saint-Pierre et Notre-Dame. Depuis peu, le secteur de la montée Industrielle-et-Commerciale attire de plus en plus les consommateurs rimouskois et ceux des villages avoisinants.

En direction ouest, immédiatement après avoir franchi le pont de la rivière Rimouski, on se retrouve dans **le quartier de Nazareth**, là où logeaient une bonne partie des travailleurs de l'ancienne Compagnie Price. En bordure du fleuve, les maisons sont construites sur une terrasse assez élevée donnant un point de vue remarquable sur le marais et les îles. L'église, très sobre, nous rappelle l'origine ouvrière des premiers occupants. Des résidences plus récentes prolifèrent dans la partie sud et ouest de Nazareth.

Le quartier de Sacré-Cœur, plus à l'ouest, nous dévoile un urbanisme typique de la banlieue avec ses résidences, plutôt coquettes, disséminées sur des collines et des terrasses. Et pourquoi pas un terrain de golf! De nombreux adeptes de ce sport arpentent le club de golf Les Saules situé tout en hauteur où abondent les points de vue inédits sur la ville et le fleuve.

Près du littoral, **le secteur du Rocher-Blanc** est en pleine mutation: plusieurs résidences luxueuses côtoient des chalets d'un autre âge; cela donne un amalgame un peu disparate. La mode du Rocher-Blanc risque d'être réservée, d'ici quelques années, à certains propriétaires capables de payer des résidences dispendieuses. L'accès à la plage est encore possible sur une longueur de 400 mètres environ. Le bruit des vagues, l'odeur de la mer, la présence visuelle des îles du Bic, Saint-Barnabé et de la pointe de l'islet Canuel nous font oublier que nous sommes ici en pleine ville! Les résidents du Rocher-Blanc ont un accès direct aux pistes Raymond-Sirois et Bernard-Voyer d'où ils peuvent contempler de superbes couchers de soleil, surtout en automne.

Dans ce lieu, jadis rural, des agriculteurs installaient des pêches à fascines juste en face de la grève entre 1875 et 1935. Ils capturaient ainsi capelans, harengs, saumons refoulés par les marées.

Une route accrochée à une falaise très prononcée nous amène à **L'Anse-au-Sable**, un peu plus à l'ouest du Rocher-Blanc. Une série de chalets bloquent cependant l'accès à la plage qui aurait pu être un autre endroit fréquenté par les Rimouskois. De retour sur le boulevard Saint-Germain Ouest, une longue montée nous fait accéder à un plateau où se trouve la galerie d'arts Basque. Quelques agriculteurs pratiquent leur métier le long de la route 132, aux limites de la municipalité du Bic.

La route du Bel-Air, que l'on emprunte via la rue Lausanne, se situe aussi dans un paysage rural et résidentiel: agriculteurs et travailleurs urbains se partagent les terrains en bordure de cette longue montée de presque quatre kilomètres qui débouche à la limite de Saint-Valérien. Le point de vue vaut le détour: on y entrevoit les hautes-terres, la route des Pionniers (232) et ses collines avoisinantes et le centre-ville au loin. Cependant, les tours de transmission d'Hydro-Québec brisent l'harmonie de ce paysage bucolique.

À l'est, de l'autre côté de la rivière Rimouski, **le quartier Sainte-Odile**, juché sur des collines, domine celui de Saint-Robert. Selon Léo Bérubé, Sainte-Odile *«est l'endroit par excellence pour compter les clochers et admirer le jeu féérique des lumières dans le calme du soir»*⁷. En circulant dans les rues de ce quartier, on réalise rapidement qu'il s'agit, comme à Nazareth, d'un ancien milieu ouvrier. En témoignent certaines résidences et l'église. Juste en bas, coule la majestueuse rivière Rimouski où a prospéré l'industrie du bois pendant de nombreuses années jusqu'au grand feu de 1950.

Le quartier Saint-Robert, très hétéroclite au niveau de l'habitat et de la composition sociale, représente une des plus anciennes assises de la ville de Rimouski. À l'origine, des agriculteurs tels les Lavoie, Ouellet, Dubé, Perron y produisent du lait et des légumes, souvent vendus dans les environs. Compte tenu de la proximité de La Perrelle Lumber et de la Compagnie Price, des journaliers s'installent dans ce quartier qui prendra rapidement des allures d'un habitat ouvrier, où viendront plus tard des cols bleus et certains professionnels. De nos jours, on distingue facilement le vieux Saint-Robert, avec ses maisons à logements, ses commerces, ses résidences disparates, du jeune Saint-Robert où des bungalows sont implantés le long de rues plus larges⁸. **Le parc Lepage**, véritable oasis, agit un peu comme une zone tampon dans le tissu urbain qui sépare Saint-Robert des **Terrasses Arthur-Buies et Saint-Pie X**, ces deux secteurs de la ville qui ont des allures de banlieue coquette avec des résidences souvent convoitées par les acheteurs à cause des aménagements et de la proximité du centre-ville.

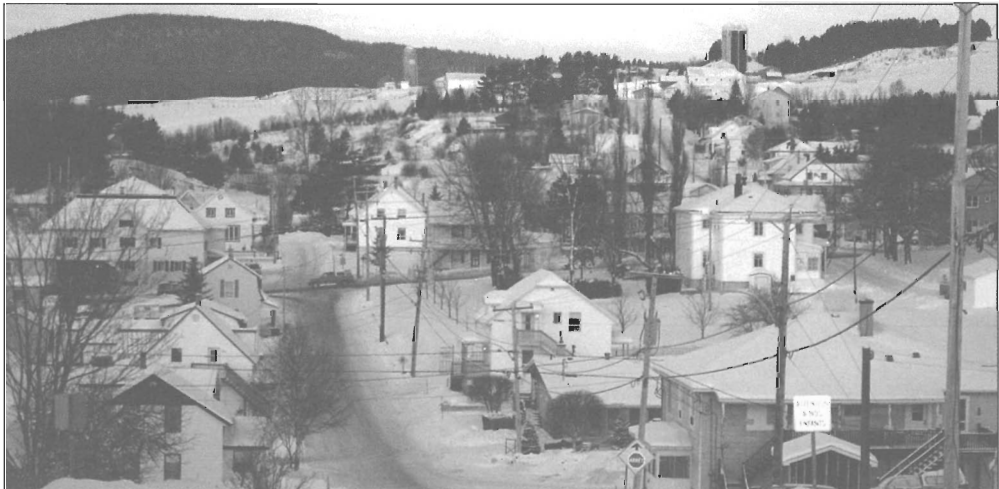
Le parc Beauséjour demeure un des endroits préférés des Rimouskois qui y pratiquent toutes sortes d'activités: marche, canotage, vélo, patins à roues alignées ou sur glace et le ski de fond. Les marcheurs empruntent des sentiers de part et d'autre

de la rivière et se rendent jusqu'à la Pulpe où Boralex a érigé un barrage hydroélectrique qui, malheureusement, a bouleversé la beauté de l'ancienne chute d'eau d'une vingtaine de mètres que venaient observer plusieurs amoureux. Des escarpements rocheux, en partie boisés, agrémentent cette section tumultueuse de la rivière. D'autres projets d'aménagement devraient voir le jour: des adeptes du plein-air aimeraient prolonger les sentiers qui longent la rivière jusqu'au canyon des Portes de l'Enfer à Saint-Narcisse.

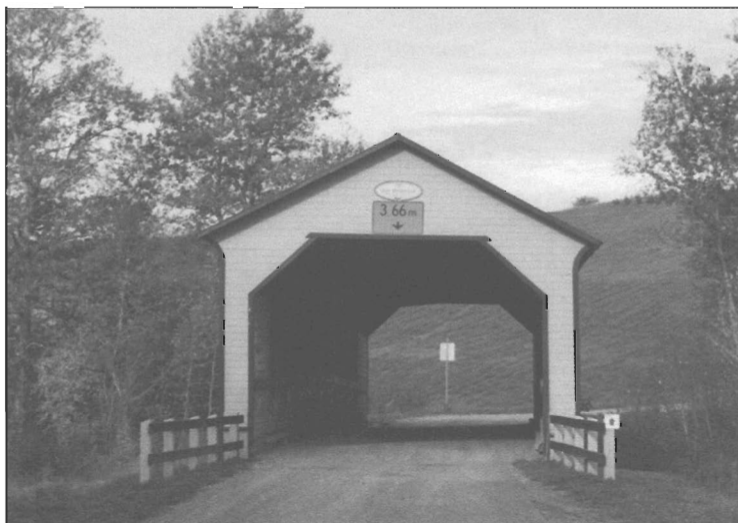
Le territoire rimouskois se ramifie en direction sud-ouest jusqu'à l'orée de la forêt via **le chemin Beauséjour** qui suit en parallèle la rivière Rimouski. Cette route se termine en cul-de-sac chez un agriculteur. Des résidences, de plus en plus éparées à mesure que l'on progresse vers la forêt, parsèment ce chemin vallonneux.

La densité du peuplement n'est pas très élevée à Rimouski; il suffit de quelques kilomètres pour se retrouver dans un paysage aux allures rurales. Par exemple, dès que l'on quitte l'avenue de la Cathédrale pour aboutir sur **le boulevard des Prés**, on découvre un environnement typique de la banlieue rimouskoise où alternent les exploitations agricoles et les résidences de plusieurs travailleurs qui font la navette vers le centre-ville. Le chemin des Buttes, le chemin de la Seigneurie Est et la route des Pionniers (232) sillonnent un plateau ondulé d'une altitude d'environ 200 mètres par rapport au niveau de la mer. Plusieurs boisés épars colorent le paysage à la fin de septembre. Ce plateau se termine au sud par la faille de la Neigette, entourée d'escarpements prononcés permettant aux adeptes du ski alpin de pratiquer leur sport préféré à la station de ski Val-Neigette.

La route des Pionniers (232) nous permet d'atteindre **le quartier de Sainte-Blandine** *«par une série de montées et de descentes, cette route franchit les*



Au cœur du quartier de Sainte-Blandine (Jean Larrivée, 2000)



Le pont des Draveurs (Kati Brown, 2005)

deuxième, troisième et quatrième rangs, eux-mêmes situés sur les barres rocheuses mieux drainées que les couloirs»⁹. Le cœur de Sainte-Blandine est situé dans une dépression bordée de collines assez importantes, surtout à l'est et à l'ouest.

Le chemin Saint-Gérard qui ne cesse de monter nous amène en direction est dans une zone agricole aux pentes abruptes. Nous sommes ici sur un plateau assez élevé (jusqu'à 280 mètres) et le panorama impressionne: des terres cultivées, des kilomètres de forêt et au loin les premières montagnes. Le chemin du Grand Macpès Est traverse une belle forêt plutôt sauvage, notamment des érablières, où on oublie facilement la proximité de Sainte-Blandine. Même constatation pour le chemin du Grand Macpès Ouest: beaucoup d'arbres de toutes sortes et, ci et là, quelques résidences secondaires ou permanentes.

Plus au sud à **Mont-Lebel**, le 3^e rang Est surplombe le plateau. Au début, quelques fermes, aux allures prospères, ornent le paysage mais plus loin, les résidences sont hétéroclites et parfois délabrées. En empruntant la route du lac à Quenon, nous descendons vers la petite rivière Neigette que le pont des Draveurs (1930) permet de franchir. Ce beau pont couvert est encaissé au pied de fortes pentes dans un décor enchanteur. Nous sommes ici aux confins sud de la ville de Rimouski, à la limite de la municipalité de Saint-Narcisse.

Quittons les hautes-terres et revenons sur le littoral pour explorer les deux derniers quartiers, Rimouski-Est et Pointe-au-Père. Ces deux anciennes municipalités sont situées en bonne partie près du niveau de la mer et sur une terrasse peu élevée, linéaire sur plusieurs kilomètres. Le paysage se démarque ainsi des sections plus abruptes du sud et de l'ouest de la ville de Rimouski.

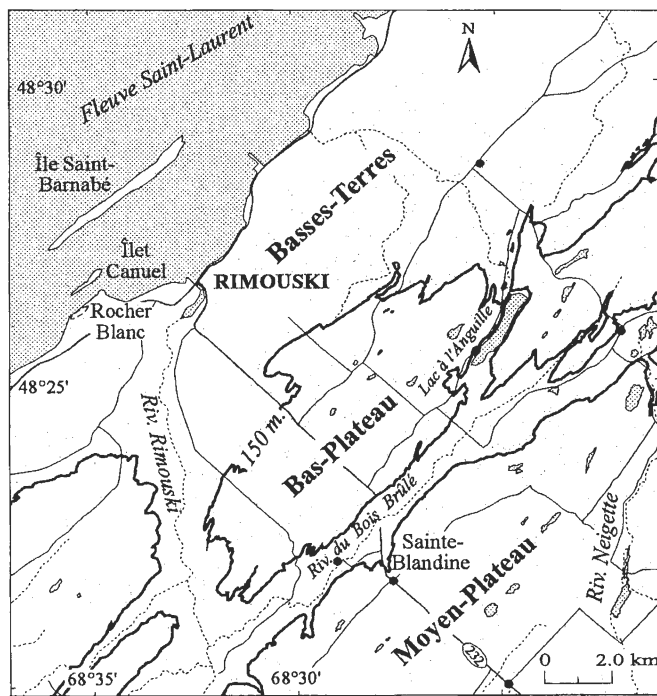


Une belle maison patrimoniale à Pointe-au-Père (Jean Larrivée, 2002)

Rimouski-Est, quartier aux origines ouvrières indéniables, possède un port de mer important où jadis des pétroliers déversaient des tonnes de mazout dans les réservoirs des plusieurs compagnies qui punctuaient ce secteur de la ville. L'aéroport de Rimouski constitue une enclave entre les résidences, les bassins d'épuration et les boisés plus au sud. La partie est de ce quartier a été aménagée à partir des terres agricoles des Dubé, Saint-Laurent, Banville, Côté... Avant la construction du boulevard du Rivage, une petite plage à l'est du quai se remplissait de baigneurs durant les quelques journées chaudes.

À l'extrémité est de la ville, **le quartier de Pointe-au-Père** a une connotation vraiment maritime avec le vieux quai abandonné, le phare et le Musée de la mer. Les anciennes résidences sur le chemin du Parc, près de l'église, semblent parfois immuables, comme cet ancien garage dont le propriétaire a conservé les vieilles pompes à essence.

Le développement résidentiel se fait ailleurs, à l'ouest sur le plateau et près du golf L'Empress où de luxueuses résidences s'alignent avec des maisons plus modestes. Une importante tourbière, en exploitation depuis des décennies, occupe le sud de ce quartier. Le long de l'autoroute Jean-Lesage (20), le paysage forestier est surprenant en direction de Saint-Luce: on se croirait sur la Côte-Nord avec cette section d'épinettes entassées qui dégagent un certain air tristounet.



Carte des Basses-Terres et des Plateaux (Claude Livernoche,
«Géomorphologie du territoire urbain de Rimouski et utilisation de l'espace»,
Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent, no 49, juin 1996, p. 5)

DES MILLIONS D'ANNÉES AVANT L'HOMME¹⁰

À l'échelle humaine, le paysage nous apparaît immuable. Bien sûr, nous observons quelques modifications produites par nos interventions: construction de tel édifice, reboisement de telle terre agricole... Pourtant, au fil de millions d'années, l'espace rimouskois a été le théâtre de nombreux et importants bouleversements.

Il y a tellement longtemps que l'on a peine à le concevoir, soit aux alentours de 450 millions d'années (M.A.), une immense mer nommée Iapetus recouvre la région. Des sédiments tels les sables, les argiles, les vases, les graviers se déposent au fond de cette mer, inlassablement, millimètre par millimètre, et constituent peu à peu des roches qui seront poussées vers le haut par des pressions de la croûte terrestre et formeront ainsi d'immenses montagnes semblables aux Rocheuses canadiennes.

Après deux phases de plissement vers le haut (450 M.A. et 350 M.A.), l'érosion fait son œuvre: vents, pluies, gels, dégels rasant très lentement ces montagnes à partir de 350 millions d'années. Une pénéplaine apparaît puis de nouveaux soulève-



Une ferme près de la station de ski Val-Neigette (Jean Larrivée, 1995)

ments constituent les collines et les vallées. Des crêtes (barres) étroites de roches dures, disposées en parallèle, marquent le territoire bas-laurentien comme l'illustrent à merveille l'île Saint-Barnabé et l'islet Canuel.

En plus des soubresauts de l'écorce terrestre, plusieurs périodes d'intense refroidissement, entre autres vers 1,6 M.A., produisent des glaciations importantes recouvrant le territoire d'une immense calotte glaciaire épaisse de trois kilomètres par endroits! Les périodes glaciaires et interglaciaires correspondent à des cycles que les scientifiques attribuent aux variations de l'intensité solaire. Celle-ci fluctuerait selon des changements de l'orbite de la Terre autour du Soleil (cycle de 100 000 ans), selon l'axe de notre planète (obliquité) par rapport au Soleil (cycle de 40 000 ans) et, avec moins de certitude, selon la force de l'irradiation solaire (les taches solaires ayant des cycles divers 11 ans, 22 ans, 208 ans etc.)¹¹.

Il y a 20 000 ans lors de la dernière période de refroidissement, la calotte glaciaire atteint New York. Un lent réchauffement, accompagné d'une déglaciation, débute vers 13000 avant aujourd'hui (A.A.). L'eau réapparaît enfin! Peut-on simplement tenter d'imaginer des icebergs flottant à la dérive dans la vallée de la Neigette? Tout le plateau de Sainte-Blandine est recouvert à ce moment-là d'un imposant glacier laissant tomber de gros fragments dans la vallée de la Neigette, inondée par la mer de Goldthwait qui recouvrait de plusieurs mètres la majeure partie du territoire actuel de la ville de Rimouski.

Peu à peu, la glace fond sur le plateau et l'eau finit par se retirer au rythme des années qui passent selon le scénario suivant: 10 000 A.A., l'eau atteint 55 à 60 mètres de hauteur et touche encore le quartier actuel de Sainte-Odile; 3 000 A.A., la ligne de rivage (la grève) est à 5 mètres de hauteur par rapport au niveau actuel de la mer et l'eau frôle le talus de la rue Saint-Pierre.

En se retirant, les glaciers récurent le sol, laissant par endroits des cicatrices favorables à l'apparition de futurs lacs, mais *«contrairement à une idée largement répandue, les glaciers quaternaires n'ont pas bouleversé le relief préglaciaire (...) en dehors des vallées, leur action a été très inégale et dans l'ensemble plutôt limitée: simple récurage des affleurements rocheux, profil arrondi des collines»*¹².

Après la fonte des glaciers et le retrait de la mer de Goldthwait, le sol rimouskois actuel émerge aux grands vents. En bordure du littoral, les basses-terres constituées de limons et d'argiles d'anciennes terrasses marines seront propices à l'exploitation agricole future. Les sols argileux sont à certains endroits recouverts de sables et de graviers ce qui rend ces zones instables comme l'ont démontré des glissements de terrains observés près de la rivière Rimouski et la rue Ross. À Rimouski-Est, des terrains argileux mal drainés faciliteront l'installation des étangs d'épuration des eaux usées.

Sur le plateau, le sol se compose de matériaux tels les grès, les conglomérats, les quartzites et quelques calcaires. La mince épaisseur du sol arable permettra quand même à des agriculteurs de pratiquer ce vieux métier.

IL Y A 8000 ANS: LES PREMIERS AMÉRINDIENS

Revenons un peu en arrière... Au cours des milliers d'années de la dernière période glaciaire, la glace, épaisse et dense, recouvre l'ensemble du Québec et une partie des États-Unis, étouffant le processus de la vie: toute forme de végétation disparaît et les animaux ont fui vers le sud. Puis le climat se réchauffe tranquillement. Entre 11 000 A.A. et 9 500 A.A., la température moyenne annuelle est inférieure à -6 degrés celsius et un paysage de toundra envahit le territoire rimouskois. À plusieurs endroits, le sol est gelé en permanence (pergélisol). La forêt gagne du terrain vers 8000 A.A. et colonise la toundra sous forme de bosquets épars au fond des vallées et près des lacs: épinettes noires, mélèzes, bouleaux blancs, sapins colorent enfin le paysage¹³. Les oiseaux réapparaissent tels les goélands, les grands hérons, les canards, les bernaches du Canada, les oies blanches. Les poissons abondent dans les eaux froides: harengs, capelans, morues, plies, saumons, éperlans sillonnent le fleuve Saint-Laurent. Quant aux animaux tels les caribous et les ours noirs, ils explorent le terrain à la recherche de nourriture.

Repères amérindiens

- Période paléoindienne:**
- 12 000 à 6000 avant aujourd'hui (A.A.)
 - chasseurs-cueilleurs
 - pointes taillées dans la pierre
 - grattoirs, racloirs, forets etc.
- Période archaïque:**
- 6000 à 2000 A.A.
 - sépultures
 - pêche, moules, œufs, originaux, caribous etc.
- Période sylvicole:**
- 2000 à 500 A.A.
 - Essor démographique des Micmacs en Gaspésie
 - céramique, horticulture

Source: Jean-Pierre Bélanger, «Les premiers Gaspésiens» dans *Parcours historiques dans la région touristique de la Gaspésie* sous la direction de Paul Larocque et Jean Larrivée, Rimouski, UQAR-GRIDEQ, 1998, p. 440-443 et Paul Larocque, *Parcours historiques dans la région touristique du Bas-Saint-Laurent*, Rimouski, UQAR-GRIDEQ, 1994, p. 402-403.

La présence de ces mammifères, de ces oiseaux, de ces poissons attirent dans la région rimouskoise un prédateur redoutable: l'Homme! Mais d'où proviennent les humains qui fréquentent pour la première fois le territoire rimouskois?

Il y a 30 000 ans environ, des hordes humaines migrent de l'Asie via le détroit de Béring en Alaska. Petit à petit, au gré du climat et des déplacements du gibier, ils avancent sur le continent américain. Vers 11 000 A.A., des chasseurs nomades traversent à l'est du Mississippi. Quelques milliers d'années plus tard, vers 8000 A.A., un groupe d'Amérindiens s'installent de façon provisoire sur les hauteurs de Sainte-Odile, lieu où les archéologues ont fait une découverte majeure lors de la construction de la bretelle de l'autoroute 20 à l'été 1991. Il s'agit d'un des plus anciens sites paléoindiens de culture Plano au Québec. Une quarantaine de chasseurs paléoindiens utilisent ce promontoire naturel de Sainte-Odile, situé à 500 mètres de distance du littoral qui était plus élevé à cette époque. De là, ils peuvent observer le gibier et probablement, grâce aux vents, se débarrasser des moustiques... Les fouilles sur ce site archéologique ont révélé plusieurs outils (132) tels des forets, des pointes, des grattoirs, des racloirs, des affûtoirs qui présentent des similitudes avec ceux identifiés plus loin en Gaspésie dans les secteurs de Sainte-Anne-des-Monts et de Cap-au-Renard. «L'outillage révélait plusieurs pointes de projectiles typiques de la retouche parallèle des groupes Plano (Chapdelaine, 1994) et l'analyse des résidus

de protéines de sang laissait supposer une exploitation diversifiée de petits, moyens et gros mammifères (Newman, 1994)»¹⁴. Wapitis, lièvres, renards, lynx et probablement caribous composent la nourriture principale des chasseurs rimouskois.

Ces Amérindiens très nomades se sont déplacés vers Rimouski puis la Gaspésie, fréquentant, selon un premier scénario des archéologues, les territoires de chasse du Maine, du Témiscouata. Un deuxième scénario de déplacement serait le suivant: les Paléindiens circulent d'abord dans l'axe laurentien soit Québec, Rimouski, Sainte-Anne-des-Monts puis le Témiscouata et le Maine¹⁵.

D'autres sites préhistoriques plus récents ont été découverts dans le secteur du parc du Bic (celui du Cap-à-l'Orignal daterait de 4000 A.A.), à Trois-Pistoles et à L'Île-Verte. Tous ces sites, comme celui de Sainte-Odile, mettent en lumière le nomadisme des premiers Amérindiens qui se déplacent au fil des saisons et des migrations animales. *«Jamais, les Amérindiens ne paraissaient y faire des séjours prolongés en groupes imposants. De l'époque paléoindienne jusqu'au sylvicole, le type de fréquentation demeure assez semblable: les Amérindiens sillonnent les rives de l'estuaire et parfois le pays intérieur en quête de nourriture...»¹⁶.*

Pendant des millénaires, les Amérindiens bénéficient d'un immense territoire, giboyeux à souhait en certaines saisons. Mais un jour, ils seront eux-mêmes confrontés à un terrible rival: l'homme blanc...

Chapitre 2

Le territoire et ses premiers occupants

Par Sylvain GOSSELIN



La maison Lamontagne, construite au milieu du 18^e siècle, illustre bien la technique de construction héritée du Moyen Âge: le colombage pierroté (photo Jean Larrivée, 2005)

Depuis la Découverte, en 1534, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, Rimouski connaît un développement assez lent, mais plutôt continu. Avant l'arrivée de ses premiers colons, le nom de Rimouski est pratiquement inconnu. Mais Saint-Barnabé l'est davantage, puisque c'est le nom de l'île qui offre aux navigateurs et aux pêcheurs un point de repère le long du fleuve Saint-Laurent. Les premiers Européens qui parcourent le territoire de Rimouski sont des missionnaires jésuites accompagnant les Indiens dans leurs expéditions annuelles. Les autochtones connaissent Rimouski depuis des temps immémoriaux. C'est d'ailleurs eux qui lui ont donné son nom. Leur connaissance du territoire vient de la fréquentation régulière des lieux dans le cadre de leurs activités de chasse et de pêche saisonnière.

La politique de colonisation qui vise à établir les seigneuries de place en place nuit au développement rapide du territoire. En effet, la seigneurie de Rimouski n'est concédée qu'assez tardivement (1688), et encore son propriétaire s'en tient éloigné. L'arrivée de René Lepage, qui s'en porte acquéreur en 1694, marque l'ouverture d'une nouvelle époque. Avec deux autres familles pionnières, les Laurent et les Gosselin, le nouveau seigneur y fait les premiers défrichements, établit des liens avec les aborigènes, met en place les structures du système seigneurial. Vivant des ressources que leur offre la nature environnante, les défricheurs subissent un isolement pratiquement total causé par la situation géographique excentrique et limitrophe de leur poste.

Même après un quart de siècle d'occupation, Rimouski demeure peu attractive pour les immigrants, bien que l'on puisse enregistrer certains progrès. Pierre Lepage, le nouveau seigneur, obtient l'agrandissement de sa seigneurie en 1751, fait construire un nouveau manoir et un deuxième moulin, poursuit la mise en valeur des ressources du territoire et dote généreusement l'église de la mission. Mais l'éloignement de Rimouski complique la vie de ses habitants, que ce soit pour l'administration de la justice ou tout simplement pour assurer leur sécurité. Aussi, le fleuve demeure alors, et pour longtemps encore, la principale voie de communication qui s'offre à eux pour obtenir les biens et services en provenance de l'extérieur.

Avec la mort du deuxième seigneur, en 1754, s'amorce un temps d'incertitude. La population, qui enregistre une certaine augmentation, voit ses progrès compromis par deux vagues d'épidémies. Les relations avec les Indiens, autrefois cordiales, sont menacées par la vente d'alcool qui leur est faite. Malgré quelques acquis, comme l'élargissement du territoire habité et les débuts de l'exploitation forestière, la seigneurie vit des heures douloureuses. La mort prématurée du troisième seigneur, Germain Lepage, amène son frère Pierre à reprendre la succession de ce dernier et à assurer la régence durant la minorité de son neveu, Louis, seigneur en titre. Aussi, durant cette période, la famille seigneuriale voit son niveau de vie diminuer considérablement. Les causes en sont multiples: la division du patrimoine occasionnée par

des partages successoraux consécutifs, un long procès pour déterminer la limite commune avec la seigneurie du Bic, la contestation des droits de traite par des coureurs des bois sans scrupules... De tout cela résulte un appauvrissement progressif, qui est accentué par les effets de la guerre de 1759. Un appauvrissement dont Joseph Drapeau, un habile négociant de Québec, saura profiter en se portant acquéreur de tous les droits successifs immobiliers du dernier seigneur Lepage en 1790. Également troublée par la guerre, la population l'est aussi dans ses mœurs. La construction d'une nouvelle église amène un climat d'affrontement avec l'autorité religieuse. Laissée sans pasteur durant plusieurs années, la population s'en est trouvée franchement isolée. Un isolement qui n'a pas cessé depuis les débuts de la colonie puisque Rimouski est toujours privée d'un axe routier la reliant à l'extérieur¹.

UNE RIVE «*FORT PEU CONNUE*» (1535-1694)

Explorateurs et pêcheurs européens

Jacques Cartier

L'histoire écrite de Rimouski commence avec la Découverte. On doit la première description de notre territoire au navigateur malouin Jacques Cartier. Lors du deuxième voyage qu'il effectue en Amérique du Nord, en 1535, il explore attentivement les rives du fleuve Saint-Laurent afin d'y trouver un passage qui pourrait le mener jusqu'aux Indes. Parvenu au havre du Bic le 29 août, il baptise les îles qui s'y trouvent du nom d'«*ysleaulx saint Jehan*»², parce qu'il les découvre en la fête de la Décollation de saint Jean Baptiste. Mais avant d'arriver à ce havre, il note dans ses *Relations* avoir rencontré «*une ysle à l'est d'icelluy [à] environ cinq lieues où il n'y a point de passage entre terre et elle que par basteaulx*»³. À n'en pas douter, cette description correspond bien à la situation géographique de l'île Saint-Barnabé (voir l'encadré: Les îles de Rimouski) dont le chenal, profond d'à peine quatre mètres lorsque la mer est haute, ne permet pas le passage des vaisseaux à basse marée. Cette observation laisse à penser que Cartier aurait pu descendre à l'île Saint-Barnabé avant de poursuivre sa course vers les îles du Bic⁴.

Les îles de Rimouski⁵

Jacques Cartier est le premier Européen à avoir décrit l'île Saint-Barnabé, mais sans la nommer explicitement. Champlain, pour sa part, la désigne par son nom, la situe et la décrit parfaitement: «*De Mantane l'on va à l'Isle de Saint Barnabé à seize lieuës, elle est par la hauteur de quarante huit degrez trente-cinq minutes, & estant basse; au tour sont des pointes de roches, elle contient quelque lieue & demie de longueur, fort proche de la terre du Su: il y a passage entre deux pour passer de petites barques, & ne faut laisse de prendre garde à soy, car elle est couverte de bois de pins, sapins et cedres*»⁶. On sait que l'île Saint-Barnabé portait déjà ce nom en

1612, si l'on se fie à la carte de la Nouvelle-France réalisée par Champlain⁷. (L'île y est alors désignée sous le toponyme: «*I. St Barnabé*»). Qui l'a nommée ainsi, en quelle année et pour quelle raison? À dire vrai, on n'en sait rien. Selon Pierre-Georges Roy, ce serait nul autre que le fondateur de Québec qui l'aurait baptisée ainsi, «*probablement parce qu'il la côtoya, le 11 juin, jour de la fête de saint Barnabé*»⁸. Fait à noter, on rencontre parfois la variante Île Barnaby pour décrire cette entité géographique.

L'île voisine, appelée îlet Canuel, est située entre le littoral et l'extrémité ouest de l'île Saint-Barnabé. L'origine de son nom paraît ancienne. Dans sa *Chronique de Rimouski*, publiée en 1873, Charles Guay mentionne que son appellation rappelle la «*mémoire du premier cultivateur du nom de Canuel qui défricha une terre vis-à-vis cette île*»⁹. Louis Canuel (1715-1795), l'ancêtre des Canuel de la région, serait celui dont on aurait voulu préserver le souvenir. Cependant, il faut penser que le toponyme de cette île ne s'est pas imposé immédiatement, puisque certains documents de la fin du XVIII^e siècle la désignent encore sous les noms d'«*islet au rocher*»¹⁰ et d'«*islet des roches*»¹¹. Ce n'est d'ailleurs pas les seules variantes que l'on retrouve pour désigner cet îlot. On le désigne également par les noms d'île de Guespègue, islet à Canuel, île Canuel, île Canuet, île à Canuet et Rocher Bare.

Pêcheurs basques

Vers 1570, dans le sillage du premier explorateur, des pêcheurs basques s'engagent de plus en plus profondément dans le fleuve à la poursuite des colonies de baleines qui se font de plus en plus rares dans le golfe Saint-Laurent. Cette chasse donne aussi l'occasion à ces marins de se faire commerçants en établissant des contacts avec les populations autochtones des environs qui leur fournissent des fourrures en échange de biens d'utilité courante (haches, couteaux, chaudrons, etc.). On peut voir dans la région de Tadoussac et de l'île Verte, notamment, des vestiges de fourneaux destinés à l'extraction d'huile de baleine. À Rimouski, aucune trace de ces marins-traiteurs n'a encore été relevée. Certes, ils devaient bien être familiers des environs, mais rien n'indique qu'ils y firent la chasse ou le commerce. À partir de la seconde moitié du XVII^e siècle, les marins basques sont chassés du fleuve par les compagnies françaises qui possèdent désormais le monopole sur la traite des fourrures.

Samuel de Champlain

Au début du XVII^e siècle, alors que la France reprend de l'intérêt pour ses colonies d'Amérique septentrionale, un nouvel explorateur, Samuel de Champlain, vient donner son appréciation de Rimouski et de la région en publiant ses récits de voyage. Ainsi, en 1603, Champlain décrit systématiquement le pays de Matane

jusqu'au Bic. Les observations qu'il fait de ce vaste territoire sont plutôt mauvaises: «*Toutes ces dites terres sont fort haultes élevées, qui sont sterilles, n'apportant aucune commodité*»¹². En 1632, son jugement sur la côte bas-laurentienne s'est un peu amélioré. Ainsi, il reconnaît le fort potentiel forestier de la région qui s'étend depuis Gaspé jusqu'au Bic: «*Tout ce pays est remply de pins, sapins bouleaux, cedres*»¹³. Ce paysage plutôt serein, en apparence, n'est pourtant pas exempt d'agitations. Quatre ans plus tôt, en 1628, une bataille navale se livre au large de Rimouski entre la flotte des frères Kirk et celle de Roquemont de Brison. C'est Champlain, lui-même, qui rapporte l'événement dans ses *Voyages*¹⁴. La défaite des Français qui en découle apporte un coup fatal à la jeune colonie qui est ainsi privée de ses approvisionnements. Forcée de capituler en 1629, la colonie est perdue au profit des Anglais, avant d'être rétrocédée à la France en 1632.

Amérindiens¹⁵

Iroquoiens

Des découvertes archéologiques récentes ont révélé que les rives du Saint-Laurent sont visitées sur une base régulière par des Iroquoiens à l'époque où Jacques Cartier fait ses explorations. Les Mohawks, les Hurons et les Iroquois, qui font partie de la grande famille iroquoise, profitent en effet de la belle saison pour entamer leur long périple qui les mène depuis leurs lieux d'hivernement, dont le centre se situe dans la région de Portneuf, jusqu'à Percé et même au-delà, vers la péninsule acadienne. En quête de ressources marines et d'objets à troquer avec des nations amies, ces Amérindiens connaissent bien Rimouski qui constitue sans doute un lieu de séjour obligé sur leur route vers l'Atlantique. Lorsqu'en 1603, Champlain vient à son tour explorer le fleuve, la situation s'est transformée diamétralement. Les rives semblent presque désertes et les Iroquoiens rencontrés par Cartier paraissent avoir disparu. Pour Ghislain Michaud, la dispersion des communautés iroquoiennes pourrait s'expliquer par une modification des «*rapports de forces entre les groupes amérindiens qui transitent sur le fleuve*»¹⁶, provoquant l'établissement d'une sorte de zone neutre entre nations ennemies.

Montagnais

Depuis la fin du XVI^e siècle, les Français entretiennent des relations privilégiées avec les Montagnais – leurs principaux partenaires commerciaux –, qui leur servent d'intermédiaires avec les nations amérindiennes de l'intérieur. Au carrefour de ce réseau de traite des fourrures, Tadoussac constitue le centre principal des échanges entre autochtones et Français. Le territoire des Montagnais est très vaste. Il s'étend depuis Québec jusqu'à la rivière aux Outardes sur la rive nord. On leur attribue également la plus grande partie du Bas-Saint-Laurent, soit la portion com-

prise entre la rivière du Loup et la rivière Matane. On a affirmé cependant que les Montagnais n'étaient pas véritablement chez eux sur la rive sud, en les assimilant à des «groupes d'exploration, ou dans certains cas de fugitifs, vivant sur les ressources du pays»¹⁷. De toute façon, il est certain qu'ils représentent le principal groupe amérindien du territoire bas-laurentien au XVII^e siècle. Les Jésuites qui les accompagnent périodiquement dans leurs déplacements attestent de ce fait dans les rapports des missions qu'ils dirigent. En ce qui regarde la région de Rimouski, les *Relations* fournissent des indications précieuses sur les expéditions des Montagnais et les incursions des Iroquois dans le territoire. Le premier rapport qui concerne la région met en scène le père Pierre Bailloquet qui hiverne dans les environs des monts de Notre-Dame en 1661-1662¹⁸. Mais l'épisode le plus connu demeure sans doute celui du père Henri Nouvel qui s'arrête près de l'île Saint-Barnabé, avec un groupe de Montagnais, en 1663:

*Le septième jour de Decembre nous arrivâmes heureusement du costé du Sud, vis-à-vis l'Isle de saint Barnabé; nous y celebrâmes le lendemain la feste de l'immaculée Conception de la sainte Vierge; nous arrestâmes la quelques jours, en attendant un temps favorable dans les bois. Cependant nos chasseurs estans allez faire la découverte bien avant dans les Terres, ils y trouverent des pistes d'Iroquois, ils y entendirent les coups de fusil, avec lesquels ils chassoient aux Orignaux; cela n'empêcha pas que nous n'entrassions bien avant dans les bois le jour de la saint Thomas. Nous avons passé les festes de Noël auprez d'un grand Lac, ou nous dressâmes une Chapelle*¹⁹.

Le site de l'arrivée du missionnaire a donné lieu à une certaine controverse chez les historiens. Cyprien Tanguay²⁰, le premier, a affirmé que le père Nouvel était descendu à la pointe au Père, attendu que le toponyme de l'endroit pouvait rappeler le souvenir du jésuite. Un autre auteur (sans doute Romuald-Philippe Sylvain) a considéré que l'épisode historique s'était plutôt déroulé «sur la lisière de la forêt»²¹ de Rimouski, prenant littéralement l'expression utilisée par le père Nouvel qui disait être descendu «vis-à-vis l'Isle saint Barnabé». En fait, il est difficile de dire quel fut le site précis de son arrivée. S'il est vrai que l'embouchure de la rivière Rimouski convient moins bien que la pointe au père comme halte aux voyageurs qui fréquentent la voie fluviale²², il n'est pas interdit de penser que l'expédition du père Nouvel se soit quand même arrêtée à l'entrée de ce cours d'eau avant de reprendre sa route vers l'arrière-pays de Rimouski²³. Bien que pour certains, il demeure impensable que les Montagnais soient passés par là, puisque ce faisant ils auraient inutilement allongé leur parcours, qui devait en fait les mener jusqu'au lac Mitis²⁴ ou Matapédia²⁵. Mais, comme le récit du père jésuite laisse place à interprétation, on ne saura sans doute jamais le fin mot de l'histoire...

Quoi qu'il en soit du site de l'arrivée et du périple du père Nouvel, l'aventure du missionnaire constitue la dernière référence historique au passage des Montagnais dans la région de Rimouski. D'ailleurs, c'est bientôt tout le territoire du Bas-Saint-Laurent qui sera abandonné par cette nation. Ce désintérêt apparent pourrait bien s'expliquer par une épidémie de petite vérole qui afflige la communauté montagnaise à la fin des années 1660. À l'appui de cette hypothèse, le témoignage du père Charles Albanel qui, lors de son passage à l'île Verte le 11 décembre 1669, raconte n'y avoir découvert *«que des squelettes animées, & des corps tous defigurez, qui avoient déjà passé quatre jours entiers sans avoir dequoy manger»*²⁶.

Micmacs

Avant l'arrivée des Européens, les Souriquois, mieux connus sous le nom de Micmacs, occupent un territoire immense qui correspond aujourd'hui à l'Île-du-Prince-Édouard, à la Nouvelle-Écosse, à l'est du Nouveau-Brunswick et à la péninsule gaspésienne. Mais, c'est dans le secteur de Ristigouche qu'ils se font le plus présents. De là, ils ont un accès sur le Bas-Saint-Laurent, en empruntant les rivières canotables comme la Ristigouche, la Matapédia et la Patapédia. Leurs incursions dans le territoire les amènent à se rendre aussi loin qu'à la rivière du Loup, attirés par les opportunités de traite avec les Français. Un missionnaire jésuite, le père Jean Morain, témoigne de leur passage à cet endroit en 1677. Mais, selon lui, les Gaspésiens (les Micmacs de la péninsule de Gaspé) sont là comme dans un pays étranger²⁷. Un capucin, le père Pacifique, a expliqué pourquoi en disant *«que les régions de Rimouski et du Témiscouata étaient surtout les champs de chasse de la tribu sœur, les Malécites»*²⁸.

Pour Léo Bérubé, il est incontestable que les Micmacs ont fréquenté Rimouski à l'époque de sa fondation et même antérieurement. Selon cet auteur, ce sont les Micmacs *«qui ont baptisé eux-mêmes, en raison de sa rivière, ce poste maritime qui faisait partie de leur vaste territoire de chasse et de pêche»*²⁹. S'il est difficile d'affirmer que le nom de Rimouski est bien d'origine micmaque (voir l'encadré: Rimouski), on peut dire, en revanche, que le site a été fréquenté de longue date par les représentants de cette nation. Les registres de la mission de Rimouski, au XVIII^e siècle en particulier, attestent des séjours réguliers qu'ils ont faits dans nos contrées. On s'est longtemps interrogé pour savoir si les Micmacs avaient eu un établissement sédentaire à Rimouski³⁰. Or, il est bien connu aujourd'hui que leur mode de vie nomade ne s'accordait guère avec ce genre d'établissement.

Rimouski

Le nom de Rimouski apparaît pour la première fois, du moins officiellement, dans l'acte de concession de la seigneurie de Rimouski en 1688. Sur l'origine et la signification de ce nom, les avis sont partagés. On s'entend pour dire qu'il s'agit d'un toponyme d'origine amérindienne: malécite ou micmaque, les opinions divergent. (Il faut dire que ces deux langues appartiennent à la même famille linguistique³¹.) Le sens à donner au nom Rimouski prête également à controverse. L'abbé Cyrien Tanguay, dans ses notes inédites sur la paroisse de Rimouski, soutient que ce nom veut dire «*terre de l'original*»³². Les Micmacs auraient ainsi voulu souligner la présence abondante, du moins anciennement, de ce grand cervidé dans notre région. L'abbé Charles Guay, «*sous toute réserve*», donne une définition totalement différente de ce mot. Pour lui, Rimouski, signifierait «*rivière de chien*»³³, ce qui constituait, dans la langue des Micmacs, une sorte d'invective. Car pour atteindre la côte sud et l'embouchure de la rivière, où ils habitaient durant l'été, les Indiens étaient bien souvent forcés d'attendre la marée montante. Ce repos forcé causait ainsi chez eux un fort sentiment de contrariété. Selon une autre définition, partagée par Mgr Louis-François Lafleche et le père Albert Lacombe, o.m.i., Rimouski signifierait «*demeure du chien*»³⁴. En prenant comme objet de comparaison la langue des Sauteurs, Rimouski se composerait des éléments suivants: *Animoush* qui veut dire «*chien*» et *ki* ou *gi* qui correspond à «*demeure*». En changeant le *n* par un *r*, on obtiendrait *Arimouski*, l'équivalent de «*maison du chien*». Pour Charles Guay, il demeure possible que le nom Rimouski, qui serait d'origine micmaque, nous vienne de ce que les indigènes aient aperçu dans la région quelques tanières, «*habitées par des animaux sauvages, ressemblants beaucoup à nos chiens d'aujourd'hui*»³⁵. Une dernière interprétation nous vient du père Pacifique de Valigny, o.f.m.cap. Celui-ci affirme que Rimouski est en fait un mot malécite: *Lemosgig*, qui pourrait se traduire par «*retraite des chiens*». Faucher de Saint-Maurice semble lui aussi accorder du crédit à cette définition du mot Rimouski en disant qu'il s'agit d'un mot sauvage que l'on peut traduire par «*grotte du chien*»³⁶.

Au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, le territoire de Rimouski est souvent identifié sous le nom de Saint-Barnabé, en référence à l'île du même nom qui lui fait face. Il faut dire que dans les commencements du pays, les noms que nous devons à la navigation étaient plus connus et, par la suite, d'un usage plus fréquent. La cartographie témoigne bien de cette particularité en désignant longtemps le territoire sous l'appellation de son île. Ainsi, ce n'est qu'en 1755 qu'on voit apparaître une première fois le nom de Rimouski sur une carte officielle, celle du sieur d'Anville³⁷. C'est pourquoi, jusqu'à la fin du régime français, on désigne le territoire aussi bien sous le nom de Saint-Barnabé que celui de Rimouski. Dans les documents anciens, ces noms prennent différentes tournures, qui témoignent du langage parlé du temps. Ainsi, pour le toponyme Saint-Barnabé, c'est aussi Saint-Bernabé. Quant au nom Rimouski, il se décline sous une multitude de formes, comme l'attestent les actes notariés du temps. En consultant la banque de données notariales *Parchemin*, on peut en distinguer au moins une vingtaine, toutes plus originales les unes que les autres, en passant par «*Arimousquy*» jusqu'à «*Rimoustits*».

Malécites

Jusqu'à tout récemment, la présence des Malécites dans la région du Bas-Saint-Laurent a été plutôt minimisée par les auteurs. Les Malécites, que certains historiens assimilent volontiers aux Etchemins³⁸, sont proches des Micmacs et des Abénaquis par leur culture. Les trois nations appartiennent d'ailleurs à la grande famille Algonquienne. Au moment des premiers contacts avec les Européens, ces «*Indiens du fleuve Saint-Jean*», comme ils aiment à s'appeler, habitent le long de ce fleuve du Nouveau-Brunswick, y menant une vie semi-nomade et pratiquant une agriculture de subsistance à base de maïs. Depuis au moins le XVII^e siècle, ils fréquentent sur une base saisonnière les rives du Saint-Laurent, à partir de Lévis jusqu'à Rimouski principalement. Cette région comprend plusieurs rivières qui leur fournissent en abondance le saumon dont ils sont friands³⁹. La rivière Rimouski s'inscrit au nombre de ces rivières qu'ils visitent régulièrement⁴⁰. Très présents au moment de l'arrivée des premiers Français, les Malécites vont se faire de plus en plus discrets. Les épidémies et les attaques des nations ennemies (iroquoienne et iroquoise)⁴¹ pourraient peut-être expliquer cette apparente désertion du territoire.

Au-delà de l'espace habité

Le Domaine du roi

Jusqu'en 1663, la promotion de la colonisation en Nouvelle-France est l'affaire de compagnies privées qui assument ce rôle en contrepartie d'un monopole exclusif sur le commerce des fourrures dans les vastes territoires de traite qui leurs sont concédés et dont Tadoussac constitue le poste principal depuis 1603. À cette époque, Rimouski relève encore du Domaine du roi, n'ayant pas encore été concédé en seigneurie. Familiers de cette région pour l'avoir fréquenté depuis des temps immémoriaux, les Amérindiens y poursuivent des expéditions saisonnières qui leur permettent de s'approvisionner en poisson, gibier et fourrure nécessaires à leur subsistance et à leurs échanges commerciaux. Mais pour les Français, Rimouski n'est guère autre chose qu'un passage obligé et dangereux sur la route qui les mène au cœur de la Nouvelle-France. Quant aux marins, s'ils connaissent bien Rimouski, c'est davantage pour le repère géographique que constitue son île et la protection que leur accorde son havre (voir l'encadré: Un avant-poste maritime), que pour sa rive qui demeure encore inexplorée. La description d'un géographe de l'époque est d'ailleurs assez convaincante à ce propos: «*Au milieu de l'espace qui est entre Mantane & cette montagne [Le Pic], se trouve l'Isle de S. Barnabé, un peu toutesfois plus pres de ce rivage; le reste de cette rive est fort peu connu*»⁴².

Un avant-poste maritime⁴³

Malgré son manque de profondeur, qui l'a toujours empêchée de devenir un bon port, la baie de Rimouski fournit une étendue d'eau suffisante pour former un bassin de vastes dimensions. Cette belle rade a d'ailleurs joué un rôle important dans les débuts de Rimouski en offrant aux navires la protection d'un havre naturel⁴⁴. Sous le régime français, Rimouski constitue d'ailleurs le premier bon mouillage que les navires rencontrent en venant du golfe⁴⁵. En l'absence de vents favorables, certains de ces vaisseaux y font parfois un séjour obligé de plusieurs jours⁴⁶. Son importance comme port d'escale est indéniable, car *«c'est à Rimouski que les navigateurs français pouvaient rencontrer les premiers habitants pour leur venir en aide et leur procurer des vivres»*⁴⁷. Mais malgré cela, Rimouski n'a pas un très grand rôle à jouer sur le plan maritime. Car c'est au havre du Bic que les capitaines de navire trouvent le meilleur havre de sûreté⁴⁸. C'est d'ailleurs au Bic qu'une station officielle de pilotage est inaugurée en 1762. Sur le plan stratégique, la situation géographique de Rimouski tend à lui donner une importance appréciable. Il faut dire que, durant de longues années, Rimouski demeure le dernier poste habité de la côte sud. (C'est d'ailleurs à cet endroit que les vaisseaux français commencent à y arborer leur pavillon⁴⁹.) Cette position particulière lui confère un rôle de premier plan en temps de guerre. Ainsi, à plusieurs reprises, Rimouski est utilisé comme avant-poste par l'armée française, des vigies y étant dépêchées pour surveiller les déplacements des navires ennemis depuis l'île Saint-Barnabé.

Une concession tardive

L'échec des compagnies à assurer un peuplement adéquat amène la monarchie française à reprendre en main la destinée de sa jeune colonie en 1663. La Nouvelle-France devient alors une province française comme les autres. Dès 1665, un intendant est nommé pour mettre en application un nouveau programme de développement et de colonisation. Mais la politique systématique de Jean Talon à établir les seigneuries de proche en proche a pour effet de retarder les concessions au Bas-Saint-Laurent, et ce, tant qu'il existe des espaces encore libres plus à l'ouest. Après le départ de Talon, on ne voit plus de stratégie d'ensemble pour la concession des seigneuries, si bien que chaque administration accorde les fiefs sans ordre précis dans la région. En fait, si l'on considère les droits accordés dans les titres de concession, on s'aperçoit rapidement que la distribution des seigneuries semble davantage s'organiser d'après leurs possibilités commerciales (pêche, chasse ou traite) que pour leur potentiel agricole, alors considéré négligeable. À ce désordre apparent dans la distribution des fiefs s'ajoute aussi une réelle méconnaissance du territoire. Lorsque les seigneuries du Bic et de Mitis sont concédées par le comte de Frontenac le 6 mai 1675⁵⁰, celles-ci sont données pour voisines⁵¹ avec, pour frontière commune, le milieu d'une rivière autrefois appelée Mitis, et dont le nom définitif est laissé en

blanc. À cette erreur de localisation géographique s'en ajoute une autre, tout aussi flagrante, lorsque l'on s'aperçoit que la concession de la seigneurie de Mitis inclut en plus «*les trois isles appelées Saint-Barnabé*»⁵²!

En 1684, le gouverneur Le Febvre de La Barre, en compagnie du capitaine Dutast, effectue une visite dans le Bas-Saint-Laurent afin d'y vérifier si les établissements de Charles Aubert de La Chesnaye à Rivière-du-Loup et au Bic nuisent à la traite de Tadoussac. Son séjour l'amène à passer vis-à-vis de Rimouski, où il prend «*connaissance de l'île Saint-Barnabé*»⁵³. Ses observations lui permettent sans doute d'en apprendre un peu plus que son prédécesseur sur la géographie du Bas du Fleuve et, s'il n'était pas déjà au courant, de la distance qui sépare Le Bic de Mitis! Quoi qu'il en soit, c'est le même gouverneur qui, au cours de la même année, concède la seigneurie de l'Île-Verte au futur seigneur de Rimouski, Augustin Rouer de La Cardonnière. Cette concession, faite le 27 avril 1684, lui avait été consentie solidairement avec son jeune frère Louis Rouer d'Artigny. Des deux frères, d'Artigny semble avoir été le plus entreprenant pour la mise en valeur de la seigneurie de l'Île-Verte⁵⁴. Mais considérant que le potentiel de cette seigneurie était insuffisant pour l'établissement de ses deux fils, Louis Rouer de Villeray en réclama une nouvelle pour son aîné, Augustin. Le gouverneur Brisay de Denonville et l'intendant Bochart de Champigny acquiescèrent à la demande de leur confrère du Conseil souverain en concédant à Augustin Rouer la seigneurie de Rimouski le 24 avril 1688⁵⁵. La concession de ce fief fut ratifiée par le roi un an plus tard, le 24 mai 1689⁵⁶.

Un fief aux limites imprécises

Si l'on se reporte au titre de concession, la seigneurie de Rimouski devait avoir une étendue:

*de deux lieües de terre prez et bois de frond sur led. fleuve a prendre joignant et attenant ladite concession du Bic appartenant aud. Sieur de Vitré en dessendant ledit fleuve et deux lieues de profondeur dans les terres ensemble la rivière dite de Rimouski et autres rivières et ruisseaux sy aucuns se trouvent dans ladite estendue aveq l'isle de Saint-Barnabé et les battures Isles et Islets qui se pourront rencontrer entre lesdites terres et la dite isle pour en jouir par le dite sieur de la Cardonniere en toute propriété seigneurie fief et justice haute moyenne et basse et droit de chasse et pesche au devant et au-dedans desd. Lieux. Et de traite aveq les Sauvages ainsy qu'il a esté accordé aux propriétaires des concessions voisines*⁵⁷.

En regardant de plus près le texte de cette concession, on remarque que la seigneurie de Rimouski est concédée à la suite de la seigneurie du Bic, à l'endroit même où devait se trouver, du moins selon les titres initiaux, le fief de Mitis. Agissant ainsi, les autorités coloniales reconnaissent donc que la seigneurie de Rimouski est

voisine du Bic, mais sans pour autant corriger ou annuler le titre de concession du fief de Mitis⁵⁸. Malgré tout, les limites de la seigneurie de Rimouski demeurent imprécises, puisqu'elles ne correspondent à aucun repère géographique explicite (pointe de terre, rivière, etc.), les autorités s'étant contentées de définir l'étendue de la concession (deux lieues de front sur deux lieues de profondeur), en précisant toutefois qu'elle inclut la rivière Rimouski, de même que l'île Saint-Barnabé et les îlets qui s'y rattachent. L'imprécision des bornes de la seigneurie de Rimouski, combinée au fait que la limite orientale de la seigneurie du Bic était mal définie, sera à la source d'un grave différend entre les propriétaires des deux seigneuries qui, 77 ans plus tard, seront entraînés dans un long processus judiciaire pour déterminer la ligne de partage de leurs fiefs respectifs. Pour l'heure ces préoccupations ne sont vraiment pas d'actualité, puisque la seigneurie est encore inexploitée.

Un seigneur absent de sa concession

Augustin Rouer de La Cardonnière (1664-*ca* 1711) appartient à l'élite de la colonie. Son père, Louis Rouer de Villeray, est un fonctionnaire important et influent en Nouvelle-France. Le fait que son père soit également premier conseiller au Conseil souverain a sans doute été déterminant dans la décision de lui concéder la seigneurie de Rimouski. Selon l'historien Robert Michaud, on peut croire que Villeray aurait été appuyé dans sa démarche par un autre personnage influent de l'époque, Charles Aubert de La Chesnaye⁵⁹. Habile financier, Aubert de La Chesnaye doit sa fortune à la traite des fourrures. Au Bas-Saint-Laurent, il est déjà propriétaire des seigneuries de Rivière-du-Loup (1673), du Parc (1673) et de Madawaska (1683), lors qu'il fait l'acquisition de la seigneurie du Bic le 13 novembre 1688. Dans sa seigneurie du Bic, Aubert de La Chesnaye «*s'intéresse à l'exploitation de la pêche, surtout du hareng*»⁶⁰.

On ne sait pas vraiment si Augustin Rouer s'est adonné à de telles activités dans sa seigneurie ou s'il n'est devenu propriétaire que par pur esprit de spéculation⁶¹. Un historien a affirmé que le sieur de La Cardonnière s'était occupé de sa seigneurie «*pour y faire la grande pêche des morues et des marsouins*»⁶². Un autre qu'il avait habité à Rimouski⁶³. En l'absence de preuves concluantes, on est forcé de mettre en doute ces affirmations. Doit-on conclure pour autant, comme certains l'ont avancé, qu'il s'est complètement désintéressé de sa concession⁶⁴, au point de ne jamais y mettre les pieds⁶⁵? Assurément non. En fait, certains indices relevés dans les actes du Conseil souverain laissent à penser qu'il est bien venu à Rimouski, et ce, «*à quelques reprises en "vacances" et pour y pratiquer "la pêche et la chasse"*»⁶⁶. Un indice vient à l'appui de cette hypothèse: c'est la construction d'un petit navire qu'il fait à ses frais en 1689⁶⁷. Augustin Rouer de La Cardonnière demeure seigneur de Rimouski jusqu'au 18 juillet 1694. À cette date, il échange son domaine pour une

petite terre que René Lepage possède à l'île d'Orléans. En agissant ainsi, ne démontrait-il pas, si ce n'était déjà fait, le peu de valeur qu'il accordait à sa seigneurie?

UNE TERRE «*EN BOIS DEBOUT*» (1694-1720)

Le premier seigneur résident

*René Lepage de Sainte-Claire (1656-1718)*⁶⁸

René Lepage est baptisé le 10 avril 1656 à Ouanne, près d'Auxerre, en Bourgogne. Fils de Germain Lepage et de Reine Loury, il aurait émigré en Nouvelle-France en 1672. À Sainte-Anne-de-Beaupré, le 10 juin 1686, il épouse Marie-Madeleine Gagnon, fille de Pierre Gagnon et Barbe Fortin. De leur union naissent 17 enfants⁶⁹. À son mariage, il reçoit de son père la terre familiale de quatre arpents de front qui est située à Saint-François-de-l'Île-d'Orléans. René Lepage est un homme entreprenant et ambitieux. Le 17 mars 1693, il se fait concéder la seigneurie de Sainte-Claire, une concession d'une lieue de front sur deux lieues de profondeur située à Cap-Saint-Ignace. Aussitôt, il ajoute à son nom le titre de son fief et devient le sieur de Sainte-Claire (voir l'encadré: L'attrait d'un statut social).

Il ne paraît pas s'être tellement occupé de cette concession, encore difficile d'accès à l'époque. On pense «*qu'il a préféré s'intéresser à la seigneurie de Rimouski dès qu'il entrevit la possibilité d'en devenir titulaire*»⁷⁰. Ce qui ne tarda pas à arriver puisque dès l'année suivante, on le voit échanger la terre familiale de l'île d'Orléans contre la seigneurie de Rimouski. Et c'est sur celle-ci qu'il s'établit avec sa famille, consacrant toute son énergie, en bon défricheur, à la mise en valeur de cette terre «*en bois debout*»⁷¹. À ce titre, il mérite de bon droit le titre de premier seigneur de Rimouski. Au fief originaire, acquis en 1694, René Lepage ajoutera la seigneurie de Pachot (à la rivière Mitis) le 25 août 1703⁷² et la seigneurie de Lessard (à la pointe au Père), dont il acquiert des parts en 1717⁷³.

Il faut dire également, qu'en plus de s'occuper de ses propriétés, le premier seigneur jouera un peu le rôle d'un procureur⁷⁴ auprès des propriétaires des seigneuries voisines: Lessard et Lepage-et-Thivierge (à l'anse aux Coques). Pour ces propriétaires non-résidents, il ne pouvait y avoir une meilleure personne pour représenter leurs intérêts, puisque René Lepage était un proche parent (gendre, neveu ou cousin) pour Pierre Lessard, (propriétaire de la seigneurie éponyme), Louis Lepage et Gabriel Thivierge (propriétaires du fief Lepage-et-Thivierge). Ce n'est donc pas sans raison que l'on a affirmé que la région de Rimouski pouvait être considérée «*comme une sorte de bien de famille des Lepage*»⁷⁵. Ce à quoi on pourrait ajouter qu'il en fut le principal dépositaire. René Lepage décède à Rimouski le 4 août 1718 et y est inhumé le même jour.

L'attrait d'un statut social

En préférant une seigneurie éloignée, non développée et dont le potentiel agricole était plutôt faible à une terre déjà défrichée qui se trouvait près du centre de la colonie, René Lepage, comme bien d'autres seigneurs-habitants d'ailleurs, a démontré «à quel point l'attraction du statut social conféré par la possession d'une seigneurie a pu être forte en Nouvelle-France»⁷⁶. Pour bien exprimer cette promotion sociale, il s'est octroyé un nom à consonance nobiliaire. En cela, le sieur de Sainte-Claire sera imité par ses fils, Pierre de Saint-Barnabé (2^e seigneur de Rimouski), Germain de Saint-François, René et Nicolas-Dominique de La Fosses, Paul Molé et Louis, qui conservera le titre de son père. Germain et Louis, les 3^e et 4^e seigneurs de Rimouski, opteront quant à eux pour le titre de Saint-Germain.

Par le biais des alliances matrimoniales⁷⁷, la famille Lepage démontrera également une certaine attitude à se distancier socialement. Ainsi, trois des enfants de René Lepage uniront leurs destinées à des représentants des autres familles seigneuriales de la région: les Côté de L'Isle-Verte et les Rioux de Trois-Pistoles. Paul va se marier à Catherine Rioux en 1734, Marie-Anne s'unit à Pierre Côté en 1735 et Nicolas-Dominique prend Madeleine Rioux comme épouse en 1742. À la génération suivante, ce sont cinq des enfants de Pierre Lepage, le 2^e seigneur de Rimouski, qui prendront un conjoint dans les familles Rioux et Côté.

Son arrivée à Rimouski

On sait que René Lepage rendit foi et hommage pour son fief à Québec devant l'intendant Bochart de Champigny le 27 janvier 1696⁷⁸. C'est sans doute sur l'appui du document qui fut produit à cette occasion⁷⁹ que Charles Guay a supposé que René Lepage avait pris possession de sa seigneurie au cours de l'été suivant, en juillet 1696⁸⁰. Certains auteurs soutiennent que René Lepage est venu à Rimouski bien avant cette date. On va même jusqu'à prétendre qu'il aurait été le «*le principal agent d'Augustin Rouer de la Cardonnière pour la traite des pelletries [sic] dans sa seigneurie*»⁸¹. Ce dont on est certain, c'est que depuis 1693 sa terre était affermée pour une période de trois ans, jusqu'à l'été de 1696⁸². Où était-il entre temps? S'est-il rendu à Rimouski pour y faire les premiers défrichements? Une déclaration du deuxième seigneur de Rimouski, Pierre Lepage, nous incite à le penser, lorsque le 11 mars 1751, il affirme que des «*établissements sont formés depuis cinquante six ans*»⁸³ à l'est de la rivière Rimouski. C'est donc dire que les premiers établissements auraient été faits avant le mois de mars 1695. La saison s'y prêtant mieux, on est porté à croire que le premier seigneur aurait exercé une occupation réelle de ses terres dès l'été 1694.

Cependant, il est difficile de dire s'il était alors accompagné de toute sa famille. On est porté à penser qu'il a attendu d'être bien installé avant de faire venir son épouse et ses enfants. À leur arrivée, ces premiers Rimouskois durent se trouver

franchement isolés. Le poste le plus près se situe au Bic, qui compte alors quelques habitants, sans que l'on puisse en déterminer le nombre exact⁸⁴. Depuis au moins 1686, cette seigneurie possède quelques installations⁸⁵. On sait cela par le contrat d'affermage du domaine du Bic que signe Jean Gagnon⁸⁶ le 5 août de cette année-là⁸⁷.

Les pionniers

*Pierre Laurent dit Saint-Laurent (ca 1674- ca 1744)*⁸⁸

En faisant acte de foi et hommage, en 1696, René Lepage avait été dispensé de faire l'aveu et dénombrement de sa seigneurie, probablement parce qu'il n'y avait encore aucun censitaire d'établi à Rimouski⁸⁹. Pierre Laurent dit Saint-Laurent serait le premier censitaire de la seigneurie de Rimouski. Originaire de la paroisse de Saint-Laurent à Périgueux, dans le Périgord (Dordogne), Pierre Laurent est le fils d'Étienne Laurent et de Marguerite Viger. Il serait né vers 1674. Son lieu d'origine laisse à penser qu'il serait venu au pays comme soldat. Le 12 janvier 1699, il épouse à Saint-François-de-l'Île-d'Orléans Constance Guérinet, fille de François Guérinet et de Constance Lepage. De leur union naissent dix enfants⁹⁰. Il s'établit d'abord dans cette paroisse avant de venir se fixer à Rimouski avec son épouse et un jeune enfant⁹¹. Avec l'ouverture des registres paroissiaux, en 1701, on est certain de sa présence à Rimouski. Mais, il est fort probable qu'il a suivi René Lepage dans ses premiers défrichements⁹². Selon Charles Guay, Pierre Laurent serait arrivé à Rimouski dès 1696⁹³. Comme son nom apparaît encore dans le procès-verbal d'arpentage de la seigneurie de Rimouski en 1744⁹⁴, on peut en conclure qu'il serait décédé après cette date.

Pierre Gosselin (1678-ca 1728)

Pierre Gosselin est né le 4 décembre 1678⁹⁵ dans la paroisse de Sainte-Famille, à l'île d'Orléans. Il est le fils de Gabriel Gosselin et de Louise Guillot. À Rimouski, le 1^{er} septembre 1701⁹⁶, il épouse Marie-Madeleine Guérinet, fille de François Guérinet et Constance Lepage. Huit enfants naissent de leur union⁹⁷. Tout comme René Lepage et Pierre Laurent, il est originaire de l'île d'Orléans. Il partage également d'étroits liens de parenté avec les deux hommes, puisqu'il est, par son épouse, le beau-frère de Pierre Laurent et le cousin de René Lepage, dont la tante, Constance Lepage, n'est rien de moins que la mère de Marie-Madeleine et Constance Guérinet. Pierre Gosselin, lui aussi, serait arrivé dans les premiers temps de Rimouski⁹⁸, bien que son mariage soit la première mention de sa présence à Rimouski. Il serait décédé peu avant 1728, comme en témoigne le contrat de mariage de sa fille Cécile⁹⁹.

Les autres précurseurs

Charles Guay soutient dans sa *Chronique* que les trois familles pionnières (Lepage, Laurent et Gosselin) ont composé «*la paroisse de Rimouski jusqu'en 1711*»¹⁰⁰. Pour dire cela, il s'appuie sur les registres paroissiaux, qui révèlent le nom de nouveaux immigrants seulement à partir de 1712. Hommes engagés, locataires, coureurs des bois¹⁰¹ ou simples visiteurs, il est souvent difficile de déterminer le statut de ces nouveaux arrivants. Souvent, on note leur présence à Rimouski bien avant la date de l'apparition de leur nom au registre¹⁰². C'est le cas de Michel Desrosiers (dont la famille fera souche) et d'Étienne Pominville qui accompagnent René Lepage dans le sauvetage des marchandises naufragées de *La Hollande* en 1709¹⁰³. Une expédition à laquelle participe également, Jean Auger dit le Basque, dont la mort en 1712 correspond au premier décès enregistré à Rimouski¹⁰⁴.

La présence amérindienne

En raison de leur mode de vie nomade, les coureurs de bois constituent une catégorie de gens difficile à saisir. Pour les mêmes raisons, la présence des Amérindiens dans nos contrées demeure difficile à évaluer. Il est certain que l'arrivée de colons français à Rimouski a dû favoriser la fréquence de leurs visites «*parce que l'entente était complète entre eux et ces Blancs, et qu'il y avait là des occasions de trafic, les Indiens apportant des pelleteries*»¹⁰⁵. Dès l'ouverture des registres paroissiaux, en 1701, on note leur présence à Rimouski. S'ils fréquentent le missionnaire, c'est généralement pour faire baptiser leurs enfants. La participation courante des membres de la famille seigneuriale à titre de parrains ou de marraines de baptême laisse à penser que les Lepage entretenaient de bons rapports avec les autochtones. Il est difficile de dire cependant si ces rapports étaient de nature sociale ou commerciale¹⁰⁶. Dans le cas d'Étienne Pominville, il est clair que ces relations ont dépassé «*les simples échanges commerciaux*»¹⁰⁷, lorsqu'il a pris pour épouse une Amérindienne en 1718.

Il est certain que la présence amérindienne à Rimouski «*pendant tout le XVIII^e siècle a été beaucoup plus importante qu'on a pu le croire*»¹⁰⁸. De 1701 à 1758, on relève au moins 43 baptêmes d'Amérindiens, dont la nation d'appartenance est souvent inconnue¹⁰⁹. Le chiffre est certainement sous-estimé, puisque les registres de cette période présentent certainement des lacunes.

Un premier bilan démographique

La population flottante à laquelle appartiennent certains pionniers et la plupart des autochtones complique la tâche de celui qui souhaiterait évaluer la population de la seigneurie de Rimouski durant son premier quart de siècle d'occupation. Cette tâche est d'autant plus complexe que les sources sont peu nombreuses et sou-

vent globales. C'est le cas des statistiques officielles qui fournissent des données d'ensemble correspondant à plusieurs agglomérations, souvent éloignées les unes des autres. Ainsi, d'après le recensement de 1712, la population totale de Rivière-du-Loup et Rimouski réunies s'élève à 52 personnes. En 1720, la population de ces deux communautés, à laquelle s'ajoute également Trois-Pistoles, est passée à 56 personnes seulement¹¹⁰.

Comment expliquer cette faible progression? Par les décès? l'émigration? l'inexactitude des données statistiques? Si l'on regarde du côté des registres paroissiaux, on se rend compte que le bilan des naissances sur les décès est pourtant favorable. Ainsi, de 1701 à 1720, si l'on fait exception des Indiens, la communauté rimouskoise enregistre 37 naissances pour deux décès seulement, et encore là, il s'agit d'adultes¹¹¹. Il est possible que Rimouski (tout comme Rivière-du-Loup d'ailleurs) ait enregistré durant cette période un bilan migratoire négatif, le taux des entrées ne suffisant pas à combler celui des départs. Le faible taux de nuptialité (six mariages seulement¹¹²) peut à ce titre démontrer que la plupart des jeunes adultes ne restent pas à Rimouski.

L'occupation du sol

Il est clair que plusieurs facteurs empêchent une immigration soutenue à Rimouski. Pour l'historien Alain Laberge, trois facteurs contribuent à détourner les candidats tentés de s'établir à l'est de Rivière-du-Loup, soit: l'éloignement, le climat moins favorable aux cultures et la fertilité incertaine des sols. En arrivant à Rimouski, René Lepage s'est d'ailleurs vite rendu à l'évidence que les terres de sa seigneurie étaient de valeur inégale. C'est sans doute ce qui l'a motivé à s'installer sur la rive droite de la rivière Rimouski, considérant que les terres situées à cet endroit étaient plus propices à l'établissement agricole que celles de la rive gauche. Mais ce faisant, *«il semble avoir occupé dès les débuts, et sans contestation venue de qui que ce fût, le territoire qui constitue la seigneurie de Saint-Barnabé»*¹¹³. Cette terre, qui relève encore à ce moment du Domaine du roi, s'étend sur une lieue et un quart¹¹⁴ depuis la seigneurie de Rimouski jusqu'à la pointe au Père, où débute le fief de Lessard concédé en 1696¹¹⁵. C'est dans cet espace que le développement initial de Rimouski s'organise. Pourtant, ce n'est pas avant 1751 que la possession légale de cette terre sera reconnue aux seigneurs de Rimouski. Il reste à savoir cependant si le premier seigneur était réellement conscient de ne pas être *«chez lui»* en s'installant du côté est de la rivière Rimouski. On peut penser que non. À une époque où le territoire n'est pas encore exploré, en l'absence de titres de concession précis et ne pouvant recourir à aucun rapport d'arpentage, il est fort probable que René Lepage se croyait réellement dans sa seigneurie. D'ailleurs, les autorités coloniales viennent le conforter dans cette idée lorsqu'en 1696 elles concèdent la seigneurie de Lessard, dont le *«front est*

à prendre au sud-ouest depuis la pointe au Père appartenant au S^r René Le Page»¹¹⁶.

La rive droite, on l'a déjà dit, présentait de réels avantages pour l'établissement agricole. Ces avantages se traduisent d'abord par la qualité du sol, davantage adapté aux labours, par sa plus vaste étendue, son niveau inférieur et son relief plus uniforme que celui de la rive gauche¹¹⁷. Un autre avantage semble avoir été déterminant dans le choix de la rive droite. C'est la présence de plusieurs cours d'eau (voir l'encadré: Principaux cours d'eau de la rive de droite de Rimouski), parmi lesquels se trouve la branche Xavier-Boucher, qui allait bientôt permettre la construction d'un premier moulin banal.

Principaux cours d'eau de la rive droite de Rimouski (d'est en ouest)¹¹⁸

- Rivière Germain-Roy dans le quartier Pointe-au-Père
- Ruisseau Réhel dans le quartier Sainte-Agnès
- Branche Xavier-Boucher (cours d'eau agricole) dans le quartier Saint-Robert
- Ruisseau Levasseur dans le quartier Sainte-Odile
- Rivière du Brûlé dans le quartier Sainte-Odile
- Rivière du Bois Brûlé dans le quartier Sainte-Odile

L'encadrement seigneurial

La distribution des terres

Inspiré du modèle féodal européen, le système seigneurial de la Nouvelle-France est avant tout une forme institutionnelle de distribution et d'occupation des terres. En acceptant une seigneurie, son propriétaire s'engage à la développer et la peupler, sous peine d'avoir à la rétrocéder s'il ne répond pas à ces conditions. Pour réaliser cet engagement, le seigneur s'adjoint des personnes capables de l'assister dans la mise en valeur du territoire et dans la construction des édifices seigneuriaux (manoir et le moulin). En retour, il leur concède une terre, que l'on appelle censive ou roture, laquelle doit être occupée et mise en valeur par son propriétaire. Ce dernier devant, en outre, accepter de payer certains droits au seigneur (cens, rente, banalité, lot et vente), d'effectuer certaines corvées, etc. C'est à l'intérieur de ce cadre institutionnel que s'organise la distribution des terres à Rimouski.

Les deux premiers censitaires de la seigneurie s'appellent Pierre Laurent et Pierre Gosselin. René Lepage leur concède des terres¹¹⁹ de part et d'autre d'un ruisseau aujourd'hui canalisé (le ruisseau Réhel), dont l'embouchure se situe au début de la promenade de la Mer dans le quartier Sainte-Agnès. Pierre Gosselin occupe la terre située à l'est du ruisseau, tandis que la concession voisine, à l'ouest, appartient à Pierre Laurent. Les terres de ces deux premiers censitaires auraient été concédées¹²⁰ avec un front respectif de six (Gosselin) et sept arpents (Laurent) sur une profondeur égale de 40 arpents. En Nouvelle-France, les terres concédées en roture mesuraient

en général trois arpents de front sur 30 arpents¹²¹ de profondeur. La grande dimension des terres des premiers censitaires rimouskois peut sans doute s'expliquer par les liens parentaux étroits qui les unissent à la famille seigneuriale, mais également par le rôle primordial qu'ils ont joué aux premières heures de l'établissement.

René Lepage se réserve la meilleure part, en s'octroyant un domaine de choix qu'il situe à la suite de la terre de Pierre Laurent. Sa décision s'explique assez facilement si l'on considère la présence de nombreux cours d'eau dans ce secteur, dont certains possèdent un potentiel hydraulique assez puissant pour alimenter un moulin à eau. C'est d'ailleurs en bordure de l'un de ces cours d'eau, la branche Xavier-Boucher, que René Lepage concède, le 4 août 1711, une terre à son fils aîné Pierre Lepage¹²², futur seigneur de Rimouski. Située à la suite du domaine, la concession est bornée par la rivière Rimouski d'un côté, en suivant son cours dans toute la profondeur de la seigneurie. Du côté opposé, elle est définie par un ruisseau, qui se jette dans la rivière Rimouski (la branche Xavier-Boucher), dont on remonte le cours dans les terres jusqu'à une fourche que fait l'ancien cours de ce ruisseau, de là une ligne droite étant tirée jusqu'au bout de la seigneurie. L'étendue de cette terre, de forme irrégulière, est difficile à déterminer. On sait cependant qu'elle était d'une taille impressionnante par rapport à celles des deux premiers censitaires (Gosselin et Laurent), puisqu'elle couvrait toute la profondeur de la seigneurie, qui compte deux lieues de profondeur (168 arpents). Sans être aussi considérable, la terre concédée le même jour au second fils (Louis Lepage¹²³) est quand même d'une étendue appréciable, avec un front de douze arpents sur deux lieues de profondeur. Bornée par la rivière Rimouski, cette terre est la première concédée sur la rive gauche de la rivière.

Il est possible, voire probable, que d'autres terres aient été concédées au temps du premier seigneur, mais malheureusement aucune source ne permet de l'affirmer. Il faut savoir qu'il pouvait parfois s'écouler un certain temps avant l'émission d'un contrat de concession définitif. En effet, un seigneur pouvait éprouver le sérieux d'un candidat en lui fournissant d'abord une concession provisoire, attestée par un simple billet de concession¹²⁴. Et encore là, l'émission de ce document pouvait parfois tarder¹²⁵.

Les édifices seigneuriaux

Le manoir seigneurial a sans doute été le premier bâtiment à être construit à Rimouski. On imagine que le seigneur Lepage, aidé par des hommes capables, s'est vite mis à l'ouvrage en construisant cette habitation, qui constitue le centre de la vie communautaire de la seigneurie. Le site de ce premier manoir est toutefois difficile à établir de façon certaine (voir l'encadré: Manoirs de Rimouski). Plus facile à localiser, le premier moulin est érigé dans les premiers temps de l'établissement rimouskois. Il aurait été construit par le premier seigneur en bordure du ruisseau

Xavier-Boucher, sur la terre¹²⁶ qui sera concédée à son fils Pierre en 1711. Au dire de Charles Guay, ce premier moulin aurait d'abord servi au sciage du bois.

Quant au moulin banal, on ne sait rien de ses origines, bien qu'il soit certain qu'il existait un moulin à Rimouski dès 1746, puisqu'un document y fait une allusion indirecte, en parlant d'un «*ruisseau nommé communément Le ruisseau du Moulin*»¹²⁷. Il est difficile de dire cependant de quel type de moulin il s'agit: moulin à scie ou moulin banal? Dès 1711, on fait mention dans les titres de concession de l'obligation pour les censitaires de faire moudre leur grain au moulin banal de la seigneurie¹²⁸. Existait-il un équipement de ce genre dès cette époque? Difficile à dire puisque l'aveu et dénombrement de 1724 ne fait nulle référence à un moulin d'aucune sorte à Rimouski. Les aveux étant généralement assez fidèles pour dénombrer «*les équipements associés à l'exercice des droits seigneuriaux*»¹²⁹, il n'existait peut-être pas encore un moulin banal digne de ce nom, mais plutôt une installation temporaire qui répondait à ce besoin. Le premier moulin, situé en bordure du ruisseau Xavier-Boucher, aurait joué un double rôle en servant à la fois pour le sciage du bois et la mouture des grains. C'est du moins ce qu'en pense Léo Bérubé, qui affirme, en outre, que l'on pouvait encore apercevoir en 1956 les vestiges du barrage qui avait constitué le bassin d'alimentation de ces premières infrastructures¹³⁰.

Manoirs de Rimouski

Dresser la liste des résidences seigneuriales qui ont été construites à Rimouski n'est pas une tâche facile. Les sources historiques sont ou bien rares, ou bien incomplètes. Quant aux publications, elles révèlent des opinions pour la plupart contradictoires. Conscient de ces limites, on peut néanmoins s'essayer à faire un premier inventaire.

1^{er} manoir (1694-1735)

L'aveu et dénombrement de la seigneurie de Rimouski, réalisé en 1724, nous donne des informations sur le premier manoir. D'abord, son emplacement. Le premier manoir aurait été construit sur le domaine seigneurial qui s'étend alors sur 15 arpents à la suite de la terre de Pierre Laurent, qui elle-même en compte sept. Considérant que la terre de Laurent commençait au ruisseau Réhel, dont nous connaissons la situation précise, on peut se donner des repères plus actuels. Ainsi, dans les premières années, le domaine seigneurial devait commencer aux environs des rues Blais et Langevin et s'étendait vers l'ouest sur 15 arpents. Il se terminait à environ un arpent à l'est de l'avenue de la Cathédrale. C'est donc sur le front de ce domaine, qui s'étend sur toute la profondeur de la seigneurie (deux lieues) que devait être construit le premier manoir et les bâtiments avoisinants: grange, écurie et étable. Le manoir devait être situé à l'extrémité ouest du domaine, à proximité de la chapelle. Car cette première chapelle s'élevait à une distance d'au moins un arpent du domaine, à l'ouest de l'actuelle avenue de la Cathédrale¹³¹. Le premier manoir mesurait 22 pieds par 52 en mesure française. Il aurait été construit en deux temps: «*moitié en colombage et moitié pièce sur pièce*». Cette

maison aurait été habitée par le premier et par le deuxième seigneur de Rimouski jusqu'en 1735. Ce détail nous vient du testament de Marie-Madeleine Gagnon, l'épouse du premier seigneur, qui, cette année-là, remercie son fils aîné d'avoir pris la relève de son époux, mort en 1718. On ne sait pas ce qu'il advint du bâtiment après 1735. Dans les actes de concession de Paul et Nicolas-Dominique, qui reçurent le domaine en partage en 1733, il n'est pas fait de mention précise de ce manoir, bien que les terres soient concédées avec «*circonstances et dépendances*», c'est-à-dire avec tout ce qui en dépend, ce qui peut inclure l'ancien manoir.

2^e manoir (1735-ca 1746)

Au moment où il publie sa *Chronique de Rimouski* (1873), Charles Guay situe le premier manoir au Brûlé sur la terre occupée alors par un certain Paul Lepage. (Cette terre se situe à proximité de la branche Xavier-Boucher sur la concession que Pierre Lepage avait reçue de son père René en 1711.) L'opinion de Charles Guay a souvent été mise en doute. On s'imagine mal, en effet, le premier seigneur de Rimouski construire sa résidence dans un secteur aussi isolé, si éloigné de la chapelle. En fait, ce n'est probablement pas le premier seigneur qui a construit là-bas, mais bien le deuxième, Pierre Lepage. En 1724, l'aveu et dénombrement signale la présence de la maison avec, en plus, une étable, une écurie et une bergerie. Charles Guay nous dit que cette maison était construite en colombage et mesurait 50 pieds sur 20. Elle aurait servi de résidence seigneuriale jusqu'à 1746 ou avant. Sans que l'on puisse dire à quel moment cette maison a cessé d'être, on sait par contre qu'elle existait encore en 1790¹³². On peut la voir sur un plan de la seigneurie de Rimouski (1778).

3^e manoir (ca 1746-ca 1848)

En 1746, Pierre Lepage, le deuxième seigneur de Rimouski, cède son domaine et son manoir à son fils aîné Germain, à l'occasion du mariage de ce dernier¹³³. On ne sait pas la date exacte de la construction de cette demeure qui était située en bordure de la rivière Rimouski (sur la rive droite), bien que l'on en possède deux illustrations: une première sur le plan de la seigneurie de Rimouski (1778) et une autre sur un plan dessiné par Joseph Lepage (1794). Selon le procès-verbal du grand voyer (1792), ce bâtiment était orienté est-ouest. On sait également qu'il «*était situé à une petite distance au sud-est du manoir [...] des Dames Drapeau*»¹³⁴, dont la construction se fera vis-à-vis l'ancien pont de la rivière Rimouski, où l'on a aménagé une écluse depuis. On sait par ailleurs que ce manoir possédait de vastes dimensions: 80 pieds de long sur 40 pieds de profondeur. On trouve ce renseignement dans le contrat de vente des biens fonciers de Joseph Drapeau à Louis Bélair (1793)¹³⁵. Le deuxième, le troisième et le quatrième seigneur de Rimouski (Pierre, Germain et Louis Lepage) auraient vécu dans cette maison qui fut cédée à Joseph Drapeau en 1790. Le vieux manoir a servi jusqu'en 1848, les seigneuresse Drapeau l'ayant remplacé par un nouveau situé à peu de distance plus au nord. Il n'aurait pas survécu bien longtemps après, puisque le juge Auguste Tessier affirme qu'il était déjà démolé à son arrivée à Rimouski en 1855¹³⁶. Au cours des travaux faits pour le prolongement de la rue Sainte-Marie à l'automne de 1945, les fondations de cet ancien manoir auraient été mises à découvert¹³⁷.

4^e manoir (ca 1847-1950)

Dans un contrat datant de 1848, il est dit que les seigneuses Drapeau ont bâti un nouveau manoir¹³⁸ à Rimouski. Le manoir Saint-Germain, comme on l'appelait, a en fait été construit en 1847, tel qu'il est stipulé dans un protêt adressé à l'entrepreneur qui tardait à finir les travaux de couverture du bâtiment¹³⁹. D'une grandeur de 60 pieds de long sur 40 pieds de large, au dire du marché signé par le même entrepreneur deux ans plus tôt¹⁴⁰, le bâtiment aurait été érigé un peu au nord du précédent manoir¹⁴¹. Si l'on considère le plan du tracé du chemin de fer Intercolonial (ca 1873) et celui de la ville de Rimouski (1890)¹⁴², on se rend compte que ce manoir aurait été construit en deux temps. La partie la plus ancienne aurait été construite dans un axe plus ou moins nord-sud. À ce bâtiment principal, on aurait ajouté par la suite (avant 1890), une annexe allant vers l'est. Ce dernier manoir a été incendié dans la nuit du 6 mai 1950.

Les moyens de subsistance

Si l'on note la présence d'un moulin à scie à Rimouski dès les premières années, on ne peut pas dire pour autant que l'usage qui en est fait est de type industriel. La forêt, encore à cette époque, n'est exploitée qu'à des fins domestiques. L'agriculture, en revanche, offre une certaine forme de stabilité à la population rimouskoise. Loin des marchés, elle ne lui permet pourtant pas d'envisager un développement commercial. D'autant plus qu'elle est pratiquée sur des sols qui, dans l'ensemble, sont de qualité moyenne¹⁴³. Avec ses rendements médiocres, elle reste donc, et pour bien des années encore, une agriculture de subsistance. Mais si la culture des terres constitue la base de la subsistance des Rimouskois, elle n'est pourtant pas la seule activité économique dans les commencements. La chasse et la pêche, surtout, occupent une place importante dans leur survie, particulièrement lorsque les rendements agricoles s'avèrent décevants. Plus qu'un à-côté, la pêche constitue même un véritable métier pour certains. C'est le cas de Jean Moreau qui continue d'exercer son métier de pêcheur après son arrivée à Rimouski en 1714¹⁴⁴. C'est le cas aussi du fils du premier seigneur, Germain Lepage, qui semble lui aussi s'adonner à la grande pêche, comme en font foi les ententes qu'il signe avec Joseph de Fleury de La Gorgendière et Pierre Marchand en 1716¹⁴⁵.

La récupération d'épaves

Les épaves et marchandises de vaisseaux naufragés charriées par la mer offrent un revenu d'appoint. Une occasion de ce genre se présente d'ailleurs le 20 novembre 1709, lorsqu'un navire, appelé *La Hollande*, vient s'écraser à la pointe de Mille-Vaches sur la Côte-Nord (Portneuf-sur-Mer), libérant ainsi sa cargaison qui dérive sur le fleuve. Un groupe de Rimouskois, dont le premier seigneur prend la direction, s'occupe alors de récupérer les marchandises naufragées pour le compte des marchands affréteurs, moyennant une rétribution de 300 livres¹⁴⁶.

Les débuts de la vie religieuse

Les premières structures

La vie religieuse s'organise assez rapidement après l'installation des premiers habitants. Germain Lepage, le père du premier seigneur, joue un peu le rôle d'un patriarche dans la communauté naissante. Fervent laïc, il suit la discipline de vie proposée par le tiers-ordre de saint François d'Assise, une confrérie affiliée aux récollets. Entre les rares et trop courtes visites des missionnaires, c'est lui qui rassemble les fidèles les dimanches et les jours de fête pour les faire prier. C'est lui également qui explique le catéchisme aux enfants, ondoie les nouveau-nés et prépare les agonisants à une mort chrétienne. C'est sans doute à son instigation¹⁴⁷ qu'une chapelle est construite à Rimouski dès 1712¹⁴⁸, comme en fait foi le premier acte de sépulture du registre, celui de Jean Auger dit le Basque, qui mentionne que l'inhumation est faite au cimetière qui «*joint la chapelle du dit lieu*». Cette modeste église de 20 pieds sur 40 environ¹⁴⁹ est érigée à l'ouest du domaine (un peu à l'est du Musée régional¹⁵⁰). Au sud-ouest de cette chapelle, on trouve le premier cimetière d'un quart d'arpent environ¹⁵¹.

La petite église et la mission de Rimouski sont placées sous la protection de saint Germain d'Auxerre (voir l'encadré: Un patron contestable), à la fois pour souligner les origines auxerroises de la famille Lepage, mais surtout pour honorer Germain Lepage, à qui la jeune communauté doit tant. Bien qu'ayant déjà sa propre église, Rimouski n'est pourtant pas encore considérée à cette époque comme une véritable paroisse. Pour cela, il lui manque encore la reconnaissance ecclésiastique qui ne lui sera pas accordée avant le 30 janvier 1829.

Un patron contestable¹⁵²

Il est certain que les premiers habitants de Rimouski avaient choisi saint Germain d'Auxerre pour patron. Leur choix est d'ailleurs attesté par trois faits. D'abord, le premier acte de mariage inscrit au registre de la mission (1^{er} septembre 1701), qui mentionne que la célébration de ce mariage a eu lieu à «*Saint-Germain*». Deuxièmement, la lettre du curé de L'Isle-Verte, en date du 27 avril 1789, qui exprime la volonté des habitants de la paroisse de voir leur nouvelle église (la deuxième) bénite le dimanche le plus près de la fête de saint Germain d'Auxerre. Et enfin, par le don que Nicolas-Dominique Lepage (le fils du premier seigneur) fait à son église en 1736, un don qui servira à l'achat d'un tableau de saint Germain d'Auxerre.

Pourtant en 1829, Mgr Panet érige la paroisse de Rimouski sous l'invocation de saint Germain de Paris. Est-ce le résultat d'une confusion de sa part ou le fruit d'une décision délibérée? Romuald-Philippe Sylvain croit que l'évêque de Québec a préféré Germain de Paris parce qu'il convenait mieux aux Rimouskois, par son origine modeste, que Germain d'Auxerre, dont l'ascendance était beaucoup plus illustre. Pour sa part, Léo Bérubé considère que l'évêque de Québec a agi tout simplement par ignorance.

*Les premiers missionnaires*¹⁵³

Premiers religieux arrivés au Canada, les récollets constituent une branche réformée des franciscains. Vêtus d'une bure grise, ils vivent comme des prêtres séculiers et remplissent les «*cures les plus ingrates, les plus abandonnées, et où on attache les moindres suppléments [sic]*»¹⁵⁴. Dans la région, ils exercent les fonctions curiales à Rimouski, Trois-Pistoles et L'Isle-Verte de 1701 à 1769¹⁵⁵. Leur apostolat les amène aussi à visiter régulièrement la Baie des Chaleurs et le territoire actuel du Nouveau-Brunswick pour évangéliser les Amérindiens (Micmacs et Malécites) qui y sont établis. Le récollet Bernardin Le Neuf de La Vallière est le premier missionnaire à visiter Rimouski. C'est lui qui ouvre les registres de la mission en inscrivant les premiers baptêmes¹⁵⁶, conférés à des jumeaux, le 31 août 1701. Il s'agit des enfants du seigneur Lepage: Antoine et Geneviève, nés l'année précédente le 13 juin 1700. Le même jour, il accorde aussi le baptême à un enfant indien et, le lendemain, il célèbre un premier mariage, celui de Pierre Gosselin et de Marie-Madeleine Guérinet. La prochaine visite d'un récollet qui est signalée au registre n'arrive que deux ans plus tard, le 7 septembre 1703, alors que le père Bertin Mullet supplée aux cérémonies du baptême à deux enfants ondoyés à leur naissance. Il est suivi par le missionnaire des Micmacs de la Baie des Chaleurs, le père Michel Bruslé, qui inscrit des actes au registre entre 1706 et 1708, et du père Florentin Fabre de Belleroy, qui est présent à Rimouski en 1709 et 1710.

Rimouski passe ensuite aux prêtres séculiers pour une courte période. Le missionnaire Jean Mesnage y vient en 1712 et 1713. Étienne Auclair, curé de Kamouraska, lui succède en 1714. Mais parce que la desserte de Rimouski est trop éloignée et d'un accès trop difficile, il démissionne en 1717 en conservant toutefois, les missions de Trois-Pistoles et L'Isle-Verte¹⁵⁷. Mgr de Saint-Vallier se tourne alors vers un prêtre récemment ordonné, l'abbé Philippe-Pierre Sauvenier de Coppin, qui passe à Rimouski l'hiver de 1717, mais repart dès le mois de juin 1718 pour aller desservir Sainte-Anne-de-la-Pocatière et Rivière-Ouelle¹⁵⁸. À nouveau délaissée, la mission de Rimouski retourne alors aux récollets, le père Michel Bruslé prenant la relève en 1718-1719. C'est d'ailleurs au cours d'un de ses passages, le 15 octobre 1718, qu'il réhabilite le mariage d'Étienne Pominville avec Marguerite «*Sauvagesse*», le mariage ayant été contracté sans la présence d'un prêtre.

Vocations religieuses

Le prosélytisme des premiers missionnaires ne tarde pas à donner des résultats en suscitant de nombreuses vocations d'abord et surtout au sein de la famille Lepage. Louis, futur seigneur de Terrebonne, est ordonné prêtre le 6 avril 1715¹⁵⁹. Son frère Joseph, décédé le 6 mars 1726, alors qu'il était étudiant au Séminaire de Québec¹⁶⁰, se destinait sans doute lui aussi au sacerdoce. Du côté des filles, elles sont

quatre parmi les sœurs Lepage à faire leur profession religieuse dans des congrégations de Québec et de Montréal: Marie-Madeleine chez les Augustines hospitalières de la Miséricorde de Jésus de l'Hôtel-Dieu de Québec le 13 août 1715¹⁶¹, Geneviève chez les religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal vers 1722¹⁶², Marie-Reine Lepage chez les Ursulines de Québec le 5 août 1726¹⁶³ et Marie-Agnès chez les sœurs de la Congrégation de Notre-Dame de Montréal le 9 novembre 1730¹⁶⁴. Pourtant, c'est la fille de Pierre Gosselin, un pionnier de Rimouski, qui est la première vocation religieuse de la paroisse. Née le 1^{er} juin 1702 à Rimouski, Marie-Louise Gosselin, prononce ses vœux chez les Augustines de Québec le 13 juin 1718¹⁶⁵.

L'isolement

Les rares et courtes visites des missionnaires laissent entrevoir à quel point la population reste isolée la plupart du temps. La conséquence la plus immédiate de cet isolement est d'empêcher une intégration parfaite au reste du pays. La politique coloniale, qui consiste à favoriser le peuplement de proche en proche, contribue à perpétuer cette situation en retardant la prolongation du chemin royal, qui n'atteint Kamouraska qu'en 1713. En l'absence de route praticable, le Saint-Laurent demeure donc la seule voie de communication vers l'extérieur. Mais, heureusement, les premiers habitants, qui sont venus par la mer, ont conservé un contact étroit avec le fleuve, la «*rivière*» comme on l'appelle alors. Comme ce «*sont tous navigateurs*»¹⁶⁶, chacun possède sa petite embarcation, qui lui permet de s'approvisionner en produits marins. Les plus fortunés possèdent une barque de plus fort tonnage pour s'aventurer en haute mer. Ces embarcations sont bien utiles pour se rendre en aval ou, plus régulièrement, en amont, du côté de la capitale, où sont concentrés les principaux services administratifs de la colonie (civile et judiciaire), les institutions religieuses (santé et éducation), les établissements commerciaux, etc. Mais quand on sait qu'il s'agit d'un voyage périlleux, «*de cinquante lieues à faire en chaloupe, le long de rives inhabitées et inhospitalières*»¹⁶⁷, on ne s'étonnera pas que ce genre de déplacement ne fût pas fréquent.

Loin de tout, les premiers habitants doivent aussi se suffire à eux-mêmes, afin d'assurer leur protection. Cet état de vulnérabilité, bien que constant, devient plus manifeste en temps de guerre. Il faut dire que Rimouski, comme dernier poste habité de la côte sud, est plutôt exposé aux raids ennemis, même s'il ne possède aucune valeur sur le plan stratégique. Un certain épisode de l'histoire de la colonie nous montre bien l'imminence d'un danger qui aurait pu avoir des conséquences bien réelles. Venu de Boston pour s'emparer de la colonie, l'amiral Walker renonça à son projet après avoir perdu une partie de sa flotte sur les récifs de l'île aux Œufs au nord de Pointe-des-Monts, sur la rive nord du fleuve, avant que d'arriver à la hauteur de

Rimouski. Loin de tout, isolés la plupart du temps, les premiers Rimouskois, comme la plupart des pionniers du Bas-Saint-Laurent aux premiers temps de la colonie, ont mené «une vie de risques terribles»¹⁶⁸.

UNE RÉGION PEU ATTRACTIVE (1720-1754)

Un peuplement au ralenti¹⁶⁹

État de la population

L'évaluation de la population de Rimouski, durant la première moitié du XVIII^e siècle, demeure un exercice particulièrement difficile à effectuer. Cette situation s'explique principalement par la rareté et l'imprécision des sources disponibles. Entre 1721 et 1727, les recensements officiels ne font aucune mention de la population rimouskoise dans leurs relevés, la jugeant sans doute trop négligeable. Et lorsqu'ils se mettent à en tenir compte, de 1730 à 1739, c'est à l'intérieur d'un ensemble géographique immense qui couvre également L'Islet-du-Portage (aujourd'hui Saint-André), Rivière-du-Loup, L'Isle-Verte et Trois-Pistoles. À coup sûr, les recensements témoignent du peu d'attrait que présente le Bas du Fleuve pour les candidats à l'émigration. Ainsi, durant toute cette période, la population de la région réussit à peine à se maintenir en passant de 264 à 277 personnes¹⁷⁰.

Cette apparente stagnation au niveau régional ne semble pas se refléter au niveau local. L'analyse des données fournies par le registre paroissial, bien qu'elles présentent des lacunes importantes, tend à démontrer que la population s'accroît légèrement. Charles Guay, le premier, a tenté de reconstituer la population de Rimouski à partir du registre paroissial, en estimant à 72 le nombre des résidents en 1758¹⁷¹. Mais, il a été démontré depuis que ce chiffre était nettement en deçà de la réalité. En fait, le chiffre rapporté par l'auteur de la *Chronique de Rimouski* aurait été atteint bien des années auparavant. L'analyse des données du registre paroissial, combinée à celles de l'aveu et dénombrement des censitaires de la seigneurie de Rimouski, a permis de démontrer qu'en 1724 la population de Rimouski s'élevait déjà à 60¹⁷² ou 70¹⁷³ personnes. La population poursuit ensuite sa lancée, en atteignant, selon les estimations, les 84 habitants en 1734, pour passer à 137 personnes en 1750¹⁷⁴.

L'augmentation de la population est favorisée par un taux de natalité appréciable. De 1721 à 1754, les naissances s'élèvent, en effet, à 200 (incluant les Indiens), un nombre qui correspond à l'augmentation du taux de nuptialité, qui se situe à 25 mariages. Quant aux décès, on les estime à 30 seulement pour la même période. Il faut dire que les données du registre paroissial sont incomplètes¹⁷⁵. On sait par ailleurs que la colonie a dû subir les assauts d'une maladie contagieuse en 1733. Celle-ci emporta les trois fils (Augustin, François et Joseph) de Pierre Gosselin, décédé peu avant 1728¹⁷⁶, de même que sa veuve, Marie-Madeleine Guérinet, morte au même moment.

Nouveaux ménages

Depuis l'arrivée des premiers habitants (René Lepage, Pierre Laurent et Pierre Gosselin) jusqu'à 1724, la jeune colonie de Rimouski s'est accrue de cinq nouvelles familles (Pierre Lepage, le deuxième seigneur, Michel Desrosiers dit Dutremble, Étienne Pominville, Jean Moreau et Étienne Sicot¹⁷⁷), sans compter l'arrivée de trois célibataires (Louis Lanoue, Joseph Gasse et Jean-Baptiste Guy), qui fondent un foyer dans les décennies qui suivent. En 1734, soit dix ans plus tard, le nombre des ménages a pratiquement doublé passant de 11 à 19, bien qu'on déplore une perte de trois ménages¹⁷⁸ depuis 1724. Parmi les nouveaux arrivants, on note la présence d'un célibataire, qui se fait appeler Toussaint Cartier (voir l'encadré: Toussaint Cartier, l'ermite de l'île Saint-Barnabé), dont le mode de vie érémitique ne tarde pas à lui donner une certaine notoriété. De 1734 à 1750, le nombre des foyers continue d'augmenter, passant de 19 à 33, et ce, malgré une perte de cinq ménages sur les 19 qui étaient présents en 1734.

Toussaint Cartier, l'ermite de l'île Saint-Barnabé

Les origines de Toussaint Cartier sont nimbées de mystères. Les événements de sa vie ont été rapportés par plusieurs auteurs¹⁷⁹: Mgr Joseph Signay (1838), Joseph-Charles Taché (1865), Elzéar D. Gauvreau (1867) et Charles Guay (1873). Aucun d'eux ne l'ayant connu personnellement, ils s'en remettent aux témoignages oraux d'anciens Rimouskois, dont Charles Lepage¹⁸⁰, qui se trouve être le principal informateur pour au moins deux d'entre eux (Gauvreau et Guay). Seul témoin direct, le marquis de Montcalm a laissé une brève description du personnage dans son *Journal* en date du 6 mai 1756: «*L'île Saint-Barnabé [...], dit-il, est habitée par un gentilhomme breton des environs de Morlaix, qui par singularité ou dévotion y mène la vie d'un ermite, et se sauve même dans les bois, si on cherche à l'aborder lorsque les bâtiments y mouillent*»¹⁸¹. Selon son acte de sépulture (31 janvier 1767), il serait mort à l'âge de 60 ans environ. Ce qui le fait naître vers 1707. Cartier, si c'est bien son nom véritable, serait arrivé à Rimouski peu avant 1728. Le seigneur du temps, Pierre Lepage, lui concéda alors l'usufruit d'une terre sur l'île Saint-Barnabé où il s'établit seul, «*afin de faire son salut*»¹⁸². Décédé le 30 janvier 1767, il a été inhumé dans la chapelle de Rimouski. C'est le père Ambroise Rouillard, qui était son ami intime¹⁸³ au dire de Cyprien Tanguay, qui a rédigé son acte de sépulture.

Selon Mgr Signay, Toussaint Cartier serait parti de France vers l'âge de 28 ou 29 ans. Taché et Guay penchent plutôt pour 21 ans. La plupart des auteurs fixent la date de son arrivée à Rimouski à 1728, ce qui correspond à l'année de la donation usufruitière. Pour sa part, Gauvreau affirme qu'il est arrivé à Rimouski dès 1723 et que son installation sur l'île Saint-Barnabé remonterait à 1725. (Ce qui, au demeurant, n'est pas impossible puisque le seigneur de Rimouski pouvait fort bien offrir un billet de concession temporaire avant de ratifier la donation finale.) Engagé dans la marine française, Cartier serait le seul survivant d'un naufrage au dire de Charles Guay. Selon

la même source, il aurait fait le vœu de vivre en solitaire sur la première île rencontrée sur son passage s'il était épargné par la tempête. Sur l'île Saint-Barnabé, il s'était construit une habitation, dotée d'un oratoire (Gauvreau), consacrant une partie de son temps à la prière (Taché et Guay). Certains affirment qu'il souffrait d'épilepsie (Signay et Gauvreau), cette maladie faisant paraître exorbité l'un de ses yeux (Signay). Illettré selon Joseph Taché, il était suffisamment instruit selon d'autres auteurs pour posséder une bibliothèque (Signay) et faire le catéchisme aux enfants (Gauvreau). Il est vrai que Cartier affirme «*ne scavoit écrire ny signer*» selon l'acte de donation de 1728. Prise littéralement, cette affirmation peut vouloir dire qu'il était analphabète. Mais on peut également penser qu'il souhaitait maintenir le secret sur ses origines. Comme ermite non religieux, Toussaint Cartier «*n'est pas frappé de mort civile*»¹⁸⁴. Il garde ainsi le droit de posséder, d'acquérir des biens et d'en disposer, ce qu'il fait en 1728, en devenant propriétaire, et en 1764, lorsqu'il vend sa terre au coseigneur de Rimouski, Pierre Lepage, à charge d'une pension viagère¹⁸⁵. Mis à part cette vente et la donation usufruitière de 1728, l'ermite n'a posé sa croix que sur un seul autre document. Il s'agit de l'acte de mariage de Pierre Laurent et de Marie Allard le 20 avril 1729.

On a tenté vainement de retracer les origines de Toussaint Cartier. Ce qui complique les choses, c'est que son nom est probablement un pseudonyme. Son prénom lui vient peut-être de l'épisode du naufrage auquel il aurait échappé. Devant un péril imminent, il a certes invoqué tous les saints pour échapper à la mort...

Ce personnage, entouré de mystères, a suscité l'intérêt d'une romancière britannique, Frances Moore Brooks, au point où cette dernière en fit un des person-



«Toussaint Cartier, assis à la porte de sa cabane en bois rond, guette le passage des navires» (selon A. S. Brodeur, *La Presse*, 29 septembre 1906, p. 5)

nages de son livre *The history of Emily Montague*. Publié en Angleterre en 1769, ce livre est le premier roman à avoir été écrit en Amérique du Nord. Révélé au public francophone par Joseph-Charles Taché en 1865, celui-ci a jugé que les quelques pages consacrées par l'auteure à l'ermite de l'île Saint-Barnabé avaient «*travesti ce souvenir si intéressant de notre histoire en un pitoyable roman d'amourettes*»¹⁸⁶. Ce jugement sévère a été reconsidéré depuis par Yvon Migneault, qui considère que l'œuvre de Frances Moore, quoique romanesque, contient «*un substrat historique incontestable*»¹⁸⁷.

Origines des immigrants

Lorsqu'elle est connue, l'origine des chefs de ménage nouvellement installés témoigne d'une immigration essentiellement canadienne, bien que l'on rencontre aussi parmi les Néo-Rimouskois quelques-uns qui soient originaires de France¹⁸⁸. Dans une faible mesure, on découvre également une immigration de source acadienne représentée par Jean-Baptiste Guy. De naissance ou d'adoption, Jean-Baptiste Guy n'est d'ailleurs pas le seul Acadien de Rimouski. Sa mère, Marie Lereau s'est mariée en secondes noces à Étienne Sicot à Port-Royal le 7 juillet 1710¹⁸⁹, avant de venir s'établir à Rimouski. Son neveu, Charles Soulevant¹⁹⁰, y demeure peut-être également puisque son nom figure parmi les signataires de la donation usufruitière que concède le seigneur de Rimouski à l'ermite Toussaint Cartier en 1728. Enfin, les origines inconnues de Louis Lanoue pourraient peut-être s'expliquer par une ascendance acadienne. Tout comme celles de François Trestoure¹⁹¹, qui ne semble pas avoir habité Rimouski bien que son nom figure sur la liste des censitaires de la seigneurie en 1724.

La seigneurie de Rimouski

Le deuxième seigneur: Pierre Lepage de Saint-Barnabé (1687-1754)

Fils aîné de René Lepage de Sainte-Claire et Marie-Madeleine Gagnon, Pierre Lepage est né et baptisé le 11 août 1687 à Sainte-Anne-de-Beaupré. Il passe une partie de son enfance à Saint-François-de-l'Île-d'Orléans et à Rimouski, où sa famille s'est établie en 1694. Âgé de seize ans seulement, il porte déjà le nom de Saint-Barnabé¹⁹². Et un an avant sa majorité, en 1711, son père lui concède une terre sur la rive droite de la rivière Rimouski. Le 13 juillet 1716, il épouse à Château-Richer Marie-Anne Trépanier, fille de François Trépanier et Anne Lefrançois. De cette union naissent 11 enfants¹⁹³. À la mort de son père le 4 août 1718, il devient le seigneur principal de Rimouski, en recevant la moitié du patrimoine familial par droit d'aînesse, ses frères et sœurs se partageant en parts égales l'autre moitié selon la coutume. Laissée veuve avec 11 enfants en bas âge, sa mère le rappelle à la maison seigneuriale en 1721, afin qu'il prenne en charge l'instruction de ses frères et sœurs, tout en s'occupant de sa propre famille. Comme seigneur principal de Rimouski et de Rivière-Mitis (Pachot), il rend foi et hommage¹⁹⁴ à Québec le 20 août 1724 devant l'intendant Bégon de La Picardière et dépose l'aveu et dénombrement de ses fiefs et seigneuries le 25 août suivant¹⁹⁵.

Homme entreprenant, il participe à l'exploitation d'une carrière d'ardoise à Grand-Étang en Gaspésie¹⁹⁶. Le 8 septembre 1734, il obtient de sa mère une procuration pour faire le partage des biens de la succession de son défunt père et de sa mère, comme si elle était morte¹⁹⁷. S'étant acquitté «*dignement et avec honneur*»¹⁹⁸ de l'instruction de ses frères et sœurs, il regagne son habitation près de la rivière en 1735.

Comme son père, Pierre Lepage est animé par le désir d'acquérir des terres, «*une ambition servie par un sens des affaires fort développé*»¹⁹⁹. Habile négociateur, il n'est pourtant pas âpre au gain. «*Très aimé et respecté*»²⁰⁰ de ses contemporains, il est aussi capable de largesse, d'abord envers sa famille, que ce soit pour sa mère et sa sœur Marguerite, qu'il garde avec lui²⁰¹, ses frères ou ses propres enfants, qu'il pourvoit de vastes terres²⁰². Le 17 août 1751, il confie à son frère Nicolas-Dominique le soin de gérer sa seigneurie de Sainte-Claire²⁰³. Et, peu de temps auparavant, le 11 mars 1751²⁰⁴, il s'était fait reconnaître la propriété de la seigneurie de Saint-Barnabé, afin d'affirmer ses droits de propriété sur un territoire que son père et lui-même avaient occupé depuis 1694. Il décède à Rimouski le 8 juillet 1754 et est inhumé le lendemain.

L'agrandissement de 1751

La seigneurie de Saint-Barnabé, comme on appelle souvent le territoire situé à l'est de la rivière Rimouski, n'est pas une véritable seigneurie, mais plutôt un agrandissement de la seigneurie de Rimouski. Comme on l'a vu précédemment, le premier seigneur de Rimouski s'était désintéressé de la rive gauche de la rivière pour occuper la rive droite, plus accueillante. Ce faisant, René Lepage et, plus tard, son fils Pierre Lepage avaient délaissé complètement les terres de leur seigneurie de Rimouski, n'y faisant aucun établissement, les jugeant «*inhabitables n'estant que rochers escarpés*»²⁰⁵. Voulant faire reconnaître ses droits sur le territoire que son père et lui-même avaient occupé «*depuis cinquante six ans sans que personne ait réclamé contre*»²⁰⁶, il présente une requête au gouverneur La Jonquière et à l'intendant François Bigot à l'effet d'obtenir un supplément de concession. Dans cette requête, il réclame une:

Etenduë de terre de cinq quarts de Lieuë de frond sur deux Lieuës de profondeur avec les Rivières, Isles et Islots qui se trouverons au devant dud. Terrain a prendre depuis la Concession accordée aud. feu S. Rouër de la Cardonniere suivant le Brevet de Sa Majesté du 24. may 1689. En descendant au Nord-Est jusques et compris la pointe de l'Islet aux peres de maniere que le supliant se trouvera avoir trois Lieuës et un quart de front sur deux Lieuës de profondeur qui seront borné en total, a la concession des representans de feu S. De Vitré au Sud-Ouëst et Nord-Est a la pointe dud. Islet aux pere.

Le gouverneur et l'intendant acquiescent à la demande et concèdent les cinq quarts de lieue demandés le 11 mars 1751. Ce qui porte le front total de la seigneurie de Rimouski à trois lieues et un quart si l'on tient compte des deux lieues concédées initialement (1688). Or, depuis la pointe au Père, comprise, jusqu'au milieu de la rivière Hâtée, qui sera reconnue plus tard comme la limite officielle des seigneuries du Bic et de Rimouski (1778)²⁰⁷, on compte quatre lieues au lieu des trois lieues et quart,

mentionnées dans la concession de 1751. Il ne semble pas que les seigneurs de Rimouski se soient souciés de cette différence de trois quarts de lieues, qui leur était favorable au demeurant. D'ailleurs, ce n'est que bien plus tard que la question sera définitivement réglée.

En 1839, à la demande des seigneuresse Drapeau, l'arpenteur Duncan Stephen Ballantyne viendra mesurer et délimiter les seigneuries de Rimouski, Lessard, Lepage-Thibierge et Pachot. Il donnera alors à la seigneurie de Rimouski ses limites définitives, en lui accordant un front de trois lieues et demie et une profondeur de deux lieues et quart, afin d'y inclure toute la rivière Rimouski. Du même coup, il placera la limite des seigneuries de Rimouski et de Lessard au nord-est de la pointe Pouliot. Si l'arpenteur a pu se permettre de déplacer ainsi la limite orientale de la seigneurie de Rimouski, c'est parce que «*ces seigneuries appartenaient à un seul propriétaire, les seigneuresse Drapeau*»²⁰⁸, en l'occurrence.

L'expansion de l'aire habitée

L'aveu et dénombrement de 1724

L'acte de concession de la seigneurie de Saint-Barnabé nous apprend que les cinq quarts de lieue de terre situées au sud-ouest du fief de Rimouski n'avaient encore fait l'objet d'aucun établissement en 1751 en raison de la mauvaise qualité du sol. C'est pourquoi les seigneurs de Rimouski s'étaient emparés, et ce dès les débuts, de pareille quantité de terre en descendant vers le nord-est jusqu'à la pointe au Père, afin d'y accorder des concessions aux premiers habitants. Lorsque le deuxième seigneur de Rimouski fait l'aveu et dénombrement de sa seigneurie le 25 août 1724, c'est donc pour un territoire dont il n'a pas encore la pleine jouissance au plan juridique. L'aveu et dénombrement offre une description précise et détaillée de tout ce qui compose la seigneurie de Rimouski en 1724²⁰⁹ (voir le tableau: L'aveu et dénombrement en résumé). On y trouve principalement le nom des propriétaires, la dimension des terres, le nombre d'arpents en exploitation, la présence de maisons et de bâtiments de ferme, sans oublier les redevances payables au seigneur du lieu (cens et rente).

L'occupation des terres

Comme la plupart des aveux et dénombrements qui ont été produits sous le régime français dans la vallée du Saint-Laurent, celui qui a été réalisé pour Rimouski en 1724 *«paraît correspondre de très près à l'exacte réalité au sol»*²¹¹. La première chose que l'on remarque en l'étudiant de plus près, c'est le faible développement de la rive gauche par rapport à celui de la rive droite de la rivière Rimouski. En 1724, la rive gauche ne compte en effet qu'une seule concession sur laquelle aucun établissement n'est encore fait. Cette terre est la propriété d'un membre de la famille seigneuriale, comme toutes les terres qui se situent dans l'environnement immédiat de la rivière Rimouski, là où se trouvent les meilleurs emplacements. La distribution des terres aux autres censitaires s'effectue d'ouest en est, à la suite du domaine seigneurial. On y voit d'abord les plus anciens propriétaires: Laurent et Gosselin, suivis des nouveaux concessionnaires. La plupart des propriétaires mentionnés dans l'aveu et dénombrement habitent Rimouski, à l'exception de Pierre Joseph dit Langoumois, qui *«n'y réside point»*. Cette exception n'est probablement pas la seule, puisque l'abbé Louis Lepage, devenu seigneur de Terrebonne en 1720, est certainement absent de la seigneurie à ce moment-là. Quant à François Trestoure (?), on ne possède aucune trace de son passage à Rimouski hormis sa mention comme propriétaire.

Ce qui étonne le plus en examinant les terres concédées, c'est l'écart important des dimensions, qui semblent proportionnelles à la proximité du lien qui peut unir le censitaire à la famille seigneuriale. Il est vrai que les enfants du seigneur profitent d'un traitement de faveur, ces derniers disposant de terres immenses, avec un front qui varie de 8 à 20 arpents sur toute la profondeur de la seigneurie (2 lieues ou 168 arpents). Possédant les dimensions d'un arrière-fief, ces terres n'en constituent pas moins des censives, puisqu'elles sont chargées d'un droit de cens. La dimension des autres terres est beaucoup moins considérable, variant de 3 à 4 arpents de front sur 40 arpents de profondeur. Les deux plus anciens censitaires, Laurent et Gosselin, échappent à la règle avec des fronts respectifs de 7 et 6 arpents. Le lien de parenté qui les unit à la famille seigneuriale et le rôle qu'ils ont joué dans les premiers temps de la seigneurie ont certainement contribué à leur offrir ce traitement de faveur.

La mise en valeur des terres

On a dit plus haut que les aveux et dénombrements respectaient assez bien la réalité du sol en général. Toutefois, l'analyse de ce genre de source a démontré que les dimensions des terres qui sont fournies étaient *«souvent arrondies à l'arpent près»*²¹². Ce qui est probablement le cas pour l'aveu et dénombrement de Rimouski. En plus du domaine, la seigneurie compte alors 15 censives, dont le front totalise 101,5 arpents. C'est peut-être bien, mais en tout cas c'est bien peu si l'on considère

que seuls 143 arpents sont exploités sur les 11 100 arpents qui ont été concédés. Ce qui représente un peu plus de un pour cent seulement (1,28% pour être exact). L'exploitation des censives varie d'une à l'autre avec un taux allant de 2 à 18 arpents de terre en labours. Le faible taux des terres en culture laisse suggérer que l'agriculture n'est pas la seule source de subsistance pour ses occupants. Cette remarque s'applique également au domaine seigneurial, qui malgré son développement plus avancé (25 arpents) ne saurait faire vivre son propriétaire²¹³. Quant aux installations, elles sont peu nombreuses... Si l'on tient compte du domaine et des quinze censives, on trouve seulement 8 maisons sur la seigneurie. Le nombre des bâtiments de ferme n'est pas beaucoup plus élevé, comptant sept granges, autant d'étables, deux écuries, une bergerie et trois hangars. Et dans deux cas sur trois, le hangar est d'ailleurs la seule installation de la censive.

Droits seigneuriaux

Sous peine de confiscation de leur terre, les habitants sont tenus d'observer certaines conditions, comme tenir feu et lieu, défricher leur terre, etc. Toutes les conditions sont énumérées dans l'acte de concession de leur terre. À Rimouski, très peu de ces documents ont été conservés, la plupart concernant la famille seigneuriale. Il faut croire que les titres de concession étaient plus souvent qu'autrement rédigés sous seing privé. Parmi les obligations qui doivent être respectées, certaines sont purement honorifiques, comme la plantation d'un sapin ébranché, devant le manoir seigneurial, le 1^{er} mai, ce qu'on appelle la plantation du mai. On retrouve cette indication dans les titres de concession d'Étienne Sicot et de Jean-Baptiste Guy²¹⁴. Les censitaires doivent également acquitter des droits onéreux, comme le cens, qui est une sorte d'impôt, et la rente, qui constitue une redevance payable annuellement pour chaque arpent de front d'une terre. Si l'on se reporte à l'aveu et dénombrement, le cens est fixé à 1 ou 15 sols par année, dépendamment que le censitaire appartienne ou non à la famille seigneuriale. La rente suit le même principe en offrant un statut particulier aux Lepage qui ne payent que 5 sols par arpent, alors que les autres censitaires doivent payer en nature, à raison d'un chapon par arpent. On peut estimer à 15 sols la valeur d'un chapon, puisque dans le contrat de concession des habitants Sicot et Guy, on remarque qu'ils sont tenus de payer «*un bon chapon vif ou quinze sols*» par arpent de front.

En conséquence, pour les censitaires non apparentés aux Lepage, les taux demandés pour les redevances seigneuriales sont trois fois plus élevés pour la rente et 15 fois plus élevés pour le cens. On serait porté à penser que ces taux sont prohibitifs. Toutefois, il faut savoir que pour le censitaire «*ordinaire*», les cens et rentes demandés à Rimouski «*ne sont pas significativement différents de ceux des seigneuries du sud-ouest*»²¹⁵. En conséquence, il serait faux de prétendre que les

seigneurs de Rimouski aient voulu attirer des habitants en offrant des redevances moins élevées.

Le procès-verbal d'arpentage de 1744

Après 20 ans, le développement de la seigneurie de Rimouski est suffisamment avancé pour que le seigneur Pierre Lepage fasse appel à un arpenteur pour délimiter les concessions de sa seigneurie. Le travail est confié à Charles Lefrançois, qui s'acquitte de sa tâche le 20 février 1744 en commençant par mesurer les terres sises à l'ouest du ruisseau Réhel, pour ensuite revenir à son point de départ et continuer son arpentage des concessions situées à l'est de ce même cours d'eau. Le procès-verbal²¹⁶ qui en résulte est assez intéressant, bien que les informations qu'il renferme ne soient pas aussi nombreuses que celles contenues dans l'aveu et dénombrement de 1724. Toutefois, le procès-verbal de 1744 nous donne des informations précieuses sur le nombre de terres concédées, le front accordé à chacune d'elles et le nom du propriétaire ou locataire qui l'occupe (le procès-verbal est imprécis sur ce point). Si l'on compare l'aveu et dénombrement de 1724 à l'arpentage de 1744 (voir le tableau: Le procès-verbal d'arpentage de 1744 en résumé), on peut constater que le nombre des concessions est passé de 15 à 30 en incluant la terre de l'église. À l'est, la dernière terre concédée appartient à Louis Dutremble dit Desrosiers. Tandis qu'à l'ouest, on trouve la terre de l'église. L'arpentage ne va pas au-delà, bien que l'on devine que le domaine se situe à la suite.

Le procès-verbal d'arpentage de 1744 en résumé		
Identification (Noms et prénoms standardisés)	Arpents	Perches
Laurent dit Saint-Laurent, Pierre	7	0
<i>Ensuite allant sud-ouest</i>		
Lepage, Paul Molè	8	3
Lepage de La Fosses, Nicolas-Dominique*	8	0
Église	3	0
<i>Prenant de la ligne de Saint-Laurent allant au nord-est</i>		
<i>(Non indiqué)</i>	6	0
Dutremble dit Desrosiers, Michel*	4	0
Laurent dit Saint-Laurent, Pierre	4	0
Lanoue, Louis	3	0
Gasse, Joseph	3	5
Pineau, Jean	4	0
Poulin, Jean	4	0
Ruest, Antoine	4	0
Bouillon, Jacques	4	0
Pineau, Louis	4	0
Pineau, Jean	4	0
Gagné, Basile	4	0
Domaine	8	9
Dutremble dit Desrosiers, Michel	3	0
Guy, Jean-Baptiste	3	0
Landois, Jacques	1	0
Vautour, Joachim*	6	0
Marren (?)	5	3
Dutremble dit Desrosiers, Alexis	4	0
Legro (?), Louis	6	0
Landois, Jacques	6	0
Monet dit Maisonrouge, Guillaume-Antoine*	4	0
Ruest, Antoine	4	0
Pelleren (?), Pierre	4	0
<i>(En blanc)</i>	4	0
Souago (?), Jean-Baptiste	4	0
Dutremble dit Desrosiers, Louis	4	0
Grand total: 140 arpents et 20 perches ou 142 arpents	140	20
? La normalisation du nom n'a pu être effectuée * Le nom a été complété		

En l'espace de 20 ans, l'occupation des lieux s'est modifiée considérablement. L'ancien domaine, qui était situé à la suite de la terre de Pierre Laurent, a été scindé en deux terres distinctes concédées aux frères du seigneur: Paul et Nicolas-Dominique Lepage²¹⁷. Ayant rejoint son frère Louis à Terrebonne, Germain Lepage a abandonné sa terre de Rimouski qui a été remise en partie à l'église en 1742. Le reste de cette concession est retourné dans le giron de la famille seigneuriale, tout comme la terre de Louis Lepage²¹⁸, qui était située à l'ouest de la rivière Rimouski, afin de former un immense domaine. En 1746, cette vaste propriété, qui comprend également la concession personnelle de Pierre Lepage (1711), sera partagée entre les trois fils du seigneur. L'aîné, Germain, recevra un domaine réduit situé à l'ouest de la terre de l'église, Pierre aura la terre du centre, située à l'est de la rivière Rimouski et Louis obtiendra la terre située à l'ouest de la rivière.

On note qu'en plus du domaine, qui ne figure pas dans l'arpentage de 1744, le seigneur s'est octroyé une réserve domaniale, qui est située plus à l'est entre les concessions de Basile Gagné et Michel Dutremble, sans doute pour les possibilités hydrauliques qu'offre le cours d'eau (la rivière Germain-Roy) qui traverse cette terre. En 1744, le seigneur Lepage fera le partage de cette réserve de huit arpents entre ses filles Cécile et Marie-Agnès, tout en conservant un arpent et demi pour la construction d'un moulin à proximité du ruisseau de La Fausse-Molière²¹⁹. Et c'est sur la terre de quatre arpents concédée à Marie-Agnès Lepage et Basile Côté²²⁰, qu'est érigée la maison Lamontagne (voir l'encadré: La maison Lamontagne).

La maison Lamontagne²²¹

En 1744, le seigneur Pierre Lepage offre en cadeau de mariage à sa fille Marie-Agnès et à son gendre Basile Côté une terre de quatre arpents sur deux lieues de profondeur. C'est sur cette terre qu'est érigée cette maison sans doute peu de temps après leur mariage. L'architecture de la maison Lamontagne (qui doit son nom à la famille qui l'a le plus longtemps occupée) se distingue par une technique de construction héritée du Moyen-Âge: le colombage pierroté. Une rallonge, en colombage sur sole, sera ajoutée au carré original vers 1810. Classée monument historique en 1974, la maison a d'abord été restaurée en 1980, avant d'être ouverte au public comme centre d'interprétation de l'architecture domestique au Québec.

Depuis le ruisseau Réhel, qui sert de point de repère à l'arpenteur, le front occupé de la seigneurie de Rimouski se porte désormais à 115 arpents et 7 perches du côté de l'est, alors qu'il n'était que de 39 arpents et cinq perches en 1724. C'est près du triple. Le développement se fait d'ouest en est, les plus anciennes concessions étant situées près du domaine, alors que les nouvelles se succèdent en direction de la pointe au Père. Cette tendance à l'étalement ne favorise pas l'agglomération. À

Rimouski, il n'y a encore aucun centre de peuplement. Le manoir est situé non loin de la rivière, alors que la chapelle, rarement visitée par le prêtre, est beaucoup plus à l'est, au centre-ville actuel. De plus, il n'y a encore aucune concession dans les terres. Si les colons s'en tiennent au bord du fleuve, c'est d'abord parce que *«c'est là que sont les meilleures terres agricoles qui donnent aussi accès aux ressources du fleuve»*²²², d'où l'importance accordée au front des terres dans les concessions. Si l'on compare l'aveu et dénombrement de 1724 au procès-verbal d'arpentage de 1744, on note une nette augmentation du front des terres. Cette progression est surtout visible sur les terres concédées aux habitants non apparentés à la famille seigneuriale. Ainsi, alors qu'ils n'étaient que 50% (6 sur 12) en 1724, le nombre des propriétaires d'une terre dont le front est supérieur à trois arpents passe à 78,5% (22 sur 28) en 1744.

L'exploitation des ressources

La terre

Bien que les terres situées en bordure du littoral soient plus faciles à cultiver, il n'en demeure pas moins que leur rendement est plutôt moyen. Depuis des années les autorités coloniales désespèrent du potentiel de la région pour l'agriculture, jugeant que toute la côte jusqu'à Gaspé est soit *«inhabitable ni étant pas possible d'y faire cultures»*²²³ ou que *«les terres y sont communément mauvaises»*²²⁴. Il est vrai que la qualité du sol est souvent médiocre et le climat peu favorable à l'agriculture. Confrontés à cette situation, les habitants ne peuvent qu'en subir les conséquences. Dans un acte de donation²²⁵, Étienne Sicot mentionne que sa terre sablonneuse ne *«produit presque rien»* et que presque tous les ans les blés *«ne meurissent pas»*. Dans ces circonstances, on ne s'étonnera pas que la terre seule ne suffise à faire vivre cette population: *«la pêche et la chasse jouent un rôle important»*²²⁶.

La mer

La mer constitue une ressource inépuisable pour l'habitant. Elle lui fournit le saumon, le hareng, l'anguille et le caplan qui lui assurent sa survie²²⁷. À l'aide de petites embarcations, certains s'aventurent en mer pour pratiquer la pêche à la morue. C'est le cas de Joachim Vautour qui partage *«sa vie entre le travail de la terre à Rimouski et les périodes de pêche dans le Bas du Fleuve et en Gaspésie»*²²⁸. Pour sa part, Joseph David, *«pêcheur de moluë résidant ordinairement à Remousqui»*²²⁹, semble faire de cette activité sa principale occupation. La mer permet aussi aux habitants d'obtenir des revenus d'appoint, en fournissant des carcasses de baleines échouées, qui assurent des bénéfices à leurs exploitants. En avril 1751, Antoine Gagnon produit 42 veltes²³⁰ d'huile à partir d'une baleine trouvée échouée l'automne précédant à la pointe à la Sève, près de Rimouski. Faite au terme de 136 livres et 10

sols, le profit de l'adjudication²³¹ de sa production est ensuite partagé en parts égales avec le Domaine du roi et l'Amirauté de Québec, lui accordant ainsi un revenu net de 24 livres auquel s'ajoutent ses frais d'exploitation évalués à 19 livres. C'est sans doute le même Antoine Gagnon qui, vers 1744, s'était fait concéder par le seigneur de Rimouski, la pêche de l'anse aux Sables, la plus poissonneuse des environs au dire de son concessionnaire²³². L'exploitation des ressources maritimes est aussi parfois l'objet d'initiatives originales. Cyprien Tanguay rapporte que Louis Lepage, le frère du premier seigneur de Rimouski, aurait entrepris l'exploitation d'une saline sur l'île Saint-Barnabé, alors qu'il y avait une grande pénurie de sel au pays en 1748, celui-ci ayant atteint un taux équivalent à vingt chelins du minot sur les marchés de la capitale. Mais à peine avait-il entrepris sa production, que *«deux vaisseaux chargés de sel arrivèrent à Québec en juillet, ce qui fit tomber les prix»*²³³. Ce fut la fin de cette saliculture improvisée.

Les produits de la trappe et de la chasse

Selon le témoignage de Charles Guay, Rimouski possédait une forêt giboyeuse avant l'arrivée des Blancs. On y trouvait alors *«en abondance l'orignal, le caribou, le castor, l'ours, le vison, la marte et la loutre»*²³⁴. Si la chasse assure une partie de la subsistance des colons dans les débuts, cette activité continue d'être importante bien après leur établissement. Alphonse Fortin a trouvé dans les comptes de la mission²³⁵ de Rimouski des indices qui démontrent que: *«les pionniers étaient de bons chasseurs; en ce temps-là, dit-il, on paie en martres et en castors aussi bien, plus aisément, qu'en espèces sonnantes»*²³⁶. Mais cette activité est parfois la cause d'affrontements entre propriétaires et trappeurs qui tendent leurs pièges sans permission. Prié d'intervenir, l'intendant Michel Bégon émet une ordonnance le 17 août 1722 faisant défense à Jean Moreau et ses fils, ainsi qu'à toutes autres personnes, de tendre des trappes à marte et loups-cerviers dans la seigneurie de l'Anse-aux-Coques (Lepage-et-Thivierge) et de troubler Pierre Gosselin, propriétaire de cette seigneurie, ainsi que ses enfants dans leur chasse, sous peine d'avoir à payer une amende de 20 livres²³⁷.

L'administration de la justice

En 1688, la seigneurie de Rimouski avait été concédée avec *«justice haute, moyenne et basse»*. On peut cependant douter qu'il y eût une cour seigneuriale à Rimouski. Pour régler leurs différends, les Rimouskois doivent se rendre à Québec pour se faire entendre par un juge. Comme principal représentant de l'administration judiciaire de la colonie, l'intendant lui-même est appelé à juger à quelques reprises des litiges mettant en cause des habitants de Rimouski. C'est ainsi que, le 22 juillet 1720, l'intendant Bégon condamne Pierre Lepage, seigneur de Rimouski, à payer 30

livres à Pierre Joseph dit Langoumois en acompte des droits et prétentions de sa femme, Marie Auger, sur la succession de son père Jean Auger. Cette condamnation venait du fait que le père du seigneur de Rimouski, René Lepage, s'était payé de ce que pouvait lui devoir Jean Auger, en vendant ses meubles quelques jours seulement après son décès²³⁸. À son tour, le 20 juin 1736, l'intendant Hocquart intervient dans un différend mettant en cause Jacques Landois et son épouse et la succession d'Étienne Sicot, en accordant au couple Landois les effets laissés par le défunt et son épouse, ainsi que la jouissance de leur terre durant une période de quatre ans. Ce jugement venait ainsi reconnaître les services que les époux Landois avaient rendus au couple décédé pendant huit ans comme domestique et fermier²³⁹.

Mais de toutes les causes judiciaires, celle qui a eu le plus de retentissements à Rimouski est sans doute survenue douze ans plus tôt. Elle implique un contrebandier, du nom de Pierre Grouard, qui était venu mouiller au Bic du 22 au 24 octobre 1724, y faisant décharger sa marchandise dans une île de l'archipel. Après que les Indiens l'eurent menacé de le tuer, lui et son équipage, Grouard s'était réfugié à Rimouski pour y réclamer du secours. Pour les détourner de leur projet, le seigneur Pierre Lepage, accompagné du père Ambroise Rouillard, s'étaient rendus jusqu'au Bic. Mais convaincu que les Indiens auraient pillé les marchandises du sieur Grouard s'il les avait laissées sur place, Pierre Lepage avait décidé de les ramener avec lui. Lorsque l'officier Nicolas Blaise Des Bergerès de Rigauville se présente à lui pour enquêter sur l'affaire, le 28 décembre 1724, Lepage lui affirme qu'il était sur le point de remettre les marchandises aux autorités²⁴⁰. Ayant fait la saisie de ces marchandises, composées de tissu de drap essentiellement, Rigauville en fait l'inventaire et en confie la garde au seigneur de Rimouski²⁴¹. Lorsque Rigauville vient prendre possession des marchandises saisies, le 10 février suivant, Pierre Lepage lui réclame alors 100 livres pour avoir recueilli et conservé chez lui les biens de contrebande²⁴². Quant à Grouard, on le retrouve à la prison du Château Saint-Louis, où il est incarcéré depuis le 26 décembre 1724. Et là encore, il n'est pas au bout de ses peines. Le marquis de Vaudreuil le soupçonne d'avoir conduit un bâtiment anglais venu pour sonder le fleuve²⁴³ en vue d'en lever une carte. Mais, le 20 mars 1725, l'intendant Bégon le décharge des accusations d'espionnage et autorise sa libération de la prison de la ville, où il avait été déplacé entre-temps²⁴⁴. L'intendant juge néanmoins la saisie valable et ordonne que la cargaison du sieur Grouard soit remise à la Compagnie des Indes occidentales le 27 juillet 1725²⁴⁵.

En raison de l'éloignement et des frais qu'il en coûte, l'intendant Gilles Hocquart désigne le 16 juin 1736 un subdélégué *«pour régler et juger sommairement les différends»*²⁴⁶, qui pourraient survenir entre les habitants de Rimouski, Trois-Pistoles et L'Isle-Verte. C'est le père Charles Barbel, récollet, qui est choisi pour assumer cette tâche, secondé par Pierre Lepage, seigneur et capitaine de milice, et par

Pierre Saint-Laurent, père, à titre de plus ancien habitant de l'endroit. Dans sa commission, l'intendant Hocquart prévoit également que la mise à exécution des jugements rendus par le subdélégué et ses adjoints sera effectuée par Pierre Lepage. La tâche de subdélégué de l'intendant semble bien s'être maintenue durant tout le régime français, puisqu'en 1759, cette fonction était assumée par Paul Lepage, le frère du deuxième seigneur²⁴⁷.

La défense du territoire

On a vu que Pierre Lepage, le second seigneur de Rimouski, était capitaine de milice lorsque l'intendant Hocquart le nomme adjoint de son subdélégué dans la région. La tâche de capitaine, généralement confiée au seigneur, consiste en premier lieu à diriger la troupe locale des miliciens, un corps armé formé d'hommes valides et en âge de se porter à la défense du pays. Le capitaine de milice est aussi chargé de communiquer et de faire exécuter les ordres de l'administration civile et militaire (l'intendant et le gouverneur). On comprend toutefois que son rôle est plus important en temps de guerre. Lors de la guerre de la Succession d'Autriche (1744-1748), c'est Paul Lepage, le frère du seigneur de Rimouski, qui assume cette fonction²⁴⁸. Il est d'ailleurs probable qu'il ait participé aux opérations militaires qui se déroulent sur le territoire durant cette période.

Ces opérations sont surtout de nature défensive. En 1744²⁴⁹, devant l'imminence d'une offensive anglaise, Jean-Baptiste de Saint-Ours Deschaillons et l'intendant Hocquart envoient deux hommes (Bernard D'Amours de Plaine²⁵⁰ et Philippe-Marie d'Ailleboust de Cerry²⁵¹) jusqu'à Saint-Barnabé pour établir sur toute la côte des signaux²⁵² qui, de jour comme de nuit, pourront les informer de la présence de vaisseaux étrangers dans le Bas du Fleuve²⁵³. Ils y dépêchent également une chaloupe d'observation²⁵⁴. La crainte d'une attaque contre Québec contribue au renouvellement de ces dispositions dès l'année suivante²⁵⁵; les feux de signaux étant repris par de Plaine en 1746, 1747 et 1748²⁵⁶. Ces mesures de sécurité sont complétées par l'envoi du sieur Hertel de Rouville qui est placé en mission d'observation à l'île Saint-Barnabé de 1745 à 1748²⁵⁷. Mais comme le théâtre des opérations militaires est surtout concentré sur la côte Atlantique, les Rimouskois ne verront pas de vaisseaux britanniques aborder leurs rivages.

Toutefois, ils ne sont pas totalement épargnés du conflit et doivent eux aussi participer à l'effort de guerre. L'occasion se présente d'ailleurs le 16 juin 1747, lorsque la troupe de Jean-Baptiste-Nicolas-Roch de Ramezay arrive à Rimouski, après une expédition victorieuse à Grand-Pré (Nouvelle-Écosse). Le groupe se compose alors de tout un détachement de Canadiens, accompagnés de prisonniers anglais et de 30 à 50 malades. Pour ne pas exposer ses hommes à mourir de faim, Ramezay était parti de la baie Verte le 5 juin précédant²⁵⁸. Bien que son séjour à Rimouski ne

soit pas de très longue durée (il regagne Québec dès le 23 juin suivant²⁵⁹), on imagine sans peine le fardeau que pouvait représenter pour les Rimouskois ce surcroît de personnes qu'il fallait bien loger, nourrir et soigner.

La mission religieuse

Débuts d'organisation paroissiale

Depuis au moins 1711, Rimouski possède une chapelle pour assurer le service divin. Depuis sa mise en service, l'église a reçu des dons substantiels. En 1736, Nicolas-Dominique Lepage a offert la somme de 200 écus pour l'achat de vases sacrés en argent, d'une cloche, d'un missel et d'un tableau²⁶⁰. En 1742, Pierre Lepage, son frère, qui est aussi seigneur de Rimouski, a offert la terre sur laquelle la chapelle et le presbytère sont construits, en plus d'un calice en argent et d'ornements liturgiques²⁶¹. Le presbytère, dont il est ici question, existait alors depuis plusieurs années. Construit pour abriter le missionnaire de passage, il existait déjà en 1730, comme en témoigne un contrat de mariage signé cette année-là en la maison presbytérale²⁶². Depuis 1738, la mission a également son marguillier. C'est d'ailleurs en sa qualité de «*premier marguillier en charge*», que Pierre Laurent dit Saint-Laurent accepte le premier versement du don de Nicolas-Dominique Lepage²⁶³. Avec son église, son presbytère, son cimetière et son marguillier, la mission de Rimouski a pratiquement tout d'une paroisse, si ce n'est qu'elle n'est pas encore érigée canoniquement et qu'elle n'a toujours pas de curé résident.

*Le ministère des récollets*²⁶⁴

Reprise par les récollets depuis 1718, la desserte de Rimouski est visitée par le père Gélase de Lestage le 30 mars 1720. Il se présente comme missionnaire des sauvages de Ristigouche qui, passant par Rimouski en revenant de sa mission, n'a «*trouvé aucun prêtre missionnaire*». De retour à la fin du mois d'août suivant, il se déclare cette fois «*prêtre missionnaire de Rimousky tant pour les Français que pour les Sauvages*». Il revient à nouveau en 1721. Les années 1722-1723 marquent ensuite le retour d'Étienne Auclair, curé de Kamouraska. Après cette brève interruption, le ministère des récollets reprend pour de bon. Au retour de sa mission de Miramichi, en juin 1723, le père Gélase de Lestage inscrit l'acte de sépulture de Germain Lepage, décédé le 26 février précédant en l'absence de tout missionnaire. Le père Gélase y salue les rares vertus du défunt qui a présidé la vie spirituelle de la communauté pendant près de trente ans.

Le père Ambroise Rouillard reprend de 1724 à 1734, le ministère que lui a légué le père Gélase. Missionnaire de Saint-Germain-de-Rimouski (comme l'attestent les registres), il est cependant peu probable que ce fût là son seul ministère. Ainsi, lorsqu'il passe à Trois-Pistoles, le 29 mars 1731, il se dit également mission-

naire de Trois-Pistoles et de L'Isle-Verte. De 1735 à 1740, le père Charles Barbel succède au père Rouillard. Il est chargé tout comme lui de desservir Rimouski, Trois-Pistoles et L'Isle-Verte. Le père Albert Millard²⁶⁵ de Veaucourt prend la direction des trois paroisses du père Barbel en 1740 et il inscrit son premier acte à Rimouski le 6 janvier 1741. Il est brièvement remplacé par le père Bernard Bultel, qui se présente comme le missionnaire de Rimouski le 24 août 1741. Albert Millard revient ensuite régulièrement à Rimouski à partir du 1^{er} octobre 1741, et ce, jusqu'en 1744. L'année suivante, le père Ambroise Rouillard redevient le missionnaire à Rimouski, tout en étant chargé des dessertes de Trois-Pistoles et de L'Isle-Verte, qu'il dirige jusqu'à sa mort en 1769.

Une visite imprévue

Les visites de leur missionnaire étant souvent courtes et espacées, les Rimouskois font parfois appel à des prêtres de passage pour obtenir les sacrements institués par l'Église. C'est ainsi que Mgr Dubreil de Pontbriand, dont le navire fait escale à l'île Saint-Barnabé, est requis le 13 août 1741 par le seigneur Lepage pour lui accorder la confirmation, ainsi qu'à ses enfants et à quelques habitants du pays. *«M. l'évêque la leur donna sur le gaillard. Il la donna aussi à deux sauvages micmacs de nation qui étoient venus à bord le même jour. On les confessa par interprète, n'entendant pas le françois ou du moins ne le sachant pas parler»*²⁶⁶.

Les communications

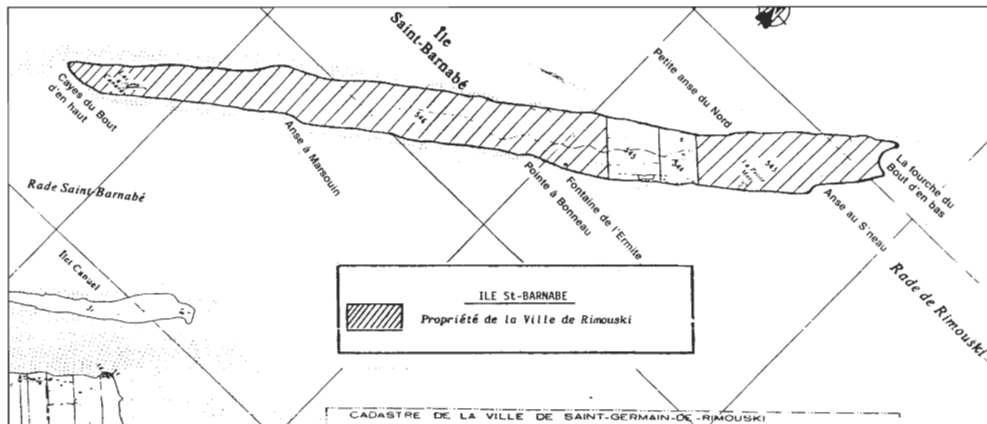
Rimouski ou Saint-Barnabé, comme on l'appelle parfois, est encore le dernier poste de la côte sud. C'est là que *«sont les derniers habitants du bord de la rivière»*²⁶⁷, trouve-t-on dans un mémoire de l'époque. Pour voyager, le seigneur Pierre Lepage dispose de sa propre embarcation²⁶⁸. C'est indispensable pour se rendre à Québec notamment, où il va de façon régulière déposer et faire rédiger certains contrats. Il y va sans doute aussi pour des raisons d'affaires, pour vendre et acheter certaines marchandises, pour effectuer certaines visites. Le 2^e seigneur n'est d'ailleurs pas le seul dans ce cas. Selon Mario Mimeault, *«chaque habitant a sa chaloupe et circule à son gré de sorte que les gens reçoivent des nouvelles de ce qui se passe à l'intérieur de la colonie ou plus bas sur le fleuve»*²⁶⁹. Bien qu'isolés géographiquement, les Rimouskois ne sont donc pour autant coupés du monde. D'autant plus qu'ils sont régulièrement informés des affaires de la colonie par les missionnaires, les coureurs des bois, les autochtones et les marins de passage.

LES TEMPS INCERTAINS (1754-1790)

Population et épidémies

Durant la période précédente (1720-1754), le développement démographique de Rimouski avait été plutôt lent, mais enregistrait tout de même une certaine augmentation. Après 1754, l'augmentation poursuit sa lancée, mais en conservant la même cadence. Lorsque Montcalm passe devant Rimouski le 6 mai 1756, il note dans son *Journal* que la «*paroisse*» compte 36 familles²⁷⁰. En s'appuyant sur ce chiffre, un auteur²⁷¹ a estimé que la population de Rimouski pouvait être évaluée à 150 personnes à la fin du régime français²⁷². Si l'on considère que ce nombre n'est atteint qu'après 66 ans d'établissement, les résultats ne sont guère reluisants²⁷³.

Si l'éloignement semble expliquer en partie cette faible augmentation, ce n'est pourtant pas le seul facteur en cause. Les maladies contagieuses contribuent aussi à ralentir la progression démographique. Dans son *Journal*, Montcalm note qu'à l'hiver 1756, la colonie a été gravement affectée par les épidémies: «*La petite vérole, dit-il, a fait de grands ravages en Canada l'hiver dernier; cette maladie n'y paroît que de loin en loin, mais elle est toujours funeste et épidémique*»²⁷⁴. Rimouski n'a pas échappé au fléau. Les registres de la mission mentionnent au moins douze décès attribuables à la maladie cette année-là²⁷⁵, dont cinq qui atteignent directement la famille seigneuriale²⁷⁶. Deux ans plus tard, les Rimouskois doivent à nouveau affronter un péril semblable. La nouvelle épidémie vient cette fois plus directement en étant propagée par les rescapés d'un naufrage survenu sur l'île Saint-Barnabé (voir l'encadré: Les naufragés de l'anse au Senau). Encore une fois, les victimes de la contagion semblent avoir été nombreuses bien que l'on ne puisse en déterminer le nombre exact, en raison d'une lacune au registre de la mission²⁷⁷.



Île Saint-Barnabé. L'anse au Senau est située au sud-est de l'île. (*De verdure et de rêves, l'île Saint-Barnabé*, 1988, p. 12)

Les naufragés de l'anse au Senau

Dans sa *Chronique de Rimouski*, Charles Guay reproduit²⁷⁸ un article que Joseph-Charles Taché a consacré quelques années plus tôt à un récit de naufrage survenu sur l'île Saint-Barnabé²⁷⁹. Se basant sur la tradition locale, Taché avait fixé l'épisode de ce naufrage à l'automne de 1755. Charles Guay, qui complète²⁸⁰ le récit Taché, situe lui aussi les événements vers la même époque. Selon Taché, les naufragés de l'anse au Senau seraient venus de France, à bord de *La Macrée*, une frégate qui aurait d'abord fait naufrage sur la côte de Gros Mécatina sur la Basse-Côte-Nord. Les survivants du naufrage auraient alors emprunté un petit navire (de la classe des senaus) pour faire voile vers Québec. Surpris par une tempête au large de Pointe-au-Père, leur navire serait venu sombrer dans une petite anse de l'île Saint-Barnabé, appelée depuis l'anse au Senau. D'abord secourus par l'ermite de l'île, ils auraient ensuite été pris en charge par la population rimouskoise, qui les hébergea dans le presbytère. Atteints de fièvres malignes, plusieurs d'entre eux auraient péri durant l'hiver. Le printemps venu, les survivants auraient pris la route de Québec. Charles Guay rapporte à ce sujet une légende qui veut que le départ de l'équipage fût compromis, parce que leur premier lieutenant avait refusé la sépulture aux matelots morts durant l'hiver, laissant leurs dépouilles exposées au nord-est du presbytère. Révoltée par le sort réservé aux victimes, M^{me} Lepage, l'épouse du seigneur de Rimouski, aurait interpellé le militaire pour lui signifier qu'il serait empêché de partir tant qu'il n'aurait pas fait inhumer ses matelots. Ce dernier, dont le navire avait déjà été rejeté par de forts vents sur la pointe de la rivière Rimouski, et ce par trois fois, se rendit aux arguments de la seigneuresse et fit inhumer les corps des victimes. Et ce n'est qu'alors qu'il put prendre le large. Dans des notes inédites, Cyprien Tanguay affirme que c'est plus de 150 marins qui ont alors été inhumés dans le cimetière paroissial²⁸¹.

L'aventure des naufragés de l'anse au Senau a des bases historiques certaines, bien que le nom du navire et la date du naufrage avancés par Taché et Guay soient erronés. On connaît le déroulement précis des événements grâce au *Journal* du marquis de Montcalm et aux lettres de l'intendant Bigot. Parti de Rochefort le 28 juin 1758²⁸², *L'Aigle* était commandé par Jean d'Olabaratz²⁸³. Ce navire de guerre sombra à huit lieues de Mécatina²⁸⁴ le 5 août 1758²⁸⁵. Informé du naufrage seulement le 5 octobre, Bigot y fit aussitôt dépêcher un vaisseau, pour secourir les rescapés²⁸⁶. Mais, comble d'infortune, sitôt arrivée la *Légère*²⁸⁷ entra en collision avec le *Bien-aimé*, un navire déjà sur place, avant de sombrer à son tour²⁸⁸. Laissé sans ressource, l'équipage prit place à bord d'un bâtiment du poste de Mécatina, un senau de pêcheurs français appelé le *Roi du Nord*²⁸⁹. Mais à peine le navire avait-il pris la route de Québec qu'il fit naufrage à l'île Saint-Barnabé²⁹⁰. Les naufragés eurent bien du mal à gagner la terre ferme en raison des glaces déjà présentes dans la baie en cette fin du mois de novembre. Parmi les survivants, qui étaient au nombre de 250, les plus vigoureux reprirent leur route sans souliers vers Québec, tandis que les plus malades restèrent «à Saint-Barnabé avec peu de secours»²⁹¹. C'est à Mélane-Marie Condamain que furent confiés les 40 hommes trop faibles pour entreprendre le voyage. Ceux-ci auraient séjourné trois mois à Rimouski²⁹², avant de pouvoir repartir. Le naufrage de l'anse au Senau n'était pas le premier à survenir dans l'île. Déjà en 1750, un négociant de Québec, Jean Taché, y avait perdu un brigantin qu'il avait frété au roi²⁹³.

Les deux épidémies ont certes affecté la progression démographique de Rimouski. Mais, malgré cela, les recensements indiquent un accroissement notable de la population qui passe de 242 en 1784²⁹⁴ à 333 en 1790²⁹⁵. Mais il demeure difficile d'évaluer le taux de natalité, de nuptialité et de mortalité pour Rimouski durant la période qui va de 1755 à 1790 inclusivement. Les trop grandes lacunes²⁹⁶ au registre de la mission nous empêchent de nous faire une idée fiable de la situation. Dans ces conditions, il faut donc considérer les 194 naissances, 42 mariages et 31 sépultures comme étant des estimations minimales.

L'augmentation du nombre d'habitants semble alimentée par des apports démographiques extérieurs assez importants. Si l'exode des Acadiens de 1755 ne paraît pas avoir eu d'influence sur le peuplement de la région²⁹⁷, d'autres mouvements de population ont eu un impact plus certain. L'historien J.-Edmond Roy affirme qu'à partir de 1787, il y eut à Rimouski une vague d'immigration en provenance de la rive nord du fleuve, «où les terres reserrées [sic] entre la mer et les hautes montagnes ne permettaient plus de nouveaux établissements»²⁹⁸. Le géographe Raoul Blanchard signale aussi un mouvement migratoire, mais en provenance de la rive opposée. La Côte-du-Sud dirigeait alors le trop-plein de sa population vers les terres encore disponibles en aval²⁹⁹, dans la région de Rimouski entre autres. À ce peuplement de souche canadienne s'ajoute aussi une immigration d'origine étrangère. Dans sa *Chronique*, Charles Guay rapporte que la population rimouskoise, sous l'impulsion de l'émigration française, a subi «un accroissement assez considérable»³⁰⁰. Après la Conquête, on compte aussi sur la venue d'immigrants non francophones. Certains d'entre eux, comme Joseph Fiola (Hongrois)³⁰¹ et Jean-Jacob Heppel (Alsacien germanophone),³⁰² ont d'ailleurs fait souche à Rimouski.

Les relations avec les Amérindiens

Durant cette période, les Amérindiens continuent de visiter Rimouski de façon régulière. En 1754, le sieur Boucault décrit les deux principaux groupes qui fréquentent alors la région: «*Les Sauvages qui habitent la coste du Sud, depuis Gaspey, dit-il, sont les Gaspéciens du Restigouches; on y voit aussi des Mikmaks [sic] ou malécites, mais ils sont errants et n'ont point de villages formés*»³⁰³. Après la Conquête, les Malécites se font plus rares dans la région³⁰⁴, contrairement aux Micmacs plus assidus. Chassés des Maritimes, on les voit «*partout à l'intérieur du territoire, sur les bord [sic] des cours d'eau et des lacs d'importance ou même sur la rive sud du Saint-Laurent, jusqu'à Rimouski et au Bic*»³⁰⁵. Les registres de la mission attestent d'une présence micmaque assez importante dans les années 1790-1799, alors qu'une douzaine de baptêmes amérindiens appartiennent à cette nation³⁰⁶. Ces baptêmes surviennent après une période de trente ans durant laquelle on n'en a enregistré aucun. Cette absence d'inscriptions peut avoir plusieurs explications, en pas-

sant par les lacunes des registres et le fait que les Micmacs faisaient surtout baptiser leurs enfants à Ristigouche.

Les Micmacs viennent habiter «*dans les jours de juillet et d'août de chaque année, les rives de la rivière Rimouski*»³⁰⁷. Ils y viennent surtout pour traiter et s'approvisionner. Mais ce commerce cause parfois des désordres dans la communauté lorsqu'il implique la consommation d'eau-de-vie. En 1764, le missionnaire Ambroise Rouillard s'en plaint en ces termes au vicaire général de Québec:

*Il est bon de vous informer, Monsieur, que plusieurs habitants de ce lieu se mêlent d'apporter des boissons en quantité de Québec et en font un gros débit tant aux Français qu'aux Sauvages. Et surtout le Pierre Lepage [fils], lequel ayant donné il y a quelques jours son baril d'eau-de-vie à deux Sauvages, lesquels s'en sont allés chez un habitant, où ils ont voulu tuer les gens de la maison à coups de couteau. Et ces bonnes gens cependant, après les avoir renvoyés le lendemain, on en a trouvé un mort dans la neige et tout nu comme une bête. Voilà, Monsieur, ce que cause la désobéissance dans ces gens-là qui ne veulent pas entendre parler de la défense de l'eau-de-vie aux Sauvages*³⁰⁸.

En 1780, le père Jean-Baptiste de La Brosse dénonce à son tour les désordres: «*À Rimouski, dit-il, plusieurs ont enivré des Sauvages, se sont ensuivis bruits & batailles jusque dans l'église, moi présent*»³⁰⁹. Les rixes entre Amérindiens et Blancs semblent bien avoir été violentes. Elles pourraient même avoir été meurtrières... Agnès Lavoie, dont la famille vint s'établir à Rimouski en 1787, se serait mariée en premières noces à un étranger³¹⁰ «*que l'on prétend avoir été tué par un sauvage*»³¹¹. Quoi qu'il en soit, en 1788, les relations étaient encore tendues. Dans une requête qu'ils adressaient à Lord Dorchester, les seigneurs de Rimouski, Matane et Mont-Louis se plaignent de la conduite des coureurs des bois, qui, disent-ils, les exposent «*à être insultés par les sauvages*»³¹².

Une timide percée dans les terres

La seule description de la seigneurie de Rimouski, que nous possédons pour la période 1754-1790, nous a été transmise par la tradition orale, que Charles Guay a rapportée dans sa *Chronique de Rimouski* (1873).

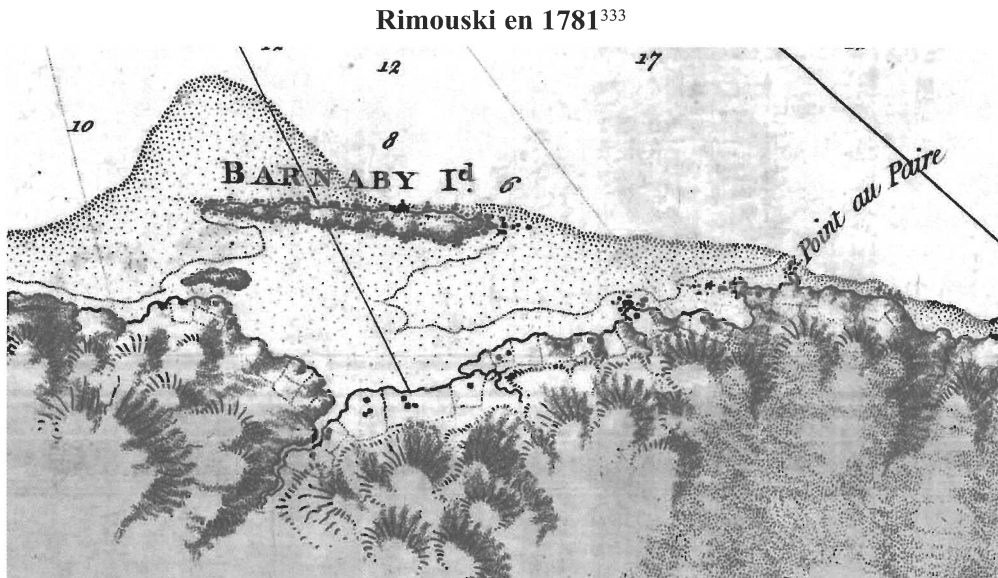
Depuis l'arrivée du premier habitant, en 1696 jusqu'en 1758, on comptait dans la paroisse de Rimouski les habitations suivantes.

Au sud-ouest de la Rivière, à une demi-lieue de la chapelle environ, se trouvaient la maison de Zacharie Canuel, sur le Brûlé [note infrapaginale: On nomme ainsi cet endroit, parce qu'un grand feu consuma en quelques heures la forêt du lieu.] et celle de Jean-Baptiste Côté (actuellement Nicolas Canuel): au Nord-Est sur la rive du fleuve, une vingtaine de maisons dispersées jusqu'au ruisseau à la loutre (Moulin de Ste. Luce).

*Une seule habitation, celle de Pierre St.-Laurent, formait le second rang, sur la terre qu'occupe aujourd'hui Chrysante St.-Laurent. Pour tout village, il n'y avait que l'Eglise, le Presbytère, le vieux Manoir; les maisons de Charles, de Germain et de Nicolas [-François] Lepage*³¹³.

Pour intéressante qu'elle soit, cette description ne doit pas être prise à la lettre. Ainsi, en 1758, la plupart des propriétaires auxquels l'auteur fait allusion n'étaient encore que de jeunes enfants³¹⁴ ou bien n'étaient tout simplement pas nés³¹⁵! On doit conclure que la description de Charles Guay correspond à une époque plus tardive, son intention n'étant pas tant de décrire les concessions existantes que les habitations présentes sur le territoire à la fin du XVIII^e siècle. En consultant d'autres sources, on se rend d'ailleurs compte que Rimouski était plus développée que Charles Guay le laisse penser. Dans son histoire du Bic, Joseph D. Michaud déclare que de 1750 à 1770 au plus tard «il y avait six colons établis entre la rivière Hâtée et celle de Rimouski: Louis Canuel, M. Banville, Charles Côté, Pierre Gagnon, Pierre Lavoie et M. Dupéré»³¹⁶. On sait en outre que des terres avaient été concédées du côté de l'anse au Sable dès avant 1753³¹⁷. À l'est, les autres concessions s'étalent jusqu'à la pointe au Père. C'est sans doute vers 1766 que Paul Lepage s'est installé là-bas³¹⁸. Paul Lepage occupait la terre la plus à l'est de la seigneurie de Rimouski³¹⁹. La seigneurie voisine, celle de Lessard, n'a commencé à être occupée qu'en 1757, lorsque la famille Desrosiers vint s'y établir³²⁰.

En cette fin de siècle, Rimouski ne possède pas encore de centre urbain. À l'est du ruisseau Soulard (aujourd'hui ruisseau Réhel), la terre de Pierre Gosselin a été transmise à sa fille Marie-Josèphe Gosselin qui a épousé Jacques-Sébastien Soulard; leur fille Catherine, épouse de Pierre Dessaint dit Saint-Pierre, l'aurait ensuite vendue en partie à Julien Réhel³²¹. À l'est de la terre de l'église, les biens fonds appartiennent encore aux deux autres familles pionnières. Joseph St-Laurent, qui a reçu la terre de son père Pierre Laurent³²², la transmet à son tour à son fils Toussaint³²³. Pierre Lepage, qui s'est porté acquéreur des terres de ses oncles Nicolas-Dominique³²⁴ et Paul³²⁵, les partage entre ses trois fils: pour Charles, quatre arpents sur la profondeur de la seigneurie³²⁶ (entre la rue de la Cathédrale et la rue Lepage), pour Germain quatre arpents sur une demi-lieue³²⁷ (entre les rues Lepage et Légaré), avec une terre d'égale valeur à la suite³²⁸ (entre les rues Légaré et Jean-Brillant) et, enfin, pour Nicolas-François, quatre arpents sur deux lieues³²⁹ (à l'est de la rue Jean-Brillant). À l'ouest de la terre de l'église, on retrouve le domaine seigneurial borné à l'ouest par la terre de Pierre Lepage. Au sud, s'amorce une lente percée dans les terres. Pierre St-Laurent, fils d'Ambroise, s'est fait concéder une terre dans la deuxième concession en 1789³³⁰ et Antoine Ruest en aurait obtenu une dans la troisième, peu avant 1790³³¹. Érigée initialement dans le deuxième rang de Rimouski, la maison Côté (aujourd'hui située au 652, troisième rang Ouest à Saint-Anaclet) aurait été construite entre 1790 et 1800 (classée monument historique en 1977)³³².



Détail d'une carte de Joseph F. W. Des Barres, 1781 (Bibliothèque et Archives nationales du Québec)

Activités économiques

L'agriculture

Malgré le développement démographique et territorial de la seigneurie, *«les conditions de vie n'ont pas beaucoup changé»*³³⁴ à Rimouski en cette fin du XVIII^e siècle. L'agriculture demeure, encore à cette époque, l'activité principale des habitants. Les documents de la Fabrique témoignent du rôle prépondérant qui est accordé à cette activité. Ainsi, en 1787, *«ce sont soixante-douze “cultivateurs” qui se cotisent à tant par arpent de terre pour la construction d'une église nouvelle»*³³⁵. L'agriculture joue d'ailleurs un rôle essentiel pour assurer la subsistance de la communauté, un rôle qui est confirmé par les 169 hectolitres de grains de semences qui sont recensés en 1784³³⁶. La mise en fonction d'un nouveau moulin à farine à proximité du ruisseau du Moulin (aujourd'hui appelé branche Xavier-Boucher) atteste de la vitalité du secteur agricole. Ce second moulin a été bâti par le coseigneur Pierre Lepage en bordure du ruisseau qui sépare sa terre du domaine seigneurial³³⁷, sans doute sur le site du premier moulin de Rimouski. À cette nouvelle infrastructure s'ajoute l'ancien moulin banal de la seigneurie qui est situé vers le tiers de la seigneurie du côté du nord-est³³⁸, à proximité de la rivière de La Liberté³³⁹ (anciennement de La Fausse-Molière³⁴⁰, appelée aujourd'hui Germain-Roy). Ce moulin a sans doute été construit par le deuxième seigneur de Rimouski, Pierre Lepage. Mais, déjà en 1790, il commence à accuser les signes du temps. Un avis public diffusé alors parle d'un *«vieux Moulin»*³⁴¹.

Activités maritimes

Si l'on reconnaît les habitants de Rimouski davantage pour leur qualité d'agriculteur, il n'en demeure pas moins qu'ils sont aussi des pêcheurs par nécessité. Cette activité d'appoint³⁴² demeure essentielle pour les Rimouskois, «*surtout les pauvres qui souffrent beaucoup quand le poisson ne vient pas*³⁴³...» Mais l'importance de la mer dans leur vie ne se limite pas seulement à la pêche. J.-Edmond Roy affirme que Rimouski est un pays «*renommé surtout par ses marins*»³⁴⁴. Jean Pineault «*navigateur demeurant ordinairement à Rimouski*»³⁴⁵ est l'un de ceux-là. À ces marins, s'ajoute aussi la classe des pilotes. C'est particulièrement vrai depuis 1762, alors que Le Bic est devenu la station officielle de pilotage pour les navires. Mais comme c'est à Pointe-au-Père que l'observation des vaisseaux qui s'amènent dans le fleuve est plus facile, c'est là-bas que les pilotes vont progressivement s'installer. L'un d'eux, Louis Lavoie, est le premier membre de cette famille à embrasser la carrière de pilote en 1788³⁴⁶. C'est lui qui fait l'acquisition du domaine de la seigneurie de Lessard (ou La Mollaie) en 1791, une terre située précisément à la pointe au Père³⁴⁷.

Exploitation forestière

Aux activités plus traditionnelles, telles l'agriculture et la pêche, vient s'ajouter une industrie naissante, orientée vers l'exploitation des ressources forestières. Dans la région, on remarque déjà la mise sur pied de petites exploitations forestières vers 1781, notamment à Rimouski³⁴⁸. Cette activité est menée en partie par le seigneur du lieu, ce dernier étant détenteur de quelques scieries en 1790³⁴⁹. D'autres scieries sont sans doute exploitées par d'autres intérêts. On sait par exemple que Joseph Lavoie, un habitant de Rimouski, détenait le tiers des parts dans un moulin à scie en 1787³⁵⁰.

Une seigneurie morcelée et contestée*La division du patrimoine*

Détenue en vertu d'un acte de foi et hommage, une seigneurie est considérée comme un bien noble, mais elle ne concède pas pour autant la noblesse à celui qui en est propriétaire. La transmission successorale d'une seigneurie est soumise à la Coutume de Paris. Contrairement au fief de dignité, qui lui est indivisible, la transmission d'une seigneurie ordinaire, comme celle de Rimouski, se fait selon une forme atténuée de droit d'aînesse: «*La part de l'aîné, appelée le "préciput", se composait du manoir, de la cour, et des deux tiers du fief s'il n'y avait que deux enfants. S'il y en avait davantage, il ne recevait que la moitié du fief en plus de la cour et du manoir*»³⁵¹. À Rimouski, la famille seigneuriale est très nombreuse, comme on le sait. Cette situation, qui n'est pas unique à Rimouski, a pour conséquence:

que la moitié de l'aîné diminue à toutes les successions, ne laissant au bout de quelques générations, qu'un long ruban de terre au front négligeable. Les autres parties de la seigneurie subissent encore plus rapidement cette réduction. Si tous les héritiers conservent leur part, la seigneurie n'est plus une entité économique valable mais un amalgame de ces longues bandes de terre qui complique alors considérablement les décisions concernant l'ensemble de la seigneurie et surtout les paiements des droits seigneuriaux. C'est là que l'intérêt des parties baisse et que souvent, un des héritiers rachète les portions des autres pour reconstituer un fief intéressant³⁵².

Déjà, au cours de la période précédente, le seigneur Pierre Lepage s'est préoccupé d'augmenter ses parts de seigneurie. Ainsi, le 10 octobre 1735, il s'est porté acquéreur des portions d'héritage de ses frères Louis³⁵³ et Germain³⁵⁴, de mêmes que celles de ses sœurs Reine et Geneviève, acquises antérieurement par Louis Lepage. Aussi, le 20 juin 1750, il avait obtenu de son frère Paul, tous les droits successifs immobiliers que ce dernier pouvait posséder dans la seigneurie de Rimouski³⁵⁵.

Mais son attention semble surtout s'être concentrée à préserver les intérêts de son fils dans le domaine et le manoir seigneurial. Comme ces biens revenaient de droit à l'aîné suivant la Coutume, on peut se demander pourquoi. En fait, on pourrait expliquer cette situation en étudiant de plus près la nature des biens transmis. On sait que les terres où s'élevait le manoir avaient d'abord été concédées en roture à Pierre Lepage et Germain Lepage. Or, il existait une distinction notable entre bien noble et bien roturier, puisque le droit des héritiers était égal pour les biens de cette dernière catégorie³⁵⁶. On comprend alors pourquoi le deuxième seigneur se serait engagé à récupérer certaines parts d'héritage. C'est d'abord à son frère Nicolas-Dominique, qu'il racheta les parts dans le domaine et le manoir, le 26 août 1738³⁵⁷, puis ceux appartenant à son beau-frère Pierre Côté (par sa femme Marie-Anne Lepage) le 31 juillet 1741³⁵⁸ et à son autre frère, Paul, le 28 septembre 1744³⁵⁹. Du même coup, il se rendait aussi propriétaire des droits que Pierre Côté et Paul Lepage pouvaient avoir dans la succession de son frère René décédé aux Antilles entre 1734 et 1738³⁶⁰. Dans le but de préserver l'intégrité du domaine et de la maison seigneuriale, il prit également soin d'ajouter aux titres de concession de ses fils (Pierre et Louis) et de ses filles (Marie-Agnès et Cécile) une clause de renonciation à leurs droits successifs dans ces biens³⁶¹.

Les successeurs de Pierre Lepage s'engagèrent, eux aussi, à récupérer des parts de seigneurie. Malgré son bref passage (1754-1756), Germain Lepage réussit à se faire offrir les parts d'héritage de sa tante Marguerite le 11 août 1741³⁶². Quant au dernier seigneur, Louis Lepage, il voulut obtenir, le 4 juin 1773, en échange des droits reçus de sa mère dans la seigneurie de Trois-Pistoles, la part d'héritage que son oncle Étienne Rioux avait acquise dans la seigneurie de Rimouski par son mariage avec

Véronique Lepage³⁶³. Il voulut également acquérir des droits successoraux des héritiers de Gabriel Côté qui leur venaient de leur mère Cécile Lepage le 8 juin 1773³⁶⁴ et ceux de sa tante Geneviève Lepage, épouse de Prisque Côté, le 1^{er} juin 1774³⁶⁵.

L'affaire des limites des seigneuries du Bic et de Rimouski

Les effets des partages du patrimoine seigneurial, on l'a vu précédemment, ont pour conséquences la réduction de la part dévolue à l'aîné à chaque nouveau partage. À Rimouski, cette diminution est accélérée par le décès prématuré du troisième seigneur de Rimouski, Germain Lepage, qui meurt en 1756. Deux ans plus tard, son épouse le rejoint dans la tombe. Laissés sans parents, les enfants du troisième seigneur sont pris en charge par leur oncle Pierre Lepage. L'aîné des enfants, Louis, est selon l'expression de l'époque le «*seigneur en pied*»³⁶⁶ (en titre), alors que son oncle est coseigneur de Rimouski. C'est ce dernier qui assume les intérêts de son neveu, encore mineur, lorsque survient un litige avec le seigneur du Bic, Ignace-François Aubert de La Chesnaye, concernant la limite commune de leurs fiefs respectifs. Pour bien comprendre les origines de cette affaire, il faut se rappeler que l'acte de concession de la seigneurie de Rimouski (1688) était plutôt vague en ce qui concerne la limite sud-ouest de son territoire, se bornant à dire qu'il joignait la seigneurie du Bic. Profitant de cette imprécision et du fait que le titre de concession de la seigneurie du Bic (1675) mentionnait qu'elle était bornée à l'est par une rivière appelée autrefois Mitis, Aubert de La Chesnaye voulut «*repousser la frontière imprécisée jusqu'à la rivière Rimouski, que l'on prétendait être la «Mitis» que l'acte de 1675 aurait voulu indiquer*»³⁶⁷.

Pour agir ainsi, il semble que le seigneur du Bic ait été tenté d'agrandir son territoire de pêche³⁶⁸, qu'il avait d'abord affermé à un certain Jean Pineault en 1750³⁶⁹. Afin de régler le contentieux à l'amiable, le coseigneur Pierre Lepage et le sieur de La Chesnaye s'adressèrent à deux hommes de loi qui livrèrent une sentence arbitrale, le 12 février 1765³⁷⁰. Livrée en faveur du seigneur du Bic, cette sentence le fut aussi au détriment du sieur Lepage, qui la refusa tout net et continua de concéder des terres dans le territoire contesté. C'est pourquoi le seigneur du Bic décida d'intenter des poursuites judiciaires contre le coseigneur de Rimouski, qui fut sommé de comparaître devant la Cour des plaidoyers communs suivant un mandat confié à un officier de justice le 30 août 1765³⁷¹. Sans que l'on sache véritablement pourquoi, les procédures en restèrent là pendant quelques années. Toutefois, il est fort probable que la mort du seigneur du Bic, survenue en 1766, y soit pour quelque chose³⁷².

En 1771, une offensive du fermier de la seigneurie du Bic, David Allgé, ranime le débat, après qu'il soit allé s'installer sans permission dans la seigneurie voisine pour y faire la pêche au saumon dans la rivière Rimouski³⁷³. Afin de mettre un terme à ses activités illégales, les propriétaires de la seigneurie de Rimouski, Louis

Lepage – devenu majeur – et son oncle Pierre Lepage, lui font porter le 31 mai 1771 par l'officier de milice Banville une notification³⁷⁴ qui lui intime l'ordre de mettre fin à ses activités sous peine de poursuite en justice. Cette éventualité devient bientôt une réalité lorsqu'un permis d'assigner est délivré pour le 1^{er} octobre 1771, afin d'entendre la cause devant la Cour des plaidoyers communs³⁷⁵. Il s'ensuit alors un long et sans doute coûteux procès, dont l'enjeu est de déterminer les limites réelles des seigneuries du Bic et de Rimouski. Malgré un procès-verbal de chaînage défavorable aux Lepage³⁷⁶, la cour leur donne finalement gain de cause en statuant, par ses jugements du 6 octobre 1772 et du 7 juin 1774 que le milieu de la rivière Hâtée serait la borne commune aux deux seigneuries³⁷⁷. Portée en cour d'appel par la seigneuresse du Bic, la marquise d'Albergatti-Vezza, les jugements antérieurs sont confirmés le 31 janvier 1778³⁷⁸.

Des droits bafoués

«*Troublés [...] dans la possession de leurs pêches*»³⁷⁹, les seigneurs de Rimouski le sont également dans leurs activités commerciales. Comme on l'a vu précédemment, l'acte de concession de la seigneurie de Rimouski, en date du 24 avril 1688, accordait à son propriétaire le droit de traiter avec les Indiens. C'était là une activité fort rentable et il semble que sous le régime français, les seigneurs de Rimouski aient joui de ce privilège d'une manière exclusive et sans conteste. Mais voici qu'après la Conquête, le nouveau régime se met à accorder des permis de traite (appelés aussi congés de traite) sans se soucier des droits des seigneurs. Pour endiguer ce phénomène, le quatrième seigneur de Rimouski fait ajouter aux titres de concession de ses nouveaux censitaires une clause leur interdisant de traiter avec les Indiens et de commercer avec eux sous peine d'amende³⁸⁰. Mais comme bien souvent les coureurs des bois ne sont pas soumis à l'autorité seigneuriale, ces derniers se livrent sans scrupule à un trafic qui s'oppose aux droits des seigneurs et met en péril la sécurité de la communauté. Ainsi, au cours du mois de mai 1788, le quatrième seigneur de Rimouski avait dû intervenir personnellement en faisant défense à l'un d'eux³⁸¹ «*de vendre de l'eau-de-vie au Sauvage, car il courrait le risque de tuer ou piller quelcun des habitants ou lui-même*»³⁸². Le problème étant également présent à Métis et à Matane³⁸³, les propriétaires de ces seigneuries, appuyés par le seigneur de Mont-Louis, décident alors de s'adresser à Lord Dorchester pour obtenir justice. Dans leur requête, en date du 13 septembre 1788, les seigneurs montrent bien à quel point la situation leur est devenue intolérable:

Nous les soussignés possesseurs des fiefs de Rimousky et Métis, Matanes et les Monts Louis, prenons la liberté de présenter très humblement à vôtre seigneurie qu'en conséquence de licences accordées à divers particuliers pour la traite des Sauvages, nous nous voyons par la teneur des dites

*licences, privés de tous les avantages que nos titres nous donnent, pour la dite traite, vu qu'en hyver nous sommes obligés de fournir le nécessaire aux Sauvages, ou autrement nous courrions les risques d'être pillés et assassinés dans nos postes. Nous avons au printems le chagrin de voir nos débiteurs porter leurs peleteries à des coureurs de cotes qui sous la sanction des susdites licences viennent sur nos terres nous insulter bien souvent jusques dans nos maison; de sorte qu'après bien des frais et des peines, nous sommes malgré nos droits et titres, réduits à perdre notre bien pendant que des gens la plupart sans mœurs et caractère, nous ravissent impunément ce qui nous appartient; en outre nous exposent à être insultés par les Sauvages mêmes que nous sommes obligés d'entretenir durant l'hyver, ainsi que nous supplions vôte seigneurie de vouloir bien nous rendre justice en n'accordant aucune licence sur nos terres où nous avons feu et lieu; ce que nous croyons d'autant plus juste que dérivant nos droits et titres de la Couronne, nous devrions jouir des mêmes privilèges sur nos fiefs que les domaines de Sa Majesté qui sont exceptés dans les licences*³⁸⁴.

S'appuyant sur leurs titres de propriété et des certificats attestant la vente d'alcool aux Indiens sur leurs seigneuries, les mêmes propriétaires s'adressent à nouveau à Lord Dorchester le 10 janvier 1789³⁸⁵, en lui présentant *«un mémoire en six points qui tendent à démontrer le droit exclusif des seigneurs sur leurs propriétés et invitent les autorités à ne leurs accorder de permis ou congés pour traiter sur leurs fiefs et seigneuries»*³⁸⁶. Mais pour affirmer davantage leurs prérogatives et mettre un terme aux abus des coureurs des bois, ils servent l'avis public suivant dans *La Gazette de Québec* le 2 avril 1789: *«Nous les soussignés propriétaires des fiefs de Rimousky, le Grand Métis, Matanne et les Monts Louis, avertissons toutes personnes, quelles qu'elles puissent être, de ne faire ni pêche, ni chasse, ni traite avec les Sauvages, dans toute l'étendue de nos dits fiefs, sans un ordre par écrit nôtre part; sous peine d'être poursuivis dans toute la rigueur de la loi»*³⁸⁷.

L'appauvrissement de la famille seigneuriale

La pêche et la traite des fourrures offraient des sources de revenus importantes pour la famille seigneuriale de Rimouski. Mais ce n'étaient pas les seules. L'agriculture lui permettait aussi de suffire à une partie de sa subsistance, tout comme les droits et redevances seigneuriales d'ailleurs. Au départ, ces sources de revenus devaient être assez médiocres, puisqu'un certain *«auteur a établi à 50 le nombre minimal de familles nécessaire à la subsistance du seigneur»*³⁸⁸. À Rimouski, il a fallu attendre longtemps avant d'atteindre ce nombre. C'est pourquoi on en a conclu que les Lepage *«se sont maintenus à la dignité seigneuriale vraisemblablement à l'aide de revenus provenant d'un petit commerce de fourrure et de pêche»*³⁸⁹.

Mais quand bien même les revenus liés à l'exercice des droits seigneuriaux auraient été substantiels, encore fallait-il les partager entre les différents ayants droit. Le partage des redevances au prorata des titres pouvait assez bien se faire entre quelques cohéritiers, mais devenait beaucoup moins intéressant lorsqu'ils étaient plusieurs. Dans une généalogie de la famille Lepage, sans doute rédigée par l'avocat Jean-Antoine Panet en 1791, il est mentionné que les filles du 3^e seigneur, Geneviève et Élisabeth Lepage, représentées par le mari de la seconde, Gabriel Côté, s'opposent à la vente de la seigneurie, dont elles revendiquent leur part du domaine et du moulin, en affirmant qu'elles *«n'en ont jamais rien reçu, ni des rentes, des lots et ventes»*³⁹⁰. Nous savons que les droits de mutation (appelés lods et ventes) étaient encore versés à la fin du XVIII^e siècle³⁹¹. On sait également que les censitaires payaient encore des rentes en 1765³⁹². Est-ce à dire que certains membres de la famille seigneuriale gardaient pour eux seuls toutes les redevances? C'est bien possible, car un partage équitable entre chaque héritier n'aurait donné droit qu'à de biens faibles revenus pour chacun. Par ailleurs, on peut aussi penser, comme J.-Edmond Roy l'affirme, que les *«censitaires, ne sachant plus à qui ils avaient affaire, ne payaient ni rentes, ni corvées»*³⁹³.

Pour J.-Edmond Roy, la conséquence directe du non-paiement des redevances seigneuriales semble avoir été de condamner tous les coseigneurs à vivre misérablement³⁹⁴. Cela est vrai, mais en partie seulement. Car il ne faut pas négliger d'ajouter que d'autres facteurs ont eu pour effets d'appauvrir la famille seigneuriale. Maladie et décès multiples, la guerre, les procès, les pertes de revenu de pêche et de traite ont aussi contribué à cette situation. La guerre de 1759 semble avoir été vécue de manière particulièrement difficile par la famille seigneuriale. Par la voix de son avocat, Pierre Lepage affirme qu'en prenant soin des enfants de son frère défunt, Germain Lepage, pendant la guerre et ses misères, il n'avait pu compter avec eux que sur *«peu de meubles et de fruits sauvés des terres, qui avaient été absorbés par leur nourriture et entretien»*³⁹⁵. En présentant sa requête pour obtenir la reddition des comptes de tutelle devant un notaire de Rimouski, le 20 mars 1770, Louis Lepage soutient faire cette demande pour éviter de plus grands frais que sa *«pauvreté n'est pas en état de soutenir»*³⁹⁶. Lors de son mariage, Élisabeth Lepage, la sœur de Louis, ne possède pour tout bien que les droits qui lui reviennent de la succession de ses père et mère, avec 564 francs et quatre sols *«en hardes et linges à son usage»*³⁹⁷.

La prise de contrôle de la seigneurie par Joseph Drapeau

L'appauvrissement des Lepage amène certains d'entre eux à éprouver de véritables difficultés financières. Le 25 août 1791, Germain, fils du coseigneur Pierre Lepage, contracte une obligation envers Joseph Drapeau. Incapable de la rembourser, il doit vendre au prêteur l'une des terres qu'il possède à Rimouski pour s'acquitter.

ter de sa dette en 1794³⁹⁸. Il n'était pas le premier à agir ainsi. Sept ans plus tôt, le principal seigneur de Rimouski, Louis Lepage, s'était fait avancer des marchandises à crédit par le même Joseph Drapeau, avec qui il était en relation d'affaires. Le 17 septembre 1787, Louis Lepage reconnaissait lui devoir la somme de 200 livres et 14 schillings, 11 pennies pour solde de tout compte des marchandises que celui-ci lui avait avancées. Il acceptait aussi de lui rembourser la somme due dans l'année à venir sous l'hypothèque générale de tous ses biens³⁹⁹. Mais voici qu'un an plus tard, le 17 septembre 1788, il contracte un nouvel emprunt envers Drapeau, évalué cette fois à 26 livres et 11 shillings⁴⁰⁰. N'étant pas parvenu à rembourser, le seigneur de Rimouski reçoit un ordre à comparaître en cour le 2 janvier 1790, pour avoir négligé d'acquitter ses obligations envers Joseph Drapeau⁴⁰¹. Et, le 17 février suivant, en vertu d'un ordre d'exécution de la cour, le shérif James Shepherd annonce la saisie de ses biens dans *La Gazette de Québec*⁴⁰², permettant ainsi à quiconque aurait des prétentions sur les biens saisis à se manifester. Plusieurs héritiers et ayants droit ne tardent d'ailleurs pas à se faire connaître. Les oppositions viennent principalement de Gabriel Côté, beau-frère de Louis, qui représente la plupart des cohéritiers⁴⁰³, et de Pierre Lepage, qui effectue une démarche personnelle⁴⁰⁴ le 26 juin 1790. Mais les oppositions viennent aussi des créanciers. Le 20 mai précédent, un habitant de L'Isle-Verte s'était opposé en raison d'un salaire qui ne lui avait pas été versé⁴⁰⁵. Jean-Baptiste Lévesque, le serviteur de Louis Lepage, avait agi de même façon le 28 juin suivant pour des gages impayés⁴⁰⁶. Comme Joseph Drapeau «*était en comptes courants avec presque tous les héritiers Lepage*», il profite de cette opportunité pour racheter la majorité des parts que détenaient les cohéritiers⁴⁰⁷, en commençant par le principal seigneur, Louis Lepage, dont il obtient la cession de tous les droits le 24 juin 1790⁴⁰⁸.

Seulement deux descendants de René Lepage refusent de vendre leurs parts d'héritage: Pierre Lepage et Marie-Agnès Lepage, l'oncle et la tante de Louis Lepage, forçant ainsi Joseph Drapeau à prendre une entente avec eux. Pour établir la part qui revenait à chacun, un mandat est donné à l'avocat Jean-Antoine Panet, par les parties en cause, pour dresser la généalogie de la famille Lepage, en ayant soin de déterminer les parts de seigneurie qui reviennent à chacun. À partir de cette évaluation très précise, au pouce près pourrait-on dire, le notaire Alexandre Dumas est appelé à rédiger un acte en bonne et due forme, le 15 avril 1791⁴⁰⁹, qui définit le partage des seigneuries de Rimouski, Pachot (ou Rivière-Mitis), Lessard (ou La Mollaie) et Sainte-Claire⁴¹⁰. Du partage de la seigneurie de Rimouski, il ne reste aux héritiers Lepage au bout du compte qu'«*une soixantaine d'arpents de terre seigneuriale sur la terre ferme et dans l'île Saint-Barnabé, ainsi qu'une part dans le moulin à farine*»⁴¹¹. Au seigneur Drapeau, devenu principal seigneur, on attribue un domaine de 19 arpents de front sur deux lieues de profondeur au nord-est de la rivière

Rimouski jusqu'à la limite de la terre de Charles Lepage (avenue de la Cathédrale), à charge de fournir sur ce domaine la terre de l'église paroissiale⁴¹². Le nouveau seigneur s'engage en outre à construire dès que possible un nouveau moulin à farine, ce qui a dû être fait dès avant 1793, puisqu'un document rédigé à cette époque spécifie que le domaine seigneurial est bâti «*d'un moulin neuf à farine à une moulange bien tournant et ouvrant ayant droit de banalité*»⁴¹³.

L'administration de la seigneurie

On a beaucoup critiqué l'attitude des Lepage, particulièrement celle du dernier seigneur, dans la gestion des affaires de la seigneurie. Ces critiques s'appuyaient en bonne partie sur les avis de J.-Edmond Roy, qui soutenait que les derniers seigneurs Lepage aimaient la vie large et facile, qu'ils manquaient de prévoyance⁴¹⁴, qu'ils faisaient preuve de laisser-aller avec leurs censitaires, en un mot qu'ils étaient débonnaires⁴¹⁵. Pour exemple de cette attitude, il disait que les Lepage ne font que rarement appel à des notaires pour enregistrer les titres de concession, puisque «*la parole du vendeur et celle de l'acquéreur équivalait (sic) à contrat*»⁴¹⁶.

Il est vrai que les seigneurs Lepage faisaient affaire avec les notaires surtout pour enregistrer les conventions qui concernaient leur famille. Mais il ne faut pas croire pour autant que les concessions faites aux censitaires se faisaient de manière verbale seulement. En l'absence d'un notaire sur place, c'est le missionnaire, un habitant (Louis Banville est d'ailleurs assez actif dans ce domaine⁴¹⁷), ou le seigneur lui-même, qui est requis pour rédiger les documents importants. Pour la plupart, ces écrits sous seing privé n'ont fait l'objet d'aucun dépôt chez un notaire et encore moins à la Prévôté de Québec. La plupart des concessions de Louis Lepage et de ses devanciers ont dû être de cette nature. Pour s'en convaincre, il suffit de consulter les nouveaux titres que le notaire Alexandre Dumas a produits pour les censitaires de Rimouski entre 1791 et 1792. On y voit de nombreuses références à d'anciens titres sous seing privé rédigés par le seigneur Louis Lepage. En plus du rôle de notaire suppléant, on voit même dans l'un de ces actes que le 4^e seigneur de Rimouski a aussi joué le rôle d'arpenteur à l'occasion, en produisant «*un verbal de bornage*»⁴¹⁸.

Il est évident que le seigneur devait garder pour lui-même une copie de ces documents. Dans l'acte de vente de ses droits seigneuriaux à Joseph Drapeau, le 24 juin 1790, il est clairement mentionné que Louis Lepage possédait un «*papier terrier*»⁴¹⁹, qu'il devait remettre à l'acquéreur. Il est aussi question d'un «*vieux terrier*»⁴²⁰ dans le nouveau titre de concession d'Ambroise Saint-Laurent. Si l'on ne trouve plus de trace aujourd'hui de ce papier terrier, et de bien d'autres documents d'ailleurs, c'est qu'ils ont été détruits en grande partie⁴²¹. Un sort analogue semble aussi avoir été réservé aux papiers que les héritiers Lepage avaient pu conserver⁴²².

Des procès... encore des procès

À peine avait-il terminé la bataille épique qu'il avait dû livrer aux seigneurs du Bic devant les tribunaux (1765-1778), que Louis Lepage fut entraîné dans un nouveau procès en 1783. La cause de la poursuite qui lui fut intentée par un censitaire, appelé Jean-Baptiste Poulin, tenait au fait que le seigneur de Rimouski avait repris possession de sa terre, apparemment abandonnée, pour la concéder à un certain Joseph Lavoie. Par un jugement favorable au demandeur le 4 janvier 1790⁴²³, Louis Lepage fut condamné aux dépens de l'action entreprise par Poulin et dut payer la somme de 27 livres et dix shillings en dédommagement⁴²⁴.

Alors qu'il était déjà impliqué dans le procès Poulin, Louis Lepage entama lui-même des procédures judiciaires contre son oncle et ancien tuteur, Pierre Lepage. Le seigneur de Rimouski s'adressait à la cour pour obtenir la restitution des papiers de la seigneurie que son oncle avait retenus par devers lui après le procès contre les seigneurs du Bic⁴²⁵. Par un ordre de cour, Pierre Lepage fut appelé à comparaître le 7 octobre 1786⁴²⁶. À la même date, il devait aussi répondre aux accusations de sa nièce Élisabeth Lepage, épouse de Gabriel Côté⁴²⁷, qui lui reprochait de s'être arrogé le rôle de tuteur après la mort de ses parents et de s'être approprié tous les biens et revenus des défunts⁴²⁸, une accusation dont la cour semble l'avoir déchargé en définitive⁴²⁹.

Au temps du régime français, le gouvernement avait interdit les avocats pour éviter aux colons des procès ruineux⁴³⁰. La levée de cette interdiction sous le nouveau régime semble avoir mis fin à la gratuité de la justice. Comme la famille Lepage a dû supporter plusieurs procès dans les années qui suivirent, on peut penser que les coûts associés à ces causes judiciaires durent à la longue se faire sentir sur l'état de leurs finances.

Les derniers seigneurs Lepage

Germain Lepage de Saint-Germain (1721-1756), 3^e seigneur

Fils aîné de Pierre Lepage de Saint-Barnabé et de Marie-Anne Trépanier, Germain Lepage de Saint-Germain est né le 25 juillet 1721 et il est baptisé un an plus tard le 1^{er} mai 1722 à Rimouski. Il aurait d'abord porté le nom de son père, Saint-Barnabé⁴³¹, avant de prendre celui de Saint-Germain⁴³². Il épouse Marie-Geneviève Rioux, fille de Nicolas Rioux et Louise Asselin, sans doute vers 1746, après la signature de leur contrat de mariage. Six enfants naissent de leur union⁴³³. En se mariant, il reçoit l'ensemble des droits de son père⁴³⁴. À la mort de ce dernier, le 8 juillet 1754, il devient le seigneur principal de Rimouski. Il est décédé à Rimouski le 7 février 1756 et il est inhumé le lendemain.

Pierre Lepage de Saint-Barnabé (1725-1802), coseigneur

Fils de Pierre Lepage de Saint-Barnabé et de Marie-Anne Trépanier, Pierre Lepage est baptisé le 27 février 1725 à Rimouski. Le 14 juillet 1749, à Trois-Pistoles, il épouse Véronique Rioux, fille de Nicolas Rioux et Louise Asselin. Dix enfants naissent de leur union⁴³⁵. Il reçoit une terre de sept arpents de front à l'est de la rivière

Rimouski le 8 septembre 1746⁴³⁶. Après la mort de son frère Germain, seigneur de Rimouski, qui survient le 7 février 1756 et celle de son épouse Marie-Geneviève, qui arrive peu de temps après en 1759, il s'arroge la qualité de gardien de leurs enfants mineurs et prend possession de tous les biens réels et personnels laissés par les défunts⁴³⁷. Sans être leur tuteur légal, il assume pourtant cette tâche dans les faits durant la minorité de Louis Lepage, futur seigneur de Rimouski. C'est par lui que sont transigées toutes les affaires de la seigneurie, et ce, jusqu'à l'émancipation du seigneur en titre en 1770. Dans l'intervalle, en 1764, Pierre Lepage aurait acheté pour la somme de deux cents livres les droits que possédait sa tante Thérèse Lepage dans la seigneurie de Rimouski⁴³⁸.

Homme important et influent dans sa communauté, il n'est pas seulement propriétaire terrien mais aussi *baillif*, c'est-à-dire huissier de justice. C'est du moins sous ce titre qu'il rédige un acte de vente en 1770⁴³⁹. En 1777, il passe un accord avec le seigneur de Rimouski qui lui permet d'agrandir son fief personnel⁴⁴⁰. Avec sa sœur Marie-Agnès, il demeure l'un des rares membres de la famille Lepage à avoir refusé de vendre ses droits dans l'héritage de ses père et mère à Joseph Drapeau. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il participe à l'acte de partage des seigneuries de Rimouski, Pachot (ou Rivière-Mitis), Lessard (ou La Mollaie) et Sainte-Claire en 1790. Selon une clause de ce partage, Pierre Lepage devait jouir du moulin par lui construit sur sa terre jusqu'à ce que Joseph Drapeau en construise un nouveau. Le moulin devait alors être démoli, Pierre Lepage gardant pour lui seul les matériaux. Mais avant cette échéance, il devait garder pour lui seul les «*profits ou moutures dudit moulin*»⁴⁴¹. Il est décédé à Rimouski le 23 novembre 1802.

Louis Lepage de Saint-Germain (ca 1749-1841), 4^e seigneur

Fils aîné de Germain Lepage de Saint-Germain et de Marie-Geneviève Rioux, Louis Lepage de Saint-Germain, est aussi connu sous le nom de Germain II⁴⁴². Il serait né vers 1749, si l'on considère qu'il a atteint sa majorité⁴⁴³ en 1770, au moment de son émancipation⁴⁴⁴ à l'âge de 21 ans. Il succède à son père comme seigneur principal de Rimouski après la mort de ce dernier le 7 février 1756. Encore mineur, il est placé sous la garde de son oncle Pierre Lepage après la mort de sa mère en 1759. Devenu majeur en 1770, il entre en possession des biens qui lui revenaient par droit d'héritage. Un héritage dont la valeur, il faut bien le dire, s'est dépréciée à la suite des partages successifs.

À cela, il faut rajouter que les sources de revenu du seigneur (pêche et traite) sont menacées et qu'il lui faut assumer les coûts de procédures judiciaires. Privé des liquidités nécessaires, il se fait avancer des marchandises à crédit par le négociant Joseph Drapeau, en mettant ses biens en garantie le 11 janvier 1787. Mais comme il ne parvient pas à rembourser sa dette, il est bientôt forcé d'abandonner tous ses droits de propriété à son créancier. En compensation, celui-ci lui accorde une terre de quatre arpents sur deux lieues de profondeur bornée à l'est par la terre de l'église et à l'ouest par le domaine. Cette donation, datée du 25 août 1790, lui est faite à titre d'usufruit, sa vie durant, et à titre de propriété pour ses enfants à naître en légitime mariage, une clause du contrat stipulant en outre que la propriété devait retourner au donateur au cas où le

donataire décèderait sans avoir eu d'enfants. Mais avant d'avoir son foyer bien à lui, Louis Lepage semble avoir partagé la vie des nouveaux locataires du manoir seigneurial. En effet, le 2 septembre 1790, Augustin Trudel, fermier du domaine, s'engage à le nourrir et à le loger pour la durée de son bail⁴⁴⁵.

Considéré comme marchand traiteur en 1790⁴⁴⁶, on ne sait trop durant combien de temps encore Louis Lepage exerça ce métier. Dans tous les cas, l'état de ses finances ne s'était guère amélioré, puisqu'il perd l'usufruit de sa terre qui est saisie par un ordre de la cour en date du 7 mai 1792⁴⁴⁷. C'est Judith Drapeau, la sœur de Joseph Drapeau, qui en fait d'abord l'acquisition pour ensuite revendre l'usufruit à son frère le 5 septembre 1795⁴⁴⁸, Louis Lepage devenant ainsi le locataire du nouveau seigneur de Rimouski⁴⁴⁹. Il mène alors la vie d'un simple cultivateur⁴⁵⁰ et œuvre aussi comme maître charpentier et menuisier⁴⁵¹. Alors qu'il est âgé d'environ 64 ans, il décide d'épouser une adolescente de 16 ans, Flavie Lavoie⁴⁵², fille de René Lavoie et de Marie-Anne Bouillon. Le mariage est célébré à Rimouski, le 12 janvier 1813. De leur union naissent quatre enfants⁴⁵³. Son fils unique, Louis-Germain, meurt prématurément le 9 février 1842 à l'âge de 22 ans⁴⁵⁴, sans avoir de postérité masculine⁴⁵⁵. Quant à Louis Lepage, il était décédé à Rimouski le 20 avril 1841⁴⁵⁶.

On a jugé plutôt sévèrement l'attitude du dernier seigneur Lepage dans la conduite des affaires de la seigneurie, certains n'hésitant pas à la qualifier d'irresponsable. L'historien J.-Edmond Roy est sans doute en partie imputable de ce portrait très critique. En fait, il n'existe que très peu de témoignages sur le caractère et la personnalité de Louis Lepage. L'évêque de Québec, Mgr Briand dans sa lettre pastorale du 1^{er} septembre 1784 soutient que le seigneur de Rimouski et d'autres gens comme lui se distinguent «*par leur piété, leur zèle et leur sagesse*»⁴⁵⁷. Vers la même époque, le missionnaire Jean-Adrien Leclaire affirme que lui-même ne ferait pas le moindre bien à Rimouski sans l'aide «*de bonnes gens, de fervents chrétiens et de zélés pa-triotes à la tête desquels je mets le seigneur Lepage de St-Germain*»⁴⁵⁸. À défaut de nous dire si oui ou non Louis Lepage était un bon gestionnaire, ces témoignages parviennent cependant à nous indiquer qu'il était capable de discernement et qu'il avait conscience de son rôle social.

La guerre et la défense du territoire

Depuis 1754, des affrontements sporadiques opposent les Anglais et les Français en Amérique du Nord. En 1756, le conflit se transporte sur le continent européen avec le déclenchement de la guerre de Sept ans (1756-1763). Après la chute de Louisbourg, en 1758, la menace d'une invasion anglaise au Canada devient plus réelle et amène le gouverneur Vaudreuil à prendre des dispositions pour assurer la défense de la colonie. Le 1^{er} avril 1759, il fait connaître l'une de ces mesures aux habitants de Rimouski et du Bic, à qui il ordonne, «*à la première nouvelle certaine qu'ils en auront, [et] sans qu'il leur soit besoin d'autres ordres, de faire passer leurs femmes, enfants et animaux à l'île Verte*»⁴⁵⁹. Mais devant l'imminence d'une inva-

sion, il commande bientôt à Gaspard-Joseph Chaussegros de Léry de raccompagner à la pointe de Lévy toutes les populations de la Côte-du-Sud jusqu'à Saint-Barnabé⁴⁶⁰. Mais la progression rapide des Anglais sur le fleuve empêche Léry de s'acquitter de sa tâche envers les habitants de Rimouski (voir l'encadré: Une évacuation manquée en 1759).

Une évacuation manquée en 1759

(D'après le «Journal de M^r de Léry»⁴⁶¹)

Sans avoir pris connaissance des instructions de Vaudreuil, qui lui seront communiquées après le 21 mai seulement, Léry est appelé à se rendre à L'Islet-du-Portage (aujourd'hui Saint-André) le 15 mai sur ordre du général en date 4 mai. Il y est envoyé pour assurer l'arrière-garde des familles des paroisses de la Côte-du-Sud qu'il doit conduire à la pointe de Lévy. Peu après son arrivée à Rivière-Ouelle, le 21, le capitaine d'un navire, amarré à L'Islet-du-Portage, l'informe avoir vu dix vaisseaux la veille entre Le Bic et Rimouski. Soupçonnant une présence anglaise, Léry expédie le lendemain un courrier à Joseph D'Amours de Plaine, placé en observation à la rivière des Caps (à Saint-André), en lui demandant d'envoyer des éclaireurs pour observer ces vaisseaux. Dans les entrefaites, Léry reçoit un courrier de Jean-Baptiste-Nicolas-Roch de Ramezay, daté du 19⁴⁶², lui commandant de procéder à l'évacuation immédiate du Bic et de Saint-Barnabé en y faisant mener toutes les chaloupes du sud. L'ordre est exécuté sur-le-champ par Léry, qui ordonne à tous les capitaines d'envoyer des chaloupes armées et l'équipage nécessaire, avec des vivres pour 12 jours. À 11 h, des feux de signaux apparaissent à L'Islet-du-Portage confirmant ainsi la présence des Anglais. Un courrier du sieur de Plaine signale au même moment que ce dernier a lui aussi aperçu des feux à Cacouna et à Rivière-du-Loup. À 5 h du soir, un message d'Ignace-François Aubert de La Chesnaye, qui est en observation à Saint-Barnabé, finit de convaincre Léry que les vaisseaux aperçus étaient bien anglais et que la flotte pouvait bientôt suivre. Dans son courrier le sieur Aubert indiquait, en outre, avoir vu 15 vaisseaux, qui lui semblaient anglais, à voir leurs manœuvres. Le déplacement des populations du Bic et de Saint-Barnabé n'étant désormais plus possible, Léry donna contrordre aux capitaines à qui il avait demandé d'armer des chaloupes. Le 25 mai suivant, Léry recevait une lettre de Montcalm qui lui disait en substance, qu'il n'y avait plus moyen de replier ceux qui se trouvaient à Saint-Barnabé.

Léry est bien renseigné de ce qui se passe à Rimouski. Ignace-Aubert de La Chesnaye, qui est posté en observation là-bas, l'informe régulièrement sur les vaisseaux qui progressent dans le fleuve. Dans un courrier qu'il adresse à Léry, Aubert affirme avoir vu 15 vaisseaux anglais le 19 mai⁴⁶³. En fait, il s'agit de l'avant-garde de la flotte britannique qui suivra bientôt. Une escadre, composée de 13 vaisseaux et commandée par l'amiral Durell, est partie d'Halifax le 5 mai. Elle est rejointe par deux autres vaisseaux, commandés par le vice-amiral Holmes le 9 mai suivant. Le 20

mai, l'escadre mouille à Saint-Barnabé et le 21, elle se trouve en amont de Rimouski, entre Le Bic et la côte⁴⁶⁴. Partie d'Halifax, le reste de la flotte anglaise, dirigée par l'amiral Saunders, entre dans le fleuve à la mi-juin. Après avoir mouillé à la hauteur des îles du Bic et de Saint-Barnabé au matin du 18 juin⁴⁶⁵, elle rejoint dans la soirée les deux navires de Durell qui sont restés au Bic⁴⁶⁶. La flotte anglaise qui défile forme une véritable armada. Le 22 juin, le sieur Aubert, qui a rejoint Léry à Rivière-Ouelle, soutient avoir compté pas moins de 147 voiles ennemies depuis l'île aux Basques jusqu'au haut de l'île aux Lièvres. Selon les estimations actuelles, on sait que la flotte anglaise possédait effectivement tout près de 150 navires transportant environ 18 000 hommes⁴⁶⁷.

La nouvelle de l'invasion n'avait pas tardé à se rendre à Québec: «*Dans la nuit du 24 au 25 de May les feux destinés à annoncer les ennemis furent allumés à la pointe de Lévy et le canon de la ville en repetta le signal*»⁴⁶⁸. Le même jour, les sieurs Aubert et de Plaine⁴⁶⁹, établis en observation à Saint-Barnabé, informaient Vaudreuil sur la progression de la flotte ennemie. Resté en position jusqu'au 22 juin, Aubert déclarait avoir entendu plusieurs coups de canon le 16 juin précédent⁴⁷⁰. Livrés à eux-mêmes, les habitants ne peuvent compter que sur leurs propres ressources pour assurer leur protection. Selon la tradition orale, que Charles Guay reprend dans sa *Chronique de Rimouski*, les Rimouskois, pressés de se mettre à l'abri, «*abandonnèrent leurs maisons et séjournèrent longtemps dans la forêt*»⁴⁷¹, en apportant avec eux leurs biens les plus précieux⁴⁷². Il signale également que deux escouades anglaises, provenant d'une frégate anglaise qui aurait jeté l'ancre à l'est de l'île Saint-Barnabé, furent envoyées en mission d'observation: l'une sur l'île Saint-Barnabé, l'autre sur le continent. La première, croyant l'île inhabitée, avait aussitôt rejoint son vaisseau après son travail d'inspection. Quant à la seconde, elle aurait été détournée de son objectif, après qu'un tireur embusqué eût tué l'officier qui menait la mission⁴⁷³. Ce sont-là les seules opérations militaires que les Anglais auraient effectuées durant la Conquête à Rimouski. Toutefois, certains habitants voulurent s'impliquer davantage dans la défense du pays. On recense au moins trois miliciens, originaires de la seigneurie, qui seraient morts durant les hostilités. Joseph St-Laurent et Gabriel Côté seraient décédés lors du siège de Québec⁴⁷⁴. Quant à Michel Ruest, il serait mort au cours de la bataille des plaines d'Abraham⁴⁷⁵.

Les Rimouskois semblent avoir échappé aux exactions auxquelles se livrèrent les Anglais sur la Côte-du-Sud durant l'été, bien que l'on ne sache pas trop comment interpréter l'affirmation du coseigneur Pierre Lepage qui dit avoir compté «*du peu de meubles et de fruits sauvés des terres*»⁴⁷⁶ pour assurer la subsistance des siens en 1759. Il faut dire que la famille seigneuriale avait été mise à contribution au cours de l'hiver qui suivit, afin de porter assistance aux soldats français à qui elle dût livrer un boeuf sur l'ordre du capitaine de milice Paul Lepage⁴⁷⁷. On est porté à croire

que ce ne fut pas la seule contribution des Rimouskois à l'effort de guerre que l'on espérait encore gagner à ce moment-là.

Quoi qu'il en soit, la fidélité à l'ancien gouvernement perdurait encore. Voulant s'assurer de recevoir le plus diligemment possible les nouvelles de France, Vaudreuil informait les commandants de vaisseaux de guerre ou marchands expédiés pour le Canada de remettre au sieur Legris ou au sieur Lepage, chargés de ses ordres, les dépêches qui étaient adressées aux autorités civiles et religieuses de la colonie⁴⁷⁸. Pour faciliter la tâche des commandants de navire, Vaudreuil leur promettait en outre de leur fournir des pilotes et des vigies au Cap-aux-Oies, au Bic et à Saint-Barnabé pour répondre à leurs signaux⁴⁷⁹. Destinée au sieur Molè Lepage, la nomination de la vigie de Saint-Barnabé était laissée en blanc quant au nom de son titulaire⁴⁸⁰, Vaudreuil ne sachant pas si le capitaine de milice de Rimouski était toujours vivant⁴⁸¹.

En temps de guerre, Paul Lepage semble avoir joué un rôle actif pour assurer la défense du territoire⁴⁸². Après la Conquête, son poste de capitaine de milice ne semble pas lui avoir été contesté. En effet, c'est encore sous ce titre qu'il se présente dans un acte qu'il rédige en 1773⁴⁸³. Il semble cependant avoir été soutenu dans sa tâche par un lieutenant. D'abord Louis Banville, qui aurait reçu sa commission entre 1761 et 1762, puis Germain Lepage vers 1784⁴⁸⁴. Mais, l'établissement de corps de milices dûment formés semble cependant avoir pris quelque temps à se faire dans la région. En effet, il faut attendre l'année 1776 avant que l'on souligne leur présence⁴⁸⁵, à Rimouski notamment. La formation de cette troupe survenait après la décision du général Carleton de rétablir les milices dans la province, une décision saluée par l'autorité religieuse⁴⁸⁶, aussitôt après l'invasion du Canada par les Américains en 1775.

Vie religieuse

Les missionnaires

Durant la Conquête, Rimouski est privé de son missionnaire. Il semble que le père Ambroise Rouillard ait été fait prisonnier par les Anglais pour être amené à Gaspé en 1758 et qu'il ait pu faire l'objet d'un quelconque échange de prisonniers par la suite. De retour à Rimouski pour un baptême le 17 février 1760, il repart aussitôt pour devenir aumônier militaire à la Baie des Chaleurs en 1760-1761. L'abbé Joseph Chesnot, qui avait été aumônier à bord de *L'Aigle*, fut certainement appelé à suppléer à son absence auprès des Rimouskois, bien qu'il ait eu déjà fort à faire en s'occupant des marins malades qui avaient survécu, tout comme lui, au naufrage de l'anse au Senau sur l'île Saint-Barnabé. Arrivé à Rimouski dans l'automne de 1758, il y serait demeuré au moins jusqu'au 23 avril de l'année suivante, puisqu'il rédige à cette date l'inventaire⁴⁸⁷ des biens mobiliers des successions du seigneur de Rimouski, Germain Lepage, et de son épouse, Marie-Geneviève Rioux.

De retour à Rimouski, en 1761, le père Ambroise Rouillard reprend son ministère pastoral auquel se rattache une fonction plus cléricale, souvent assumée par les missionnaires, celle de notaire. Comme rédacteur, le nom du père Rouillard revient en effet à plusieurs reprises dans les contrats de l'époque. Il est resté au moins 13 de ces actes, bien que l'on imagine sans peine que leur nombre ait été plus élevé⁴⁸⁸. Le ministère du père Ambroise aura été le plus marquant et le plus long de tous ceux exercés par les prêtres qui se sont succédés à Rimouski au XVIII^e siècle: 35 ans au total (1724-1735 et 1745-1769), desquels il faut cependant retrancher les quelques années durant lesquelles il fut prisonnier et aumônier militaire. La vie et l'œuvre du père Ambroise, de même que les circonstances tragiques de sa mort par noyade en 1769, en ont fait un personnage légendaire⁴⁸⁹.

Restés sans pasteur après la disparition de leur célèbre missionnaire, les habitants de Rimouski eurent beaucoup de peine à lui trouver un remplaçant. À cette fin, le coseigneur Pierre Lepage adressa une requête à son évêque le 27 octobre 1769. En réponse à sa démarche, l'évêque demanda à Joseph-Amable Trutault de desservir la mission autant qu'il pourrait⁴⁹⁰. Le 11 avril 1770, un nouveau missionnaire est désigné pour Rimouski. Dans sa lettre de nomination, le père jésuite Jean-Baptiste de La Brosse recevait *«le pouvoir de desservir les habitants de Rimouski, de l'isle Verte et de Cacounas et généralement tous les catholiques établis depuis Cacounas et au-dessous jusqu'à l'Acadie, L'isle Saint-Jean (l'Île-du-Prince-Édouard) et L'isle royale (l'île du Cap-Breton)»*⁴⁹¹. Le territoire d'apostolat qui lui est confié est considérable, d'autant plus que le jésuite est déjà chargé des postes du Domaine du roi sur la Côte-Nord, et ce, depuis 1766. Si bien que les nombreux engagements du jésuite l'obligent à rester peu de temps au même endroit. Ce que le coseigneur de Rimouski déplore dans une nouvelle lettre à son évêque le 12 décembre 1771, alléguant que la visite du missionnaire à Rimouski *«a été très courte raport à la saison avancée»*⁴⁹². Bien qu'il soit déchargé des missions de l'Acadie, qui sont confiées à l'abbé Joseph-Mathurin Bourg en 1773⁴⁹³, le père jésuite n'effectue que de rares visites à Rimouski. Ainsi, de 1771 à 1775, il ne paraît y faire aucun séjour⁴⁹⁴. Mais à l'instar du patriarche Germain Lepage, de l'ermite Toussaint Cartier et du missionnaire Ambroise Rouillard, il demeure un véritable modèle pour la communauté, et ce, même de son vivant. La légende rapporte en effet que, quelque temps avant de mourir, le bruit s'était répandu dans ses missions à l'effet *«qu'au moment de sa mort les cloches de ses missions annonceraient son trépas»*⁴⁹⁵.

Après la mort du père La Brosse, en 1782, le vicaire général de Québec, Henri-François Gravé de La Rive, nomma l'abbé Pierre-Clément Parent pour desservir Rimouski, Trois-Pistoles, L'Isle-Verte et Cacouna à partir de son poste de Tadoussac⁴⁹⁶. On ne saurait dire cependant s'il est jamais venu à Rimouski, puisque les registres ne relèvent aucune trace de son passage. En 1783, le curé de

Kamouraska, Joseph-Amable Trutault reprend temporairement la mission. Déjà, au temps du père La Brosse, le curé de Kamouraska remplaçait le jésuite durant ses trop longues absences. Dans un rapport datant de 1776, il est dit que depuis la rivière des Caps (à Saint-André) jusqu'à Rimouski, la desserte est assurée *«par les Miss^{es} passagers et quelques fois par le Curé de Kamouraska quoiqu'ils ne soient pas ses Paroissiens»*⁴⁹⁷. Léo Bérubé affirme pour sa part que l'abbé Trutault *«se considérait comme responsable de la mission de Rimouski. Il y venait au moins pour les Pâques quand le Père [La Brosse] était retenu au loin. À plus forte raison s'en trouva-t-il chargé après la mort du Père, jusqu'en 1783»*⁴⁹⁸. Cette année-là, l'évêque de Québec, Mgr Jean-Olivier Briand, nomma l'abbé Jean-Adrien Leclaire pour desservir Rimouski, Trois-Pistoles, L'Isle-Verte et Cacouna, tout en fixant sa résidence à L'Isle-Verte. À ses missions, déjà nombreuses, fut rajoutée celle de Saint-Basile-de-Madawaska en 1786. L'abbé Leclaire continua à desservir Rimouski jusqu'en 1789.

Des lacunes importantes au registre de la paroisse⁴⁹⁹ nous empêchent de documenter précisément les visites des missionnaires à Rimouski. Mais en se basant sur les données dont on dispose, on se rend vite compte qu'elles étaient plutôt rares. Un historien a calculé *«qu'en près de cent ans, les habitants de Rimouski n'ont vu les missionnaires que quinze jours par année en moyenne»*⁵⁰⁰. Ce qui représente au total, la somme de quelques centaines de jours, l'équivalent de trois ans sur les 97 années d'occupation du territoire, depuis les premiers jours de la colonie jusqu'à la nomination du premier prêtre résident en 1793⁵⁰¹. Entre les rares visites du missionnaire, les enfants sont ondoyés et les morts enterrés sans le ministère du prêtre. En 1790, lors de la première visite pastorale officielle de l'évêque de Québec à Rimouski, Mgr Jean-François Hubert *«baptisera un enfant de treize mois, et bénira la tombe d'une jeune femme décédée depuis onze mois»*⁵⁰². Quant aux mariages, il y a lieu de croire qu'ils se font parfois après consommation⁵⁰³...

Lorsque le missionnaire est de passage, pour célébrer les offices de Pâques bien souvent, il en profite pour enseigner la lecture et l'instruction religieuse. Mais les résultats en cette matière sont parfois décevants. Le père La Brosse, qui a passé l'hiver 1775-1776 à Rimouski, rapporte qu'il enseigne *«la lecture à quelques-uns, le catéchisme à un assez grand nombre, avec ce résultat qu'à la fin à peine un candidat fût suffisamment préparé pour s'approcher de la sainte Eucharistie»*⁵⁰⁴. Pour enseigner le catéchisme, le missionnaire peut cependant compter sur des adjoints laïcs. Nicolas-François Lepage est l'un de ceux qui l'ont enseigné à plusieurs de leurs condisciples⁵⁰⁵.

Les nouveaux édifices religieux

Peu de temps après avoir été nommé desservant de Rimouski, en 1783, l'abbé Jean-Adrien Leclaire se mit à l'œuvre pour fournir à la mission de Saint-Germain

une église digne de ce nom pour remplacer la vieille chapelle. En 1784, cette dernière était sans doute hors d'usage puisque l'abbé Leclaire rapporte que «*la plus grande partie [du presbytère] sert de chapelle*»⁵⁰⁶. Un échange de lettres entre le missionnaire et son évêque nous apprend que les plans de la future église avaient d'abord été rejetés par Mgr Briand, qui jugeait le projet d'édifice d'une largeur insuffisante⁵⁰⁷. Mais comme les habitants avaient déjà coupé le bois nécessaire pour un bâtiment d'une dimension inférieure aux exigences de l'évêque, ils demandèrent à leur missionnaire de plaider en leur faveur, afin qu'ils puissent construire avec le bois déjà rendu sur place. Sur la représentation de leur missionnaire, l'évêque de Québec se ravisa et décida de laisser celui-ci seul juge en la matière, afin d'épargner aux habitants de Rimouski de nouvelles dépenses et un surcroît de travail⁵⁰⁸.

Mais voici que les travaux, à peine commencés, cessent. Dans un long mémoire non daté, mais que l'on peut certainement situer avant le 1^{er} septembre 1784⁵⁰⁹, l'abbé Leclaire nous apprend qu'une douzaine d'habitants, dont Charles Lepage paraît le meneur, refusent de poursuivre les travaux sans avoir reçu l'assurance d'avoir la possession gratuite d'un banc dans la future église. En réponse à cette prise de position, et à d'autres griefs que portait l'abbé Leclaire contre les Rimouskois, Mgr Briand signe le 1^{er} septembre 1784 une longue lettre pastorale leur reprochant leurs désordres⁵¹⁰. Cette lettre dénonce particulièrement les conditions demandées par les «*impies*» pour bâtir un nouveau temple, conditions que l'évêque juge tout à fait «*contraire à la religion, au bon sens, à la raison et aux ordonnances*». La suite des événements nous incite à penser que les parties se sont cantonnées dans leurs positions. Tant et si bien qu'il fallut attendre au moins trois ans avant que les travaux puissent recommencer.

Dans l'intervalle, Charles Guay nous rapporte que l'avertissement de l'évêque de Québec a été lu publiquement le jour de la Saint-Michel (fête traditionnellement célébrée le 29 septembre). Lecture faite, le missionnaire⁵¹¹

*annonça que l'office public ne se ferait plus dans la chapelle. Le seigneur Lepage offrit [alors] au missionnaire le second étage du manoir seigneurial pour servir à l'office divin, jusqu'au moment où la paroisse érigerait un second temple. Pendant six ans, cette antique maison fut le lieu où la paroisse se réunit pour rendre à Dieu ses devoirs. Les sépultures qui eurent lieu dans l'intervalle [...] se firent au nord-est du vieux manoir et ce ne fut qu'en 1804 que les corps en furent exhumés pour être déposés dans l'ancien cimetière*⁵¹².

Ce cimetière au dire de l'auteur «*se trouvait au sud-est du vieux séminaire*»⁵¹³. Il faut savoir qu'à l'époque où Charles Guay écrit ces lignes (1873), le séminaire est logé dans l'ancienne église de Rimouski (le Musée régional actuel). Quant à l'ancien manoir, il se situe, dit-il, «*à une petite distance au sud-est du manoir des Dames Drapeau*»⁵¹⁴. Il semble que l'hypothèse voulant que le vieux manoir ait

servi de lieu de culte temporaire, ait eu ses détracteurs, puisque Guay lui-même se sent obligé de discréditer l'opinion adverse en disant que : *«C'est une erreur de croire que les paroissiens de Rimouski bâtirent une chapelle à la Rivière, comme plusieurs le présentent. Il n'a jamais existé de chapelle à la Rivière»*⁵¹⁵.

Pourtant, l'opinion selon laquelle il y eut bien une église aux abords de la rivière était tenace. Alphonse Fortin, dans l'*Album du centenaire de Rimouski*, y fait référence en disant : *«Une tradition, probablement fort ancienne, en tout cas éminemment respectable, veut que la première chapelle construite à Rimouski ait été bâtie près de l'emplacement du manoir seigneurial, à l'endroit occupé aujourd'hui par la maison Chauveau (au sud du manoir Tessier)»*⁵¹⁶. En substance, Fortin concluait en disant que cette tradition, pour être fondée, avait besoin d'un document pour l'appuyer⁵¹⁷. La découverte d'ossements humains dans le sol entre la propriété Chauveau et le manoir Tessier, lors des travaux de prolongement de la rue Sainte-Marie en 1945⁵¹⁸, n'a pas été sans relancer le débat d'un cimetière et d'une église à proximité de la rivière⁵¹⁹.

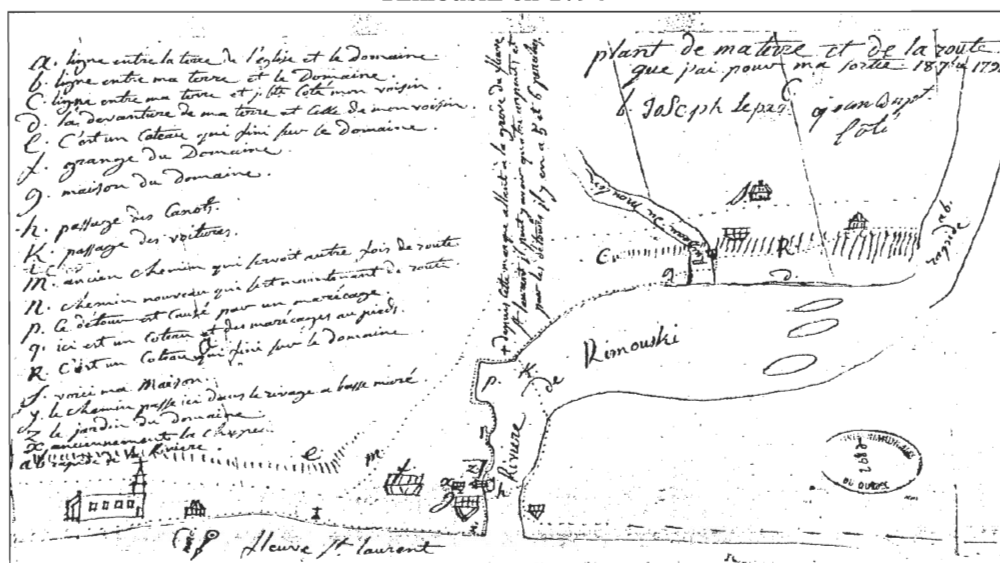
En fait, il faut voir l'existence d'une chapelle près de la rivière comme probable, sinon certaine. D'ailleurs deux documents y souscrivent. Le premier date de 1794. Il s'agit d'un plan de localisation sur lequel sont identifiés les routes, passages, accidents géographiques et édifices visibles à proximité de l'embouchure de la rivière Rimouski (voir le plan: Rimouski en 1794). Sur ce plan, on identifie de façon certaine l'emplacement d'un édifice ayant servi *«anciennement de chapelle»*⁵²⁰, qui est situé au sud du manoir seigneurial. Un second document, celui-là datant de 1804, nous parle de *«l'ancienne chapelle seigneuriale»*⁵²¹. À quand remontait la construction de cet édifice? Difficile à dire... On peut présumer que la chapelle seigneuriale en question était logée dans un édifice recyclé, tout comme on peut croire qu'elle fut construite après l'interdiction de la première église. Dans ce contexte, il faut présumer que l'initiative de la construction ne revint pas aux habitants qui désiraient obtenir un banc gratuit, puisque Mgr Briand avait interdit *«qu'on reçoive aucune contribution de pareils scélérats»*⁵²². En fait, il est bien possible que le bâtiment fût mis à la disposition du missionnaire par le seigneur du lieu, puisque l'édifice, faut-il le souligner, se trouvait sur le domaine seigneurial.

On se demandera pourquoi Charles Guay a mis tant d'insistance à démontrer l'inexistence d'une chapelle au bord de la rivière. La réponse à cette question peut se trouver facilement si l'on considère que Charles Lepage, comme principal informateur de Charles Guay, avait toutes les raisons de taire un épisode de l'histoire locale dans lequel il avait fait une bien mauvaise figure.

La chapelle seigneuriale servit comme église paroissiale jusqu'à 1790 et fut démolie par la suite. Entre-temps, les paroissiens de Rimouski étaient finalement parvenus à s'entendre sur la construction d'une nouvelle église en établissant un accord

en ce sens en 1787. Au terme de cette entente, «soixante-douze cultivateurs s'engagèrent volontairement à payer cinq livres dix-huit sous par arpent de terre pour défrayer les dépenses de la construction d'une nouvelle église. Ils élisent alors deux syndics, Charles Lepage et Gabriel Saint-Laurent, et on remet la conduite des travaux à Nicolas [-François] Lepage»⁵²³. Construite en colombage, la deuxième église paroissiale mesurait 70 pieds de long sur 28 pieds de large. Elle fut érigée à la place du musée actuel et fut ouverte au culte le 18 juillet 1790⁵²⁴. Il semble qu'un second presbytère aurait été «construit en même temps que l'église ou peu après 1790»⁵²⁵. Il faut dire que l'ancien presbytère devait être en piteux état, puisque l'abbé Leclaire avait réclamé à plusieurs reprises aux habitants de Rimouski d'y faire des réparations⁵²⁶.

Rimouski en 1794⁵²⁷



Joseph Lepage, «Plant (sic) de ma terre et de la route que j'ai pour ma sortie». (Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Québec, E2, Grands Voyers no 682, le 18 septembre 1794)

Quant au cimetière situé près de la rivière, il paraît avoir été abandonné vers la même époque, après la levée d'interdiction du premier cimetière. En 1804, les corps qui avaient été inhumés là-bas furent exhumés et transportés dans le premier cimetière. On note cette année-là dans les registres de la Fabrique qu'une somme de 21 livres et 11 sols a été employée pour défrayer, le «transport des corps de l'ancienne chapelle seigneuriale»⁵²⁸. Une croix noire, sans inscription, rappela longtemps encore le souvenir de cet ancien cimetière que Romuald-Philippe Sylvain (1852-1945) se souvient avoir vu entre le manoir et la maison Chauveau alors qu'il était encore enfant⁵²⁹.

Dissidence religieuse

La prise de position des habitants qui souhaitaient obtenir un banc gratuit dans la future église semble avoir été l'élément déclencheur qui motiva l'abbé Leclaire à dénoncer la conduite des gens de Rimouski à son évêque. Mais ce n'était pas là le seul de ses griefs. Dans le mémoire qu'il adresse à Mgr Briand, peu avant septembre 1784, il dresse un portrait peu flatteur de ses ouailles en rapportant leur impudeur, leur libertinage, leur ivrognerie et leur impiété⁵³⁰. Une situation qui ne datait pas d'hier, puisque, au dire de l'évêque de Québec, il y avait longtemps que les Rimouskois avaient perdu leurs sentiments religieux. Le père Rouillard le lui avait affirmé peu de temps avant sa mort et le père La Brosse s'en était plaint à plusieurs reprises, en disant que Rimouski était, de toutes les missions dont il avait été chargé, *«la plus dérangée, la plus indocile, la plus indifférente pour la Religion, la plus opposée aux instructions et aux exercices de piété»*⁵³¹.

Voulant à tout prix réveiller les consciences et s'assurer le repentir des fautifs, Mgr Briand rédigea l'une des plus virulentes lettres pastorales qu'il ait eu à écrire. Dans cette lettre, datée du 1^{er} septembre 1784, Mgr Briand menaçait les insoumis à une peine d'excommunication générale s'ils ne faisaient pas attention à sa mise en demeure. Il ajoutait en outre que si l'on ne mettait pas bon ordre à l'église et au cimetière, il ferait défense au curé de célébrer l'office religieux dans la mission, d'y laisser le saint sacrement et d'administrer le saint viatique, à l'exception des sacrements de la Pénitence et de l'extrême onction. On s'est beaucoup interrogé sur la pertinence de la lettre que l'évêque de Québec avait adressée aux habitants de Rimouski, certains se demandant si la démarche était bien fondée. Les valeurs morales variant d'une époque à l'autre, il serait vain de vouloir ici porter un jugement sur le comportement des Rimouskois en 1784. Tout au plus, peut-on s'interroger sur les raisons qui ont motivé leur évêque à agir.

Depuis un bon nombre d'années déjà, on avait fait à Rimouski la réputation d'un poste agité, et Mgr Briand semble bien avoir été au fait de la situation. Déjà en 1771, le seigneur et le coseigneur de Rimouski lui avaient affirmé qu'il se passait *«beaucoup d'impureté»* dans leur mission, en dénonçant la conduite d'une jeune fille de 15 ou 16 ans qui s'était réfugiée *«chez un garçon seul pour y resté avec luy»*⁵³². Comme la paroisse était alors sans missionnaire, l'évêque leur avait ordonné de faire trois sommations aux personnes concernées et d'en rédiger un procès-verbal signé par deux témoins qui devaient assister à chacune des sommations. Advenant le non-repentir des fautifs, l'évêque se disait prêt à les excommunier⁵³³. À deux autres reprises, l'évêque de Québec avait aussi été informé de désordres qui se passaient à Rimouski. On se rappellera la lettre du 3 mars 1764 que le père Rouillard lui avait adressée, alors qu'il était vicaire général, et dans laquelle le missionnaire dénonçait des attaques armées contre certains habitants de Rimouski. On se souviendra égale-

ment des événements rapportés par le père La Brosse au grand vicaire Gravé, dans sa lettre du 21 avril 1780, dans laquelle il est fait mention de bagarres qui s'étaient déroulées jusque dans l'église de la mission. Dans un cas comme dans l'autre, ces désordres avaient pour origine la distribution d'alcool aux Indiens.

On a souvent tenté d'expliquer comment les Rimouskois en étaient venus à ces changements si radicaux dans leurs mœurs et leurs habitudes. Mgr Jean-François Hubert a excusé les écarts de conduite par l'isolement de la population, laissée trop longtemps sans la présence d'un prêtre⁵³⁴. D'autres ont tenté de trouver des coupables... Charles Guay, le premier, a imputé les comportements déviants à la mauvaise influence d'une immigration de souche française⁵³⁵. D'autres ont accusé les traiteurs français⁵³⁶ ou les Anglais⁵³⁷. En fait, il semble que la cause était beaucoup plus profonde et beaucoup plus générale qu'on serait porté à le penser. En effet, depuis la Conquête *«la population n'était plus tout à fait la même: "les cœurs se sont dérangés pendant les troubles de la guerre", disait Mgr Briand»*⁵³⁸. Un peu partout, on avait eu à déplorer des scandales, touchant l'emplacement d'une église, la construction d'un presbytère, scandales qui avaient souvent dégénéré en une guerre ouverte contre le curé ou l'évêque, dont l'autorité était contestée de plus en plus.

Dans l'affaire de Rimouski, c'est d'abord l'insubordination des habitants qui avait été dénoncée par leur missionnaire, et ce, avant même leurs désordres moraux. Mais, pour l'évêque de Québec, ce fut l'occasion d'en finir avec les écarts de conduite des Rimouskois. D'ailleurs, l'évêque avait beaucoup attendu avant de servir son avertissement. À l'un de ses curés, Mgr Briand n'avait-il pas dit un jour qu'il n'était pas toujours bien *«de combattre de front les vices et les abus»*⁵³⁹. À bout de ressources, il avait cependant dû s'y résoudre en adressant sa lettre pastorale aux habitants de Rimouski.

Première visite pastorale

On ne sait pas trop si la lettre pastorale de Mgr Briand eut des effets immédiats. Par contre, on sait qu'en 1788, les Rimouskois devaient encore subir la mauvaise influence des coureurs des bois, *«la plupart sans mœurs et caractères»*, comme l'affirment les trois seigneurs de l'Est (Rimouski, Matane et Mont-Louis)⁵⁴⁰. Quant aux Rimouskois, eux-mêmes, on ignore s'ils étaient devenus plus respectueux des commandements de l'Église. Chose certaine, ils s'étaient soumis aux ordonnances épiscopales en ce qui a trait à la construction de leur église. L'inauguration de l'édifice devait se faire lors de la visite pastorale de Mgr Jean-François Hubert, le deuxième successeur de Mgr Briand. Annoncée le 6 mai 1790, la visite fut fixée aux 18 et 19 juillet suivant.

Le premier jour de sa visite, l'évêque de Québec bénit la nouvelle église et y célèbre la première messe. Il administre ensuite la confirmation aux enfants et peut-être aussi à quelques adultes⁵⁴¹. Le lendemain, l'abbé Bernard Panet, qui accompagne Mgr Hubert, reçoit l'abjuration d'un protestant, Jean-Jacob Heppel. Heppel n'est pas le premier Rimouskois protestant à se convertir au catholicisme. Un nommé Jean Ross l'aurait précédé en 1787⁵⁴².

L'isolement persiste

Pour Mgr Hubert, on l'a vu, la cause des désordres vécus à Rimouski est imputable aux trop longues absences des premiers pasteurs⁵⁴³. Il est vrai que la situation marginale de cette desserte n'a pas rendu la tâche facile aux missionnaires. Car, Rimouski est demeurée longtemps la «*première habitation au bas de la rivière*»⁵⁴⁴ (le fleuve). En l'espace de près de cent ans de colonisation, le fleuve et le rivage sont restés les seules voies d'accès vers l'extérieur et l'hiver venu, «*c'est l'isolement le plus complet*»⁵⁴⁵. Cette situation touche en premier lieu les habitants de Rimouski, qui sont éloignés de tous les services. Ainsi, pour obtenir des soins hospitaliers, doivent-ils se rendre aussi loin qu'à Québec. C'est le cas de Bernard Vautour, souffrant d'une grave blessure à la tête, qui est transporté d'urgence à l'Hôtel-Dieu de Québec, où il meurt dans le cours du mois d'octobre 1762⁵⁴⁶.

Mais l'isolement touche également les missionnaires, dont le ministère a toutes les apparences d'un exil⁵⁴⁷. S'ajoute également la difficulté d'accès. En effet, pour se rendre à destination, le parcours des missionnaires est semé d'embûches, l'hiver tout particulièrement. En 1784, l'abbé Leclaire, qui réside à L'Isle-Verte depuis un an, rapporte qu'il s'est donné bien de la peine pour visiter sa mission de Rimouski pour le dernier Carême, et qu'il a dû pour cela passer «*à travers les neiges, les glaces et les caps*»⁵⁴⁸. Le 27 avril 1789, le même, demande à être changé de cure, parce que sa santé ne lui permet plus d'affronter les risques d'un voyage en mer, qui n'est guère plus dangereux à son dire que celui par voie terrestre «*à cause de rochers qu'il faut escalader*»⁵⁴⁹.

En 1790, le chemin du Roi est encore loin d'atteindre Rimouski. Depuis 1783, il dépasse à peine Rivière-du-Loup et à partir de L'Isle-Verte jusqu'à Trois-Pistoles, il ne s'agit guère plus que d'un sentier⁵⁵⁰. La seigneuresse du Bic en 1783⁵⁵¹ tout comme le seigneur de Rimouski en 1785⁵⁵² tenteront tour à tour d'obtenir un chemin qui relierait leurs concessions au reste du pays, mais sans résultat. Ce n'est pas avant l'année 1830-1831, qu'une route reliant Trois-Pistoles et Rimouski sera enfin ouverte⁵⁵³. En l'absence d'un parcours plus commode, les voyageurs doivent donc emprunter le rivage accidenté qui mène à Trois-Pistoles. Et encore, faut-il attendre le printemps; «*les chemains estant trop impraticables l'hivers à cause des murailles*»⁵⁵⁴. Les «*murailles*», auxquelles l'abbé Trutault fait ici référence, corres-

pondent à la chaîne côtière qui s'étend depuis la pointe à Mercier à Saint-Fabien jusqu'aux environs de Trois-Pistoles⁵⁵⁵. Ce massif montagneux est le principal obstacle à la prolongation du chemin du Roi. Et si le réseau routier qui permettrait de relier Rimouski au reste du pays est encore inexistant, il est encore embryonnaire à l'intérieur même de la seigneurie. Le plus ancien, semble-t-il, est celui qui mène au ruisseau du Moulin (branche Xavier-Boucher) et de là au Brûlé⁵⁵⁶; un secteur qui doit son nom à un grand incendie qui l'aurait jadis ravagé sans que l'on puisse pour autant en préciser la date⁵⁵⁷.

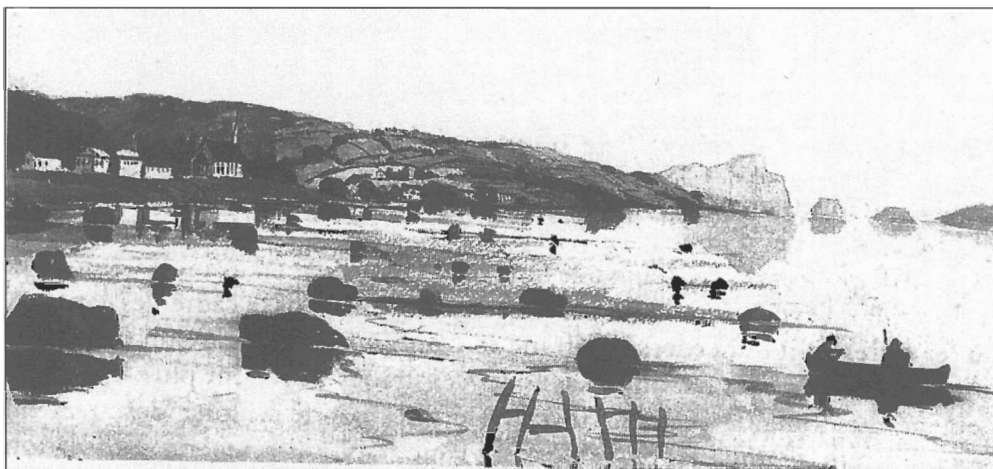
* * *

Après une occupation continue presque centenaire, le bilan de la seigneurie de Rimouski n'est guère encourageant. Son développement démographique, plutôt lent au départ, n'a guère été favorisé par sa situation géographique marginale et son climat moins propice aux cultures. En fait, les Rimouskois demeurent durant tout le XVIII^e siècle de pauvres paysans-pêcheurs. En 1790, la mission possède bien une nouvelle église, mais encore aucun village digne de ce nom. Si la plupart des terres situées le long du littoral sont concédées, à peine voit-on une première percée dans l'arrière-pays pour y établir de nouveaux établissements. L'industrie forestière, qui en est à ses tout débuts, n'occupe encore que quelques habitants. Mais cette situation est sur le point de changer. Rimouski va bientôt devenir une terre d'accueil pour les paysans sans terre qui habitent les seigneuries de la Côte-du-Sud et de Charlevoix.

Chapitre 3

Une région de peuplement (1790-1855)

Par Paul LAROCQUE



Cette aquarelle de Henry Hugh Percy offre une vision romantique de Rimouski en 1840. Au loin, le pic Champlain et les îles du Bic (*Histoire du Bas-Saint-Laurent*, 1993, p. 159)

La population rimouskoise croît et se diversifie rapidement au cours de la période allant de 1790 à 1855. La seigneurie devient l'une des régions de colonisation du Québec, accueillant les surplus démographiques de localités plus anciennes. Cette époque est donc propice à la consolidation de la présence d'institutions fondamentales. En 1790, la seigneurie passe des mains de la famille Lepage à celles de Joseph Drapeau, un marchand de Québec. La famille Drapeau exercera ses prérogatives seigneuriales jusqu'à l'abolition du régime en 1854. Le contrôle du développement territorial lui échappera néanmoins avant le milieu du siècle, au profit de représentants élus. Pour sa part, l'église catholique ne tarde pas à introduire dans le milieu un prêtre résidant (1793). Rimouski devient par la suite une paroisse (1829) aux fondations solides avec son église de pierre, son presbytère neuf, sa salle publique et ses écoles de fabrique. Au terme de la période, la paroisse Saint-Germain s'apprête même à accueillir une première communauté religieuse et à devenir paroisse-mère (Saint-Anaclet – 1858).

Cet essor du peuplement et des institutions doit beaucoup au parachèvement du chemin du Roi qui relie la région aux localités de l'ouest. Parallèlement, le fleuve devient une voie d'eau de plus en plus fréquentée. Parmi ses nombreux utilisateurs, on note la présence accrue de voiliers affrétés par des commerçants de bois. À compter des années 1820, des entrepreneurs opportunistes et audacieux misent sur l'exploitation des ressources forestières rimouskoises. Le nom de William Price sera de plus en plus associé aux vastes pinèdes accessibles sur le bassin versant de la rivière Rimouski. Pour le meilleur et le pire, les travaux forestiers se combineront à la culture du sol et à l'élevage pour donner à Rimouski un profil économique qui caractérisera longtemps les régions périphériques du Québec.

UN VENT D'OUEST (1790-1820)

Le recensement de 1790, effectué parce qu'on s'apprête à découper en comtés les territoires du Haut et du Bas-Canada, est très sommaire et sans doute d'une précision douteuse. Il indique cependant que 333 personnes (175 hommes et 158 femmes) vivent alors dans la région rimouskoise¹. À peu de choses près, les terres concédées s'étirent sur le premier rang, près du fleuve. Une dizaine d'individus sont déjà installés sur le territoire allant de la pointe au Père à l'anse aux Coques, selon une liste de censitaires des seigneuries de Rimouski et de Lessard dressée en 1791². En 1825, un second recensement établit la population à 1963 personnes, un total six fois plus élevé qu'en 1790³. Cette augmentation doit beaucoup à l'accroissement naturel mais le nombre des naissances enregistrées par les curés double presque à compter de la décennie 1810, moment où la pression démographique devient plus forte dans les pays d'en haut, particulièrement le long de la Côte du Sud⁴. À

Rimouski, les nouveaux arrivants ont accès aux terres qu'ils ont vainement recherché dans leur milieu d'origine. Certes, le bord de l'eau est largement occupé au cœur de la seigneurie, mais de bonnes terres sont disponibles aux extrémités ouest et est, de même que sur les deuxième et troisième concessions.

La métamorphose est considérable et décisive. Naguère, la population de la région rimouskoise avait l'allure d'une minuscule tête de pont tournée vers l'estuaire. Au milieu des années 1820, son territoire est en voie de devenir le plus peuplé du Bas du Fleuve. Sa population s'étire résolument vers Bic et la rivière Mitis. En 1831, les censitaires des rangs de l'intérieur des terres seront presque aussi nombreux que les riverains. Comme c'est généralement le cas en région de colonisation, la jeunesse caractérise les effectifs: naissances nombreuses, mortalité faible, sauf parmi les enfants en bas âge.

Un nouveau terroir est donc mis en exploitation. Au cours de ces années, la vocation agricole de la communauté tend à s'affirmer davantage. Les défrichements réalisés, encore peu étendus, visent d'abord l'autarcie: l'économie de marché se limite à des trocs en tout genres, dont le versement de la dîme et des rentes seigneuriales. Ce fonctionnement en circuit fermé limite la circulation monétaire dans un coin de pays où le prix des produits acheminés de Québec est très élevé⁵. Les familles d'agriculteurs misent sur l'élevage d'animaux (mouton, porc, bestiaux) pour pallier une production céréalière limitée (blé, seigle, orge...). Au tournant du XIX^e siècle, l'introduction de la culture de la patate améliore les conditions de subsistance⁶. Hiverner dans des conditions convenables, avec des récoltes permettant de pourvoir aux semailles du printemps, représente néanmoins un important défi. La chasse et la pêche, occupations fructueuses sur un territoire à faible densité de population, ont une fonction alimentaire encore essentielle. En 1793, la rouille réduit considérablement la moisson de blé: *«Tous les habitants s'amusent à la pêche et à la chasse... je suis encore à manger du poisson frais de Rimouski...»*, écrit Pierre Robitaille, premier curé résidant, selon lequel *«la pêche... est l'espérance des pauvres...»*⁷.

Si les conditions d'établissement des pionniers demeurent peu connues, nous savons que deux moulins seigneuriaux permettent la mouture des grains: construit vers 1792, le premier, localisé en aval du *«petit saut»* sur la rive droite de la rivière Rimouski, sur le futur site de la centrale hydroélectrique, sera bientôt accompagné d'un moulin à scie; il remplace une première installation probablement construite par Pierre Lepage plus au nord, à la décharge du ruisseau du Moulin. Le second, initiative de Louis Lepage, se dresse à l'est du territoire, sur le ruisseau de la Fausse-Molière (plus tard Germain-Roy) dont les eaux sillonnent surtout le territoire de la pointe au Père⁸. À cette époque, le cadre seigneurial contribue plus que jamais à définir des rapports sociaux fondés sur les droits et devoirs du seigneur et de ses censitaires. Tout en demeurant une source de prestige, les seigneuries rémunèrent bien le

capital, ce qui explique l'intérêt qu'on leur porte à travers tout le Bas-Canada. Même dans une région pionnière comme le Bas du Fleuve, les transactions vont se multiplier, popularisant ainsi les patronymes Campbell, Fraser, Mckinnon, MacNider, etc. De 1790 à 1792, les seigneuries Nicolas-Rioux, Rimouski, Lessard, Lepage-Thibierge et Pachot (rivière Métis) passent aux mains de Joseph Drapeau, négociant de Québec. À Rimouski même, le seigneur Louis Lepage, endetté auprès de Drapeau, doit se résigner à lui faire cession de ses biens. Cet épisode met un terme aux prérogatives seigneuriales exercées par la famille Lepage depuis un siècle⁹. Joseph Drapeau est alors un commerçant en plein essor, qui ajoutera bientôt la construction navale à ses activités. Il est en voie de devenir un grand propriétaire foncier: son domaine, qui comprendra plus tard une longue liste de seigneuries, dont celle de l'île d'Orléans, fait déjà de lui le plus important seigneur du Bas du Fleuve¹⁰.

Le nouveau seigneur ne peut que bénéficier d'un peuplement rapide de ses concessions. Dans ce but, il importe de créer un contexte propice aux établissements. Drapeau joint sa voix à celle des catholiques rimouskois pour demander la venue d'un prêtre résidant, insistant sur les perspectives de développement du milieu¹¹. Cette requête sera exaucée dès 1793. Il met de l'ordre dans les papiers de la seigneurie: en 1791, son fondé de pouvoir, le notaire Alexandre Dumas de Québec, dresse une liste complète des parcelles attribuées et des cens et rentes à percevoir, qu'il affiche aux portes de la chapelle. La rigueur de cette démarche jette sans doute un froid dans la population, habituée aux comportements moins rigoureux du seigneur précédent. À terme, elle aura probablement des effets positifs en limitant les contestations foncières et en accélérant la répartition des terres aux nouveaux censitaires.

Le problème le plus épineux a trait au chemin royal, qui prend fin à Trois-Pistoles. Plus à l'est, le relief dresse un obstacle de taille, particulièrement entre Trois-Pistoles et le Bic. Nous sommes en présence d'un cercle vicieux: jusqu'en 1832, les travaux de voirie demeurent liés au système seigneurial, la responsabilité immédiate de la construction et de l'entretien des routes incombant aux censitaires sous la direction des capitaines de milice. Or, la plus grande partie du territoire compris entre Trois-Pistoles et Rimouski demeure inhabitée. Pas de route, pas de censitaires, et vice-versa... En 1791, une pétition signée par les seigneurs et plusieurs résidents des zones occupées du nouveau comté de Cornwallis réclame malgré tout le prolongement immédiat de la route vers Rimouski. Jean Renaud, voyer pour le district de Québec, séjourne en conséquence dans la région à l'été 1792. Son rôle est d'établir le tracé du chemin et de répartir les tâches, mandat qu'il remplira du 5 au 10 juillet dans le secteur rimouskois avec la collaboration de plusieurs habitants dont le marchand Augustin Trudel, à la fois beau-frère et agent de Joseph Drapeau. De l'anse aux Coques jusqu'au plateau où se trouve la terre de Louis Canuel, face à l'islet qui

portera ce nom, le voyer parcourt le littoral, fait planter des piquets et apposer des plaques sur les arbres. Un chemin rudimentaire existe depuis longtemps au centre de la seigneurie, mais il importe de lui donner une largeur de 30 pieds et de creuser des fossés là où le sol s'égoutte mal. Tout en utilisant une toponymie différente de la nôtre, le procès-verbal de Jean Renaud prend pour repères les propriétés de plusieurs pionniers à partir de la pointe au Père, où un pont doit franchir le «ruisseau du Grain».

À partir de là, le chemin se poursuivra jusque chez Jean-Baptiste Banville...
*où se trouve un petit ruisseau sur lequel il fera un pont avec Bte. Poirier, poursuivra toujours au bas des terres selon les piquets jusqu'à la rivière la Liberté (ou rivière de la Fausse-Molière, plus tard appelée Germain-Roy) sur laquelle il faudra un pont qui sera fait par Chs. Prou (...), continuera selon les piquets jusqu'au ruisseau Soulard (plus tard appelé ruisseau Réhel), sur lequel il sera fait un pont par Bazil. Côté et tous les habitants qui ont des terres jusque & compris Nicolas Lepage, et continuera le dit chemin selon les piquets jusqu'à la pointe de la rivière de Rimouski, où il se trouve une équerre portant au sud pour arriver à l'endroit du passage à gué de la dite rivière le long de la clôture sud-ouest du domaine jusqu'au pinion du sud-ouest de la maison seigneuriale et du fournil...*¹²

Sur la recommandation des habitants, le voyer fixe aussi le tracé d'un chemin de traverse large de vingt pieds menant au second rang où quatre censitaires (Jacques Hugues, Pierre Saint-Laurent, Gabriel Saint-Laurent et «un nommé Proulx») sont installés. Il s'agit de la future route de l'Église correspondant à l'actuelle rue de la Cathédrale. De même, on pose les jalons d'un chemin longeant la rive droite de la rivière Rimouski vers le sud-ouest, en direction du futur Sainte-Odile, pour donner accès au moulin banal et créer une autre voie de communication vers le second rang.

À compter de la ratification de ce procès-verbal, les habitants ont douze mois pour réaliser les travaux. Tout en ignorant si cette échéance a été respectée, nous savons que les pionniers rimouskois ont construit chez eux un chemin passable bien avant le parachèvement du tronçon reliant Trois-Pistoles et Bic. L'élection de sous-voyers en 1798 semble répondre au besoin d'entretenir un chemin dûment complété. D'autres pétitions seront néanmoins nécessaires pour relancer la construction plus à l'ouest et désenclaver la région rimouskoise¹³. Conscients des enjeux, Joseph Drapeau et Augustin Trudel iront jusqu'à offrir leurs services à titre de contractants. Mais il faudra attendre la fin de la guerre de 1812 avant que le parlement du Bas-Canada, pour pallier la pénurie de censitaires aux points sensibles, n'octroie un millier de livres sterling à l'ouverture du chemin¹⁴. À ce moment, le mouvement de population vers l'est commence à retenir l'attention. En outre, à compter de 1805, la création de la Maison de la Trinité à Québec, réplique d'une organisation créée trois siècles plus tôt en Angleterre pour assurer la sécurité de la navigation maritime, conduit à une restructuration du pilotage sur le fleuve Saint-Laurent. Même si le poste

officiel de pilotage est localisé au Bic, les pilotes peuvent proposer leurs services aux capitaines de navires aussi loin qu'à la pointe au Père, où quelques-uns, dont Louis-Marie Lavoie, Daniel Ross et Pierre Rouleau, choisissent de s'établir¹⁵. Devant l'augmentation de la circulation maritime, les déplacements terrestres des pilotes ont un caractère stratégique. Le prolongement de la route permettra également d'acheminer plus en aval les denrées destinées à secourir les naufragés de l'estuaire maritime¹⁶.

Au début de l'année 1816, selon le grand voyer du district de Québec, Jean-Baptiste d'Estimauville,

... des Trois-Pistoles à Rimousky, on peut s'y rendre en traînes ou carrioles, mais non pas parachevé comme commencé, c'est à dire de douze pieds de large, les arbres arrachés vifs, et piochés sans souches ni racines, pavés dans les endroits nécessaires, deux grands ponts sur les rivières du Bic et Haté. Il ne reste qu'environ trois miles, sur les vingt-sept marqués au plan de l'arpenteur, qui ne sont faits qu'à la hache, la neige et la gelée ayant empêché de le mieux finir¹⁷.

Rude tâche! Et d'autant plus urgente que la disette est sur le point de sévir partout dans le Bas-Canada, particulièrement sur les deux rives de l'estuaire. À Rimouski, le gel s'attaquera aux récoltes de 1816 au point de compromettre les semailles du printemps 1817. En novembre 1816, une requête rimouskoise parvient au gouverneur général John C. Sherbrooke. Elle porte plus d'une soixantaine de signatures, dont celles du curé Prosper Gagnon, d'Augustin Trudel, de Joseph Pineau (capitaine de la milice), d'Abraham Côté (lieutenant de milice), de Germain et Joseph Lepage, d'Augustin Levasseur et Pierre Gendro, pour ne mentionner que les individus capables de signer leur nom. L'angoisse est palpable: la famine touche déjà les plus indigents et risque de s'étendre rapidement. En partie grâce à l'intervention de Mgr Plessis, l'aide demandée est accordée mais, comble de malchance, la goélette transportant les précieuses denrées alimentaires (farine, biscuits, «gâteaux à soupe») s'échoue à l'île Verte, devient captive des glaces, et est abandonnée par son équipage. Cet hiver-là, aux dires du curé Gagnon, c'est avec l'énergie du désespoir que les Rimouskois ont ouvert une partie du chemin conduisant à la cargaison convoitée¹⁸.

Les travaux se poursuivent encore en 1818 sur cette route plus étroite qu'ailleurs, carrossable surtout en hiver, saison où l'interruption de la navigation lui confère toute son importance. Les Rimouskois continuent donc de ressentir les effets d'un certain isolement. Ils n'ont accès à aucun service postal régulier et doivent composer avec les allées et venues de quelques goélettes pour l'acheminement de leurs colis et correspondances. Ils sont souvent tenus de résoudre eux-mêmes leurs différends puisque aucune cour de justice ne siège en aval de Kamouraska, où un tribunal itinérant entend une fois l'an les causes civiles. Depuis que l'Acte constitutionnel de 1791 a donné naissance à la vie parlementaire, ils font partie de l'immense comté de Cornwallis (de La Pocatière au cap Chat) mais n'ont jamais l'occasion d'utiliser

leur droit de vote, l'unique bureau de scrutin étant localisé à Kamouraska. À une époque où le réseau routier du Bas-Canada connaît un fort développement, accélérant la circulation des gens et des biens, l'essor d'une industrialisation artisanale et la croissance des villages, un tel décalage a des effets qui se répercutent dans tous les domaines de l'existence, y compris la vie religieuse.

En 1793, avec l'arrivée de Pierre Robitaille (1793-1798), premier curé résidant, Rimouski cesse d'être le point de chute de missionnaires itinérants. Ses pasteurs seront plutôt tenus à leur tour de desservir divers groupuscules établis en région, de Trois-Pistoles à Matane. Une chapelle neuve de 70 pieds par 28 (21,32 mètres par 8,53) vient d'être construite en bois de colombage sur le site du musée régional actuel, grâce à une répartition ayant impliqué 72 habitants¹⁹. Bénite par Mgr Hubert en 1790, elle répond en partie aux dures critiques formulées par l'évêque précédent, Mgr Briand, en 1784. À proximité, sur la terre de la fabrique offerte pour les besoins du culte par le seigneur Pierre Lepage en 1742, l'humble presbytère «... *bâti comme par charité*...»²⁰, selon le curé, est l'objet de rénovations qui finiront par le rendre habitable malgré son exigüité.

Mais la solitude tenaille sans cesse le jeune prêtre, qui se plaint des coûts inhérents à son ministère, souffre de froid en hiver, craint d'être oublié par son évêque et espère sans cesse obtenir une autre cure. «*Secourez-moi dans mon exil!*», clame-t-il en mai 1794²¹. Il devra toutefois demeurer en poste jusqu'en 1798, en raison des faibles effectifs cléricaux disponibles, confronté à la tiédeur d'une population de toute évidence peu habituée aux pratiques religieuses assidues. Ses successeurs, souvent aussi jeunes et inexpérimentés que lui, verront leur ministère s'alourdir au rythme de la croissance démographique tout en continuant à connaître des problèmes d'intégration accentués par la dispersion et le caractère pionnier de la population. Jean-Baptiste Lajus (1806-1807) écrira: «*J'ai beau prêcher, annoncer la parole de Dieu, on ne semble point m'entendre*»²². Seuls les plus jeunes acceptent de se confesser à lui, l'observance du carême est boudée, plusieurs ne font pas leurs Pâques. Près d'une centaine d'agriculteurs s'adonnent depuis peu à la culture de la patate, souvent aux dépens des récoltes de céréales, et profitent de la situation pour réduire la dîme livrée en nature au presbytère. Les curés trouvent aussi à redire des pilotes, qui semblent former un groupe à part: «*Mais que le pilotage taille ici une triste besogne à un curé! s'exclamera Marc Chauvin (1822-1826). On trouve ici un nombre de jeunes gens de dix-huit à vingt ans qui n'ont pas fait de première communion à cause de cette profession*»²³. Malgré ces limites évidentes, la population fait graduellement la preuve de la viabilité de la cure obtenue en 1793: grâce aux dîmes, à la vente de bancs, aux quêtes et aux revenus divers cumulés à même l'exercice du ministère (baptêmes, sépultures, mariages), les réserves monétaires de la fabrique se chiffrent à une centaine de livres sterling en 1814²⁴.

UN AXE DE DÉVELOPPEMENT NORD-SUD (1820-1840)**La rivière Rimouski et ses pinèdes**

Dans les années 1820 et 1830, la population rimouskoise poursuit sa croissance rapide. Sur la première concession, site des plus anciens établissements, l'éirement de la population est spectaculaire, surtout vers l'est. Le recensement de 1831 soustrait à Rimouski une nouvelle division allant de la pointe au Père à l'anse aux Coques et y fait état d'une population de 529 habitants (Ross, Dutremble (Desrosiers), Goulet, Volant (Deschamplain), Lavoie, Canuel, Heppell, Ruest, etc.) accaparant désormais les meilleures terres du littoral, en partie grâce au prolongement du chemin royal²⁵. À Rimouski même, la majorité des terres disponibles sont au sud et la dynamique du peuplement s'infléchit dans cette direction. Sur les 1914 Rimouskois de 1831, 800 sont alignés le long des deuxième (662) et troisième (138) concessions²⁶. Onze années plus tard, en 1842, la population se chiffre à 2607 personnes, soit une augmentation de 36%. La même année, on enregistre 160 baptêmes contre 62 sépultures: l'accroissement naturel demeure vif et contribue à maintenir Rimouski au premier rang des localités du Bas du Fleuve, devant Cacouna et Trois-Pistoles²⁷.

Le bassin versant de la rivière Rimouski devient rapidement le théâtre d'activités fébriles. La coupe et le sciage des arbres, jusque-là liés aux besoins immédiats des habitants, deviennent plus systématiques alors que l'Angleterre, longtemps approvisionnée en bois d'œuvre par les pays de la mer Baltique, se tourne vers ses colonies nord-américaines auxquelles elle accorde une préférence tarifaire. Appliquée pour la première fois pendant les guerres napoléoniennes, cette politique aura pour effet de décupler les exportations de bois canadiens entre 1815 et 1830, en réponse à la poussée industrielle britannique. Avant les années 1820, les principaux sites d'exploitation forestière sont situés en amont de la ville de Québec, particulièrement en Outaouais. Par la suite, le mouvement s'étend aussi en aval de Québec, sur les deux rives, où il atteindra sa vitesse de croisière pendant les années 1830 et 1840.

À Rimouski, l'arrivée en 1824 d'un premier notaire, Pierre Gauvreau, semble refléter le début d'une période d'effervescence. Sans qu'il ne soit possible de reconstituer toute la situation, force est de constater que les contrats forestiers s'accumulent rapidement au greffe: vente, échange et location de terres le long de la rivière, coupe et transport de bois brut ou fini. Les entrepreneurs de Québec effectuant ces transactions se nomment William Thobbs, William Harvey, Joshua Whitney. Les noms d'Antoine Banville, de Charles et Georges-Romuald Fraser, de Joseph Dupuis dit Gilbert sont souvent associés à l'organisation au travail en forêt²⁸. Pour leur part, Joseph Bacquet dit Lamontagne et Samuel Bradley se livrent à des activités de scia-

ge. Les services de Joseph Bacquet, un menuisier qui fait fonctionner un moulin à scie – le sien? – sont requis en novembre 1825 lors de la construction, au nom de William Harvey, d'un bâtiment de 24 pieds par 20 avec dalles et écluses²⁹. À compter de la mise en opération de ce moulin en 1826, le volume des bois coupés semble connaître une hausse significative. Mais les estacades («*booms*») qui doivent emprisonner les billots près du moulin ne sont pas étanches. Au printemps 1827, Harvey et Thobbs demandent à Samuel Bradley de recueillir les pièces qui jonchent les abords du fleuve devant Rimouski, ainsi que le long de la rivière «... *au bas de la pente du ruisseau de la maison du capitaine Joseph Lepage*». Bradley, un maître scieur, devra ensuite les haler jusqu'au moulin pour les transformer en madriers³⁰.

Tout ce branle-bas dans le secteur de la rivière tient à l'importance des pinèdes régionales: un paysage qu'on a aujourd'hui peine à imaginer! Les pièces de bois convoitées, de grandes dimensions, exigent une coupe sélective. Les billots livrés au sciage doivent être de douze pieds et demie de long (3,66 mètres) et leur diamètre au petit bout sous l'écorce doit atteindre treize pouces (33 cm)! On en tirera des madriers de douze pieds de long et de onze pouces de large, d'une épaisseur de trois pouces. Au fil des années, la raréfaction du pin incitera les entrepreneurs à se tourner aussi vers les plus gros peuplements d'épinettes³¹. C'est donc surtout du bois de construction que la forêt boréale de Rimouski, et bientôt de plusieurs autres localités du Bas du Fleuve, fournit à l'Angleterre. À la même époque, les commerçants britanniques se tournent vers les forêts feuillues du Haut-Canada et l'Outaouais pour y prélever essences nobles et arbres géants voués à l'équarrissage – pièces d'au moins vingt pieds de longueur (6,09 mètres) aplanies à la hache sur quatre faces – dont les meilleurs éléments sont réservés à la construction maritime, ainsi que les douves et les cercles répondant aux besoins de l'industrie de la tonnellerie³².

Le bassin de la rivière s'anime encore davantage à compter de 1829. Hippolyte-Michel Larrivée, originaire de la pointe Lévis, paraphe une longue série de contrats qui semblent faire de lui, tant à Rimouski que sur les rives de la rivière Métis, le nouveau maître de l'exploitation forestière régionale. À Rimouski même, avec l'aide de son frère Pierre, il multiplie les transactions foncières, fait aménager chemins, dalles, écluses et estacades à proximité d'un nouveau moulin de 40 pieds par 28 (12,18 mètres par 8,53) sans doute situé un peu en aval du «*petit sault*», près du moulin à farine. L'aspect de l'embouchure de la rivière est modifié avec la construction de deux quais de bois soigneusement lambrissés. Des artisans confectionnent des chaloupes et des radeaux pour l'acheminement du bois sur la rivière et ses affluents. Les nombreux contrats d'engagement révèlent en outre la présence d'une trentaine de travailleurs saisonniers originaires de la région de Lévis, de la Beauce et de la Côte du Sud. Parmi eux, des Gagné dit Bellavance (Saint-Gervais, Saint-Henri), Parent (Saint-Henri), Lavoie (Saint-Gervais), Fortin (Cap-Saint-Ignace), etc³³. Toutes

ces démarches, et peut-être aussi celles des prédécesseurs de Larrivée, sont cependant assujetties à un financement qui provient du principal acheteur et exportateur de bois de cette époque, William Price.



La drave vers 1900 (Bibliothèque et Archives Canada, RD1050)

Selon sa biographe Louise Dechêne, l'année 1830 marque un tournant dans la conduite des affaires de William Price. À compter de là, ce dernier commence à outrepasser son rôle de commerçant pour s'impliquer dans la production de bois fini. Homme de terrain, il connaît déjà à fond tous les rouages de la foresterie. Né près de Londres en 1789, il est établi à Québec depuis 1810. Il a été successivement commis, acheteur de bois et gérant pour une importante firme anglaise importatrice de bois. Il se met à son compte en 1820, tout en demeurant associé à des partenaires londoniens qui lui procurent les avances dont il a besoin auprès de ses fournisseurs, en plus d'affréter les navires et d'écouler la production sur les marchés britanniques. En 1830, cette formule a fait ses preuves: la hausse des exportations de bois équarri et de madriers à partir de Lévis, principal port de chargement des cargaisons venues de l'Outaouais, du Haut-Canada et dans une moindre mesure, du littoral en bas de Québec, s'est avérée très rentable. En raison de la force de ses liens avec la métropole, Price a accumulé les capitaux lui permettant d'investir directement dans les scieries et l'exploitation forestière³⁴.

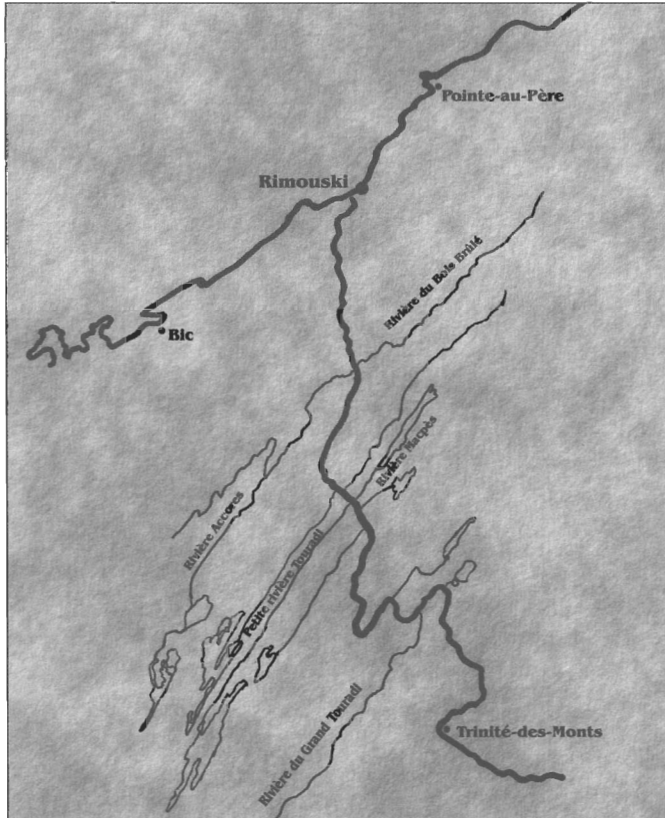
Parmi ses premières acquisitions: les installations d'Hyppolite-Michel Larrivée à Rimouski et à Grand-Métis, suivant un processus qui demeurera inchangé par la suite. «*La scierie apparaît d'abord comme fournisseur*, écrit Louise Dechêne. *Puis on voit Price financer des réparations, des améliorations de l'outillage et des bâtiments. Troisième étape, il achète la scierie et garde souvent l'ancien propriétaire*

comme gérant»³⁵. L'arrivée est en effet endetté de plus de 18 000 louis auprès de Price au moment de la signature du contrat de «*cession et abandon de biens*»³⁶. Il promet de ne pas livrer compétition au nouvel acquéreur et devient de la sorte l'homme de confiance de ce dernier. Au cours des années suivantes, il sera surtout actif dans la région métissienne.

William Price deviendra propriétaire d'une foule de petites scieries à l'est de Québec, sur les deux rives du Saint-Laurent. Dans le Bas du Fleuve, les scieries de Trois-Pistoles, de L'Isle-Verte, de Matane, du Bic et de Cap-Chat s'ajouteront à celles de Rimouski et Grand-Métis au cours des années 1840. Depuis 1826, les forêts du domaine public, pratiquement intactes dans ces régions de peuplement récent, sont affermées aux exploitants contre de faibles droits de coupe. Elles sont moins éloignées de l'Angleterre que celles du centre et de l'ouest du Québec, ce qui réduit d'autant le coût du fret maritime. Inutile de remonter le fleuve jusqu'à Lévis: les voiliers venus d'Angleterre jettent l'ancre en un point aussi rapproché que possible de l'embouchure des rivières, permettant à diverses embarcations de s'y amarrer pour le chargement de la cargaison. À Londres, Gould et Dowie, les partenaires de Price responsables de ce transport maritime, vont jusqu'à faire imprimer des brochures indiquant aux capitaines de ces navires jaugeant de 300 à 400 tonneaux comment mouiller dans les rades du bas du fleuve et du Saguenay. À Rimouski, suivant leurs directives, on doit s'approcher du littoral à la pointe au Père, repérable à cause de la blancheur des maisons des pilotes, et mettre ensuite le cap sur l'extrémité est de l'île Saint-Barnabé: l'eau y a une profondeur de quatre brasses et demie à marée basse, ce qui permet de jeter l'ancre en toute quiétude. Moins facile d'accès, la pointe ouest de l'île peut au besoin protéger les navires des vents de l'est et du nord-est³⁷. Pendant les années qui suivront, une dizaine de voiliers se partageront les chargements dans le seul axe Rimouski-Mitis.

La mainmise de William Price sur l'exploitation forestière à Rimouski semble totale à compter de 1830. L'entreprise cesse rapidement d'importer des journaliers de l'extérieur pour miser sur la main-d'œuvre rurale de la région. Les opérations forestières proprement dites sont laissées à de petits entrepreneurs locaux: Price ou son gérant se contentent de faire inscrire sur un document notarié la quantité, l'essence, les dimensions et le prix des billots que leurs cosignataires devront livrer au printemps à tel ou tel emplacement. Une avance sous forme de provisions et outils est souvent consentie aux entrepreneurs qui en ont besoin pour lancer leurs opérations. À l'automne 1837, par exemple, 22 contrats sont contresignés par le notaire Pierre Gauvreau pour une production totale de 26 000 billots de pin, quantité qui fait rêver puisque chaque arbre donne deux à trois billots. Le territoire sous exploitation est déjà très étendu: il comprend notamment la zone du lac «*Malpaise*» (Macpès) et de la rivière du Bois-Brûlé. Dans les contrats, la rivière Rimouski est appelée la

«grande Rimouski» pour bien la distinguer de la «petite Rimouski», un long affluent de la rive gauche où on bûche beaucoup. Il en va de même pour la rivière Neigette, où les billots récoltés sont acheminés vers le moulin de Grand-Métis³⁸.



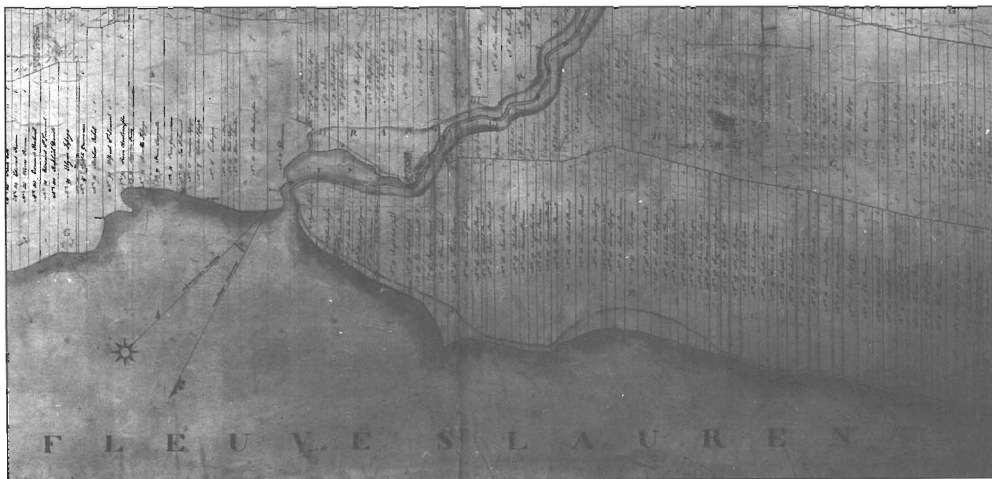
Principaux secteurs d'exploitation forestière d'après les actes notariés, bassin versant de la rivière Rimouski, années 1830 (toponymie actuelle)

Au printemps, la fonte des neiges favorise la descente des billots vers les moulins. L'organisation de ces opérations relève d'entrepreneurs moins nombreux mais aguerris, rémunérés à la pièce, auxquels Price fournit souvent l'outillage nécessaire, y compris les embarcations. Le fonctionnement et l'entretien des moulins, au nombre de trois en 1836, sont l'objet d'une grande sollicitude³⁹. Pendant les périodes où les eaux de la rivière ont le niveau requis, le travail doit se poursuivre sans relâche, de jour et de nuit, hormis le dimanche. Il importe de tirer de chaque billot le nombre le plus élevé possible de madriers. La qualité de la coupe est une préoccupation majeure: le bois doit être lisse et les mesureurs («cullers») ne doivent rien trouver à redire, sinon les maîtres scieurs tels Samuel Bradley, Abraham Lebel, François

Gagné et Paul Gagné dit Bellavance devront payer des frais compensatoires. Les scies à chasses, avec leur mouvement de haut en bas et de bas en haut, débitent les madriers. Les scies rondes servent à la finition, délignant, rognant les bouts, éliminant les «*faux bois*». En cas d'urgence, le gérant de Price peut faire appel à quelques scieurs pourvus d'installations rudimentaires sur les berges de la rivière, tels Marc Morisset, François-Xavier Boucher ou Pierre Brisson. À marée haute, les madriers sont ensuite descendus jusqu'aux quais de l'embouchure, à proximité de la maison du gérant de la compagnie, où on les met à sécher en attendant leur embarquement «*au bout d'en bas de l'île*»⁴⁰.

Vers un terroir plein

Ce premier essor de l'exploitation forestière, marqué par une coupe sélective sur un territoire étendu, altère rapidement et définitivement l'environnement régional, tout en animant les abords de la rivière et en fournissant un revenu qui consolide l'établissement des familles d'agriculteurs. Il accélère la poussée du peuplement vers les confins de la seigneurie et annonce déjà la colonisation du haut-pays. Bientôt viendra le temps où il faudra regarder plus loin encore, du côté des terres publiques cantonales, où pour le moment William Price accapare un nombre croissant de concessions. Consciente des empiètements possibles, la famille Drapeau confie dès 1838 à un arpenteur de l'Islet la tâche de délimiter soigneusement les limites sud de ses seigneuries, dont celle de Rimouski⁴¹. En attendant, il y a beaucoup à faire pour mieux relier les nouveaux censitaires des rangs du sud de la seigneurie au littoral.

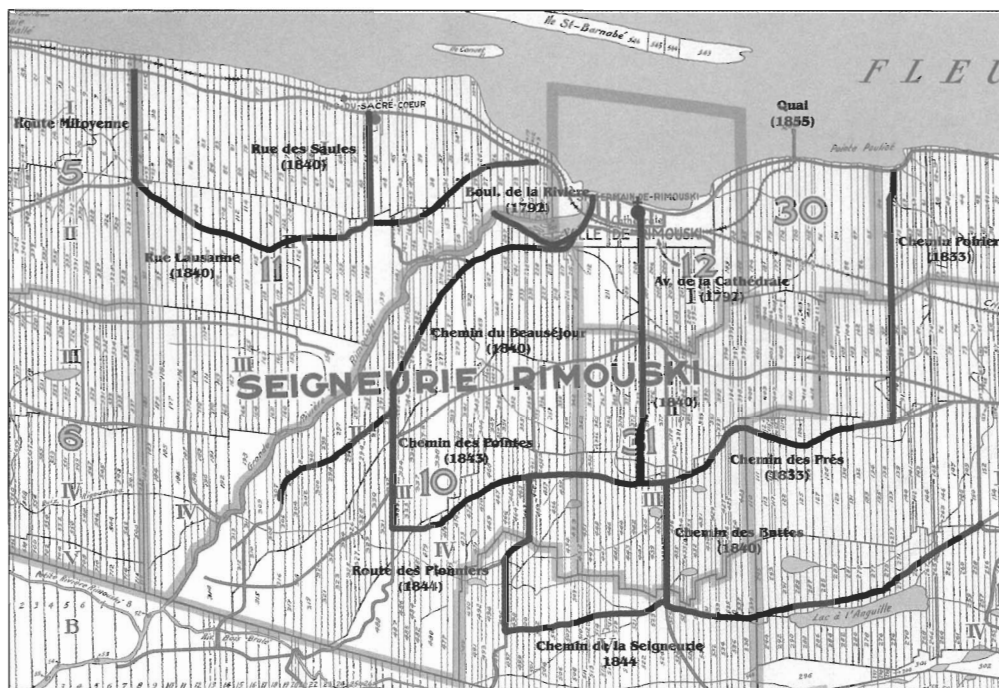


Détail du diagramme de la seigneurie de Rimouski appartenant aux dames Drapeau par D. S. Ballantyne. L'Islet. – 1840 – (Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Rimouski, Fonds Ulric-Joseph Tessier, P1/VI-15)

Sur le fronton des plus anciennes concessions, les entraves à la circulation sont bien moindres. Des travaux menés en 1830-31 sous la supervision des notaires Pierre Gauvreau (Rimouski) et Joseph Ouellet (Trois-Pistoles) améliorent sensiblement la route de Trois-Pistoles à Sainte-Luce. À peu de choses près, le chemin du Roi ne fait plus obstacle au développement, même si une vingtaine d'années devront encore s'écouler avant que Matane ne soit desservi. À Rimouski, ceux que leurs fonctions obligent à voyager semblent s'habituer rapidement aux déplacements sur de longues distances. C'est là une simple question de perspective selon l'abbé Pierre Beaumont (1833-1837), qui annonce en 1836 à un ami de Québec son départ imminent pour Kamouraska, en plein mois de janvier: «*Ça ne me coûte pas plus à me rendre que vous peut-être à aller visiter votre ami Ferland à Ste. Foie*»⁴². Rien ne s'oppose désormais à l'ouverture d'un bureau de poste, inauguré le 6 janvier 1832, auquel le courrier sera livré trois fois par semaine⁴³.

La construction de chemins «*de traverse*» acceptables devient cependant urgente avec l'occupation accélérée de l'ensemble de l'espace seigneurial. En 1834, une nouvelle demande d'octroi, sous forme de pétition, est adressée au gouvernement. Le député rimouskois Alexis Rivard, membre du Comité bas-canadien des améliorations publiques, exagère-t-il en affirmant que «*... les terres sont presque toutes prises, mais bien peu d'habitants y sont établis par le manque de moyens où ils sont de pouvoir communiquer à leurs terres ...*»⁴⁴? Chose certaine, les requêtes relatives à la verbalisation de chemins se multiplient et le comité local responsable de ces infrastructures – précurseur du conseil municipal – tient de fréquentes réunions. Les procès-verbaux, rédigés ou approuvés par le grand voyer, sont lus et affichés à la porte de l'église, faisant connaître à la population les décisions prises et les tâches à partager.

Une partie significative du tracé de l'actuel réseau routier tire son origine de ces initiatives. À partir du chemin du Roi, des routes de travers sont tracées vers le sud, telle celle qui s'insinue entre les terres de Georges Bouillon et Pierre Saint-Laurent, au nord-est de la seigneurie, pour rejoindre le troisième rang; ou encore celles qui font communiquer les premier et second rangs à l'ouest de la rivière Rimouski, tant dans le secteur de l'anse au Sable qu'à la hauteur de la rivière Hâtée. Notons aussi l'élargissement et le prolongement du vieux chemin longeant la rive droite de la rivière Rimouski, «*prenant à la terre de Samuel Bradley*», en réponse aux besoins de l'exploitation forestière⁴⁵. Plus ou moins parallèles au littoral, des chemins de front sont aussi construits ou prolongés vers l'est ou l'ouest, au gré des besoins. Que penser de celui qui longe la troisième concession vers l'est, traversant un «*ruisseau des écluses*» ainsi qu'un «*village appelé St. Claude*»? Le modeste regroupement d'habitations auquel un procès-verbal de 1833 fait sans doute allusion annoncerait-il déjà le futur Saint-Anaclet⁴⁶?



Chemins construits pendant les années 1840, seigneurie de Rimouski (Toponymie actuelle) (*Registre des procès-verbaux, rapports, répartitions de la municipalité de Saint-Germain-de-Rimouski*, du 4 octobre 1840 au 26 novembre 1866, ainsi que le plan d'arpentage D. S. Ballantyne, 1840)

Les travaux routiers rompent l'isolement, favorisent les échanges de toutes sortes et contribuent à la diversification des activités. Le milieu rimouskois demeure certes à dominante rurale, mais cette vision d'ensemble dissimule des situations contrastées. Au recensement de 1831, 205 familles, plus des trois quarts du total, sont définies comme agricoles. De ce nombre cependant, une vingtaine ne récoltent rien et certaines ne sont que locataires de la terre qu'elles occupent. Selon l'historien Gabriel Auclair, qui scrute de près les données du recensement, près de la moitié des familles dites agricoles ne produisent pas assez pour assurer leur subsistance, phénomène peu étonnant dans une région en voie de peuplement⁴⁷. Diverses combinaisons de travaux viennent donc s'ajouter à la culture du sol et à l'élevage: tâches reliées à l'exploitation forestière, chasse et pêche (huit pêches à fascines sont dénombrées sur le front de mer de la seigneurie en 1827), débardage, matelotage, construction de chemins, de bâtiments, etc. La seconde mention en importance concerne un groupe encore plus instable, celui des journaliers, au nombre de vingt-neuf. Mentionnons par ailleurs la présence de six pilotes, et d'autant de forgerons et de cordonniers: la pratique des deux derniers métiers s'harmonise bien avec la ruralité en général et les modes de transport en vogue à cette époque⁴⁸.

En 1831, les professions libérales sont représentées par deux notaires, et peut-être aussi par un premier médecin. Le curé Ringuet (1826-1833), malade en 1833, se dit «... *sous les soins du docteur*». Il en profite d'ailleurs pour réclamer un vicaire à son évêque, particulièrement pour le ministère auprès des missions et dessertes (dont celles de Bic, de Sainte-Luce et de Sainte-Flavie), demande qui sera exaucée⁴⁹. Avant son départ la même année, il constate que la société locale est en voie de transformation. À l'église, par exemple, quelques-uns, «... *parce qu'ils sont plus riches...*», achètent deux bancs alors que d'autres n'en ont pas⁵⁰. Mais l'existence d'une petite élite peut visiblement favoriser l'intégration du personnel religieux. À son arrivée à Rimouski, le nouveau curé Destroismaisons (1833-1850) trouvera, selon son évêque Mgr Joseph Signay, «... *du support de la part de M. (Alexis) Rivard représentant du comté qu'il ne faut pas manquer d'aller saluer, et d'un certain nombre de paroissiens et marguilliers très respectables*»⁵¹. Les premières impressions du vicaire Pierre Beaumont sont bonnes: «*Je n'ai pas eu un moment pour penser à m'ennuyer, la société de Rimouski est des plus agréables, surtout la compagnie de Mm. (Alexis) Rivard et (Pierre) Gauvreau où je vais tous les jeudis passer quelque temps et attendre avec impatience le postillon qui m'apporte quelques fois de bonnes nouvelles de mes amis*»⁵². Beaumont trouve aussi un compagnon de chasse sur l'île Saint-Barnabé en la personne de John Mckinnon, alors représentant de William Price à Rimouski. Il apprécie à leur juste valeur, lorsque le vent ne souffle pas du nord, les «... *charmes d'une belle campagne...*» qu'il a plaisir à observer depuis la «... *jolie colline qui se trouve derrière le presbytère*»⁵³. Signe des temps, il doit confesser de temps à autre quelques Irlandais «... *du chantier de Mr Price*»⁵⁴. Quant aux Amérindiens, jadis partenaires de traite, leurs séjours à Rimouski sont brefs et espacés. Quelques couples profitent de leur passage pour demander qu'un prêtre les marie⁵⁵.

Les prêtres officient maintenant dans une véritable église, dont la flèche élancée et le revêtement de pierres attirent les regards et provoquent la fierté. La chapelle de 1790 s'est rapidement avérée trop petite devant la croissance rapide de la population. En juillet 1822, mettant à profit la visite de l'évêque Joseph-Octave Plessis, plusieurs paroissiens demandent et obtiennent l'autorisation de construire au même endroit un édifice plus vaste et plus solide, pourvu d'une sacristie. Dès l'automne suivant, l'élection des syndics Augustin Trudel, Pierre Rouleau, Étienne Paquet, Jacques Parent et Hubert Ruest lance concrètement le projet. On reviendra cependant à la charge auprès de l'évêque pour que le devis initial, conçu à Québec, soit revu de façon à élargir les dimensions de la nouvelle église. Mieux vaut prévenir que guérir! Les syndics insisteront aussi pour que la répartition des coûts soit établie localement, en considérant les coûts réels en milieu éloigné⁵⁶.

Dès le mois de mai 1824, le chantier s'anime et les corvées se succèdent sous la direction d'un entrepreneur de Saint-Claire-de-Dorchester. En décembre de la même année, au moment de la bénédiction inaugurale, le gros de l'édifice d'une longueur de 110 pieds (dont 30 pour la sacristie) est debout, mais les murs ont une facture grossière, le toit de planches attend son revêtement et toute la décoration, intérieure et extérieure, reste à faire. Compte tenu de la population et du niveau de richesse de la communauté ecclésiale, a-t-on vu trop grand? Un peu plus d'une dizaine d'années s'écouleront en effet avant le parachèvement des travaux, qui mettront à contribution au cours des années 1830 des artistes aussi renommés que Thomas Baillairgé et surtout Louis-Xavier Leprohon. Mais cette lenteur s'explique du fait qu'au delà de la répartition initiale, la fabrique réussit à mener le projet à son terme grâce à ses propres ressources, à la satisfaction des paroissiens. Comme l'indique l'historien Gabriel Auclair, l'augmentation générale des revenus ecclésiaux permet de dégager les surplus nécessaires. Les recettes issues de la vente des bancs, notamment, connaissent une forte croissance: la nef de l'église contient 85 bancs et le jubé qui la surplombe en compte 34, soit deux fois plus, au total, que dans l'église précédente⁵⁷. La même situation prévaut à compter de 1829 alors que s'ouvre un second chantier, celui de la construction d'un nouveau presbytère de 40 pieds de long par 30 de large (12,18 mètres par 9,14). Cette fois, le projet ne fait pas l'unanimité et certains paroissiens, considérant que la démarche n'a rien d'urgent, affichent une attitude récalcitrante. Pour venir à bout des résistances, le curé Ringuet choisit, avec



«Église & Presbytère de Rimouski (C. E.)», 1852 Lorsque cette église deviendra le premier séminaire de Rimouski, en 1862, son élégant clocher sera enlevé. Un simple clocheton, placé au centre de la toiture, le remplacera alors (Fusain de Joseph-Charles Taché. Archives de l'archidiocèse de Rimouski, Fonds Archidiocèse de Rimouski)

l'approbation de son évêque, de «... *bâtir à l'amiable*...»⁵⁸ en puisant une fois de plus dans les coffres de la fabrique, quitte à ce que les travaux se prolongent un peu.

Pour la communauté ecclésiale de Rimouski, l'autorisation de construire une église de pierre est perçue comme une importante marque de reconnaissance extérieure. La réalisation du projet est ensuite synonyme de prestige. Mais il reste à franchir une étape riche en symboles: l'érection canonique de la paroisse de Saint-Germain-de-Rimouski. Dans le Bas du Fleuve, seule la paroisse de Saint-Georges-de-Cacouna a reçu jusque-là cet honneur, en 1825. La demande rimouskoise émane cependant d'une communauté en forte croissance qui vient de se doter d'une belle église. Non sans fierté, les requérants spécifient que les habitants seront en mesure de verser annuellement une dîme comprenant «... *cent vingt minots de seigle, trente minots de pois, trente minots d'avoine, trente minots d'orge et cent vingt minots de patates*»⁵⁹. Après une brève enquête, la demande est agréée et la paroisse est officiellement érigée le 30 janvier 1829 par Mgr Bernard-Claude Panet. Simultanément ou presque, le prélat profite de l'attitude plus ouverte des dirigeants britanniques pour consolider la présence de l'Église catholique en érigeant sept autres paroisses dans la région, y compris celles de Sainte-Luce et de Sainte-Cécile-du-Bic, où le nombre de fidèles est beaucoup plus modeste.

Malgré le cumul des indices de développement, il y aura cependant des années de vaches maigres où même le paiement de la dîme sera compromis. La région n'est toujours pas à l'abri des disettes alimentaires. En 1833, le gouvernement du Bas-Canada doit acheminer vers les localités du Bas du Fleuve des provisions en vue de secourir environ le tiers de la population, affectée par des récoltes désastreuses. À Rimouski, le 21 janvier 1833, une Société des dames charitables est créée pour venir en aide aux familles les plus démunies. L'intervention de femmes laïques pallie de la sorte l'absence de communautés religieuses féminines. Madame Alexis Rivard (Catherine Drapeau, épouse du député et représentante de la famille seigneuriale) assume la présidence de l'organisme, avec le concours d'un exécutif composé de mesdames Nicolas Lepage, Melchior Réhel et André Gauvreau. Un mois après la fondation, le territoire a été subdivisé en arrondissements et les visites se sont multipliées, permettant de joindre 45 familles en difficulté, soit un total de 272 personnes⁶⁰.

La menace de famine ne disparaît pas par la suite: le curé Destroismaisons souligne en 1835 une pénurie de semences, le retard des semailles et la sous-alimentation du cheptel, faute de fourrages⁶¹. À nouveau, la récolte de 1836, affectée par le gel et plus tard par la sécheresse, s'avère largement insuffisante, provoquant à Rimouski comme un peu partout ailleurs dans le Bas-Canada une sévère crise de subsistance qui culmine durant l'hiver suivant. La Société des dames charitables est une fois de plus sollicitée. En mars 1837, Adelle Rivard souligne la gravité de la situa-

tion: «*Notre Société se voit maintenant chargée de quatre cents personnes, remarquez que je ne vous parle que de celles qui manquent absolument de tout, et ne peuvent être longtemps sans succomber à la détresse, s'il ne leur est apporté un prompt secours*»⁶². La collecte d'aumônes s'accroît mais on atteint vite les limites de ce que les gens les plus à l'aise peuvent donner. Des secours extérieurs sont à nouveau nécessaires. Mais alors que des localités telles Rivière-du-Loup, L'Isle-Verte et Trois-Pistoles obtiennent des vivres et des grains de semence parce que leurs notables et leurs fabriques offrent en caution le montant qui en permettrait le remboursement, la demande rimouskoise, peut-être à cause du silence de sa fabrique, dont les charges sont considérables, tarde à être entendue. La crise sévira donc avec beaucoup de sévérité: les 128 décès de 1837 marquent un sommet depuis l'ouverture des registres. Bien des résidants se résignent à abattre et à manger leurs animaux, y compris les chats et les chiens. «*On aurait bien mangé les chevaux, écrit le vicaire Beaumont, s'il y eu (sic) d'autres choses que les os et la peau*»⁶³. À la fonte des neiges, encore selon le vicaire, «*... nos habitants... ont fait une quantité prodigieuse de sucre. Je serais curieux de connaître le nombre de mille livres qu'ils ont fabriqués*»⁶⁴. Cette année-là, la complémentarité agriculture-forêt aura des effets positifs. Très actifs malgré le climat de crise politique qui conduira au déclenchement, à l'automne, de la rébellion des Patriotes, les chantiers rimouskois de William Price feront leur part pour remédier à la disette.

UN CENTRE RÉGIONAL EN DEVENIR (1840-1855)

L'accélération du peuplement

À mesure que se rapproche le mitan du siècle, le peuplement de la région, loin de ralentir, tend encore à s'accroître. Évaluée à 2607 personnes en 1844, la population se chiffre à 3653 habitants en 1851, soit une hausse de 40%⁶⁵. Certains contemporains sont d'avis que le chiffre réel frôle les 4000 personnes⁶⁶. Malgré quelques pointes de surmortalité (1846, 1848, 1849), un accroissement naturel supérieur à la moyenne québécoise se combine au bilan migratoire régional pour soutenir cette rapide progression. La population demeure en conséquence très jeune: les enfants de quatorze ans et moins représentent près de la moitié des effectifs⁶⁷. Les contemporains n'observent toujours aucune migration vers l'extérieur, si ce n'est de proche en proche. La hausse démographique est d'ailleurs tout aussi fulgurante dans les localités avoisinantes. En 1851, Bic vient de franchir le cap de mille habitants et Sainte-Luce en comptera bientôt deux mille.

En 1845, une extension de l'espace seigneurial à même le domaine de la couronne accélère sans doute le peuplement d'une quatrième et d'une cinquième concessions⁶⁸. Du même coup, les verbalisations et répartitions se multiplient en vue d'é-

tendre le réseau routier jusqu'à l'arrière de la seigneurie. Ainsi, le procès-verbal de 1845 qui fixe la «répartition de la route du quatrième rang entre les terres de Célestin Lévesque et Octave Duchêne» dresse la liste et le montant des contributions des quatorze propriétaires concernés par ce règlement⁶⁹. Fait nouveau, les chemins de front construits ou allongés à cette époque ont une largeur de trente pieds (9,14 mètres) afin de permettre aux traîneaux et carrioles de se rencontrer.

Rimouski au recensement de 1851

Pierre RIOUX

En 1851, Rimouski, avec une population de 3 653 habitants, dont 51,4% d'hommes, représente le lieu le plus peuplé de la région, surpassant Trois-Pistoles et L'Isle-Verte d'environ 800 et près de 1 000 individus respectivement. La majorité de la population rimouskoise se compose de jeunes: presque 60% ont moins de 20 ans. Cela est dû au taux élevé de natalité et de mortalité de l'époque. Une seule centenaire est présente, Rose Bergeron¹. La population y est très fortement catholique. Il y a seulement quatre personnes de religion anglicane d'origine irlandaise et une seule presbytérienne née en Écosse.

Au recensement de 1851², la structure patronymique (voir la liste) est relativement le reflet des familles installées hâtivement à Rimouski³: Lepage (1701), Lavoie (1784) Saint-Laurent (1702), Pineau (1790), Banville (1757), Levêque/Levesque (1803), Côté (1736), Gagnon (1732), Parent (1791), Gagné (1731) et Ruest (1735). À eux seuls, ces quelques noms de famille sont portés par 36,6% de la population.

Liste des patronymes les plus fréquents à Rimouski au recensement de 1851

Patronymes	Nombre	Fréquence relative %	Patronymes	Nombre	Fréquence relative %
Lepage	233	6,38	Langis	46	1,26
Lavoie	194	5,31	Canuel	44	1,20
Saint-Laurent	160	4,38	Heppell	43	1,18
Pineau	134	3,67	Proulx	43	1,18
Levêque	112	3,07	Fiola	40	1,10
Banville	110	3,01	Drapeau	39	1,07
Côté	106	2,90	Paquet	37	1,01
Gagnon	81	2,22	Blanchet	35	0,96
Parent	71	1,94	Levasseur	35	0,96
Gagné	67	1,83	Dion	33	0,90
Ruest	65	1,77	Déchêne	31	0,85
Dubé	63	1,73	Roy	30	0,82

Poirier	60	1,64	Tremblay	28	0,77
Ross	52	1,42	Sirois	27	0,74
Rouleau	52	1,42	Fournier	25	0,68
Martin	49	1,34	Labrie	24	0,66
Bouillon	48	1,31	Rousseau	24	0,66
Bélanger	47	1,29	Collin	23	0,63
Michaud	47	1,29	Ouellet	23	0,63
Saint-Pierre	47	1,29	Brisson	23	0,63

La population rimouskoise de 1851 montre une assez faible diversité ethnique avec seulement 48 étrangers dont la majorité est d'origine irlandaise: Angleterre (2), Grèce (1), Irlande (43), Jersey (1), Terre-Neuve (1). Certains d'entre eux ont eu une descendance dans le Bas-Saint-Laurent. Parmi eux, citons ces quelques exemples: l'Anglo-Normand Jean-Baptiste Saint-Pierre⁴, l'Anglais Thomas Watts, la Terre-Neuvienne Marie Anne Purdy, les Irlandais Mary Ann Bidwill et Martin Lynch. La plupart des Irlandais déclarant un métier ou une profession sont journaliers. Quelques-uns ont d'autres types d'activité. On note un marchand (Hector Crawley), une couturière (Ann Dempsey) et trois tailleurs (Martin Lynch, Richard Colborn et John Maguire). Ce dernier réside à Québec au moment du recensement.

Certains patronymes rimouskois proviennent d'immigrants européens venus s'y installer vers la fin du régime français ou au début du régime anglais.

Nombre de descendants d'immigrants arrivés dans la région de Rimouski à la fin du régime français ou au début du régime anglais

Patronymes	Origine	Nombre de personnes portant ce patronyme en 1851
Bouillon	Coudeville, Manche	45 ⁵
Dion	Allemagne	5 individus sur 33 ⁶
Fiola/Vignola	Hongrie	40 ⁷
Heppell Jean Jacob	Salin, Allemagne	43 ⁸
Levesque	Passais, diocèse du Mans, France.	109 ⁹
Ross	Gwain, Écosse	53 ¹⁰
Ruest	Saint-Michel, Basse-Normandie	65 ¹¹
Yockell	Allemagne	9 ¹²

La majorité des travailleurs rimouskois se déclarent journaliers ou cultivateurs. Certains sont pilotes (10), d'autres navigateurs (6). On ne fait pas de mention de pêcheurs. Au niveau des ouvriers spécialisés, on compte dix-huit forgerons, douze cordonniers, onze charpentiers, huit menuisiers, cinq tailleurs, quatre maçons, trois

ferblantiers, trois meuniers, deux tanneurs, deux couturières, un meublier, un boulanger et un arpenteur.

Deux médecins soignent la population rimouskoise (François-Xavier Poulin et Joseph-Charles Taché). La paroisse de Saint-Germain est desservie par Cyprien Tanguay, seul prêtre présent à Rimouski. Louis-François Garon, député du comté, y est recensé. Onze instituteurs ou institutrices assument l'enseignement des étudiants. Onze marchands sont dénombrés. Joseph Garon, Joseph Gauvreau et Pierre Gauvreau y pratiquent le notariat. Jean-Baptiste Lepage agit comme clerc.

Les recensements font mention d'un lieu de résidence lorsqu'il est hors des limites de l'endroit. Une douzaine d'individus ont inscrit des lieux de résidence autres que Rimouski. Sept sont déjà aux États-Unis. Il s'agit d'une immigration précoce vers nos voisins du sud, et cela bien avant la forte vague de la fin du XIX^e et du début XX^e siècle.

Notes

1. Le registre d'état civil mentionne que Rose Bergeron est décédée à 105 ans en 1854. Toutefois, Bona Arsenault dans *Histoire et Généalogie des Acadiens*, tome 4, Montréal, Leméac, 1978, mentionne qu'elle serait née vers 1767. Il est donc possible qu'elle ne soit pas centenaire.
2. «Des retards dans l'adoption de la loi font que le recensement, qui devait avoir lieu en 1851, n'a été réalisé qu'au cours de l'hiver 1851-1852». Marcel Fournier, «Les recensements: mise au point» dans *Actes du colloque 2002 de la Fédération québécoise des sociétés de généalogie (Sherbrooke, 7-8 juin 2002)*, Entre Nouvelle-France et Nouvelle-Angleterre. Sherbrooke, La Société de généalogie des Cantons de l'Est Inc., 2002. À Rimouski, il a eu lieu tôt en 1852.
3. Les années inscrites sont celles de la première mention de ces patronymes dans un acte de baptême. La source utilisée est la suivante: Georgette Côté, *Naissances et baptêmes de St-Germain-de-Rimouski, tome 1*, Rimouski, Georgette Côté, 2001; Georgette Côté, *Naissances et baptêmes de St-Germain-de-Rimouski, tome 2*, Rimouski, Georgette Côté, 2003.
4. Les origines anglo-normandes de Jean-Baptiste Saint-Pierre varient selon les sources. Le recensement de 1851 le dit de Jersey alors que certains auteurs le disent natif de Guernesey. M.-A. Caron et al., *Mosaïque rimouskoise, une histoire de Rimouski*. Rimouski, Le Comité des fêtes du 150^e anniversaire de la paroisse Saint-Germain-de-Rimouski, 1979, p. 173.
5. Bertrand Desjardins, *Dictionnaire généalogique du Québec ancien des origines à 1765*. Gaëtan Morin Éditeur, 2004.
6. Les familles de Joseph Dion et d'Angèle Therrien sont recensées à Rimouski. Le père de Joseph, Pierre Dion, est originaire du duché d'Hanovre en Allemagne. Cinq des trente-trois porteurs de ce patronyme sont donc d'origine allemande. Raymond Gingras, *Liste annotée des patronymes d'origine allemande au Québec et notes diverses*. Québec, Raymond Gingras, 1975, p. 22.
7. Dominique Ritchot, «Un couple inexistant: Joseph Vignola et Geneviève Desprès», *Mémoires de la Société généalogique canadienne-française*, 53 (4), 2002: 271-274.
8. *Répertoire des actes de baptême, mariage et sépulture du Québec ancien 1621-1799*. Boucherville, Gaëtan Morin Éditeur.
9. André-Albert Dechamplain et Jean Levesque, «Correction à Tanguay et à Carbonneau», *L'Estuaire généalogique* 8, 1983: 139. Notons toutefois qu'une partie seulement des Levesque de Rimouski descendent de ce Jean Levesque originaire de Passais. Les autres descendent de l'ancêtre Robert Levesque, originaire de Normandie.
- 10- Marcel Fournier, *Les Européens au Canada des origines à 1765 (hors France)*. Montréal, Les Éditions du Fleuve, 1989, 229-230.
11. Bertrand Desjardins, *op. cit.*
12. Jean-Pierre Wilhelm, *Les mercenaires allemands au Québec du XVIII^e siècle et leur apport à la population*. Beloeil, La Maison des mots, 1984, p. 33.

Mais ces initiatives pourtant essentielles ne suffisent plus. Une minorité est en voie de s'approprier illégalement des terres publiques encore plus au sud, à même les cantons de Macpès et de Neigette. Des pressions politiques seront nécessaires avant qu'un premier cadastrage de ce territoire ne soit effectué au cours des années 1850⁷⁰. Déjà à ce moment, des Proulx, Brisson, Soucy et Ross quittent la troisième concession pour s'établir «à la montagne», sur le futur territoire de Sainte-Blandine⁷¹. Mais c'est plus à l'est, au sud des terres humides de la pointe au Père, que les squatters sont les plus nombreux. Érigée en 1858, la paroisse de Saint-Anaclet est découpée de façon à empiéter largement sur le canton Neigette, même s'il faudra attendre la décennie suivante avant que des titres de possession ne soient émis.

Dans l'immédiat, la rapidité de cette progression ne présente pas que des avantages. Ceux qui migrent vers Rimouski à partir des pays d'en haut sont souvent très démunis à leur arrivée. En 1845, le vicaire Cyprien Tanguay (1842-1846 et 1850-1859) se plaint devant ces arrivages qui multiplient le nombre de familles pauvres dans la paroisse au point de provoquer une «*baisse du temporel*»⁷² (revenus de la fabrique et du clergé). Les nouveaux occupants du terroir vivent dans des conditions précaires durant les années qui suivent leur installation. Leurs performances agricoles limitées contribuent à faire chuter les moyennes régionales. En 1850, le député Joseph-Charles Taché souligne, statistiques à l'appui, la faible étendue des espaces cultivés. Les élevages de bêtes à cornes et de moutons sont en régression tandis que la production de blé, une céréale dont la culture caractérise de plus en plus les fronts pionniers, connaît une forte croissance. Selon le député, ce profil agricole ne peut être dissocié de l'exploitation forestière, à laquelle beaucoup de ruraux accordent la priorité⁷³. Malgré une contraction des marchés britanniques liée à la réduction en 1842, puis à l'abolition presque totale en 1846 des préférences accordées aux bois coloniaux, les entreprises de William Price résistent tant bien que mal aux intempéries économiques des années 1846-1848 pour finalement renouer avec la prospérité à compter de 1849⁷⁴. Dans l'intervalle, le déclin des exportations de bois rimouskois aura sans doute porté un dur coup à un large segment de la population.

En 1847-1848, au cœur de ces années difficiles, une migration massive vers le Canada, principalement en provenance de l'Irlande, dégénère en épidémie de fièvre typhoïde. Les immigrants sont les principales victimes de ce fléau, même si celui-ci affecte rapidement la population du Canada-Est, surtout à Québec et Montréal. Dans les localités du Bas du Fleuve, y compris à Rimouski, la hausse de mortalité des années 1846-1849 est probablement attribuable à cette maladie⁷⁵. Lorsque le vicaire de la paroisse, Antoine Lebel (1846-1848), est appelé par son évêque à séjourner à la Station de quarantaine de Grosse-Isle durant l'été 1847, ses paroissiens s'inquiètent de son sort. À son retour, plusieurs de ces derniers offrent d'adopter des orphelins irlandais. Lebel ne tarde pas à servir d'intermédiaire entre

Québec, où l'évêché a mis sur pied un service d'adoption, et Rimouski, où la Société des dames charitables présidée par Catherine Drapeau, âgée de 76 ans, anime le processus. En avril 1848, le vicaire ne cache pas sa satisfaction: «*J'ai le plaisir de pouvoir d'avance vous assurer que je puis placer dans la paroisse encore au moins une trentaine d'orphelins irlandais aussi avantageusement que les trente-cinq autres*»⁷⁶. Selon le Rimouskois Jacques Watts, dont la généalogie remonte à l'un de ces arrivants, une soixantaine d'Irlandais majoritairement âgés de moins de 16 ans seront accueillis à Rimouski malgré les risques de contagion. Toutes proportions gardées, aucune localité québécoise n'est plus hospitalière⁷⁷. Selon le curé Destroismaisons, la barrière de la langue est vite franchie: «*... tous nos petits Irlandais de l'automne dernier savent déjà passablement le français et ceux de cette année pourront... l'apprendre plus vite*»⁷⁸.



Le manoir seigneurial (Photographe inconnu, Groupe de fonds Clément Claveau, Collection du Musée régional de Rimouski, N.A.C. : HR-13403.2)

De la seigneurie à la municipalité

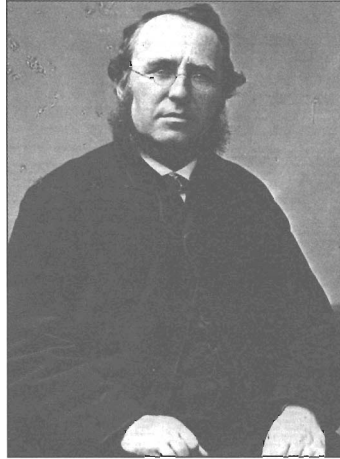
En 1810, au décès de Joseph Drapeau, son épouse Marie-Geneviève Noël administre ses seigneuries (dont celles de Nicolas Rioux, Lessard, Lepage-Thibierge et Pachot) avec le concours de son beau-frère Augustin Trudel. En 1827, deux années

avant le décès de sa mère, Luce-Gertrude Drapeau, épouse du notaire Thomas Casault de Kamouraska, prend la relève au nom de ses sœurs Angélique-Flavie et Louise-Angèle. Les prénoms des coseigneuses ne tarderont pas à s'inscrire dans la toponymie régionale: Sainte-Luce, Sainte-Flavie, Sainte-Angèle. On sait aussi que le nouveau manoir construit vers 1845 sur la rive droite de la rivière Rimouski, près de l'embouchure, est une initiative de Luce-Gertrude. Celle-ci y séjournera avec la parentèle durant la période estivale, accueillant son filleul, le jeune Arthur Buies, qui en conservera un excellent souvenir. Ce même manoir disparaîtra dans les flammes en mai 1950... Autre fait digne de mention: la construction en 1850 d'un nouveau moulin banal en pierre, toujours existant, à l'embouchure du ruisseau de la Loutre, à la limite ouest de la seigneurie Lepage-Thibierge, où des boulangers rimouskois ne tarderont pas à acheter leur farine.

À ce jour, faute de sources, nous détenons peu d'informations au sujet de la gestion courante de la seigneurie rimouskoise durant ces années. Depuis 1830, William Price détient des droits de coupe sur les terres du domaine, en plus de louer les terrains sur lesquels sont construits ses bâtiments. D'une transaction à l'autre, un morcellement devient perceptible: même si la famille Drapeau conserve la plus grande partie de son domaine, treize propriétaires se partagent la seigneurie en 1854⁷⁹. En général, la famille Drapeau semble jouir d'une bonne réputation, en partie grâce à ses dons à l'Église et à ses contributions charitables. Les jours du système seigneurial sont pourtant comptés. Au XIX^e siècle, l'espace qui lui est dévolu est circonscrit par des cantons où les gouvernants vont instaurer un régime de pleine propriété, sans obligations ou redevances. Au fil des années, les remises en question se font plus pressantes. En 1841, une commission parlementaire mène une enquête auprès des censitaires. Les Rimouskois qui acceptent de correspondre avec les commissaires ne réclament pas l'abolition des seigneuries, se disant trop pauvres pour «... racheter les droits seigneuriaux à prix d'argent...», mais profitent de l'occasion pour contester la légitimité et la lourdeur des droits de lods et ventes perçus au moment des transactions foncières, lesquels sont «... *préjudiciables à l'industrie, au commerce et à l'avancement de l'agriculture, et même à l'amélioration publique*»⁸⁰. En 1854, une loi dépouille le régime seigneurial de la quasi-totalité de ses attributs. Les seigneurs sont cependant autorisés à percevoir une rente constituée, ainsi appelée parce qu'elle remplace toutes les redevances antérieures. Le taux de cette rente ne sera jamais augmenté, de sorte que cette dernière aura avec le temps une valeur plus symbolique que réelle. Elle sera définitivement abolie en 1937.

Bien avant la loi de 1854, la seigneurie cesse d'être l'instance où les plus importantes décisions sont prises. En 1829, la création du comté de Rimouski (démembrement du comté de Cornwallis) marque le début du véritable exercice du droit de vote. Après l'entrée en vigueur de l'Acte d'Union en 1841, la députation

rimouskoise (Robert Baldwin, avocat de Toronto, 1842-1844; Louis Bertrand, industriel de L'Isle-Verte, 1844-1847; Joseph-Charles Taché, médecin de Rimouski, 1847-1857) est appelée à jouer un rôle de plus en plus actif. Joseph-Charles Taché, notamment, sera un émissaire régional bien informé et influent⁸¹. À l'échelon des localités, la paroisse représente un important point de ralliement et les curés rimouskois, par exemple, sont volontiers cosignataires des pétitions les plus diverses. Surtout peut-être, cette période correspond aux premières ébauches d'un régime municipal destiné à devenir l'incarnation même du pouvoir local.



Joseph-Charles Taché (1820-1894), député du comté de Rimouski (1847-1857). Il s'est aussi fait connaître en tant que médecin, dessinateur et écrivain (Collection Mario Mimeault)

En 1835, l'érection civile suit l'érection canonique, épousant les limites paroissiales, mais cette mesure n'a pas vraiment d'effets avant 1840. Une ordonnance crée alors, dans l'esprit du Rapport Durham, vingt-deux districts dont celui de Rimouski où siègent quatre fois l'an les élus de chacune des huit paroisses du Bas du Fleuve sous la gouverne d'un préfet (warden) et d'un greffier nommés par l'État. Volte-face en 1845: les districts de comté sont abolis au profit de municipalités locales calquées sur le territoire des paroisses. Retour du pendule en 1847: on crée des conseils de comté (46 au total) à raison de deux entités par circonscription. Le Bas du Fleuve (comté de Rimouski) est donc divisé en deux avec pour chefs-lieux Rivière-du-Loup et Rimouski. Deux conseillers élus représentent chaque localité au sein de la nouvelle corporation. Enfin, en 1855, la structure à double niveau qui nous est familière est instituée: municipalités locales et conseils de comté. C'est seulement à compter du 22 juillet 1855 que Rimouski, profitant du vide juridique créé par l'abo-

lition des seigneuries, procédera à l'élection d'un véritable conseil municipal avec maire et échevins⁸².

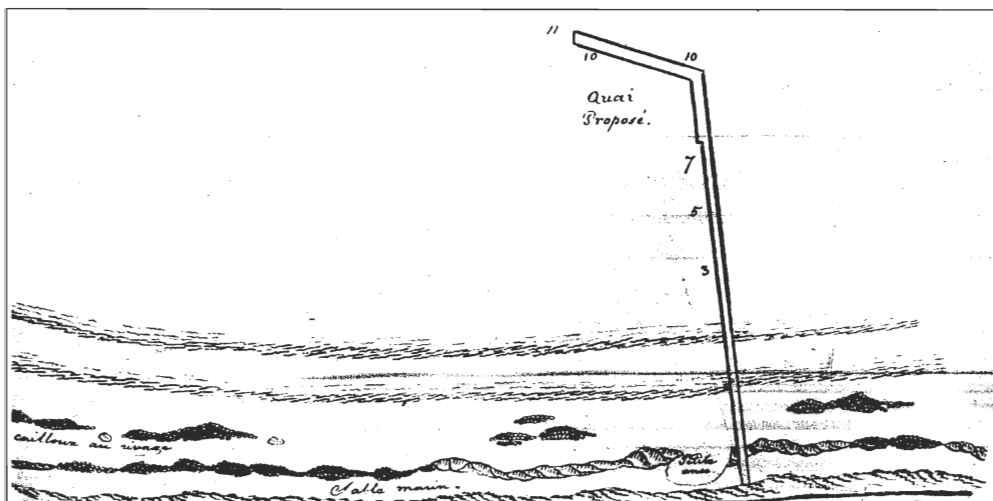
Il est permis de croire que les Rimouskois commencent à se familiariser avec les rouages de la démocratie locale dès les années 1840, même si la crainte de toute forme de taxation freine, ici comme ailleurs, la participation. Des responsables sont désignés, des élections sont tenues. Dès le début des années 1840, des hommes tels Alexis Rivard (préfet), Joseph Garon (notaire, mais aussi greffier), Samuel Bradley, Louis N. Gauvreau et Charles-François Garon, (conseillers) occupent le devant de la scène. Ces noms, et d'autres encore, seront régulièrement mentionnés dans le *Registre des procès-verbaux, rapports, répartitions* tenu à cette époque⁸³. La lecture du registre révèle qu'une minorité agissante mise sur les nouvelles structures pour accélérer, habituellement sans aide ou autorisation extérieures, la construction de chemins locaux. Les documents parlementaires font état de nombreuses requêtes du conseil afin que le gouvernement central fasse sa part en vue de l'amélioration de tous les modes de communication à incidence régionale.

La construction d'un pont sur la rivière Rimouski agite les esprits à cette époque. La première demande en ce sens remonte à l'année 1832 mais les choses traînent ensuite en longueur, même si les censitaires, d'un commun accord, coupent et préparent le bois nécessaire à la construction⁸⁴. Un tel volontarisme est de toute évidence motivé par des besoins réels. Au printemps et à l'automne, le niveau de l'eau et la force du courant interdisent longtemps tout passage. Le député Alexis Rivard en témoigne: *«J'ai souvent vu des personnes être obligées de laisser là leurs voitures, et aller à une lieue dans les profondeurs pour traverser à pied au moulin de M. Price; même pendant la belle saison de l'été, j'ai vu très souvent les bacs ne pas être capables de traverser, parce que la mer étant basse, il faut qu'ils attendent trois ou quatre heures pour ne pas s'accrocher»*⁸⁵. Et à l'hiver, la situation tourne parfois au drame: *«J'ai vu moi-même périr des chevaux et voitures, qui ont été engloutis dans les glaces qui se trouvaient entièrement brisées par la mer agitée»*⁸⁶. Après bien des démarches, le Conseil de la municipalité de district de Rimouski recevra une réponse positive en 1845. Le site retenu (voisin du site actuel) pour ce projet gouvernemental est vite contesté par William Price, qui affiche sa préférence pour un emplacement encore plus en aval afin de faciliter la circulation des petits voiliers à un mât faisant la navette à marée haute entre ses moulins et ses quais. À ses yeux, l'industrie du bois, qui a souvent fait contrepoids aux mauvaises récoltes, représente une priorité absolue. Mais le conseil est d'avis contraire: un pont trop exposé aux marées serait plus coûteux et représente un risque qu'on ne saurait courir⁸⁷. L'impasse sera finalement dénouée avec la construction, peut-être à même les deniers publics, d'un quai situé en amont du futur pont.

D'autres obstacles devront être surmontés. Le choix d'un entrepreneur compétent fera problème et le dépassement des coûts obligera les élus à lever une souscription complémentaire au budget gouvernemental. Le pont est ouvert à la circulation à l'automne 1848, mais la nouvelle structure donne bientôt des signes de faiblesses. Trop petites, les cages sur lesquelles elle s'appuie sont soulevées par les glaces et font bouger les deux arches. Chargé des réparations, Macaire Lepage fait solidifier les cages et leur ajoute des brise-glaces dont la pointe est faite d'un lambris de chêne et de pin rouge, ce qui «... a eu l'effet de faire cesser bien des murmures, écrit-il, et a donné l'espoir que dans quelque temps le pont serait réparé tel qu'il doit l'être»⁸⁸. À cette source d'insatisfaction s'ajoute la frustration éprouvée devant la perception d'un péage auprès des usagers. En 1855, au terme de plusieurs démarches, la responsabilité du pont sera confiée au conseil de comté.

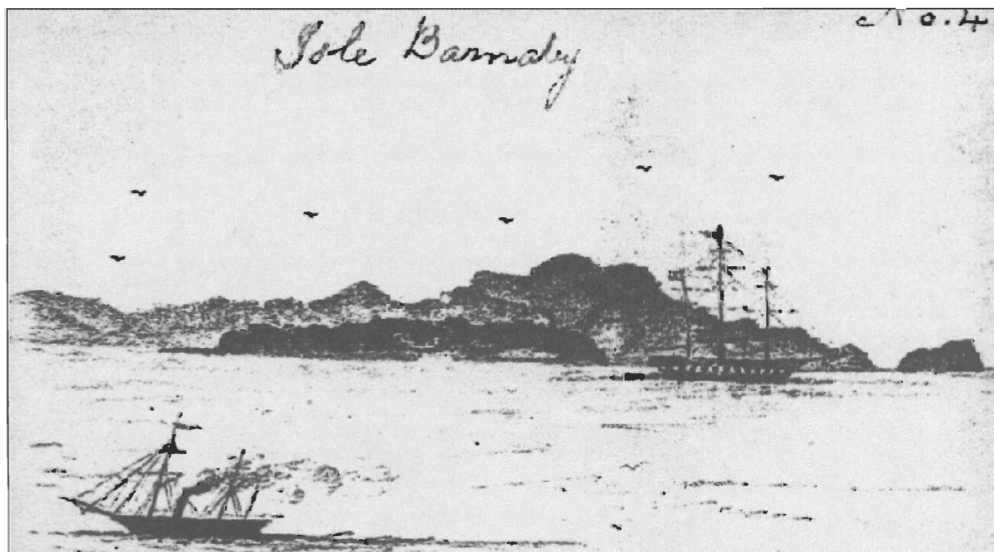
En plus du pont, les élus rimouskois réclameront au cours de ces années des octrois pour l'ouverture de chemins donnant accès aux cantons. Ils exigeront le prolongement du chemin du Roi de Métis à Matane, ainsi que la réfection du chemin Kempt reliant la région métissienne au Nouveau-Brunswick. Au tournant des années cinquante, ils seront atteints par la fièvre du chemin de fer, allant jusqu'à demander que le terminus du chemin de fer projeté vers l'est soit établi à Halifax plutôt qu'à Rivière-du-Loup ou Trois-Pistoles⁸⁹. On sait aujourd'hui à quel point Rivière-du-Loup a bénéficié, à compter de 1860, de l'arrivée du Grand Tronc. Rimouski devra attendre jusqu'en 1873 l'entrée en gare du premier train de l'*Intercolonial*.

En revanche, la région aura un véritable quai en 1855, en même temps que Rivière-du-Loup, Rivière-Ouelle, L'Islet et Berthier. L'augmentation du trafic maritime intérieur, entre Québec et les localités des deux rives de l'estuaire, provoque la mise en service de goélettes de plus fort tonnage (à Bic, à Sainte-Luce comme à Rimouski, la construction de ce type de navires semble prendre son envol à cette époque) qui supportent mal les traditionnels échouages à marée basse. Qui plus est, des navires à vapeur se livrent maintenant à un cabotage continu entre le port de Québec et ceux des Maritimes. Un quai à Rimouski, où une foule de navires viennent quérir un pilote, rendrait la navigation plus sécuritaire sur l'estuaire maritime⁹⁰. «C'est le lieu de refuge le plus prochain pour un steamer, dans le cas où on en aurait besoin pour venir au secours des vaisseaux au delà de la batture Manicouagan, Métis ou Matane, auxquels endroits il arrive beaucoup de pertes...», écrivent en 1851 les commissaires chargés d'éclairer le ministère de la Marine sur cette question⁹¹. Les élus rimouskois, dont les pressions sont soutenues, reprennent à leur compte tous ces arguments. La construction est entreprise en 1852 tout juste à l'ouest de la pointe à Pouliot par un groupe local sous la supervision de Macaire Lepage, mais elle prendra du retard et devra être achevée par François Baby, un entrepreneur de Québec disposant de moyens considérables, dont une flotte de remorqueurs⁹².



Détail du plan du quai pour Rimouski par Joseph-Charles Taché, 1874 (Bibliothèque et Archives Canada, NMC36001)

Sans être un quai en eau profonde (la profondeur atteint dix pieds à son extrémité lors des plus basses marées), la nouvelle infrastructure sera bientôt très utilisée. Autour d'elle prendra naissance une petite agglomération où fraterniseront plusieurs marins... et hôteliers!



Le havre de Rimouski en 1861, avec l'île Saint-Barnabé et le pic Champlain à l'arrière-plan. Le bateau vapeur est sans doute le *Petit-Rimouski* qui entre au port. Dessin Patrick Murrison, 1861 (Collection Mario Mimeault)

Élargir la gamme des services

L'attention portée à ces dossiers majeurs dénote une volonté d'affirmation régionale dans un monde sur lequel souffle un vent de modernisation. Celle-ci ne tarde pas non plus à se manifester dans le domaine institutionnel. Rimouski n'est pas encore un centre judiciaire reconnu, mais les préoccupations à cet égard sont de plus en plus fortes. Depuis la création des districts de comté en 1841, un bureau d'enregistrement conserve une copie de tous les actes notariés relatifs à la propriété dans les localités, telle Rimouski, où siège un conseil de comté. Cette mesure, prélude à la création de cadastres, favorise la pratique du notariat. Par contre, les avocats sont absents, même si depuis 1841 une cour de district itinérante (appelée cour de circuit en 1843) siège en sol rimouskois. Une brève incursion dans les archives de cette instance permet de constater que les comparutions ont presque toujours pour objet le recouvrement de dettes⁹³. Les contemporains considèrent que celle-ci ne répond pas à leurs besoins grandissants et demandent une véritable décentralisation de l'appareil judiciaire.

En 1848, le gouvernement réagit en créant le district judiciaire de Kamouraska, dont la juridiction s'étendra de Sainte-Anne-de-la-Pocatière jusqu'au cap Chat. Pendant les débats qui précèdent la passation de la loi, notables et élus du Bas du Fleuve s'interrogent: quel en sera le chef-lieu? Rivière-du-Loup ne tarde pas à proposer sa candidature, et Rimouski, avec l'appui des localités les plus à l'est, à contre-proposer la sienne⁹⁴. C'est finalement à Saint-Louis-de-Kamouraska, à l'extrémité occidentale du district, que la cour permanente est établie. En 1853, un second chef-lieu sera créé à L'Isle-Verte. Pour leur part, les élus rimouskois poursuivront les démarches, cette fois en vue de la création d'un district judiciaire épousant les limites du comté de Rimouski. Cette demande, on le sait, sera exaucée en 1857, dans le cadre d'une vaste opération de décentralisation marquée par la création de dix-neuf districts judiciaires québécois.

Parallèlement, dans un milieu où huit ou neuf signataires de pétitions sur dix se contentent d'apposer une croix, plusieurs écoles disposées aux endroits les plus stratégiques ont commencé leur longue lutte contre l'analphabétisme. En 1829, la loi des syndics marque l'avènement de l'école publique. L'État soutiendra financièrement des écoles mises sur pied et dirigées par des syndics élus dans chaque paroisse, qui peuvent aussi recueillir des contributions volontaires. À Rimouski, l'ouverture d'une première école semble dater de 1830, mais le mouvement s'étend vite: l'année suivante, trois écoles mixtes sont en fonction au premier rang, et une quatrième est située au second rang. Le taux de fréquentation, inférieur à 50%, est plus élevé chez les filles que chez les garçons⁹⁵. Cette phase pionnière prend fin avec les insurrections de 1837-1838, qui interrompent le versement des octrois. Une relance sera faite au début de la décennie suivante, grâce au soutien des fabriques, mais c'est en 1845 que

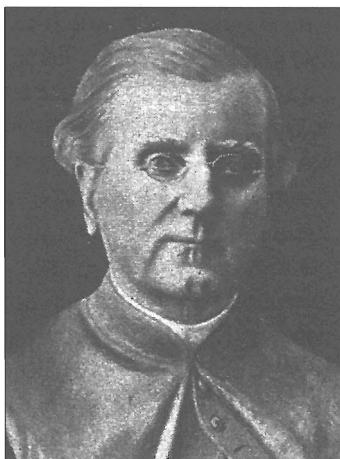


«*Vue de l'Église et de l'École de Rimousky*», 1846. Au premier plan, à droite, la vaste salle publique, précédemment construite. Au centre, l'église de pierre (Fusain de Joseph-Charles Taché. Archives de l'archidiocèse de Rimouski, Fonds Archidiocèse de Rimouski)

sont posées les bases d'un système éducatif universel qui, malgré plusieurs ajustements, survivra jusqu'à la révolution tranquille des années 1960: création de commissions scolaires, découpages d'arrondissements, élection de commissaires, taxation obligatoire fondée sur une évaluation foncière.

À Rimouski, le vicaire Cyprien Tanguay devient le premier responsable de la commission scolaire. En 1845, un chantier se met en branle au sud-ouest de l'église pour construire un vaste bâtiment (80 pieds par 36 ou 24,37 mètres par 10,96) devant contenir deux salles publiques (l'une pour les hommes, l'autre pour les femmes) et deux écoles modèles (l'une pour les garçons, l'autre pour les filles). On constate sans surprise que le projet repose sur les ressources de la fabrique et les contributions volontaires⁹⁶. Le milieu rimouskois n'est pas encore mûr pour la taxation obligatoire, même s'il n'est pas impliqué dans le mouvement d'opposition connu sous l'appellation de «*guerre des éteignoirs*». Par la suite, les écoles vont se multiplier au gré de la croissance démographique. Elles sont déjà au nombre de huit en 1853, accueillant 214 élèves, lorsque Cyprien Tanguay, devenu curé, effectue des démarches afin de hâter la venue à Rimouski d'une congrégation de religieuses enseignantes⁹⁷. Les sœurs de la Congrégation de Notre-Dame répondront à son appel en 1855 et prendront en charge les classes logées dans la salle publique.

Imaginatif et entreprenant, Tanguay multiplie les initiatives. Pendant sa cure, le presbytère est réparé et le cimetière agrandi. En 1851, la paroisse de Saint-Germain est amputée à l'ouest d'un territoire de deux kilomètres au profit de Sainte-Cécile-du-Bic afin d'établir un meilleur équilibre démographique. Malgré ce détachement, Tanguay estime en 1854 que l'église de Rimouski est encore trop exiguë. Il craint



Mgr Cyprien Tanguay deviendra un généalogiste très respecté, auteur du monumental *Dictionnaire généalogique des familles canadiennes depuis la fondation de la colonie jusqu'à nos jours* (*Album des anciens du séminaire de Rimouski*, 1940, p. 33)

aussi que les paroissiens n'en viennent à exiger un changement de site: «*D'abord la partie nord-est de la paroisse va s'agiter pour obtenir la division d'une nouvelle paroisse, puis le bas de la paroisse va demander le changement de site de l'église, prétendant le rendre plus central et dans une plus belle position, près du quai neuf où se groupe déjà un grand nombre d'établissements*»⁹⁸. Mais aucune église ne sera pour le moment construite à la pointe au Père, et encore moins dans le voisinage du quai en construction. Le curé de Rimouski proposera plutôt la mise en chantier, sur le terrain de la fabrique, d'une vaste église de style néogothique que plusieurs qualifieront de cathédrale bien avant la création du diocèse de Rimouski en 1867. Il donnera également son appui à la fondation de la paroisse de Saint-Anaclet, érigée en 1858 à même le démembrement de Saint-Germain et Sainte-Luce. Que deviendra l'église de 1824? À ses yeux, la solution est simple: elle pourrait accueillir une institution d'enseignement secondaire d'envergure régionale. Le moment serait bien choisi, par exemple, pour ouvrir un collège classique, d'autant que les fondations de collège se succèdent maintenant à l'extérieur de Montréal et Québec⁹⁹. En 1855, c'est plutôt un collège agricole et industriel, provisoirement logé dans une simple maison, qui accueillera ses premiers étudiants. Les premiers jalons d'une mission éducative ont toutefois été posés.

Les projets du curé Tanguay ne font pas toujours l'unanimité. Ainsi, la nouvelle église ne sera pas juchée sur la seconde terrasse comme il le demande, puisqu'une majorité de paroissiens s'y opposent. Mais en général, ses projets

reçoivent un bon accueil de la part du clergé, des notables, des marguilliers, des syndics, des commissaires et des élus locaux. Rimouski est alors un milieu effervescent, en pleine transition, qui perd de plus en plus son caractère pionnier. L'Église y exerce un contrôle social plus serré, et les prônes du dimanche attaquent souvent de plein fouet les débiteurs et consommateurs d'alcool, de même que les organisateurs de fêtes intempestives, particulièrement au sortir des chantiers¹⁰⁰.

Le milieu rimouskois est aussi socialement plus hétérogène. Même s'il ne répond pas à toutes les questions, le recensement de 1851 signale une rapide diversification de la main-d'œuvre. Le groupe des journaliers poursuit son expansion. Dix-neuf personnes se disent forgerons, et douze déclarent exercer le métier de cordonnier. On dénombre six navigateurs, neuf pilotes, deux médecins (dont le député Joseph-Charles Taché), un arpenteur, une dizaine d'instituteurs et institutrices, trois notaires et pas moins de neuf marchands. Même si les non-cultivateurs n'habitent pas tous au centre de la paroisse (la majorité des journaliers sont sans doute des forestiers résidant sur le terroir), leur présence signale un élargissement de l'offre et de la demande de services. La région rimouskoise compte même trente-cinq domestiques¹⁰¹. De ce côté, la demande semble forte, comme en témoigne le vicaire Lebel en 1848: «*Un brave marchand voisin de l'église, M. Henri Martin, me demande avec instance depuis mon retour de Québec, encore plus sa dame, de vous prier, vous ou quelques bienveillants messieurs de l'archevêché, de vous intéresser à lui procurer une servante irlandaise, de bonnes mœurs et de bonne santé...*»¹⁰². D'autres requêtes de ce genre ne tarderont pas à suivre.

Un village serait-il en voie de formation? Pour le moment, l'habitat groupé semble restreint même si, comme nous le verrons au chapitre suivant, un mouvement de morcellement des terres avoisinant l'église est en voie de se dessiner. Sauf pour quelques artères reconnues, telle la route de l'Église, les chemins ont souvent l'allure de sentiers et ne portent pas officiellement de nom. Les appontements de quelques marchands commencent à jalonner le littoral au nord du chemin du Roi pour recevoir les marchandises venues par goélettes. Quelques rentiers se rapprochent sans doute de l'église et de la nouvelle salle publique. En 1855, le cadastre de la seigneurie, établi dans le cadre de l'abolition du régime seigneurial, révèle la présence d'une série de propriétés non agricoles dans le secteur de la future rue Saint-Germain, mais l'agglomération, si on peut la qualifier ainsi, semble encore de taille très modeste.

Un village est néanmoins en train d'éclorre. Et plus tôt qu'on ne le pense, une nouvelle ville viendra s'ajouter au réseau urbain québécois.

Chapitre 4

L'émergence d'un centre régional (1855-1900)

Par Mario MIMEAULT



Femmes (Berthe et Laure Côté) sous le regard du photographe Martin J. Lepage au tournant du XX^e siècle. L'espace compris entre la petite agglomération de Rimouski et le grand quai de 1855 est encore exclusivement rural (Collection Mario Mimeault)

Cette ville est un séjour délicieux pendant la belle saison. Mais pour s'en convaincre, il ne suffit pas d'y mettre un pied ou d'y risquer un œil, il faut y demeurer pendant quelque temps. Le premier jour on s'y ennuie, on trouve la plage laide, on se couche de mauvaise humeur avec l'idée d'en partir au plus tôt. Mais au bout d'une semaine, on se lève un beau matin frais et dispos, on sent courir dans ses veines un sang plus généreux. Le climat de Rimouski est si salubre, l'air est si bon. Et puis ses habitants sont polis et bienveillants à l'extrême: leur hospitalité est large, franche, vraiment canadienne, on y est pour les dames d'une galanterie exquise, toute française, la société de Rimouski est charmante. Bref, on s'y plaît, on s'y amuse et on en part avec regret¹.

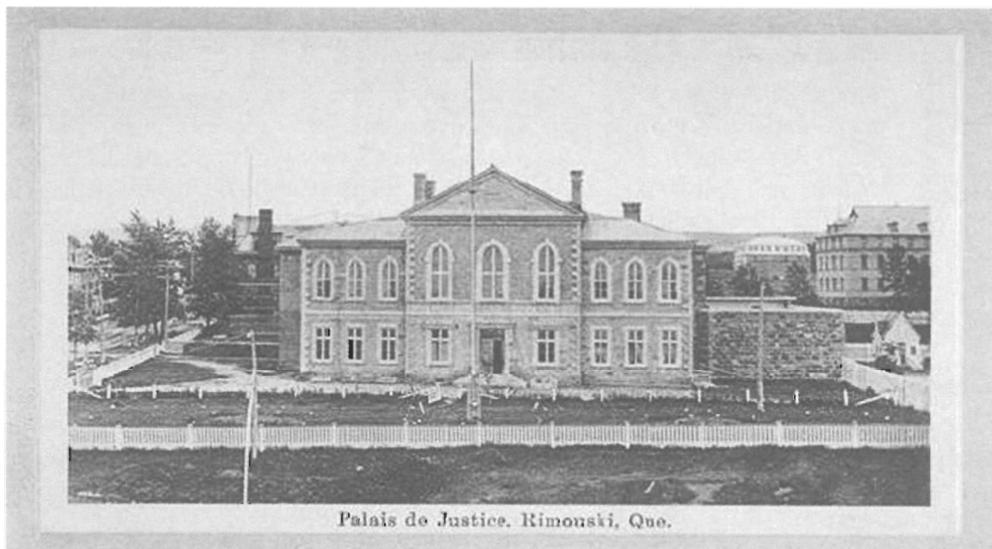
En 1858, la paroisse de Saint-Germain-de-Rimouski, avec ses 3 700 citoyens, aurait paru, à nos yeux, n'être qu'un petit village sans attraits, mais ce n'était certainement pas le cas dans l'esprit des contemporains. Leur nombre doublait presque à lui seul les populations du Bic et de Sainte-Luce réunies, tandis que ses habitants se voulaient, au plan régional, à l'égal de Rivière-du-Loup, Trois-Pistoles et Matane². En fait, Rimouski traverse, dans les années 1855 à 1900, la phase transitoire entre l'agglomération rurale qu'elle était et le regroupement urbain qui lui confèrera au fil d'arrivée le statut de centre régional. Le village franchit une étape cruciale de ce processus le 5 avril 1869 en recevant son incorporation municipale. En même temps, de rapides changements dans les moyens de transport et de communication favorisent son rayonnement³. Par après, il lui faudra s'organiser puis consolider ses acquis.

LE PASSAGE DE VILLAGE À VILLE

Aux fins de donner une orientation à notre récit, vérifions d'abord ce qu'on entend par une ville. Selon le *Petit Larousse*, on a une telle agglomération quand «la majorité des habitants sont occupés par le commerce, l'industrie et l'administration»⁴. Partant de là, et en se servant des paramètres publiés par l'équipe de Joseph-Marie Levasseur dans *Mosaïque rimouskoise*, puis en les sériant suivant la définition du dictionnaire, apparaît entre 1855 et 1870 une certaine évolution conduisant le milieu vers son statut de ville.

Les recensements de 1861 et de 1871 montrent que les activités agricoles cèdent le pas devant celles vouées à la fabrication en général⁵. La part des individus qui s'adonnent au travail de la terre mobilise, au moment où s'effectue le premier relevé de population, 48,2% des résidants de la paroisse de Saint-Germain, mais cette statistique diminue pour inclure en 1871 une proportion de 37,4% des travailleurs agricoles. Cette diminution, quand même significative, tient au resserrement des

frontières municipales promulgué deux ans auparavant.



Le premier Palais de justice. À gauche, la rue des Avocats, l'actuelle rue de la Cathédrale (Collection Philippe Michaud)

Les changements subis dans les autres secteurs d'occupation humaine dénotent des modifications moins draconiennes, bien que réelles. La part du commerce, par exemple, est un des critères ciblés par le *Petit Larousse* pour définir une ville. Le recensement de 1861 révèle, de ce côté, que 3,8% des Rimouskois vivent des échanges commerciaux et que ce pourcentage passe seulement à 4,0% au recensement suivant, celui de 1871. Le secteur de la fabrication, enregistre pendant la même période un gain important. Impliquant, au départ, 6,2% de la population, les activités industrielles occupent 12,1% de la main-d'oeuvre au début des années 1870, soit deux fois plus de gens qu'avant.

La présence de l'administration, qui contribue à faire aujourd'hui de Rimouski une ville de services, constitue le troisième référant du dictionnaire pour déterminer le passage d'un village à une ville. En s'y arrêtant, on constate, à la fin des années 1850 et au début de la décennie suivante, que ce secteur de la société fait vivre 3,7% des Rimouskois, une proportion qui augmente à 7,7% en 1871. Cela s'explique par la création du district judiciaire de Rimouski (1857) qui attire du personnel spécialisé. Il y a aussi l'érection du diocèse de Rimouski (1867) et la centralisation des institutions religieuses (évêché, collège, couvents) qui amènent des prêtres, des enseignants et des administrateurs dans le nouveau centre épiscopal. Enfin, le fait que Rimouski soit devenue officiellement une ville en 1869 a renforcé son rôle administratif.

Au total, l'indice rattaché à l'ensemble des critères commerce, industrie et administration grimpe de 13,7% à 23,8% entre 1861 et 1871. Ainsi, pouvons-nous dire que le village de Rimouski enclenche alors son processus d'urbanisation. Cette évolution menant au statut de ville passe cependant par un nouvel aménagement territorial.

Le fractionnement de l'ancien territoire

Le territoire de la paroisse de Saint-Germain-de-Rimouski, qui a été établie en 1829, est fractionné à plusieurs reprises pour former les paroisses de Sainte-Cécile-du-Bic en 1835, de Saint-Anaclet en 1859, de Sacré-Cœur en 1875, de Sainte-Blandine en 1881 ainsi que de Pointe-au-Père en 1882. Ce démembrement est rapidement suivi par la création de municipalités de paroisse pour les territoires correspondants et, parce que le civil suit le religieux en adoptant le même découpage, cela fait que, pendant longtemps, on a plusieurs municipalités sur l'ensemble du territoire seigneurial, jusqu'aux fusions de la deuxième moitié du XX^e siècle⁶.

La municipalité de paroisse de Saint-Germain-de-Rimouski, mise en place en 1835, subit le même sort. Elle est amputée d'une part de son étendue quand on crée la ville de Rimouski en 1869. Elle perd alors le regroupement semi-urbain en train de se développer autour de l'église paroissiale et des institutions scolaires, mais elle conserve ses pouvoirs sur le territoire restant. Elle irrigue les terres, gère les ponceaux, construit et entretient les routes. Elle en redresse les courbes et creuse les canalisations. Elle s'occupe aussi des colons installés le long des chemins Beauséjour et Saint-Claude (Saint-Anaclet) ainsi que dans le canton Macpès. Le Conseil de la ville de Rimouski se voit confier, quant à lui, la gestion des services reliés au noyau urbain qui s'étend depuis la rivière Rimouski jusqu'aux actuelles limites de Sainte-Agnès⁷.

Le noyau initial

Comment peut-on maintenant cerner ce que l'on pourrait appeler le noyau urbain de Rimouski à sa naissance? Si le dictionnaire Larousse définit ce qu'est une ville par l'occupation de ses habitants, le *Dictionnaire encyclopédique universel* de Quillet-Grolier privilégie, pour sa part, la disposition des lieux comme critère de différenciation. Ainsi, pour les auteurs de cet ouvrage, une ville est «l'assemblage d'un grand nombre de maisons disposées par rues»⁸. La référence à un facteur géographique tel que celui-là ne gêne en rien ce qui a été avancé précédemment, l'évolution du réseau routier rimouskois témoignant elle aussi de ce que le début de l'urbanisation locale s'est fait sentir à partir des années 1860. En effet, le tissu urbain rimouskois est des plus simples entre 1850 et 1860. Il n'existe aucun regroupement significatif et les quelques rues existantes ne possèdent même pas de nom officiellement homologué.



«Rimouski en 1890». Au premier plan, le sacristain Roy pose en compagnie d'un groupe d'enfants à l'entrée du cimetière alors situé un peu au sud du chemin de fer. À l'arrière-plan, on reconnaît le troisième séminaire, l'hospice des sœurs de la Charité, le Palais de justice et la cathédrale (Photographe inconnu, Archives de l'archidiocèse de Rimouski, Fonds Archidiocèse de Rimouski)

L'artère qui s'appelle aujourd'hui l'avenue de la Cathédrale longe la propriété de Louis-Jacques Lepage, un des descendants directs du premier seigneur de Rimouski. Louis-Jacques en a hérité de son père Charles en 1834⁹. Il est d'ailleurs un des rares dans la famille à n'avoir pas vendu ses biens fonds à Joseph Drapeau, ce qui explique l'importance de cette propriété qui s'étire sur 84 arpents à l'intérieur des terres. Quant au chemin de terre dont il est question, il est simplement désigné dans les documents officiels comme «*la route qui mène du premier rang au deuxième rang*», mais la population l'appelle aussi «*la route de l'Église*»¹⁰. C'est ce qu'on voit en 1861, au moment où Louis-Jacques Lepage ratifie la vente du terrain que le shérif Simon-Joseph Chalifour occupe en face de l'actuel Palais de justice. Ce lotissement, est-il écrit dans le contrat, est situé au «*premier rang de la dite paroisse de Saint-Germain auprès de l'Église, contenant un arpent de front sur un arpent de profondeur... tenant au sud-ouest à la route de l'Église*»¹¹. Il est plus juste, cependant, de souligner que cette appellation existait déjà dans les années 1830 alors que ce tracé faisait le coin avec le terrain de la Fabrique où était construite la première église de pierre (l'actuel Musée régional de Rimouski).

La «*route de l'Église*» verra cependant son nom changer en 1869 en celui de «*rue des Avocats*», une nouvelle appellation en usage depuis que les premiers tribuns judiciaires, Joseph-Magloire Hudon, premier maire de Rimouski, et Augustin Michaud, y ont ouvert leurs bureaux. Avec l'arrivée du Palais de justice, ce secteur de Rimouski connaît une concentration des activités reliées à l'exercice du droit et de la justice et le va-et-vient du personnel attaché au district judiciaire lui donne vie.

Dans l'ensemble, les habitations rimouskoises s'échelonnent le long du Saint-Laurent depuis le manoir de la famille Drapeau, à l'ouest du village, jusqu'à l'extrémité est du village, et même au-delà de la résidence habitée par Joseph-Charles Taché, avant que ce dernier n'abandonne sa députation et ne quitte le comté. La route qui les sépare des eaux du Saint-Laurent, l'actuelle rue Saint-Germain, s'appelle encore «*Le chemin du Roi*». Son tracé passe presque sur les battures du fleuve et il arrive que les grandes marées l'inondent. Avant les années 1850, et on peut même reculer jusque dans les années 1830, le chemin du Roi traversait les terres des habitants, alors que leurs droits de propriété s'étendaient aux rives du Saint-Laurent¹². Ce n'est qu'à partir des années 1850, probablement 1854, au moment de l'abolition du régime seigneurial, que leur fronton se mesure à partir du chemin royal.

Une autre voie de circulation importante pour la communauté rimouskoise longe la rivière. Le seigneur Pierre Lepage avait construit en 1724 un chemin qui conduisait jusqu'au ruisseau du Moulin (ou ruisseau Boucher), presque à la limite, aujourd'hui, des paroisses de Saint-Robert et de Sainte-Odile¹³. Les gens de Rimouski l'appelaient, et l'appellent toujours en 1858, la «*route du Brûlé*» parce qu'un feu de forêt avait un jour détruit une partie de son boisé situé là où se trouve maintenant la paroisse de Sainte-Odile. Son petit-fils Joseph l'avait redressée de manière à passer plus près de la rivière, depuis qu'un passage à gué permettait d'en traverser le cours à la hauteur du manoir seigneurial¹⁴. En 1848, un pont de bois reliait finalement les deux côtés de la rivière. Construit aux frais du gouvernement, il est confié à partir de 1869 au Conseil de comté qui l'entretient de concert avec la Ville de Rimouski.

Développement urbain

En 1858, la route de l'Église n'est encore qu'un tracé de terre qui grimpe la côte abrupte et poussiéreuse qui mène au deuxième rang. On en est alors à construire à son intersection un monumental temple de pierre que l'on espère voir un jour élevé au rang de cathédrale. Le financement de ce chantier fut l'occasion d'un scandale potentiellement étouffé dans l'oeuf. L'historien Jean-Charles Fortin a raconté déjà comment la Fabrique de la paroisse Saint-Germain a bénéficié, à l'instigation du curé Cyprien Tanguay, d'un emprunt contracté par la municipalité de paroisse (43 000\$) auprès du Fonds d'emprunt municipal pour la construction des églises de Saint-Germain et de Saint-Anaclet, alors que ces argents étaient destinés à l'érection d'un pont sur la rivière. La dette, jamais remboursée, représentera plus tard des centaines de milliers de dollars en raison des intérêts cumulés. Dans une habile entourloupette, le nouvel évêque, Mgr Langevin, abandonne l'obligation financière à la municipalité de paroisse en appuyant la création de la ville de Rimouski. Dans les faits, le Fonds d'emprunt municipal relevant du palier provincial, le gouvernement du

Québec se retrouvera avec le fardeau de l'emprunt initial et les habitants de la ville de Rimouski, incluant le clergé, avec des finances vierges¹⁵.



Quartier Saint-Germain à l'est de la cathédrale, rue du Marché, 10 juillet 1900 (Photographe inconnu, Groupe de fonds Clément Claveau, Collection du Musée régional de Rimouski, N.A.C.: HR-13389)

Pendant, donc, qu'évolue en sourdine l'ensemble des péripéties liées à cette construction, se développe sur le coin opposé de la rue de l'Église une place du Marché complètement ouverte sur le fleuve. Elle occupe un champ désert auquel on a accès par un chemin à peine gravelé. Ce n'est pas encore la rue Saint-Paul, mais déjà l'ancien propriétaire du champ, Louis-Jacques Lepage, a réservé une bande de terre de huit mètres et demi (26 pieds) de large pour le jour où le Conseil municipal voudra construire une nouvelle voie de circulation¹⁶. Elle prendra le nom de «*rue du Marché*» en 1869, en même temps que le tronçon qu'elle recoupe à l'est est baptisé Saint-Édouard.

Deux ou trois maisons côtoient la rue du Marché sur le côté sud. L'une d'elles appartient en 1860 à Elzéard Sirois¹⁷. De l'autre côté, au coin nord, se trouve un terrain jadis acquis par l'abbé Cyprien Tanguay. Ce n'est encore qu'un champ désert et il le demeurera jusqu'à ce que le notaire Désiré Bégin en fasse l'achat et s'y construise, dirait-on aujourd'hui, un édifice à bureaux, dans les faits une simple maison avec un toit à la mansarde. Des indices permettent de croire que le second étage de cet édifice servira à partir de 1875 de salle de réunion pour le Conseil municipal. Jusque-là, et depuis ses tout débuts en 1869, ces rencontres se tenaient dans la Salle du Grand

juré au Palais de justice¹⁸. Il existe aussi dans ce secteur une concentration de boutiques d'artisans, puisqu'on y retrouve au cours des ans un sellier, un forgeron, un ouvrier, un maçon et un maître tanneur qui se disputent les espaces urbains avec les bureaux des avocats¹⁹.

Au coin sud-est de la rue de l'Église et du chemin du Roi, il y a, en 1858, la maison d'Hector Crawley (sur le site de l'actuel édifice H.-G. Lepage et de la Banque Royale), que l'abbé Tanguay a louée deux ans plus tôt pour y loger son «*college or high school*», comme il le désigne dans l'acte de location²⁰. Enfin, juste à côté, à l'est de l'école, demeure depuis le mois d'août 1855 James Smith, instituteur dont les services ont été retenus par l'abbé Tanguay²¹.

Louis-Jacques Lepage a aussi vendu au début des années 1860 quelques parcelles de terre situées juste au bas du promontoire naturel qui domine tout le paysage rimouskois. Des maisons sont aussitôt construites le long du passage rocailleux qui s'y trouve, la future rue Saint-Pierre. Ces constructions appartiennent à Eusèbe-Arthur Dugal, maître tanneur, et à Pierre Gagné, rentier²². Sur le coin nord-est des rues de l'Église et Saint-Pierre, se dressera bientôt une forge construite par Elzéard Morneau, jusqu'à ce que ce dernier la vende en 1864²³.



Sur la rue des Avocats (actuelle rue de la Cathédrale) (Photographe inconnu, Groupe de fonds Clément Claveau, Collection du Musée régional de Rimouski, N.A.C.: HR-13442)

Au sud de la paroisse de Saint-Germain, loin sur le dessus du plateau qui domine les rives du fleuve, une sente conduit de la rue de l'Église jusqu'à la limite

sud-est de la propriété de Louis-Jacques Lepage, et probablement au-delà, pour se perdre dans le champ de son voisin Eusèbe Lepage. Ce chemin marque à partir de 1869, année du début des travaux de construction de l'*Intercolonial* à Rimouski et dans ses environs, la ligne de séparation entre le terrain cédé à la compagnie de chemin de fer et la propriété terrienne locale. Olivier Ruest, de Saint-Anaclet, y possède une propriété qui fait le coin nord-est avec la rue des Avocats²⁴. Cette route deviendra, après la construction du chemin de fer (1873), la «*rue des chars*», la rue de l'*Intercolonial* puis la rue de la Station et, enfin, de l'Évêché Est.

Finalement, en 1858, les trois grands axes de circulation que sont le chemin du Roi, la route du Brûlé et la rue de l'Église ne sont que gravelés et aucun ne possède de trottoir. Les noms en seront changés dès les premières sessions du Conseil municipal en 1869. On les connaîtra dès lors comme étant les rues Saint-Germain, Tessier et de la Cathédrale²⁵. Des trottoirs de bois de quatre pieds de large vont y être aménagés dans les mois qui suivent et la population rimouskoise développera vite l'habitude d'y déambuler tranquillement par les beaux soirs d'été. Sans doute peut-on y voir l'origine de cette traditionnelle promenade du vendredi soir quand, au temps de notre jeunesse, la population se baladait sur Saint-Germain, croisant deux ou trois fois les mêmes personnes, et que nous léchions les vitrines des magasins tout en lorgnant du côté des jeunes filles.

Promenades à Rimouski 1877

... Le chemin, un chemin plus beau, plus régulier que les chemins macadamisés les mieux entretenus, passe presque sur la grève, entre deux haies de maisons qui se suivent dru sur une longueur de vingt arpents et qui constituent le cœur même de la ville (...)

... Il n'y en a pas une (ville) où il y ait autant d'animation et de va-et-vient qu'à Rimouski. Là, tout le monde est sur pied, allant et venant au dehors, foulant à toute heure un magnifique trottoir de cinq pieds de largeur et de deux milles et demi de longueur en ligne droite, trottoir unique, qu'on parcourt sans fatigue...

On ne saurait s'imaginer combien il est ravissant de se promener par un beau clair de lune, et à marée haute, sur ce long trottoir qui suit le cours du fleuve et en reçoit les émanations pénétrantes mêlées à la brise parfumée du soir. Tout le monde vient aspirer avec délices cette atmosphère pleine de mâles et vivifiantes caresses... Le jeune homme rêveur, qui a encore l'illusion, cette touchante bêtise du cœur où l'on puise une foi sans limite en ce qu'on aime, y vient chercher des inspirations et les secrets merveilleux qui le conduiront à l'âme dont la sienne est éprise. Les jeunes filles, essaim bruyant, peu songeur, volent d'amourettes en amourettes comme l'oiseau de branche en branche, sans se poser nulle part, et pour qui le «doux esclavage» est une métaphore imagée à leur profit, les jeunes filles y viennent en troupe nombreuse, en troupe redoutable, essayer de discrètes séductions sous le regard bienveillant de la lune et la complicité des étoiles...

... Tout ce qui vit dans Rimouski, tout ce qui sent, hommes, femmes, vieillards, jeunes gens, fillettes et garçons, quitte au soleil couché les travaux et les soucis, abandonne les maisons et se répand comme un flot pendant deux heures sur le trottoir retentissant. La plage rend mille échos qui répondent à la cadence des pas, aux chuchotements des conversations intimes, et les soupirs de la vague se mêlent à ceux des poitrines dilatées par de longs et tendres aveux.

Source: Arthur Buies, «Petites chroniques pour 1877», texte publié d'abord dans le *National* puis repris dans le *Nouvelliste de Rimouski*, dans son numéro du 27 septembre 1877.

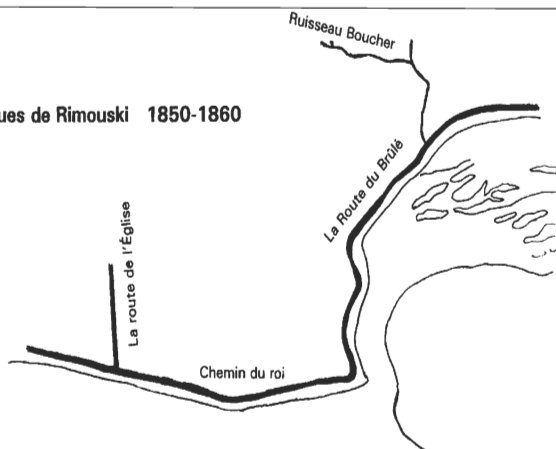
La propriété foncière

La propriété foncière du centre de la paroisse de Saint-Germain a conditionné l'aménagement urbain. L'aire d'occupation humaine se partage en 1858 entre quelques grands propriétaires. À l'ouest, les descendants du seigneur Drapeau possèdent les terrains situés près de la rivière. Dans trois ans, ils passeront aux mains de la famille Tessier. Suit, à l'est, la terre de Pierre Rouleau fils, depuis l'actuelle rue Lavoie jusqu'à la rue Saint-Louis. Cette dernière, qui existait bien à cette époque, sera officiellement baptisée en 1869²⁶. Quant à la terre de Rouleau, elle est la plus importante de Rimouski, presque supérieure en étendue à celle du domaine seigneurial. Plus tard, son fils Fortunat en cédera quelques centaines de pieds afin de libérer l'espace nécessaire pour que des marchands s'établissent le long de la rue Saint-Germain, permettant ainsi le développement du principal secteur commercial de la ville.

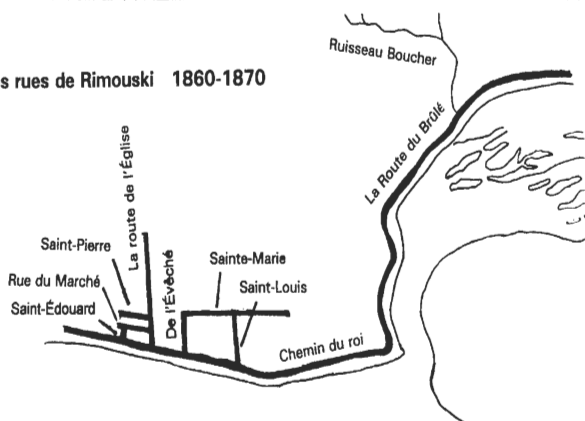
Dans les années 1860, un chemin de service passe au centre de la propriété des Rouleau. On le baptisera rue Saint-Achille en 1869 et plus tard, en 1904, il deviendra la rue Rouleau. Il est emprunté régulièrement par la population pour joindre, à l'arrière des magasins, un autre tracé qui traverse les champs de la ville d'est en ouest. Cette autre route prendra le nom de rue Sainte-Marie²⁷. Ensemble, Sainte-Marie et Saint-Achille forment à l'époque un quadrilatère avec les rues Saint-Louis et Saint-Germain.

Le terrain situé entre la rue Saint-Louis et la rue de l'Église appartient à la Fabrique de la paroisse de Saint-Germain depuis que Pierre Lepage de Saint-Barnabé lui en a fait cession en 1742²⁸. Propriété, dans les faits, de l'Église locale, c'est sur cette étendue que l'élite religieuse concentre ses institutions (église, évêché, couvents, écoles, cimetière). Deux ou trois ruelles sillonnent cette vaste propriété dans les années 1860 à 1900. Un axe de circulation appelé «*rue de l'Évêché*» passe, depuis 1870 environ, entre la vieille église (Musée) et l'édifice du premier évêché qui est à l'époque accolé au presbytère de la paroisse. On aperçoit encore cette rue, soigneusement clôturée, sur des photos prises dans les années 1920, alors qu'elle rejoint un

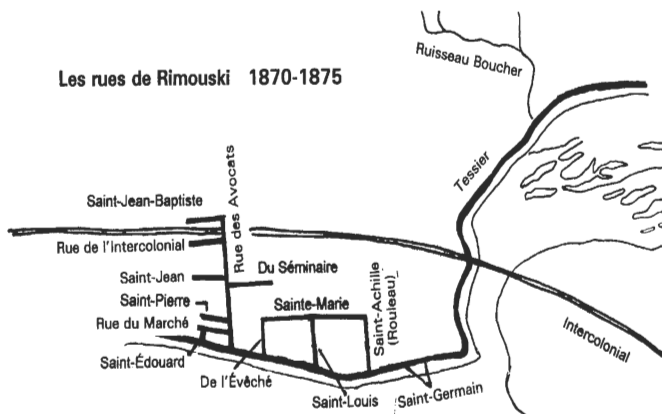
Les rues de Rimouski 1850-1860



Les rues de Rimouski 1860-1870

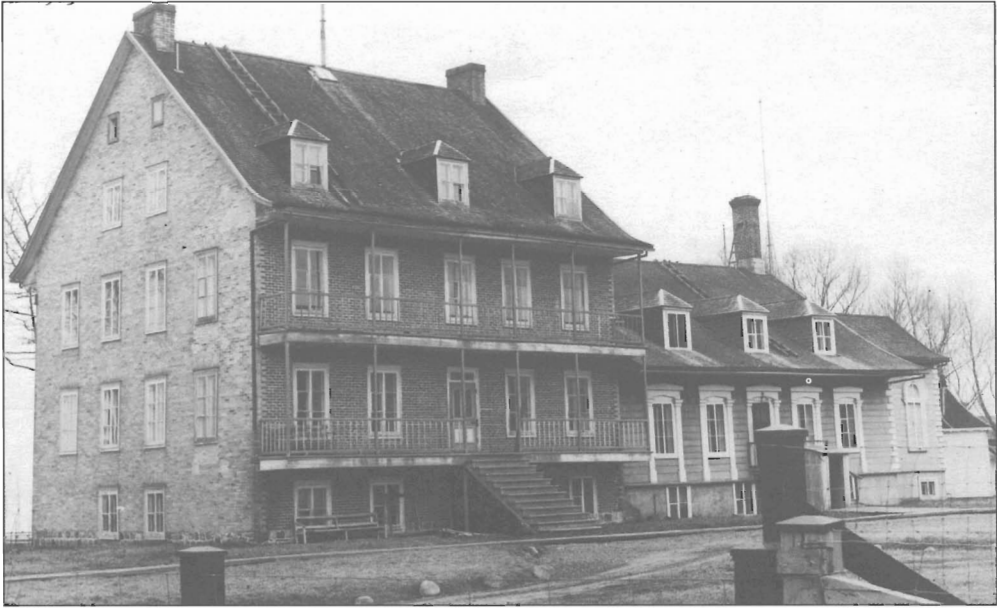


Les rues de Rimouski 1870-1875



prolongement de la rue Sainte-Marie. Tout ce qui en reste aujourd'hui est une allée qui longe le Centre civique.

Une demande a aussi été faite en 1873 pour joindre la cour du Séminaire à la rue des Avocats en passant derrière la prison. Cette rue dite du Séminaire subsiste aujourd'hui sous la forme d'un passage piétonnier qui part de la cour est du cégep et longe l'arrière de l'archevêché²⁹. Toutefois, une autre ruelle frôlant la façade du



Le premier évêché de Rimouski. Construit en 1870, il est annexé au presbytère de la paroisse Saint-Germain (1829). Les deux édifices sont démolis en 1922 (Collection des sœurs Notre-Dame du Saint-Rosaire)

Palais de justice, à la bordure du plateau qui domine la ville, aurait existé. Elle aboutit à la hauteur de la meunerie du Séminaire telle qu'on la voyait dans les années 1950 à 1960, pour déboucher dans la rue Saint-Louis en passant derrière les cuisines du collège.

L'espace qui s'étend depuis la rue de l'Église jusqu'à l'actuelle rue Lepage est à l'époque la propriété de Louis-Jacques Lepage, avons-nous déjà écrit. Au milieu des années 1850, ce dernier demeurait dans une maison située près du chemin du Roi, à l'emplacement actuel de la Banque Royale. Il avait pour voisin, sur le coin est de la rue Saint-Édouard, son cousin et maire de la municipalité de comté, Jean Lepage, aussi capitaine de milice et marchand local. Louis-Jacques Lepage était d'ailleurs lui-même membre du Conseil de comté. Il a vendu sa demeure à James Smith en 1855 et s'est construit une confortable habitation sur le dessus du coteau, à peu près au cen-

tre de sa terre et vis-à-vis de l'emplacement du Palais de justice dont on prévoyait la construction à l'époque. Aujourd'hui, les bureaux de la compagnie Telus occupent cet espace. En pièce sur pièce et couverte de planches à clin, sa nouvelle demeure est une longue maison québécoise d'un seul étage, comme il en est alors plusieurs à Rimouski, avec, en façade, un perron non couvert. Elle offre tout l'espace voulu pour élever les neuf enfants nés de son premier mariage, mais Lepage va la céder en 1871 à l'évêque du diocèse qui veut y installer les sœurs de la Charité³⁰.



La rue Lepage vers 1905 (UQAR, Collection Lionel Pineau)

Si Louis-Jacques Lepage se départit à ce moment de sa résidence, c'est qu'il a décidé de déménager définitivement sur ses possessions de l'île Saint-Barnabé³¹. De toute façon, il n'habite déjà plus sa demeure qu'il a louée à un certain Octave Levasseur, lequel devra, selon les termes du bail, avoir quitté les lieux avant la fin de l'été 1871³². Cependant, si on en revient à la fin des années 1850, sa propriété s'étale en contrebas jusqu'au chemin du Roi. C'est un champ verdoyant qui doit certainement lui donner de bons rendements agricoles, mais la construction de l'église et du Palais de justice, tout près, lui apportent une plus-value. Lepage a alors vite compris, dans le contexte de développement urbain qui se dessinait, que se présentait à lui une occasion unique d'en tirer un plus grand profit en la morcelant en plusieurs lotissements. Mis en vente à partir de 1858, ces terrains vont constituer le cœur du regroupement urbain de Rimouski, autour des rues Saint-Pierre, du Marché, de l'Église et Saint-Édouard.



Rue du Marché (actuelle rue Saint-Paul) (Photographe inconnu, Groupe de fonds Clément Claveau, Collection du Musée régional de Rimouski, N.A.C.: HR-13250)

Un peu plus à l'est, au delà de la rue Lepage, qui n'existe pas dans les années 1860, s'étend la terre d'Eusèbe Lepage. Elle finit à la limite de l'actuelle rue Belzile, qui, bien sûr, n'est pas là elle non plus³³. Eusèbe en a hérité de son père Macaire. Et depuis la même ligne de division que représente maintenant la rue Belzile, il y a la terre que Joseph-Charles Taché a acquise en arrivant à Rimouski en 1845³⁴. Ces propriétaires ont aussi cédé une bande de terrains longeant la rue Saint-Germain, côtés nord et sud, permettant ainsi à plusieurs commerces de s'établir dans cet autre secteur de la ville.

La rue de la Cathédrale a aussi connu dans les mêmes années son développement domiciliaire, facilité par la proximité du Palais de justice et de la prison dont la construction débute en 1857. Le shérif Simon-Joseph Chalifour est le second résident, après Louis-Jacques Lepage, à se construire au sommet de la côte, juste en face du Palais de justice, à une ou deux minutes de son lieu de travail. Sa propriété, qui descend jusqu'au pied du coteau, est traversée par un droit de passage que le vendeur, Lepage, s'est réservé. Ce chemin privé sera plus tard réduit, en 1954, à une simple ruelle anonyme conduisant au stationnement du bureau de poste qu'on a construit en lieu et place de la maison Chalifour³⁵.

Bref, les pages qui précèdent nous présentent une ville en pleine gestation. La paroisse Saint-Germain est créée en 1829 et la municipalité de paroisse en 1835.

Rimouski devient chef lieu du District judiciaire en 1857 et siège d'un tout nouveau diocèse en 1867. Deux ans plus tard, le gouvernement provincial crée la ville de Saint-Germain-de-Rimouski dont le premier maire est Joseph-Magloire Hudon, un avocat attiré par les nouveaux développements. Pendant ce temps, les champs reculent, les grandes propriétés se morcellent et un réseau routier se développe. Quelques concentrations de maisons ou d'établissements religieux et scolaires se forment en marge des commerces et des services à la population. Une nouvelle vocation se dessine pour Rimouski, à laquelle nous pouvons maintenant nous arrêter.

AU CARREFOUR DES COMMUNICATIONS

Le processus d'urbanisation de la ville de Rimouski doit beaucoup au développement des communications. C'est notamment grâce à l'achèvement du réseau routier provincial si elle est devenue un pôle régional. Des travaux avaient déjà permis d'améliorer le chemin du Roi entre Trois-Pistoles et Sainte-Luce en 1830 et 1831³⁶. Depuis, Rimouski était un peu comme la tête de pont du réseau qui reliait le centre de la province aux villages bas-laurentiens. La poursuite des travaux en direction de Matane et l'embranchement avec la Matapédia, qu'on était à compléter en 1856, faisaient du village le pivot entre les Maritimes et le coeur du Canada.

La poste officielle

Le gouvernement renforçait en même temps la position de Rimouski en donnant à la région un service postal régulier. Le notaire Pierre Gauvreau est celui qui en avait décroché le contrat à sa mise en vigueur en 1832³⁷. Après 26 ans de services, le vieux notaire prenait sa retraite et passait le comptoir postal à Majorique Côté, le même qui s'était investi dans la construction du Palais de justice. En 1861, la desserte devient la responsabilité de Jean-Théophile Couillard, marchand général dont le commerce se trouve sur Saint-Germain Ouest³⁸.

S'en suit, pour ce dernier, un important accroissement de ses revenus. Le bureau de Rimouski se classait parmi les plus profitables du Bas-Saint-Laurent, générant des profits annuels de l'ordre de 300 à 350\$. Les échanges postaux augmentant toujours, Couillard voit ses entrées annuelles gonfler jusqu'à 700\$ et plus pour les décennies suivantes, et on peut deviner l'importance qu'elles vont prendre, quand on sait qu'en 1885 pas moins de 41 316 lettres passent par son établissement³⁹.

Havre de refuge et ouverture sur le monde

Le développement qui conduit à faire de Rimouski un centre régional profite de la présence d'un tout nouveau quai à Rimouski-Est. L'infrastructure portuaire que Macaire Lepage puis François Baby, un contracteur et armateur de Québec, construi-

sent entre 1852 et 1855 l'emporte sur tout ce qui existe dans l'est du Québec. Grâce à elle, le havre local devient un refuge où Baby, qui a décroché depuis peu un contrat de remorquage des navires en difficulté dans l'estuaire, pourra les y mettre en sécurité les jours de tempête, chose qu'il n'eût pu faire durant les années antérieures⁴⁰.



Phare de Pointe-au-Père vers 1880 (Collection Mario Mimeault)

Un progrès en attirant un autre, la compagnie de transport *Montreal Ocean Steamship Company*, dont les paquebots relient Québec à Liverpool à partir de 1856, installe une station privée de pilotes à Pointe-au-Père. À cette époque, considérant que les dangers de la navigation à l'entrée du Saint-Laurent commençaient à l'extrémité est de l'île Saint-Barnabé, les autorités canadiennes y avaient fixé les limites du pilotage attribuées au port de Québec. Voilà aussi pourquoi elles avaient installé au Bic une station de pilotes affiliée à la Maison de la Trinité de Québec⁴¹. C'était oublier les périlleuses approches de l'île d'Anticosti, où s'étaient échoués des centaines de navires depuis le début du siècle, ainsi que les courants et les vents qui agitaient les eaux des détroits de Honguedo et de Jacques-Cartier. C'est donc pour assurer eux-mêmes la sécurité de leurs navires que les propriétaires de la *Montreal Ocean Steamship*, les frères Allan, font ériger en 1859 un phare à Pointe-au-Père, soit à la limite extrême du territoire fluvial couvert par les autorités du port de Québec⁴².

Du coup, cette aide à la navigation place le village de Rimouski au cœur de la navigation fluviale et amène à son tour de nouveaux changements. Le même

François Baby qui avait construit le quai, signe en 1858 un contrat avec le gouvernement pour assurer une liaison postale régulière entre Pictou, en Nouvelle-Écosse, et le port de Québec⁴³. Ses navires, le *Lady Head* et l'*Advance*, font le trajet aux 15 jours, avec des arrêts dans la Baie des Chaleurs, à Gaspé et à Rimouski afin d'ajouter à leur rentabilité par un service de fret et de passagers. Souvent même, les bateaux de Baby accostent au port de Rimouski-Est deux fois par semaine, contribuant à l'ouverture de la ville sur le monde et à une plus grande animation de ses commerces⁴⁴.

Ce sont là des avancées largement redevables à Joseph-Charles Taché qui laisse cet héritage à son comté avant de prendre sa retraite du monde politique, mais ces améliorations sont tout aussi tributaires des efforts du député qui le remplace, Michel-Guillaume Baby, fils de François Baby. En conjuguant ses efforts à ceux de son père, il a assuré à la ville de Rimouski un rayonnement plus large⁴⁵.

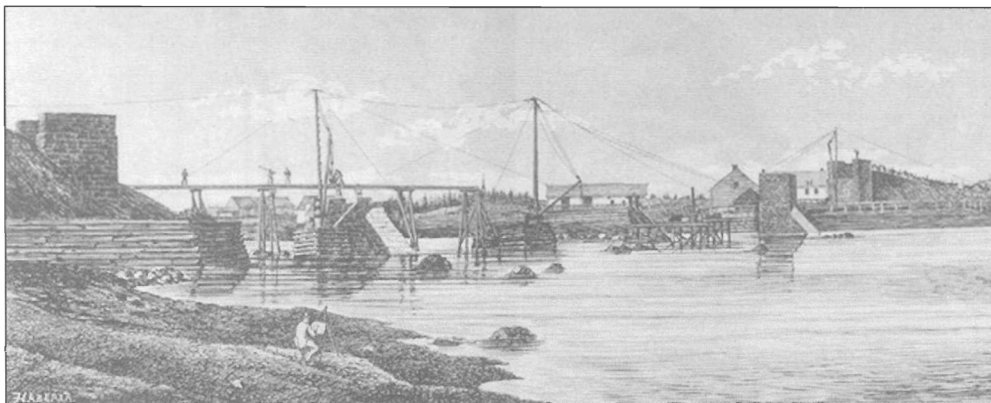
Télégraphe et chemin de fer

En même temps que la poste et le réseau routier de la province progressent vers l'est et que les facilités portuaires prennent place, les circuits télégraphique et ferroviaire en font autant, consolidant la position de Rimouski comme centre régional naissant. La toute nouvelle invention dans les communications qu'est la télégraphie accompagne la progression du chemin de fer partout dans la province de Québec. C'est ainsi que les poteaux de la Compagnie de télégraphe de Montréal, l'une des premières qui aient vu le jour dans ce domaine au Canada, poussent le long des rails du *Grand Tronc*. Les deux compagnies ont d'ailleurs en commun d'avoir comme membre directeur le même Hugh Allan qui a développé la ligne maritime Québec-Liverpool et une station privée de pilotes à Pointe-au-Père⁴⁶.

On a commencé en 1857 la construction d'un tronçon de voie ferrée entre Lévis et Montmagny avec possibilité de le prolonger jusqu'à Trois-Pistoles. Baby père, que l'on retrouve encore ici, devait aller chercher à cet effet les fonds nécessaires auprès des banquiers londoniens, mais la construction prend du retard et le *Grand Tronc* s'arrête à Rivière-du-Loup en octobre 1859⁴⁷. Bien que son prolongement soit devenu un enjeu politique, la poursuite des travaux ne reprend qu'en 1869, quand on achève ce qui est devenu entre-temps l'*Intercolonial*. L'inauguration du tronçon Trois-Pistoles/Sainte-Flavie est finalement célébrée à Rimouski même le 2 août 1873 par Mgr Jean Langevin, évêque du diocèse et frère du ministre Hector Langevin⁴⁸. Est-il besoin de souligner que les liens de famille ont davantage joué dans la finalisation du projet que les grâces divines.

Cependant, la télégraphie aura devancé l'arrivée du chemin de fer de plusieurs années. Arrivée à Rivière-du-Loup depuis 1849, donc longtemps avant le *Grand Tronc*, il est établi grâce à certains documents, comme l'inventaire après décès de Dame Julie Lévesque, épouse d'Édouard Ouellet, que la Compagnie de télégraphe

de Montréal possède une station émettrice à Rimouski dès juin 1859⁴⁹. Un bilan des réalisations de la compagnie publié en 1861 précise qu'une ligne télégraphique relie Rivière-du-Loup à Pointe-au-Père⁵⁰. Ce télégraphe, installé dans la tour du phare, apportait un soutien supplémentaire au contrôle de la navigation sur le Saint-Laurent, comme le désiraient les frères Allan.



La construction du pont du chemin de fer en 1872 (Collection Mario Mimeault, tirée de *l'Opinion publique*, 19 décembre 1872)

En 1871, un voyageur du nom de Joseph-Auguste Genand, de passage sur le fleuve, écrit: «(En arrivant) *ici, je fus agréablement surpris. J'avais toujours entendu dire que la Pointe-aux-Pères (sic) était une petite plage déserte sur laquelle se trouvait seulement un observatoire et un bureau de télégraphe pour signaler l'arrivée et le départ des vaisseaux d'Europe...*», confirmant, par son propos, l'existence du télégraphe⁵¹. Le premier responsable en fut David Stanley Lawson, pensent certains. Il était en poste dès l'érection de la tour en 1859, ce qui signifie qu'il aurait été embauché par la *Montreal Ocean Steamship*⁵².

La population rimouskoise et des environs peut recourir au télégraphe de Pointe-au-Père contre rémunération et encore plus facilement à partir de 1869, alors que la compagnie confie à un de ses agents, Grace Mc Williams, la responsabilité d'ouvrir un bureau à Rimouski même. Les locaux loués à cette fin sont situés sur Saint-Germain Est, près de l'église, dans la maison de Simon Dubé, juste en face des propriétés de Thomas Dion et d'Eusèbe Lepage. Il s'agit probablement du même édifice qui abritera plus tard le magasin Le Syndicat et aujourd'hui le Restaurant Rétro⁵³.

Plus tard, en 1866, lorsqu'un câble télégraphique sous-marin traversera l'océan Atlantique grâce aux efforts d'un ancien directeur de la Compagnie de télégraphe de Montréal, Frederic Newton Gisborne, ce nouvel outil de communication mettra Rimouski en contact presque instantané avec l'Europe, ce qui constitue au

plan de l'information un avantage sur les villages voisins. À partir de 1873, le bureau du télégraphe sera déménagé dans les locaux de la gare du chemin de fer, nouvellement en fonction⁵⁴.



Un train de passagers sur le pont de la rivière Rimouski. À l'arrière-plan, on observe les maisons alignées en bordure du chemin du Brûlé. (Collection Philippe Michaud)

Par ailleurs, quand François Baby met un terme à son contrat de livraison postale avec les Maritimes en 1860, Rimouski n'est pas abandonné pour autant⁵⁵. La *Montreal Ocean Steamship Company* profite du vide créé par ce départ pour ajouter en 1862 une ligne de courrier entre Montréal et Glasgow (Angleterre) en se servant des installations de Pointe-au-Père. Rimouski demeure de la sorte en lien direct avec l'intérieur du Canada d'un côté et le Vieux continent de l'autre. L'avantage que lui procure cette position de pivot dans les communications se voit renforcé du fait que la petite agglomération se trouve à la jonction du courrier des Maritimes et de l'Ontario lorsque arrive l'*Intercolonial* en 1873⁵⁶. C'est ainsi que se pointent les premiers jalons d'un développement qui, avec le temps, assure la prédominance de la localité sur la région.

Commerce et vie maritime

La paroisse de Saint-Germain est encore dans les années 1850 un gros village, mais elle compte plusieurs commerces importants. Le recensement de 1861 révèle les noms de 18 marchands. Compte tenu du bassin de clients que représente la population rimouskoise, ils sont trop nombreux et trop d'entre eux donnent dans les mêmes lignes pour ne viser que la clientèle locale de sorte que, pour survivre, la classe d'affaires a dû faire de Rimouski le centre d'approvisionnement de l'arrière-pays, voire même de la Matapédia et de la Haute-Gaspésie. La *Voix du Golfe* écrivait justement à cet égard en 1871:

Le commerce est ici un essor considérable, surtout depuis une couple d'années. St. Germain est le marché où se rendent les habitants du comté depuis St. Simon [jusqu'] à Matane, sans compter les colons établis le long du chemin Matapédiac (sic). Ils sont certains d'y trouver tout ce dont ils ont besoin. Ce qui les invite surtout à se rendre en cette ville pour y faire leurs achats, outre la différence dans les prix, est l'avantage de pouvoir y vendre leurs produits en tous genres. Le cultivateur trouve à échanger ses effets, ou à les vendre pour argent comptant, à un taux plus élevé qu'ailleurs; il y a donc pour lui un avantage réel à faire quelques lieues de plus et il n'est pas étonnant de l'en voir profiter⁵⁷.

Selon une publicité du temps, l'une des plus anciennes firmes rimouskoises du moment est sans doute le magasin général de Jean-Théophile Couillard et Frères. Ce commerce, qui a ouvert ses portes en 1845, occupe à partir de 1863 l'emplacement de l'actuelle pharmacie Jean Coutu, un terrain acheté de Fortunat Rouleau dans le secteur ouest de la rue Saint-Germain⁵⁸. Presque en face, sur le coin sud-ouest de Saint-Achille (rue Rouleau), on retrouve le magasin Drapeau et Frères, des frères Anthime et Pierre Drapeau, vendeurs en gros de marchandises sèches, de vêtements et de produits du cuir. *Edward O'Doherty and Company*, impliqué dans un négoce semblable, s'installe sur le coin sud-est de la rue à partir de 1871⁵⁹. D'autres marchands sont regroupés dans le même secteur, des deux côtés de la rue Saint-



«Gare de Rimouski en 1925» (Photographie inconnu, Archives de l'archidiocèse de Rimouski, Fonds Archidiocèse de Rimouski)

Germain. Du nombre, on trouve Louis-Antoine Dastous, qui se spécialise dans les importations de marchandises anglaises, françaises, allemandes et américaines. Son magasin, situé sur le coin sud-ouest de Saint-Louis et Saint-Germain, s'attire aussi les bonnes grâces des disciples de Bacchus avec ses «*Vins de Messe de toute espèce et ses Liqueurs de Choix*»⁶⁰. Les autres commerces qui ont pignon sur rue longent le

chemin royal, en allant vers l'est. Parmi eux, il y a Joseph-Adhémar Martin, spécialisé dans les marchandises sèches en général. Son magasin, situé dans l'actuelle Maison du Spaghetti, se démarque de ses concurrents, comme l'affirme sa publicité, par ses «*articles de ferronnerie, pour les messieurs, et ses vêtements féminins, pour les dames*».

En 1876, arrive une nouvelle génération de marchands formés au sein des institutions scolaires régionales. Tous ou presque sortent, en effet, du Collège commercial de l'abbé Tanguay ou du séminaire. Du nombre, il y a Jean-Baptiste Larrivée et Herménégilde Lepage, qui ouvrent un magasin général au coin sud-est de la rue Saint-Germain et de la Cathédrale. On y trouve de tout: vêtements pour hommes, femmes et enfants, tissus à la verge, chaussures et même épicerie. Le jeune Lepage, qui n'a que 23 ans à l'ouverture de son commerce, en prend totalement le contrôle quand son associé abandonne les affaires en 1885. Le magasin sera désormais connu sous la raison sociale de H.G. Lepage. À cette époque, Joseph-Adam Talbot s'installe

G. A. MARTIN.

Marchandises Sèches en Général.

EN GROS ET EN DETAIL.

FERRONNERIES ET EPICERIES DE TOUT GENRE.

M. Martin invite ses nombreuses pratiques à le visiter, et elles reconteront toujours la même satisfaction que par le passé.

M. Martin vient de recevoir un assortiment complet de Marchandises d'un nouveau goût pour les Dames.

RUE ST.-GERMAIN, RIMOUSKI.

LS. A. DASTOUS,

Marchand en Gros et en Detail.

IMPORTATEUR DE

Marchandises Anglaise, Française, Allemande

Américaine, etc., etc.

M. Ls. A. Dastous offre à ses nombreux acheteurs un assortiment complet de Marchandises Sèches, d'Épiceries, de Quincailleries et de Ferronneries de toute espèce, et a en main tout ce que l'on peut désirer de plus varié.

M. Ls. A. Dastous, ayant fait agrandir considérablement son magasin, offre en vente des Vins de Messe de toute espèce et des Liqueurs de Choix.

Rue St.-Germain, Rimouski.

Publicités des marchands Martin et Dastous (Collection Mario Mimeault, parues dans *Chronique de Rimouski*, vol. 1, 1873)

au sommet de la rue de la Cathédrale. Il achète en 1884 l'ancienne propriété de Simon Chalifour sur laquelle il construit un magnifique magasin et commence deux ans plus tard la mise en bouteille de la bière et du porter. C'est la première brasserie de Rimouski. À l'autre extrémité de la ville, à l'angle des rues Lepage et Saint-Germain, Michel Ringuet, qui est né la même année que Talbot, se lance dans le commerce de l'épicerie. Marchand en gros et au détail, il donne aussi dans l'importation. Impliqué dans la transformation du bois, la production de l'électricité et l'assurance incendie, on dira de lui plus tard qu'il a été l'un des plus actifs hommes d'affaires de la ville⁶¹.

Pour tous ces marchands, la proximité du fleuve revêt beaucoup d'importance. À une époque où le transport des marchandises s'effectue essentiellement par voie d'eau, tous ou presque disposent à l'arrière de leur boutique de quais ou d'appontements pour assurer la livraison de leurs approvisionnements. Les navires de tout tonnage accostent au quai de Rimouski ou jettent l'ancre au large, le temps que des barques assurent le transfert des marchandises à terre⁶². Il y a en conséquence, face à Rimouski, un trafic maritime en tous genres, comme en témoigne J. W. Miller:

Des embarcations de toutes sortes et de toutes grandeurs, depuis le léger canot de plaisance jusqu'au bateau à hélice – le Petit Rimouski – un véritable petit palais flottant – sont toujours là au rivage, ou amarrés à notre colossale jetée pour transporter les personnes dans leurs excursions... sur l'onde amère. À l'extrémité est de l'île St. Barnabé qui forme l'entrée du port – sans cesse animé par les vaisseaux de commerce qui viennent charger et décharger leurs riches cargaisons, sillonné sans cesse par des embarcations sous [aux] formes bizarres ou gracieuses – on aperçoit les magnifiques paquebots britanniques qui gâgnent (sic) ou qui quittent la haute mer...⁶³.

Plusieurs Rimouskois vivent donc du transport maritime. Parmi eux, mentionnons Amable Saint-Laurent, pilote de Pointe-au-Père et plus tard marchand puis hôtelier. Il semble s'adonner à des opérations soutenues dans le transport du fret. Il y a aussi Daniel Chouinard, époux de Marie Pétronille Lavoie, qui, au moment de léguer ses biens à ses enfants, se déclare navigateur. Tout laisse croire que d'autres personnes comme Pierre Lavoie et François-Xavier Boucher, outre le fait qu'ils soient associés dans la propriété d'une goélette, agissent dans le domaine du cabotage⁶⁴.

Malgré les progrès des communications en cours dans la région, le commerce rimouskois dépend encore largement des liens maritimes. Or, le moindre écart des marées ou des tempêtes menace les opérations commerciales ou de transbordement des marchandises. La fin de l'année 1861 a été, à cet égard, particulièrement dévastatrice. Non seulement des installations riveraines ont été disloquées par les vagues,

mais nombre de navires ont été jetés à la côte dont trois cargos de bois qui se sont échoués à la Pointe-au-Lard, un peu à l'est de Pointe-au-Père⁶⁵.



«Rue St-Germain, Rimouski, P.Q.» (Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Québec, Collection Magella Bureau (P547), dossier Rimouski)

L'hôtellerie

Rimouski offre aussi le gîte et le couvert aux voyageurs. C'est une ville de passage obligatoire entre les Maritimes, la Gaspésie et Québec, et encore plus à partir du moment où les navires de François Baby établissent un lien régulier avec la Nouvelle-Écosse. Ce relais a immédiatement déversé sur son territoire un flot de vilégiateurs qui fuyaient les villes pestilentielles durant l'été et trouvaient dans le Bas du Fleuve les espaces vierges et purs qui leur manquaient ailleurs.

Les familles de Québec, de Montréal même, racontait un témoin du temps, venaient soit par eau soit par terre passer la belle saison sur notre plage. Les touristes, qui descendaient en carrosse ou par la voiture du courrier Xavier Boucher, pouvaient admirer à leur aise nos belles campagnes et se reposer du bruit de la ville. Les passagers du bateau qui faisait le service de Québec à Rimouski avaient l'agrément de respirer l'air frais du fleuve et peut-être aussi d'avoir le mal de mer⁶⁶.

Dans les années 1850 et 1860, ces voyageurs trouvent une seule maison de chambres, l'Hôtel Saint-Laurent, propriété d'Amable Saint-Laurent⁶⁷. Elle se trouve à l'ouest du village où elle ferait aujourd'hui le coin Saint-Louis et Saint-Germain.

Vaste, de belle apparence, l'établissement offre un confort appréciable et beaucoup d'espace. La bâtisse, dont l'architecture s'identifie au style québécois, est à deux étages, avec un toit en croupe et une galerie suspendue. Comme l'édifice prend de l'âge et que l'arrivée de l'*Intercolonial* annonce une vague de touristes, son propriétaire effectue au début des années 1870 des réparations dont il tient à informer ses clients potentiels: *«Le soussigné informe le public voyageur qu'il a considérablement amélioré son Hôtel (;) il espère que l'extension considérable qu'il a donnée à son établissement lui permettra d'offrir à ses hôtes, commodité, prévenance et confort à des prix modiques»*⁶⁸. Bien plus encore, Amable Saint-Laurent met à leur disposition *«une maison de Bain»* située à proximité ainsi qu'un service de voitures s'ils veulent se diriger vers les villages environnants. On peut difficilement demander plus⁶⁹.



Tant à l'ouest qu'à l'est de la cathédrale, les appontements privés se multiplient pour la réception des marchandises écoulées par les commerçants de la rue Saint-Germain. (Collection des sœurs Notre-Dame du Saint-Rosaire)

On trouve à cette époque un hôtel d'aussi haut standard dans la partie est de la ville. Il appartient à François Saint-Laurent et porte le nom d'Hôtel Rimouski. Sa façade nord donne directement sur le fleuve et ses hôtes jouissent d'un accès privilégié à la plage, sans compter, en sus, les couchers de soleil sur l'île Saint-Barnabé. Une particularité de l'époque: les propriétaires tiennent une épicerie à même leur hôtel. Sans doute parvenaient-ils ainsi à rentabiliser leur commerce qui avait à souffrir des temps morts de l'automne et de l'hiver dans le tourisme. La concurrence joue aussi contre eux. Au moins trois auberges ont ouvert leurs portes, celles de François-Marie Aubut, de Thomas Smyth et de Joseph Boucher. Ces maisons d'entretien public ou hôtels de tempérance, comme on les appelait alors, ajoutent aux capacités

d'accueil de la petite municipalité, mais, si on peut ainsi accommoder les visiteurs, il reste qu'il y a toujours un revers à la médaille⁷⁰.



L'Hôtel Saint-Laurent vers 1915. Un «taxi» est à la disposition de la clientèle (UQAR, Collection Lionel Pineau)

En effet, le progrès vient bien souvent déranger la quiétude des gens. Par exemple, qui dit hôtel, dit aussi soirées sociales et boisson. Or, il se fait beaucoup de danses et d'ivrognerie dans la belle ville de Rimouski, remarquent les observateurs⁷¹. Pour contrer ce dérèglement des mœurs, le clergé rimouskois a lancé quelques années auparavant une croisade contre l'usage et l'abus des boissons. À son invitation, le Conseil de la paroisse de Saint-Germain interdisait en 1856 toute vente de liqueurs alcoolisées sur son territoire pour des quantités inférieures à trois gallons (12 litres). En 1858, à l'incitation du même Conseil, les habitants, dans l'idée d'exercer un contrôle qui devait leur échapper, désignaient deux établissements hôteliers autorisés à *«donner, vendre et livrer telle quantité de boissons enivrantes qui leur sera commandée»*⁷².

Les œuvres de l'éducation

Demeurer dans le périmètre de la ville, ou à proximité, offre aux résidents l'opportunité de faire instruire leurs enfants. On a, en effet, à Rimouski une petite école, l'embryon d'un collège industriel, mais pour laquelle on n'a pas encore de locaux définitifs. Elle est temporairement localisée dans une maison située près de la place du Marché et que l'abbé Cyprien Tanguay a louée de Hector Crawley, un mar-

chand de Matane qui a pignon sur rue. Aujourd'hui, cet emplacement est occupé par l'édifice de la Banque Royale, au no 1 de la rue Saint-Germain Est⁷³.



La messe du dimanche vient de prendre fin et chacun s'apprête à rentrer chez lui, au début du XX^e siècle (Collection Philippe Michaud)

Cette école, aux moyens bien modestes, suffisait grandement aux besoins des jeunes de la paroisse, même si elle acceptait des étudiants de l'extérieur⁷⁴. Au départ, on offrait un programme d'études primaires enrichi d'éléments scolaires rattachés à un cours commercial et agricole⁷⁵. La jeune institution demeure dans sa bâtisse initiale jusqu'en 1860 alors qu'elle aurait été déménagée dans une maison appartenant à Jean Lepage⁷⁶. Après que le vicaire Georges Potvin eût pris la relève du curé Tanguay, affecté à une nouvelle paroisse, celui-ci se fait donner la vieille église (aujourd'hui le Musée) pour y installer les étudiants. Le début officiel des cours a lieu à l'hiver 1862 sous la supervision d'un directeur et de trois maîtres de classe. Les cours sont dispensés à 95 élèves, ce qui constitue un bassin d'étudiants assez intéressant pour alimenter l'espoir d'y voir naître un jour un Collège agricole, commercial et des arts et métiers, une École de Haute Classe, comme disaient alors les gens de Rimouski⁷⁷.

En tout cas, le bilan qu'on en présente dans un ouvrage de l'époque est très positif:

*(The) Industrial and Commercial College of St Germain of Rimouski (ce que, de fait, il devient en 1863)... was also founded in 1854 by the Rev. Tanguay. It had to contend with many difficulties; but, in 1861, it was recognized and placed upon efficient footing. The study of agriculture was also introduced into it. It has now six professors and teachers, and it is attended by about 110 pupils*⁷⁸.

Un des professeurs du Collège Saint-Germain, James Smith, publiait justement l'année précédente un guide de formation à donner aux étudiants, manuel qui est suivi peu de temps après par un traité d'enseignement religieux à l'usage de ses élèves, *Les soirées de la Baie des Chaleurs ou Entrevues sur l'éducation de l'enfance*⁷⁹.

Quoiqu'il en soit, l'accessibilité à un enseignement de meilleure qualité est désormais réelle pour les Rimouskois. L'école du village, d'abord transformée en collège industriel, devient collège classique en 1863. En même temps que les garçons s'inscrivent à l'école du curé Tanguay, au bas de la côte de l'église, les filles pouvaient en faire autant au couvent des sœurs de la Congrégation Notre-Dame, situé sur l'emplacement actuel de l'Institut maritime⁸⁰. C'est là que la relève chez «*les jeunes personnes du sexe*» (ainsi définissait-on la gent féminine au Conseil municipal en 1867) s'y disputera les honneurs académiques. *La Voix du Golfe* publiera pendant des années les tableaux d'honneurs où s'inscrivent les enfants des Lamontagne, Gauvreau, Hudon, Banville, Lepage et bien d'autres⁸¹.

Si la qualité de vie des étudiantes des sœurs de la Congrégation Notre-Dame n'a pas trop à souffrir des conditions d'hébergement, il en va autrement du Collège classique. La bâtisse qu'est l'ancienne église transformée en école est âgée maintenant de 47 ans. Elle présente «*des murs lézardés, aux pierres maintenues par un mortier qui se désagrège. Les planchers ne sont pas achevés, non plus que les étages supérieurs du bâtiment, et les élèves doivent sacrifier leurs journées de congé à leur construction. Et même une fois les rénovations terminées, le froid est intense à l'intérieur de la bâtisse et quasi insupportable*»⁸². Les conditions de logement sont à ce point pénibles que la santé des élèves en est menacée par moments. C'est d'ailleurs pour soigner les étudiants atteints de la fièvre typhoïde que Mgr Langevin a fait venir les sœurs de la Charité en 1871⁸³.

Les jeunes séminaristes ont donc tout à envier aux couventines de la Congrégation Notre-Dame qui se donnent une construction toute neuve en 1875. «*C'est une bien belle bâtisse que ce couvent qui paraît bien mieux que le Séminaire et les enfants y seront bien dans tous les rapports. Elles ne prendront pas de froid, tout se fait avec les plus grandes précautions*», écrit Adèle Lamontagne, en guise d'appréciation, à son frère Théodore-Jean dont quelques-unes des filles fréquentent aussi cette école⁸⁴. Le fardeau d'une dette accumulée par la communauté locale et le

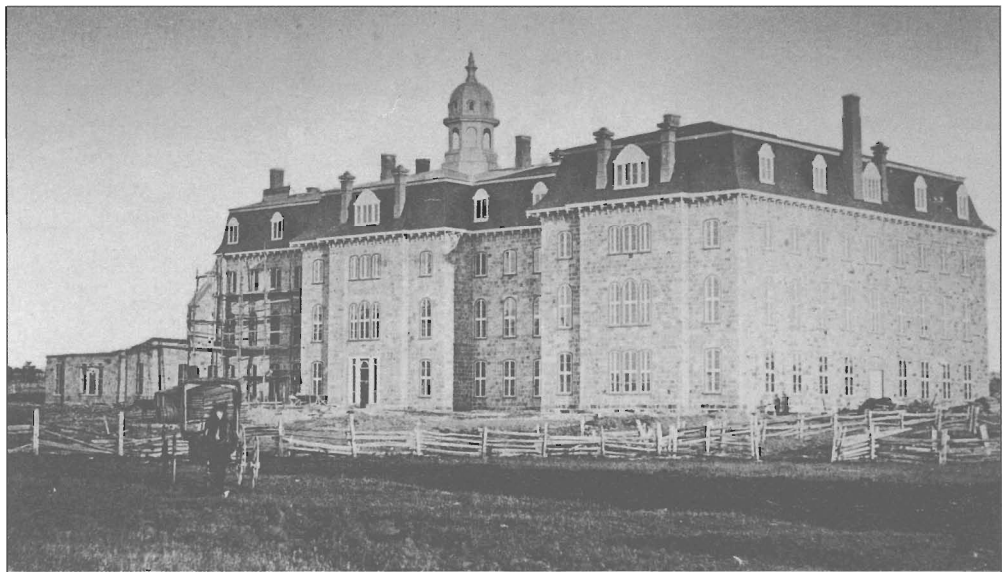
manque d'élèves feront, toutefois, que cette dernière cédera sa bâtisse au Séminaire en 1882 et que les sœurs quitteront la ville.

Les congrégations religieuses

Malgré cet apparent échec, les années 1870 constituent une importante période de rayonnement pour le clergé rimouskois. Au plan de l'encadrement social, c'est l'époque où l'évêque de Rimouski implante de nombreux mouvements paroissiaux comme la Société de Persévérance, la Confrérie de la Sainte-Famille, les Enfants de Marie, la Société Saint-Vincent-de-Paul. En fait, bien plus que cela, l'action de Mgr Langevin embrasse toutes les facettes de la vie socioculturelle de la ville et du diocèse. Lui-même s'était fixé tout un plan de travail dès les débuts de son épiscopat, souligne son biographe Noël Bélanger, lequel en résume ainsi l'essentiel :

Entretien et vitalité du séminaire diocésain; promotion de l'éducation et de l'instruction; travail acharné en faveur de la colonisation et de l'agriculture; lutte pour la stabilité des diocésains, pour la tempérance et la modestie; soutien de la vie chrétienne par la prédication aux adultes, le catéchisme aux enfants, les confréries de toutes sortes; organisation de la vie familiale et de la vie paroissiale; appels incessants à la pratique des vertus sociales, au respect de l'autorité.

Concrètement, ce programme conduit au fil des ans à la construction d'un séminaire diocésain et d'écoles pour jeunes filles, à l'ouverture d'un orphelinat, à la



Le deuxième séminaire de Rimouski, vers 1876. Incendié en 1881 (Photographe F.-X. Labelle, Archives de l'archidiocèse de Rimouski, Fonds Archidiocèse de Rimouski)

poursuite des travaux de l'*Intercolonial*, à la création de journaux locaux, à la venue ou à l'établissement d'ordres religieux, dont les Sœurs des Petites Écoles, à l'émergence d'une génération de décideurs issus du milieu, etc⁸⁵.

Les années 1870 débutent avec la construction d'un évêché, juste à côté du presbytère, pendant que des ouvriers procèdent à la rénovation du couvent de la Congrégation. Les fondations d'un tout nouvel édifice sont aussi posées pour le collège classique. Commencé en 1869, les espoirs qu'on y met sont si grands que les plans du bâtiment circulent dans toute la province. *L'Opinion publique* en diffuse même un croquis en juin 1873, laissant croire à ses abonnés que l'institution remplit d'ores et déjà sa vocation. En réalité, l'ouverture de ses classes aura lieu en septembre 1876, mais un malheureux incendie ramène ses étudiants à l'ancienne église puis dans l'édifice que la Congrégation Notre-Dame rétrocède au diocèse en 1882. Les générations d'étudiants s'y succéderont jusqu'à la reconstruction d'un nouveau Séminaire en 1925.

Plusieurs congrégations religieuses sont invitées à se joindre au diocèse qui a besoin d'elles dans à peu près tous les domaines. Aux sœurs de la Congrégation Notre-Dame s'ajoutent maintenant les sœurs de la Charité, qui sont d'abord venues soigner des étudiants malades en 1871. Particulièrement actives, elles ouvrent en 1873 un noviciat dans l'ancienne résidence de Louis-Jacques Lepage, qu'elles déménagent l'année suivante dans la maison du shérif Chalifour. En 1876, elles fondent un orphelinat dans le couvent des dames de la Congrégation puis un jardin d'enfance qui s'accompagne d'un pensionnat en 1882. Plus tard, en 1909, elles ajouteront, dans un édifice rénové, un hospice pour femmes âgées.

Pour leur part, les sœurs du Saint-Rosaire, fondées en 1874 par Élisabeth Turgeon, feront leur marque dans l'enseignement primaire. Les sœurs des Petites Écoles, ainsi les appelait-on à l'origine, trouvent difficilement des locaux où installer leurs classes. La première année, elles logent dans la maison de Louis-Jacques Lepage, quand les sœurs de la Congrégation Notre-Dame la quittent. La seconde année, elles déménagent dans la maison Martin (stationnement de la Maison du Spaghetti), puis, quelques mois plus tard, dans l'ancienne église paroissiale (Musée). En 1906, elles ouvriront leur couvent sur le prolongement de la rue Belzile.

Premier bilan de tout ce travail, la ville de Rimouski a gagné en importance, tant et si bien qu'elle se range au début des années 1870 au niveau des municipalités les plus prometteuses du Québec. On la présente dans la littérature du temps comme rien de moins qu'une capitale régionale:

Rimouski - Une grande et florissante ville située en bas de Québec, sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent, en partie dans la seigneurie de Saint-Barnabé, seigneurie, comté et district de Rimouski. La paroisse fut érigée en 1835 (sic). C'est le chef-lieu du comté. Elle possède plusieurs

édifices importants, au nombre desquels on compte la cathédrale catholique romaine (French Cathedral), un collège, un couvent, un évêché et un Palais de justice. On y tient les séances des cours Supérieures et de Session. Il s'y passe d'importantes activités commerciales dans le domaine forestier. Le gouvernement y a construit d'importantes installations portuaires d'où partent des navires de fort tonnage en direction des marchés britanniques. Rimouski est aussi un endroit de villégiature (water place) très populaire. Une ligne de vapeurs joint régulièrement son port à celui de Québec. La Compagnie de Télégraphe de Montréal y possède un bureau. Distante de la gare du Grand Tronc de Rivière-du-Loup de 66 milles, prix du billet, 4\$; de Murray Bay (Malbaie), 90 milles; de Rivière-Ouelle, 102 milles; de Québec, 180 milles. Service quotidien de la poste. Population, environ 2 000 habitants⁸⁶.

LA CONSOLIDATION

Les 30 dernières années du XIX^e siècle constituent pour la petite ville de Rimouski une période de renforcement de ses acquis dans à peu près tous les domaines. Sa population, qui ne croît que tardivement, s'appuie sur une nouvelle élite, pas toujours bien acceptée. La vie culturelle, qui est demeurée jusque-là l'affaire d'initiatives personnelles, profite de l'action des maisons d'enseignement et repose en grande partie sur la presse écrite. Quant à la vie communautaire, elle s'organise en fonction de ses besoins d'expansion, tout en favorisant la participation du plus grand nombre à la préservation de la qualité de vie.

La nouvelle élite rimouskoise

Dans les années 1850, l'élite rimouskoise n'est pas nombreuse. Composée jusque-là des grands propriétaires, de gens de métier, de quelques notables (seigneur, députés, notaire, médecin) et de marchands, elle élargit sa base dans les années 1860 et 1870. Avec la construction du Palais de justice, la création du diocèse et la fondation des écoles, arrivent des fonctionnaires, des notaires, des avocats, des enseignants et une hiérarchie épiscopale qui ne s'intègrent pas toujours harmonieusement à la communauté en place. Quelques groupes familiaux semblent, en effet, maintenir leurs distances avec le milieu. Les étrangers sont peu nombreux et une distinction s'est vite établie entre les notables de souche et les derniers arrivés. «*Tout se résume dans les familles Tessier, Delisle, Stephens et Langevin*», fait remarquer notre observatrice privilégiée, Adèle Lamontagne, en désignant les nouveaux citoyens avec qui elle n'a pu établir de bons contacts⁸⁷.



Famille Ulric-Joseph Tessier (fin 19^e siècle) (Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Rimouski, Fonds Ulric-Joseph Tessier, P1/11/53)

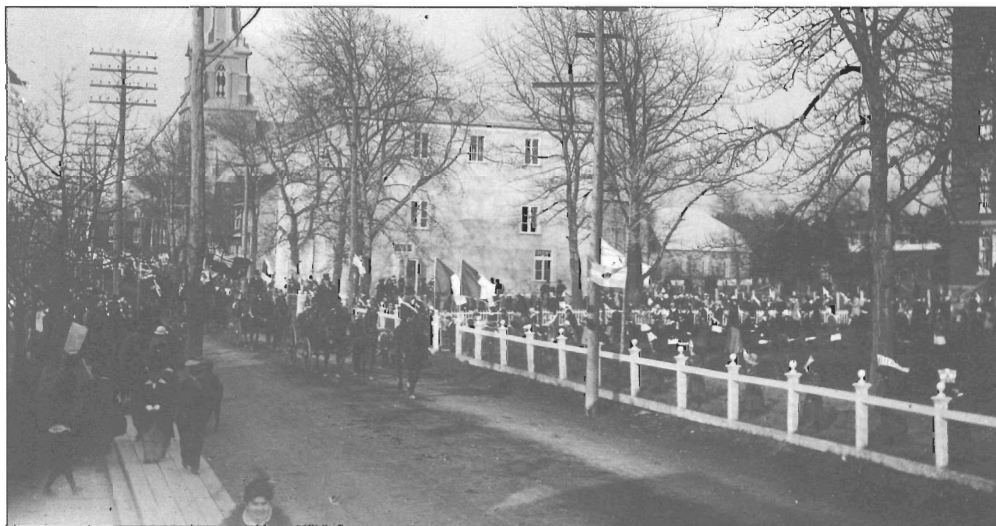
Soulignons, à la décharge des Tessier, que ces derniers n'ont acquis la propriété des Drapeau qu'en 1861 et qu'ils vivent à Rimouski uniquement durant les mois de l'été. Quant aux Stephens, il pourrait s'agir de la famille de William H. Stevenson, paie-maître des ingénieurs du Chemin de fer *Intercolonial*⁸⁸. Si tel est bien le cas, on comprendra que cette dernière famille, certainement anglophone et protestante, n'ait que difficilement percé la réserve des Rimouskois, catholiques et francophones⁸⁹. Pour leur part, les proches de Mgr Langevin, père, frères et sœurs, et l'évêque lui-même, qui s'arroe dès son arrivée une bonne partie du leadership local sans grands égards pour les chefs de file naturels, vivent en vase clos à l'évêché, ce qui conduit la population à désigner le digne établissement d'«*Arche de Noé*»⁹⁰.

Par ailleurs, le clan Langevin étend ses ramifications hors des murs de l'Évêché. L'un des alliés du prélat est Pierre-Georges Delisle, arrivé en même temps que lui en 1867, et que notre chroniqueuse Adèle Lamontagne classe au rang des «*étrangers*». Graveur de son métier, ce Delisle se présente comme le propriétaire officiel du journal *La Voix du Golfe*, lequel voit le jour en juin 1867, soit à peine un mois et demi après l'arrivée de Mgr Langevin. Dans les faits, cette feuille, dont la devise souligne bien la subordination, est l'organe officiel de l'Évêché et Delisle en est le prête-nom⁹¹. Cette association avec l'épiscopat ne favorise évidemment pas une intégration harmonieuse du jeune imprimeur à la communauté locale et il aura d'ailleurs vite fait de quitter la ville.

À Delisle, peut s'ajouter le nom de François-Magloire Derôme, le beau-frère de l'évêque, et lui aussi membre du clan Langevin. Arrivé à Rimouski en 1858, année de l'ouverture du Palais de justice, ce dernier est depuis le protonotaire du district judiciaire. C'est lui qui prendra la relève de Delisle à *La Voix du Golfe* et il participera aux œuvres de son beau-frère et évêque en rédigeant quelques éditoriaux. Ainsi, il en va tout bonnement qu'il soit un invité quotidien à l'évêché, avec le résultat que cette fréquentation familière ne lui vaut pas davantage de considération de certains éléments de la population que pour Delisle⁹². Quant aux autres notables de Rimouski, ceux de vieille souche, ils comptent dans leurs rangs certains noms bien connus: les Gauvreau, Sylvain, Ruest, Lepage, Rouleau, Couillard, Martin, Dastous⁹³.

Un embryon de culture

La présence des maisons d'enseignement, de l'Évêché, des fonctionnaires du gouvernement, des juristes et des nombreux hommes de loi confèrent à la vie rimouskoise une toute nouvelle teinte. Le couvent de la Congrégation Notre-Dame ainsi que le Collège (futur séminaire) regroupent à eux seuls 450 étudiants en 1876 et l'unique «*école gratuite*» de la ville en compte 80⁹⁴. Bien qu'au début de la période à l'étude le tissu social se compose majoritairement d'agriculteurs, de gens de métiers et de journaliers, on trouve à partir des années 1860 un nombre croissant de personnes impliquées dans les domaines du commerce, de l'administration, de l'enseignement, du droit et de la cléricature dont les préoccupations sont, d'une manière ou de l'autre, davantage tournées vers le culturel.



Défilé dans le cadre d'une fête publique, vers 1900. Pour l'occasion, la rue Saint-Germain est pavoisée (Collection des sœurs Notre-Dame du Saint-Rosaire)

Fidèle à sa vocation, le Séminaire se veut un véritable bouillon de culture. Dans les années 1870, une vingtaine de personnes, administrateurs, enseignants et maîtres de salle se vouent à la formation des étudiants. L'un de ces éducateurs, le chanoine Ferdinand-Elzéar Couture, fonde en mars 1875 l'Académie Saint-Jean-l'Évangéliste dans le but de mousser l'étude de la littérature. Les membres du groupe, limité à 20 étudiants, tenaient une séance annuelle entre avril et mars. Ils y présentaient au public des créations littéraires, des traductions et même des poèmes en latin. Olivar Asselin, dit-on, en composa un magnifique en hexamètres, ou vers de six pieds. Les Académiciens, qui choisissaient eux-mêmes leurs compagnons, arboraient une médaille qui les distinguait. L'abbé Couture, qui n'était pas en reste pour mousser la vie culturelle, avait aussi fondé la Société Saint-Louis-de-Gonzague. L'organisme réunissait les plus volubiles de ses élèves, lesquels s'affrontaient dans un concours d'éloquence annuel. Le pendant existait pour les étudiants du cours commercial, regroupés dans la Société Saint-Stanislas-de-Kostka, et, pour ceux qui suivaient un cours d'anglais, il y avait la Saint Patrick Literary Society, fondée en 1885, chacune organisant sa propre manifestation culturelle⁹⁵.

On peut multiplier les exemples, mais disons, en résumé, que tous les aspects de la vie estudiantine étaient couverts par l'action des maîtres. Dans les années 1880, une société dite Union chorale et de la fanfare organise des concerts annuels.

Concert

26 mai 1885

Programme

1^e partie

1. *Les Québécoises – Valse exécutée par la Fanfare. René de Dion*
2. *Chœur d'introduction de Mireille – Chanté par l'Union chorale. Soli par Mlles Martin, Casault et de Dion.*
3. *La danse des fées – Fantaisie de concert pour piano, par Mlle de Dion, E. Prudent.*
4. *Duo de l'opéra des dragons de Villard. Chanté par Mlle Léda Casault et M. de Dion.*
5. *Grand air de l'opéra La prise de Jéricho de Mozart. Chanté par Mlle de Dion.*

2^e partie

1. *Rimouski – Marche exécutée par la fanfare. Musique de René de Dion.*
2. *La Tyrolienne des Pyrénéens (sic). Chœur Chanté par l'Union chorale. Roland.*
3. *Grand Duo sur l'Africaine pour piano et harmonium. Exécuté par M. et Mlle de Dion. Meyerbeer.*
4. *L'Extase, valse chantée par Mlle Léda Casault. Ovidite.*
5. *Scène du Miserere du Trouvère. Duo et chœur, par Mlle de Dion, M. Arthur Brécourt et l'Union chorale. Verdi.*

6. *O'Canada! Chant national de Calixa Lavalé – Exécuté par la fanfare et arrangé par René de Dion.*
7. *Une minute trop tard. – Opérete en 1 acte. Distribution: Onténor, M. A. Brécourt; Orsène, M. René de Dion.*

Source: *Le Jour*, 19 juin 1885, p. 1.

De son côté, le Club Saint-Patrice, qui regroupe les étudiants d'origine irlandaise, souligne la fête du saint protecteur par des soirées littéraires et dramatiques où sont entonnés les hymnes nationaux *The Star of the West*, *Kathleen Mavourneen* et *God Save Ireland*⁹⁶. Ce type de manifestation culturelle a la faveur des élèves qui en présentent pendant les grandes célébrations et les grandes fêtes publiques. C'est ainsi qu'une telle soirée est organisée pour la bénédiction du nouveau séminaire ou vient clore les festivités de la journée à l'inauguration de *l'Intercolonial* en 1873.

En septembre 1866, la bibliothèque de l'institution bénéficie d'un don inattendu. Le directeur des études reçoit plus de 300 volumes de l'ancien député du comté, le docteur Joseph-Charles Taché. Ce n'était pas la première fois que Taché appuyait le développement culturel local de cette manière. En 1855, il avait fondé un Institut littéraire auquel il avait cédé 700 volumes tirés de sa propre bibliothèque. Les membres du petit cercle se réunissaient à chaque semaine «pour discuter ou lire» (sic) sur quelque sujet d'histoire, de philosophie, d'industrie en présence d'une assistance toujours nombreuse», rapporte le *Journal de l'instruction publique* de 1855. Et si on croit que la bibliothèque du docteur Taché était une exception dans le milieu, que penser des quelque 1 500 à 1 600 livres de la bibliothèque de feu l'avocat François-Magloire Derôme mis en vente aux enchères en 1885⁹⁷.

Parallèlement aux efforts des institutions d'enseignement pour transmettre le goût du savoir et du beau, une presse naissante devient l'expression des intérêts locaux. C'est ainsi que cinq journaux se succèdent entre 1867 et 1900: *La Voix du Golfe* (1867-1871) fondée par l'imprimeur Pierre-Georges Delisle, suivie du *Courrier de Rimouski* (1871-1873) puis du *Nouvelliste de Rimouski* (1876-1881), lequel publie même, pendant quelques mois, son pendant anglophone, *The Rimouski Star*. Leur succèdent *L'Écho du Golfe* en 1885 et 1886 et *Le Journal de Rimouski* en 1889⁹⁸.

Tous nous offrent, malgré des tirages épisodiques, un assez juste reflet de la société rimouskoise de la fin du XIX^e siècle. Ils informent la population des débats municipaux, des programmes électoraux, de la vie scolaire et des problèmes socio-économiques de l'heure, par exemple la question du marché, le port de refuge, la construction du chemin de fer. Aux informations d'intérêt public, s'ajoutent des bul-

Lettres non réclamées Au Bureau de Poste De LA VILLE DE ST. G. DE RIMOUSKI	
B	5 juin 1869
Bouillon O. Navigateur	Lavoie William Lavoie Laurent Lizotte Delle Obéline Lacasse Pierre
C	P
Côté, Didier Chouinard Daniel Caron, Dame Alexis Canuel Martial Côté Ulric Cimon Delle Julie	Paquette Delle Ursule Pouliot Hubert Proulx Fabien
D	R
Desgagné Delle Heley Deschamplain Jean Dion Éliza	Roy Régiste Ruest Pierre 2 Ringuet Corade Ross Miss Jane
G	S
Gauvin Étienne	St. Laurent Delle Marie St. Pierre André
H	T
Harper Joseph	Terriault Nazaire
L	W
Lévesque Célestin Levasseur Jean 2	Weshot Aiken Indian
	J. T. Couillard Maître de poste
(La Voix du Golfe 4 juin 1869)	

Lettres non réclamées (Collection Mario Mimeault, extrait de *La Voix du Golfe*, 4 juin 1869)

letins agricoles, des feuilletons populaires et la publication annuelle des résultats scolaires des jeunes filles et garçons, une chronique qui n'est pas sans éveiller les passions chez les habitants de la ville. Au rang des services à la population, on y trouve les nécrologies et obituaires d'usage, mais comble de l'indiscrétion, les journaux vont jusqu'à mentionner le nom des personnes dont le courrier reste en attente au bureau de poste. L'éditeur tient même un registre des étrangers qui chambrent à l'Hôtel Côté et à l'*Intercolonial House* (possiblement le futur hôtel Lenghan, situé juste en face de la gare)⁹⁹.

La population rimouskoise bénéficie à partir de 1870 des services de deux librairies où elle peut se procurer toute une littérature religieuse et profane. La première en titre est celle du *Courrier de Rimouski* et de son successeur direct *Le Nouvelliste*. Les propriétaires, P.-G. Delisle puis Pascal-Georges Saint-Pierre, mettent à la disposition des écoles modèles et élémentaires des grammaires, des atlas géographiques, des livres d'histoire. Aux gens d'affaires, ils proposent des livres de compte, des calendriers et toute une gamme d'articles de bureau. Ciblant le marché religieux, ils offrent les manuels de confrérie des Enfants de Marie, des livres de

prières, la *Vie des Saints*. Question de s'attirer les bonnes grâces de l'épiscopat, *Le Nouvelliste* met sur ses rayons les *Vingt années de Mission* de Mgr Taché, le frère de l'ancien député du comté et ami personnel de Mgr Langevin. N'oubliant pas les cultivateurs, qui présentent le plus grand potentiel en termes de clientèle régionale, le journal annonce la vente de *L'Almanach des Campagnes*¹⁰⁰.

Les locaux de *La Voix du Golfe* puis du *Courrier* de Pascal-Georges Saint-Pierre sont situés sur la rue Saint-Germain, juste en face de la rue des Avocats, côté nord. Dès ses débuts, le premier journal avait mis ses presses au service des institutions d'enseignement en éditant pour le bénéfice de leur personnel un guide pédagogique, le *Cours de pédagogie ou Principes d'éducation* (1869) écrit par Mgr Langevin. Le second hebdomadaire continue dans la même direction en exécutant toutes sortes de travaux d'impression pour la clientèle juridique et d'affaires, des blancs de sommation, de subpénas, de contrats notariés, des cartes de visite, des circulaires, des factures,¹⁰¹ etc.



«Comment on s'amuse à Rimouski» (Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Québec, Collection Magella Bureau (P547), dossier Rimouski)

La concurrence s'installe rapidement. Le super magasin des années 1870, celui de Louis-Antoine Dastous, situé à l'autre bout de la ville, au coin de Saint-Louis et de Saint-Germain, ajoute quelques rayons de livres à ses départements. Lui aussi vend, un peu à la manière des nos magasins à grande surface, des livres d'école et de prières. Il offre en prime des articles susceptibles d'attirer ces «Messieurs» (lire le

clergé), des cierges, des chandelles, des étoffes à soutanes, des ceintures de soie et de laine. Enfin, tout bon chrétien désireux de se procurer les *Mandements, Lettres pastorales et Circulaires* de l'évêque, peut s'adresser directement à l'Évêché, juste à côté du presbytère¹⁰².

Bref, la vie culturelle rimouskoise ajoute au potentiel que la collectivité est en train de développer. Cependant, toute une génération lui sera nécessaire pour consolider une vie communautaire encore à ses premiers balbutiements.

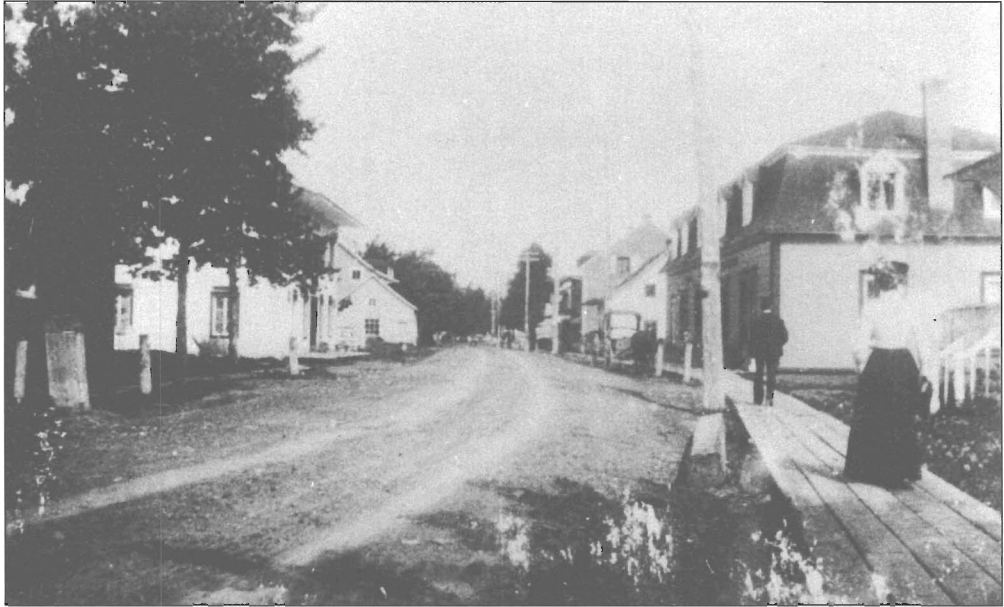
La vie communautaire

Compte tenu du nombre croissant des citoyens, l'hygiène publique est vite devenue une préoccupation des élus municipaux. Pour corriger une situation qui pouvait s'envenimer, les échevins ont pris en 1871 des mesures pour que les canaux et les égouts, toujours à ciel ouvert, soient au moins prolongés de manière à ce que les marées emportent les matières indésirables. Leurs coûts et leur entretien demeurant la responsabilité des usagers, les sœurs de la Charité, celles du Saint-Rosaire et le Séminaire se voient priés, en raison des mauvaises odeurs qui s'en dégagent, de prolonger en 1894 le leur au-dessous de la haute marée.

Par ailleurs, nombre de gens conservent l'habitude de jeter leurs ordures dans les ruisseaux qui traversent la ville, ce qui peut constituer un des facteurs à l'origine de l'épidémie de petite vérole qui sévit en 1880. Le Conseil municipal, qui n'a pas siégé du 12 décembre 1879 au 14 décembre 1880 pour éviter la propagation de la maladie, passe une résolution interdisant à toute personne atteinte de la maladie d'entrer sur son territoire. On ne peut toutefois pas empêcher le train d'arrêter à la gare ni le courrier d'entrer au bureau de poste, de sorte que des recrudescences épisodiques de maladies infectieuses surgissent, comme en 1885 alors que l'on découvre huit cas de varicelle dans la famille du charbonnier employé aux entrepôts de l'*Intercolonial*. Cette menace répétée conduit les autorités locales à créer un Bureau de Santé en octobre de cette année-là. C'est un peu le prédécesseur des Unités sanitaires des années 1960 et de nos actuels CLSC¹⁰³.

Bien d'autres problèmes reliés à l'organisation municipale monopolisent les énergies. Par exemple, le développement et l'entretien des rues sont de ceux qui resurgissent le plus à la table municipale. En 1873, le Conseil décide d'ouvrir une nouvelle rue au delà de la voie ferrée, un tracé qui demeure sans nom pour le moment et qui deviendra Saint-Jean-Baptiste Est. Son prolongement du côté ouest sera longtemps retardé. Un nauséabond marécage situé à la limite de la rivière et de la butte du chemin de fer invite peu au développement et son assèchement ne sera décrété qu'en 1905. La rue de la Station est prolongée vers l'ouest par la rue du Collège, ouverte en 1874, mais ce petit tronçon ne va pas plus loin que l'institution qui lui a donné son nom. Il s'agit, en fait, d'un tracé à usage privé qui deviendra pu-

blic quand la Ville acceptera de la prolonger jusqu'à la rue Tessier en 1903, mais le Séminaire devra, pour ce faire, déplacer sa grange¹⁰⁴.

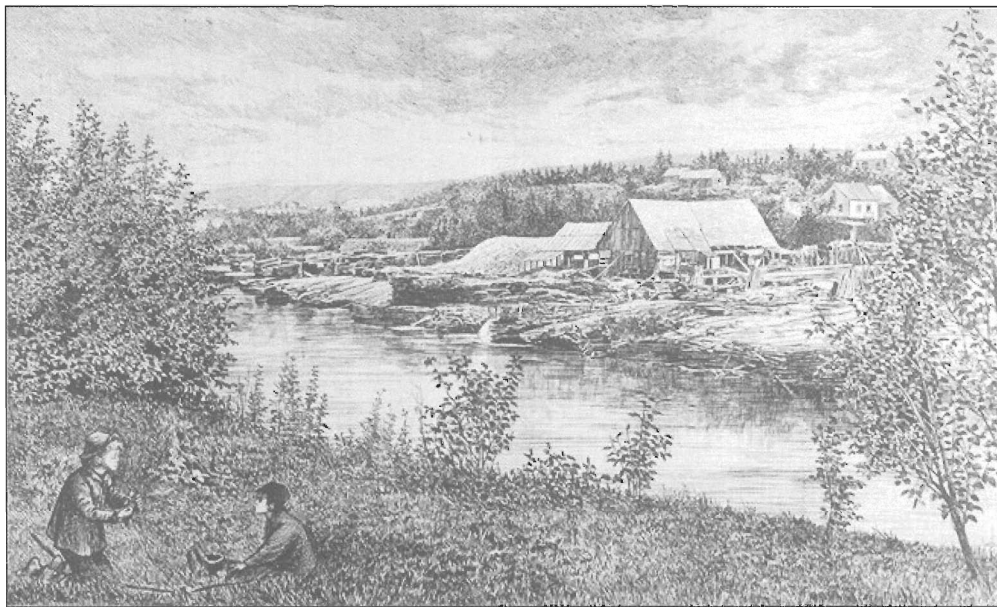


La rue Saint-Germain Ouest à la fin du XIX^e siècle (Photographe inconnu, Groupe de fonds Clément Claveau, Collection du Musée régional de Rimouski, N.A.C.: HR-13436)

Des traverses de bois aux intersections et des trottoirs, aussi de bois, permettent une meilleure circulation des piétons sur Tessier, Saint-Germain et des Avocats à partir de 1869 et Saint-Louis à partir de 1875. D'autres s'ajouteront au fil des décisions du Conseil municipal. À partir de 1869, les citoyens doivent entretenir à leurs frais les rues et les clôtures qui traversent ou longent leur propriété, au risque d'être poursuivis par la Ville s'ils ne remplissent pas leur devoir civique, selon un règlement remis en vigueur en 1875. L'hiver, l'entretien du réseau est assuré par la Ville, mais il s'agit davantage de fouler la neige avec les chevaux que de la déblayer. Le pont de bois qui traverse la rivière demande aussi un suivi continu. Il faut consolider les enrochements, déglacer ses bases à chaque printemps, remplacer les madriers pourris, voire même de le reconstruire à neuf en 1887. Son entretien, rapporte l'historien Richard Saindon, aura accaparé l'attention des échevins pendant plus de 50 séances du conseil entre 1869 et 1890¹⁰⁵.

La sécurité publique préoccupe tout autant les échevins. Le 6 mai 1867, la Ville de Rimouski édicte ses premières mesures pour éliminer le risque d'incendie en obligeant *«les habitants du faubourg, tout propriétaire et habitant de maison à*

ramoner sa cheminée, ainsi qu'à poser des tôles autour de son ou ses tuyaux». Deux ans plus tard, le conseil débloque des fonds pour l'achat de pompes à incendie et finance le creusage de réservoirs aux deux extrémités de la ville. L'un sera excavé sur la propriété de J. A. Dastous, à l'ouest, et l'autre sur celle d'Eusèbe Lepage, à l'est. L'achat de «tonnes d'eau», ou citernes, et de quatre voitures pour l'hiver et l'été complète les précédentes dispositions. Et, finalement, à l'été 1870, la municipalité forme son premier corps de pompiers volontaires. Leur travail aurait été facilité si la ville avait disposé d'un aqueduc, notamment au moment de l'incendie du dépôt de la gare en 1879 et encore davantage lorsque le séminaire passe au feu en 1881. Faute de mieux, elle devra, en attendant, se contenter du système en place jusqu'en 1895, année où un partenariat entre le public et le privé aboutit à un réseau d'approvisionnement souterrain en bois, rapidement dysfonctionnel¹⁰⁶.



Moulin à scie sur la rive droite de la rivière Rimouski, environ à un kilomètre en amont du pont ferroviaire, 1878 (Collection Mario Mimeault, tirée de *l'Opinion publique*, 16 mai 1878)

En fait, tout est à entreprendre en ce début de vie municipale. En même temps qu'ils se préoccupent de développement urbain, d'hygiène publique et de la protection contre les incendies, les échevins organisent un service de sécurité. C'est ainsi qu'ils procèdent à la nomination de douze policiers à l'été 1870. Un chef constable, Thomas Croft, est désigné à la première séance du conseil. Déjà, au départ, le déploiement des hommes ne fait pas l'affaire de la population. La presse locale, s'en faisant l'écho, propose d'organiser des patrouilles après le coucher du soleil, la nuit

étant le moment privilégié des filous pour faire leurs mauvais coups. «*C'est un système, écrit-on dans La Voix Gaspésienne, qui paraît organisé et perfectionné au point que l'on arrache les légumes à mesure qu'ils sont mûrs. Les fruits, le bois de chauffage, les pieux de clôture, les ferrures, rien n'échappe à l'oeil exercé de nos voleurs*»¹⁰⁷.

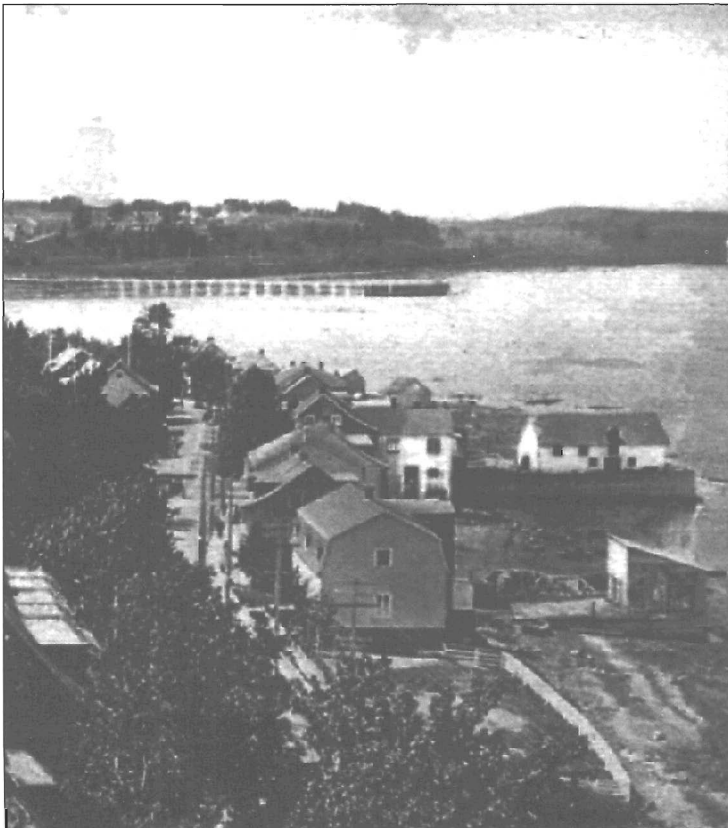
Évidemment, on est loin de notre criminalité, mais la ville connaît aussi ses épisodes judiciaires épicés qui font la chronique populaire. Les procès, quand il y en a, sont courus et le travail qui s'impose justifie la nomination de juges résidants à partir de 1872. La prison n'est équipée que pour recevoir des délinquants mineurs, d'autant que les cellules ne présentent pas une sécurité à toute épreuve. En 1869, un détenu a pris la poudre d'escampette en s'échappant par une planche disjointe du plancher. Le gardien, François Martin, trop bon diable, ne verrouille pas les cellules, et laisse les détenus fumer ou jouer aux cartes. Ce n'est pas un camp de vacances, mais presque. Quant aux condamnés de grand cru, on ne les garde pas. C'est ainsi que *Le Courrier de Rimouski* annonce le 15 décembre 1871 que le prisonnier H. B. «*a laissé cette ville, hier, sous escorte pour être conduit au pénitencier de Kingston où il devra être détenu pendant le reste de sa vie*»¹⁰⁸.

Portrait socio-économique de fin de siècle

Entre 1881 et 1901, la ville de Rimouski est submergée par un environnement rural où l'agriculture et la forêt l'emportent. Les activités forestières qui tendent à se développer le long de la rivière lui profitent au plan commercial, mais certainement pas pour le marché des emplois qui vont plutôt aux résidants de Sacré-Coeur, de Sainte-Odile (pour lors le Brûlé) et de Sainte-Blandine.

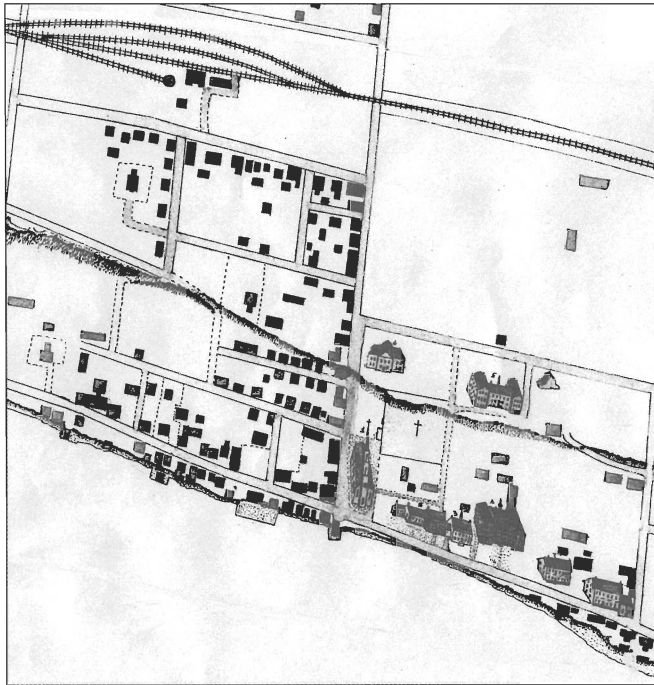
Après l'ouverture des premiers chantiers de coupe dans les années 1820 par Michel Larrivée puis William Price, ce sont maintenant (1870) les frères William et Andrew Butchard qui exploitent la forêt environnante. Le *Courrier de Rimouski* élève leur entreprise au premier rang des institutions commerciales de la ville¹⁰⁹. Ils possèdent effectivement deux scieries sur la rivière et un magasin dans la partie ouest de la ville. Premiers industriels de la place à profiter du chemin de fer pour rejoindre le marché extérieur, ils possèdent aussi, pour mener leurs opérations, plusieurs goélettes qu'ils ont fait construire pour certaines à leurs chantiers situés à l'embouchure de la rivière, tout près du pont. La partie ouest de la ville, celle située entre les rues Lavoie et Tessier, profite manifestement de cette activité d'autant que se trouvent à proximité de ce secteur des quais où les Butchard font descendre leur bois de sciage pour ensuite le «cager» dans une cour située au sud du manoir Tessier. Cet espace couvrirait aujourd'hui l'extrémité ouest des rues Sainte-Marie et de l'Évêché Ouest¹¹⁰.

Malgré cette relance industrielle, qui va durer une quinzaine d'années (de 1870 à 1887), la croissance démographique locale se veut paresseuse. Les États-Unis drainent une bonne part des surplus de sa population, et ce n'est qu'à la toute fin du siècle, dans la dernière décennie, qu'elle prend de la vigueur. Le nombre des personnes enfermées dans le quadrilatère Saint-Germain, Lepage, de l'Évêché et Tessier passe alors de 1 429 habitants, qu'il était en 1881, à 1 804 habitants, en 1901. La majorité des Rimouskois s'activent dans les commerces, dont le nombre a doublé depuis 30 ans (30 marchands en 1871, 63 en 1901) ainsi que dans les entreprises vouées aux services publics et à la finance, lesquels quintuplent dans le même temps (13 entreprises en 1871 et 66 en 1901)¹¹¹.



À l'avant-plan, la rue Saint-Germain Ouest vers 1900. On aperçoit des hangars et des appontements longeant le rivage. Un quai a été aménagé à l'embouchure de la rivière pour le chargement du bois. Le futur Nazareth est encore un espace agricole (Collection Mario Mimeault)

Le clergé domine. Cent des 434 activités occupationnelles sont remplies par des religieux et des religieuses (administration, cure, enseignement). Au civil, l'élite professionnelle et marchande, majoritairement libérale, dirige les destinées de la Ville. Médecins et avocats monopolisent les postes de maire, d'échevins et de députés. La famille Tessier, en la personne d'Auguste, se démarque plus que les autres. Maire de 1889 à 1899, ce dernier se fait élire à la Chambre des députés à Québec de 1889 à 1906. Le fédéral est affaire de médecins. Jean-Baptiste Fiset et Joseph-Alphonse Ross occupent alternativement le siège du comté à Ottawa. Par contre, les Martin, Lepage, Rouleau et Talbot, tous des marchands bien établis, demeurent plus près de leurs intérêts quotidiens en occupant les postes d'échevins. C'est à peine si on trouve quelques représentants de la classe populaire en la personne de Georges Dumont, tanneur, de Paul Raymond, peintre en bâtiment, et de Georges Saint-Laurent, cultivateur¹¹².



Détail du plan «Ville de Rimouski vers 1890» (Auteur inconnu, Archives de l'Archidiocèse de Rimouski, Fonds Archidiocèse de Rimouski)

Il est d'ailleurs normal que les fermiers n'occupent pas une place plus importante dans l'administration publique. Alors que la population de Rimouski augmente de 27% entre 1871 et 1901, eux passent de 29 fermiers à 21 fermiers. Et malgré cela,

une bonne partie du périmètre urbain est constituée de champs en culture. L'espace qui sépare le séminaire de la voie ferrée en 1890 est occupé par des jardins et, plus à l'ouest, la même étendue recouvre les terres des familles Rouleau et Tessier. Au delà de la voie ferrée, les futures paroisses de Saint-Robert et de Saint-Pie X ne sont que des champs. À l'est de la ville, depuis la rue Lepage jusqu'à l'église de Saint-Agnès, là où passent aujourd'hui les rues Saint-Pierre, Keable, Brillant, Ringuet et Léonard, les photographies de la fin du siècle montrent de grands espaces verts. Cette ambivalence du paysage rimouskois est à l'image de la période de transition que la communauté traverse, plus du tout village, pas tout à fait ville.

* * *

Quand se pointe le XX^e siècle, les structures de la ville de Rimouski sont en place. Un leadership politique, social et culturel s'exerce. L'économie locale s'appuie sur le commerce en gros et au détail, les métiers traditionnels, l'enseignement et les services. Avec la prison, le Palais de justice, le Bureau d'enregistrement et le bureau de poste, la ville est maintenant un chef-lieu administratif. Son évêché fait d'elle le siège d'un vaste diocèse qui englobe tout le territoire qui s'étend depuis le Témiscouata jusqu'à Gaspé. Ses institutions d'enseignement forment la relève de tout l'Est du Québec. Ses infrastructures portuaires, la ligne de chemin de fer et ses bureaux de poste et de télégraphie la placent au cœur des communications régionales. Enfin, ses nombreuses boutiques et ses bureaux de médecins, d'avocats et de notaires consolident sa vocation de centre régional naissant.

Cependant, pour que Rimouski devienne une capitale administrative et régionale incontestée, il lui faut encore progresser. La communauté locale doit maintenant parfaire ses infrastructures communautaires (aqueduc, égouts, électricité, éclairage, hôpital), se doter d'outils de développement (Chambre de commerce, banques, caisses populaires, assurances), s'ouvrir aux nouveaux moyens de communication (téléphone, radio, télévision), adapter ses écoles aux nouvelles réalités sociales. Les défis sont, pour elle, encore nombreux. Les épreuves aussi.

Chapitre 5

L'affirmation du fait urbain (1900-1930)

Par Paul LAROCQUE



Voyageurs endimanchés sur le quai de la gare vers 1925. À Rimouski comme ailleurs, le transport ferroviaire atteint son apogée durant la période 1900-1930 (UQAR, Collection Lionel Pineau)

Les premières décennies du XX^e siècle marquent un véritable passage vers la modernité et la civilisation urbaine. L'agglomération rimouskoise se développe rapidement, et ses élus sont constamment confrontés à de nouveaux défis. Cette croissance urbaine repose pour une bonne part sur la relance spectaculaire de l'exploitation forestière par la Compagnie Price, dont les activités laisseront une profonde empreinte sur le milieu régional. En même temps, l'essor des institutions atteint de nouveaux sommets et reconfigure l'espace urbain, tout en consacrant le rôle de Rimouski comme centre de services. Partagée entre ces deux pôles, la région rimouskoise devient une terre fertile en contrastes.

UNE POPULATION EN TRANSITION

L'industrialisation québécoise est alors sur une lancée apparemment irrésistible, grâce à l'apport de capitaux étrangers, aux progrès technologiques et aux nouvelles formes d'énergie, principalement l'électricité. En dehors de Québec et de Montréal, on assiste à une intensification et à une diversification sans précédent de l'exploitation des richesses naturelles, appuyées par la mise en valeur des sites hydroélectriques. Cet essor industriel accélère le mouvement d'urbanisation. Le recensement de 1921 permet de constater que la population urbaine est pour la pre-



Depuis la maison-mère des sœurs du Saint-Rosaire, vue en direction du nord-ouest vers 1915. On aperçoit la gare, l'Hôtel Lenganh ainsi que les arbres délimitant le tracé de la rue de l'Évêché (UQAR, Collection Lionel Pineau)

mière fois majoritaire au Québec. Le réseau urbain du Québec est en voie de déploiement rapide, même s'il compte beaucoup plus de petites villes que de villes moyennes.

La ville de Rimouski, encore un gros village au tournant du siècle, renoue avec la croissance de 1900 à 1930 au point de se transformer progressivement en l'une de ces petites villes. La modeste reprise observée dans la dernière décennie du XIX^e siècle n'est pas un phénomène passager. Évaluée à 1 804 habitants en 1901, la population urbaine est trois fois plus élevée en 1931: 5 589 habitants occupent sensiblement le même périmètre qu'au début du siècle, grâce notamment à un bilan migratoire favorable¹.

**Le bilan migratoire de la paroisse Saint-Germain-de-Rimouski
(ville et municipalité de paroisse) 1901-1931**

	1901	1911	1921	1931
Ville de Rimouski	1804	3097	3612	5589
Municipalité de paroisse	1295	1736	2085	1885
Population recensée	3099	4833	5697	7474
Population attendue		3923	6032	7091
Solde		910	-335	383
Solde 1901-1931				958

Sources: Registres des baptêmes et des sépultures de la paroisse Saint-Germain-de-Rimouski, 1901-1930; Recensements du Canada, 1901-1931.

Le bond en avant le plus spectaculaire se produit de 1901 à 1911 (de 1 804 à 3 097 personnes, soit une hausse de 72%), mais les années 1920 (+54,3%) présentent également un bilan très positif. Seule la décennie 1911-1921, durant laquelle la hausse atteint à peine 500 personnes, marque un certain ralentissement. La Première Guerre mondiale n'est sans doute pas étrangère à cette situation: dans le contexte de l'effort de guerre, les grandes villes québécoises mobilisent une partie de la population excédentaire des milieux ruraux et des petites villes. Tout au long de la période, la base industrielle rimouskoise est importante, reposant sur les activités saisonnières du sciage et du planage, ainsi que sur la production de pâte de papier. Les élites locales dénonceront cependant son étroitesse, sans vraiment parvenir à y porter remède. Il en ira autrement du secteur des services, dont la diversification et l'essor continu annoncent déjà le rôle de capitale régionale dévolu à Rimouski surtout après 1945².

Une vue saisissante depuis la maison-mère des sœurs du Saint-Rosaire

Souvent je m'arrête sur ces hauteurs qui tiennent le milieu de la distance entre la rivière et le quai; la rivière avec ses scieries et ses usines; le quai qui s'allonge toujours à pas de tortue à la poursuite des eaux profondes. Puis, en voyant ce ruban d'acier qui les relie l'un à l'autre, je me prends à rêver de l'avenir de Rimouski: là-bas à gauche, l'usine, ici, à droite, le port de mer; là, la fabrication; ici, l'exportation; entre eux, la ville en amphithéâtre, étendant ses ailes de l'un à l'autre, avec son centre religieux et intelligent; partout le mouvement, le progrès, la prospérité.

Texte signé «un Rimouskois», *La Presse*, 10 novembre 1906.

À l'échelle bas-laurentienne, la croissance rimouskoise n'est pas la plus rapide: Mont-Joli (3 143 habitants en 1931) et Matane (4 757 habitants en 1931) voient leurs populations quadrupler, ou presque, durant les trois premières décennies du siècle. Le développement de Mont-Joli est catalysé par son rôle de relais ferroviaire, renforcé par l'ouverture en 1910 du chemin de fer «Gulf and Terminal» reliant Matane et la région métissienne. Matane, dont le profil industriel ressemble beaucoup à celui de Rimouski, bénéficie grandement de ce lien ferroviaire la rattachant désormais au réseau national. Malgré le vif essor de ces localités rivales, Rimouski se maintient tout de même au second rang parmi les villes du Bas-Saint-Laurent. Elle resserre même l'écart qui la sépare de Fraserville (Rivière-du-Loup en 1919), dont les avantages comparatifs dans le secteur ferroviaire s'amenuisent au profit d'une série de villes compétitrices des Maritimes desservies par le tout nouveau réseau national du Transcontinental³.

La ville de Rimouski n'occupe que la portion congrue de l'ancien territoire seigneurial. À l'ouest, c'est tout juste si elle franchit la rivière à la hauteur du moulin Price et des premières habitations de ce secteur, construites en réponse aux besoins du personnel cadre de cette compagnie. À l'est, au delà de la future rue Belzile, une zone rurale sépare la trame urbaine du secteur du quai. Au sud, son territoire s'étend à peine au delà de la voie de chemin de fer. Autour d'elle, la municipalité de paroisse de Saint-Germain, érigée en 1869, recouvre un espace rural aux contours irréguliers, sur lequel se greffent un peu artificiellement quelques agglomérations naissantes: autour du quai (futur Rimouski-Est), au Brûlé (futur Sainte-Odile) et au Beauséjour, près du «Petit Saut».

Plus loin encore, les subdivisions se sont multipliées en réponse à la croissance démographique. Les découpages ont d'abord été religieux: à la paroisse de Saint-Germain se sont progressivement ajoutées les communautés ecclésiales de Saint-Anaclet (1858), Sacré-Cœur (1875), Pointe-au-Père (1882) et Sainte-Blandine (1882). À chaque occasion, l'érection à des fins civiles («municipalités de paroisse») a suivi de près l'érection canonique. Dans un monde qui se complexifie rapidement,

ce quadrillage territorial en vient à correspondre à une certaine spécialisation économique. Ainsi, la petite municipalité de Pointe-au-Père, où l'agriculture a peine à s'implanter, voit sa vocation maritime s'affirmer; par ailleurs, l'aire sacrée délimitée au centre de la localité est dédiée à Sainte-Anne et son église-sanctuaire est fréquentée annuellement par des milliers de pèlerins. Sacré-Cœur a l'allure d'une localité agricole type du littoral bas-laurentien, dont l'expansion vers le sud a cependant été bloquée par le tracé diagonal de la rivière Rimouski. À l'extrémité est de son territoire, non loin de la rivière, l'émergence d'une petite agglomération ne tarde pas à préoccuper ses élus: il s'agit du futur quartier de Nazareth. À l'instar de Sacré-Cœur, la municipalité de Saint-Anaclet a l'aspect d'une localité agricole, mais il faut noter que la population des rangs de l'intérieur, dans le canton Neigette, tire principalement sa subsistance de l'exploitation forestière. Même si l'emprise des chantiers et des moulins est perceptible dans tous les recoins du territoire, c'est sans doute à Sainte-Blandine, dans les profondeurs de l'ancienne seigneurie et au cœur du canton Macpès, qu'elle est la plus forte⁴.



Pointe-au-Père pavoise pour accueillir les pèlerins adeptes du culte de Sainte Anne. (Collection des sœurs de Notre-Dame du Saint-Rosaire)

La population des municipalités de paroisse avoisinant la ville de Rimouski (Saint-Germain, Sacré-Cœur, Pointe-au-Père, Sainte-Blandine et Saint-Anaclet) s'accroît de moins de 50% de 1901 à 1931, année où elle atteint les 6 342 habitants. L'examen des registres de l'état civil indique que cette hausse très inférieure à celle de la ville de Rimouski ne découle pas d'un accroissement naturel déficient. Il faut plutôt prendre en compte le pouvoir attractif des milieux urbains ainsi que, dans une

moindre mesure, celui des zones de colonisation du plateau bas-laurentien. Certains curés signalent d'ailleurs le départ régulier d'individus ou de familles vers les villes québécoises (dont, bien sûr, Mont-Joli et surtout Rimouski), vers les centres urbains de la Nouvelle-Angleterre, ou plus simplement, dans un mouvement de proche en proche, vers l'intérieur des terres. De 1911 à 1921, on observe même une régression à Pointe-au-Père et Sacré-Cœur, tandis que les populations de Saint-Anaclet et Sainte-Blandine, jusque-là en croissance rapide, font presque du surplace. Dans le dernier cas, il semble que l'extension des coupes forestières accentue l'étalement de la population vers le sud où seront érigées, peu après le premier conflit mondial, les paroisses de Saint-Narcisse et de Saint-Marcellin⁵.

Population de la ville de Rimouski et des municipalités de paroisse voisines				
année	1901	1911	1921	1931
Sacré-Cœur	686	723	<u>690</u>	852
Saint-Anaclet	928	1302	1435	1597
Pointe-au-Père	305	426	<u>343</u>	458
Sainte-Blandine	844	1255	1364	1550
Saint-Germain	1295	1736	2085	<u>1885</u>
Total	4058	5442	5917	6342
Ville de Rimouski	1804	3097	3612	5589
Grand total	5862	8539	9529	11931
Source: Recensement du Canada, 1931, vol. II, p. 56				

Cette mobilité que facilite la proximité des gares est synonyme de bilans migratoires négatifs et reflète les transformations du monde rural, de moins en moins homogène. Une fois les meilleures terres occupées, l'établissement des fils à proximité de la ferme paternelle représente un rêve souvent irréalisable. Tout au long de la période, l'augmentation du nombre de ruraux non-agriculteurs, moins enracinés et plus enclins au départ, signale une mobilité accrue de même que l'essor rapide des villages. En 1931, la population non agricole est même majoritaire à Pointe-au-Père, et Saint-Germain-de-Rimouski (paroisse)⁶. Dans l'ensemble, les ruraux comptent dans leurs rangs plus d'hommes que de femmes, contrairement à la tendance observée en ville.

ENTRE VILLE ET CAMPAGNE

La poussée industrielle du début du siècle est loin d'avoir à Rimouski un caractère exclusivement urbain, contrairement aux centres de production textile, par exemple. L'industrie du bois s'installe à la périphérie de la ville et utilise une main-d'œuvre de provenance à la fois urbaine et rurale, particulièrement en vue de son approvision-

nement. Parallèlement, les cultivateurs de la région rimouskoise fréquentent plus que jamais la ville en tant que fournisseurs et consommateurs. Dans les limites mêmes de la cité, où l'habitat est encore souvent clairsemé, potagers, vergers, petits élevages et écuries évoquent les origines rurales de la population. La chasse et la pêche ont beaucoup d'adeptes, même s'il faut braconner pour taquiner le saumon de la rivière Rimouski. Pour sa part, le fleuve, objet universel d'admiration, est de moins en moins un vivier. Les Rimouskois du début du XX^e siècle sont apparemment plus terriens que leurs ancêtres, même s'ils sont conscients des avantages que peut procurer la proximité de la grande voie d'eau.

Edgar Canuel, né en 1914 sur une ferme du «Brûlé», se souvient...

«La rivière Rimouski était proche et j'accompagnais régulièrement le père-chez-nous pêcher le saumon. Il fallait se cacher car le cours d'eau était régulièrement surveillé par des employés de la Compagnie Price qui en revendiquaient l'usage exclusif».

<http://www.Cegep-Rimouski.qc.ca> (recueilli par Jacques Gagné en 1999).

Une grande pourvoyeuse: la forêt

L'année 1900 marque le retour en force de la Compagnie Price, après une éclipse de plus d'un quart de siècle. William Price, petit-fils du fondateur et depuis peu propriétaire de tous les actifs, peut afficher un bel optimisme. En ce début de siècle, tout indique que le mouvement d'urbanisation portera à des niveaux sans précédent la demande de bois usiné. Même si elle a perdu ses pinèdes, la région est encore couverte de vastes forêts d'épinette, de cèdre et de bouleau. Les concessions forestières sur les terres de la couronne demeurent très accessibles. La compagnie est aussi propriétaire en région de plusieurs étendues de terre, dont la section la plus

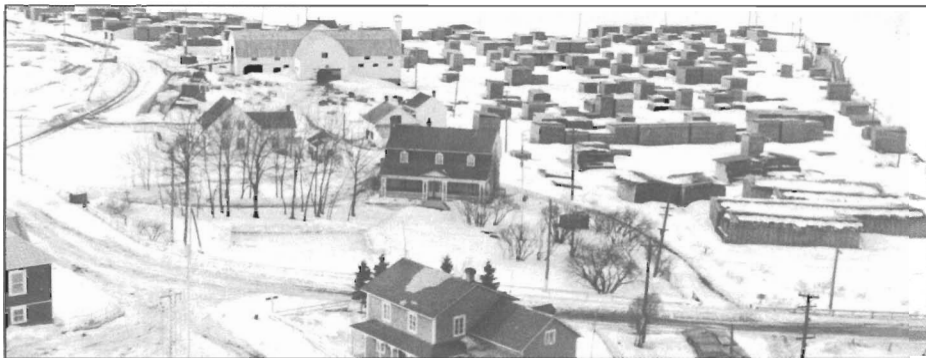


Moulin Price près de l'embouchure de la rivière. (UQAR, Collection Huberte Garon)

méridionale de la seigneurie Nicolas-Riou. Une entente avec la famille Tessier, héritière des droits seigneuriaux, lui permet d'utiliser à sa guise les eaux de la rivière Rimouski, atout indispensable pour le transport du bois et la production d'énergie. D'importantes infrastructures de transport sont à sa disposition tant pour l'expédition terrestre que maritime de ses produits. La main-d'œuvre expérimentée ne fait pas défaut et les élus rimouskois, enthousiastes à l'idée de la création de nombreux nouveaux emplois, accordent sans discuter une généreuse remise de taxe à la compagnie. Bref, tout est prêt pour une relance qui s'annonce prometteuse.

Ce retour à Rimouski s'inscrit dans un plan d'ensemble visant la rive sud de l'estuaire. D'autres investissements ne tarderont pas à faire de la Compagnie Price le principal scieur de la région: à Matane, dans la région métissienne (fondation de Price), à Lac-au-Saumon... Ces initiatives, combinées à celles de firmes rivales, notamment dans les vallées de la Matapédia et du Témiscouata, permettront au Bas-Saint-Laurent d'occuper jusqu'au milieu du siècle le tout premier rang au Québec dans le domaine de la production de bois d'oeuvre. À Rimouski même, l'année 1900 est celle de la construction du plus vaste moulin à bois jamais vu ici, près de la rive gauche de la rivière, à proximité de la voie ferrée. La vapeur fournit l'énergie motrice et l'épinette représente la principale matière première de cette installation à laquelle un atelier de planage ne tarde pas à se juxtaposer. Sur la rivière, à la hauteur de ces installations, bassin de flottage, dalles et écluse marquent le point d'aboutissement des milliers de billots acheminés d'aussi haut que le lac Rimouski. L'immense cour à bois accueillant les produits finis avant leur expédition s'étend jusqu'aux abords du fleuve. Près du moulin, des travailleurs chargent une partie du bois à bord de wagons ferroviaires ou de chalands à fond plat. Ces derniers acheminent à marée haute les produits finis au grand quai de l'est, où des équipes d'arrimeurs au service exclusif de la compagnie assurent une répartition équilibrée des cargaisons dans les cales de navires⁷.

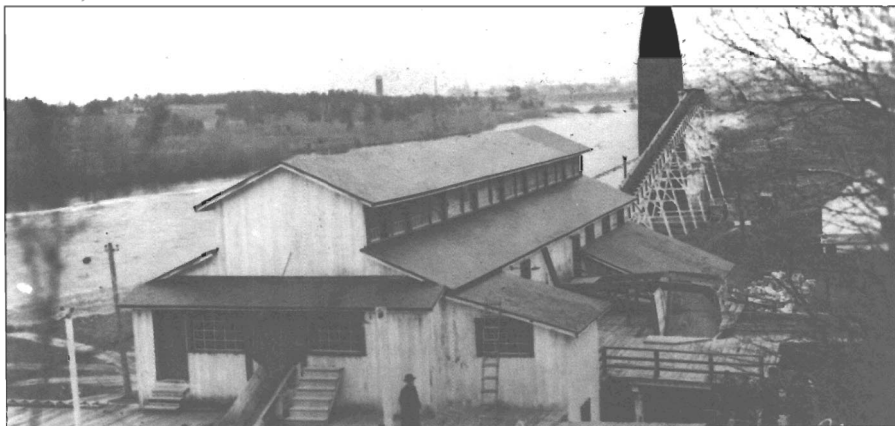
Opportuniste, la compagnie achète, remet en état, agrandit et opère le moulin à bardeau prolongé d'une écluse localisé à un 1,6 kilomètre en amont de la rivière, à la hauteur du «Brûlé». Aménagée pour la production de bardeau depuis 1889, l'infrastructure a connu quelques propriétaires américains mais sa rentabilité ne semble jamais avoir été mise en cause. La production est acheminée en direction de la voie ferrée par traction animale sur le chemin Tessier (ancien chemin du Brûlé), le long duquel sont disposés à intervalles réguliers des barils remplis d'eau pour limiter les risques d'incendie. Au cours des années 1920, des tracteurs à chenilles prendront la relève des chevaux de trait. L'inflammabilité des matériaux est telle que le moulin sera à trois reprises détruit par un incendie. En 1913 et en 1915, on choisira de reconstruire sur le même site, mais au terme de l'incendie de 1931, la reconstruction s'effectuera à proximité du grand moulin de la rive gauche⁸.



Vue partielle de la cour à bois de la Compagnie Price. (Collection Philippe Michaud)

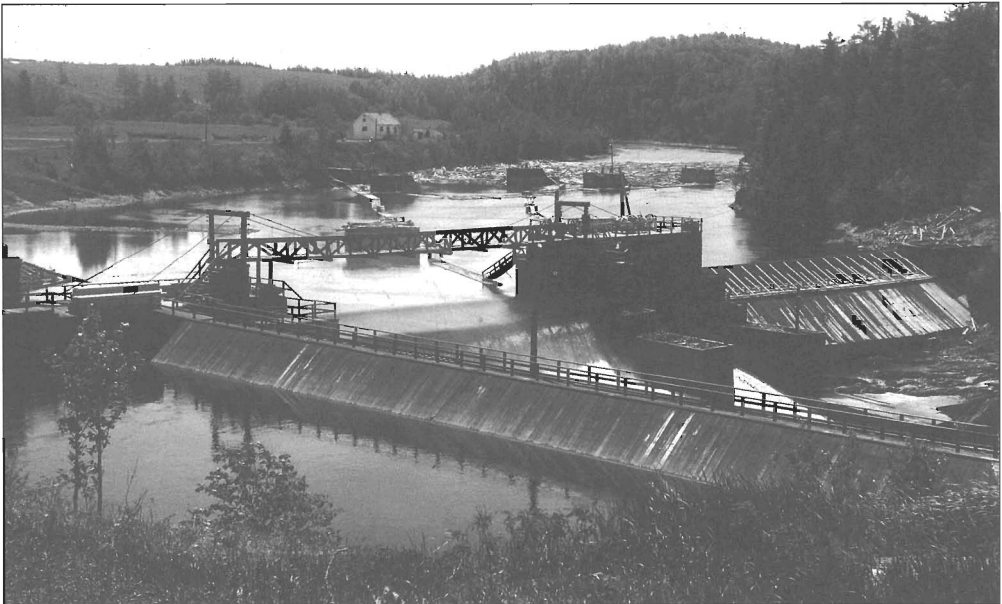


Sans titre (Petits bateaux à l'embouchure de la rivière Rimouski) (Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Québec, Collection Magella Bureau (P547), dossier Rimouski)



Moulin à bardeaux vers 1920 (Centre d'archives et documentation du Séminaire de Rimouski, Fonds Lionel Roy, réf. 31A#5)

Non sans audace, Price s'associe également avec le financier Oswald A. Porritt en 1902 pour investir, au pied du «Petit Sault», un capital de 150 000\$ dans l'aménagement d'un site voué à la production de pâte de bois. Contrairement au sciage, qui vise la consommation de masse, l'entreprise cible ici les producteurs de papier. La technologie utilisée, plus complexe, repose directement sur la force hydraulique: la chute d'une hauteur de 51 pieds est harnachée pour fournir l'énergie à deux moulins. Le premier, alimenté en bois de grume, écorce et débite le bois pour ensuite l'acheminer vers un second moulin flanqué de réservoirs d'acide où six meules défibreuses transforment le bois en pâte. Celle-ci est successivement battue, tamisée, blanchie, emballée... Le transport des balles de deux cent livres vers le point d'embarquement est effectué à l'aide d'un câble convoyeur soutenu par une série de pylônes disposés tout le long de la rivière. L'entreprise, entièrement sous contrôle de Price à partir de 1909, livrera un pourcentage grandissant de sa production à la nouvelle usine de papier de la compagnie à Kénogami. Elle sera en opération jusqu'en 1927, malgré plusieurs interruptions liées à des bris de matériel et à des pénuries d'eau. À l'été 1923, un vaste incendie de forêt sévira dans le haut-pays et menacera pendant plusieurs jours ses installations. C'est finalement la chute continue des prix, dans un contexte de surproduction générale, qui incitera Price à fermer et démanteler en 1927 toutes les installations du site, sauf l'écluse et le moulin de pâte, transformé en dynamo⁹.



Barrage de la «pulpe» au «Petit Saut» vers 1940 (L. M. Pelletier, UQAR, Collection Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent)

Le travail au grand moulin de l'embouchure se poursuit de mai à novembre, à raison de deux quarts de travail quotidiens. Sa capacité de production annuelle de 12 millions de «pieds mesure de planche» sera graduellement augmentée; un ajout de machinerie la portera finalement à 25 millions en 1925. En 1906, 160 hommes se partagent le travail de sciage, de maniement et d'expédition du bois. Dès la décennie suivante, les effectifs augmentent sensiblement pour atteindre trois cent vingt-cinq en 1927¹⁰. Le moulin à bardeau, pour sa part, emploie en saison environ une soixantaine d'hommes et «la pulpe», près de quatre-vingt. La majorité de ces employés s'adonnent au travail forestier après la fermeture saisonnière des moulins.

Au terme d'une longue période de ralentissement des opérations forestières, le bassin versant de la rivière Rimouski connaît à cette époque une animation sans précédent. Les contrats de coupe impliquent une trentaine d'entrepreneurs ou «jobbers» disséminés le long d'un vaste territoire découpé suivant le «pendant des eaux» et relié au monde habité par les «partageurs», ces indispensables livreurs de courrier, de tabac et autres nécessités. À chacun des contractants incombe la responsabilité du recrutement des hommes et de la livraison d'une quantité prédéterminée de billots. La saison de coupe débute à la fin de l'été, s'intensifie en novembre et se prolonge jusqu'aux fêtes, pour l'essentiel. De janvier jusqu'à la mi-mars, le charriage du bois - souvent au delà de 500 000 billots d'une longueur minimale de huit pieds - sur les chemins foulés et glacés implique environ les trois quarts du personnel employé à la coupe et prépare le flottage printanier. Celui-ci, effectué par environ 200 travailleurs, se prolonge pendant un bon mois et même davantage. La tâche la plus périlleuse et la plus éreintante consiste à récupérer les billots empêtrés le long des rives (la «glane»). Le travail des «draveurs» arrive à son terme à la hauteur de la chute de la rivière du Bois-Brûlé, site où les employés des moulins prennent la relève.

Lors des années de plus forte coupe, le nombre d'hommes impliqués d'une façon ou d'une autre dans ces opérations forestières frôle le millier, un chiffre deux fois plus élevé que le total des employés des moulins Price. La main-d'œuvre rurale non agricole joue à l'évidence un rôle indispensable, même si sa contribution n'est pas quantifiable. Entre les moissons et les semailles, les agriculteurs et leurs fils participent aussi, dans une moindre mesure, à l'assaut donné à la forêt, mais les impératifs de la vie agricole réduisent leur implication dans le flottage du bois¹¹. Même si la rudesse de la vie de chantier est bien connue, il faudra attendre les années trente avant que ne soient votées les premières lois visant à protéger les bûcherons. Le travail dans les moulins, un univers fermé et peu documenté, comporte également sa part de dangers et de difficultés, surtout avant la Seconde Guerre mondiale durant laquelle les efforts de syndicalisation porteront fruit.

La Compagnie Price ne montre aucune inquiétude quant à l'avenir de la ressource forestière. La déforestation aura cependant pour première conséquence

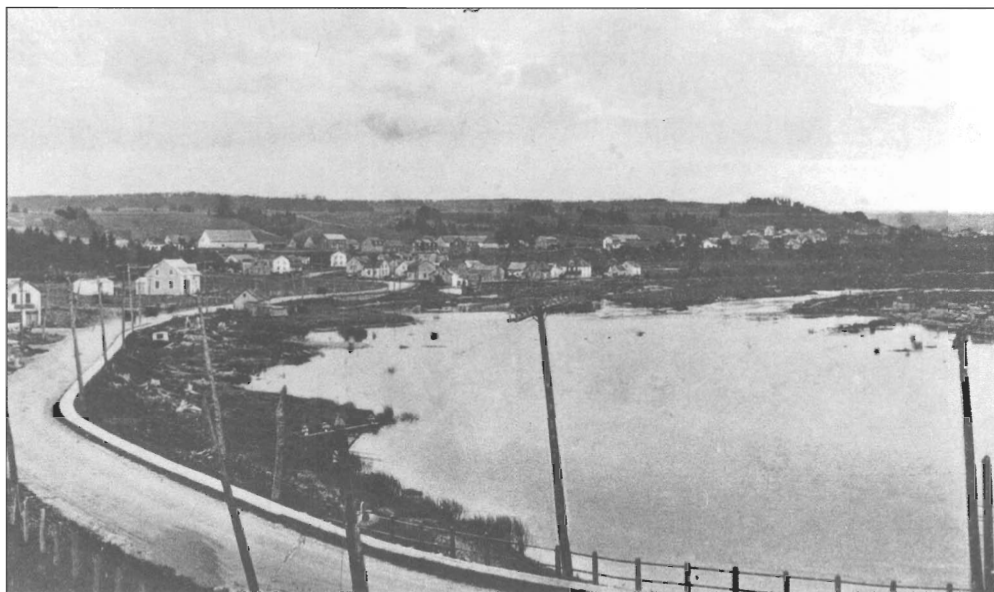
d'allonger les périodes estivales et hivernales d'étiage des eaux de la rivière. La mainmise de la compagnie sur la chute du «Petit Sault» privera en outre les entreprises productrices d'électricité de la plus importante source d'énergie disponible à proximité de Rimouski. En 1906 et de façon intermittente par la suite, elle n'hésitera pas à faire creuser le lit et redresser plusieurs méandres de la rivière à grand renfort de dynamitages,¹² avec la collaboration du gouvernement fédéral. Maîtresse des principales ressources forestières et du régime des eaux, l'entreprise laisse ainsi peu d'espace à ses compétiteurs locaux.

«Nettoyer» la rivière

Les travaux de nettoyage de la rivière Rimouski, commencés il y a deux mois... sont poussés avec vigueur. Dix-huit hommes y sont employés, et déjà quantité de roches qui obstruaient le chenal ont été brisées et enlevées. Pour ces travaux, on se sert de dynamite et on emploie une batterie électrique qui fait partir 16 mines à la fois. Aux froids de l'automne on cessera de travailler pour reprendre les opérations au printemps. (...) Il est bon de remarquer que la maison Price fait l'impossible pour aider les travaux, sans aucune rémunération, elle a mis, à la disposition des travailleurs, ses chalands, quantité d'outils, etc. Une fois les travaux de nettoyage terminés, une puissante drague sera employée pour creuser la rivière, y rendre la navigation facile et aider ainsi le grand commerce du bois. Remerciements au Dr Ross, M. P., qui a demandé et obtenu les fonds nécessaires pour ces travaux.
Le Progrès du Golfe, 14 septembre 1906.

Dès 1904, les frères Albert et Louis-Philippe Sirois, natifs de Sacré-Cœur, misent toutefois sur l'élargissement du marché local et leurs relations avec les cultivateurs de la région pour implanter une petite installation de sciage et de planage à l'angle des rues Saint-Jean-Baptiste et Tessier. Un petit complexe prend rapidement forme avec l'ajout d'un magasin général et d'un atelier de fabrication de portes, de fenêtres et de moulures¹³. En 1910, la Compagnie industrielle de Rimouski se lance également dans le sciage et le planage du côté ouest de la rue Rouleau, entre les rues Saint-Jean-Baptiste et de l'Évêché. Les investisseurs comptent dans leurs rangs le médecin Louis-François Lepage ainsi que le marchand Joseph-Adam Talbot. Ils visent en partie les marchés extérieurs mais deux incendies (en 1911 et en 1918) semblent les contraindre à la faillite. En 1925, la Compagnie La Perrelle Lumber, du nom de son gérant local, recueille leur succession avec un financement américain. L'entreprise, qui se distingue en raison de l'importance de son approvisionnement en bois semi-fini originaire des Maritimes, fait du planage une spécialité et devient en importance le second employeur industriel de Rimouski¹⁴.

Au delà du secteur du bois, les réalisations sont rares et éphémères: briqueterie (1905), manufacture de biscuits (1910), manufacture de laine (1919)... Seules



Le futur Sainte-Odile, le long du chemin Tessier. Avant divers travaux de remplissage, les berges de la rivière étaient beaucoup plus rapprochées de la route. Photographie prise depuis les approches du pont ferroviaire vers 1920 (Collection Philippe Michaud)

les richesses forestières confèrent à Rimouski l'aspect d'un petit bourg industriel. Même si la ville est encore de faible étendue, les employés de l'industrie préfèrent habiter à proximité de leur travail, souvent à l'extérieur des limites de la ville. Leur présence est perceptible à l'embouchure de la rivière, sur la rive droite, où on observe une accélération de la construction domiciliaire et l'ouverture ou le prolongement de quelques rues. De minuscules faubourgs apparaissent aussi de façon un peu anarchique au sud de la voie ferrée, grignotant quelques recoins du terroir agricole dans le futur quartier de Saint-Robert. De l'autre côté de la rivière, la Compagnie Price fait ériger dès le début du siècle quelques maisons sur ses terrains pour héberger son personnel de gestion. Ce groupement d'habitations chauffées à même les résidus de bois de la compagnie sera initialement connu sous le nom de «faubourg Saint-Joseph» et pour certains, sous le sobriquet de «Fort Pic»¹⁵. Plusieurs familles ouvrières ne tarderont pas à s'établir à proximité, provoquant un étirement du peuplement dans le prolongement de la rue Saint-Germain en direction du nord-ouest, sur le territoire de la municipalité de Sacré-Cœur, futur site du quartier de Nazareth. Plus au sud, sur le Brûlé, où un petit hameau a pris naissance avant la fin du XIX^e siècle, environ une trentaine de maisons, surtout habitées par les employés du moulin à bardeau ou de la «pulpe», dominant ou côtoient la rivière. Encore plus en amont, près du chemin du Beauséjour, le «village de la pulpe», un regroupement d'environ vingt-cinq habita-

tions dont une quinzaine sont la propriété de la compagnie, accueille des familles de travailleurs oeuvrant à la production de pâte de papier.

Une ville au cœur d'un bastion agricole

Si Rimouski vit en symbiose étroite avec le domaine forestier, le monde agricole environnant fait également sentir sa présence dans la vie de tous les jours. De 1911 à 1931, plus de cinq cent exploitants agricoles se partagent le terroir des localités de Sacré-Cœur, Saint-Germain, Pointe-au-Père, Sainte-Blandine et Saint-Anaclet. C'est beaucoup si on considère l'étroitesse du marché urbain régional ainsi que l'éloignement du centre du continent. La ferme moyenne fonctionne donc partiellement en circuit fermé, même si les statistiques de production animale et végétale commencent à faire ressortir une tendance à la spécialisation. On récolte beaucoup de foin et d'avoine, à la fois pour nourrir le cheptel et pour répondre à la demande des chantiers forestiers. L'essor de l'élevage stimule la vente de bétail sur pied, de même que la croissance de la production de lait. La culture de la patate, principal produit acheminé à l'extérieur de la région, occupe une place essentielle malgré la compétition grandissante des provinces maritimes¹⁶.



Au début du XX^e siècle, plusieurs secteurs de la ville de Rimouski ont une allure rurale, particulièrement dans les zones périphériques (UQAR, Collection Lionel Pineau)

Chacun s'efforce du mieux qu'il peut de multiplier les sources de gains monétaires, quitte à multiplier les allées et venues vers les gares et la ville. Les

citadins de Rimouski ont habituellement des parents, proches ou éloignés, habitant en milieu rural. Les échanges informels de biens et de services, favorisés par l'amélioration du réseau routier, sont encore monnaie courante. Les surplus de lait sont livrés à quelques producteurs de fromage et surtout de beurre, ou encore aux revendeurs de lait circulant de porte en porte. Au croisement du troisième rang Est et du chemin de Sainte-Blandine, Arthur Marmen et ses successeurs opèrent une fromagerie où une soixantaine de cultivateurs livreront du lait jusqu'à sa disparition en 1922. Dans la rue de l'Évêché, Arsène Michaud est longtemps propriétaire d'une beurrerie convenablement approvisionnée. Dans la rue Lavoie, au cours des années 1920, Louis Amyot innove en distribuant un lait dûment pasteurisé, en réponse aux nouvelles normes d'hygiène¹⁷. À la future intersection des rues Sirois et Saint-Robert, Pierre Dubé opte pour une spécialisation partielle dans la culture maraîchère. Au coin des rues Notre-Dame et Bellavance, l'épicier René Bellavance dispose à compter de 1915 d'un abattoir et d'une chambre froide¹⁸.



Un orateur harangue la foule à partir du balcon du pavillon de la Société d'agriculture du comté de Rimouski, peut-être lors de son inauguration (1919) (Collection Philippe Michaud)

Les cultivateurs ne répondent toutefois qu'en partie aux besoins des urbains. Activités jugées peu rentables, l'horticulture est négligée et la commercialisation de fruits est presque inexistante. La liste des produits agricoles de provenance extérieure

à la région est longue: oeufs, viandes, fruits et légumes, moulées animales, grains de semence. Certains contemporains soulignent le besoin de réduire ce qui est perçu comme une dépendance excessive. Les plus nostalgiques vont jusqu'à déplorer le recul des «arts domestiques», en partie lié au déclin de la production régionale de laine. Le travail hors ferme, particulièrement dans les chantiers de la Compagnie Price, est pointé du doigt: on néglige les préparatifs des semailles, les soins donnés aux animaux sont trop souvent confiés aux femmes et aux enfants, la période de lactation des vaches est trop courte, et le foin de meilleure qualité est réservé aux chevaux, indispensables auxiliaires des labours et des travaux forestiers¹⁹.

Rimouski est néanmoins un centre de cristallisation de la vie agricole, et à certains égards un foyer d'innovation. C'est en ville que se réunissent les membres du Cercle agricole de Saint-Germain, créé vers 1890, dont les membres visent à améliorer leurs techniques de culture et d'élevage. C'est là que la Société d'agriculture du comté fait construire en 1919 un «colisée», vaste édifice de bois localisé dans la rue Rouleau, où se tiendra désormais une exposition annuelle très fréquentée²⁰. Le Cercle des fermières (1922), notamment, y multipliera les exhibitions. C'est également en milieu urbain que les autorités du séminaire, pour pallier la disparition des activités de moulange sur le territoire de la paroisse Saint-Germain, créeront une boulangerie et plus tard une meunerie (1918) accessibles au public²¹. À leur façon, les frères de la Croix de Jésus vont pendant quelques années prêcher par l'exemple en établissant une station fruitière. La réputation des serres et du verger des sœurs du Saint-Rosaire attirera les visiteurs par centaines. À compter de 1926, le ministère de l'Agriculture et le Séminaire joindront leurs efforts en créant une École moyenne d'agriculture (actuelle résidence Lionel-Roy, à l'angle des rues Saint-Louis et Saint-Jean-Baptiste). Un cours secondaire de deux années y préparera la relève agricole, les jeunes étant directement impliqués dans le fonctionnement d'une ferme-modèle polyvalente de 300 arpents, dotée de bâtiments remarquables en lisière de la ville²².

Un fleuve qui fait rêver

En ce début de siècle, le temps où plusieurs pionniers pourvus d'une petite embarcation vivaient en partie au rythme des marées paraît révolu. À chaque année cependant, quelques pêches à fascines tendues au moment des grandes marées du printemps à l'Anse-au-Sable, au Rocher-Blanc ou le long des rives de l'île Saint-Barnabé produisent leur quota de petits poissons et parfois même, ô joie!, de saumon²³. Plusieurs amateurs d'éperlan, de plie ou de petite morue pêchent au coude à coude sur les quais de Rimouski et bientôt de Pointe-au-Père, canne de bambou en main. Plusieurs agriculteurs voisins du littoral continuent à engraisser leurs champs de pommes de terre avec du varech et du capelan²⁴. À partir de Sacré-Cœur, tous les moyens sont bons pour accéder aux ressources marines et forestières (bois récupéré)

de l'île Saint-Barnabé: pont de glace en hiver, à gué en été, ou même à bord de chalands mus par une simple perche, et plus tard par un moteur. Le cultivateur Joseph Parent ira jusqu'à louer un lot de la succession Tessier pour y cultiver du foin et des patates entreposées sur place²⁵.

Les «pêches de l'île Saint-Barnabé

Le poisson a été abondant ce printemps. Les trois pêches de l'île Saint-Barnabé, pêche Tessier, louée par MM. Achille Réhel et Didace Morissette, pêche René Lepage et pêche Laurent Lepage ont donné chacune au moins 6 000 quarts de harengs. Ce hareng a été expédié à Québec, à raison de \$1.00 par quart. Celui qui s'est vendu ici pour consommation l'a été à 75 cts le quart. Celui destiné à l'engrais a été payé 25 centins. Le Progrès du Golfe, 25 juin 1909.

Désormais, la véritable vocation maritime de Rimouski dépend de son quai. Depuis sa construction en 1855, le gouvernement fédéral s'est contenté d'un entretien normal, sans plus. De 1904 à 1908, dans le cadre d'un vaste projet de modernisation des infrastructures portuaires canadiennes, le quai est allongé d'une trentaine



Dès le début du XX^e siècle, le quai de Rimouski bénéficie d'un raccordement ferroviaire, ainsi que de l'éclairage électrique (Collection des sœurs de Notre-Dame du Saint-Rosaire)

de mètres (680 mètres au total), élargi et pourvu d'un bassin de marée d'une profondeur de trois mètres et demi. Des entrepôts sont construits, et l'éclairage électrique fait son apparition. Pendant la Première Guerre, la modernisation se poursuit pour répondre aux nouvelles normes de navigation, toujours plus exigeantes. De 1914 à 1923, l'extrémité du quai est élargie à 39 mètres sur une longueur de 333 mètres. L'infrastructure est également reliée au réseau d'aqueduc. Ce coûteux projet diminue l'encombrement estival souvent dénoncé par les élus rimouskois, mais la nécessité d'un dragage régulier permettant aux paquebots de s'amarrer au quai demeurera jusqu'aux années trente un handicap sérieux et une préoccupation permanente²⁶.

À cette époque, les installations portuaires constituent principalement un point de transit dont on souhaite augmenter l'achalandage. Depuis l'arrivée du chemin de fer, le commerce de cabotage a diminué sur le fleuve, et avec lui le nombre de goélettes. L'essor ultérieur du camionnage ne fera que consacrer ce déclin. Au cours des années 1900-1930, les appontements des marchands de la rue Saint-Germain, au voisinage de l'église, accueilleront de moins en moins de livraisons, à l'instar d'une foule de petits quais disséminés le long des rives de l'estuaire. Les goélettes encore en activité ont un plus fort tonnage qu'au siècle précédent, arborent un mât de charge et, à compter de 1912, commencent à délaisser la voile au profit du moteur. Même s'ils continuent à mettre le cap sur Québec, les capitaines Bouillon, Tremblay, St-Pierre et autres transportent maintenant surtout de lourdes charges de bois ainsi que le personnel et les «riggins de chantier», chevaux compris, d'entrepreneurs forestiers engagés dans la coupe de bois de pâte sur la rive nord du fleuve, de Bersimis à Sept-Îles²⁷.

Le discours officiel de cette époque fait souvent état de la vocation maritime de Rimouski. Son port n'est-il pas le dernier de la rive sud à être directement desservi par un chemin de fer national? À ce titre, n'a-t-il pas pour vocation de répondre aux besoins de régions dépourvues de lien ferroviaire? On pressent très tôt le développement à venir de la Côte-Nord. Dès 1908, plusieurs milieux socio-économiques rimouskois, Chambre de commerce en tête, demanderont une desserte maritime régulière entre les deux rives, même en hiver²⁸. Mais l'attente sera longue: un cabotage significatif mais irrégulier continuera à prévaloir jusqu'en 1924, année où quelques actionnaires de la Côte-Nord et de Rimouski, dont les marchands Léopold-R. D'Anjou et Édouard-M. Helleur, fondent la Compagnie de navigation Rimouski-Saguenay en vue du transport saisonnier interrives de voyageurs et de marchandises. Deux navires, le Manicouagan, et un peu plus tard le Mayita, feront dès lors régulièrement la navette entre Rimouski et la région de Manicouagan. Ils devront cependant affronter la concurrence de la Compagnie Clarke Steamship, créée en 1920, qui relie Québec et la rive nord du fleuve. Lors de sa réorganisation en 1929,

la compagnie rimouskoise devra prendre entente avec sa rivale pour limiter les effets nocifs de cette concurrence²⁹.

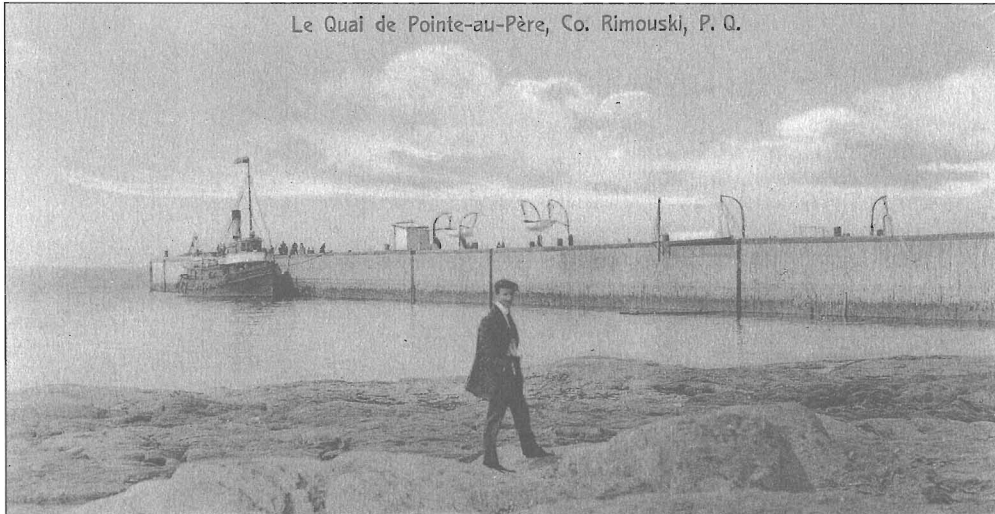
Le trafic portuaire à Rimouski continue donc, pour l'essentiel, à reposer sur d'importantes expéditions saisonnières de pâte de bois et de produits du sciage. Une voie ferroviaire auxiliaire longue de trois kilomètres relie le quai et la gare. Les convois qui l'empruntent ne font pas que transporter la production des moulins rimouskois: le quai est aussi le point de chargement de produits forestiers issus de la vallée de la Matapédia ou de la région métissienne. Ces fonctions sont certes essentielles, mais plusieurs considèrent qu'elles ne sont pas à la hauteur des espoirs suscités par l'augmentation spectaculaire de la circulation océanique sur un fleuve donnant accès à un immense continent.



Le Rhoda, navire postal, amarré au quai de Rimouski en 1913. On remarquera les sacs contenant le courrier entassés sur le pont supérieur (UQAR, Collection Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent)

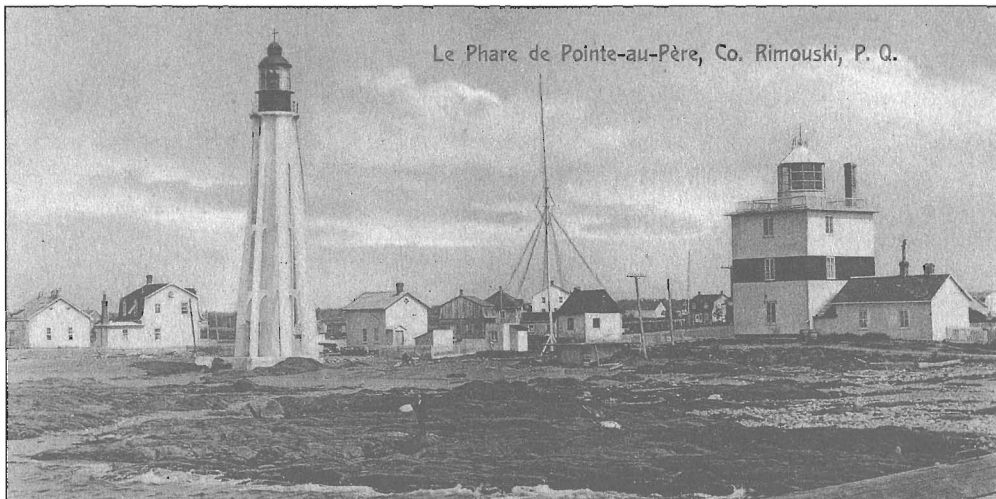
Rimouski devrait-il avoir une seconde vocation, celle de port d'escale? Depuis la construction de l'*Intercolonial*, le port de Rimouski reçoit pendant la saison de navigation les volumineuses «malles européennes», immédiatement transportées à bord d'un train à destination de Québec. Un petit navire, le *Rhoda*, et plus tard le *Lady Evelyn*, est exclusivement affecté à ce transbordement postal. Le *Progrès du Golfe* et la Chambre de commerce rimouskoise accordent la plus grande importance à ce service qui pourrait peut-être conduire à la réalisation de projets plus

ambitieux, tels que d'importants débarquements de fret et de passagers. Mais en ce domaine, la compétition est vive et même l'acheminement du courrier maritime est régulièrement mis en cause. Les pressions du gouvernement néoécossais en faveur de Halifax et Sydney (point hivernal de débarquement) sont soutenues, tandis que les



Le Quai de Pointe-au-Père, Co. Rimouski, P. Q.

«*Le quai de Pointe-au-Père, Co. Rimouski, P.Q.*» (Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Québec, Collection Magella Bureau (P547), dossier Pointe-au-Père)



Le Phare de Pointe-au-Père, Co. Rimouski, P. Q.

«*Le phare de Pointe-au-Père, Co. Rimouski, P.Q.*» (Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Québec, Collection Magella Bureau (P547), dossier Pointe-au-Père)

armateurs ne cachent pas leur préférence pour Québec. Au terme de la Première Guerre mondiale, Rimouski sera définitivement évincée au profit de Halifax et

Québec, selon la saison³⁰.

Les regards se tournent souvent vers Pointe-au-Père, qui accueille à compter de 1905 la station de pilotage maintenant placée sous la direction du ministère fédéral de la Marine. Le nombre de pilotes résidant dans la localité augmente, de même que le nombre de ceux qui y pensionnent grâce aux allocations du ministère. Ce transfert accélère la construction d'un quai depuis longtemps réclamé par les pilotes et les armateurs. Terminée en 1908, la rade a une longueur de huit cent pieds et une largeur de trente-deux. Les chaloupes ancrées dans l'anse du sud-ouest sont remplacées par un petit vapeur, l'*Euréka*, accélérant le transport des pilotes. Parallèlement, les services maritimes sont multipliés et modernisés: des instruments de jauge mesurent les marées, les courants et les variations météorologiques, une station de télégraphie sans fil (système «Marconi») communique avec les navires jusqu'à l'entrée du golfe, et surtout, à compter de 1909, un tout nouveau phare domine la mer de 27 mètres à marée haute, projetant sa lumière au delà du milieu du fleuve. À proximité, un hangar abrite le nouveau signal sonore à air comprimé, qui fait vite oublier les anciens «signaux de brume»³¹.

Pendant quelques années d'effervescence, charpentiers et journaliers affluent donc dans la localité. Mais une fois les travaux complétés, la vie reprendrait-elle trop vite son cours normal? Les élus de la pointe, en effet, posent en rivaux des Rimouskois, réclamant pour eux la desserte maritime de la Côte-Nord, de même que les «malles européennes»... Ces projets qui feront des vagues jusqu'à Rimouski n'auront cependant pas de suite³². La vocation maritime de Pointe-au-Père continuera à reposer sur un petit complexe auxiliaire de la grande navigation, rouage d'autant plus indispensable que des centaines de navires obliquent annuellement vers la côte à la hauteur du phare. Cette circulation n'est pas sans dangers comme le démontre le naufrage de l'*Empress of Ireland* en mai 1914, qui fait plus d'un millier de victimes. Capté par le télégraphiste de Pointe-au-Père, le signal de détresse provoque l'arrivée de l'*Euréka* et du *Lady Evelyn*, premiers navires présents sur les lieux du drame.

Les soins donnés aux naufragés de l'Empress

Il a fallu recourir à la bonne volonté des gens, souvent plus grande que leur maison. En sorte que les blessés s'entassaient dans certaines salles étroites sans avoir le minimum de confort nécessaire (...) De même, les médecins se sont vus dans la triste nécessité de réparer les membres blessés, il a fallu s'agenouiller au côté du patient... et faire de leur mieux, comme au fond des bois, quand une branche d'arbre tombe sur un bûcheron. (...) Il a fallu recourir à la bienveillance des SS de la Charité, qui ont hébergé plusieurs de ces malheureux et les hébergent encore. (...) Ne serait-il pas grand temps de songer à jeter les bases d'un hôpital pour y recevoir les malades et les blessés? Depuis 20 ans on en parle théoriquement: qu'y a-t-il de fait? Qui a considéré pratiquement la chose?
Texte non signé, *Le Progrès du Golfe*, 30 mai 1914.

VIVRE EN AGGLOMÉRATION

Un fleuve immense, une rivière aux nombreux tributaires, de vastes forêts publiques ou privées, un terroir agricole accueillant une population polyvalente: Rimouski est une ville dont le développement et l'aspect reposent pour une bonne part sur son environnement immédiat. Comme nous allons le voir, la ville doit beaucoup également à ses institutions publiques et surtout religieuses, dont les propriétés influent considérablement sur la trame urbaine. Combiné à celui des professions et des établissements commerciaux ou financiers, l'essor institutionnel fait de plus en plus de Rimouski un carrefour de services, non seulement pour les localités voisines, mais aussi pour de nombreuses communautés maritimes ou agroforestières géographiquement éloignées de Québec.

Dans ce contexte, l'essor urbain ne peut qu'être rapide. Comment composer avec ce phénomène encore neuf que représente la vie en agglomération? Dans un premier temps, il importe de créer de toutes pièces les infrastructures de base sans lesquelles les relations de proximité deviendraient vite infernales. En une seconde étape, les décideurs pourront mettre en place divers éléments susceptibles d'offrir à leurs concitoyens un peu plus de sécurité, de confort et d'agrément.



Photographie aérienne d'une partie de la ville de Rimouski vers 1931 (Compagnie aérienne franco-canadienne, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Québec, E21 ministère des Terres et Forêts, série CAFC no N01-2)

Une ville en chantier (1900-1914)

Le paysage architectural religieux évolue rapidement à Rimouski au début du siècle, sous l'épiscopat de Mgr André-Albert Blais (1891-1919). Les deux mises en

chantier les plus monumentales se font au sud-est, un peu à l'extérieur de la trame urbaine de 1900. Elles vont ouvrir la voie à un développement accéléré de la ville dans une zone jusque-là rurale. La communauté diocésaine des sœurs de Notre-Dame du Saint-Rosaire, qui accueille de nombreuses postulantes surtout destinées à l'enseignement primaire, construit sa nouvelle maison-mère (partie centrale actuelle) de 1905 à 1907. L'édifice représente une masse imposante, avec sa large et haute façade en pierre de bossage tournée vers le fleuve. Le choix du site découle d'une quête de tranquillité et d'autonomie. Le bâtiment, pourvu d'une magnifique chapelle, est en territoire urbain, mais les terres agricoles prolongeant le domaine vers le deuxième rang font partie de la municipalité de paroisse de Saint-Germain. Celles-ci procureront longtemps à la communauté une part importante de ses denrées alimentaires³³. Simultanément, un peu plus à l'est, selon les mêmes critères de localisation, la communauté de l'Ordre des Ursulines répond à l'appel de Mgr Blais en faisant construire en 1905-1906 un monastère doublé d'un noviciat, d'un pensionnat et d'une École normale pour filles. La mission poursuivie est donc un peu différente, le principal objectif étant la formation d'enseignantes laïques en réponse à la rapide multiplication des écoles et des besoins, surtout en milieu rural. Le bâtiment au revêtement de brique comporte lui aussi une imposante façade orientée vers le nord, dominant la ville et le fleuve³⁴.

Signe des temps, la rue des Avocats est rebaptisée avenue de la Cathédrale et la rue de la Station devient rue de l'Évêché en 1904. Au centre de la ville, dans le quadrilatère fermé à l'ouest par la rue Saint-Louis et à l'est par l'avenue de la



Construction de l'archevêché, 1901-1903 (Photographe inconnu, Groupe de fonds Clément Claveau, Collection du Musée régional de Rimouski, N.A.C.: HR-13450)

Cathédrale, la présence physique de l'Église s'accroît en effet, scindant pratiquement la ville en deux. Dès 1901, la mise en chantier du nouvel évêché débute sur un site voisin du séminaire: les fortes dimensions, la structure métallique et le style unique du bâtiment étonnent et suscitent l'admiration³⁵. Le séminaire est agrandi d'une aile longue de 101 pieds en 1905: là encore, les autorités voient grand, stimulées par l'indéniable prestige du cours classique et le besoin d'élargir l'accessibilité aux études post-secondaires³⁶. Les sœurs de la Charité, spécialistes de l'accueil des orphelins et des femmes âgées démunies, voient leur hospice dévasté par un incendie en 1907, et profitent de cette circonstance pour construire un vaste édifice de cinq étages sur l'emplacement actuel de l'Institut maritime³⁷. Notons également, sur le futur site du Grand Séminaire, la présence du noviciat construit en 1904 par les frères de la Croix de Jésus, seule communauté religieuse masculine alors présente à Rimouski.



À gauche, l'aile neuve du séminaire, 1905 (Collection des sœurs de Notre-Dame du Saint-Rosaire)

Le centre de la ville a donc un indéniable caractère institutionnel. Incendié en 1897, le Palais de justice est reconstruit sur le même emplacement (site actuel) suivant un plan gouvernemental uniforme. Le bâtiment de deux étages n'en a pas moins fière allure avec ses grandes fenêtres en arc plein cintre. Au tout début du siècle, les amateurs de théâtre et de musique y assistent aux spectacles les plus divers³⁸. Suivant une tradition déjà ancienne, les avocats rimouskois, au nombre d'une quinzaine en 1914, ont le plus souvent pignon sur rue à proximité. Un peu plus haut du même côté de l'avenue de la Cathédrale, le bureau de poste et de douanes parachevé en 1895 a également beaucoup d'élégance avec les ornements de pierre de bossage mettant en relief sa brique rouge³⁹.

Parce que les déplacements se font en voiture attelée et le plus souvent à pied – Séraphin Morissette, témoin de cette époque, souligne qu'il n'y a que sept automobiles à Rimouski en 1914⁴⁰ –, les magasins de vente au détail et les ateliers d'artisans ont tendance à se disséminer çà et là. La majorité des commerçants tiennent une épicerie tout en vendant un nombre variable de marchandises sèches. La rue Saint-Germain demeure encore un pôle d'attraction à cet égard: notons simplement, parmi d'autres, l'importance des magasins Helleur (près de la rivière), Beaulieu (vis-à-vis de la rue Lavoie), Couillard (depuis 1845, à la hauteur de la rue Saint-Louis), Lepage (depuis 1876, voisin de la cathédrale), ou Ringuet (angle des rues Lepage et Saint-Germain)⁴¹.

De plus en plus cependant, l'habitat du centre-ville escalade les pentes vers le replat de la seconde terrasse, se rapprochant du séminaire, de l'évêché, de la voie ferrée et des nouvelles cours à bois. L'avenue de la Cathédrale est une artère très fréquentée, où sont ouverts, par exemple, les magasins Portugais, Talbot (dont la cour à bois occupe le site actuel du parc de la gare) et D'Anjou⁴². Elle accueille aussi le premier «théâtre de vues animées», celui de L. O. Vallée. D'importants édifices suscitent une animation accrue aux abords de la gare. À l'angle des rues Saint-Cyprien et de l'Évêché, l'Hôtel Lenganh représente une imposante structure de bois avec ses trois étages et sa tour carrée très décorée. Cet établissement offre aux voyageurs et consommateurs d'alcool une alternative aux hôtels Saint-Laurent et Saint-Germain du bas de la ville. Presque en face du bureau de poste et de douane, le grand édifice de trois étages construit en 1900 par la Compagnie d'assurance contre l'incendie de Rimouski, fondée par des investisseurs locaux, est surmonté de deux lanterneaux et constitue une réalisation spectaculaire pour l'époque⁴³.

À deux pas de là, le médecin Joseph Gauvreau ouvre au public en 1907 sa toute nouvelle pharmacie et clinique d'hydrothérapie («Pharmacie les Bains», édifice aujourd'hui en voie de restauration) dans une vaste résidence au goût du jour rehaussée par une tour d'angle et une galerie sur trois côtés⁴⁴. D'autres professionnels et commerçants en vue choisissent de vivre à la haute ville, tels le notaire Louis de Gonzague Belzile en 1906 (future maison des Jésuites, site de l'actuelle bibliothèque municipale) ou l'homme d'affaires Martin-J. Lepage en 1902 (à la même hauteur, du côté est de la rue Belzile), tous deux attirés par une vue imprenable. Ces résidences de prestige font pendant au «château Rouleau» (Ferdinand-F. Rouleau, avocat et grand propriétaire terrien) et autres maisons de renom de la rue Saint-Germain Ouest⁴⁵.

Le haut de la ville devient donc plus habité et fréquenté. Même si le fleuve conserve son pouvoir attractif, jeunes et moins jeunes s'attroupent volontiers près du bureau de poste ou sur le quai de la gare, où ils côtoient les charretiers en attente de l'arrivée du prochain convoi ferroviaire. Là comme ailleurs, cependant, l'habitat est



La pharmacie des bains vers 1920, l'actuelle maison Joseph-Gauvreau (Photographe inconnu, Groupe de fonds Clément Claveau, Collection du Musée régional de Rimouski, N.A.C.: HR-13382)

plutôt hétérogène et les espaces vacants ne manquent pas. Le futur site de l'hôtel de ville correspond à un champ inutilisé, tandis qu'un bocage et des marécages font obstacle à la construction de maisons près du chemin de fer entre les futures rues Lavoie et Rouleau⁴⁶. Les propriétés religieuses accaparent une importante partie du territoire urbain: environ le quart de la superficie occupée en 1911, selon une extrapolation de l'historien Antonio Lechasseur⁴⁷. Cette situation accentue le caractère stratégique du vaste domaine foncier que le cultivateur Pierre Lavoie a acquis de Ferdinand-F. Rouleau en 1895: situé entre la rue Saint-Louis et la future rue Lavoie,



«Bureau de poste de Rimouski, Qué.»
(Bibliothèque et Archives nationales du Québec,
Centre d'archives de Québec, Collection
Magella Bureau (P547), dossier Rimouski)



L'édifice de la Compagnie d'assurance contre l'incendie de
Rimouski, construit en 1900, deviendra plus tard celui de la
Banque Canadienne Nationale, avenue de la Cathédrale
(UQAR, Collection Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent)



L'Hôtel Lengan à l'angle de rues de l'Évêché et Saint-Cyprien, vers 1920 (Photographe inconnu, Groupe de fonds Clément Claveau, Collection du Musée régional de Rimouski, N.A.C.: HR-13261)

ce dernier s'étend de la rue Saint-Germain jusqu'en un point bien au delà des limites urbaines, selon Richard Saindon⁴⁸, et devrait permettre à son nouveau propriétaire d'amasser une petite fortune, pour peu que l'ouverture de rues permette un nouvel étalement de l'habitat.

Les propriétés religieuses à Rimouski en 1906

La ville de Rimouski mesure cinquante-six arpents de longueur sur une largeur moyenne de douze arpents. Sa population est d'environ 2 500 âmes, répandue un peu partout sur toute l'étendue de la ville, de chaque côté des terrains possédés par les institutions religieuses. Pas une seule ville de la province de Québec, de l'importance de Rimouski, ne contient autant de maisons d'éducation, de communautés religieuses et d'édifices publics que Rimouski (...). Les institutions religieuses y possèdent pour leur usage exclusif seize arpents de front sur la profondeur de la ville, dont dix au centre de la ville et six dans la partie est.

L'étendue de la ville est trop considérable par rapport à sa population; il est impossible à cette dernière de se grouper et ne former qu'un seul noyau, vu l'occupation du centre de la ville par les institutions religieuses. Il en résulte une dépense beaucoup plus élevée dans le coût des travaux pour les services publics à cause des distances à parcourir.

Ce qui prouve encore la condition exceptionnelle de la ville de Rimouski, c'est l'évaluation de ses propriétés foncières: l'évaluation de la propriété non imposable est de \$467 000 dont \$291 000 pour les institutions religieuses, et \$176 000 pour les édifices publics, chemin de fer, gouvernement fédéral ou local.

Celle de la propriété imposable est de \$442 565. L'évaluation des propriétés non imposables dépasse donc celle des autres propriétés de près de \$25 000.

Louis de Gonzague Belzile, maire de Rimouski, au sujet de l'imposition des biens des communautés religieuses pour défrayer le coût du nouveau réseau d'aqueduc et d'égout (*Le Progrès du Golfe*, 16 février 1906).



Résidence du notaire Louis de Gonzague Belzile (1906), sur le site de l'actuelle bibliothèque municipale. Maire de Rimouski de 1905 à 1907, le notaire Belzile a été l'un des principaux initiateurs et le premier gérant de la Caisse populaire de Rimouski, qui a ouvert ses portes en septembre 1908. Mélomane reconnu, il a aussi fondé la Fanfare de Rimouski (1901) (UQAR, Collection Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent)

Pierre Lavoie n'est pas seul à réclamer des rues: la croissance de la population engendre une pénurie de logements et des problèmes de circulation qui retiennent l'attention des élus, des spéculateurs urbains, des constructeurs et des autorités religieuses⁴⁹. La réponse de l'administration municipale, quasi immédiate, témoigne d'une vision cohérente: au début du siècle, écrit Richard Saindon, «... on assiste à l'ouverture de toutes les rues qui vont façonner le centre-ville tel que nous le connaissons aujourd'hui»⁵⁰. Les rues Saint-Louis-de-Gonzague (1905, plus tard nommée avenue Belzile), Lepage (1901), Achille (1903, nommée Rouleau en 1904) et Lavoie (1905) forment un nouveau quadrillage reliant la rue Saint-Germain au nord à la rue de la Station au sud. Dans l'axe est-ouest, on priorise la circulation

périphérique au sud: à compter de 1903, on entreprend de prolonger la rue de l'Évêché au delà de l'avenue de la Cathédrale vers l'ouest, le long de la voie ferrée. Selon Séraphin Morissette, en 1914, «... outre l'Évêché, le séminaire (ce dernier assez éloigné), on y voyait les moulins de la Compagnie industrielle, un magasin, une boutique de forge, une boutique de charron et une douzaine de maisons réparties sur les deux côtés»⁵¹. La rue Saint-Jean-Baptiste, ainsi nommée en 1905, est prolongée deux années plus tard de 200 pieds vers l'est, jusqu'à la ruelle menant à l'École normale. Elle n'est cependant pas encore ouverte à l'ouest de l'avenue de la Cathédrale. À côté d'elle, quelques maisons commencent à s'aligner sur la toute nouvelle rue Notre-Dame. Ici et là, les rues plus anciennes gagnent en longueur, telle la rue Sainte-Thérèse, qui rejoint la rue Saint-Louis en 1903, ou encore les rues Saint-Pierre et du Marché (plus tard Saint-Paul), qui débouchent dans la rue Lepage dès 1905.



Au cœur de la ville, l'importance des propriétés religieuses. Vue aérienne de la ville de Rimouski, 1924 (Centre d'archives et documentation du Séminaire de Rimouski, Fonds du Séminaire, réf. 54A1#23)

Cet ambitieux programme de construction de rues s'appuie à la fois sur le volontariat et la coercition. Plusieurs propriétaires fonciers, dont la corporation épiscopale, jugeront profitable de donner à la municipalité les bandes de terrains requises. Par ailleurs, les élus ont à partir de 1902 un pouvoir d'achat et d'expropriation lorsque l'intérêt collectif l'exige. L'enjeu est d'autant plus grand que, dans un synchronisme presque parfait, la construction d'un nouveau système d'aqueduc et d'égout est entreprise en 1905. L'aqueduc représente en soi une innovation remarquable,



Le docteur A. Drapeau, sa sœur Berthe, Léo Dionne et Paul-Émile Martin sous le pont de Rimouski en 1907 (Collection du Musée du Bas-Saint-Laurent, Fonds Paul-Émile Martin M05057)

susceptible d'enrayer les fréquentes épidémies de diphtérie et de variole observées au début du siècle: prise d'eau de qualité au lac à l'Anguille (Saint-Anaclet), fonctionnement par gravitation, tuyauterie de fer, volumineux réservoir à mi-pente sur la terre des sœurs de Notre-Dame du Saint-Rosaire. Malgré l'absence de filtration, problème universel à cette époque, le réseau d'égout permet l'élimination graduelle des cabinets d'aisance de fond de cours. Les élus qualifient le système de «parfait» en 1907, et demandent du même souffle aux compagnies d'assurances de réduire leurs taux dans les limites de la ville⁵². Il faudra cependant attendre quelques années avant que les installations ne soient à la portée de tous. Notons qu'en 1912, l'aqueduc traversera la rivière pour desservir le moulin et le «faubourg des Price»⁵³.

Parallèlement à ces travaux fondamentaux, le Conseil municipal commence à imposer un art d'habiter typiquement urbain, adoptant en 1905 un train de mesures jugées d'intérêt public. Les rues ne doivent pas être obstruées, et encore moins servir de dépotoirs. Les propriétaires devront blanchir leurs maisons à la chaux à tous les trois ans, ou encore les peindre à tous les dix ans. Les nouvelles constructions seront érigées à une distance d'au moins six pieds de la rue, après l'émission d'un «certifi-

cat d'alignement». Un inspecteur municipal, épaulé par des «constables» volontaires, veillera à l'observance de ces règlements⁵⁴. En 1912, la ville finira par convaincre l'*Intercolonial* de déplacer à l'est de la gare son vaste entrepôt devant lequel des convois s'immobilisent pendant des heures, bloquant tout passage à la hauteur de la rue de la Cathédrale, unique voie d'accès au cimetière ainsi qu'aux municipalités de paroisse de Saint-Germain et de Sainte-Blandine⁵⁵.

Pour le moment, les trottoirs sont en bois et ne couvrent qu'un côté des rues. Les premiers lampadaires électriques éclairent les principales artères en 1903. L'année suivante, la municipalité paraphe pour la première fois des contrats de déneigement stipulant l'ouverture de voies doubles d'une largeur totale de 24 pieds⁵⁶. La poussière produite par la circulation croissante et la vélocité des vents incite plus tard l'administration municipale à faire l'acquisition d'un rouleau à vapeur et d'une machine à concasser la pierre (au coût de 1375\$) pour faire du «macadam»: une couche de grosses pierres, une seconde couche de pierres d'un diamètre de deux pouces et demie, un remplissage à la pelle et à la brosse des interstices avec une fine poussière de pierre et de sable, entrecoupé d'opérations d'arrosage et de roulage. *«Avant que la route soit acceptée, la surface du macadam devra être ferme, dure, unie et bien liée»*, selon les termes du règlement municipal de décembre 1912⁵⁷.

Le «macadamisage» débute en 1913, en bonne partie financé par un prêt des autorités provinciales qui ont récemment adopté la «Loi des Bons Chemins» (1912).



Vue de la rue Saint-Germain en hiver vers 1956 (Groupe de fonds Clément Claveau, Collection du Musée régional de Rimouski, N.A.C.: HR-13230.4)



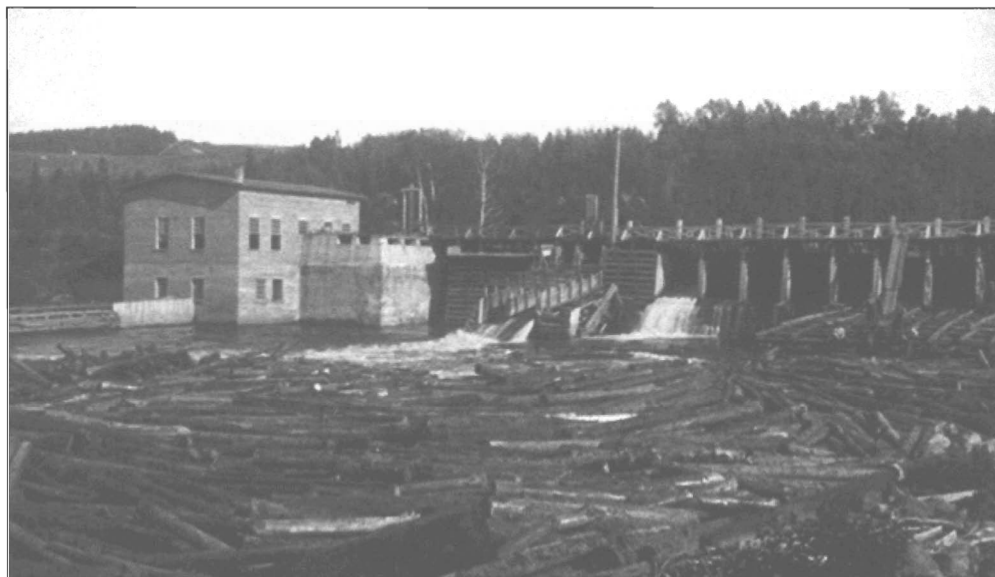
Sous le pont ferroviaire, vue sur la rue et le «manoir» Tessier vers 1920 (Centre d'archives et documentation du Séminaire de Rimouski, Fonds André-Albert Dechamplain, réf. B4#31-2)



Traversée du «pont de glace» en direction du moulin Price. (UQAR, Collection Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent)

Il vise d'abord les rues Saint-Germain, Tessier (entre les rues Saint-Germain et de l'Évêché) et de l'Évêché (jusqu'à la gare), canalisant ainsi la circulation vers le tout nouveau pont à structure d'acier enjambant la rivière Rimouski vis-à-vis la rue Saint-Germain. Construit en 1910-1911 par la Compagnie américaine The Phoenix Bridge, celui-ci vient de remplacer le fragile et vétuste pont de bois auprès duquel les files d'attente étaient monnaie courante: on avait interdit d'y circuler au trot et les voitures chargées ne pouvaient l'emprunter qu'une à la fois⁵⁸. Le nouveau pont sera utilisé jusqu'à sa destruction lors du Grand Feu de 1950.

Les Rimouskois du début du siècle ont décidément sous les yeux un vaste chantier: ouverture de rues, construction d'édifices de toutes tailles, travaux d'infrastructures considérables requis par les impératifs de la vie urbaine. Ils ont aussi de nombreux motifs d'émerveillement devant la multiplication des applications technologiques: constructions à armature de métal, télégraphie sans fil, apparition de l'automobile, popularisation de la téléphonie (même si peu de résidences privées disposent d'un appareil), diffusion de l'éclairage électrique... Mais sur ce dernier point, les insatisfactions seront nombreuses. Ni la Compagnie électrique de Rimouski (1901-1905) ni le Crédit municipal canadien (1905-1923), une compagnie de Chicoutimi, ne parviendront à mettre en place un «pouvoir d'eau» de capacité suffisante sur la rivière Rimouski. Surtout à compter des années 1910, l'énergie produite répondra de moins en moins aux besoins, malgré son coût élevé, ce qui provoquera maints débats publics et donnera des maux de tête aux élus, dont les recours sont limités par les clauses d'un contrat à long terme et, plus fondamentalement, par le faible débit de la rivière⁵⁹.



Usine électrique du Crédit municipal, rivière Rimouski vers 1918 (Mundviller, Collection du Musée régional de Rimouski, N.A.C.: 1996.4.13)

Humour et électricité

Les rues de Rimouski sont aussi lumineuses le soir que les catacombes de Rome. (...) le prix des lampes à pétrole a monté de cinq points à la bourse de Saint-Marcellin.

Anonyme, Le Progrès du Golfe, 20 octobre 1911.

Dans les milieux socio-économiques rimouskois, une synergie existe et l'information circule de mieux en mieux, accélérant les prises de conscience quant aux projets à réaliser et aux obstacles à surmonter. En 1904, la fondation du journal hebdomadaire *Le Progrès du Golfe*, initiative de l'avocat et shérif Louis-Napoléon Asselin et de l'imprimeur François-Xavier Létourneau, comble un vide considérable: en plus de rubriques consacrées aux informations locales, le journal offre une tribune pour l'expression des opinions, de même qu'un espace pour la diffusion de la publicité⁶⁰. En 1908, la Chambre de commerce de Rimouski est créée par trente-six personnalités en vue, signe de l'existence d'une communauté ayant des intérêts communs à promouvoir. Ce groupe de pression multipliera les prises de position: pont de la rivière, services ferroviaires, malles européennes, aqueduc, électricité⁶¹...

On constate sans surprise que les principaux acteurs socio-économiques se retrouvent au Conseil municipal. Trois avocats (Rodolphe-Alfred Drapeau, de 1899 à 1905 et de 1907 à 1908; Napoléon Bernier en 1908; Henri-Romuald Fiset de 1909 à 1914) et un notaire (Louis-de-Gonzague Belzile de 1905 à 1907) se partagent le poste de maire durant toute la période. Commerçants et artisans se disputent la majorité des postes d'échevins auprès d'un électorat constitué aux deux tiers de cols bleus. Les élus, qui tiennent leurs réunions au second étage d'une maison de la rue Saint-Paul à compter de 1906, ont fort à faire pour financer les transformations dont la ville est l'objet. Pour l'année budgétaire 1899-1900, les dépenses s'élèvent à un peu plus de 2000\$ et l'intérêt sur la dette se chiffre à 340\$. En 1914-1915, les dépenses annuelles auront presque décuplé et la dette (intérêt et amortissement des obligations ou «débentures» émises) occasionnera un déboursé annuel excédant les 10 000\$⁶². Devant la flambée des dépenses, le conseil déposera à Québec en 1906 un projet de loi privée l'autorisant à prélever une taxe d'eau et d'égout auprès des communautés et institutions religieuses de son territoire. Le projet suscitera une vive opposition véhiculée par *Le Progrès du Golfe* jusqu'à l'atteinte d'un compromis limitant à 6 000\$ le montant annuel payé par l'ensemble de ces institutions, et ce pour une durée de vingt ans⁶³. Par ailleurs, la victoire électorale des prohibitionnistes en 1910, qui réjouit les uns et chagrine les autres, a pour effet d'éliminer les revenus provenant de l'émission de licences pour la vente des boissons alcoolisées⁶³.

À travers ces débats et bien d'autres encore, l'alimentation déficiente en électricité refait régulièrement surface. Ce problème de taille, susceptible de décourager les investisseurs potentiels, sème une certaine inquiétude chez les notables de la ville. Certes, Rimouski se donne sans retard les infrastructures d'une véritable ville, mais de quoi l'avenir sera-t-il fait? La diversification industrielle sera-t-elle possible dans une région surtout appréciée pour ses richesses forestières? Cette inquiétude se double parfois d'un sentiment d'impuissance: l'exploitation forestière, les services publics (téléphonie, électricité), les finances, le transport sont, pour l'essentiel, con-

trôlés à distance. Aucun grand manitou de la finance n'habite à Rimouski. Les principaux investisseurs sont des professionnels ou des commerçants «... *qui font des affaires à temps partiel, sans abandonner leur activité première*», écrit l'historien Yves Tremblay⁶⁴.

Une ville à apprivoiser (1915-1930)

Les années qui suivent le «rush» du début du siècle sont marquées par la Première Guerre mondiale et par la propagation, en 1918-1919, de la funeste épidémie de grippe espagnole. En décembre 1918, lorsque le gouverneur général du Canada vient à Rimouski présider devant huit cent personnes la cérémonie de remise posthume de la croix Victoria aux héros militaires Jean Brillant et Joseph Keable, l'influenza sévit depuis plus de deux mois⁶⁵. Par la suite, une quarantaine sera appliquée et les manifestations publiques seront interrompues dans la ville. Les écoles, la cathédrale et plusieurs autres édifices publics devront fermer leurs portes pendant plusieurs semaines. En 1919, un comité conjoint ville-paroisse prendra l'initiative d'aménager un hôpital temporaire dans les locaux scolaires des sœurs de la Charité (aujourd'hui le Musée régional). Dans le comté de Rimouski, l'épidémie touchera près de trois mille personnes, provoquera 115 décès et sensibilisera la population à l'importance de l'hygiène publique⁶⁶.

Grippe: la vulnérabilité des bûcherons

... une constatation s'impose: la municipalité de paroisse et les populations défavorisées sont plus durement atteintes par la maladie. Le village de la Pulpe, petit bourg ouvrier de la municipalité de paroisse, est le secteur le plus touché. Une demande de remboursement de frais envoyée par le Conseil municipal nous en dit long: «Attendu qu'une grande proportion de ces dépenses provient de malades qui étaient à l'emploi de la Compagnie Price de pulpe: que la maladie a originé parmi ses employés près de ses usines, et que c'est là qu'elle a sévi le plus sévèrement». De l'avis des journalistes du Progrès du Golfe, la situation de la municipalité de paroisse et de l'arrière-pays est plus dramatique que celle de la ville de Rimouski. L'absence de mesures sanitaires adéquates dans les nombreux villages et les piètres conditions d'hygiène des chantiers créent un milieu favorable pour la propagation de la maladie.

Stéphane Harrison, «L'épidémie de grippe espagnole à Rimouski 1918-1919: propagation de la maladie et mobilisation sociale», *L'Estuaire*, vol. XXVI, juin 2003, p. 30.

L'après-guerre correspond à la fin du rationnement de matières premières essentielles et marque le début d'une période de densification de l'habitat. Sur un territoire urbain aux limites inchangées, plusieurs espaces vides sont comblés. Ainsi, le centre-ville est à nouveau le théâtre de chantiers importants: construction d'un nou-

veau presbytère (1920-1921), rénovation intérieure de la cathédrale (dont l'ajout de galeries latérales) en 1920, agrandissement du séminaire (terminé en 1925, avec sa façade actuelle; il peut désormais accueillir jusqu'à cinq cents pensionnaires), construction de l'école Sacré-Cœur (en 1924, à l'angle des rues de l'Évêché et Saint-Louis, où les frères du Sacré-Cœur, nouvellement arrivés, enseigneront aux garçons), d'un petit hôpital (1926-1927) et de l'École moyenne d'agriculture (1925-1926). À l'est de l'École normale des Ursulines, les frères du Sacré-Cœur établiront un juvénat en 1923, renforçant l'axe institutionnel du sud-est de la ville⁶⁷.

Pèlerinage à «Nazareth»

J'avais entendu parler d'un monastère que des religieuses commençaient à construire à l'extrême ouest de notre ville. Je voulus faire un pèlerinage à la nouvelle fondation. (...) La route... fait des cabrioles le long de la voie ferrée. Une côte assez raide s'annonce, qui tourne à angle droit vers son sommet. Je reconnais ces paysages autrefois familiers. (...) Nous y grisons nos yeux de soleil et des spectacles infinis de la mer; nous y buvions à larges traits l'air salubre du large (...).

Qu'il y a loin de cela! Et comme tout a changé. L'industrie de la pulpe et du madrier a envahi le quartier; les maisons ont un aspect tout différent (...). Me voici pourtant au terme de mon pèlerinage. Je suis en face d'une maison jadis noire et jadis haute de toit, mais qui est maintenant grise d'âge et pratiquement décapitée. C'est le berceau de l'œuvre. C'est le berceau de «Nazareth», puisque c'est ainsi que s'appelle le monastère. Lui-même est déjà plus que commencé. Déjà la pierre et le gravier s'amoncellent (...) Il ne faut pas l'oublier, ces religieuses, comme toutes les religieuses, prient... Leur œuvre fondamentale est la prière perpétuelle l'adoration perpétuelle du T. S. Sacrement.

(...) Et c'est ainsi que nous avons vu Nazareth.(...) Nous y avons vu la piété implorante pour les péchés et les besoins des hommes, un paratonnerre nouveau dressé sur le point le plus élevé de notre ville et destiné à éloigner les tempêtes.

Texte signé «Julius», *Le Progrès du Golfe*, 23 août 1918.

Le côté est de l'avenue de la Cathédrale accueille un nombre grandissant de bâtiments en brique d'une hauteur de trois étages relevant du secteur des finances ou des services publics, dotés de façades souvent remarquables. Au début des années 1920, la Banque Nationale de Québec (plus tard Banque Canadienne Nationale), la Banque d'Hochelaga et la Banque de Commerce y ont leurs succursales. La Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent y fait construire en 1923 son siège social, imitée cinq années plus tard par la Compagnie de téléphone du Québec. En 1929, le premier hôtel de ville de Rimouski, qui comprendra notamment une caserne pour les policiers et les pompiers, est mis en chantier du côté ouest de l'avenue sur un terrain acquis de la corporation épiscopale⁶⁸.



Édifice de la Compagnie de téléphone nationale. À gauche, le monument des Braves et le Palais de justice. (Collection Philippe Michaud)

À la périphérie, surtout à l'est et au sud, l'habitat gagne en superficie. Signe des temps cependant, on vise moins à ouvrir de nouvelles rues qu'à élargir et prolonger les artères existantes. À l'est, le long des rues Saint-Germain et Saint-Pierre, les bâtiments s'étendent au delà de la rue Saint-Louis-de-Gonzague (Belzile). Le financier Jules-A. Brillant, dont nous reparlerons, fait jouer toute son influence pour obtenir un permis de construction sur le site de sa future résidence de prestige, première maison construite sur la future rue de l'Évêché Est⁶⁹. Les abords de la rue de l'Évêché sont d'ailleurs partout plus achalandés. Face au palais épiscopal, par exemple, les maisons Ouellet et Gagnon (actuel Central Café) sont érigées côte à côte au début des années vingt, mouvement qui ne tarde pas à faire boule de neige vers l'ouest⁷⁰.

Les maisons se multiplient également le long de la rue Saint-Jean-Baptiste en direction de l'est. Le prolongement dans la même direction de la rue Notre-Dame permet l'ouverture des nouvelles rues Saint-Hubert et Sainte-Ursule entre les propriétés des sœurs du Saint-Rosaire et des Ursulines. Parées d'un revêtement de brique rouge en réponse aux exigences d'un programme fédéral promouvant le logement ouvrier, les maisons de ce secteur formeront ce que plusieurs qualifieront de «*faubourg rouge*»⁷¹. L'allongement de la rue Saint-Jean-Baptiste vers l'ouest représente sans doute le projet le plus déterminant. Il permet d'étirer la trame urbaine

au sud de la voie ferrée dans un secteur voisin des industries du bois. Le futur quartier ouvrier de Saint-Robert, que traverse la section ouest des rues Notre-Dame, Saint-Joseph et Saint-Laurent, reçoit alors une impulsion de départ décisive⁷². Le réseau d'aqueduc et d'égouts doit être redéployé pour desservir les nouveaux secteurs habités. La hausse de la consommation d'eau potable pose rapidement de sérieux problèmes d'alimentation en eau. Les élus réagissent en posant des tuyaux plus gros (de 6 à 10 pouces de diamètre) et en s'engageant dans un coûteux processus d'expropriation des propriétaires riverains des lacs Noir et Desrosiers, réserves d'eau du lac de l'Anguille, dont il faut maintenir le niveau⁷³.



Automobiles rassemblées dans la cour du séminaire, années 1920. S'agirait-il d'une bénédiction sous le patronage de Saint Christophe, protecteur des voyageurs? (UQAR, Collection Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent)

Ces développements reflètent la consolidation des principales fonctions urbaines de Rimouski, centre religieux et éducatif, carrefour commercial, mais aussi centre de transformation du bois. Ils obligent l'administration municipale à se montrer vigilante pour composer avec la hausse de la population et les attentes toujours plus élevées des contribuables. La popularisation de l'automobile et de la bicyclette a des effets multiples et contraignants. La majorité des rues reçoivent une solide couche de gravier de 1919 à 1925, procédé reléguant aux oubliettes le macadam, jugé trop cahoteux, bruyant et poreux. Avant la fin de cette décennie, la pose d'asphalte débutera dans les principales rues. Les piétons, encore largement majoritaires, ne sont pas oubliés: à compter de 1918, les trottoirs de béton remplacent de plus en plus les trottoirs de bois, même si plusieurs citoyens s'opposent à cette dépense additionnelle⁷⁴. De quel côté de la rue faut-il les construire? L'incidence de leur emplacement

sur la vie quotidienne est telle qu'un conflit opposera en 1921 les résidants des côtés sud et nord de la rue de l'Évêché. Divisé, le Conseil municipal favorisera initialement le côté nord mais un trottoir ne tardera pas à desservir également les habitants du côté sud, créant un précédent qui suscitera d'autres requêtes de même nature⁷⁵.

Dès 1915, un premier règlement de la circulation limite la vitesse des automobiles à dix km à l'heure (ce maximum est porté à 26 km à l'heure en 1920) dans les limites de la cité. Aux croisements, les conducteurs sont tenus d'actionner leur «sonnette ou sifflet». Leurs véhicules, précise-t-on, ne peuvent circuler la nuit que s'ils sont munis de phares⁷⁶... En 1928, un autre règlement se lit comme suit: *«Le conducteur d'un véhicule est tenu, pour l'arrêt et le stationnement, de ranger son véhicule sur le bord de la chaussée et de le maintenir dans la direction de sa marche»*⁷⁷. Le danger que représente l'automobile pour les piétons empruntant le pont de la rivière incite à y construire quelques «refuges» en bordure de la chaussée. La municipalité fait l'acquisition d'un premier véhicule-moteur en 1920, de marque Chevrolet, au montant de 1 055\$. L'inspecteur municipal Michel Pineau, véritable homme à tout faire dans une administration qui ne compte que six employés manuels permanents en 1924, est également pourvu d'une motocyclette. En 1925, les pompiers volontaires prennent à leur tour livraison d'un camion à incendie au coût de 2 200\$⁷⁸. Désormais, l'émission de permis pour les «cochers et rouliers publics», ces ancêtres des actuels taxis et livreurs, prévoit un tarif plus élevé pour les détenteurs d'un véhicule-moteur. Un premier garage, celui de Georges Morin et Joseph Desrosiers, ouvre ses portes sur la section est de la rue Saint-Germain. En 1926, Charles Michaud installe le sien, muni d'une salle de vente, dans l'ancien bâtiment d'une manufacture de laine à l'intersection des rues Rouleau et de l'Évêché⁷⁹.

De 1915 à 1930, le nombre de véhicules-moteurs connaît une croissance exponentielle au Québec, même si l'hiver paralyse toute circulation. La création d'un ministère de la Voirie (1914) conduit à la planification d'un réseau routier plus élaboré. Au milieu des années vingt, la rue Saint-Germain devient une section de la route 2, qui ceinturera la Gaspésie cinq années plus tard. Cette révolution des transports terrestres, combinée à la hausse générale de la consommation, stimule les échanges. Le commerce de gros se développe, tel celui de Paul-Émile D'Anjou, négociant de Bic implanté à Rimouski en face de la gare⁸⁰. Le commerce du détail prend un nouvel essor – le recensement fédéral de 1931 dénombre 83 magasins et boutiques d'artisans à Rimouski, de l'épicerie au quincaillier en passant par le barbier, le tabagiste ou le commerce de vêtements pour dames – et devient souvent affaire de spécialistes. Les premières véritables épiceries commencent à déloger les magasins généraux. Les mieux nantis fréquentent l'établissement de Joseph Desrosiers sur Saint-Germain Est qui écoule des produits de luxe tels que foie gras et fromages fins⁸¹.

La circulation automobile favorise par contre la multiplication des marchands ambulants ou «peddlers», devant lesquels les commerçants locaux se rebiffent. Au Conseil municipal, l'émission des permis devient un exercice de plus en plus discriminatoire, visant à décourager, sinon à exclure, les «étrangers». En 1927, la ville perdra toutefois un procès l'opposant à la Compagnie Fuller Brush, ce qui refroidira l'ardeur des opposants aux ventes par catalogue ou de porte en porte⁸². Le commerce des alcools demeure également hors de la portée des marchands rimouskois. En 1921, l'État québécois crée la Commission des liqueurs, s'octroyant ainsi un monopole dans un secteur dont la forte rentabilité attise les convoitises. Seule la vente de bière échappe à son contrôle. À deux reprises, en 1921 et en 1925, le Conseil municipal de Rimouski est l'objet de pétitions réclamant l'abrogation des mesures prohibitionnistes de 1910, mais à chaque occasion les hôteliers et épiciers partisans d'un régime «humide» connaîtront l'échec⁸³.



«Hôpital Saint-Joseph». Béni solennellement en 1927, ce bâtiment s'élève au cœur de l'actuel Centre hospitalier régional de Rimouski (Photographie inconnu, Archives de l'archidiocèse de Rimouski, Fonds Archidiocèse de Rimouski)

L'important commerce de denrées périssables devient très réglementé, en partie sous l'influence du Service provincial d'hygiène créé en 1922 pour combattre des fléaux tels la mortalité infantile et la tuberculose⁸⁴. La pasteurisation du lait devient obligatoire et le transport de la viande ne peut être effectué qu'à bord de

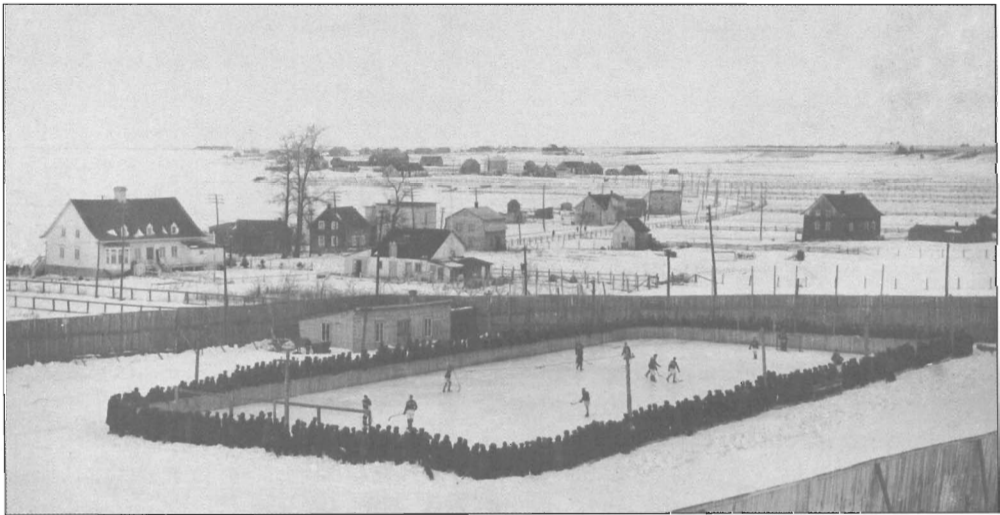
véhicules fermés. À Rimouski, le comité municipal, sur la recommandation du médecin hygiéniste M.-A. Drapeau, interdit en 1926 la cueillette de la glace à l'embouchure de la rivière, en aval des émissaires du réseau d'égouts⁸⁵. Les manifestations de cette vigilance que renforce l'inspecteur d'hygiène du district, véritable chien de garde, ne visent pas que les commerçants: la fabrique Saint-Germain est mise en cause par la découverte au cimetière, en 1916, de plusieurs tombes de profondeur insuffisante dégageant une odeur pestilentielle; en 1917, les autorités ferroviaires sont interpellées en raison des nombreuses immondices accumulées autour de leur entrepôt; en 1922, la municipalité est à son tour priée d'accélérer la disparition des dernières fosses d'aisance⁸⁶. Parallèlement, les analyses de l'eau potable se multiplient et leurs résultats, généralement rassurants, sont transmis aux membres du Conseil municipal.

À une époque marquée par l'émergence rapide de la profession médicale, la santé publique devient donc une préoccupation majeure, et les villes, foyers de contamination, font l'objet d'une surveillance plus étroite. Les pressions en vue de la fondation d'un hôpital permanent s'accroissent au terme de l'épidémie de grippe espagnole. Les perspectives sont bonnes: à son décès en 1901, un prêtre, l'abbé Godefroi Gaudin, a déposé en fiducie un montant de 8 500\$ devant servir à cette fin. En 1921, la Loi de l'assistance publique votée par le gouvernement libéral d'Alexandre Taschereau marque le début d'un financement gouvernemental annuel (partagé avec les municipalités) des soins prodigués aux indigents par les institutions de santé et de bien-être. À Rimouski, l'hospice des sœurs de la Charité, fondé en 1883, répond à ces critères. En 1923, Mgr Joseph-Romuald Léonard (1919-1926) fait appel à cette communauté pour aménager un hôpital dans deux maisons voisines situées sur l'avenue de la Cathédrale. L'investissement de 19 000\$ provient du fonds de l'abbé Gaudin (capital et intérêts) ainsi que de quelques souscripteurs dont la ville, qui octroie 5 000\$ pour couvrir les frais d'une salle d'opération⁸⁷. La capacité d'accueil de vingt-cinq lits s'avère cependant vite insuffisante, et le recours à une subvention provinciale devient incontournable malgré les réticences initiales des autorités religieuses. En 1927, l'Hôpital Saint-Joseph, qui peut recevoir soixante-quinze patients, ouvre ses portes sur le site actuel.

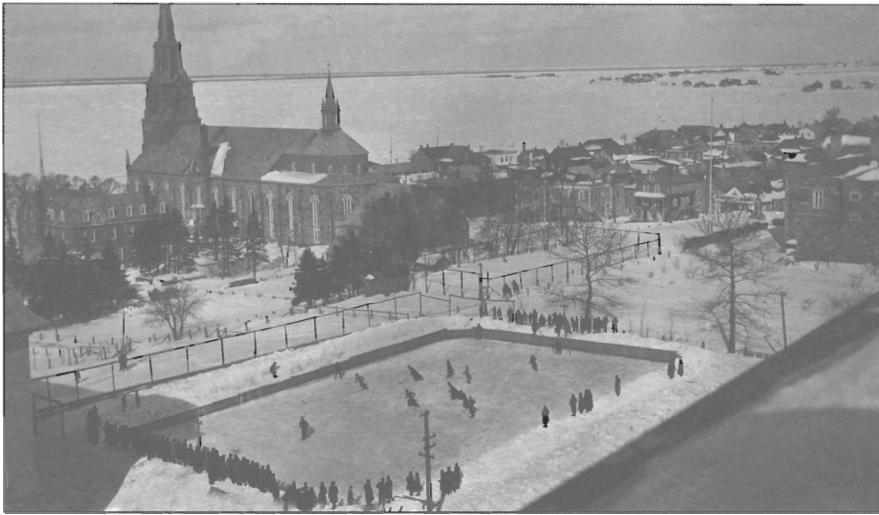
Cette préoccupation encore récente pour la santé et l'hygiène publiques dénote un certain apprivoisement de la vie en agglomération. Les comportements individuels évoluent et le curé Rodolphe Tremblay n'hésite pas à signaler «... *beau-coup de progrès... dans la tenue de la maison, de ses alentours et des bâtiments*»⁸⁸. Certes, l'habitat est souvent hétéroclite, d'autant que la technique du zonage urbain n'est pas pratiquée, laissant une liberté quasi totale aux promoteurs immobiliers. Mais les rues sont moins poussiéreuses, le nombre d'écuries est en régression, les égouts à ciel ouvert appartiennent au passé et plusieurs citoyens commencent timide-

ment à percevoir la ville comme un espace de vie à protéger et à embellir, dans la foulée des courants réformistes du début du siècle. À l'ouest de la gare, un premier parc est aménagé à compter de 1918⁸⁹. Et au début des années trente, selon divers témoignages, plusieurs arbres enjolivent un centre-ville qui avait naguère l'aspect d'un interminable chantier.

Dans leurs moments de loisirs, les Rimouskois peuvent désormais se livrer à des passe-temps déjà plus diversifiés et structurés. Les activités sportives semblent se succéder avec régularité: le «Club des patriotes», un regroupement créé en 1909, organise jusqu'en 1920 la pratique de plusieurs activités physiques sur un terrain aménagé à cette fin dans le secteur du «Brûlé»⁹⁰. Dans les années précédant la Première Guerre mondiale, un «rond à patins», entretenu par des bénévoles avec la complicité de l'administration municipale, accueille les amateurs de hockey ou de patinage près de la rue du Marché (Saint-Paul). La popularité du hockey et du baseball ou «balle-au-champ» est telle que les premières ligues se forment et que des équipes viennent d'aussi loin que Lévis disputer un match aux meilleurs joueurs locaux⁹¹. En 1919, on délaisse les abords de la rue du Marché au profit du terrain du nouveau pavillon agricole de la rue Rouleau, plus vaste et mieux situé. L'Association sportive de Rimouski, incorporée en 1922⁹², semble assumer une coordination essentielle. La tenue de l'exposition agricole annuelle sert de prétexte à l'organisation d'événements sportifs. Il en va de même pour les principales fêtes, particulièrement celle de la Saint-Jean-Baptiste. Se succèdent alors les courses à pied, les sauts en hau-



«Rimouski – La patinoire 1922-23». À l'extrémité est de la ville, non loin de la rue Saint-Germain, les parties de hockey se déroulent sous les yeux d'un public nombreux, debout et chaudement habillé (Photographie inconnu, Archives de l'archidiocèse de Rimouski, Fonds Raoul Thibault)



Au séminaire, on joue au hockey en portant la soutane. (UQAR, Collection Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent)



Il en va de même pour les adeptes du tennis, sport ici pratiqué sur un court adjacent à la rue St-Louis, 1928 (Collection Philippe Michaud)

teur, les courses de chevaux, les concours d'hommes forts, de même que les matchs de lutte et de boxe. À l'occasion, un cirque ambulant ajoute à l'animation, créant une atmosphère de kermesse⁹³. Tout semble d'ailleurs prétexte à la fête, comme l'indique ce court extrait du Progrès du Golfe en 1925: *«Une exhibition de boxe entre des pugilistes locaux a eu lieu dimanche soir au Théâtre populaire (...). Entre les parties de boxe, il y eut chant et musique à la bonne franquette: chant sans accompagnement, giges au son de l'accordéon et de la musique à bouche»*⁹⁴.



À droite, le «Théâtre populaire» de la rue Saint-Germain Est, salle de cinéma et de spectacles divers (Collection des sœurs de Notre-Dame du Saint-Rosaire)

La fascination exercée par le cinéma depuis l'ouverture de la première salle de «vues animées» par le photographe L.- O. Vallée en 1909, face au Palais de justice, ne se dément pas⁹⁵. Au cours des années vingt, c'est au tour du Théâtre populaire de Romuald D'Anjou (section est de la rue Saint-Germain) de faire régulièrement salle comble en projetant des comédies et fresques hollywoodiennes muettes, souvent entrecoupées de séances de vaudeville. La même salle accueille aussi de multiples «représentations dramatiques et musicales» données tant par des amateurs que par des artistes professionnels. Le Cercle dramatique et musical de Rimouski est à l'origine de la venue de musiciens renommés tels Rodolphe Plamondon (chanteur ténor) ou Léo-Pol Morin (pianiste), ainsi que de troupes théâtrales expérimentées. Les mélomanes apprécient les concerts donnés à la cathédrale depuis l'installation d'un orgue de marque Casavant en 1920. Les élèves du séminaire, qui disposent de leur propre salle, donnent régulièrement des concerts (chorale, harmonie) et des représentations théâtrales auxquels le grand public est invité. Les étudiantes fréquentant les établissements des communautés religieuses féminines de la ville ne sont pas en reste. La Fanfare de Rimouski, fondée en 1901 par le notaire Louis de Gonzague Belzile, se produit avec régularité, tantôt en salle, tantôt en plein air, et accompagne toutes les manifestations d'envergure⁹⁶. Celles-ci ont souvent une connotation religieuse: venue de l'archevêque de Québec, consécration d'un évêque, jubilé sacer-



Fanfare du séminaire, 1938 (Collection Philippe Michaud)

dotal, procession de la Fête-Dieu, bénédiction du monument aux Braves (1920; le monument est aujourd'hui sur la place des Anciens Combattants), bénédiction d'un monument au Sacré-Cœur érigé devant la cathédrale (1924)... En 1925, la célébration de la Fête-Dieu entraîne une foule de croyants le long de l'avenue de la Cathédrale et des rues de l'Évêché, Lepage et Saint-Germain. *Le Progrès du Golfe* signale que «... de magnifiques reposoirs avaient été érigés (...). La fanfare du séminaire qui faisait partie de la procession joua de nombreux morceaux. Les rues étaient décorées et les maisons pavoisées, avec goût»⁹⁷.

Le Progrès du Golfe, qui rapporte tous ces événements, est depuis 1910 sous la direction de son principal rédacteur et actionnaire, le notaire Eudore Couture, un homme réputé pour sa droiture et sa rigueur. Le contenu du journal rend bien compte de l'actualité municipale même si ses moyens ne lui permettent pas la pratique d'un véritable journalisme d'enquête. Certes, dans un monde dominé par l'électorat masculin et les préoccupations des milieux d'affaires, la condition féminine et la condition ouvrière ne sont pas encore des préoccupations de premier plan. Au plan spatial, les informations privilégient nettement le centre-ville tandis que demeurent dans la pénombre les faubourgs avoisinant la rivière et le quai. Néanmoins, Eudore Couture et ses collaborateurs lèvent un peu le voile sur la crise de l'emploi et du logement de l'immédiat après-guerre. Plusieurs articles, souvent publiés sous pseudonyme, font le point sur la situation économique, critiquent parfois les décideurs et interrogent l'avenir. Sans pessimisme exagéré, ces bilans laissent voir que la croissance de

Rimouski repose sur des bases encore fragiles. À nouveau, et non sans raison, le manque de capitaux locaux et de force motrice est pointé du doigt. Les industries moins énergivores créées localement n'ont pas l'échine assez forte pour surmonter l'éloignement de leurs principaux marchés. Les rapports commerciaux avec la Côte-Nord apparaissent bien limités malgré leur vaste potentiel et un quai mieux adapté. Le prolongement de la route provinciale jusqu'en Gaspésie tend à faire de Rimouski une simple étape touristique. Malgré de fréquentes rumeurs, Price ne prend pas l'engagement de construire une papeterie, et va même jusqu'à fermer «la pulpe» en 1927, choc difficile à subir. La critique n'épargne pas totalement les autorités religieuses: en 1924, Mgr Léonard doit réfuter lors d'un sermon les propos de ceux qui estiment qu'une trop forte présence religieuse multiplie les sollicitations, grève les ressources et entrave le développement⁹⁸.

«À pas de tortue»

Je ne voudrais pas insinuer que Rimouski est mathématiquement stationnaire ou encore qu'elle recule au lieu d'avancer. Ce serait une calomnie. Oh! que non. Elle va toujours de l'avant, mais à sa manière et au pas de la brave tortue. (...)

C'est clair que l'arrêt ou la lenteur de notre développement matériel ne dépend pas de l'intelligence et du manque d'initiative des enfants natifs ou adoptifs de Rimouski. Cela dépend alors de quelque chose, d'autre chose. Le manque d'argent et de force motrice? C'est possible, même probable. Nous ne sommes pas à Rimouski, je parle d'une manière générale, absolument pauvres – tout le monde vit! – mais, grand Dieu! que les riches, les vrais riches, capables d'entreprendre, de sustenter, de faire réussir ou tenir à plomb des industries puissantes, fécondes, productives et nourrisseuses d'hommes, qu'ils sont rares! Y en a-t-il un seul parmi nous?

«Anatole», *Le Progrès du Golfe*, 12 octobre 1923.

En 1923, la longue saga du Crédit municipal canadien arrive tout de même à son terme. Jules-A Brillant, un Matapédien installé à Rimouski depuis 1920 à titre de gérant de la Banque d'Hochelaga, achète et harnache les chutes de la rivière Métis, fonde la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent et acquiert plusieurs installations locales dont celles du Crédit municipal. Malgré son coût élevé, l'approvisionnement en électricité devient plus abondant et surtout plus fiable, reléguant pour de bon aux oubliettes lampes et fanaux à l'huile. Parallèlement, Brillant effectue des acquisitions remarquées dans le domaine des services publics: achat du *Progrès du Golfe* en 1923 (Eudore Couture en demeure le directeur et conserve apparemment son indépendance d'esprit), et achat à compter de 1927 des actifs de compagnies téléphoniques regroupées sous le nom de Compagnie de téléphone de Québec. Étoile montante dans le firmament financier régional, l'homme d'affaires commence donc à poser les bases de ce qui deviendra plus tard un petit empire. Pour le moment

cependant, les capitaux sont extérieurs et rien n'est acquis: Brillant doit (temporairement) céder à des intérêts américains la direction de la Compagnie de pouvoir en 1926, même s'il en conserve la gérance⁹⁹.

Les élections municipales ne passent pas inaperçues: les débats contradictoires, impliquant souvent des candidats qui se connaissent et ne s'apprécient pas toujours, attirent des foules nombreuses. Les pages du *Progrès du Golfe*, qui accueillent l'expression de toutes les tendances, soutiennent l'intérêt. Le scrutin de 1921, par exemple, donne lieu à de chaudes luttes dans tous les arrondissements. À la mairie, l'avocat Elzéar Sasseville affronte le maire sortant, le médecin Louis-Joseph Moreault, originaire de Saint-Octave-de-Métis et proche de Jules-A. Brillant. Un partisan de Sasseville n'hésite pas à écrire dans le journal: «*À la tête d'un hôpital ou d'un Bureau d'hygiène, on met un docteur, pas un avocat. Eh bien dans le conseil, moi je crois qu'il faut un homme de loi*». Un partisan de Moreault donne la réplique: «*Cette candidature (Sasseville) est venue au dernier moment, suscitée en petit comité où les dames, non électrices, en mal de notoriété, étaient la majorité*»¹⁰⁰. Avec un total de 217 voix contre 169 pour son adversaire, Moreault l'emporte. Il conservera son poste de maire jusqu'en 1937, une longévité politique en partie attribuable à ses accointances avec le puissant Parti libéral du Québec. Car le maire Moreault sera aussi député provincial de 1923 à 1936...

Ce double mandat sert sans doute bien la population rimouskoise puisque le gouvernement du Québec multiplie les interventions affectant les administrations municipales (santé, aide sociale, voirie, services publics, finances municipales), allant jusqu'à créer un ministère des Affaires municipales en 1918. Pour faire face à leurs responsabilités sociales accrues tout en développant leurs infrastructures, les villes recourent massivement à l'emprunt et leur dette totale passe de 182 millions en 1915 à 301 millions en 1927. À Rimouski, la dette obligataire passe de 1 599 575\$ en 1921 à 4 656 126\$ en 1931, mais la population croît également et la dette obligataire per capita augmente proportionnellement beaucoup moins (de 65,99\$ à 77,23\$ pour la même période)¹⁰¹. En 1931, la dette représente un peu moins de 10% de l'évaluation totale des propriétés, situation encore enviable compte tenu du marasme financier dans lequel se débattent alors plusieurs municipalités québécoises. «*O beauté des temps où l'on taxe et surtaxe sans jamais se lasser*», peut-on lire dans *Le Progrès du Golfe* en 1918¹⁰². Pour atteindre ses objectifs, en effet, le Conseil municipal diversifie les modes de perception: spectacles et amusements, animaux, taxe de vente, taxe pour les locataires, taxe de capitation pour les hommes âgés de 21 à 60 ans... qui ne paient pas de taxes (religieux exclus)! Ces mesures provoquent bien des remous et alimentent les guerres de chiffres au moment des campagnes électorales. Sans équivoque, elles témoignent aussi de l'affirmation du fait urbain à Rimouski.

Les trois premières décennies du XX^e siècle correspondent ainsi à une série de tournants majeurs pour la ville de Rimouski et sa région immédiate. Sur cet espace en voie de transformation, une série d'univers animés et contrastés se juxtaposent en une mosaïque complexe dont il n'est pas toujours facile de rendre compte. Au terme de la période, cependant, les citoyens de Rimouski sont devenus des urbains à part entière. Et autour d'eux, une population rurale ou semi-rurale aux multiples visages tend de plus en plus à se familiariser avec le cadre urbain.

Chapitre 6

La métropole de l'Est (1930-1967)

Par Jeannot BOURDAGES



Reportage photographique sur les enseignes et devantures commerciales non conformes aux règlements d'urbanisme de la Ville de Rimouski. Vue de la rue de la Cathédrale – Mai 1956 (Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Rimouski, Fonds J.-Gérard Lacombe, P24/3R-459)

Entre 1930 et 1967, l'histoire de la ville de Rimouski est profondément marquée par trois événements: la crise économique des années 1930, la Seconde Guerre mondiale et le feu de 1950. En dépit de ces moments difficiles, la ville connaît des développements tout à fait extraordinaires. La population est multipliée par quatre. Des nouveaux quartiers voient le jour et le territoire municipal s'agrandit considérablement. L'essor des moyens de transports profite à la ville. Rimouski intensifie ses échanges avec la région et étend sa zone d'influence, notamment à la Côte-Nord. Au plan économique, l'explosion du secteur des services permet de générer une foule de nouveaux emplois. Ces développements exercent une forte pression sur les finances de la Ville qui doit rapidement ouvrir des nouvelles rues et étendre ses services d'aqueduc et d'égout. Par ailleurs, l'administration municipale multiplie les champs d'intervention afin d'offrir une gamme élargie de services aux citoyens. Au plan culturel, Rimouski intensifie ses relations avec les grands centres québécois et le reste du monde. Et la ville s'affirme de plus en plus comme un important pôle de diffusion et de création à l'échelle régionale¹.

UNE PÉRIODE DE GRANDS BOULEVERSEMENTS

La crise des années 1930

À la suite de l'effondrement de la bourse de New York, en octobre 1929, l'économie mondiale entre dans une longue période de récession. À Rimouski, dès la fin du mois de décembre, un observateur constate que le chômage sévit avec plus d'acuité: *«Inutile de se dissimuler que nous traversons une nouvelle crise financière qui se fait douloureusement sentir chez la masse des prolétaires. L'ouvrage manque à bien des bras chargés de familles et anxieux de ne point rester inactifs»*². Au cours des années 1930 et 1931, les employés du secteur manufacturier, principalement des ouvriers des usines de transformation du bois, subissent une réduction de salaire. Une quarantaine d'entre eux perdent leur emploi. Mais le pire reste à venir. En 1932, la production chute brutalement et l'on procède à des mises à pied massives. Dans le secteur manufacturier, le nombre d'employés passe de 266 à 57.

Rimouski entre en plein coeur de la crise. Jusqu'en 1935, la production des usines de transformation du bois ne cesse de diminuer. La puissante Compagnie Price Brothers doit même temporairement déclarer faillite. Le ralentissement des activités dans l'industrie de la transformation du bois, la principale industrie de la ville, a des effets importants sur l'ensemble de l'économie rimouskoise. De nombreux chefs de familles souffrent du chômage ou d'une baisse de leurs revenus. En août 1931, à la suite de sa visite paroissiale, le curé Lionel Roy rapporte que *«les neuf-dixièmes de la population m'ont affirmé que leur pénurie ou leur état de gêne sont extrêmes»*³. Certains sont réduits à la mendicité. On voit même des enfants demander l'aumône

dans la rue ou à la porte des maisons.

De nombreux chômeurs originaires de l'extérieur de la ville affluent vers Rimouski. Ils espèrent y trouver de l'emploi. Souvent, ils arrivent par train et, dans la ville, ils se rassemblent dans le secteur de la gare. La Commission des chemins de fer se plaint d'ailleurs du désordre et de la malpropreté qu'ils génèrent. Durant le jour, on les voit demander la charité aux résidents de la ville. La nuit, ils dorment dans les wagons, à la belle étoile ou... au poste de police. Au cours de l'année 1931, un total de 290 miséreux étrangers sont hébergés par la police municipale. Déjà fort occupés à résoudre les problèmes vécus par leurs résidents, les élus municipaux tentent, sans grand succès, d'empêcher ces chômeurs étrangers de venir à Rimouski. On adopte, par exemple, un règlement municipal interdisant de mendier sans un permis signé par le curé, le maire ou le chef de police.



Sur l'avenue de la Cathédrale, défilé militaire précédé d'une fanfare durant la Seconde Guerre (Collection Mario Mimeault)

Les plus démunis peuvent compter sur l'aide de la Société Saint-Vincent-de-Paul, des dames de l'Ouvroir Sainte-Élisabeth ou des communautés religieuses. Vu l'ampleur de la crise, ces organismes sont rapidement débordés et les gouvernements sont forcés d'intervenir. Comme dans plusieurs villes québécoises, les gouvernements procèdent à la réalisation de grands travaux publics. Ces travaux permettent d'offrir de l'emploi aux chômeurs. À Rimouski, la majorité des chômeurs sont employés à l'amélioration du réseau d'aqueduc. Les chômeurs bénéficient également des «*secours directs*». Cette aide financière leur permet de se nourrir, de se vêtir et de payer le loyer. Des Rimouskois sont aussi envoyés au camp de Valcartier où, en échange de leur travail, ils reçoivent un maigre salaire de vingt cents par jour. En

plusieurs endroits dans la ville, on organise des «*jardins ouvriers*». En cultivant un petit lopin de terre, mis gratuitement à leur disposition, une centaine d'ouvriers arrivent à nourrir leur famille.

La situation économique s'améliore à compter de 1935. La production reprend dans les usines de transformation du bois. Si bien qu'en 1937 le nombre d'employés dans le secteur manufacturier dépasse celui de la période précédant la crise. En 1938, la Compagnie Price Brothers procède même à l'ouverture d'un nouveau moulin. La crise est bel et bien terminée⁴.

La Seconde Guerre mondiale (1939-1945)

Le Canada entre en guerre contre l'Allemagne en septembre 1939. Les libéraux fédéraux ayant promis de ne pas imposer la conscription, la participation des Canadiens s'effectue d'abord sur une base volontaire. En juin 1940, le gouvernement fédéral adopte néanmoins la Loi de mobilisation des ressources nationales. Les jeunes hommes valides sont forcés d'effectuer un entraînement militaire de base. Pour les former, l'armée met sur pied une série de camps militaires régionaux. Un de ces camps est établi à Rimouski au cours de l'été 1940. On le désigne familièrement sous le nom de «*camp 55*». Il est situé dans la partie sud de la ville: du côté est de



Non... à la conscription pour le service militaire outre-mer. Les manifestants véhiculent ainsi le message de la ligue pour la défense du Canada en 1942 (Collection Philippe Michaud)

l'avenue de la Cathédrale, entre les rues Trépanier et la 7^e rue. Ses nombreux bâtiments abritent des dortoirs, des cuisines, une chapelle, des ateliers, des bureaux et un petit hôpital. Le camp 55 abritera jusqu'à 1 300 recrues en provenance du Bas-Saint-Laurent, de la Côte-Nord, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.

En 1942, le gouvernement fédéral demande à la population de le libérer de sa promesse de ne pas imposer la conscription. Comme partout ailleurs dans la province de Québec, cette décision suscite de l'opposition à Rimouski. Déjà, en 1937, le Conseil de la Ville de Rimouski s'était opposé à la participation du Canada à la guerre en dehors de son territoire. À la veille du plébiscite, il se déclare contre la conscription. Le 16 avril 1942, les élèves du Séminaire de Rimouski participent à une parade pour manifester leur opposition. Le soir même, une assemblée a lieu au Cinéma Cartier. Pendant quatre heures, les orateurs se succèdent pour mobiliser la foule. Malgré une forte opposition au Québec, une majorité de Canadiens se prononcent en faveur de la conscription.

Le recensement de 1951 nous apprend que 461 Rimouskois ont déclaré avoir fait leur service militaire entre 1939 et 1945. Nous ignorons toutefois combien d'être eux ont servi hors du territoire canadien. Les journaux locaux nous apportent des nouvelles de quelques-uns d'entre eux. Le 11 janvier 1945, *L'Écho du Bas-St-Laurent* rapporte que les frères Léonard et Napoléon Dubé sont prisonniers des Allemands. Le 3 mai 1945, il est fait mention du soldat Eugène Savard qui prit part à la bataille de Casa Berardi. De son côté, le pilote rimouskois Paul Lapointe a effectué 210 envolées de combat à bord d'un Spitfire de la Royal Air Force. Parmi ces soldats envoyés au front, quarante-quatre sont tombés au champ d'honneur. Pour honorer leur mémoire, la Ville a fait ajouter leurs noms au monument aux Braves après la fin de la guerre. Pour sa part, l'abbé Wilfrid Huard s'est vu décerner la Croix de guerre. Cet aumônier du régiment de La Chaudière a notamment participé au Débarquement de Normandie.

Loin des champs de bataille, la vie quotidienne des Rimouskois n'en est pas moins bouleversée par la guerre. Par l'entremise des journaux et de la radio, ils attendent avec anxiété des nouvelles de ceux qui sont au front. La présence du camp 55, le torpillage de navires par les sous-marins allemands dans le fleuve Saint-Laurent et la distribution de masques à gaz dans la population rendent la menace très concrète. À leur façon, la population et les autorités municipales participent à l'effort de guerre en respectant les consignes relatives à l'obscurcissement, en organisant des campagnes de récupération des rebuts et en souscrivant aux emprunts de la victoire.

La Seconde Guerre mondiale marque également, après la crise des années 1930, le retour de la prospérité. Le Canada joue un grand rôle dans l'approvisionnement des forces alliées et ses industries connaissent un essor considérable. À Rimouski, la production dans les usines de transformation du bois atteint des sommets inégalés⁵.

6 mai 1950: La nuit rouge

La date du 6 mai 1950 est gravée à jamais dans la mémoire des Rimouskois. Aux environs de six heures du soir, une sirène d'alarme retentit. Un feu s'est déclaré dans la cour à bois de la Price Brothers! Le vent soufflait avec une violence inhabituelle ce jour-là. Vraisemblablement, il aurait fait tomber une ligne électrique sur une pile de bois de sciage. Rapidement, quinze millions de pieds de bois s'embrasent sur la rive ouest de la rivière Rimouski. Le vent, qui souffle en direction est, provoque une pluie de tisons sur la ville. Aux environs de sept heures, dans la rue Sainte-Marie, la demeure d'Adélard Dextrase s'enflamme. Le feu a traversé la rivière! Et il s'étend aux maisons, aux commerces et aux édifices publics situés à proximité. Poursuivant sa marche vers l'est, le feu s'attaque successivement au Manoir seigneurial, au Couvent des soeurs de l'Immaculée-Conception, à l'Hôpital Saint-Joseph, au Petit Séminaire, à l'Hospice des soeurs de la Charité, au Palais de justice... Heureusement, les flammes s'arrêtent aux abords de la cathédrale qui est ainsi épargnée.

Le feu a couru toute la nuit. Le lendemain, les Rimouskois constatent les dégâts. Du côté ouest de la rivière Rimouski, les installations de la Compagnie Price Brothers ont été complètement détruites. Du côté est, le feu a rasé le quadrilatère formé par les rues Tessier, Saint-Germain, Évêché et Cathédrale. C'est approximativement le tiers de la ville qui a disparu. Si plus de 2 000 personnes se retrouvent sans abri, on ne déplore aucune perte de vie. Alarmés par l'ampleur de la catastrophe, les divers paliers de gouvernement débloquent rapidement des fonds pour venir en aide aux sinistrés. L'événement, rapporté par des journaux du monde entier, provoque un vaste mouvement de solidarité. De la nourriture, des vêtements, des meubles et des matériaux de construction sont offerts généreusement aux Rimouskois.

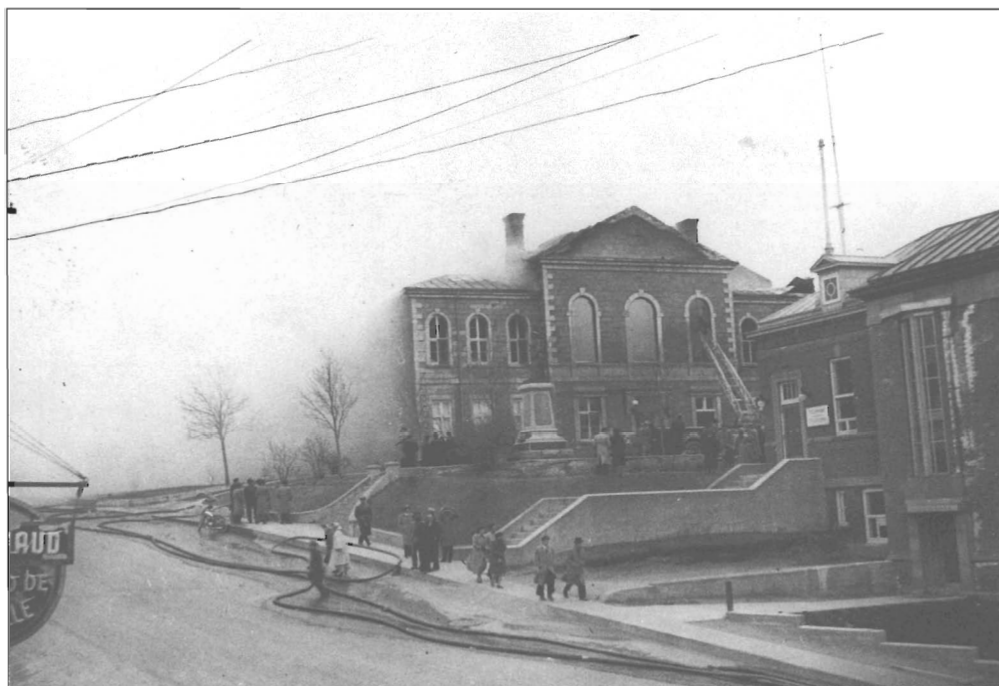
L'avenir apparaît bien sombre à la suite de cette tragédie. La ville a perdu son principal employeur, la Price Brothers, ainsi que de nombreux commerces et entreprises. On s'interroge sur l'avenir économique de la ville. Rimouski deviendra-t-elle une ville fantôme, désertée par ses habitants? Ce scénario pessimiste ne se réalisera pas. Au contraire, la ville de Rimouski fait preuve d'un dynamisme étonnant. La reconstruction s'effectue à un rythme effréné. L'économie poursuit sa croissance. La ville enregistre même sa plus forte croissance démographique entre 1950 et 1960. Le feu permet également l'adoption de nouvelles normes urbanistiques et facilite la modernisation du commerce de détail. Bref, cet épisode tragique constitue un nouveau départ pour la ville. Rimouski renaît de ses cendres⁶.



Un gigantesque brasier tout près du pont ferroviaire (Collection des sœurs Notre-Dame du Saint-Rosaire)



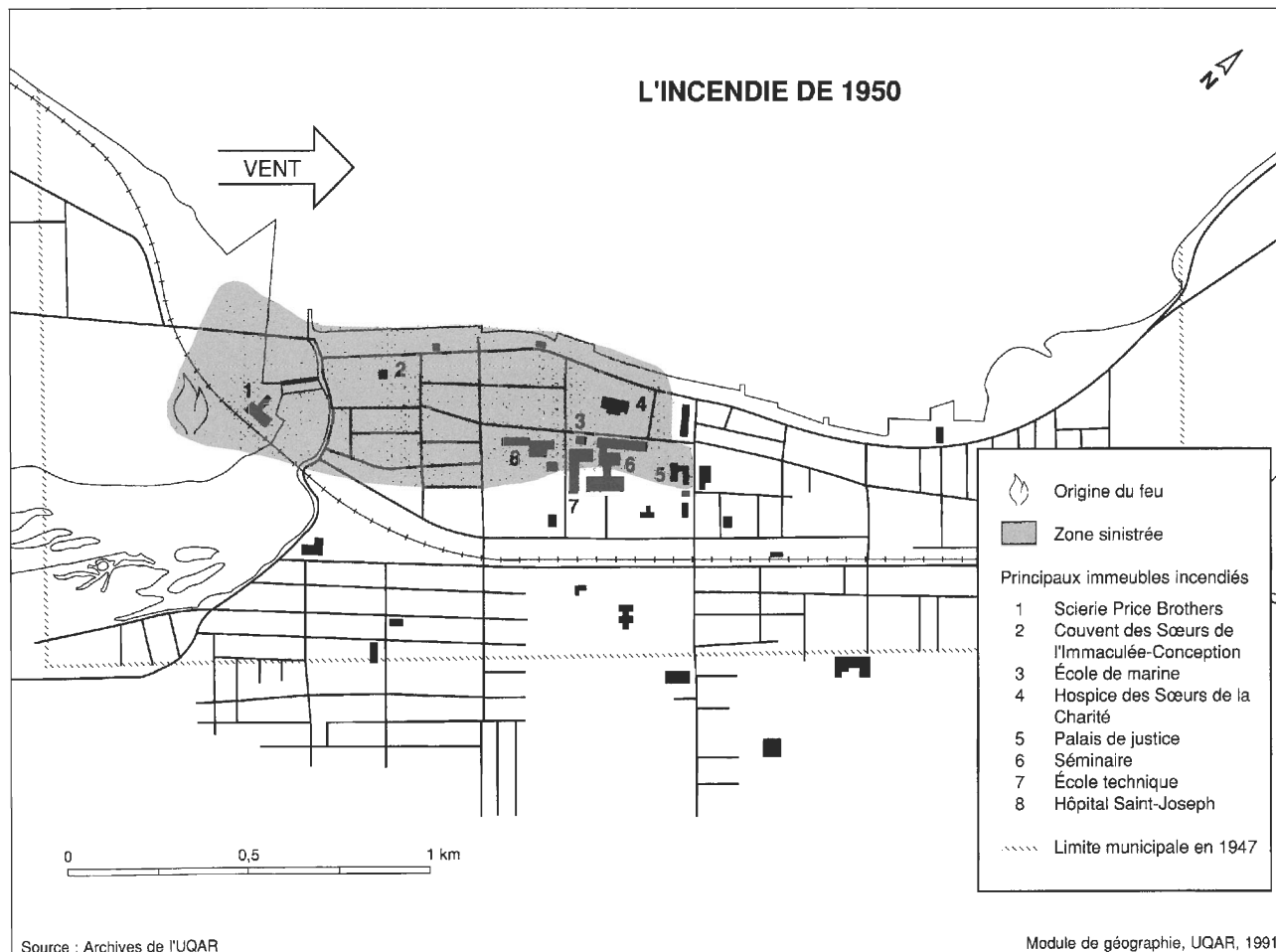
Des résidants impuissants regardent le feu se propager de maison en maison (Louis-Paul Lavoie, Groupe de fonds Clément Claveau, Collection du Musée régional de Rimouski, N.A.C.: HR-13181)



Le Palais de justice en proie à l'incendie (Collection des sœurs Notre-Dame du Saint-Rosaire)



Au lendemain du sinistre, seules les cheminées émergent des décombres (Collection des sœurs Notre-Dame du Saint-Rosaire)



Carte de l'incendie de 1950 (*Atlas urbain de Rimouski*, 1991, p. C6)



Reconstruction de Rimouski (Louis-Paul Lavoie, Groupe de fonds Clément Claveau, Collection du Musée régional de Rimouski, N.A.C.: HR-13115)

UNE CROISSANCE REMARQUABLE

La ville de Rimouski connaît une forte croissance démographique. Entre 1931 et 1966, sa population passe de 5 589 à 20 330 personnes⁷. En 1967, à la suite de la fusion de plusieurs municipalités voisines, la population rimouskoise atteint 24 976 personnes.

Rimouski devient alors la plus importante ville du Bas-Saint-Laurent. Au cours des années 1940, la population de Rimouski dépasse celle de Rivière-du-Loup. L'écart se creuse dans les décennies suivantes. En 1967, sa population représente le double de celle de Rivière-du-Loup. Rimouski occupe également la première place dans la hiérarchie urbaine des régions situées à l'est de la ville de Québec. À titre de comparaison, voici les villes les plus peuplées pour chacune de ces régions en 1966: dans la région de Charlevoix, Baie-Saint-Paul (4 702 personnes); dans la région de la Côte-du-Sud, Montmagny (12 241 personnes); sur la Côte-Nord, Sept-Îles (18 950 personnes); en Gaspésie, Sainte-Anne-des-Monts (4 827 personnes); et, aux Îles-de-la-Madeleine, Fatima (2 759 personnes).

Cette forte croissance démographique affecte l'ensemble de l'agglomération rimouskoise⁸ qui s'étend alors aux municipalités de Sacré-Coeur, Nazareth, Sainte-

Odile, Saint-Germain paroisse, Rimouski-Est et Pointe-au-Père. Entre 1931 et 1966, sa population passe de 8 784 à 28 323 personnes. Cette croissance est grandement tributaire de l'accroissement naturel, c'est-à-dire de l'excédent des naissances sur les décès⁹. La hausse du taux de natalité («*baby-boom*») et la baisse progressive du taux de mortalité permettent de dégager un accroissement naturel important (+16 291 personnes). La migration de populations des campagnes vers la ville contribue également à la croissance démographique. L'agglomération rimouskoise enregistre ainsi un bilan migratoire positif de 3 248 personnes.

Les taux de croissance de la population et les bilans migratoires varient d'une décennie à l'autre. Durant la décennie 1931-1941, la croissance est ralentie par la crise économique (+37%). L'agglomération enregistre tout de même un bilan migratoire positif de 1 188 personnes. Cette bonne «performance» pourrait signifier que Rimouski souffre moins durement de la crise que d'autres villes de la province. La décennie 1941-1951 est marquée par la croissance économique engendrée par la guerre, le «*baby-boom*» et la prospérité d'après-guerre. L'agglomération enregistre une augmentation de population de 42%. Le solde migratoire est cependant inférieur à celui de la période précédente (+253 personnes). C'est durant la décennie 1951-1961 que la croissance démographique est la plus forte (+51%). L'effet du «*baby-boom*» continue de se faire sentir et 1 947 personnes venues de l'extérieur viennent s'établir à Rimouski! Cet afflux de populations rurales est lié à l'explosion du secteur tertiaire qui provoque d'importants besoins en main-d'oeuvre. Durant la décennie 1961-1966, le rythme de la croissance fléchit. L'agglomération enregistre sa croissance la plus faible (+10%) et son seul bilan migratoire négatif (-140 personnes)¹⁰.

La croissance de la population étant attribuable à l'accroissement naturel et à l'arrivée des ruraux en provenance de la campagne environnante, la composition ethnique de la population demeure essentiellement la même. Entre 1931 et 1961, la ville n'accueille qu'une centaine d'immigrants en provenance de pays étrangers, principalement de l'Europe. Ainsi, 98% des Rimouskois sont d'origine canadienne-française au début des années 1960. Les gens d'origine britannique constituent le second groupe en importance avec 1,3%.

LES NOUVELLES FRONTIÈRES DE LA VILLE

La forte croissance démographique permet d'étendre considérablement le tissu urbain. Ainsi, en 1950, la majeure partie du territoire initial de la ville est occupée. La poussée est particulièrement importante dans la partie est de la ville où des espaces demeurent disponibles. Dans ce secteur, on voit apparaître les rues Ringuet, Dumais, Langevin, Blais, Fiset, Taché, Hudon et Léonard. Dans la partie ouest de la ville, on prolonge les rues Sainte-Marie et Saint-Jacques, et l'on ouvre les rues Tanguay et Drapeau.



Éboulis sur la rivière Rimouski, 1951 (Louis-Paul Lavoie, Groupe de fonds Clément Claveau, Collection du Musée régional de Rimouski, N.A.C.: HR-13035)



Reportage de CJBR sur l'éboulis de Sainte-Odile en 1951. Au microphone, le journaliste François Raymond (Rita Chevron, Collection Richard Saindon)



La bénédiction du presbytère de Sainte-Agnès. Au centre, Mgr Charles-Eugène Parent, archevêque de Rimouski (1951-1967). À droite, Alcide Côté, premier curé de la paroisse. À gauche, l'homme d'affaires Jules-A. Brillant: le prénom de sa première épouse, Agnès, a été retenu pour désigner la paroisse (Rita Chevron, Collection Richard Saindon)

Le processus d'urbanisation touche également des territoires situés à l'extérieur des frontières de la ville. C'est ainsi qu'autour de la ville de Rimouski se forment les faubourgs et la banlieue. L'érection canonique constitue souvent la première reconnaissance officielle de ces nouveaux territoires urbanisés. Lorsque la population est suffisamment importante, une nouvelle paroisse est créée. Six nouvelles paroisses voient le jour à Rimouski: Sainte-Odile (1940), Saint-Yves (1941), Saint-Robert (1945), Nazareth (1946), Sainte-Agnès (1956) et Saint-Pie-X (1959). Les anciennes paroisses de Sacré-Coeur et Pointe-au-Père sont aussi touchées par le processus d'urbanisation¹¹.

Les faubourgs ouvriers: Sainte-Odile, Saint-Robert et Nazareth

Entre 1930 et 1950, dans la partie ouest et sud-ouest de l'agglomération de Rimouski, se développent les faubourgs ouvriers de Sainte-Odile, Saint-Robert et Nazareth. Ils sont situés à proximité de la rivière car leur développement est étroitement lié à l'industrie de la transformation du bois. Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale donne un coup de fouet à l'industrie. Les faubourgs ouvriers connaissent alors une croissance importante. Après 1950, à la suite du déclin de l'industrie, seul Saint-Robert, situé tout près du centre-ville, semble profiter des emplois générés par le secteur des services.

En 1930, la principale agglomération de Sainte-Odile est appelée Rimouski-Ouest ou encore le Brûlé. Il s'agit d'une série de résidences alignées le long de la rue Tessier, tout juste à l'ouest de Saint-Robert. En 1940, Sainte-Odile est érigée en paroisse. La municipalité est formée en 1943. Sa population atteint alors plus de 1 000 personnes. C'est probablement à cette époque que les premières rues sont ouvertes perpendiculairement à la rue Tessier. Après 1950, la croissance démographique ralentit. À la fin des années 1960, la population de la paroisse n'est que de 1 690 personnes. C'est dans le secteur de Rimouski-Ouest qu'est regroupée la majorité de cette population (environ 1 300 personnes). À ce moment, de part et d'autre de la rue Tessier, on trouve les rues Sainte-Odile, Bélanger, de la Fabrique, du Moulin, Parent Nord, Parent Sud, A. Chauveau, Labbé et Saint-Urbain.



Vue aérienne de Saint-Robert-de-Rimouski (Louis-Paul Lavoie, Groupe de fonds Clément Claveau, Collection du Musée régional de Rimouski, N.A.C.: HR-13040)

Saint-Robert, que l'on appelait autrefois le faubourg Saint-Germain, se développe à partir de la fin des années 1930. Les nouveaux arrivants sont essentiellement des ruraux venus chercher de l'emploi dans les scieries d'Albert Sirois, de la Price Brothers et de La Perrelle Lumber. En 1945, la population (2 365 personnes) est assez nombreuse pour justifier la création de la paroisse de Saint-Robert-Bellarmin. L'abbé Paul-Émile Dubé est le premier curé de la paroisse qui laissera sa marque dans l'histoire rimouskoise en raison de son engagement dans le mouvement



Ouverture du magasin Dominion, rue Saint-Germain Ouest, Rimouski – 8 mai 1958 (Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Rimouski, Fonds J.-Gérard Lacombe, P24/3R-548)



Garage Soucy, Rimouski – 1955 (Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Rimouski, Fonds J.-Gérard Lacombe, P24/3R-411)

coopératif, particulièrement auprès des caisses populaires. Jusqu'en 1950, l'ouverture de nouvelles rues permet de combler l'espace compris entre les rues Saint-Jean-Baptiste et Dubé. La paroisse de Saint-Robert poursuit son expansion en dépit du déclin de l'industrie de la transformation du bois. L'ancienne cour à bois de la Compagnie La Perrelle Lumber disparaît pour céder la place à un développement résidentiel. Entre 1950 et 1967, le tissu urbain poursuit sa progression vers le sud pour atteindre, le long des rues Rouleau et Sirois, le boulevard Arthur-Buies. En 1967, la majeure partie du territoire de la paroisse est occupée. Avec une population de 5 627 personnes, Saint-Robert est alors la plus importante paroisse de l'agglomération de Rimouski.

Du côté ouest de la rivière, le faubourg Nazareth se développe aux côtés des installations de la Compagnie Price Brothers. Au début des années 1930, l'agglomération se résume à quelques maisons alignées le long de la rue Saint-Germain. En 1946, la population atteint 1 500 personnes et l'on crée la paroisse de l'Annonciation-de-la-Bienheureuse-Vierge-Marie-de-Nazareth. Plusieurs nouvelles rues sont ouvertes: Saint-François, de l'Église, Montcalm, Cartier, Champlain, Laval et Dollard. Après 1950, la croissance démographique ralentit. En 1967, la population n'atteint que 2 334 personnes. On ouvre tout de même cinq nouvelles rues: Wilson, Vanier, Raymond, Royer et Pineau.

Rimouski-Est

Au début des années 1930, la majeure partie du territoire de Rimouski-Est est utilisée à des fins agricoles. Quelques maisons et quelques commerces, tels que le magasin A. P. Saint-Laurent et l'Hôtel Canada, sont regroupés dans la rue Saint-Germain à proximité du quai. À l'époque, ce secteur est d'ailleurs appelé Quai-de-Rimouski. Plusieurs chefs de famille gagnent leur vie comme débardeurs ou marins. D'autres trouvent du travail à l'usine d'huile de foie de morue (la Canadian Cod Liver Oil) ou à la Compagnie de transport du Bas-Saint-Laurent. En 1939, Rimouski-Est devient une municipalité de village. C'est un cultivateur, Adhémar Saint-Laurent, qui en devient le premier maire. En 1941, le même territoire est érigé en paroisse. La paroisse de Saint-Yves compte alors 633 personnes. En 1950, le village ne se limite plus à la rue Saint-Germain. Trois nouvelles rues sont ouvertes perpendiculairement: la rue Goulet, la rue de l'Église et la rue de l'Aéroport. Après 1950, l'économie de Rimouski-Est est stimulée par l'essor de la Compagnie Québécoise, l'implantation d'une usine d'embouteillage de boissons gazeuses et l'arrivée de plusieurs nouvelles compagnies pétrolières à proximité du quai. Ainsi, entre 1941 et 1967, la population de Rimouski-Est passe de 633 à 1 973 personnes. Le tissu urbain progresse légèrement vers le sud. Les terrains occupés par les pétrolières et l'aéroport empêchent toutefois d'autres développements dans cette direction. Les nouvelles rues sont plutôt

ouvertes vers l'est, en direction de Pointe-au-Père. Du côté ouest, le tissu urbain est continu jusqu'à la paroisse de Sainte-Agnès.

Les conséquences du feu au plan territorial

À la suite du grand feu de 1950, la partie du centre-ville détruite par l'incendie est réaménagée selon les nouvelles normes d'urbanisme. Pour ce faire, la Ville de Rimouski bénéficie de l'aide de plusieurs urbanistes dont Jacques Gréber, un expert de réputation mondiale. On procède à la refonte du cadastre et à l'élaboration d'un nouveau règlement de construction et de zonage. Dans toute la zone dévastée,



Vue aérienne des travaux de construction du boulevard René-Lepage, Rimouski, circa 1960 (Photographe inconnu, Groupe de fonds Clément Claveau, Collection du Musée régional de Rimouski, N.A.C.: HR-13479)

les rues sont élargies pour faciliter la circulation automobile. Ces changements diminuent toutefois l'espace disponible pour la construction et semblent forcer certains résidents à s'établir dans d'autres quartiers¹².

Dans sa partie ouest, le visage de la rue Saint-Germain est complètement transformé. Profitant des espaces devenus disponibles après le feu, plusieurs chaînes de grands magasins telles que Woolworth, People's ou Dominion s'y installent. Leurs édifices ont une allure résolument moderne. L'élargissement de la rue permet d'aménager des espaces de stationnement pour les consommateurs qui viennent maintenant de plus en plus loin pour magasiner à Rimouski. Le feu accélère donc la modernisation de la rue Saint-Germain Ouest. La description du géographe Jean-Vianney Frenette, en 1956, permet d'apprécier le contraste avec la partie est: *«Le secteur épargné par le feu conserve son caractère d'autrefois: magasins exigus, de style ancien, trottoirs trop étroits et surtout une rue trop étroite qui ne peut suffire à l'intensité du trafic»*¹³.

Pour solutionner le problème de la circulation automobile, les urbanistes préconisent la construction d'un boulevard en bordure du fleuve. Un mois après le sinistre, le gouvernement fédéral consent à financer la construction d'une première section du boulevard. Cette section s'étend de la rivière Rimouski jusqu'à l'actuelle



La rue Saint-Germain Est, 1952 (Studio Photo Hélène, Groupe de fonds Clément Claveau, Collection du Musée régional de Rimouski, N.A.C.: HR-13332)

place des Anciens Combattants. Malgré les demandes répétées du milieu rimouskois, il faut plusieurs années pour le compléter. En 1955-1956, le boulevard est prolongé de 800 pieds vers l'est, notamment grâce au travail du député fédéral Gérard Légaré. Du côté provincial, le gouvernement de Maurice Duplessis fait la sourde oreille. Peut-être parce que le député de Rimouski à l'Assemblée législative, Albert Dionne, est un libéral? Toujours est-il que les travaux de construction reprennent en 1961, après l'élection des libéraux de Jean Lesage. Le boulevard est complété au cours des années suivantes. Le remblaiement des rives permet de récupérer environ 79 897 m² sur le fleuve. Étonnamment, la construction de cette voie rapide, bordée d'une promenade, est perçue comme une façon de se rapprocher du fleuve. Il faut dire qu'avant l'accès à la rive était restreint par la présence de nombreuses propriétés privées. Il faut également souligner que, plus souvent qu'autrement, la batture était perçue comme dégoûtante puisque des résidents y jetaient allègrement leurs déchets domestiques¹⁴.

Une expansion tous azimuts

La décennie qui suit le grand feu de 1950 est marquée par une forte croissance économique et démographique. De nombreux ménages profitent d'une hausse importante de leurs revenus. Pour marquer ce nouveau statut social, ils délaissent les faubourgs ouvriers au profit de nouveaux espaces. On assiste alors à une intense période d'étalement urbain. Les nouveaux quartiers se développent d'abord à proximité du centre-ville (Sainte-Agnès et Saint-Pie-X). Ensuite, grâce à la généralisation de l'usage de l'automobile, les gens s'installent de plus en plus loin. Les anciennes paroisses rurales de Sacré-Coeur et Pointe-au-Père deviennent des banlieues très recherchées par la nouvelle classe moyenne. La façon d'aménager les quartiers se transforme elle aussi. Dans le quartier Saint-Robert, les rues étaient alignées selon le traditionnel plan en damier. À partir des années 1960, les nouveaux quartiers adoptent plutôt des rues aux formes courbes, agrémentées de petits espaces verts.

Sainte-Agnès

Au début des années 1930, le territoire de Sainte-Agnès est entièrement agricole. Le processus d'urbanisation s'amorce sur le littoral. Après 1945, le long de la rue Saint-Germain, une série des résidences fait le pont entre la ville de Rimouski et le quai de Rimouski-Est. Afin de contourner le secteur, on construit le boulevard Jessop. Vers 1949, on ouvre la rue Léonidas. Cette dernière est située à la jonction des terres de deux agriculteurs: Léonidas Gagnon et Léonidas Lachance. Le nom de la rue rappelle donc le prénom de ces deux agriculteurs¹⁵. À la même époque, une petite agglomération, communément appelée le village Brisson, se forme au coin des rues Léonidas et Saint-Jean-Baptiste Est. Son nom est probablement attribuable à la

présence de la scierie Brisson. Les rues Gagnon et Lachance constituent les seules autres rues de ce «village».

Après 1950, le territoire se développe plus rapidement. La paroisse Sainte-Agnès est fondée en 1956. Elle compte alors 838 personnes. La construction résidentielle bat son plein dans les années qui suivent. En 1964, on présente le projet place Bois-Brillant. Il s'agit d'un développement résidentiel d'une cinquantaine de maisons unifamiliales et d'un immeuble à logements multiples. La rue Boisbrillant, autour de laquelle s'articule le projet, est conçue en respectant «*l'aspect humain des principes de l'urbanisme*»¹⁶. La rue a la forme d'un «P» et contourne un petit parc. En 1967, au nord de la voie ferrée, en suivant la rue Saint-Pierre, le tissu urbain atteint la rue Léonidas. Outre la rue Boisbrillant, on note la présence des rues Cartier, Talbot, Desrosiers, Martin, Morissette, Moreau, Dumont, d'Auteuil, Desjardins, Pouliot et Robitaille. Au sud, dans le secteur du village Brisson, on ouvre la rue Fournier et un segment de l'actuelle 2^e rue. Le tissu urbain progresse également vers l'ouest, le long de la rue Saint-Jean-Baptiste.



Piste de courses à Rimouski, vue aérienne (Louis-Paul Lavoie, Groupe de fonds Clément Claveau, Collection du Musée régional de Rimouski, N.A.C.: HR-13058)

La rue Léonidas devient le site d'une nouvelle zone industrielle. Après 1950, à la suite du déclin de l'industrie de la transformation du bois, c'est dans ce secteur que s'installent les nouvelles industries. Par exemple, au cours des années 1950, on

y retrouve les usines Durilite et Perma-Ply. Le phénomène se poursuit au cours des années 1960. Si bien que l'on compte une vingtaine d'industries dans la rue Léonidas en 1967. Grâce à cet important développement résidentiel et à cette nouvelle zone industrielle, la population de Sainte-Agnès augmente de manière spectaculaire. De 1956 à 1967, la population passe de 838 à 2 598 personnes.

Saint-Pie-X

En 1930, le territoire de la future paroisse de Saint-Pie-X est essentiellement rural. Le tissu urbain se limite au territoire situé entre les rues Saint-Jean-Baptiste et Saint-Laurent, du côté est de l'avenue de la Cathédrale. Au début de l'été 1940, c'est dans ce secteur qu'on retrouve le camp 55. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, d'anciens bâtiments du camp sont transformés en résidences. On remarque également quelques constructions neuves. En 1950, le tissu urbain s'étend jusqu'à la 6^e rue.



Vue aérienne de Rimouski, circa 1955 (Louis-Paul Lavoie, Groupe de fonds Clément Claveau, Collection du Musée régional de Rimouski, N.A.C.: HR-13005)

Entre 1954 et 1957, le Comité logement du Conseil central des syndicats catholiques réalise un projet de logement social dans ce secteur. Une quarantaine de maisons unifamiliales, construites sur des terrains cédés par l'Archevêché, sont vendues à un prix modique. Les initiateurs du projet souhaitent ainsi faciliter l'établissement des familles nombreuses et des gens chassés par le réaménagement du centre-ville à la suite du feu de 1950¹⁷.

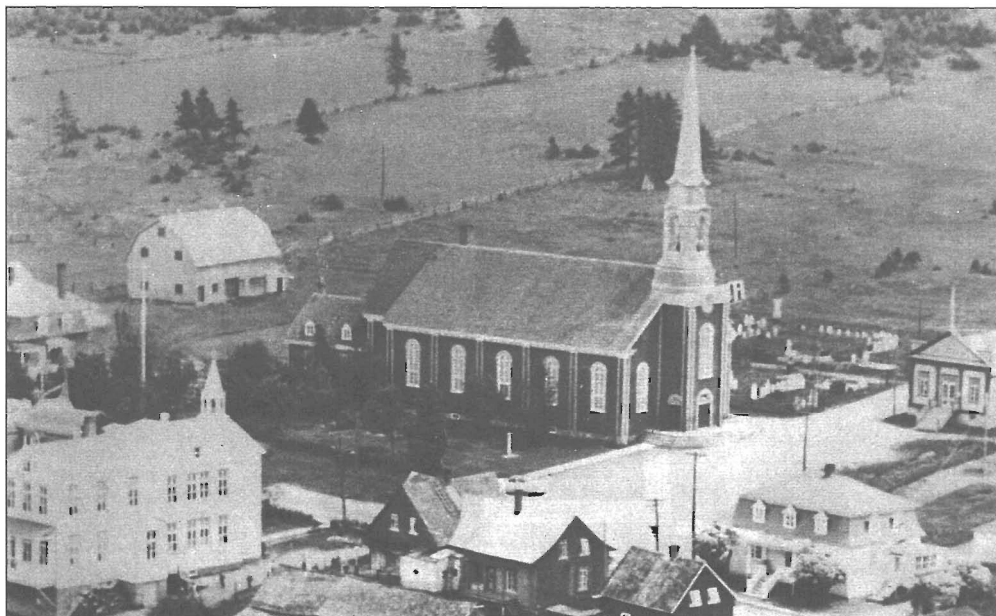
La croissance démographique est très forte au cours des années 1950-1960. Au moment de son érection canonique (1959), la paroisse de Saint-Pie-X compte déjà 2 054 personnes. En 1967, la population atteint 3 253 personnes. Après Saint-Robert et Saint-Germain, Saint-Pie-X est la troisième paroisse en importance à Rimouski. Du côté est de l'avenue de la Cathédrale, le tissu urbain atteint la 18^e rue!

Du côté ouest, au sud du boulevard Arthur-Buies, le Plan directeur d'urbanisme de la Ville de Rimouski prévoit l'aménagement d'un nouveau quartier résidentiel. Les rues sont courbées et forment des arcs de cercle. Un promoteur immobilier offre de construire, pour un montant de 10 300\$, une maison unifamiliale de 6 pièces, de type «bungalow». On promet aux futurs acheteurs qu'une fois la maison terminée, ils bénéficieront immédiatement de tous les services municipaux (aqueduc, égouts, vidanges...)¹⁸. En 1967, seules les rues de la partie est sont ouvertes: Mgr Langis, Eudore-Couture, Mgr Courchesne, de la Normandie et de la Bretagne.

La banlieue: Sacré-Coeur et Pointe-au-Père

Sacré-Coeur est une vieille paroisse agricole. En 1930, toutes les terres agricoles y sont occupées. Ne pouvant s'établir sur de nouvelles terres, de nombreux fils de cultivateurs grossissent les rangs des ouvriers. Ils s'installent ainsi à Nazareth ou dans la ville de Rimouski. Au cours des années 1930, le secteur de la plage se développe grâce à l'industrie touristique. Le bel Hôtel du Rocher-Blanc, inauguré en 1931, attire des voyageurs en provenance du Canada et des États-Unis¹⁹. On construit également des cottages afin de profiter de ce site de villégiature. C'est toutefois après 1950 que la population de Sacré-Coeur augmente de manière significative. Entre 1950 et 1967, elle passe de 689 à 2 472 personnes. Parallèlement, le nombre de familles de cultivateurs décroît rapidement²⁰. La vieille paroisse agricole devient une banlieue, d'ailleurs assez prisée, de l'agglomération rimouskoise. Le tissu urbain suit la route nationale en direction est pour rejoindre le faubourg de Nazareth. Par la suite, la poussée s'effectue du côté sud. Par exemple, on ouvre les rues des Pins, des Bouleaux, Rousseau, des Érables, de la Sapinière Sud, du Bosquet, du Coteau, Roy, Lebel et Bégin. La percée vers le nord, moins importante, s'amorce grâce à l'ouverture des rues de la Gare, Arpin, de la Sapinière Nord et des Vétérans.

La paroisse de Pointe-au-Père demeure essentiellement rurale au début des années 1930. Outre l'agriculture, son économie repose sur le pilotage et le tourisme de villégiature. Au début des années 1940, une entreprise d'exploitation de la tourbe est mise en opération. Ces activités ne semblent toutefois pas générer un dynamisme important. Pointe-au-Père enregistre des bilans migratoires légèrement négatifs et la population stagne aux environs de 400 personnes. La croissance démographique s'amorce à la fin des années 1950. En 1967, Pointe-au-Père compte 758 personnes. L'ancienne paroisse rurale se transforme ainsi en banlieue de la ville de Rimouski.



L'église de Sacré-Cœur et ses environs immédiats vers 1954. On aperçoit les pierres tombales du cimetière voisin de l'église. Ce dernier sera déplacé vers l'extrémité sud de la montée des Saules durant les années 1960 (*Centenaire de la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur 1875-1975*, 1976, p. 42)



Hôtel du Rocher-Blanc. (Collection Philippe Michaud)



La plage du Rocher-Blanc, site de villégiature à Sacré-Cœur. Au loin, l'extrémité ouest de l'île Saint-Barnabé et de l'islet Canuel (L. I. Rioux, UQAR, Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent)

L'emprise foncière des Rimouskois est d'ailleurs assez étonnante. Selon Jean Larrivée, en 1970, le quart du territoire de Pointe-au-Père appartient à des résidents de Rimouski²¹!

Annexions et fusions

Le mouvement d'urbanisation s'accompagne d'une série d'annexions. Plusieurs municipalités périphériques sont ainsi intégrées à la ville de Rimouski. Ces annexions permettent d'étendre considérablement le territoire municipal. Uniquement entre 1962 et 1967, la superficie de la ville de Rimouski est multipliée par huit!

Pour les municipalités voisines, l'obtention de services municipaux est le principal enjeu. Disposant de ressources financières limitées, elles ont de la difficulté à assumer les coûts reliés aux services de loisirs, à l'aqueduc, à la police municipale, etc. La Ville de Rimouski s'engage à offrir rapidement certains services aux résidents des municipalités nouvellement annexées. C'est pourquoi l'annexion est souvent acceptée avec de fortes majorités. Des voix discordantes se font néanmoins entendre. Au cours de la période, la Municipalité de Rimouski-Est défend farouchement son autonomie.

Au début de l'année 1948, les élus rimouskois présentent un projet de loi afin de procéder à une première annexion. À Québec, le comité des bills privés se montre favorable à l'annexion d'une partie de la municipalité de paroisse de Saint-

Germain. La frontière sud de la ville recule jusqu'à la côte du deuxième rang. La ville englobe ainsi la paroisse de Saint-Robert et la future paroisse de Saint-Pie-X. Le comité refuse cependant l'annexion d'une partie de Rimouski-Est en raison de l'opposition vigoureuse de la municipalité. Rimouski récidive l'année suivante en déposant une nouvelle demande. Une majorité de propriétaires de Rimouski-Est signent une requête en faveur de l'annexion, et ce, malgré l'opposition de leur conseil municipal. Rimouski obtient gain de cause et, le 10 mars 1949, la frontière est déplacée vers l'est afin d'inclure la rue Léonidas. C'est sur ce territoire que se développera la paroisse de Sainte-Agnès.

Une deuxième vague d'annexions a lieu au cours des années 1960. En 1961, Sainte-Odile prend l'initiative et demande à être annexée à la ville de Rimouski. À la suite d'une consultation, 99% des résidents de Sainte-Odile s'y déclarent favorables. L'année suivante, la partie urbanisée du territoire de Sainte-Odile est intégrée à la ville de Rimouski. Les résidents de la partie rurale (environ 400 personnes) forment une nouvelle municipalité qui conserve le nom de Sainte-Odile-sur-Rimouski.

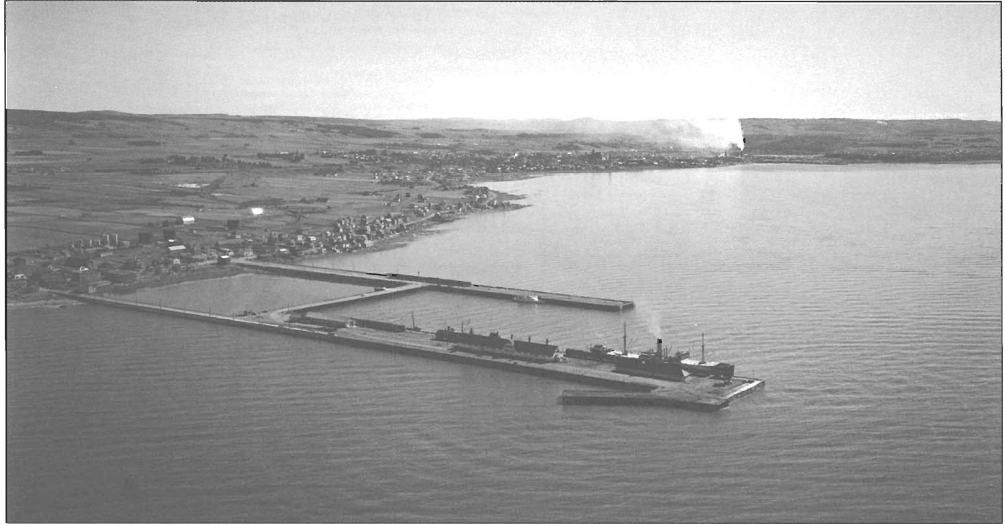
En 1966, sept municipalités s'entendent sur un vaste projet de fusions municipales. Rimouski, Sacré-Coeur, Nazareth, Pointe-au-Père, Saint-Anaclet, Saint-Germain paroisse et Sainte-Odile déposent une requête conjointe en ce sens. Mais le projet ne se concrétise pas. Le maire de Rimouski, Maurice Tessier, en attribue l'échec au nouveau gouvernement, dirigé par Daniel Johnson, qui *«pousse beaucoup moins sur la question de la fusion que le précédent»*²². En 1967, trois municipalités sont finalement annexées à la ville de Rimouski: Sacré-Coeur, Nazareth et la municipalité de paroisse Saint-Germain. À l'ouest, la frontière de la ville est repoussée jusqu'au Bic et, au sud, jusqu'à Sainte-Blandine. L'île Saint-Barnabé, qui faisait autrefois partie de la municipalité de paroisse, est intégrée au territoire de la ville de Rimouski²³.

AU COEUR D'UN VASTE RÉSEAU DE TRANSPORT

Des progrès importants surviennent dans le secteur des transports. De l'autre côté du fleuve, la Côte-Nord est en plein essor grâce à l'exploitation forestière, à l'exploitation minière et à la construction de barrages hydroélectriques. À partir de Rimouski, des liaisons maritimes et aériennes sont mises sur pied pour assurer le transport des marchandises et des passagers vers la Côte-Nord. Au plan du transport terrestre, on remarque le développement du camionnage et l'apparition de circuits d'autobus intrarégionaux. Les succès d'entreprises rimouskoises telles que Québecair et Rimouski Transport marquent également la période. Dans ce contexte, Rimouski intensifie ses échanges avec la région, étend sa zone d'influence et affermit sa position au sein des réseaux de transports.

Le transport maritime

Le port de Rimouski-Est est le point de départ du bois en provenance de plusieurs secteurs du Bas-Saint-Laurent (Matane, Price, Rimouski et Saint-Pacôme). Le bois de sciage et le bois de pulpe de nombreuses compagnies forestières sont expédiés, par bateau, vers les États-Unis et l'Europe. Le port est également le point d'entrée de marchandises en provenance des grands centres, qui sont ensuite redistribuées dans toute la région.



Vue aérienne du quai de Rimouski-Est (Louis-Paul Lavoie, Groupe de fonds Clément Claveau, Collection du Musée régional de Rimouski, N.A.C.: HR-13008)

Dès 1930, la Compagnie de transport du Bas-Saint-Laurent effectue la desserte maritime de la Côte-Nord à partir du port de Rimouski-Est. Les produits agricoles, les marchandises et le courrier sont acheminés vers les ports situés entre Forestville et Sept-Îles. La compagnie s'occupe également du transport des passagers. Le port de Rimouski-Est est ainsi le témoin du départ de milliers de Bas-Laurentiens vers la Côte-Nord. Embarqués à bord du *Mayita*, du *Jean-Brillant* ou du *Rimouski*, ces agriculteurs et ces bûcherons s'en vont travailler dans les chantiers forestiers ou dans le secteur de la construction. En 1937, sous l'effet de cette activité fébrile, le port de Rimouski-Est est agrandi. Une seconde jetée est construite, ce qui donne à l'ensemble la forme d'un «H».

Au cours des années 1950, le port de Rimouski-Est développe une nouvelle vocation: le transbordement des produits pétroliers. En raison d'une hausse de la demande engendrée par l'usage généralisé de l'automobile, les compagnies pétrolières mettent en place des centres régionaux de distribution. Des compagnies

telles que Shell, Texaco ou Irving construisent de grands réservoirs à proximité du port de Rimouski-Est. Grâce à l'exportation de bois et à l'importation de produits pétroliers, le port de Rimouski-Est devient le plus important port de la rive sud de l'estuaire du Saint-Laurent²⁴.

Le quai de Pointe-au-Père, quant à lui, sert principalement aux activités de pilotage et au débarquement du courrier en provenance de l'Europe. Quelques bateaux, tels que le *Sable I*, transportent des travailleurs vers la Côte-Nord. Afin d'améliorer la liaison entre les deux rives du fleuve, on rêve d'établir la «navigation d'hiver». En effet, en raison de l'amoncellement de glace, les activités maritimes doivent parfois être interrompues au cours de la saison hivernale. Les revendications en ce sens se font plus insistantes au cours des années 1950. En 1957, une étude commandée par les chambres de commerce de Rimouski, Forestville, Baie-Comeau et Sept-Îles favorise le site de Pointe-au-Père pour l'établissement d'un port d'hiver. Le gouvernement fédéral consent à financer le projet et les travaux de construction débutent en 1959. L'ajout d'un tronçon au chemin de fer permet de raccorder le port au réseau national. En 1962, la Compagnie de navigation Nord-Sud met en opération le *Père-Nouvel*. Ce gigantesque traversier brise-glace assure la liaison entre Pointe-au-Père et Baie-Comeau.



Vue aérienne du phare, du quai et du traversier, Pointe-au-Père (Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Rimouski, Fonds J.-Gérard Lacombe, P24/3D-59)

La période se termine toutefois sur une note amère. En 1960, le gouvernement fédéral déménage la station de pilotage aux Escoumins. Le projet initial de port d'hiver demeure inachevé et l'embranchement du chemin de fer, inutilisé. Finalement, le traversier *Père-Nouvel* met fin à ses opérations en 1967. Tous ces projets, qui avaient suscité tant d'espoir à Pointe-au-Père, sont malheureusement tombés à l'eau²⁵...

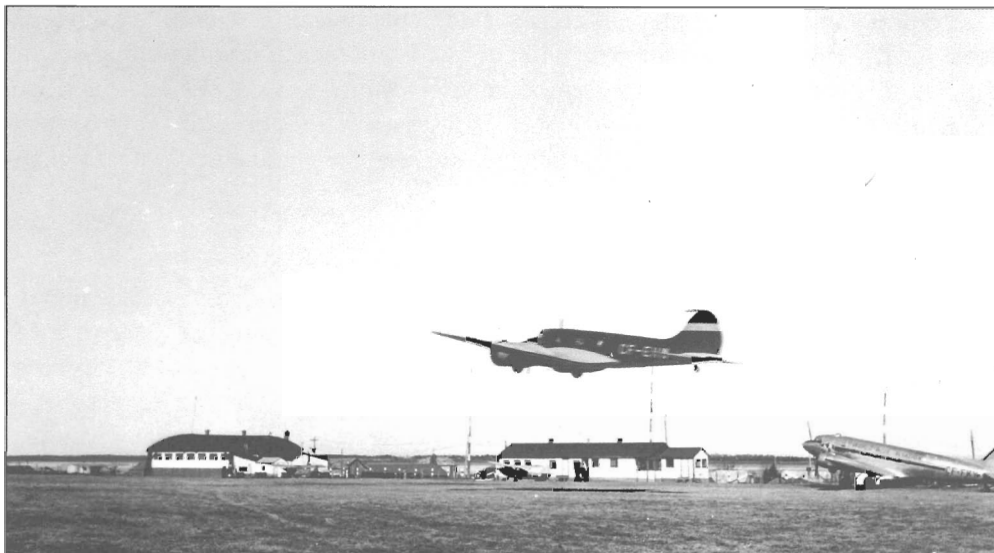
L'envol de Québécois

À l'instar du transport maritime, le transport aérien est stimulé par le développement de la Côte-Nord. À Rimouski, un modeste aéroport avait déjà été aménagé pour assurer le service postal aérien. À compter des années 1930, des compagnies aériennes de l'extérieur de la région (la Quebec Airways et ensuite la Canadian Pacific Airlines) effectuent le transport de passagers et de marchandises vers les villes de la Côte-Nord. Le service aérien est particulièrement utile durant l'hiver lorsque les glaces interrompent les liaisons maritimes. En 1945, la Canadian Pacific Airlines quitte Rimouski pour s'installer à Mont-Joli. Le milieu rimouskois ne se laisse pas démonter par ce revers. La Ville de Rimouski obtient la gestion de l'aéroport et prive la Canadian Pacific Airways du droit d'y poser ses appareils! Pendant ce temps, des hommes d'affaires rimouskois fondent une compagnie locale d'aviation: le Syndicat d'aviation de Rimouski, devenu par la suite Air Rimouski. La compagnie prend rapidement de l'expansion. Elle remplace même sa concurrente dans la livraison du courrier entre Mont-Joli, Matane et la Côte-Nord. En 1950, Air



L'Aérodrome, Rimouski, P.Q.

L'aéroport vers 1930 (Collection des sœurs Notre-Dame du Saint-Rosaire)



Un avion prend son envol à l'aéroport de Rimouski-Est vers la fin des années 1950 (Collection Philippe Michaud)

Rimouski possède 13 appareils et emploie plus de 50 personnes. Plusieurs de ces avions (Canuck, Anson, DC-3) ont été achetés de l'armée canadienne à la fin de la guerre et convertis pour le transport des passagers. En 1953, à la suite d'une fusion avec la Compagnie Aviation du Golfe, Air Rimouski devient Québecair. L'année suivante, grâce à l'aide du gouvernement, l'aéroport de Rimouski est modernisé et pourvu de nouvelles pistes d'atterrissage. La compagnie rimouskoise poursuit son ascension. Au début des années 1960, Québecair dessert l'ensemble de la province de Québec avec des appareils performants (des F-27 munis de turbopropulseurs). Rimouski peut alors se targuer d'être le siège social de la troisième plus importante compagnie aérienne au Canada. Malheureusement, en 1967, les opérations de Québecair sont transférées à Mont-Joli et le siège social, à Montréal²⁶.

Le transport terrestre

Le chemin de fer demeure fort important pour le transport des marchandises et des passagers. Dans les années 1960, un train de fret et six trains de passagers s'arrêtent chaque jour à la gare de Rimouski. Le transport par camion prend toutefois de plus en plus d'importance. En 1939, l'homme d'affaires Gérard Fournier fonde Rimouski Transport. En dépit de la concurrence féroce, l'entreprise réussit à se tailler une place enviable. Au début des années 1960, Rimouski Transport dispose d'une centaine de camions et dessert l'ensemble de la province. Outre son siège social de Rimouski, elle possède des terminus à Chandler, Montréal et Québec. Avec ses 275

employés, elle compte parmi les plus importants employeurs de la ville de Rimouski²⁷.

Dans le secteur du transport des passagers, on voit apparaître plusieurs services d'autobus entre Rimouski et des localités de la région. Ils permettent notamment de relier les villages où il n'y a pas de chemin de fer. À la fin des années 1930, on en compte trois. Selon Réal Bernier: *«Régulièrement, tous les avant-midi, les trois autobus de Matane, Biencourt et des Hauteurs arrivent à Rimouski. Les passagers vont à leurs affaires en ville et retournent chez eux dans l'après-midi par le même autobus. Cet hiver, un petit autobus-chenille, inventé par M. J. A. Landry de Mont-Joli, a continué le service entre Biencourt et Rimouski»*²⁸. Au cours des années 1940, de nouvelles liaisons sont établies avec Saint-Marcellin, Saint-Jean-de-Dieu, Rivière-du-Loup et Gaspé²⁹. Les circuits permettent également de relier Québec et Montréal.

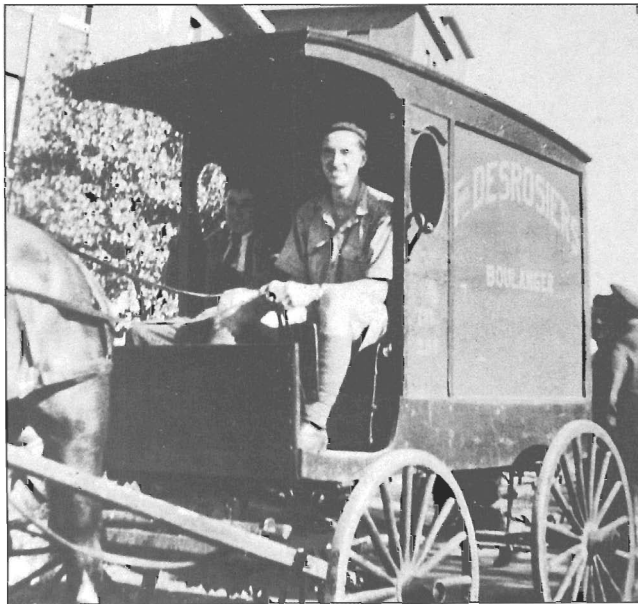
Un service local d'autobus voit aussi le jour sur le territoire de la ville de Rimouski. En raison de l'extension considérable du tissu urbain, ce service devient pratiquement indispensable pour les personnes qui ne possèdent pas d'automobile. L'homme d'affaires Albert Dionne fonde La Compagnie d'autobus de Rimouski en 1944. Au départ, elle ne possède qu'un seul autobus, d'une capacité de 27 personnes. En 1958, le nombre d'autobus passe à six et la compagnie dessert, à toutes les heures, les municipalités de Sacré-Coeur, Pointe-au-Père, Sainte-Odile et Rimouski-Est³⁰. Pour leurs déplacements, les Rimouskois peuvent également compter sur les compagnies de taxi, telles que Taxi 800, qui ont définitivement remplacé les anciennes voitures à chevaux.



Train en gare à Rimouski, années quarante. Les locomotives à vapeur vont bientôt disparaître au profit du diesel. «Le château d'eau» à la silhouette familière va ainsi être relégué aux oubliettes (Collection Philippe Michaud)



Adalbert Landry, garagiste de Mont-Joli, a inventé dans les années 1920 une autoneige munie de skis à l'avant et de chenilles à l'arrière. Dans sa version la plus achevée, elle en viendra à ressembler à un véritable autobus hivernal. Ce véhicule rendra de précieux services avant que ne se généralise le déneigement du réseau routier (Collection Philippe Michaud)



Jusqu'au début des années cinquante, le cheval sera utilisé pour la livraison de certains produits périssables (Collection Philippe Michaud)



Au cours des années cinquante, le transport par autobus jouit d'une indéniable popularité (Collection Philippe Michaud)

Parallèlement au développement des services de transports collectifs, l'usage de l'automobile (transport individuel) se généralise. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, le nombre de ménages possédant une automobile augmente considérablement. En 1941, à Rimouski, la proportion est de 25%. En 1961, elle atteint 65%³¹!

UNE ÉCONOMIE AXÉE SUR LES SERVICES

Les secteurs primaire et secondaire subissent un recul considérable, particulièrement après 1950. L'importance relative du secteur primaire passe de 5% à 1% entre 1951 et 1971. Dans le secteur secondaire, elle passe de 29% à 13%. Cette situation est grandement attribuable au départ des compagnies forestières. Celui-ci entraîne le déclin de deux activités étroitement liées: la foresterie (primaire) et l'industrie de la transformation du bois (secondaire). En dépit des craintes qu'ils suscitent, ces changements n'affectent pas tellement l'économie de la ville. Le secteur tertiaire se développe de manière fulgurante. Entre 1951 et 1971, la grande majorité des nouveaux emplois se retrouvent dans le secteur tertiaire. À la fin de la période, celui-ci représente près de 75% de la main-d'oeuvre! Au plan social, le phénomène correspond avec l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail. Une forte proportion (42%) des emplois créés sont occupés par des femmes³².

Le départ des compagnies forestières

À Rimouski, la principale compagnie forestière est la Price Brothers. Celle-ci s'approvisionne en bois dans le bassin de la rivière Rimouski, principalement sur les terres de la Couronne (90%). À l'embouchure de la rivière, la Compagnie Price Brothers exploite une scierie, une usine de planage et un moulin à bardeaux. En 1938, une fabrique de boîtes de bois s'ajoute à ses installations. Durant la saison du sciage,



Une grue mal en point sur le site incendié de La Perrelle Lumber, en 1945 (Collection Philippe Michaud)

elle emploie 325 ouvriers, ce qui en fait le plus important employeur de la ville de Rimouski.

La Compagnie La Perrelle Lumber est la seconde compagnie forestière en importance. Sa scierie et son usine de planage emploient 75 ouvriers. À Rimouski et dans les municipalités environnantes, on trouve également plusieurs petites scieries qui transforment le bois coupé par des cultivateurs. Dans l'ensemble des usines, le bois scié et plané constitue l'essentiel de la production. Il s'agit de planches et de madriers servant à la construction. La production est expédiée, par bateau ou par train, sur le marché américain et, dans une moindre mesure, sur le marché canadien³³.

Entre 1939 et 1949, l'industrie de la transformation du bois connaît une période de prospérité. La demande pour le bois est stimulée par la guerre, la reconstruction de l'Europe et la reprise de la construction résidentielle en Amérique du Nord. À Rimouski, plus spécifiquement, la Compagnie Price Brothers fabrique des boîtes destinées à contenir des munitions pendant la guerre. Pendant cette période, les coupes de bois augmentent et la production des usines de transformation monte en flèche.

Dans l'est de la ville, une nouvelle scierie voit le jour: la scierie Brisson. La production atteint un sommet au cours de l'année 1943. Le nombre d'ouvriers double; les compagnies Price Brothers et La Perrelle Lumber emploient respectivement 620 et 225 ouvriers.

Les ouvriers revendiquent de meilleures conditions de travail durant la guerre. En 1941, à la suite d'une grève, les employés de la Compagnie Price Brothers forment le Syndicat catholique de l'industrie du bois de Rimouski. L'événement marque les débuts du syndicalisme à Rimouski et au Bas-Saint-Laurent. En formant des syndicats et en recourant à la grève, les ouvriers obtiennent des salaires plus élevés. Entre 1941 et 1947, leur salaire horaire est multiplié par trois, passant de 18 à 55 cents par heure. Notons que ces succès n'auraient peut-être pas été possibles sans les efforts acharnés d'un grand syndicaliste: le Rimouskois François-Xavier Légaré.



Les vastes cours à bois du moulin Price vers 1960. On voit le nouveau pont et le boulevard encore inachevé, longeant le fleuve. Rappelons que le moulin Price sera définitivement fermé en 1964 (Collection Richard Saindon)

Deux incendies précipitent le déclin de l'industrie de la transformation du bois. En 1945, un incendie détruit les installations de la Compagnie La Perrelle Lumber. En dépit des promesses du gérant, la compagnie ne reconstruit pas ses installations. Lors du grand feu de 1950, c'est l'ensemble des installations de la Compagnie Price Brothers qui disparaît. La compagnie hésite à reconstruire. Les réserves de bois du bassin de la rivière Rimouski sont jugées insuffisantes pour justifier la construction d'une nouvelle usine. De plus, la compagnie a récemment inauguré dans le village de Price, à suite d'un incendie, une usine ultramoderne en mesure

de scier tout le bois des concessions de Matane, Price et Rimouski. Price Brothers érige tout de même une petite scierie temporaire à Rimouski. La production reprend mais à une échelle moindre. Dans les années qui suivent, l'incertitude plane quant à l'avenir de la compagnie à Rimouski.

Au cours des années 1950, la Compagnie Price Brothers est l'objet de vives critiques, notamment de la part de certains élus municipaux. Dès 1951, le maire Victor Lepage propose que les concessions de Price Brothers soient octroyées à de petits industriels de la région. On accuse la grande compagnie d'avoir dilapidé la forêt et de s'être contentée d'exporter du bois semi-ouvré, sans avoir effectué de deuxième transformation. En 1954, vingt-quatre maires de la région adoptent une résolution commune demandant un «*changement radical*» dans le mode d'exploitation forestière. En 1963, Maurice Tessier, maire de Rimouski, dénonce le fait que Price Brothers transforme le bois de la rivière Rimouski à son usine de Price. Lorsqu'il apprend que la compagnie s'apprête à fermer son usine temporaire, il demande qu'elle ne puisse plus exploiter ses concessions de la région de Rimouski. En août 1964, la scierie temporaire est démantelée et la Compagnie Price Brothers concentre ses opérations à Price. C'est véritablement la fin d'une époque. En 1971, on ne recense plus que 25 ouvriers dans les scieries de Rimouski.

La disparition de l'industrie de la transformation du bois à Rimouski est principalement attribuable à une crise d'approvisionnement. En 1963, dans une lettre adressée au journal *L'Écho du Bas-St-Laurent*, G. C. Brown, vice-président et directeur général de Price Brothers, admet que «*la quantité de bois dont nous avons eu besoin a dépassé largement la capacité de reproduction*»³⁴. Depuis plusieurs années, la compagnie espérait obtenir de nouvelles concessions. Faute d'approvisionnement, les activités ont cessé à Rimouski.

L'industrialisation, une priorité!

Outre la transformation du bois, Rimouski ne compte aucune grande industrie. Dans ce contexte, les difficultés vécues par les compagnies forestières sonnent l'alarme et amènent les différents acteurs de la scène rimouskoise à se mobiliser. En 1951, deux journées d'études portant sur la question de l'industrie sont organisées par les deux chambres de commerce et le Conseil municipal de Rimouski. À la suite de cette rencontre, Rimouski procède à l'embauche d'André Thériault au poste de commissaire industriel. Celui-ci travaille, entre autres, à l'établissement d'une papetière et d'un chantier maritime. Ces deux projets ne voient malheureusement pas le jour. En 1954, à la suite des démarches effectuées par Maurice Tessier et Lorenzo Ouellet en Allemagne, la compagnie Perma-Ply implante une usine de fabrication de planches murales à Rimouski. Cette usine ferme toutefois ses portes quelques années plus tard. Au Conseil municipal, la question de l'industrie est relancée durant le mandat

du maire Maurice Tessier (1961-1970). La Ville crée alors un parc industriel et un fonds industriel³⁵.

Ces initiatives n'ont pas le résultat escompté. Certes, le nombre d'industries s'est accru et la production s'est diversifiée. Mais le nombre d'emplois stagne dans le secteur industriel. L'entreprise industrielle la plus importante est Atlantic Dry Kiln (Sométal Atlantic). Fondée en 1948, elle fabrique des séchoirs à bois, des systèmes de ventilation et divers produits métalliques. Les autres sont de taille modeste: pensons, par exemple, à la Coopérative fédérée, un producteur de nourriture pour animaux qui possède aussi un entrepôt frigorifique pour les produits agricoles (1935), ou à Bertin et fils, un fabricant de matelas. En 1967, la Compagnie Lenkurt implante une usine de système micro-ondes à Rimouski. Ce n'est toutefois pas suffisant pour combler le vide laissé par le départ des compagnies forestières. L'industrie apparaît véritablement sous-développée à Rimouski.

Des services pour la région

L'essor du secteur tertiaire permet à l'économie rimouskoise de poursuivre sa croissance. Ce phénomène caractérise l'ensemble de l'économie québécoise après la Seconde Guerre mondiale. Dans la ville de Rimouski, il prend davantage d'importance en raison de sa fonction de centre régional de services. À l'échelle du Bas-Saint-Laurent, Rimouski accapare plus du quart des emplois du secteur tertiaire. On peut ainsi dire que la ville s'est spécialisée dans l'offre de services aux populations de la région. Si cette fonction de centre régional n'est pas nouvelle, elle joue désormais un rôle fondamental dans son économie.

Au sein du secteur tertiaire, les services et l'administration publique occupent la première place. Ils représentent 42% de l'ensemble de la main-d'oeuvre en 1971. Les autres travailleurs du secteur tertiaire se répartissent dans trois différents domaines: commerce (14%); transports, communications et services publics (14%); finance et assurances (4%).

Les services éducationnels

Dans le domaine de l'enseignement, plusieurs écoles spécialisées s'ajoutent aux institutions déjà existantes. L'École d'arts et métiers est inaugurée en 1936. Elle prend beaucoup d'expansion pendant la guerre. De nombreuses recrues du camp 55 y reçoivent une formation technique. La guerre crée aussi d'importants besoins en main-d'oeuvre dans le secteur maritime. Pour y remédier, on fonde l'École de marine en 1944. Celle-ci devient la première école de marine de langue française au Canada. D'autres écoles spécialisées ouvrent leurs portes au cours des années 1940-1950: l'Institut familial (1941), le Grand Séminaire (1943), l'École de commerce (1944), l'École des gardes-malades (1944) et l'École normale Tanguay (1958). En attirant

une proportion importante d'étudiants de l'extérieur, ces nouvelles institutions consolident la fonction de centre régional de la ville de Rimouski.

Après 1945, la clientèle scolaire augmente considérablement à l'échelle locale. Cette situation est due à l'effet combiné de la croissance démographique et du prolongement de la fréquentation scolaire. Les écoles se multiplient dans la ville de Rimouski, particulièrement dans les nouvelles paroisses. Les finances des commissions scolaires et des communautés religieuses vouées à l'enseignement sont mises à rude épreuve. Entre 1940 et 1960, le nombre de classes à Rimouski passe de 30 à plus de 200! À la fin des années 1950, la Commission scolaire de Rimouski construit une nouvelle école tous les ans... et ce n'est même pas suffisant! Pour solutionner une partie du problème, on propose la création d'une vaste école secondaire régionale. En 1964, l'École Paul-Hubert ouvre ses portes aux étudiants de Rimouski et des municipalités environnantes.



Cette photographie aérienne prise au début des années soixante permet de constater l'essor institutionnel du centre-ville. Le Séminaire de Rimouski, flanqué d'écoles annexes, occupe un espace élargi. L'Hôpital Saint-Joseph a été considérablement agrandi ainsi que le Palais de justice. À droite, au centre de la photo, l'Institut Mgr-Courchesne est plus imposant que l'ancien hospice (UQAR, Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent)

Dans l'ensemble du Québec, les années 1960 sont marquées par la modernisation du système d'éducation. Ne pouvant satisfaire toutes les attentes, l'Église perd ses responsabilités au profit de l'État québécois. Dans la foulée du Rapport Parent, on crée les polyvalentes, les centres d'enseignement général et professionnel (cégep) et le réseau des universités du Québec. Ainsi, en 1967, le Cégep de Rimouski ouvre ses portes dans les anciens locaux du Petit Séminaire, de l'Institut de technologie, de l'École de commerce et de l'École normale Tanguay. L'École Paul-Hubert devient la polyvalente Paul-Hubert. Et, en 1969, le Collège des Ursulines devient le Centre d'études universitaires.

Au milieu des années 1960, on compte près de 10 000 étudiants à Rimouski. Environ un tiers d'entre eux sont originaires de l'extérieur de la ville, ce qui représente un apport économique important. Les institutions d'enseignement emploient plus de 1 100 personnes en 1971³⁶.

Les services médicaux et sociaux

L'Unité sanitaire de Rimouski ouvre ses portes en 1930. L'organisme joue un rôle important dans la prévention, le dépistage et le contrôle des maladies contagieuses telles que la tuberculose ou la diphtérie. Il veille également à la salubrité publique en procédant à l'inspection d'établissements publics et d'entreprises de distribution alimentaire.

De son côté, l'Hôpital Saint-Joseph, administré par les soeurs de la Charité, fait face à une augmentation constante de sa clientèle. En 1937, une nouvelle annexe permet d'ajouter quelques lits, une salle d'orthopédie et un département d'ophtalmologie. En 1939, on inaugure une aile de six étages baptisée le Pavillon d'Youville. L'hôpital est ainsi pourvu de cuisines modernes, de cinq salles d'opération et d'un laboratoire. Un total de 250 lits permet d'accommoder les patients. L'édifice est cependant gravement endommagé lors du grand feu de 1950. Un nouvel agrandissement de l'hôpital, réalisé d'après les plans de l'architecte rimouskois Albert Leclerc, est inauguré trois ans plus tard. Mais les besoins demeurent criants. Une nouvelle aile, le Pavillon Notre-Dame, est construite au début des années 1960. L'Hôpital Saint-Joseph compte alors 450 lits. Il est désormais considéré comme un hôpital régional.

Les soeurs de la Charité administrent également un hospice et un orphelinat. Les deux institutions logent dans un même édifice, dans la rue Saint-Germain Ouest. L'édifice est détruit par les flammes en 1950. Sur ses ruines, on construit l'Institut Monseigneur Courchesne. Les soeurs de la Charité cessent alors de diriger l'hospice pour se consacrer à l'hébergement et à l'éducation des orphelins. Les filles de Jésus prennent la relève. En 1959, elles inaugurent la Maison de la charité. Situé à Sacré-Coeur, le vaste édifice est dédié à l'hébergement et au soin des personnes âgées.



Congrès eucharistique de Rimouski – 30 juin au 3 juillet 1955 (Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Rimouski, Fonds J.-Gérard Lacombe, P24/3R-384A)

La ville de Rimouski compte aussi de nombreux organismes à caractère social. Plusieurs d'entre eux sont administrés par des religieux, notamment le Service social du diocèse. Afin d'assurer leur coordination, en 1955, les autorités du diocèse de Rimouski créent le Conseil des oeuvres. Une campagne de souscription annuelle (Caritas) permet d'amasser des fonds qui sont ensuite distribués entre les divers organismes affiliés. Le Conseil des oeuvres met toutefois fin à ses activités en 1967. Le gouvernement du Québec prend, en effet, une place grandissante dans le financement et l'organisation des services médicaux et sociaux. Tout comme dans le secteur de l'éducation, ces changements se font au détriment du clergé. Au cours des années 1970, les institutions dirigées par des religieux passent aux mains d'administrations laïques. C'est le cas de la Maison de la charité, en 1970, et de l'Hôpital Saint-Joseph, en 1975³⁷. Soulignons en terminant que les services médicaux et sociaux emploient près de 1 000 personnes à Rimouski en 1971.

L'administration publique

Après la crise des années 1930, les gouvernements interviennent de plus en plus dans la vie sociale et économique. Après 1960, les interventions sont si nombreuses que l'on utilise alors l'expression «*État Providence*». Au plan administratif,

cela se traduit par une forte augmentation du nombre de fonctionnaires et par l'ouverture de bureaux régionaux. Cette politique de décentralisation favorise les villes les plus importantes. Ainsi, le nombre d'employés de l'État augmente considérablement à Rimouski. En 1952, on construit un vaste édifice du gouvernement fédéral sur l'avenue de la Cathédrale. Plusieurs services y sont regroupés: les bureaux des douanes, de l'assurance-chômage, des postes et du ministère des Travaux publics. Au début des années 1960, les services du gouvernement fédéral comprennent également un bureau régional de la Gendarmerie royale du Canada et l'Arsenal militaire des Fusiliers du Saint-Laurent. Le gouvernement provincial ouvre lui aussi plusieurs bureaux administratifs à Rimouski. On y compte au moins trois ministères et un poste de la Sûreté provinciale. Un bureau régional du Bien-être social et de la Régie des rentes s'ajoutent au cours des années 1960. Si bien que les gouvernements fédéral et provincial emploient respectivement 270 et 365 personnes à Rimouski en 1971.

Comme nous l'avons vu plus tôt, l'intervention grandissante de l'État se manifeste également par la prise en charge des secteurs de l'éducation, de la santé et des services sociaux. En incluant ce que l'on appelle aujourd'hui le secteur parapublic, on constate que près de 3 000 Rimouskois sont des salariés de l'État en 1971. Ce nombre représente environ un tiers de l'ensemble des travailleurs³⁸.

Le commerce

Le commerce de détail connaît des transformations importantes. À partir des années 1930, les magasins généraux cèdent la place aux magasins spécialisés: épiceries, lingerie, quincailleries, bijouteries, etc. Les années 1950 sont marquées par l'arrivée de chaînes de magasins telles que People's, Woolworth et Dominion. Ces premiers grands magasins consolident la position de Rimouski au plan commercial en attirant des consommateurs de l'ensemble de la région. Certains commerçants rimouskois voient cependant leurs parts de marché diminuer au profit de ces chaînes venues de l'extérieur. Pour contrer le phénomène, au début des années 1960, le Plan directeur d'urbanisme de la Ville de Rimouski propose d'implanter un premier centre commercial: la Place Saint-Germain. Les grandes chaînes ayant favorisé la partie ouest de la rue Saint-Germain, le projet doit permettre de revitaliser la partie située à l'est de l'avenue de la Cathédrale. Le projet de la Place Saint-Germain ne verra toutefois pas le jour. Certains commerçants rimouskois réussissent tout de même à tirer leur épingle du jeu. Par exemple, dans la rue de l'Évêché Ouest, entre les rues Lavoie et Rouleau, Albert Michaud est propriétaire d'un petit complexe commercial formé d'une épicerie, d'une quincaillerie, d'un magasin d'ameublement et d'un concessionnaire automobile³⁹. Il y a aussi les magasins Desjardins de la rue Rouleau qui forment un ensemble assez novateur.



Pour un rasage de près, rien ne vaut le barbier! (Collection Philippe Michaud)



Vers 1950, la construction du garage Ouellet, à l'angle de l'avenue de la Cathédrale et de la rue Évêché, provoque le déplacement de la maison Gauvreau à quelques dizaines de mètres plus à l'ouest. La façade du garage, avec sa forme incurvée, ne manque pas d'élégance. Notons que la maison Gauvreau a été récemment remise sur son site originel (Collection Philippe Michaud)



Un affichage très explicite du magasin A. Michaud vers 1940 (Collection Philippe Michaud)



Une partie du complexe commercial d'Albert Michaud à l'intersection des rues Lavoie et Évêché, vers 1935 (Collection Philippe Michaud)

Plus de 1 100 Rimouskois travaillent dans le commerce de détail en 1971. Les concessionnaires automobiles, les garages et les stations services enregistrent les ventes les plus importantes. L'alimentation, les marchandises diverses et les vêtements constituent les autres principaux secteurs du commerce de détail. Le commerce de gros emploie plus de 300 personnes. Les grossistes rimouskois sont particulièrement actifs dans les secteurs des produits pétroliers, de l'alimentation, de l'automobile et des matériaux de construction. Si plusieurs ont rêvé de percer le marché de la Côte-Nord, ils desservent principalement les détaillants du Bas-Saint-Laurent.

L'empire de Jules-A. Brillant

Le domaine des transports, des communications et des services publics porte l'empreinte de l'homme d'affaires Jules-A. Brillant. Ses nombreuses entreprises forment un véritable empire à l'échelle régionale. Les deux plus importantes sont la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent et la Corporation de téléphone de Québec. Les autres sont de taille plus modeste: la Compagnie de transport du Bas-Saint-Laurent, le journal *Le Progrès du Golfe* et les stations de radio et de télévision CJBR et CJBR-TV.

La Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent connaît une croissance importante, particulièrement après 1945, grâce aux progrès de l'électrification en milieu rural et à la hausse générale de la consommation d'électricité. Entre 1930 et 1960, le nombre d'abonnés de la compagnie passe d'environ 5 000 à 35 000. L'acquisition de plusieurs réseaux locaux lui permet d'étendre son territoire à sept comtés du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie.

La Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent souffre toutefois de l'absence de «*pouvoir d'eau*», c'est-à-dire de puissantes rivières capables de fournir l'énergie hydroélectrique. Elle éprouve ainsi de la difficulté à répondre à la demande. En 1955, le problème est temporairement réglé par la mise en place d'un câble sous-marin entre Baie-Comeau et Les Boules. Notons que ce dernier a été fabriqué à l'usine de la Compagnie Canada Wire, à proximité du port de Rimouski-Est. Par la suite, l'électricité de la Côte-Nord est acheminée vers le Bas-Saint-Laurent grâce à des lignes aériennes traversant le fleuve à la hauteur de Québec.

Les Rimouskois se plaignent fréquemment des tarifs imposés par la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent. Dès 1933, quelques articles parus dans le journal *L'Écho du Bas-St-Laurent* demandent la municipalisation de l'électricité. De son côté, *Le Progrès du Golfe*, propriété de Jules-A. Brillant, prend la défense de la compagnie. En 1934, le maire Louis-Joseph Moreault se prononce également en faveur de la municipalisation devant la Commission d'enquête sur les tarifs d'électricité. La contestation des tarifs d'électricité cesse pendant le mandat du maire Paul-Émile Gagnon (1939-1947). Il faut dire que ce dernier était l'avocat de la Compagnie



Le Conseil d'administration de Québec-Téléphone en 1961 (Rita Chevron, Collection Richard Saindon)



Jules-A. Brillant en compagnie de ses trois fils. De gauche à droite, Aubert, Carol et Jacques (Rita Chevron, Collection Richard Saindon)

de pouvoir... La municipalisation est de nouveau évoquée, en 1954, par le maire Victor LePage. Au début des années 1960, les tarifs demeurent parmi les plus élevés de la province de Québec. En 1963, le gouvernement libéral de Jean Lesage rachète plusieurs compagnies d'électricité, dont la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-



Jules-A. Brillant a longtemps eu le titre de lieutenant-colonel honoraire du régiment des Fusiliers du Saint-Laurent (Rita Chevron, Collection Richard Saindon)

Laurent. La nationalisation permet alors de réduire considérablement les tarifs d'électricité⁴⁰.

Jules-A. Brillant joue également un rôle dans le développement des communications. En 1927, il fonde la Corporation de téléphone de Québec. L'acquisition de plusieurs petites compagnies lui permet de desservir, outre le Bas-Saint-Laurent, les régions de Québec, de la Mauricie et de la Côte-du-Sud. À partir de 1936, le radiotéléphone permet à la compagnie d'amorcer la desserte de la Côte-Nord. Au cours des années 1940 et 1950, le service est étendu à l'ensemble de la péninsule gaspésienne. Le siège social, d'abord situé à Québec, est transféré à Rimouski en 1937. Rimouski devient ainsi le centre décisionnel et administratif de la Corporation de téléphone de Québec. En 1955, la compagnie change de raison sociale pour adopter celle de Québec-Téléphone.

Au début des années 1960, Québec-Téléphone dessert pratiquement tout l'est de la province de Québec. À l'instar de l'électricité, le téléphone est devenu une commodité courante. Entre 1940 et 1965, le nombre d'appareils sur le territoire de l'entreprise est passé de 4 000 à 95 000! Selon Jules-A. Brillant, la croissance de l'entreprise est cependant limitée par l'insuffisance de ses capitaux. Pour solutionner le problème, il propose la fusion avec le groupe GTE. La fusion avec une entreprise américaine suscite la controverse. GTE promet toutefois de conserver le siège social à Rimouski, ce qui lui assure l'appui des leaders de la région. La transaction est approuvée par la Régie des services publics en 1966⁴¹.

Avec la nationalisation de l'électricité et la vente de Québec-Téléphone, les années 1960 marquent la fin de l'empire Brillant. Rimouski conserve néanmoins son rôle de centre administratif. Le siège social de la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent est remplacé par le bureau régional d'Hydro-Québec. Malgré la fusion avec GTE, le siège social de Québec-Téléphone demeure à Rimouski. En 1971, à elle seule, la téléphonie donne de l'emploi à 675 personnes à Rimouski.

La finance et les assurances

Au début des années 1930, les Rimouskois bénéficient des services de la Caisse populaire de Rimouski et de deux petites banques francophones: la Banque Canadienne Nationale et la Banque Provinciale du Canada. La période qui suit la crise économique est marquée par l'essor des institutions coopératives. Plusieurs caisses populaires sont fondées afin de desservir les nouveaux quartiers de la ville: Saint-Yves en 1939; Sainte-Odile et Nazareth en 1941; et Saint-Robert en 1944.

L'activité dans le secteur financier s'intensifie après 1945. Les succursales de deux grandes banques s'installent à Rimouski: la Banque Royale (1946) et la Banque de Montréal (1958). Les institutions financières s'ouvrent davantage aux consommateurs. Les prêts hypothécaires et les prêts à la consommation se généralisent. On voit également apparaître des sociétés spécialisées dans les prêts à la consommation telle que la Household Finance Corporation. Ainsi, au milieu des années 1960, Rimouski apparaît comme un petit centre financier. Dans l'est de la province, la ville se démarque nettement quant au nombre d'établissements de finance, de prêt, de fiducie et de courtage. Les compagnies d'assurances sont aussi fort nombreuses. Si bien que les secteurs de la finance et des assurances emploient près de 400 personnes à Rimouski en 1971⁴².

L'ADMINISTRATION DE LA CITÉ

L'année 1930 est marquée par la construction d'un nouvel hôtel de ville. *Le Progrès du Golfe* accueille la nouvelle avec enthousiasme: «On conçoit facilement que, dans l'appartement exigu qui vient d'être délaissé, d'apparence triste et minable, [...] peu de citoyens se plaisaient à assister aux sessions municipales»⁴³. Sur le terrain adjacent à l'hôtel de ville, l'administration du maire Moreault aménage un nouveau parc urbain.

Les années qui suivent sont marquées par la crise économique des années 1930. L'administration municipale contribue à en atténuer les effets. La Ville emploie des chômeurs à la réalisation de travaux publics et distribue les secours directs. Les coûts de ces mesures d'aide sont partagés avec les gouvernements fédéral et provincial. Malgré ces dépenses supplémentaires, la Ville conserve une bonne situation

financière. À la fin de son mandat, le maire Moreault peut même diminuer les taxes!

Les questions d'ordre social et moral sont également à l'ordre du jour. Le dossier le plus controversé est sans contredit la prohibition. En 1933, on organise un référendum pour décider si la Ville doit, oui ou non, révoquer son règlement interdisant la vente de boissons alcoolisées. Après une lutte opiniâtre entre prohibitionnistes et anti-prohibitionnistes, le règlement est maintenu. Le résultat est accueilli avec plaisir par les membres du clergé et l'évêque de Rimouski, Mgr Courchesne. En 1937, le maire Moreault quitte la vie municipale. Il aura occupé le poste de maire pendant 18 ans⁴⁴!

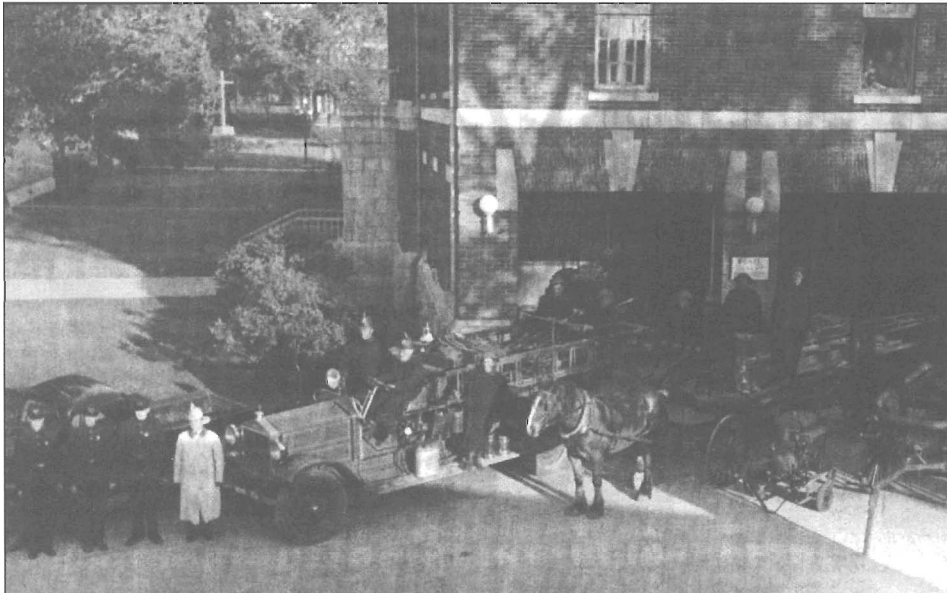


Hôtel de ville (Collection Philippe Michaud)

Lors des élections de février 1937, l'avocat James Jessop l'emporte sur son adversaire, Georges A. Morin, avec une majorité de 212 voix. Le nouveau maire n'aura guère l'occasion de laisser sa marque dans l'histoire rimouskoise. Dès l'année suivante, le Conseil municipal lui accorde un congé. Le maire Jessop, gravement malade, décède au début de l'année 1939.

L'avocat Paul-Émile Gagnon est élu à la mairie à la fin du mois de janvier 1939. Le nouveau maire est un proche de l'homme d'affaires Jules-A. Brillant. Il fut notamment membre du bureau de direction de la Corporation de téléphone de Québec. Son mandat est marqué par le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et la relance de l'économie. Le rythme de la croissance démographique s'ac-

célère. Pour accommoder la population, la Ville doit effectuer des travaux publics: ouverture et prolongement de rues, construction de trottoirs, extension des réseaux d'aqueduc et d'égout, etc. Les restrictions imposées en temps de guerre en retardent cependant l'exécution. Ainsi, lorsque le conflit s'achève, ces travaux publics doivent être réalisés de toute urgence. L'augmentation du nombre d'automobiles oblige également la Ville à améliorer les services de voirie. Plusieurs rues sont pavées et on procède désormais au déneigement des rues durant l'hiver. Ces travaux exercent une pression sur les finances de la Ville. Dans l'immédiat, le maire Gagnon réussit toutefois à contrôler l'augmentation des dépenses et à éviter les déficits. Parmi les autres faits saillants de son mandat, soulignons finalement la création d'une première commission d'urbanisme. Paul-Émile Gagnon quitte la mairie de Rimouski en 1947⁴⁵.



Policiers et pompiers posent devant leur camion incendie modèle «Bickle» 1927 (Fonds de la Ville de Rimouski, 1943, *L'Estuaire*, no 57, juin 2000, p. 6)

L'élection du marchand Elzéar Côté provoque un regain d'intérêt pour la politique municipale. *«C'est une ville neuve qu'on est en train de bâtir»*, affirme l'échevin Labbé⁴⁶. La nouvelle administration semble vouloir jouer un rôle accru dans la vie rimouskoise. Contrairement aux administrations précédentes, elle apparaît moins hésitante à augmenter les dépenses. Les revenus ordinaires s'avèrent toutefois insuffisants et, pour réaliser ses ambitions, la Ville doit emprunter des sommes considérables. Consultés lors d'un référendum, les contribuables rimouskois se prononcent en faveur d'un emprunt de 622 400\$. Ils se montrent aussi favorables à l'em-

bauche d'un premier gérant municipal. Dans les mois qui suivent, le maire Côté réalise un vaste programme de travaux publics. Un premier service de collecte des ordures est alors mis sur pied. On construit également un garage municipal. En 1948 et 1949, l'annexion d'une partie de Saint-Germain paroisse et d'une partie de Rimouski-Est force la Ville à étendre ses services aux nouveaux citoyens, particulièrement dans le secteur de Saint-Robert. Ces améliorations provoquent une augmentation significative des dépenses, qui passent de 147 000\$ à 275 000\$ entre 1947 et 1949. Le taux de l'ensemble des taxes existantes est haussé. Une taxe municipale de vente de 2% est également mise en vigueur, ce qui provoque le mécontentement des marchands. La Ville enregistre néanmoins déficit sur déficit durant le mandat du maire Côté. Le congédiement illégal de trois policiers qui souhaitaient se syndiquer suscite également la controverse. Elzéar Côté présente sa démission le 3 avril 1950. Dans une lettre, il explique qu'il souhaite éviter les «*chicanes intestines*» au sein du conseil et se consacrer davantage à son commerce⁴⁷.

Le Dr Victor Lepage est élu sans opposition le 4 mai 1950. Son mandat s'annonce difficile. Deux jours après son élection, la ville est dévastée par la plus importante conflagration de son histoire. Une partie de son mandat est donc consacrée à la



Déneigement de la rue de l'Évêché Ouest pendant une tempête hivernale, années 1940. Il faudra attendre quelques années avant que le réseau routier québécois ne soit ouvert à la circulation automobile en hiver (Collection Philippe Michaud)



Rappel d'une autre époque: un attelage traditionnel monté sur patins pour assurer en hiver la livraison aux clients de l'épicerie Aurèle Ouellet (Collection Philippe Michaud)

reconstruction et à l'aide aux sinistrés. Contrairement à son prédécesseur, il fait tout ce qui est en son pouvoir pour limiter les dépenses: *«Rimouski doit vivre selon ses moyens»*⁴⁸. Le maire Lepage souhaite administrer la Ville grâce aux revenus ordinaires, sans effectuer de nouveaux emprunts. Cette politique est difficilement réalisable puisque Rimouski entre dans une période de forte croissance démographique. Les demandes de services se font insistantes dans les secteurs de Saint-Robert, Sainte-Agnès et Saint-Pie-X. À partir de 1953, l'administration doit également composer avec un puissant groupe de pression, l'Association des propriétaires de Rimouski. Plus souvent qu'autrement, l'association s'oppose à toute nouvelle dépense. Aux plans financier et politique, la Ville se retrouve bientôt dans une impasse.

En décembre 1953, le maire Lepage expose la situation de la Ville lors des audiences de la Commission Tremblay à Rimouski. Il explique que les revenus ordinaires sont insuffisants. Mais c'est en vain qu'il plaide en faveur d'une redistribution plus équitable des pouvoirs de taxation entre les gouvernements fédéral, provincial et municipal. Dans les mois qui suivent, l'administration se résout à réaliser un nouvel emprunt. Le maire Lepage justifie ainsi sa décision : *«La Ville de Rimouski a atteint l'âge de la puberté! Elle est rendue à cet âge où l'on grandit trop vite. Les travaux nous sollicitent de toutes parts, les dépenses augmentent mais les ressources n'augmentent pas au même rythme... »*⁴⁹. L'Association des propriétaires s'oppose ferme-

ment à ce projet d'emprunt de 300 000\$. Lors du référendum d'avril 1955, les contribuables votent massivement contre le projet d'emprunt. Après cette cuisante défaite, le maire Lepage présente sa démission⁵⁰.

Les élections de juin 1955 marquent le retour d'Elzéar Côté. Le maire Côté réussit là où le maire Lepage avait échoué. En août 1955, le Conseil municipal adopte un règlement d'emprunt de 250 000\$ sans aucune opposition. L'année suivante, il emprunte 235 000\$ supplémentaires sous forme d'obligations. Ces fonds permettent de réaliser des travaux publics dans les secteurs en développement. Elzéar Côté ne sollicite pas de nouveau mandat en 1958⁵¹.



Les élus rimouskois rencontrent le premier ministre Maurice Duplessis à Québec, vers 1948. Quatrième à partir de la droite: le maire Elzéar Côté. À l'extrême gauche, Alfred Dubé, député provincial depuis 1944. Troisième à partir de la gauche: Albert Dionne, qui succédera au député Alfred Dubé en 1956. (Rita Chevron, Collection Richard Saindon)

C'est avec une écrasante majorité (1002 voix) que Roméo Crevier l'emporte sur son adversaire, Jean-Médard D'Astous, aux élections de juin 1958. Le nouveau maire est un homme d'affaires. Il préside, entre autres, le Conseil d'administration de Québécois. Roméo Crevier s'attaque d'abord à la question de l'approvisionnement de la ville en eau potable. En raison de la hausse de la population, la ville risque, à moyen terme, de souffrir d'une pénurie d'eau. Le Conseil municipal propose d'adopter un règlement d'emprunt pour améliorer le système d'aqueduc. À la suite de l'opposition manifestée par 21 propriétaires, la Ville est forcée de tenir un référendum. Sous le couvert de l'anonymat, un groupe de propriétaires publie *Le réveil de Rimouski*, une brochure qui dénonce vertement le projet du maire Crevier. Le référendum est néanmoins gagné avec une forte majorité. Le Conseil municipal opte pour la



Campagne électorale provinciale de Roméo Crevier en 1960 (Louis-Paul Lavoie, Groupe de fonds Clément Claveau, Collection du Musée régional de Rimouski, N.A.C.: LP-309.5)

construction d'un barrage sur la rivière Neigette. Le bassin ainsi formé constitue la nouvelle source d'approvisionnement de la ville. On constate malheureusement la présence d'infiltrations d'eau dans le barrage. En dépit de travaux de réparation, le problème n'est pas réglé à la fin du mandat du maire Crevier.

La saga provoquée par la construction du barrage de la rivière Neigette ne doit pas faire oublier plusieurs réalisations importantes du maire Crevier: la mise en vigueur d'un rôle d'évaluation à valeur réelle, la réorganisation des services municipaux sous l'autorité du Conseil et les travaux de réaménagement de l'hôtel de ville. Sa plus grande réalisation demeure toutefois la confection d'un premier Plan directeur d'urbanisme, déposé en 1961. Le plan prévoit les divers aspects de l'évolution de la Ville de Rimouski pour les vingt-cinq prochaines années. Voici quelques-unes de ses recommandations: 1- Annexion des territoires urbanisés en banlieue de Rimouski; 2- Mise en place de voies de communications modernes; 3- Aménagement d'un parc dans le sud de la ville et transformation de l'île Saint-Barnabé en un parc métropolitain; 4- Désignation des terrains nécessaires à l'implantation d'un campus universitaire et d'une école secondaire régionale. Plusieurs de ces recommandations se réaliseront dans les années suivantes⁵².

Aux élections de juin 1961, l'avocat Maurice Tessier l'emporte avec une majorité de 826 voix sur son adversaire Christophe Bérubé. On compte plusieurs nouvelles figures à la table du Conseil municipal et, rapidement, la nouvelle administration se démarque par son dynamisme. Le maire Tessier résout d'abord la question de l'approvisionnement en eau. De simples travaux permettent de mettre fin aux infiltrations dans le barrage de la rivière Neigette. *«Le problème de l'eau est réglé pour 20 ans»*, affirme le maire Tessier, que les journalistes surnomment Monsieur Rimouski⁵³. On adopte ensuite plusieurs mesures concernant l'aménagement du territoire. Des ententes permettent d'abord d'appliquer le plan d'urbanisme de la Ville de Rimouski aux municipalités voisines. Plusieurs de ces municipalités sont finalement annexées à la Ville; Sainte-Odile, Sacré-Coeur, Nazareth et Saint-Germain paroisse. Dans la partie sud de la ville, on crée le parc Lepage. Cet espace boisé est pourvu de sentiers, d'un bassin et d'un enclos où l'on peut observer des animaux en captivité. Face à la cathédrale, on aménage une place publique dotée d'un stationnement. Un bureau d'information touristique est construit tout près. Sur la rive est de la rivière Rimouski, on érige un mur de soutènement afin de permettre la construction du boulevard de la Rivière. À proximité, la Ville prévoit l'aménagement du futur parc Beauséjour.

Les loisirs deviennent une responsabilité municipale. En 1962, la Ville prend en charge la Bibliothèque civique. En 1964, John Zauhar devient le premier directeur des loisirs de la Ville de Rimouski. L'année suivante, la Ville acquiert le Centre des loisirs Saint-Germain. Cet édifice avait été construit par la Fabrique de la paroisse



Club de hockey, Les Feuilles d'érables de Rimouski – Février 1957 (Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Rimouski, Fonds J.-Gérard Lacombe, P24/3R-497)



Club de baseball de Rimouski – septembre 1948 (Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Rimouski, Fonds J.-Gérard Lacombe, P24/6G-10)

Saint-Germain en 1955. À la suite de travaux de rénovation, il devient le Centre civique de Rimouski. Finalement, sur la 2^e rue, on construit un vaste amphithéâtre sportif: le Colisée de Rimouski⁵⁴.

Comme nous venons de le constater, les réalisations sont fort nombreuses durant le mandat de Maurice Tessier. Sous sa gouverne, l'administration municipale prend beaucoup d'importance. Ses responsabilités débordent le cadre étroit des travaux publics pour s'étendre à l'aménagement du territoire et à l'organisation des loisirs. Évidemment, cette multiplication des champs d'intervention a un prix. En 1967, les dépenses municipales dépassent les deux millions de dollars par année. À titre indicatif, elles étaient d'environ 60 000\$ en 1930! Cette augmentation fulgurante des dépenses ne semble pas provoquer de grand mouvement d'opposition au cours des années 1960. Les contribuables paraissent accepter l'idée de payer davantage de taxes afin d'obtenir des services de qualité.

Le visage de la ville s'est radicalement transformé. La majorité des rues sont désormais pavées, éclairées et bordées de trottoirs de ciment. Pour faciliter la circulation automobile, plusieurs rues ont été élargies et pourvues d'espaces de stationnement. La plupart des foyers sont raccordés au système d'aqueduc et d'égout et bénéficient du service de collecte des ordures. L'efficacité des services de police et de protection contre les incendies s'est grandement accrue. Leur personnel, plus

nombreux, dispose d'équipements modernes. Finalement, durant leurs temps libres, les Rimouskois peuvent profiter de nombreuses infrastructures: parcs, terrains de jeux, bibliothèque, piscine, etc. Bref, l'intervention plus grande de l'administration municipale a permis d'améliorer considérablement les conditions de vie des Rimouskois.

L'ÉMERGENCE D'UNE CULTURE OUVERTE ET DIVERSIFIÉE

Le phénomène culturel le plus marquant de la période 1930-1967 est l'essor des médias de masse (le cinéma, la presse et, surtout, la radio et la télévision). Comme partout ailleurs, l'avènement de la radio et de la télévision bouleverse profondément les habitudes culturelles. À Rimouski, le phénomène intensifie les échanges avec les autres centres urbains québécois et le reste du monde. Les Rimouskois sont ainsi mis en contact avec des réalités nouvelles qui influencent leurs comportements, leurs façons de penser. Avec l'implantation des stations de CJBR et CJBR-TV, Rimouski devient également un centre de diffusion. Les émissions produites localement permettent de refléter la réalité régionale.

Dans le domaine des arts et des lettres, on constate aussi une intensification des échanges avec l'extérieur. Rimouski devient une étape des tournées d'artistes québécois et étrangers. La ville s'affirme également comme un pôle de création. On constate l'émergence d'artistes professionnels qui œuvrent dans des domaines de plus en plus diversifiés. L'action d'organismes culturels est très importante à cet égard. Les Compagnons de l'art, fondés en 1946 par le journaliste Jean-Paul Légaré, contribuent au développement de plusieurs disciplines artistiques.

Le cinéma

Au début des années 1930, le Bon Théâtre est l'unique salle de cinéma de la ville de Rimouski. Il présente pour la première fois des «*vues parlantes*» en 1930. Cette nouveauté est grandement appréciée. «*Tous les soirs, il y a eu foule*»⁵⁵. L'arrivée du film parlant favorise ainsi la diffusion de films français. La langue n'était pas une contrainte à l'époque du cinéma muet. «*Que de différence entre le film de France et les inepties provenant des studios d'Hollywood!*» s'exclame un critique du *Progrès du Golfe*⁵⁶. Il devient toutefois difficile de se procurer des films français après le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. À partir des années 1940, les films américains reprennent donc le terrain perdu. Jusqu'à la fin des années 1960, ils accaparent la plus grande part du marché.

Le nombre de salles de cinéma s'accroît à compter de la fin des années 1930. Le Cinéma Cartier est inauguré en 1937. Cet édifice moderne, dont la façade est illuminée par des néons, est situé dans la rue Saint-Germain Est. En 1942, du côté ouest

de la rue Saint-Germain, on inaugure Le Rimouskois. Cette salle aura une courte durée de vie puisqu'elle sera rasée par les flammes lors du grand feu de 1950. Dans le quartier Saint-Robert, on voit apparaître l'Auditorium en 1949. En 1955, une salle de cinéma est également aménagée dans l'édifice du Centre des loisirs Saint-Germain. Ainsi, au milieu des années 1950, Rimouski compte quatre salles de cinéma. Le 7^e art est alors à son apogée. Dans les années qui suivent, sa popularité décroît au profit de la télévision.

Après la fin de la guerre, plusieurs initiatives visent à offrir une alternative aux salles commerciales. À compter de 1946, une Cinémathèque offre un service de prêt de films, le plus souvent des documentaires produits par l'Office national du film. L'ONF ouvre d'ailleurs un bureau régional à Rimouski en 1957. Les années 1950 sont également marquées par le mouvement des ciné-clubs. Les Compagnons de l'art fondent un premier ciné-club en 1954. L'objectif est d'amener les membres à développer un sens critique envers le cinéma. D'autres ciné-clubs voient le jour dans les différentes institutions d'enseignement. Le Service central des ciné-clubs étudiants est créé en 1960. À partir de 1962, il présente chaque année une Semaine du cinéma à Rimouski.

Soulignons en terminant que le Rimouskois Louis-Paul Lavoie a réalisé une dizaine de documentaires. Si la plupart sont consacrés à la Côte-Nord, il tourne néanmoins deux films sur la ville de Rimouski. Le premier s'intéresse au Congrès eucharistique de 1955 à Rimouski où des milliers de pèlerins ont assisté aux cérémonies présidées par le cardinal Paul-Émile Léger et Mgr Charles-Eugène Parent. Le second, *Avant d'être capitaine*, est consacré aux activités de l'École de marine⁵⁷.

La presse hebdomadaire

En 1929, le directeur du *Progrès du Golfe*, le notaire Eudore Couture, embauche Andrée Gauthier à titre de secrétaire. Sans le savoir, celle-ci vient de décrocher un «*contrat à vie avec le journalisme régional*»⁵⁸. À partir des années 1940, elle publie ses premiers articles dans *Le Progrès du Golfe*. À l'époque, la société préfère voir les femmes cantonnées dans leur rôle traditionnel. C'est pourquoi, au début de sa carrière, Andrée Gauthier signe ses articles d'un pseudonyme masculin.

Le notaire Couture décède au cours de l'année 1951. Deux ans plus tard, le poste de rédacteur en chef du *Progrès du Golfe* est confié à une femme, Lisette Morin. Avec des collaborateurs tels qu'Andrée Gauthier et Sandy Burgess, le journal se mérite de nombreux prix de journalisme au cours des années 1950 et 1960. En 1957, *Le Progrès du Golfe* décroche même le prix du meilleur hebdomadaire de langue française au Canada.

Un nouvel hebdomadaire voit le jour en 1933. Sa fondation est liée à la signature d'un contrat entre *Le Progrès du Golfe* et l'Imprimerie Gilbert. Par mesure de représailles, son ancien imprimeur, l'Imprimerie générale, lance *L'Écho du Bas-St-Laurent*. L'avènement de ce nouveau journal suscite la controverse mais il réussit néanmoins à s'imposer auprès des lecteurs. Au cours des années 1940, *L'Écho du Bas-St-Laurent* est la propriété de Gérard Légaré. L'équipe de rédaction compte également une femme, Rosane Boulanger. En 1945, le propriétaire confie le poste de rédacteur en chef à son frère Jean-Paul. Ayant complété un cours commercial, Jean-Paul Légaré s'intéresse particulièrement à l'économie et au développement régional. Au cours des années 1950 et 1960, il suit donc avec intérêt les travaux du Conseil d'orientation économique et du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec. De son côté, *Le Progrès du Golfe* met plutôt l'accent sur la culture et les questions sociales. En ce sens, les deux concurrents se complètent assez bien.

Jules-A. Brillant acquiert *L'Écho du Bas-St-Laurent* à la fin des années 1950. Les deux concurrents se retrouvent ainsi avec le même propriétaire. En 1969, *Le Progrès du Golfe* et *L'Écho du Bas-St-Laurent* passent aux mains des frères Bellavance. L'année suivante, la fusion des deux hebdomadaires donne naissance au *Progrès-Écho*.⁵⁹

La radio

Jules-A. Brillant fonde la station CJBR en 1937. Les lettres d'appel de la station rappellent d'ailleurs son nom: Canada Jules Brillant Rimouski. La station dispose d'une puissance de 1 000 watts. Elle dessert le Bas-Saint-Laurent et une partie de la Côte-Nord. Dès sa fondation, CJBR est affiliée au réseau français de Radio-Canada. À l'époque, la mission de Radio-Canada est essentiellement culturelle. On y présente de la musique classique, des radio-théâtres et des radio-romans. Comme les auditeurs du reste de la province, les Rimouskois écoutent religieusement *Un homme et son péché*. On raconte même que les cultivateurs terminaient leurs travaux plus tôt pour suivre leur feuilleton préféré. Les auditeurs ont également l'opportunité d'écouter des émissions en provenance de l'étranger. Ils peuvent notamment apprécier les concerts du Metropolitan Opera House de New York. Si la majorité des émissions proviennent du réseau national, on compte tout de même quelques productions locales. Dès 1937, *Le Séminaire au microphone* offre des conférences sur l'histoire régionale et des concerts de l'Orchestre du Séminaire de Rimouski. La place accordée à l'information s'accroît à compter de la Seconde Guerre mondiale avec la diffusion de reportages en provenance des champs de bataille.

CJBR connaît une période d'expansion après la fin de la guerre. En 1946, la puissance de l'émetteur est portée à 5 000 watts. À partir de 1949, la station diffuse également sur la bande FM. La programmation de CJBR-FM est principalement axée

sur la musique. Le nombre d'émissions produites localement augmente. *Les Nouvelles laurentiennes*, réalisées par les frères Gérard et Jean-Paul Légaré, constituent une des premières émissions consacrées à l'actualité régionale. Dans ses *Chroniques du dimanche*, Lisette Morin propose aux auditeurs des critiques de livres, de films et de spectacles. La populaire émission du matin *Debout, c'est l'heure!* est animée par Jean Brisson, l'animateur «*le plus peppé de Québec à Gaspé*»!

L'éditorialiste Sandy Burgess, reconnu pour ses envolées théâtrales, a laissé une marque indélébile dans l'histoire de la station. Il a joué un rôle important dans la formation de plusieurs jeunes journalistes. CJBR constitue d'ailleurs une véritable école pour le réseau de Radio-Canada. Par exemple, les journalistes Bernard Derome et Pierre Nadeau ont fait leurs premiers pas à la station de Rimouski⁶⁰.

La télévision

Au Québec, la télévision apparaît au début des années 1950. Radio-Canada diffuse ses premières émissions télévisées en 1952. Deux ans plus tard, Jules-A. Brillant inaugure CJBR-TV à Rimouski. La station dessert le Bas-Saint-Laurent et la Côte-Nord. Le petit écran pénètre rapidement dans les foyers. En 1955, 73% des familles rimouskoises possèdent un téléviseur. Comme ailleurs dans la province, la télévision occupe bientôt la première place dans les habitudes culturelles.

La programmation de CJBR-TV provient en grande partie du réseau de Radio-Canada. Les Rimouskois regardent avec intérêt *Les Plouffes* ou *La soirée du hockey*. La station diffuse aussi quelques productions locales. L'émission *Tour d'horizon* s'intéresse à l'actualité régionale. *Les Talents CO-OP* présentent, quant à eux, des jeunes artistes de la région.

Notons que plusieurs des vedettes de CJBR-TV travaillent également à *L'Écho du Bas-St-Laurent*, au *Progrès du Golfe* ou à la radio de CJBR. Cette situation est liée au fait que tous ces médias sont la propriété de Jules-A. Brillant. Ensemble, ils forment un petit empire médiatique qui est toutefois démantelé au début des années 1970. Après s'être départi de ses journaux, Jules-A. Brillant vend les stations CJBR-AM, CJBR-FM et CJBR-TV au groupe montréalais Télémédia⁶¹.

La musique

La musique occupe une place prépondérante dans la vie culturelle rimouskoise. Les initiatives sont nombreuses et touchent différents types de musique (traditionnelle, classique et populaire). Si la musique traditionnelle souffre de l'essor des médias de masse et de l'émergence de nouvelles pratiques culturelles, elle ne disparaît pas entièrement du paysage musical rimouskois. Les noms de deux musiciens traditionnels rimouskois méritent d'être soulignés. Le premier, Isidore Soucy, est un violoniste natif de Sainte-Blandine. Après avoir quitté son village natal, il s'installe

à Montréal où il enregistre de nombreux disques. Isidore Soucy a, par exemple, réalisé des enregistrements du *Reel de Rimouski* et du célèbre *Prendre un verre de bière mon minou*. De son côté, Paul Bossé poursuit la tradition des veillées à Rimouski. Il participe également à des émissions de radio et de télévision telle que *La Soirée canadienne* et *Bal chez Boulay*. Selon le musicien Jean Bellavance, celui que l'on appelle familièrement Ti-Paul Bossé est «le plus grand folkloriste que Rimouski ait connu»⁶².



Enregistrement radiophonique de l'émission «*Soirées canadiennes*» dans les studios de CJBR vers 1960. De gauche à droite, les musiciens sont: Ernest Brisson, Napoléon Côté, Paul Bossé, Edmond Brisson, Lawrence Lepage et Roch Brisson (Rita Chevron, Collection Richard Saindon)



L'Orchestre du Séminaire sous la direction de l'abbé Antoine Perreault: prêtres et étudiants y conjuguent leurs talents. (Collection Philippe Michaud)

Dans un registre plus classique, le Séminaire de Rimouski demeure un endroit privilégié pour les mélomanes. Ils peuvent y apprécier les talents des étudiants par le biais de la chorale, de l'harmonie ou de l'orchestre. L'Orchestre du Séminaire est dirigé par une autre figure marquante de la musique à Rimouski: l'abbé Antoine Perreault. La Société des concerts, fondée par l'abbé Georges Beaulieu, permet au public rimouskois de découvrir des oeuvres tirées du répertoire classique. L'organisme, associé au réseau des Community Concerts de New York, présente des pianistes, des violonistes, des chanteurs et des petits ensembles musicaux originaires des quatre coins du monde. Au cours des années 1950, l'auditorium du Séminaire accueille aussi à plusieurs reprises l'Orchestre symphonique de Québec. Les soeurs du Saint-Rosaire jouent également un rôle important dans la vie musicale rimouskoise. En 1959, elles fondent une école de musique permettant d'offrir une formation de qualité aux musiciens de la région.

Les Compagnons de l'art se démarquent par leur souci d'encourager les talents locaux. Ils organisent chaque année un gala musical. Les musiciens rimouskois peuvent également participer au *Quart d'heure des Compagnons* à CJBR. De plus, à compter de 1956, la section locale des Jeunesses musicales du Canada organise des concours et des auditions pour les jeunes musiciens de la région.

Dans le domaine de la musique populaire, Rimouski constitue une étape dans les tournées d'artistes venus de l'extérieur. Dans les années 1940-1950, les Rimouskois assistent avec plaisir aux spectacles de Maurice Chevalier et Charles Trenet. Les années 1960 sont plutôt marquées par la musique yé-yé. Des groupes et des chanteurs populaires québécois tels que les Baronets, Michèle Richard ou Donald Lautrec s'arrêtent à Rimouski pour faire danser les hordes d'adolescents. Plusieurs groupes sont formés à l'échelle locale; par exemple, *Les Satellites*, *Les Rit-Miks* ou *Les Pro-Men's*. Sur les ondes de CJBR, l'émission *Surboum et copains* fait un véritable malheur. Son animateur, Réal «à gogo» Lagacé, visite les différentes discothèques de la région. À Rimouski, la salle Saint-Barnabé de l'Hôtel du Boulevard se présente comme «l'endroit le plus dans le vent»⁶³.

Les années 1960 marquent également un renouveau dans la chanson québécoise. La ville possède sa propre boîte à chansons appelée *La Vache marine*. Rimouski compte aussi un digne représentant du mouvement des chansonniers. Lawrence Lepage lance son premier album au début des années 1965. Ses chansons témoignent de sa nostalgie, de son attachement à la région et de son amour de la nature⁶⁴.

Lecture, histoire et littérature

Dans l'ensemble de la province, la hausse du niveau de scolarité permet d'augmenter le nombre de lecteurs. À Rimouski, diverses initiatives facilitent l'accès

au livre. La plus importante est la fondation de la Bibliothèque civique de Rimouski en 1944. Plusieurs librairies ouvrent leurs portes dont la Librairie Blais, en 1941, et la Librairie Fides, en 1950. Les Compagnons de l'art organisent un premier salon du livre en 1948. Une seconde édition a lieu en 1951. Il faut toutefois attendre l'année 1964 pour voir apparaître, sur une base annuelle, Le Salon du livre de Rimouski.

L'histoire locale suscite un certain engouement à Rimouski. L'abbé Alphonse Fortin présente des conférences radiophoniques et publie des textes historiques dans la revue diocésaine *Le Centre Saint-Germain*. De son côté, l'abbé Léo Bérubé rédige d'intéressants textes sur l'histoire de Sainte-Odile pour le bulletin paroissial *L'Éboulis*. Au plan strictement littéraire, la production locale se résume à peu de choses. On note la publication, dans les journaux locaux, de feuillets de Jean-Baptiste Côté et de poèmes de Madeleine Belzile. Pour sa part, Adéodat Lavoie publie en France un grand poème dramatique à la gloire d'un héros de la Nouvelle-France: Dollard des Ormeaux. Si la littérature demeure peu développée, le Séminaire de Rimouski joue un rôle important dans la formation de plusieurs futurs écrivains régionaux. Adrien Thério, Gilles Vigneault, Bertrand Leblanc, Paul Chane Malenfant, Sylvain Rivière et Roger Fournier ont tous fait leurs études au Séminaire de Rimouski⁶⁵.

Arts visuels, théâtre et danse

En 1949, Les Compagnons de l'art organisent la première exposition de peintures de l'histoire de Rimouski. Cette exposition, intitulée *Un siècle d'art canadien*, attire quelque 5 000 personnes. Dans les années qui suivent, l'organisme présente plusieurs autres expositions de peintures et de photographies. Les Rimouskois peuvent y admirer les oeuvres d'artistes rimouskois tels que Basque (Léonard Parent), Pierre-Paul Riou, Clément Rodrigue ou Louis Belzile. Notons que Louis Belzile fera partie des fondateurs du mouvement plasticien à Montréal. Les Compagnons de l'art militent également en faveur de l'établissement d'une école d'art à Rimouski. Si cette école ne voit pas le jour, il faut tout de même souligner l'importance de l'organisme dans le développement des arts visuels à Rimouski. En 1966, le ministère des Affaires culturelles inscrit d'ailleurs Rimouski dans son réseau d'expositions itinérantes⁶⁶.

Dans le domaine du théâtre, des troupes de l'extérieur s'arrêtent de plus en plus fréquemment à Rimouski. Entre 1944 et 1956, Les Compagnons de Saint-Laurent offrent au moins une représentation par année au Séminaire de Rimouski. En 1951, la troupe de Gratien Gélinas y présente la pièce *Ti-Coq*. Les Rimouskois applaudissent également les troupes du Théâtre du Nouveau Monde et du Théâtre du Rideau Vert. Les années 1960 se caractérisent par la fondation de jeunes troupes de théâtre rimouskoises. *Les Audacieux* désirent briser «cette routine des périodiques séances paroissiales et collégiales»⁶⁷. Deux autres troupes, *La Bamboche* et *Les*

Triple-Sept, voient le jour à la fin de la décennie. Leur existence, bien qu'éphémère, témoigne d'une volonté de moderniser le théâtre rimouskois⁶⁸.

Dans le domaine de la danse, Les Compagnons de l'art inaugurent une école de ballet à Rimouski en 1962. Les premières initiatives sont toutefois le fruit du travail d'une jeune Rimouskoise, Blandine Albert. En 1954, elle fonde la troupe Le Petit Ballet théâtre de Rimouski. Mais elle quitte bientôt sa ville natale. Après des études en Europe, Blandine Albert mènera une fructueuse carrière internationale comme danseuse et chorégraphe⁶⁹.

* * *

Que de chemin parcouru depuis 1930! Des développements importants sont survenus dans tous les domaines d'activité. La croissance démographique, l'extension du territoire municipal, l'essor des moyens de transports, l'explosion du secteur des services, la multiplication des champs d'intervention de l'administration municipale et l'intensification de la vie culturelle témoignent tous des progrès de la ville de Rimouski. L'intensité de ces phénomènes distingue nettement Rimouski des autres villes de l'Est du Québec. À bien des égards, la ville occupe une place prépondérante qui lui permet de revendiquer le titre de métropole régionale. Cette remarquable ascension est moins le résultat d'un dynamisme propre à la ville qu'à la relation privilégiée qu'elle entretient avec l'ensemble de la région⁷⁰.

Chapitre 7

**De capitale régionale à technopole maritime
(1967-2005)**

Par Richard SAINDON



Renouer avec le fleuve et prendre le large, toutes voiles déployées (Kati Brown, 2005)

*«Je ne veux pas quitter Rimouski sans vous donner quelque aperçu de ce qu'est cette petite ville naissante qui sera avant peu d'années l'un des endroits les plus importants de la Confédération»*¹.

Au moment où il écrit ces lignes, en 1872, Arthur Buies croit fermement que Rimouski porte en elle les gènes d'une future grande agglomération. Près d'un siècle plus tard, certains démographes maintiennent le cap. Ils prédisent que la population de Rimouski va passer de 18 000 habitants en 1961, à 70 000 en 1985, puis à 100 000 au tournant de l'an 2000². Ce scénario optimiste s'appuie sur un taux moyen de croissance de la population de 4,5% par année entre 1941 et 1961 et sur le taux annuel de natalité qui se chiffre à 34,7 naissances par 1 000 habitants à Rimouski de 1951 à 1956. À titre de comparaison, l'Institut de la statistique du Québec établit à seulement 8 naissances par 1 000 habitants notre taux de natalité pour l'année 2003.

Nous savons donc aujourd'hui qu'il faut composer avec une réalité entièrement différente. Malgré la fusion en 2001 de Rimouski avec les localités environnantes de Pointe-au-Père, Rimouski-Est, Sainte-Odile-sur-Rimouski, Sainte-Blandine et Mont-Label, la population de la nouvelle ville n'atteint que 42 459 habitants en 2003³. Quant aux plus récentes perspectives démographiques, les prévisions sont nettement plus sombres que celles formulées dans les années 1960. Les dernières projections indiquent que la population totale de la MRC de Rimouski-Neigette, (53 329 habitants à la fin de 2004), aura diminué de 5,1 % en 2026⁴.

Le déclin démographique semble inexorable dans le contexte actuel et, contrairement aux vœux d'Arthur Buies, Rimouski ne sera pas un jour l'une des grandes villes du Canada. Par contre, grâce à son dynamisme durant la période 1967-2005, la ville consolide son statut de capitale régionale.

Sous bien des aspects 1967 représente une année charnière de notre histoire. C'est d'abord l'année de tous les bouleversements. Rimouski voit disparaître une de ses grandes institutions, le Séminaire, puis son traversier, le *Père Nouvel* et finalement l'aéroport de Rimouski perd son statut d'aéroport régional au profit de Mont-Joli. Parallèlement la ville entre dans une phase d'expansion territoriale avec l'annexion de la paroisse Saint-Germain, de Sacré-Cœur et de Nazareth.

La politique de décentralisation de l'administration, des services de santé, d'éducation et de culture, lancée par le gouvernement du Québec à la fin des années 1960, a un impact sur l'économie mais aussi sur le tissu social. Jusqu'en 1967, la société rimouskoise est dominée par quelques grandes familles influentes et par un clergé omniprésent. Le nouvel arrivant a parfois de la difficulté à s'intégrer dans une ville réputée pour son snobisme. Mais avec la laïcisation de la société, puis l'arrivée massive de personnes de l'extérieur, fonctionnaires et professionnels, occasionnée par l'implantation du cégep, du CLSC, de la polyvalente, de l'Université du Québec et des différents bureaux des ministères provinciaux, ce trait de caractère s'estompe.



Dans l'agenda des activités sociales propres à la «bonne société rimouskoise», le bal annuel des Fusiliers du Saint-Laurent occupe une place de premier choix (Rita Chevron, 1964, Collection Richard Saindon)

L'un des phénomènes les plus importants de la période pour la société rimouskoise demeure la création de l'Université du Québec. Si l'on ne dénombre que 1 030 diplômés universitaires dans la ville de Rimouski lors du recensement de 1971, ce chiffre atteint 4 355 au recensement de 2001. Cette scolarisation accrue entraîne un certain nombre de transformations socioculturelles. Elle favorise notamment la baisse de la natalité, une demande grandissante pour les biens culturels et elle

implique en outre de plus grandes exigences pour des services tels ceux de la santé et des communications.

Ajoutons qu'en dépit de la création de la région administrative autonome de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine en 1988, Rimouski tire bien son épingle du jeu en conservant près de 40% des fonctionnaires de l'Est du Québec. Avec un travailleur sur trois œuvrant dans la fonction publique, nous dit le géographe de l'UQAR Pierre Bruneau, «*Rimouski relaie l'influence de l'État sur un territoire grand comme la Suisse et mérite largement son titre de métropole administrative régionale*»⁵.

UN FORMIDABLE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL

L'année 1967 s'ouvre sur une bonne note au plan du développement industriel avec la mise en chantier de deux usines: Lenkurt Electric, un fabricant d'équipements de télécommunications, et Phillips Cables, une entreprise spécialisée dans la production de câbles téléphoniques et électriques.

Cependant, à la fin des années 1960, l'économie rimouskoise amorce un virage commercial marqué qui confirme le processus de tertiarisation de son économie. Le phénomène est d'une telle ampleur que la physionomie même de la ville s'en trouve changée avec l'occupation progressive d'une vaste zone remblayée de plus de 80 000 m² sur les anciennes battures à l'est de l'avenue de la Cathédrale.



Première pelletée de terre en vue de la construction de la Grande Place, 14 août 1968. Au centre de la photo, on reconnaît le maire Maurice Tessier, entouré de promoteurs et de membres du Conseil municipal (Rita Chevron, Collection Richard Saindon)

En 1968, les Rimouskois assistent d'abord à l'érection d'une structure hors du commun, la Grande Place, premier centre commercial construit sur pilotis au Canada. L'édifice bâti sur des terrains ayant servi de dépotoir en 1963-1964 est inauguré le 16 avril 1969 par ses promoteurs, la firme Maron's Holding and Management de Westmount. La construction de la Grande Place sur pilotis n'est pas une fantaisie architecturale, mais découle d'une exigence de l'Association des propriétaires riverains Saint-Germain qui donne le terrain à condition qu'il serve uniquement à des fins de stationnement.

À la même époque, on construit l'Hôtel des Gouverneurs le long du boulevard René-Lepage et quelques années plus tard, en 1973-1974, le promoteur Guy Hins dote la ville de son premier immeuble en hauteur, la Place Saint-Laurent, un édifice de 12 étages comprenant une galerie de boutiques.

Le développement de l'infrastructure hôtelière s'accélère avec la construction, en 1978, d'un établissement de la chaîne Wandlyn, (aujourd'hui l'Auberge Le Navigateur). Vient ensuite l'Hôtel Rimouski Centre de congrès érigé par l'homme d'affaires Raymond Malenfant alors à l'apogée de sa carrière. Construit au coût de 12 M\$, le Centre de congrès inauguré le 7 juillet 1989 donne un nouveau souffle à l'industrie touristique et permet à Rimouski de se positionner parmi les villes pouvant accueillir des congrès comptant plus de mille participants.

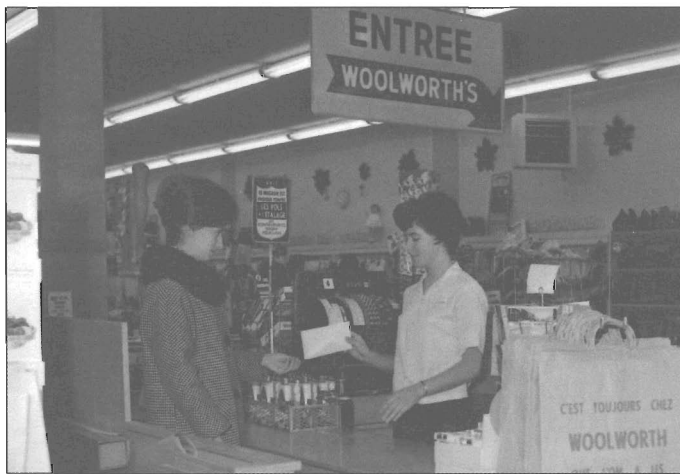
Phénomène intéressant, Rimouski devient au cours des années 1970 la véritable capitale du jean au pays. De jeunes hommes d'affaires dynamiques lancent des chaînes de boutiques qui envahissent rapidement tout le marché du Québec et du Nouveau-Brunswick. L'Ensemblier (1973), le Groupe Pentagone (1974) et Boutiques Vagabond (1978) ont tous leur siège social à Rimouski.

En trois ans à peine, soit de 1977 à 1980, Rimouski connaît le plus formidable développement commercial de son histoire. Le commerçant Patrick Timmons construit d'abord en 1977 un complexe de sept magasins, la Place Saint-Germain. L'année suivante, la firme ontarienne Multi-Malls érige le Carrefour Rimouski tandis que l'homme d'affaires Germain Pelletier lance le projet des Galeries GP en face du Colisée. En 1979, c'est au tour du Groupe Martin de La Pocatière d'aménager la Plaza Arthur-Buies.

Les statistiques prouvent l'importance de cet essor commercial. Ainsi la valeur des ventes au détail passe de 99,6 M\$ en 1976, à 176,9 M\$ en 1981. Le nombre de magasins augmente de 314 à 491 durant la même période. La croissance du nombre d'emplois dans les commerces est tout aussi soutenue. On en dénombre 1 662 en 1976 comparativement à 2 800 en 1990, ce qui représente à ce moment près de 20% de tous les emplois de la ville.

La venue de chaînes comme Canadian Tire ou Rona provoque la disparition d'un certain nombre de magasins établis depuis plusieurs années dont la Ferronnerie

de Rimouski, Handy-Handy ou Western Tire. L'implantation d'Ameublements Tanguay en septembre 1991 sonne le glas dans les semaines suivantes de Meubles Légaré, un commerce ayant pignon sur rue depuis 75 ans, mais aussi de Meubles Dessureault et Meubles Belzile et frères. Certaines périodes ne sont pas davantage favorables aux grandes corporations. Tour à tour Steinberg, Britt's, Woolworth, Peoples, La Baie ou K-Mart disparaissent du paysage rimouskois.



L'intérieur du magasin Woolworth's sur la rue Saint-Germain Ouest, (Rita Chevron, 1967, Collection Richard Saindon)



Défilé de majorettes lors de la fête de la Saint-Jean, près du croisement des rues Saint-Germain et Saint-Louis (Rita Chevron, 1966, Collection Richard Saindon)

Le déplacement des activités commerciales vers l'est, qui s'est accentué avec l'ouverture du centre commercial le Carrefour, connaît son point culminant à la fin des années 1990 lorsque la société First Pro amorce un important développement dans le secteur de la montée Industrielle-et-Commerciale. First Pro attire les géants du commerce tels Wal-Mart et Bureau en Gros. Ce développement, calqué sur le modèle des villes de banlieue américaines, représente une première dans la région. Pour certains analystes, ces grandes surfaces favorisent la fuite des capitaux à l'extérieur de la région, tandis que d'autres s'accordent pour dire qu'elles attirent ici des consommateurs de la Gaspésie ou du Nouveau-Brunswick, créant un regain d'activité profitable aux gens d'affaires locaux. Une chose apparaît évidente, pour tirer leur épingle du jeu, les commerçants rimouskois doivent mettre l'accent à la fois sur la spécialisation et sur un service différent. La Maison Jean Beaulieu qui a fêté son centenaire en 2004, Michaud Auto fondé en 1920, la Librairie Blais ouverte depuis 1937 ou Dickner inc. qui existe depuis 1956 sont des exemples de commerces qui ont su s'adapter pour traverser les décennies.

DÉCLIN ET REDRESSEMENT DU CENTRE-VILLE

La concentration de magasins en périphérie suscite des inquiétudes chez les marchands du centre-ville, particulièrement ceux de la rue St-Germain Ouest, noyau commercial traditionnel de la ville. Pour contrecarrer le pouvoir d'attraction des centres commerciaux ils forment au début des années 1970 une association, ayant pour nom La Promenade Saint-Germain, ainsi qu'un comité de développement dont la présidence est confiée à Julien Brisson. Au cours de l'année 1977 un autre organisme, le Conseil de rénovation commerciale de Rimouski, identifie certains problèmes toujours d'actualité en 2005. On déplore le nombre important de terrains vacants au centre-ville, l'absence de places publiques, le manque de logements de qualité et la vétusté de plusieurs bâtiments. Plusieurs études successives dont les rapports URBEC (1977), SOPEC (1978) URBANEX (1981) et PLURAM (1986) arrivent dans l'ensemble aux mêmes conclusions. Par la suite une Société d'initiative et de développement des artères commerciales, SIDAC, voit le jour en 1986, mais au fil des années, les commerçants s'opposent à la surtaxe perçue par la Ville pour assurer son fonctionnement.

On constate en définitive que le regain de vie du quartier ouest provient surtout d'initiatives privées, dont celles de Charles Albert. En 1990, l'ouverture des Halles Saint-Germain dans l'ancien garage Soucy Automobiles, et la création de Place Wilfrid dans l'édifice voisin en 1991, ramène plusieurs consommateurs dans le secteur. La Fondation Centre-ville Rimouski, lancée en septembre 2003, est la plus récente mesure adoptée pour revitaliser le cœur de la ville. Sa stratégie d'intervention



Un bel exemple de reconversion d'un édifice: Les Halles Saint-Germain, anciennement le garage Soucy (Kati Brown, 2005)



L'embellissement et la revitalisation du centre-ville: un défi permanent (Kati Brown, 2005)

repose sur quelques points majeurs: la rénovation des immeubles, la réalisation de nouveaux aménagements urbains, la construction de logements, et l'encadrement des gens d'affaires. Au cours de ses deux premières années d'existence, l'organisme a généré des investissements de 1,5 M\$.

La multiplication des supermarchés

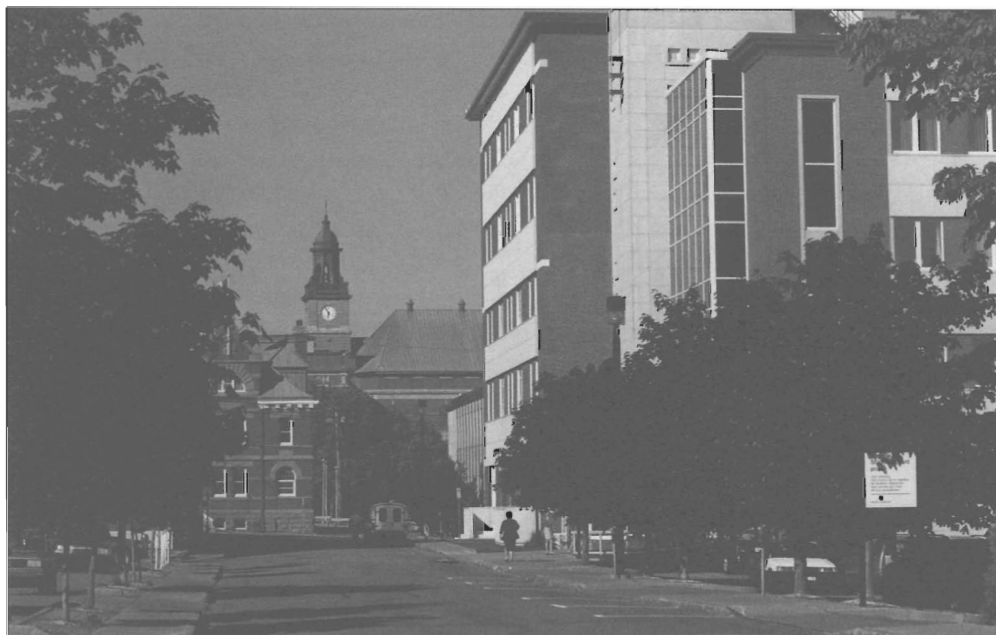
Au sein de cette mouvance commerciale, le secteur de l'alimentation subit une profonde transformation. Installé à la Grande Place, Steinberg devient en 1969 le premier véritable supermarché de Rimouski. Jusque-là, les consommateurs s'approvisionnent auprès d'épicerie de plus petite dimension: GP, installé dans l'avenue de la Cathédrale en 1967, Dominion, la Ménagère Coop ou encore les marchés Louis Amiot, Albert Michaud, Paul Roberge, J. B. Sirois, Heppell ou Tessier. La Coopérative des consommateurs réagit à cette invasion montréalaise et ouvre le 22 juillet 1969 le premier centre commercial coopératif de la province: Coopgro. Il s'agit d'une épicerie à grande surface de type entrepôt, d'un magasin à rayon et d'une dizaine de boutiques. Mais le concept ne plaît pas et Coopgro devient le supermarché Cooprix en 1972. Pendant que la coopérative d'aliments naturels ALINA voit le jour en 1977, la Coopérative des consommateurs de Rimouski profite de la construction du centre commercial Plaza Arthur-Buies pour aménager Cooprix II qui ouvre ses portes en 1978. La concurrence dans le domaine de l'alimentation devient alors effrénée. GP lance le bal avec son supermarché de la Deuxième Rue, tandis que les Halles Saint-Germain proposent une nouvelle approche en matière d'alimentation. En août 1985, la Coopérative des consommateurs s'associe à IGA-Boniprix, puis tous les grands noms de l'alimentation s'installent; Provigo emménage au Carrefour, Sobey's construit au nord de Plaza Arthur-Buies et la famille Sirois ouvre un supermarché Métro à Nazareth. Une chaîne du Saguenay, Consomat, succède à Steinberg à la Grande-Place en 1993. Viennent ensuite Maxi et Super C.

Déjà en 1986, une étude démontre que la surface de plancher par habitant dans les épicerie de Rimouski est de 225% supérieure à la moyenne canadienne.

La concurrence des géants de l'alimentation s'avère fatale pour bon nombre d'épicerie de quartier. Le Marché Albert-Michaud, fondé en 1906, disparaît tout comme l'Épicerie Roberge. Puis J. B. Sirois ferme son point de vente de l'avenue Rouleau (1988). La Coop de Sainte-Odile tente de résister à la vague et procède à un agrandissement en 1986 avant de fermer les livres au début de 1991 après 44 années d'activités. On assiste ensuite en 1992 à la disparition du Marché Tessier présent depuis 46 ans dans le quartier St-Robert. Finalement, à Sacré-Cœur, le Marché Normand-Malenfant subit le même sort en 2002.

Rationalisation chez Desjardins

Le mouvement Desjardins subit à son tour une série de transformations. Il y a d'abord une phase de multiplication des caisses et des points de service. Ainsi, la Caisse populaire de Saint-Yves ouvre une succursale à Pointe-au-Père en 1978 et inaugure un nouveau siège social à Rimouski-Est en 1981. La Caisse populaire de Rimouski prend aussi de l'expansion avec un point de service à Saint-Pie-X et un



Édifice de Telus, rue Jules-A. Brillant. Au fond, l'ancien édifice des postes (Jean Larrivée, 2002)

autre à Cooprix 1. Les caisses de Saint-Robert et de Nazareth suivent le mouvement en ouvrant respectivement des succursales à Plaza Arthur-Buies et à Sacré-Cœur.

Le 1^{er} septembre 2002, la Caisse de Rimouski fusionne avec celles de Nazareth, Saint-Robert, Saint-Yves et Sainte-Odile pour former une institution financière regroupant 35 394 membres. L'actif de la Caisse Desjardins de Rimouski qui était de 36 M\$ en 1978 bondit à 630 M\$ en 2004. Ce regroupement déclenche une phase de fermeture de plusieurs succursales dont celles de Pointe-au-Père, Sacré-Cœur, Sainte-Odile, Saint-Robert, Saint-Pie-X et de l'Évêché. À l'été 2005, les employés de la caisse rimouskoise sont regroupés dans un nouveau siège social construit au coût de 7 M\$ dans la rue Julien-Réhel.

De Québec-Téléphone à Telus

En un peu plus de 30 ans, les Rimouskois assistent deux fois à la vente de la plus importante entreprise de la ville, Québec-Téléphone, à des intérêts étrangers. En mars 1966, Jules-A. Brillant vend ses actions majoritaires à la Compagnie de téléphone anglo-canadienne, filiale de la multinationale américaine GTE. Brillant poursuit alors un double objectif: trouver les capitaux nécessaires à la modernisation et au développement de son réseau et s'assurer que le siège social demeure à Rimouski, une chose impensable advenant une vente à Bell Canada.

Un an plus tard, d'importants changements surviennent à la haute direction. Jules-A. Brillant s'éclipse et le 31 octobre 1967, Basile A. Bénéteau est porté à la présidence de Québec-Téléphone. Ce dernier engage la compagnie dans un ambitieux programme de développement de la téléphonie en Moyenne et Basse-Côte-Nord et poursuit à un rythme effréné l'acquisition d'entreprises de téléphonie. Entre 1967 et 1971 une douzaine de réseaux locaux sont annexés au territoire de Québec-Téléphone, notamment en Beauce et dans Lotbinière.

En septembre 1974, Raymond Sirois lui succède. Il est d'abord confronté à la grève générale déclenchée un mois plus tôt par les 1 500 employés syndiqués, un événement sans précédent dans l'histoire de Québec-Téléphone. Le personnel proteste contre le congédiement de 23 téléphonistes et l'attitude jugée «*anti-syndicale*» de la direction. Les syndiqués réclament aussi l'indexation des salaires au coût de la vie. Ce conflit, marqué par plusieurs manifestations et actes de vandalisme, demeure l'un des plus durs dans les annales rimouskoises.

Nationaliser Québec-Téléphone

Au milieu de cette grève, le chef de l'Opposition officielle, Jacques-Yvan Morin, fait une déclaration fracassante à Rimouski. Le 17 octobre 1974, sous une pluie légère, juché sur un débarcadère de béton à quelques mètres du siège social de Québec-Téléphone, Jacques-Yvan Morin s'engage à demander en Chambre la nationalisation de la compagnie. Au moment où une importante manifestation s'apprête à se mettre en branle dans les rues de la ville, le député péquiste déclare sous les applaudissements: «*Je n'aurai aucune difficulté à défendre, à l'Assemblée nationale, la nationalisation de Québec-Téléphone*»⁶. Finalement les choses en restent là et le conflit prend fin quelques semaines plus tard, le 28 novembre.

Raymond Sirois augmente de façon sensible la rentabilité de l'entreprise. Il s'entoure d'administrateurs reconnus, dont Brian Mulroney et dès 1979, le chiffre d'affaires franchit pour la première fois le cap des 100 M\$. Durant les décennies 1970-1980, la croissance de Québec-Téléphone fait l'envie de plusieurs entreprises de la province. Toutefois, en raison des profits de plus de 20 M\$ chaque année (37,3 M\$ en 1998), la compagnie s'attire les critiques des associations de consommateurs opposées aux fréquentes augmentations de tarifs. Les employés réclament aussi une part de ces bénéfices lors des rondes de négociations.

Lorsque Raymond Sirois passe les rennes du pouvoir à Gilles Laroche en janvier 1992, le chiffre d'affaires atteint 232,6 M\$. Le nouveau PDG voit grand et à la faveur de la déréglementation de l'industrie des télécommunications, Québec-Téléphone, devenu le Groupe QuébecTel sous sa gouverne, commence à exercer des activités en dehors de son territoire traditionnel. Dans cette foulée, QuébecTel lance en 1995 sa filiale Globe Trotter et devient l'une des premières sociétés de télécom-

munication à offrir l'accès Internet.

Hugues St-Pierre arrive à la direction en janvier 1999 dans un contexte particulier. La concurrence dans le service interurbain a déjà fait son apparition et le même sort attend le marché de la téléphonie locale. Pour être en mesure d'offrir non seulement Internet mais aussi le téléphone et le câble à l'extérieur de son territoire, QuébecTel doit s'adapter à la loi canadienne qui impose des restrictions sur la propriété étrangère des entreprises de télécommunications. Parallèlement, Telus, de Burnaby en Colombie-Britannique, souhaite depuis longtemps concurrencer Bell au Québec. En mars 2000, Telus offre d'acheter 70% des actions du Groupe QuébecTel au coût de 585 M\$. Le 31 mai, lors d'une assemblée extraordinaire à Rimouski, les actionnaires approuvent la transaction. La nouvelle direction promet de maintenir le siège social de Telus Québec à Rimouski, cependant on assiste progressivement à un déplacement de structures et de personnel vers Québec et Montréal qui sont les principaux marchés visés par Telus.

Des coups durs

Rimouski perd durant la période 1967-2005 plusieurs entreprises d'importance. Ainsi, le 18 novembre 1970, les Entreprises Bussièrès de Saint-Henri-de-Lévis achètent la plus grande société de camionnage de l'Est-du-Québec, Rimouski Transport. À cette époque, Rimouski Transport, fondée en 1939 par Gérard Fournier, possède une flotte de 275 camions et embauche 287 personnes. Le nouveau propriétaire maintient les activités, mais en 1980 une nouvelle transaction fait passer les Entreprises Bussièrès aux mains du Canadien national et de la Caisse de dépôt et de placements. Éventuellement, au fil d'autres transactions, Rimouski Transport est démantelée.

Une autre tuile survient en 1971 lorsque Québecair déménage son siège social de Rimouski à Montréal. Le transporteur aérien avait lancé l'année précédente, à partir de Montréal, un service de vols nolisés vers les États-Unis, le Mexique et les Antilles et il devenait évident que l'administration devait se rapprocher de l'aéroport de Dorval, principale base de la compagnie depuis l'achat des réactés BAC 1-11 en 1969.

Mentionnons aussi la fermeture de la Laiterie Pasteur le 21 septembre 1990, pénalisant ainsi tout le secteur agroalimentaire de la région du Bas-Saint-Laurent.

Le cas Sométal

Le 30 septembre 1988, les Rimouskois assistent à la fermeture de Sométal, une entreprise spécialisée dans la transformation de l'acier. Propulsée au rang des plus importantes entreprises de l'Est-du-Québec à la fin de la décennie 1970, Sométal embauche jusqu'à 300 employés dans une ville pourtant réputée impropre à l'indus-

trialisation. Ce tour de force revient à Jean-Marie Leblanc, professeur à l'Institut de technologie de Rimouski, qui invente un séchoir à bois au début de la décennie 1940. Réalisant les grandes possibilités de sa découverte pour l'industrie du bois d'œuvre, il fonde en 1943, Atlantic Dry Kiln Registered pour produire et commercialiser les séchoirs au Québec et dans les Maritimes. Une nouvelle usine érigée en 1960 dans l'avenue Léonidas connaît une rapide expansion.

L'ouverture en 1972 d'une unité de production, dite de mécanique lourde, lance Sométal sur la scène internationale grâce à la production de ponts et de débarcadères maritimes. Le contrat de fabrication du fameux mât du stade olympique fait tourner l'usine à plein régime. Mais c'est surtout dans le domaine de l'hydroélectricité que Sométal fait sa marque avec la production de blindage pour les conduites forcées et de vannes pour les centrales du complexe Manic-Outardes, de la Baie-James et même du Mali.

Quelques années avant son décès survenu à l'été 1980, Jean-Marie Leblanc cède l'usine à son fils Jean-Yves. Ce dernier vend peu de temps après Sométal au Groupe Marine Industrie de Sorel pour la somme de 4,2 M\$. Incapable de maintenir une diversification des activités, le Groupe Marine Industrie voit l'usine accumuler un déficit qui atteint 7 M\$ en trois ans. En janvier 1989, Marine se défait de l'édifice au profit du Groupe Desmeules de Québec qui souhaite le transformer en condos industriels. La nouvelle soulève la colère des ex-employés. Ils espèrent toujours un plan de relance et occupent l'usine quelques jours, mais la page est définitivement tournée.

Le scandale de la Caisse d'entraide économique de Rimouski

Fondée en 1968, la Caisse d'entraide économique de Rimouski regroupe 6 600 membres en 1977. L'institution connaît au cours des trois années suivantes une croissance fulgurante et son actif passe de 18 M\$ à 47 M\$.

Spécialisée dans le capital de risque, la caisse promet à ses membres un rendement de 10% à une époque où les meilleurs placements rapportent en moyenne 7%. Pendant une douzaine d'années, elle exerce un rôle prépondérant dans l'économie rimouskoise favorisant, avec 30 M\$ de prêts, le démarrage d'entreprises et même la mise sur pied du Conseil économique de Rimouski. Mais l'institution s'apprête à traverser une grave crise. Celle-ci éclate en juin 1981 avec la flambée des taux d'intérêt. Les bons du Trésor du Québec offrent alors un rendement de 17%. Puis TVA révèle le contenu d'un rapport secret de la Commission des valeurs mobilières du Québec selon lequel 30 des 79 caisses sont déficitaires. On apprend aussi que le rendement promis de 10% repose sur une pratique comptable douteuse⁷. Inquiets, les sociétaires rimouskois commencent à retirer leur argent. La débandade n'est pas longue à venir. Entre juin et novembre 1981, la Caisse d'entraide économique de Rimouski rem-

bourse plus de 8,7 M\$ aux membres avant de manquer de liquidité.

La crise s'accroît lorsque le reporter Claude Ross de CJBR lève le voile sur une histoire de conflit d'intérêt. Le 27 janvier 1981, malgré le refus de sa propre commission de crédit et un deuxième refus de la Fédération des caisses d'entraide, le Conseil d'administration de la caisse rimouskoise autorise secrètement le versement d'un prêt de 820 000\$ à la Résidence Toussaint-Cartier⁸. Or, les deux actionnaires de ce foyer pour personnes âgées sont Thérèse Moyen et Yvette Alary, respectivement l'épouse et la sœur du président de la Caisse d'entraide de Rimouski, Clément Alary. L'affaire crée une telle onde de choc que Clément Alary n'a d'autre choix que de remettre sa démission.

En mai 1982, en vertu d'une loi adoptée par l'Assemblée nationale la Caisse d'entraide se transforme en Société d'entraide. L'institution poursuit ses activités avant d'être absorbée en 1988 par la Financière entraide coopérant.

ÉDUCATION ET SANTÉ

En 1967, le monde de l'éducation à Rimouski vit les conséquences de la Révolution tranquille. Pas moins de dix maisons d'enseignement sous la responsabilité du clergé et des communautés religieuses disparaissent pour être remplacées par l'École polyvalente Paul-Hubert, le Cégep de Rimouski et l'Université du Québec. Tout cela est l'aboutissement de la vaste réforme de l'enseignement entreprise par le gouvernement Lesage en 1961 et dont l'objectif principal est de rendre l'école accessible à tous, du primaire à l'université. L'exercice culmine par la mise sur pied de la



École Paul-Hubert (Rita Chevron, 1964, Collection Richard Saindon)

Commission royale d'enquête sur l'enseignement, présidée par Mgr Alphonse-Marie Parent. À partir de 1963, les recommandations contenues dans le *Rapport Parent* viennent bouleverser de fond en comble le monde de l'éducation. On assiste à l'abolition de l'ancien Département de l'instruction publique et à son remplacement par le ministère de l'Éducation. Pour assurer rapidement l'accès à l'enseignement secondaire, le ministère amorce la fermeture des écoles de rang et fait disparaître les commissions scolaires locales, dont celle de Sacré-Cœur, pour les remplacer par 55 commissions scolaires régionales. C'est dans cette foulée que naît en 1964 la plus grande école secondaire de l'Est-du-Québec, l'École Paul-Hubert. Lorsque le ministère intègre les programmes de formation professionnelle au secondaire, l'École Paul-Hubert est agrandie en 1968 et obtient le statut de polyvalente en 1970. Lors de l'année académique 1974-1975, le Paul-Hubert accueille tout près de 4000 élèves!

Naissance du Cégep de Rimouski

La mise sur pied d'un nouveau cours collégial, tel que préconisé par le *Rapport Parent*, et la création du Collège d'enseignement général et professionnel de Rimouski (CÉGEP), le 14 juillet 1967, sonne le glas d'une institution plus que centenaire: le Séminaire de Rimouski.

Le cégep et la polyvalente offrant à la fois la formation générale et la formation technique et professionnelle, plusieurs maisons d'enseignement spécialisées ferment en quelques mois. Parmi celles-ci, le Collège des Ursulines, l'Institut de technologie, l'Institut familial, l'École de commerce, le Collège pour filles des sœurs de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire, l'École moyenne d'agriculture de Rimouski (1969), l'École normale Tanguay et finalement l'École des infirmières des sœurs de la Charité (1970)⁹.

L'UQAR

L'année 1969 voit naître le Centre d'étude universitaire de Rimouski, qui devient une constituante à part entière de l'Université du Québec le 19 avril 1973. Bien qu'elle apparaisse comme la suite logique de tout le processus de réforme découlant du *Rapport Parent*, l'idée de dispenser un enseignement supérieur à Rimouski n'est pas nouvelle. Le 21 février 1936, un professeur du Séminaire, l'abbé Antoine Gagnon, publie un article dans lequel il évoque la possibilité de doter la région d'une «université rurale», comme il en existe dans certains pays scandinaves. La formule est reprise par Jules-A. Brillant lors d'une causerie devant les membres du Club Richelieu en 1950.

À la suite de la mise sur pied du Comité provisoire pour l'implantation d'un centre d'études universitaires en mars 1965, l'abbé Pascal Parent dépose en décembre 1967 un mémoire au ministère de l'Éducation. Le document expose de nombreux

arguments dont l'accessibilité aux études supérieures et la possibilité de faire de Rimouski un pôle de développement pour la région. Il faut encore plus d'un an de travail de la part de Pascal Parent et du comité, présidé par Maurice Tessier, pour convaincre le gouvernement du Québec. Finalement, en août 1969, les lettres patentes créant la corporation du Centre d'études universitaires de Rimouski sont émises et quelques jours plus tard, le 2 septembre, le CEUR ouvre ses portes sous la direction de Charles Beaulieu.

À l'issue de nouvelles démarches, le gouvernement du Québec annonce finalement, le 19 avril 1973, que le Centre d'études universitaires devient une constituante à part entière de l'Université du Québec. Un chercheur émérite, Alcide C. Horth, est nommé au poste de premier recteur de l'UQAR¹⁰.

Avec la croissance soutenue de l'université, le domaine de l'éducation s'impose dorénavant comme l'un des moteurs de l'économie rimouskoise. En 2004, les budgets combinés du Cégep de Rimouski, de l'UQAR et de la Commission scolaire des phares atteignent 176,5 M\$. Les maisons d'enseignement de la ville procurent du travail à 1 836 personnes.

La bataille de l'Institut maritime

Le 28 septembre 1966, le gouvernement québécois annonce la création à Québec de l'Institut de technologie maritime. La nouvelle sème l'inquiétude à Rimouski. Pour l'éditorialiste Sandy Burgess, cette décision est ni plus ni moins que «*l'avis de décès de l'Institut de marine de Rimouski*»^{10a}. Pendant plusieurs années, une dispute divise la région de Québec concernant l'emplacement définitif de l'institut qui s'est installé dans des locaux temporaires. Le gouvernement souhaite qu'il soit construit à Lauzon et intégré à un cégep tandis que ses dirigeants optent pour le port de Québec. À l'automne 1973, rien n'est encore réglé et des élections générales sont déclenchées. Le candidat libéral et maire de Rimouski, Claude St-Hilaire, promet d'empêcher le déménagement progressif de l'enseignement maritime à Québec. Après son élection, il prend la tête d'un front commun régional appuyé par les dix députés de l'Est-du-Québec et de la Côte-Nord. Bien que les travaux préparatoires à la construction du nouvel institut soient amorcés dans le bassin Louise à Québec, Claude St-Hilaire rencontre le premier ministre Robert Bourassa le 2 mars 1974 à Québec. Mettant son siège en jeu, le député se montre très convaincant. Robert Bourassa commande alors une étude indépendante dont la conclusion est claire: il n'y a pas d'avantages à abandonner les installations de Rimouski. Devant ce constat, le mercredi 14 août, le Conseil des ministres approuve à l'unanimité le maintien de l'institut à Rimouski.

L'École privée Claire-L'Heureux-Dubé

Née de la volonté d'une certaine élite, l'École privée Claire-L'Heureux-Dubé ouvre ses portes en septembre 1987. Les promoteurs ont mis plus de dix ans à convaincre le ministère de l'Éducation du Québec d'accorder le permis d'enseignement à l'institution. D'abord, le projet passe bien près de se réaliser en 1976. Cette année-là, il ne manque plus que l'accord politique final du gouvernement Bourassa lorsque le Parti québécois prend le pouvoir et impose un moratoire de dix ans sur l'implantation de maisons d'enseignement privées dans la province.

La Corporation de l'école privée de Rimouski, présidée par Michel Khalil, dépose néanmoins un dossier au ministère de l'Éducation le 21 février 1977. Contrairement au projet d'université, celui de l'école privée divise la population. Le Syndicat de l'enseignement de la région de la Mitis s'efforce de regrouper les opposants et multiplie les démarches auprès du député Alain Marcoux afin d'empêcher l'ouverture de cette école. Après consultations, le ministre de l'Éducation, Jacques-Yvan Morin, rejette en août 1978 la requête des promoteurs.

Lorsque les Libéraux reprennent le pouvoir en 1985, et que le nouveau ministre de l'Éducation, Claude Ryan, lève le moratoire, un autre groupe présidé par Marie G. Robillard revient à la charge avec le projet d'école privée subventionnée par l'État. Cette fois le ministre se montre favorable et accorde le permis en mars 1987. Durant l'été, l'école emménage dans l'édifice du Centre-sportif (racquetball), acheté au coût de 300 000\$.

Institution de foi catholique, l'École privée Claire-L'Heureux-Dubé s'inscrit dans la tradition des collèges classiques; port du costume, enseignement du latin et périodes obligatoires d'études. En 1991, le costume est toutefois abandonné dans l'espoir d'attirer une plus large clientèle car l'école qui dispense les cinq niveaux du cours secondaire n'atteint toujours pas l'objectif de 300 élèves fixé par la corporation. Accumulant les déficits, l'École Claire-L'Heureux-Dubé ferme ses portes et la Commission scolaire des phares intègre les élèves en septembre 1998.

Création du Centre hospitalier régional

L'avènement de l'assurance hospitalisation au début des années 1960 provoque une importante augmentation du nombre de patients à l'Hôpital Saint-Joseph de Rimouski. Malgré l'ajout du pavillon Notre-Dame en 1962 qui fait grimper la capacité de l'hôpital à 364 lits, et bien que le nombre de médecins rattachés à l'établissement double entre 1960 et 1970 pour atteindre 43, la liste d'attente s'allonge.

Les années 1970 sont marquées par l'introduction de spécialités médicales comme la neurochirurgie et l'ophtalmologie. À l'été 1972 l'Hôpital Saint-Joseph, qui est toujours dirigé par une religieuse, sœur Lisette Cliche, est désigné par Québec

comme l'un des 31 établissements devant être doté d'un département de santé communautaire¹¹. L'établissement devient officiellement un centre hospitalier régional et une enveloppe de 2 M\$ de dollars est accordée pour rénover les plus anciennes parties du bâtiment.

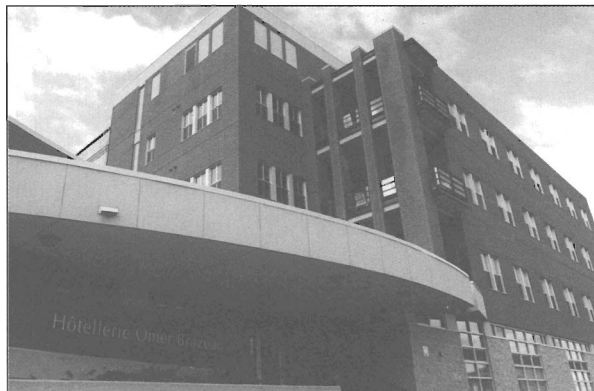
En 1983, l'année de son 60^e anniversaire, l'Hôpital Saint-Joseph change de nom et devient le Centre hospitalier régional de Rimouski (CHRR). La décennie 1980 voit la création de l'Unité de médecine familiale tandis qu'un autre agrandissement est nécessaire en 1986 pour l'ajout d'un tomodynamomètre. Au milieu des années 1990, un projet d'expansion majeur de 42 M\$ permet le réaménagement de l'urgence mais surtout la création d'un centre de traitement du cancer. À l'été 2003, s'ajoute aussi la résonance magnétique.

La direction du Centre hospitalier doit composer avec le vieillissement de la population, l'augmentation des coûts de santé et le désengagement de l'État. Pour retenir les médecins et accroître la qualité des services, on assiste en 1983 à la mise sur pied de la Fondation du CHRR. Après de modestes débuts, la fondation atteint sa vitesse de croisière grâce à plusieurs activités de financement originales¹². De 1983 à 2005, la fondation dote l'hôpital d'équipements médicaux d'une valeur de 5 M\$. En dépit de ce travail, le CHRR éprouve toujours des problèmes à recruter et à maintenir en place des médecins spécialistes dans plusieurs disciplines.

L'ACEQ et son œuvre

En janvier 1970, le président du bureau médical de l'hôpital, le docteur Lucien Gendreau propose l'achat du juvénat des clercs de Saint-Viateur à Sainte-Luce pour en faire une hôtellerie et une maison de convalescence. Le projet ne se réalise pas, mais l'idée fait son chemin.

Onze ans plus tard, quelques personnes atteintes de cancer empêchent la fermeture du service de chimiothérapie de l'Hôpital de Rimouski. De cette lutte naît en



L'Hôtellerie Omer-Brazeau (ACEQ)

1982 l'Association du cancer de l'Est-du-Québec. Entre alors en scène un retraité du monde de l'enseignement, Omer Brazeau. Tirant profit de sa propre victoire contre le cancer, il joue un rôle de catalyseur dans l'implantation d'un centre de traitement du cancer au CHRR et dans la construction d'une hôtellerie destinée à héberger les patients. Son intervention lors du Sommet socio-économique du Bas-Saint-Laurent à Rivière-du-Loup, le 25 novembre 1988, ébranle les ministres présents. Il prouve que le taux de mortalité chez les 1 600 nouveaux cas annuels de cancer dans l'Est-du-Québec et sur la Côte-Nord est plus élevé qu'ailleurs dans la province car les gens n'ont pas les ressources pour aller se faire traiter durant des semaines dans les grands centres¹³. Cinq ans plus tard, le Conseil du trésor donne le feu vert au projet. En raison des délais pour la construction des locaux, l'achat des équipements et l'embauche des médecins, le centre de traitement en radio-oncologie, le premier du genre en région, ouvre en février 1999.

Parallèlement, l'ACEQ lance en 1992 la plus ambitieuse campagne de financement dans l'histoire de la région. En deux ans, l'association recueille plus de 4 M\$ pour la construction de l'Hôtellerie Omer-Brazeau sur un terrain appartenant au CHRR.

CULTURE, MÉDIAS ET PATRIMOINE

Le milieu culturel rimouskois entre en effervescence durant la décennie 1970. L'heure est à la création et les initiatives originales foisonnent. Il s'agit du début d'une période faste qui voit naître des événements majeurs dont le Carrousel international du film et le Festi-Jazz procurant une grande visibilité à Rimouski.

En 1972, l'ouverture du Musée régional de Rimouski donne d'abord à la ville un centre d'exposition, d'interprétation et d'animation en art contemporain. Puis les galeries d'art, pratiquement absentes du décor dans les années 1960, se multiplient. Le peintre Basque (Léonard Parent) pave la voie en ouvrant une salle d'exposition attenante à son atelier de la Rivière-Hatée en avril 1974. La plus récente initiative du genre, le Centre d'artistes Caravansérail voué au soutien de la relève en arts visuels, devient une réalité le 12 mai 2003.

Du côté de la scène, les frères Jean-Yves et Carol Banville et leur sœur, Lucie B. Tremblay, fondent en 1966 la Société des arts. L'organisme présente pendant plus de 25 ans au Centre civique les grands noms du spectacle, de Nana Mouskouri à Céline Dion. En 1969, le service d'animation culturel du Cégep de Rimouski dirigé par Claude Mongrain, poursuit le travail de l'abbé Georges Beaulieu, directeur artistique entre 1938 et 1968 de la salle qui porte aujourd'hui son nom. Durant près d'un quart de siècle défilent sur cette scène les figures dominantes de la chanson québécoise et française, du jazz international ou du théâtre. En 1991, la Société de diffu-

sion de spectacles de Rimouski, Spect'Art, prend le relais et assume, à partir de l'été 2005, la programmation de la nouvelle salle de spectacles Desjardins-Telus.

En 1971, l'organisme de cinéma parallèle, Cinéma-4, naît de la collaboration des différentes commissions scolaires pour compenser l'absence de films d'art et d'essais dans les salles commerciales. Paraloeil, fondé en 2000, occupe le même créneau en plus de soutenir la production vidéo et de rendre possible l'exploration des nouveaux médias.

L'année 1973 voit apparaître la troupe de théâtre Les Gens d'en bas. Le comédien Eudore Belzile, embauché par la Ville de Rimouski pour diriger un atelier de théâtre, monte la pièce *Médée* de Marcel Dubé avec Benoît Vaillancourt et Bouchard Lévesque. La troupe écrit par la suite sa première pièce, *Les porteurs d'eau*, qui révolutionne le monde du théâtre en incorporant des techniques audiovisuelles et des musiciens sur scène. Le succès immédiat vaut à la troupe une sélection pour représenter le Québec lors de la Francofête.

Toujours en 1973, Rimouski se dote d'un Conservatoire de musique. Installé dans les locaux du Centre civique, il est inauguré en juin 1974 par le ministre des Affaires culturelles Denis Hardy. Dix ans plus tard, Pierre Montgrain met sur pied l'Orchestre symphonique du Conservatoire, prélude à l'Orchestre symphonique de l'Estuaire qu'il contribue à fonder en 1993 et dont il assure pendant 12 ans la direction artistique.

En fait la multiplication d'organismes entraîne en avril 1977 la mise sur pied du Comité de développement culturel de Rimouski. Son directeur, André Pérusse, planifie et coordonne la vie culturelle rimouskoise. Pas moins de 56 groupes, associations ou diffuseurs en font partie.

Plusieurs artistes et écrivains trouvent dans cet univers culturel un terreau fertile à l'épanouissement de leur talent. En 1965 et 1976, Laurence Lepage enregistre deux albums de ses propres compositions en plus d'écrire et d'accompagner des artistes de la scène nationale dont Louise Forestier, Raymond Lévesque et Georges d'Or. Lyse Poirier lance en 1966 un microsillon comprenant 12 chansons inédites de Michel Legrand et l'année suivante un autre album pour le marché de la France. Le pianiste Gaston Brisson, après s'être produit à quelques reprises à Rimouski, part en tournée avec Pauline Julien avant d'enregistrer un album hommage à Clémence Desrochers. Sœur Pauline Charron forme de son côté certains musiciens de talent dont David Jalbert et Jean-Guy Proulx, membre fondateur des Amis de l'orgue de Rimouski (1971). Nommé professeur au Conservatoire de Rimouski en 1979, Proulx poursuit une carrière internationale et enregistre notamment un album intitulé *Jean-Guy Proulx aux grandes orgues de la cathédrale de Rimouski* (1981). L'Académie internationale d'orgue et de clavecin de Rimouski (1993) est une autre de ses initiatives. Enfin l'auteur-compositeur-interprète

rimouskois Jean Raboin produit deux albums qui lancent sa carrière nationale, *Jean Raboin* (1997) et *Jour de vent doux* (2000).

En littérature, les auteurs Gilbert Dupuis, Jean-Marc Cormier et Serge Arseneault mettent sur pied en 1981 les Éditions coopératives de l'Est-du-Québec (Éditeq). Des écrivains font leur marque comme André Gervais, Robert Michaud, Marie-Andrée Massicotte et Paul Chanel Malenfant, deux fois lauréat du prix du Gouverneur-général.

La richesse culturelle de Rimouski, issue d'une longue tradition, incite le Conseil municipal à adopter en 1996, une véritable politique culturelle. Elle s'appuie sur un certain nombre de principes, le premier étant que *«La dimension culturelle, au même titre que les dimensions sociales et économiques, est une préoccupation majeure pour le développement global de la ville et l'amélioration du cadre de vie des citoyens»*^{13A}.

Au cours des trois dernières décennies du XX^e siècle, la ville s'enrichit de plusieurs événements et équipements culturels d'envergure. Le Musée de la mer en est un exemple. Son origine remonte à 1979, à l'occasion de la venue du *Train de la découverte*, une exposition itinérante sur le milieu maritime. La Ligue navale présente alors une exposition provisoire consacrée à l'*Empress of Ireland* dans les locaux du Manège militaire. Le grand succès de la manifestation donne naissance au Musée de la mer qui ouvre ses portes le 29 mai 1980 à l'Institut maritime. Pour le plongeur Philippe Beaudry, ce musée représente la réalisation d'un rêve qu'il caresse depuis longtemps. La date d'ouverture correspond avec le 66^e anniversaire du naufrage de l'*Empress of Ireland*, une épave sur laquelle monsieur Beaudry a plongé plus de 600 fois. Sa collection personnelle regroupant quelques-unes des plus belles



Musée de la mer (Michel Laverdière)

pièces prises dans la timonerie, les salons et les cabines de première classe du paquebot occupe la majeure partie du musée qui accueille 10 067 visiteurs lors de sa première saison.

En juin 1982, le Musée de la mer déménage sur le site du phare de Pointe-au-Père en vertu d'une entente avec Parcs Canada. L'événement coïncide avec le classement du phare comme monument historique par la Commission des lieux et monuments historiques du Canada en raison de son architecture unique et de son importance dans l'histoire de la navigation sur le Saint-Laurent. À cause d'un différend avec les dirigeants du musée, Philippe Beaudry retire ses pièces en 1984.

Au cours de la décennie 1990, le Musée de la mer accroît ses collections liées au patrimoine maritime et s'impose, particulièrement depuis l'ouverture du Pavillon *Empress of Ireland* en juin 2000, comme l'une des principales attractions touristiques de Rimouski.

Le Carrousel international du film

Né de l'initiative de Louis Landry du Service des loisirs de la Ville et de Benoît Côté du bureau rimouskois de l'Office national du film du Canada, le premier Carrousel du film pour enfants se déroule du 23 au 25 septembre 1983. Dès la première année, ce festival attire des pionniers du cinéma québécois pour enfants comme Danielle Patenaude et André Melançon. Le Carrousel participe en 1986 au lancement du premier film du réalisateur rimouskois Jean Bourbonnais intitulé *Le gros de la classe*, mettant en vedette des jeunes de la région.

La présentation en primeur de courts et longs métrages devient rapidement une véritable tradition pour l'événement qui attire des cinéastes du monde entier. Dès 1988, le Carrousel propose des films provenant de 45 pays. La création d'un jury formé d'enfants s'avère aussi une formule gagnante pour le seul festival du film jeunesse à caractère international en Amérique du Nord.

Le Festi-Jazz

C'est après avoir assisté à un spectacle du pianiste rimouskois Jean Raboin en février 1986 que Solange Morissette et quelques amis décident d'organiser en septembre de la même année le tout premier Festi-Jazz. En six mois à peine, ils montent une organisation dotée d'un budget de 80 000\$ pour créer un événement unique à l'est de Montréal. À sa deuxième année, le Festi-Jazz attire des artistes réputés tels Dizzy Gillespie et Moe Koffman. Suivront les Dave Brubeck, Stéphane Grapelli et Bucky Pizzarelli.

À l'automne 2004, à l'aube de son 20^e anniversaire, le Festi-Jazz traverse une crise de croissance liée à des problèmes budgétaires et des conflits de personnalité. La plupart des administrateurs démissionnent et au printemps 2005, le Festi-Jazz

adopte une nouvelle orientation axée sur la reconnaissance des musiciens régionaux et le développement du jazz dans l'Est du Québec.

Le Festival d'automne

L'histoire du Festival d'automne de Rimouski commence en France. Il s'agit au départ d'un concours organisé à partir de 1967 par trois grandes sociétés, Europe 1, Pernod et Gévelot. Ce concours, connu sous le nom d'*Opération faisans*, est une initiative visant la relance des Sociétés de chasses communales françaises. En 1970, les organisateurs choisissent Rimouski pour accueillir les 150 gagnants.

Nul n'avait pu prévoir cependant que les chasseurs armés allaient débarquer au Québec en pleine crise d'octobre... Le climat politique tendu et la remise en vigueur de la Loi des mesures de guerre forcent le comité d'accueil rimouskois à annuler la plupart des activités prévues pour agrémenter le séjour des visiteurs.



Depuis 1970, le Festival d'automne de Rimouski constitue une activité récréative très populaire.

En 1971, Rimouski organise cette fois un véritable Festival d'automne pour recevoir les gens de l'*Opération faisans*. Le 21 octobre, mille personnes attendent les 200 «*cousins*» français à leur descente d'avion à Mont-Joli. L'événement est couvert par plusieurs médias français dont *Paris Match*. Le programme comprend des spectacles, une soirée canadienne et des expositions. Plus de mille jeunes dansent sous la Grande Place lors d'une activité spéciale tandis qu'une foule évaluée à 25 000 personnes assiste le 29 octobre au plus grand feu d'artifice jamais organisé à Rimouski.

Malgré la fin de l'*Opération faisans*, le Festival d'automne revient en force en 1972 avec la mise sur pied du Saloon, un gigantesque bar dansant aménagé dans le pavillon polyvalent. Au cours des années suivantes, des centaines d'activités sportives, culturelles et sociales viennent se greffer à la chasse au faisan. Au milieu des années 1980, le budget frôle le demi-million de dollars. Désormais, le terme «*cousins*» désigne tous les visiteurs dont le nombre, certaines années, s'élève à

quelques dizaines de milliers pour des retombées économiques évaluées entre 2,5 et 6 M\$. Dès 1973, une corporation de 75 membres, dotée par la suite d'une permanence, s'occupe d'organiser la fête avec l'appui de 800 personnes bénévoles.

Mais bientôt le Festival soulève la controverse. Chaque année, le bilan policier s'alourdit; vandalisme, méfaits, bagarres et accidents mortels causés par des conducteurs ivres viennent ternir les festivités. Une étude menée en 1985 confirme qu'une bonne partie de la population perçoit le Festival comme une beuverie¹⁴. À partir de cette époque, la Ville de Rimouski réduit de 40 000\$ la subvention versée à la corporation¹⁵.

En 1989, l'organisme est confronté à un manque criant de relève et à l'essoufflement du bénévolat. Cette année-là le Festival est sauvé de justesse, mais le sursis est de courte durée puisqu'en 1991 le milieu se désintéresse totalement de sa grande fête d'automne. Seulement quatre personnes se présentent à une réunion extraordinaire entraînant au mois de mars la dissolution de la corporation.

C'est à Pierre-Paul D'Anjou, celui-là même qui avait créé le Saloon en 1972, que l'on doit la relance du Festival d'automne en 2002. La fête a totalement changé d'orientation avec une programmation destinée principalement aux familles.

Un patrimoine menacé

La fin des années 1960 ouvre un chapitre souvent occulté de notre passé récent; la démolition des bâtiments anciens. La Ville n'adopte qu'en décembre 2002 une politique de protection du patrimoine. Dans l'intervalle, grâce à une poignée de militants réunis dans la Société Joseph-Gauvreau pour la protection du patrimoine, il y a eu quelques victoires à l'arraché, mais dans l'ensemble, le bilan s'avère plutôt négatif.

Si la conflagration de 1950 a lourdement hypothéqué le patrimoine bâti de Rimouski en réduisant en cendres plus de 250 immeubles dans la plus ancienne partie de l'agglomération, depuis 40 ans, c'est consciemment que plusieurs fleurons de l'architecture tombent sous le pic des démolisseurs. L'exemple vient parfois des figures dominantes de la société dont Jules-A. Brillant. Ce dernier, malgré les pressions de la Jeune Chambre, refuse en 1946 de préserver la maison Déry, construite en 1856. Cette résidence, achetée en 1871 par Mgr Langevin et considérée comme le berceau de l'enseignement à Rimouski, est démolie en partie, puis déménagée au 366 rue Saint-Robert pour faire place au siège social de Québec-Téléphone.

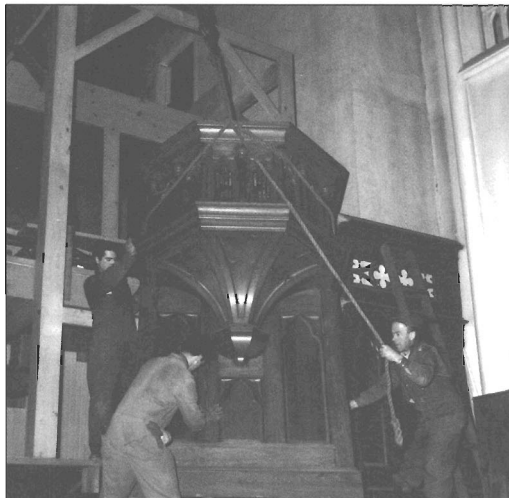
Démolir la cathédrale

La cathédrale est un autre monument auquel on s'attaque dès 1966. Certains membres du Conseil de fabrique songent à faire démolir cette grande église érigée en 1854 pour la remplacer par une structure moderne. Le curé de la paroisse Saint-

Germain, Paul-Émile Brûlé, souhaite pour sa part restituer à la cathédrale son style néo-gothique d'origine et en faire un temple qui corresponde aux exigences du concile Vatican II en faisant notamment disparaître le maître-autel devant lequel le prêtre officie dos aux fidèles.

Le Conseil de fabrique lance en février 1966 une consultation auprès des paroissiens, alimentée dans la presse locale par des articles alarmistes de la journaliste Andrée Gauthier qui siège elle-même comme marguillière¹⁶.

La consultation donne des résultats étonnants. 212 paroissiens préfèrent voir la cathédrale démolie plutôt que de dépenser des sommes considérables pour sa rénovation, tandis que 1 478 se prononcent contre la démolition et se disent favorables aux travaux.



Des ouvriers enlèvent la chaire lors des travaux de rénovation de la cathédrale (Rita Chevron, 1967, Collection Richard Saindon)

Le 16 mars, les marguilliers confient le contrat à l'entrepreneur Claude St-Hilaire. Tous les éléments du décor intérieur de la cathédrale disparaissent: les galeries, la chaire, le baldaquin et le maître-autel sont supprimés. On arrache les boiserie des murs tandis que les bancs sont cédés à la Fabrique de Pointe-au-Père. Malgré la vente par la Fabrique du Centre civique et son terrain à la Ville pour la somme de 310 000\$, les travaux de la cathédrale laissent la paroisse Saint-Germain avec une dette de 304 407\$.

L'hôtel de ville

L'hôtel de ville subit le même sort en 1977-1978 même si le directeur du Musée régional, Jean-Yves Leblond, prend la tête d'un mouvement pour empêcher

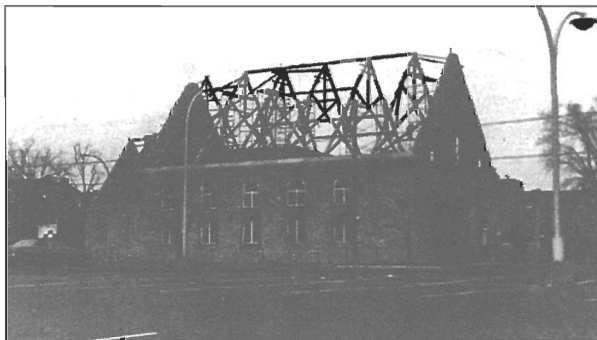
les travaux. Lors de la réunion du Conseil municipal du 15 mars 1976, 300 contribuables signifient leur opposition au projet du maire Claude St-Hilaire. L'éditorialiste Sandy Burgess écrit: «*Les Rimouskois, pour discrets qu'ils soient, entendent conserver à leur ville une certaine beauté architecturale qui ne saurait trouver son compte dans la maquette exposée dans le hall principal de l'hôtel de ville que l'on s'apprête à sacrifier*»¹⁷. Le Conseil va néanmoins de l'avant et le superbe édifice inauguré le 12 octobre 1930 est dépouillé de sa tour et de tous ses ornements d'inspiration «Beaux-Arts» qui lui donnent son cachet particulier.

Sous le pic des démolisseurs

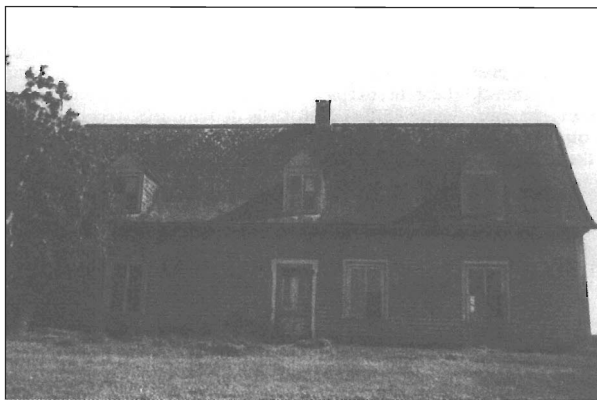
La liste des édifices historiques démolis s'allonge dans les décennies 1980-1990. Mentionnons l'ex-cinéma Cartier, seul immeuble de style «art déco» à l'est de Québec défiguré en 1986 et la vieille «école rose» de Nazareth rasée en 1987 afin de construire un motel, projet qui ne s'est jamais réalisé.



«L'école rose», vestige disparu d'une période pionnière de l'éducation primaire (Rita Chevron, 1972, Collection Richard Saindon)



Restauration du Musée régional de Rimouski, 1970 (*Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, no 21, avril-septembre 1982, p. 30)



La maison Lamontagne avant la restauration (*L'Estuaire*, no. 55, juin 1999, p. 5)

Pour ériger la bibliothèque municipale, la Ville démolit en mai 1988 la maison des Jésuites, l'ancien domicile du notaire Louis de Gonzague Belzile construit en 1906 au milieu d'un aménagement paysager exceptionnel. En 1990 une maison presque bicentenaire, la maison Donald Caveen à Nazareth et la résidence du photographe Isidore Blais dans la rue de l'Évêché sont démolies sans permis. La maison Saint-Laurent, à Rimouski-Est, et la maison Louis-François Lepage, à Rimouski, tombent aussi sous le pic des démolisseurs. Cette dernière, une grande demeure bourgeoise vieille de 115 ans de la rue Saint-Germain Est, est rasée le 12 novembre 1993 par un promoteur immobilier avec l'aval du Comité consultatif d'urbanisme de la Ville de Rimouski. Bien que le conseiller municipal responsable du Comité, Joël Simonnet, ait affirmé le 18 octobre 1993 qu'un projet d'envergure allait remplacer la maison, le terrain est toujours vacant en 2006.

Certaines histoires concernant le patrimoine bâti se terminent mieux. Ainsi, le gouvernement du Québec s'engage en 1970 dans une longue et coûteuse restauration de la première église de pierre de Rimouski qui devient en juin 1972, le Musée régional.

Le cas de la maison Lamontagne est plus complexe. Dans un état de délabrement avancé, le bâtiment, utilisé pour remiser de la machinerie agricole, est menacé de démolition. Appelé par le ministère de la Culture et des Communications en 1973 l'historien Michel Lessard soulève quelques planches et découvre cette demeure construite vers 1750 et qui se distingue par sa technique de construction, le colombage pierroté, dont l'origine remonte au Moyen Âge. Il n'existe que cinq maisons du genre bien conservées en Amérique du Nord. Classée monument historique en 1974, la maison Lamontagne fait l'objet de travaux de restauration de 1978 jusqu'à son inauguration officielle le 15 août 1981.

La maison Gauvreau échappe de peu elle aussi à la démolition en 1984. À l'époque, la compagnie Irving souhaite la raser pour construire un dépanneur. Le président du Comité du patrimoine, qui deviendra ultérieurement la Société Joseph-Gauvreau pour le patrimoine, Michel L. St-Pierre, multiplie les démarches pour que la Commission des biens culturels du Québec classe la résidence de style «Neo-Queen Anne» comme monument historique. Le ministère des Affaires culturelles accède à la requête en 1985. Deux promoteurs privés, Réjean Frenette, et plus tard Jean-Luc Leblond, lui redonnent son aspect d'origine.

MÉDIAS, LA FIN DES MONOPOLES

Il est sans doute difficile pour quelqu'un né après 1980, à l'ère de l'informatique et de la communication par satellite, d'imaginer que les Rimouskois n'ont toujours accès, en 1970, qu'à un seul poste de télévision¹⁸. À ce moment, les médias locaux, soient les stations de radio CJBR-AM, CJBR-FM et CJBR-TV, de même que les deux journaux hebdomadaires, *l'Écho du Bas-Saint-Laurent* et le *Progrès du Golfe*, appartiennent tous à la famille Brillant. Or le paysage médiatique s'apprête à subir de profondes transformations avec l'avènement de nouveaux journaux, de Radio-Canada, de la câblodistribution et des médias communautaires.



À l'époque où CJBR-TV appartenait encore à la famille Brillant, Sandy Burgess en compagnie de Louise Lavallée, animatrice d'une émission révélant des secrets culinaires (Rita Chevron, Collection Richard Saindon)

Le monopole de la presse écrite éclate en décembre 1967 lorsque Philippe Leblond lance le premier journal hebdomadaire à distribution gratuite, *Le Rimouskois*. L'année suivante, *l'Écho du Bas-Saint-Laurent* et le *Progrès du Golfe*

sont achetés par les frères Claude, André et Roland Bellavance. Les journaux fusionnent pour devenir le *Progrès-Écho*. En quelques années, les trois hommes mettent sur pied le Groupe de presse Bellavance qui dirige à partir de Rimouski pas moins de huit hebdomadaires (dont *Le Rimouskois* acheté en 1987) et trois magazines distribués dans l'Est-du-Québec. En 1997, le Groupe de presse Bellavance passe aux mains de la multinationale Québecor. Depuis, le contenu rédactionnel de ces publications ne cesse d'être amputé. La journaliste Lisette Morin se plaint déjà en 1978 de la diminution et de la longueur des articles «*sacrifiés au culte de la performance commerciale*»¹⁹.

D'autres journaux lancés à Rimouski dans l'intervalle ont une brève existence. C'est le cas de *Québec-Est* (1973), et du *Vendredi Soir* (1979).

La guerre du câble

En avril 1974, les Rimouskois apprennent qu'ils pourront bientôt recevoir plusieurs chaînes de télévision grâce à la câblodistribution. L'homme d'affaires matanais François Dionne obtient du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, (CRTC) un permis de câblodistribution pour le territoire compris entre Bic et Matane. Quelques mois plus tard, le Rimouskois Raymond D'Auteuil démarre Câblodistribution de l'Est qui propose, avec la bénédiction de la Régie des services publics du Québec, un service semblable dans les secteurs de Rimouski et de Mont-Joli. Ces événements déclenchent une querelle fédérale provinciale sans précédent au sujet de la juridiction des télécommunications au Canada, un épisode connu sous le nom de «*guerre du câble*». Fait à souligner, les deux promoteurs sont soutenus par des bailleurs de fonds rimouskois. Raymond D'Auteuil a l'appui de Gérard Fournier, fondateur de Rimouski Transport et François Dionne compte sur l'aide de Paul Côté, propriétaire des Pavages Laurentiens.

Quelques jours avant l'ouverture de Câblodistribution de l'Est, des agents de la Gendarmerie royale du Canada effectuent une descente dans les locaux de la compagnie rimouskoise et apposent des scellés sur les équipements. Québec riposte en installant ses propres antennes réceptrices permettant à Câblodistribution de l'Est d'entrer en ondes au jour et à l'heure prévus. Le gouvernement canadien tente alors d'obtenir de la Cour provinciale à Rimouski un mandat de perquisition pour saisir les nouvelles antennes. La démarche échoue, mais la «*guerre du câble*» est bel et bien enclenchée.

Devant les tribunaux, le gouvernement du Québec fait valoir que le contenu culturel de la télévision est de juridiction provinciale et que le câble relève des compagnies de téléphone qui sont réglementées par la Régie des services publics du Québec. Cette guérilla juridique suivie durant des mois par la presse nationale connaît son dénouement quand la Cour suprême confirme en décembre 1977 l'autorité

du gouvernement fédéral en matière de câblodistribution. Le 28 février 1978, François Dionne prend possession des installations de Raymond D'auteuil, mettant fin à la «*guerre du câble*».

Radio et télévision

L'arrivée de Radio-Canada en 1977 met un terme au monopole de la radio et de la télévision détenu par Télémedia. Ce diffuseur a fait l'acquisition des stations CJBR-AM, CJBR-FM et CJBR-TV de la famille Brillant en 1972. L'implantation de Radio-Canada est souhaitée depuis plusieurs années par les leaders socio-économiques du milieu. Une première requête est présentée devant le CRTC le 10 décembre 1974 et le mois suivant le maire Claude St-Hilaire lance un ultimatum au président de Radio-Canada, Laurent Picard, pour exiger l'ouverture d'une station. Une vive opposition vient cependant de Matane où une station de la Société d'État, CBGA, existe depuis 1972. Le député fédéral de Matane, Pierre de Bané, souhaite plutôt étendre la couverture de CBGA à l'ensemble du Bas-Saint-Laurent. La nomination de Jeanne Sauvé comme ministre des Communications du Canada en 1976 change l'allure du dossier. Elle se déclare favorable à la venue de Radio-Canada à Rimouski qui peut ainsi procéder en octobre 1976 à l'achat des trois stations de Télémedia avec une prise de possession fixée au 1^{er} août 1977. Les gens d'affaires de Matane sont en colère. Le député de Bané déclare que cette vente «*est une dépense folle, anormale et qu'elle consiste en un second stade olympique dans l'Est-du-Québec*»²⁰.

L'implantation de Radio-Canada ouvre la voie à l'établissement de stations privées permettant à la région de rattraper un retard dramatique en matière de communication. Ainsi, les hommes d'affaires André Lecomte et Claude Pratte, grâce à un dossier défendu devant le CRTC par Sandy Burgess, se voient accorder un permis pour lancer en mai 1978 la station CFLP. Puis Télé-Capitale de Québec ouvre le 1^{er} juin de la même année la station CFER affiliée au groupe TVA.

Radio et télévision communautaire

En octobre 1976, une expérience radiophonique à nulle autre pareille se déroule à Rimouski. L'Étoile filante, une radio communautaire, amorce la diffusion de ses émissions sur le câble. L'Étoile filante se définit comme une radio au service des groupes populaires. Un an plus tard, elle devient la Radio communautaire du Bas du Fleuve et ses dirigeants entreprennent des démarches pour diffuser sur bande FM. Le permis est accordé en 1980 et la radio communautaire CKLE-FM amorce ses émissions. La station disparaît brusquement le 30 septembre 1987 lorsque le CRTC révoque son permis en raison de nombreuses infractions²¹.

Un groupe dirigé par Réal-Jean Couture, la Radio communautaire du comté, CKMN-FM, récupère le permis à l'automne 1989 pour desservir les territoires de la Mitis et de Rimouski-Neigette. Lancée au mois d'avril 1990, CKMN-FM traverse au fil des années de nombreuses crises internes, mais semble bien implantée.

Trois autres médias s'ajoutent dans les années 1970-1980. D'abord la Télévision communautaire de Rimouski (1976), Télé-Québec (1979), et CIKI-FM (1988).

Une telle concentration de médias favorise cette prise de conscience régionale souvent réclamée par le regretté Sandy Burgess. De fait, le début des années 1980 marque l'âge d'or du journalisme à Rimouski, au moment où les différentes salles de rédaction regroupent plus de 30 journalistes.

L'ère des compressions

Le 5 décembre 1990 la Société Radio-Canada annonce sans préavis à ses employés médusés qu'elle ferme sa station de télévision de Rimouski. Soixante emplois sont ainsi supprimés. Quelques jours plus tard, mille personnes marchent sur le bureau de la députée-ministre Monique Vézina. Cette dernière, mise au courant de la décision de fermer CJBRT plusieurs jours avant l'annonce, décide de ne pas alerter le milieu régional. Elle décline l'invitation du maire Pierre Pelletier de rentrer à Rimouski et s'envole vers l'Italie. Pendant ce temps, les manifestations de solidarité se poursuivent. Le 16 décembre, plus de 5 000 personnes assistent au Colisée à un rassemblement pour la survie de CJBRT, mais le président de Radio-Canada, Gérard Veilleux, indique qu'il n'est pas question de revenir sur la décision.

Les compressions n'épargnent pas les autres médias. *Le Soleil* ferme son bureau de Rimouski en 1992, tandis que des postes sont supprimés à CFER en 1991. Le couperet tombe aussi sur la salle des nouvelles de CJOI qui voit le nombre de ses journalistes diminuer de moitié entre 1979 et 2004. L'achat de CJOI et CIKI par Astral Média en 2005 entraîne sept autres mises à pied. Quant à Télé-Québec, sa production régionale fond comme neige au soleil.

Un quotidien éphémère

Dans l'univers des médias, la création du journal *Le Fleuve*, premier quotidien à être publié dans le Bas-Saint-Laurent, s'avère un échec cuisant. Si les grands quotidiens nationaux sont disponibles à Rimouski, aucun ne reflète la réalité et les préoccupations de la population régionale comme le fait par exemple *Le Quotidien* au Saguenay-Lac-Saint-Jean. C'est ce vide que souhaite combler Robert Maltais en fondant *Le Fleuve* à Rimouski en 1996. Toutefois, le journal ne reçoit pas l'appui régional sur lequel il compte, particulièrement dans les secteurs de Rivière-du-Loup et Matane. Pourtant, la Société d'information du fleuve, une coopérative soutenue par



Journal quotidien régional publié à Rimouski dont l'existence sera éphémère (1996) (UQAR, Fonds de la Société d'information du Fleuve)

le Fonds de solidarité régional de la FTQ, a en mains plusieurs atouts pour réussir dont un capital d'un million de dollars. Des décisions douteuses comme le lancement du journal à l'approche de la période des vacances d'été, l'embauche d'un nombre d'employés nettement supérieur à celui du plan d'affaires et la difficulté de percer le marché publicitaire détenu par Québecor placent rapidement le journal dans une impasse financière. Lors d'une réunion des membres de la coopérative en octobre, Robert Maltais et les trois autres directeurs du *Fleuve* démissionnent. Le 18 décembre 1996, le 260^e et dernier numéro du quotidien paraît.

C'est sur les cendres encore chaudes du *Fleuve* que Jean-Claude Leclerc lance *l'Avantage consommateurs* en 1997. Appelé en renfort pour tenter de redresser la situation au *Fleuve* quelques semaines avant la faillite, Jean-Claude Leclerc, avec les capitaux de Gonzague Drapeau, achète les équipements du défunt quotidien. L'éditeur parvient à s'allier un certain nombre de commanditaires pour publier cet hebdomadaire nouveau genre dont la ligne éditoriale est «*la nouvelle positive*». En 1998, *l'Avantage consommateurs* devient le journal *l'Avantage*. L'entreprise connaît en huit ans une rapide progression et le nombre d'employés passe de 3 à 60.

Le Mouton noir

L'une des expériences médiatiques les plus intéressantes des dernières années arrive sous la forme d'un journal d'opinion et d'information, *Le Mouton noir*. Publié pour la première fois le 29 mars 1995, ce journal voit le jour grâce à des gens actifs dans le milieu culturel dont Eudore Belzile, Denis Leblond, Pascale Gagnon et son premier rédacteur en chef, Jacques Bérubé. *Le Mouton noir* se démarque par sa fonction critique. Consacré meilleur média communautaire du Québec en 2004, *Le Mouton noir* est aussi le seul média de la région de Rimouski à publier un éditorial.

Rimouski, terre d'accueil des réfugiés

Rimouski a une longue tradition d'accueil des réfugiés. Au milieu du XIX^e siècle, il y a d'abord des Irlandais qui tentent d'échapper à la famine dans leur pays. Plusieurs familles ou orphelins irlandais sont alors accueillis ici. Les McKinnon ou Wells sont leurs descendants. Par la suite, les sœurs de la Charité de Rimouski accueillent entre 1875 et 1889 pas moins de 133 orphelins venant d'Angleterre. Leur présence explique l'origine de certains patronymes que nous retrouvons dans la région tels les Drewitt, Collins, McCarthy ou Robinson. Puis, en 1956 ce sont des Hongrois, comme les familles Szoke ou Szammer, fuyant la répression communiste. Entre 1979 et 1981, Rimouski reçoit un contingent de 120 «boat people», ou réfugiés de la mer Sud-Vietnamiens. La majorité d'entre eux iront au cours des années suivantes s'établir dans les grands centres à l'exception de la famille Van Truong Huynh qui ouvre le restaurant Le Saïgon. Enfin en 1996-1997, 56 réfugiés de guerre de la Bosnie trouvent refuge à Rimouski, mais au bout de quelques mois, ils vont tous rejoindre les communautés bosniaques établies dans le sud de l'Ontario.

LES TRANSPORTS

L'année 1967 ouvre une période particulièrement difficile dans le domaine des transports maritimes. Un puissant lobby des transporteurs routiers de la Côte-Nord pousse le gouvernement libéral de Jean Lesage à adopter en 1963 un règlement qui rend pratiquement impossible à un camionneur de la rive sud de traverser sur la Côte-Nord. Pour la compagnie de navigation Nord-Sud qui exploite le *Père-Nouvel* entre Pointe-au-Père et Baie-Comeau, la perte du trafic lourd signifie la faillite à moyen terme. Des subventions permettent d'assurer le service quelques années, cependant, en avril 1967, les propriétaires vendent le *Père-Nouvel* en Colombie-Britannique pour 1,6 M\$.

En 1968, la Compagnie de navigation nord-sud tente sa chance en mettant en service un autre traversier beaucoup plus petit, le *Manic*. Il ne transporte que 45 automobiles contre 140 pour le *Père-Nouvel*. Mais la baisse graduelle du trafic force encore une fois l'entreprise à vendre son bateau. Le gouvernement du Québec l'achète en décembre 1970 et l'affecte à la traverse Matane-Côte-Nord.

Une nouvelle tentative pour relancer le service survient en 1972 lorsque des hommes d'affaires ayant à leur tête André Bellavance forment la compagnie Inter-Rives. Ils se portent acquéreur du traversier *Fleur de Lys II* qui fait la navette entre Trois-Pistoles et les Escoumins. Or la Régie des transports du Québec refuse d'accorder le permis, même lorsque 1 500 personnes manifestent sur le quai de Rimouski-Est en novembre 1972. Le *Fleur de Lys II* est finalement revendu en avril 1973 à une compagnie de Terre-Neuve. En l'espace de six ans, Rimouski perd donc trois traver-

siers. Ironiquement, c'est la compagnie Les Chantiers maritimes de Matane qui relance la traverse le 2 septembre 1997 entre Rimouski et Forestville avec la mise en service d'un catamaran ultra-rapide, le CNM Évolution.

Un port en déclin

En 1970, une étude de la firme Lalonde et Valois sur la situation des transports dans l'Est-du-Québec, réalisée à la demande du gouvernement fédéral, recommande de privilégier les ports de Gros-Cacouna et de Matane au détriment de celui de Rimouski. Malgré les remous provoqués par ces conclusions dans le milieu socio-économique local, on inaugure le 8 avril 1970 la nouvelle desserte maritime de la Basse-Côte-Nord. Le navire *Fort-Mingan* entre en service pour ravitailler les villages de cette région à partir de Rimouski. Toutefois, la Basse-Côte-Nord importe toujours l'essentiel de ses denrées de Montréal. En 1978, le gouvernement du Québec suggère un changement radical et désigne le port de Rimouski comme terminal pour le transport de toutes les marchandises et des passagers vers la Basse-Côte, au grand déplaisir des gens d'affaires de Sept-Îles.



Des débardeurs s'activent au port de Rimouski-Est
(Jean Larrivée, 1980)

Le port de Rimouski connaît encore quelques bonnes années. En 1980 par exemple, il accueille 231 navires et les marchandises transbordées dépassent 500 000 tonnes. Par la suite, l'activité commerciale du port diminue et le volume de marchandises n'atteint plus que 235 611 tonnes en 2004. Il faut dire que le trafic du bois d'œuvre glisse graduellement vers le port de Gros-Cacouna entre 1981 et 1985. Le déclin



Crabiers amarrés au quai (Jean Larivée, 2004)

s'accélère à la fin des années 1980 lorsque les compagnies pétrolières implantées à Rimouski-Est commencent le démantèlement de leurs installations. Un à un, 37 réservoirs géants des compagnies Irving, Esso, Gulf et Shell sont démolis. Invoquant la trop faible profondeur du havre de Rimouski, Irving déménage à Matane où le quai peut accueillir de plus gros pétroliers.

Pour renverser la tendance, le Conseil économique tente, à partir de 1982, d'obtenir la réfection des quais et l'élargissement du chenal. Pendant que le gouvernement fédéral multiplie les études, les installations se détériorent jusqu'à provoquer la fermeture du quai éperon en 1988. Devant l'urgence de la situation, à l'été 1992, le gouvernement Mulroney accorde une première enveloppe de 4 M\$ pour amorcer la réfection du port. En vertu de la nouvelle politique maritime nationale élaborée en 1995, le gouvernement canadien cède le port à un organisme local, la Commission du port de Rimouski-Est qui tente encore en 2005 de trouver des projets pour relancer l'infrastructure.

La marina

En 1975, le ministère du Tourisme de la Chasse et de la Pêche annonce l'aménagement d'un réseau provincial de marinas. À Rimouski, un tel projet est dans l'air depuis plusieurs années. Déjà en 1963, Philippe Michaud, alors président de la Chambre de commerce de Rimouski, fait parvenir une lettre au gouvernement fédéral dans laquelle il réclame la réalisation d'un port à vocation multiple à Rimouski-Est. Trois ans plus tard, Louis Arseneault, Ernest Mallandain et Louis LeHir perçoivent le potentiel lié au tourisme nautique et mettent sur pied la Corporation de la marina régionale de Rimouski inc.

Le projet de marina se précise en 1980 dans l'optique de la création d'un port polyvalent, servant aussi de havre de pêche, tel que recommandé dans un rapport préparé par la Chambre de commerce, le Conseil économique et des spécialistes de l'UQAR. Le dossier piloté par la députée Éva Côté débloque en août 1981 avec le début des travaux. Ottawa investit plus de 4 M\$ dans la création de la marina, tandis que Québec assume, en 1983, la construction de la capitainerie au coût de 300 000\$. Rimouski inaugure cet équipement en juin 1984, tout juste à temps pour les fêtes de 450^e anniversaire de l'arrivée de Jacques Cartier.

L'aéroport

L'aéroport demeure longtemps un sujet de préoccupation pour la Chambre de commerce et le Conseil économique. Après le déménagement du siège social de Québécoir en 1971, Rimouski se retrouve pratiquement avec un aéroport fantôme. L'aérogare, propriété de Québécoir, n'est même plus accessible au public. À la suite de longues négociations, la Ville s'en porte acquéreur en 1973.

La Compagnie Baie-Comeau air service prend la relève de Québécoir, mais ne transporte que 2 000 passagers par année. Le contraste devient évident lorsqu'on sait qu'en 1960, Québécoir transportait 42 724 passagers au départ ou à destination de Rimouski. Golfe Air obtient un certain succès avec 35 000 passagers en 1973. La présence à l'aéroport de Rimouski de l'Aéroclub, d'Air Gaspé et d'une partie de la flotte d'avions CL-215 du gouvernement du Québec assure pour quelques années une certaine activité. On enregistre 46 000 mouvements d'appareils en 1979. Mais il ne semble pas y avoir d'avenir pour un service de passagers. En 1986, Nordair-Métro rétablit brièvement une liaison Rimouski-Montréal tandis que Québécoir-Inter lance un éphémère service Rimouski-Québec. Plusieurs autres transporteurs dont SAS-AIR, fondé par l'homme d'affaires rimouskois Claude Bellavance en 1995, et Pascan Aviation de Québec, échouent dans leurs tentatives de relancer des services réguliers entre Rimouski et les grands centres. Seule Air Satellite assure depuis 1974 des liaisons avec la Côte-Nord.

L'autoroute

La Ville de Rimouski réclame à partir de 1976 le prolongement de l'autoroute 20 à l'est de Cacouna. Son principal porte étendard dans ce dossier fut sans aucun doute le député libéral et futur maire de Rimouski, Michel Tremblay. Dès son élection à l'Assemblée nationale en 1985, Michel Tremblay fait du projet autoroutier son principal cheval de bataille. À défaut d'obtenir le prolongement de l'autoroute Jean-Lesage vers l'est, le député Tremblay parvient à faire débloquer les crédits pour amorcer la construction d'une voie rapide entre Bic et Mont-Joli. Son prédécesseur, Alain Marcoux du Parti québécois, avait eu des fonds en 1982-1983

pour la construction d'un deuxième pont permettant d'enjamber la rivière Rimouski à Sainte-Odile. Le premier tronçon de 13 km de la voie rapide entre Bic et la route 232, construit au coût de 21 M\$ est inauguré le 10 novembre 1992.

Une baie menacée

Au cours des 150 dernières années la baie de Rimouski a subi plusieurs outrages. En plus des déversements d'égout, il y a eu d'importants travaux de remblayage. Déjà au XIX^e siècle les commerçants de la rue Saint-Germain commencent à empiéter dans la baie afin de construire des quais pour recevoir des marchandises par barques. Après le feu de 1950, le conseiller municipal Albert Dionne, fort d'une promesse du premier ministre Louis Saint-Laurent, fait approuver son projet de construction du boulevard René-Lepage qui entraîne pendant plus de quinze ans, le remblaiement d'une partie importante des battures. Dans les années 1980, deux autres projets vont encore plus loin. En 1981, l'architecte Ludger Caron présente les plans d'un complexe culturel et commercial dans la baie. Il propose de remplir une zone de 153 000 m³ dans le fleuve entre les rues Saint-Louis et Julien-Réhel pour aménager notamment la salle de spectacles, un hôtel, un restaurant et un petit centre commercial relié par un tunnel à la Grande Place. Le projet reçoit un accueil enthousiaste de l'éditorialiste du *Progrès-Écho*, Roland Bellavance qui le qualifie «*d'idée brillante*».

En 1985, l'ex-conseiller municipal Jean-Yves Parent propose au Conseil municipal un projet consistant à prolonger l'avenue de la Cathédrale jusqu'à l'île Saint-Barnabé. Monsieur Parent suggère aussi de déménager l'aéroport municipal sur l'île Saint-Barnabé et de déplacer la voie ferrée pour la faire passer entre l'île et la terre ferme sur une digue afin de revitaliser le centre-ville.



La construction du mur de soutènement du boulevard René-Lepage à la fin des années cinquante (Rita Chevron, Collection Richard Saindon)

POLITIQUE MUNICIPALE

Plusieurs défis attendent les élus rimouskois à partir de 1967. Plus que jamais auparavant, les questions de l'environnement, de l'aménagement urbain et de la sécurité publique retiennent l'attention. À cette époque, des secteurs de la ville demeurent insalubres. On retrouve deux véritables bidonvilles, l'un à proximité de l'actuel parc Beauséjour (appelé le Faubourg à m'lasse) et un autre près du Colisée. Un dépotoir sauvage occupe un immense creux à l'est de l'Hôtel des Gouverneurs. Une étude réalisée à l'été 1971 en vient à la conclusion que «*Rimouski est l'une des villes les plus polluées*»²². Et pour cause car 35 bouches d'égout déversent les eaux usées sans aucun traitement dans la rivière Rimouski et dans la baie, tandis que des carcasses de voiture encombrant les battures. La qualité de l'eau potable est aussi douteuse. En 1970-1971, on signale la présence dans l'eau du réseau d'aqueduc de particules, de vers et même de petits poissons.

Souvenir d'enfance de Mario Mimeault

Quant au dépotoir, souvenir d'enfance, lorsque je demeurais sur Saint-Germain Est, quel beau terrain de jeu pour les jeunes que nous étions mon frère et moi! Il fallait faire vite, une fois les chargements des camions déversés, pour arriver au trésor des immondices avant que la marée ne les emporte. Émules avant l'esprit de l'abbé Pierre, nous y récupérions les pièces de feutre que nous y trouvions et les rapportions à notre mère qui en faisait des pantoufles. Les endos des vieilles factures de compagnie nous servaient de feuilles brouillonnes pour faire nos calculs à l'école ou les listes d'épicerie de notre mère. Un cousin nous amenait sur les pontons qui longeaient le fleuve à cet endroit et nous y pêchions des anguilles.

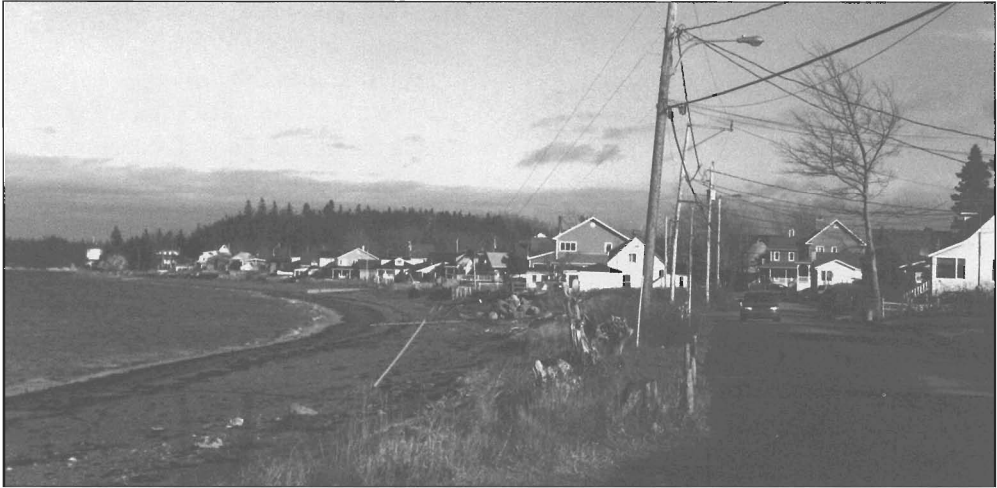
On constate aussi des lacunes en matière de sécurité. Les services de police et de pompiers sont désorganisés et nettement insuffisants. En 1969, la Ville ne dispose que de deux autos-patrouille et les faibles effectifs ne permettent d'assurer une présence policière que quatre soirs sur sept.

L'administration Tessier

Le 25 mai 1967 marque une première dans les annales de la politique municipale rimouskoise. Le maire Maurice Tessier et ses conseillers, Victor Lepage, Robert Joncas, Jean-Médard Dastous, Paul Malenfant, Paul-R Dufour et Léonidas Lévesque, sont tous réélus sans opposition pour un troisième mandat.

À la fois visionnaire et précurseur, Maurice Tessier rêve de fusion municipale et caresse le projet de créer le «*grand Rimouski*». Après avoir annexé en 1962 le village de Sainte-Odile, il amorce dès 1966 des pourparlers en vue de la fusion de la Ville avec six municipalités limitrophes. Au terme de consultations et d'audiences

publiques, la municipalité de la paroisse Saint-Germain, de même que Nazareth et Sacré-Cœur se joignent à la Ville en 1967. Rimouski entreprend alors la construction du boulevard Saint-Germain Ouest permettant de refaire tout le système d'aqueduc et d'égout en prévision d'un important développement domiciliaire. En quelques années, Sacré-Cœur, une municipalité agricole rurale, devient un quartier fortement urbanisé de banlieue.



Vue partielle du secteur Rocher-Blanc à Sacré-Cœur où des résidences habitables à l'année ont remplacé les chalets d'autrefois (Kati Brown, 2005)

Maurice Tessier tente aussi en 1966 de rallier Pointe-au-Père et Rimouski-Est à son projet de fusion. Les élus rimouskois souhaitent ardemment cette expansion territoriale vers l'est surtout pour la création d'un véritable parc industriel. Un an auparavant, Rimouski a délimité une zone en bordure de l'avenue Léonidas pour l'implantation d'industries, mais il apparaît très vite que l'espace disponible est insuffisant. Maurice Tessier parvient à un accord de principe avec le maire de Pointe-au-Père, mais Rimouski-Est refuse de prendre part aux discussions²³.

L'Office municipal d'habitation

L'administration Tessier implante une nouvelle structure, l'Office municipal d'habitation dont le rôle consiste à construire et gérer des logements à prix modiques. Le besoin de logements sociaux s'accroît avec l'augmentation de la population, et plus tard, dans les années 1980, avec la multiplication des familles monoparentales. En 1988, l'Office municipal gère déjà 523 logements du genre et lance la construction d'un édifice de 45 logements dans la rue Boulay. En 2005, le parc immobilier de l'OMHR atteint 729 unités de logements répartis dans une vingtaine d'immeubles.

L'administration St-Hilaire

La période 1971-1978 est incontestablement dominée par la figure du maire Claude St-Hilaire. Sur le plan politique, il exerce un pouvoir fortement personnalisé, reposant sur une grande fidélité de ses conseillers et un favoritisme exacerbé.

Ingénieur de profession, Claude St-Hilaire se présente à la mairie lors du scrutin de novembre 1970 à la tête du Parti pour le développement économique et social. Il propose aux citoyens d'administrer la Ville comme une compagnie²⁴. Son opposant, le commerçant Christophe Bérubé, promet pour sa part d'accroître la sécurité des citoyens en réglant les problèmes du corps policier. Il laisse entendre également que la Compagnie Fiat a l'intention d'ouvrir une usine de montage de voitures à Rimouski. Le 1^{er} novembre 1970, jour du scrutin, Claude St-Hilaire fait élire quatre des sept membres de son équipe, mais lui-même est défait. Or, à peine neuf mois plus tard, Christophe Bérubé démissionne pour des raisons de santé et la population est de nouveau appelée aux urnes le 8 juillet 1971. Les contribuables semblent se désintéresser de cette campagne menée en plein été car à peine 37% des électeurs vont voter. Cette fois St-Hilaire l'emporte contre deux adversaires, Raymond D'Auteuil et Jean-Louis Bigras. Le maire St-Hilaire conserve également son siège lors de l'élection générale du 4 novembre 1974 en obtenant une confortable majorité de 4 765 voix contre Eudore Allard.

Deux mois après son élection, Claude St-Hilaire publie un texte virulent, *L'esprit régional est un mythe* dans lequel il tire à boulets rouges sur les autres localités du Bas-Saint-Laurent. Il avance que le travail d'organismes comme le Conseil régional de développement (CRD) nuit à la croissance de Rimouski. Selon lui, cet «*esprit régional*» a fait perdre à Rimouski son aéroport et son traversier au profit des villes de Mont-Joli et Matane. Il affirme: «*Rimouski est la métropole du Bas-Saint-Laurent et elle entend se développer comme telle, que ceci plaise ou pas à d'autres villes du territoire*»²⁵.

Le ton est donné et Claude St-Hilaire joint le geste à la parole au sujet du contentieux avec Rimouski-Est dans le dossier du parc industriel. Il reçoit l'appui de son prédécesseur Maurice Tessier, devenu entre-temps ministre des Affaires municipales. Tessier dépose en 1972 le projet de Loi 276 qui a pour but de forcer les municipalités de Rimouski-Est et Pointe-au-Père à discuter de fusion avec Rimouski. Ce geste provoque dans les deux localités la formation de comités de citoyens vigoureusement opposés à la fusion. À Rimouski-Est, un sondage révèle que 97% des citoyens ne veulent pas fusionner. Les choses tournent au vinaigre lorsqu'un commissaire de la Commission municipale du Québec est molesté lors d'une assemblée d'information à Rimouski-Est le 28 mars 1973. Malgré les tiraillements avec son Comité de citoyen, Pointe-au-Père ratifie le projet de fusion, mais à Rimouski-Est le maire Albert Pineau demeure inflexible. Faute d'une entente tripartite, le nouveau ministre

des Affaires municipales Victor Goldbloom met un terme au processus et le projet de Loi 276 meurt au feuillet en octobre 1973.

Pour Rimouski-Est, le répit est de courte durée. À l'automne 1973, Claude St-Hilaire devient député de Rimouski à l'Assemblée nationale. Profitant de sa double fonction de député et de maire, il fait adopter en juillet 1974 l'arrêté ministériel 2761-74 dont l'objectif est de valider un règlement de la Ville de Rimouski qui décrète unilatéralement l'annexion d'une superficie de 580 000 m² de terrain appartenant à Rimouski-Est²⁶. Le maire Albert Pineau conteste la validité du règlement et il obtient gain de cause devant la Cour supérieure. Or, la procédure n'est d'aucune utilité puisque le député-maire St-Hilaire fait adopter en novembre 1975 par l'Assemblée nationale la Loi 205, un projet de loi privé, permettant à la Ville d'annexer définitivement les terrains voués à l'aménagement du parc industriel. Ce coup de force suscite l'animosité des élus de Rimouski-Est envers Rimouski, une situation qui prévaut jusqu'à la fusion définitive des deux municipalités en 2001.

Les réformes

Au cours de la période de sept ans et trois mois où il occupe le poste de maire, St-Hilaire procède à un certain nombre de réformes et de réalisations. Il s'attaque d'abord à une réorganisation administrative. Face à un Colisée déficitaire depuis sa construction en 1966, il en cède la gestion en 1972 à une corporation sans but lucratif. Dès l'année suivante, le Colisée devient rentable et la corporation verse des profits à la Ville. Il procède aussi à une restructuration du Service des loisirs et



Secteur de rénovation urbaine désignée. Vue d'ensemble des secteurs no 1 et no 2. De gauche à droite, les rues Rouleau, Lamoureux et Lévesque. À l'extrême droite, le nouveau colisée de Rimouski (Jean Cimon, *Ville de Rimouski, étude de rénovation urbaine*, 1969)

lance la construction des tennis intérieurs. Son administration amorce dès la première année de son mandat l'aménagement du complexe sportif et l'année suivante il commence les travaux du parc Beauséjour qui devient au fil des ans l'un des plus agréables parcs urbains dans l'Est-du-Québec. St-Hilaire fait aussi construire le Pavillon polyvalent de l'avenue de la Cathédrale et dote la Ville en 1973 d'un poste de police et d'une caserne d'incendie moderne. Il crée du même coup une brigade de pompiers permanents et augmente l'effectif du corps policier.

La Ville entreprend aussi un vaste programme de rénovation urbaine dans le quartier Saint-Robert. Suivant les recommandations formulées en 1969 par l'urbaniste-conseil Jean Cimon, la Ville fait démolir à l'été 1973, 35 maisons insalubres et bâtiments délabrés afin de construire un parc de stationnement pour le Colisée. Dans cette foulée, les rues Lévesque et Lamoureux disparaissent au profit de la rue de Gaspé où des logements sociaux sont construits.

L'eau

À l'été 1973, l'eau se fait rare en raison d'une sécheresse. La Ville doit pomper de l'eau de la rivière Neigette dans le lac de l'Aqueduc et de l'eau de la rivière Rimouski pour remplir les réservoirs de Sacré-Cœur et de Saint-Germain. Le conseil se penche sérieusement sur la question de l'approvisionnement en eau. Deux hypothèses sont avancées. On songe soit à construire une usine de filtration à même la rivière Rimouski ou encore à la mise en place d'une longue conduite d'amenée jusqu'à une nouvelle source. Les lacs Macpès et des Baies sont envisagés, mais aucune décision n'est prise.

Claude St-Hilaire développe beaucoup le secteur domiciliaire si bien qu'un nouveau quartier, Terrasses Arthur-Buies, voit le jour à l'initiative de citoyens qui tiennent une première rencontre pour discuter du projet en janvier 1977.

Comme on l'a vu précédemment, on doit aussi à Claude St-Hilaire le maintien à Rimouski de l'Institut maritime. Mais en dépit de ces grandes réalisations, l'administration St-Hilaire demeure très controversée. Le premier choc survient lors de la présentation du budget de 1975. Les contribuables apprennent qu'ils doivent encaisser une hausse des taxes de 80%. À partir de 1977, le Conseil municipal affronte l'opposition structurée du Regroupement des citoyens de Rimouski dirigé par Louis-Marie Fournier, Raymond D'Auteuil, Clermont Dugas et Estelle Joubert. L'organisme reproche à Claude St-Hilaire son manque de transparence et la lourdeur de l'administration municipale²⁷.

La Commission d'enquête sur l'administration St-Hilaire

L'opposition prend une toute nouvelle forme lorsqu'un ex-conseiller municipal, Léonidas Lévesque, fait signer une pétition auprès de 21 personnes influentes

du milieu pour exiger du ministère des Affaires municipales, la tenue d'une enquête sur l'administration St-Hilaire. Le deuxième nom apparaissant sur la pétition est celui du futur maire Philippe Michaud.

Dès janvier 1978, des enquêteurs du ministère sont à pied d'œuvre. Ils découvrent de nombreuses preuves de malversations et de conflits d'intérêt dans les contrats accordés par la Ville et font rapport au ministre. Devant ces faits, Québec confie aux commissaires Odette Lapalme et Gervais Labrecque la tâche de mener à bien une vaste enquête publique visant à faire la lumière sur les deux mandats du maire St-Hilaire. S'enclenche alors la plus longue guérilla judiciaire de l'histoire de Rimouski. Pour paralyser les travaux de la Commission Lapalme-Labrecque, les avocats de Claude St-Hilaire intentent des dizaines de procédures judiciaires. La Commission d'enquête qui doit normalement commencer à siéger en octobre 1979 entend finalement son premier témoin en mai 1982. Dans l'intervalle, les parties se retrouvent 10 fois devant la Cour d'appel du Québec et une fois devant la Cour suprême du Canada!



Le maire Claude St-Hilaire (assis) et le greffier Hubert Dubé
(Collection Richard Saindon)

Avec des menaces de poursuites de plusieurs centaines de milliers de dollars en diffamation, l'ex-maire parvient à museler les hebdomadaires locaux et les médias électroniques privés de Rimouski. Seuls Radio-Canada et *Le Soleil* suivent toutes les auditions²⁸.

Au fil des audiences, la Commission Lapalme-Labrecque découvre des faits troublants. L'ensemble des conseillers et du maire contreviennent à plusieurs reprises entre 1971 et 1978 à la Loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales. Par l'intermédiaire des compagnies qu'il possède ou dont il est salarié,

Claude St-Hilaire obtient de nombreux contrats de la Ville pour l'exécution des grands travaux publics notamment dans le parc industriel, la rue des Saules et la rue Ross. Avec la complicité du greffier, Hubert Dubé, St-Hilaire n'hésite pas à modifier des soumissions, à faire fabriquer de fausses résolutions et même à inventer de toutes pièces une fausse séance du Conseil municipal. L'exemple peut-être le plus frappant concerne le contrat de la rue Ross. Par le biais d'une fausse résolution, le contrat est accordé à la compagnie C. A. Norton dont Claude St-Hilaire est un salarié. Avec les avantages consentis à C. A. Norton, le contrat coûte aux contribuables 1 377 913\$, soit plus du double de l'évaluation des ingénieurs. Le 30 juillet 1973, Claude St-Hilaire dirige la séance du conseil lorsque la Ville accorde à Construction St-Hilaire limitée, dont il est président, le contrat de construction de la piscine de l'École Paul-Hubert. La résolution officielle tait cependant le nom de la compagnie. Pour la Commission Lapalme-Labrecque, Claude St-Hilaire *«a lui-même personnellement retiré des bénéfices de la plupart des grandes entreprises qu'il a mises sur pied dans sa ville. Au surplus, ajoutent les commissaires, les conseillers qui, au passage, pouvaient glaner eux aussi une part du gâteau, ne se privaient pas pour le faire»*²⁹.

Le 29 mars 1985, la Commission dépose son rapport final et adresse une série de recommandations au gouvernement dont l'une des premières est le congédiement immédiat du greffier Hubert Dubé. Le rapport est clair sur un point: le principal responsable des irrégularités est l'ex-maire Claude St-Hilaire, décrit comme l'homme fort du régime, agissant au-dessus des lois et qui a érigé en système le favoritisme et les conflits d'intérêt. Odette Lapalme et Gervais Labrecque recommandent aussi que des poursuites criminelles soient intentées contre les deux hommes³⁰.

Le ministre de la Justice, Pierre-Marc Johnson, autorise personnellement ces poursuites le 24 septembre 1985. Pas moins de 20 chefs d'accusation pour abus de confiance, de fabrication de faux documents et d'utilisation de faux sont portées contre l'ex-maire et autant contre le greffier. Le 12 février 1986, Claude St-Hilaire plaide coupable à cinq accusations d'abus de confiance et est condamné à 8 000\$ d'amende. La veille, Hubert Dubé plaide coupable à des accusations d'entrave à la justice et d'abus de confiance et se voit imposer une amende de 1 500\$.

Par l'un de ces curieux hasards de l'histoire, c'est le maire Philippe Michaud, signataire de la pétition demandant la tenue de l'enquête, qui se retrouve avec l'épineux dossier du congédiement du greffier. Lors de la fameuse séance du 5 août 1985 au cours de laquelle le cas du greffier Hubert Dubé est étudié, le maire Michaud déclare: *«S'il est une décision sur laquelle j'aurais apprécié que le conseil de cette municipalité fut unanime, c'est bien celle-ci»*. Or la division est apparente. Les conseillers Marc Vaillancourt, René Pelletier, Laurent Dumaïs et Mabel Drouin se prononcent contre le congédiement tandis que Gilles Thériault, Pierre Lemieux,

Ferdinand Leclerc et Lisette Morin sont en faveur. Le maire Michaud tranche pour le congédiement.

Les règlements de la Ville invalides

Dans la foulée de l'enquête de la Commission municipale, les Rimouskois apprennent en novembre 1985 que tous les règlements adoptés par la Ville depuis vingt ans, soit depuis l'entrée en fonction du greffier Hubert Dubé, sont invalides. Contrairement aux dispositions de la Loi des cités et villes, le greffier avait omis de faire l'affichage et la publication des règlements. Cette situation place Rimouski dans l'embarras, car tous les règlements, y compris ceux sur les taxes, sont susceptibles d'être contestés par les contribuables. L'adoption de la Loi 213, un projet de loi privé présenté à l'Assemblée nationale en juin 1986 par le député Michel Tremblay, vient corriger la situation

L'enquête St-Hilaire en chiffres

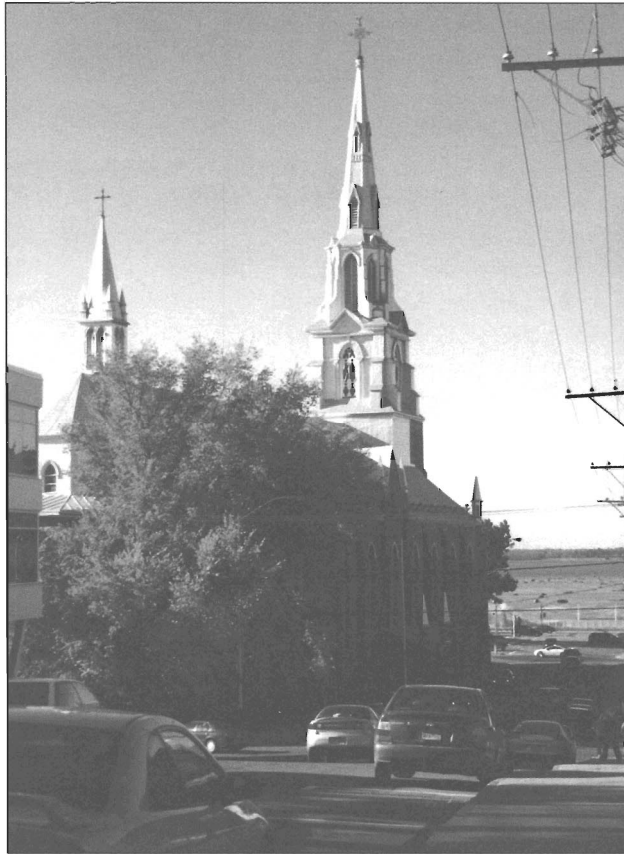
Entre 1971 et 1978, le Conseil municipal dirigé par Claude St-Hilaire a adopté plus de 3 000 résolutions et 350 règlements. Tous ont été vérifiés par les enquêteurs. La Commission Lapalme-Labrecque a siégé durant 104 jours, entendu 95 témoins et déposé 821 pièces à conviction. Les notes sténographiques des témoignages représentent 11 435 pages réparties en 108 volumes.

L'administration Michaud

C'est au milieu des remous causés par le déclenchement de l'affaire St-Hilaire que se déroulent les élections à la mairie de novembre 1978. Trois candidats s'affrontent: Un écrivain, Christian Lalonde, le président de la Compagnie Bétonag, Michel Tremblay, et un homme d'affaires chevronné, Philippe Michaud.

À 54 ans, Philippe Michaud dirige plusieurs entreprises parmi lesquelles Michaud automobiles et le grossiste LRD dont le chiffre d'affaires dépasse 200 M\$. Figure dominante de l'establishment de la ville, il symbolise la réussite aux yeux de plusieurs Rimouskois.

La lutte est plus serrée que prévue. Le jour du vote, Philippe Michaud obtient 5 725 voix contre 4 830 pour Michel Tremblay et 155 pour Christian Lalonde. Philippe Michaud est réélu en 1982 lorsqu'il défait à nouveau Michel Tremblay, mais quelques semaines avant d'avoir complété son second mandat, il annonce le 8 septembre 1986 son retrait de la vie politique. Un groupe formé de Charles Lepage, Lucie Tremblay et Louis Desrosiers, dit le «*Comité des trois colombes*», amorce alors une campagne en faveur de son retour à l'aide d'une pétition signée par 2 479 personnes. Deux jours avant la date limite des mises en candidatures, Michaud annonce finalement qu'il sollicite un troisième mandat. Le 2 novembre 1986, il l'emporte sur ses deux rivaux, Marc-André St-Amand et Raymond Bock.



Vivre à deux pas du littoral aux eaux assainies... (Kati Brown, 2005)

Affichant un profond conservatisme en matière économique et sociale, Philippe Michaud promet au cours de sa première campagne électorale de gérer la Ville comme ses propres entreprises en mettant fin au gaspillage et en mâtant les syndicats. Mais dans la pratique, tenter d'intégrer le mode de gestion d'une entreprise privée dans une structure hautement fonctionnarisée et hiérarchisée comme l'administration municipale se révèle un exercice délicat. Cette façon de faire heurte les fonctionnaires et Philippe Michaud se plaint rapidement de leur manque de collaboration dans différents dossiers.

En jetant un coup d'œil dans le rétroviseur de l'histoire, on constate que les trois mandats de Philippe Michaud sont marqués par le règlement de grands dossiers comme l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement des eaux usées. Mais on retient peut-être davantage l'interminable série de conflits avec les employés municipaux, les organismes communautaires, le Comité de citoyens de Sacré-Cœur,

le député Alain Marcoux et même la presse régionale qui lui décerne à deux reprises le prix Citron remis à la personnalité qui collabore le moins avec les médias.

Controverse autour d'un dépotoir

Le maire Michaud hérite du dossier de la gestion des déchets découlant de la Loi sur la qualité de l'environnement entrée en vigueur le 10 mars 1978. Lors d'une réunion tenue trois mois plus tard, les représentants de Saint-Fabien, Bic, Pointe-au-Père, Rimouski-Est et Rimouski proposent unanimement Rimouski comme municipalité mandataire pour la réalisation du complexe d'élimination des déchets solides. Le 12 juin, le conseil dirigé par Claude St-Hilaire adopte une résolution par laquelle la Ville confirme son intention d'exploiter un lieu d'élimination des déchets.

En octobre 1979, Philippe Michaud et ses conseillers prennent le relais et approuvent le choix d'un terrain en surplomb de la rivière Rimouski, dans le quartier Sacré-Cœur, pour l'enfouissement des ordures. Ce geste déclenche une longue querelle très médiatisée entre le Conseil municipal et le Comité de citoyens de Sacré-Cœur. Le groupe de pression concerné par l'impact environnemental du projet prépare une volumineuse étude pour contester l'emplacement³¹. Durant deux ans, le Comité de citoyens de Sacré-Cœur s'oppose avec beaucoup d'opiniâtreté et dépose une pétition de 5 000 noms de gens qui contestent le site retenu pour l'enfouissement. Le Département de santé communautaire du Centre hospitalier régional de Rimouski demande aussi en août 1980 le retrait pur et simple du projet auquel tient le maire Michaud par souci d'économie pour les contribuables. Il invoque en effet le coût du transport des déchets si le dépotoir est situé à l'extérieur des limites de la ville. Finalement le comité a peu de recours puisque le lieu d'enfouissement répond aux normes du ministère de l'Environnement.

Le ROCC

Le maire Michaud a ensuite maille à partir avec le Regroupement des organismes communautaires et culturels de Rimouski, le ROCC, lors d'une lutte épique qui s'étale sur plus de quatre années.

Misant sur les forces vives de la gauche rimouskoise, Pierre Montgrain fonde le 29 novembre 1978 le Regroupement des organismes communautaires et culturels de Rimouski, le ROCC. Au départ, le regroupement compte une dizaine de membres dont la Radio communautaire du Bas-Saint-Laurent, le théâtre les Gens d'en bas et la Garderie populaire de Rimouski³².

Dès l'automne 1978, le ROCC songe à faire l'acquisition de la vieille École Sacré-Cœur, où logent déjà certains de ses membres en vertu d'une entente avec la Commission scolaire régionale du Bas-Saint-Laurent. Mais si l'école appartient à la Commission scolaire, le terrain est la propriété de l'Oeuvre Langevin qui demande

un prix trop élevé. En février 1979, l'ancien édifice de l'Institut maritime du Québec de la rue St-Louis est mis en vente par son propriétaire, la Corporation du Musée régional de Rimouski. Trois groupes déposent une offre: le ROCC, la Ville de Rimouski et l'Association des bénévoles de l'hôpital. Le 12 juin 1979, le Musée accepte de vendre l'édifice au ROCC pour la somme nominale d'un dollar et le paiement d'un montant de 7 500\$ par année pendant neuf ans³³.

Après l'échec de la Ville pour acheter l'ancien Institut maritime, le maire Michaud tient des propos étonnants sur la culture. Il déclare:

Je voudrais qu'il n'y ait pas seulement de la culture populaire de bas étage comme c'est le cas actuellement, mais qu'on atteigne un certain sommet. (...) On doit penser aux arts avec un grand A, c'est-à-dire se rapprocher de la perfection et dépasser la médiocrité. (...) Il faut savoir ce qui élève l'âme, mais bien sûr ce n'est pas donné à tout le monde de comprendre cela intellectuellement³⁴.

L'affaire ne s'arrête pas là. Le 17 septembre 1979, 250 membres du ROCC et des sympathisants envahissent la salle du Conseil municipal. Au milieu d'échanges orageux sur la culture, le ROCC dépose à la Ville une demande de subvention de 50 000\$. Après quelques mois de réflexion, le Conseil municipal refuse et, en guise de représailles, le ROCC décide de ne plus payer ses taxes municipales.

L'affaire du Musée

En 1982, le ministère des Affaires culturelles recommande au Musée de rouvrir le contrat passé avec le ROCC et de vendre l'ancien Institut au plus offrant afin de renflouer ses coffres. Le ROCC ne perd pas de temps. Des dizaines de ses sympathisants deviennent membres de la Corporation du Musée et lors de l'assemblée générale annuelle de juin 1982, plusieurs d'entre eux sont élus au Conseil d'administration du Musée.

À la suite de cette prise de contrôle en apparence démocratique, le nouveau CA adopte une résolution qui recommande de vendre définitivement l'ancien Institut maritime au ROCC pour la somme d'un dollar. Or au moins un des membres du CA est en conflit d'intérêt puisqu'il travaille au café communautaire La Place publique, propriété du ROCC. Quand l'affaire devient publique, les réactions sont vives et cette fois c'est le ROCC qui a mauvaise presse.

Le regroupement mise alors sur une défaite du maire aux élections de 1982 pour négocier avec son successeur. Ce fut une erreur. Dès la réélection de Philippe Michaud, la Ville publie un avis légal signifiant la vente de l'immeuble du ROCC pour taxes impayées. Au cours d'une assemblée mouvementée en décembre 1982, et au prix d'un grand déchirement interne (un seul vote sépare les deux camps), le

ROCC décide de payer ses taxes qui s'élèvent à 60 000\$. La somme est amassée en un mois au prix d'un endettement énorme. Cette rupture entre les tenants de la ligne dure, regroupés autour des Gens d'en bas et des Habitations populaires, marque le début de la fin pour le ROCC qui n'arrive plus à dégager des consensus. Aux prises avec une dette de 170 000\$, l'organisme met en vente son centre communautaire. L'édifice, acheté par le Centre hospitalier régional, est rasé en 1993. Le terrain servira ultérieurement pour construire l'Hôtellerie Omer-Brazeau.

L'assainissement des eaux

Lorsque le gouvernement de René Lévesque annonce en 1980 un programme d'assainissement des eaux pour l'ensemble de la province, le député Alain Marcoux s'empresse d'obtenir une enveloppe de 15 M\$ pour la Ville de Rimouski. Il s'agit alors de mettre un terme au déversement des égouts dans la rivière et dans la baie. Le premier mars 1982, le dossier est encore au point mort et Marcoux déclare qu'il s'agit pour lui d'une priorité absolue. En conférence de presse, il promet *«de faire l'impossible pour qu'un protocole d'entente soit signé afin de passer à la préparation des plans et devis»*³⁵. Le jour même, le maire Michaud fait savoir que sa priorité n'est pas l'épuration des eaux usées mais l'approvisionnement en eau potable.

Deux ans plus tard, on note peu de progrès en raison d'un litige entre Philippe Michaud et son homologue de Rimouski-Est, au sujet de la localisation des étangs aérés. Survient alors un événement inattendu. Profitant de l'absence du maire Michaud qui participe en novembre 1984 à une mission officielle en France, le maire suppléant de Rimouski, Pierre Lemieux, les maires de Rimouski-Est et Pointe-au-Père, Gilbert St-Laurent et Jean-Yves Roy, de même que le député Marcoux signent une entente pour la localisation des étangs aérés sur un site auquel s'opposait le maire Michaud. L'affaire crée de vives tensions au sein du Conseil municipal. Philippe Michaud affirme que cette décision coûte à ses administrés au moins un million de dollars supplémentaires³⁶.

Les grands travaux d'assainissement des eaux s'amorcent finalement en 1985 pour se terminer en 1992. La facture évaluée au départ à 26 M\$ atteint en bout de ligne 40,5 M\$. Cet écart remarquable s'explique par l'absence d'études préliminaires sérieuses et par les nombreux retards.

L'approvisionnement en eau

L'administration Michaud règle le problème criant de la qualité de l'eau potable distribuée à Rimouski, Rimouski-Est et Pointe-au-Père. Plutôt que d'opter pour l'utilisation de lacs, comme préconisé à l'époque par Claude St-Hilaire, on se tourne vers une solution d'avant-garde; les eaux souterraines du bassin de la rivière

Neigette. Les tests de pompage réalisés à l'été 1981 confirment la grande qualité de l'eau. Dans ce cas, le maire Michaud a été visionnaire car depuis juin 2005, le gouvernement du Québec interdit aux villes de moins de 50 000 habitants le recours aux eaux de surface à moins de construire de coûteuses usines de filtration.

La bibliothèque

Philippe Michaud caresse le projet de doter Rimouski d'une bibliothèque prestigieuse. Au début des années 1980, la bibliothèque municipale, très à l'étroit au sous-sol de l'hôtel de ville, ne répond plus à la demande. Le 15 juillet 1980, le maire annonce la construction de la nouvelle bibliothèque à l'intersection Saint-Germain-Cathédrale, sur le terrain laissé vacant après la démolition de l'ancien magasin Verreault. Encore une fois le dossier ne fait pas l'unanimité. Le Comité de citoyens de Sacré-Cœur dénonce l'emplacement le jugeant trop bruyant et dangereux pour les piétons. Philippe Michaud lui-même n'aime pas le site. Il souhaite plutôt démolir l'ancienne résidence de Jules-A. Brillant pour construire la future bibliothèque. Puis, coup de théâtre, sans informer ses conseillers, le maire Michaud achète la maison des Jésuites pour permettre la construction de la Bibliothèque Lisette-Morin qui sera inaugurée après son mandat.



Lisette Morin, journaliste
(1924-1993) (UQAR, Fonds
Lisette Morin)

Développement domiciliaire

On retient en outre de l'administration Michaud un certain nombre de décisions parmi lesquelles deux transactions immobilières majeures: l'achat de l'île St-Barnabé à la Compagnie Abitibi-Price (1987) et l'achat des terres appartenant aux congrégations des Ursulines et du Saint-Rosaire (1991). La vaste réserve foncière ainsi créée permet, depuis le milieu des années 1990, un important développement

domiciliaire. Du coup, on freine l'étalement urbain au profit d'un accroissement de la densité d'occupation du sol dans les limites actuelles. La réserve foncière assure aussi des revenus supplémentaires importants pour la Ville pendant quelques décennies.

La saga de la salle de spectacles, premier acte

À la demande du Conseil municipal, la Société scénographique Sanche inc. dépose en 1979 un rapport qui suggère trois hypothèses pour faire du Centre civique une véritable salle de spectacles. L'une des solutions prévoit la réfection totale de la salle avec un léger agrandissement vers l'arrière pour aménager une scène répondant aux normes. Coût du projet: 2,5 M\$. Or l'étude, subventionnée par le ministère des Affaires culturelles, se retrouve sur une tablette.

En 1986, les Rimouskois croient brièvement que le dossier est réglé. Le Conseil municipal dépose en juillet cette année-là les plans d'un complexe culturel intégré comprenant la réfection du Centre civique. Fruit de la consultation de 62 groupes et organismes socioculturels, le nouveau projet, également préparé par la firme Sanche et l'architecte Bruno Parent, comprend un auditorium de 1 000 places, des locaux pour le Conservatoire avec un amphithéâtre de 350 places, des salles pour les organismes culturels, l'Office national du film et une cafétéria. Le coût de réalisation s'élève à 14 M\$. Deux années s'écoulent et une étude de la firme Plural précise que le terrain à l'arrière du Centre civique semble le choix idéal pour cet équipement culturel.

Mais bientôt la polémique éclate. Le curé de Saint-Anaclet, historien et membre de la Commission des lieux et monuments historiques du Canada, Noël Bélanger, lance un débat qui va faire rage pendant plus de 12 ans. L'abbé Bélanger publie une lettre dans laquelle il affirme que ce projet portera ombrage à l'îlot culturel formé du presbytère et de la cathédrale.

Lors de la Conférence socio-économique du Bas-Saint-Laurent à Rivière-du-Loup les 25 et 26 novembre 1988, la Ville de Rimouski présente un autre projet de salle de spectacles qui serait érigée près du Centre des congrès. Québec promet sur-le-champ une contribution de 3,5 M\$ et Ottawa s'engage pour 1,5 M\$.

Entre-temps, la controverse entourant le choix du site ne cesse de prendre de l'ampleur. Pour calmer les esprits, le Conseil municipal met sur pied un Comité consultatif avec mission de recommander aux élus un emplacement définitif. Trois sites sont à l'étude: le Centre civique, la Deuxième Rue face à l'UQAR et le terrain situé à l'est de l'Hôtel Rimouski. En mai 1990, le comité tient des audiences publiques et reçoit 19 mémoires dont la plupart expriment une préférence pour le terrain situé au nord du Centre civique. Dans son rapport déposé en septembre, le Comité consultatif va dans le même sens en insistant sur un concept architectural qui respecte les caractéristiques des bâtiments patrimoniaux voisins. Or le maire Michaud écarte le rapport

du revers de la main en mettant en doute l'objectivité de son Comité consultatif³⁷. Faute d'entente, Québec gèle sa subvention et le projet de salle de spectacles retombe au point mort.

Tableau 1
Évolution de la dette, Ville de Rimouski

31 décembre 1967	7 427 307	Maurice Tessier
31 décembre 1968	7 834 356	
31 décembre 1969	7 885 994	
31 décembre 1970	8 318 701	
31 décembre 1971	8 086 527	
31 décembre 1972	9 067 409	Claude St-Hilaire
31 décembre 1973	9 513 625	
31 décembre 1974	10 571 499	
31 décembre 1975	11 897 605	
31 décembre 1976	13 114 082	
31 décembre 1977	14 291 623	Philippe Michaud
31 décembre 1978	15 896 789	
31 décembre 1979	15 856 467	
31 décembre 1980	17 173 893	
31 décembre 1981	17 986 487	
31 décembre 1982	20 079 456	Pierre Pelletier
31 décembre 1983	21 231 878	
31 décembre 1984	22 391 332	
31 décembre 1985	23 565 649	
31 décembre 1986	26 140 888	
31 décembre 1987	36 053 489	Michel Tremblay
31 décembre 1988	43 845 641	
31 décembre 1989	47 142 321	
31 décembre 1990	53 143 978	
31 décembre 1991	62 572 182	
31 décembre 1992	63 081 018	Michel Tremblay
31 décembre 1993	57 576 244	
31 décembre 1994	57 313 802	
31 décembre 1995	65 104 881	
31 décembre 1996	64 196 525	
31 décembre 1997	63 465 456	Michel Tremblay
31 décembre 1998	59 054 005	
31 décembre 1999	56 813 422	
31 décembre 2000	52 775 348	
31 décembre 2001	49 181 261	
31 décembre 2002	51 510 517*	Michel Tremblay
31 décembre 2003	47 858 978	
31 décembre 2004	49 197 095	

* L'augmentation s'explique par la création de la nouvelle Ville de Rimouski avec la fusion des localités de Pointe-au-Père, Rimouski-Est, Sainte-Odile-sur-Rimouski, Sainte-Blandine et Mont-Lebel.

L'administration Pelletier

L'élection du 4 novembre 1990 oppose trois candidats: Jean Drouin, Marcel Marquis et Pierre Pelletier. La campagne donne lieu à une lutte très serrée entre Marcel Marquis, dauphin avoué de l'ex-maire Philippe Michaud, et Pierre Pelletier qui compte sur l'appui du milieu culturel. Dès le départ, le dossier de la salle de spectacles s'impose comme l'enjeu majeur de l'élection. Les prises de positions contradictoires de Marcel Marquis sur cette question lui coûtent finalement la victoire. Le vote peut être interprété comme un désir de changement.

Une fois installé à l'hôtel de ville, Pierre Pelletier doit composer d'une part avec un conseil formé majoritairement de personnes ayant travaillé avec Philippe Michaud, et d'autre part avec l'opposition systématique du Comité de citoyens de Rimouski. Ce comité, qui travaille de concert avec quelques conseillers, forme un véritable parti d'opposition.

Le nouveau maire énonce cinq grandes priorités: la construction dans les plus brefs délais de la salle de spectacles, la relance du transport en commun, la réalisation de pistes cyclables, la mise en place d'une politique familiale et l'implantation de la collecte sélective des déchets. Mais un mois après l'élection, son agenda est bousculé par la décision de Radio-Canada de fermer sa station de télévision CJBRT. La ville perd du coup 60 emplois et une masse salariale de 2 M\$. Pierre Pelletier multiplie les démarches avec ses collègues des municipalités environnantes, mais Radio-Canada demeure inflexible.

Une administration paralysée

La lune de miel de Pierre Pelletier avec l'électorat prend fin à l'été 1991 lorsque les élus s'accordent des hausses salariales variant de 50% pour les conseillers à 80% pour le maire. L'affaire provoque des débats orageux durant trois mois. D'ailleurs les séances publiques du Conseil municipal deviennent rapidement un véritable cauchemar pour le maire Pelletier. Les membres du Comité de citoyens, dont Côte Roy, Raynald Caissy, Gérald Lévesque et Charles Lepage accaparent la période de questions qui dure parfois des heures. Les débats dégénèrent à plusieurs reprises et quelques assemblées doivent se dérouler en présence des policiers. Les choses s'enveniment au point où le maire Pelletier porte une plainte de complot pour atteinte à sa réputation contre un groupe de personnes dont le citoyen Côte Roy et les conseillers Joël Simonnet et Gilles Thériault. La Sûreté du Québec classe finalement le dossier faute de preuves, mais le Conseil municipal se retrouve plus divisé que jamais lorsque le conseiller Marc Vaillancourt joint les rangs des dissidents.

Malgré tout, certains projets se réalisent durant ce mandat. Ainsi un tout nouveau bâtiment est construit pour loger Tourisme Rimouski, la rue St-Louis est prolongée jusqu'à la Deuxième Rue, l'organisme Spect'Art est créé et la Ville se dote

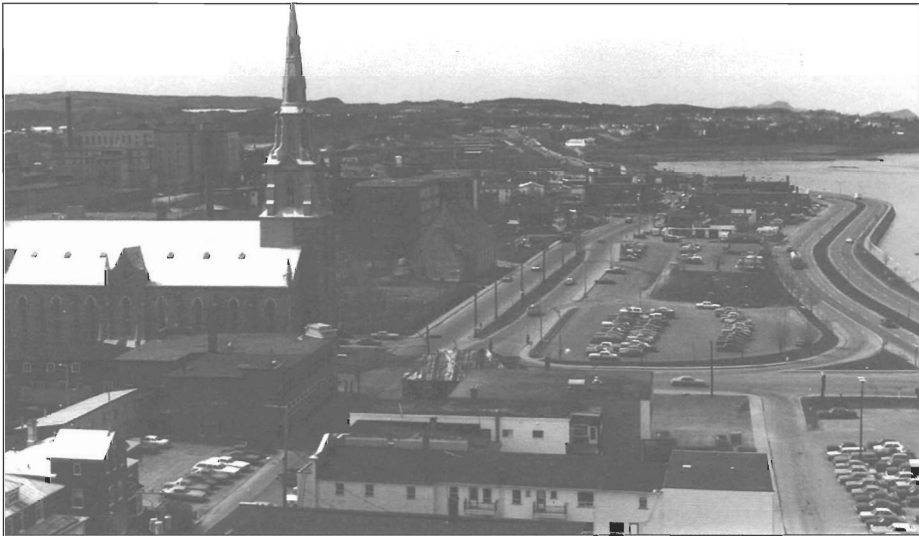
d'une politique familiale. Cependant, faute de consensus autour de la table du conseil, les grands dossiers sont bloqués et, en janvier 1992, la députée-ministre Monique Vézina annonce que la somme de 1,5 M\$ réservée par le fédéral pour le projet de salle de spectacles est retournée au fonds consolidé du gouvernement d'Ottawa pour servir à d'autres projets plus avancés.

Nouvelle tentative de fusion

Pierre Pelletier relance en février 1992, les pourparlers de fusion avec ses homologues de Pointe-au-Père et Rimouski-Est. Le maire de Pointe-au-Père, Alain Piché, démontre une certaine ouverture au sujet de la préparation d'une étude concernant les avantages et inconvénients d'un regroupement, mais à Rimouski-Est, Gilbert St-Laurent souhaite d'abord consulter la population. En avril 1992, les citoyens de Rimouski-Est rejettent dans une proportion de 71% toute étude portant sur une fusion avec Rimouski.

Transport en commun

La création du service de transport en commun Taxibus représente la réalisation la plus tangible de l'administration Pelletier. Rimouski a longtemps eu un service de transport en commun avec des autobus de type urbain comme à Québec ou Montréal. Mis sur pied par Albert Dionne en 1944, le service est cédé à Votre Choix Transport en 1966. Aux prises avec un déficit d'exploitation de 125 000\$ en 1980, la compagnie réduit ses activités. Durant la crise économique de 1982, le maire Philippe



Vue du boulevard René-Lepage et de la rue Saint-Germain Ouest, années 1960 (UQAR, Collection Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent)

Michaud déclare qu'une Ville comme Rimouski ne peut s'offrir un tel service et refuse de subventionner le système de transport en commun. La compagnie vend finalement ses autobus de transport urbain en 1984 et les remplace par des autobus scolaires. Faute d'horaire convenable et de véhicules adaptés, le service disparaît.

L'administration Pelletier relance le transport en commun en 1992 par le biais d'une initiative originale, Taxibus. Ce système permet de combiner la flexibilité du taxi avec des tarifs légèrement supérieurs à ceux de l'autobus. Taxibus devient rapidement populaire (80 000 déplacements en 2004) et de nombreuses villes du Québec adoptent la formule.

La saga de la salle de spectacles, deuxième acte

Malgré les tiraillements au sein de son conseil, le maire Pierre Pelletier et le directeur-général de la Ville, Claude Sirois, présentent le 14 mai 1992 un nouveau projet de salles de spectacles. Il s'agit non plus de construire à l'arrière du Centre civique comme précédemment, mais plutôt de rénover l'immeuble existant. Le concept prévoit une salle de mille sièges, mais avec la scène aménagée du côté de la rue Sainte-Marie et l'entrée rue Saint-Germain. Autre élément majeur du projet: l'aménagement d'une place publique entre le presbytère et le musée pouvant servir de lieu d'animation en plein air lors de certains événements. Coût des travaux, incluant la rénovation du Conservatoire: 12,5 M\$.

Encore une fois les opposants au site du Centre civique, dont le Comité de citoyens de Rimouski, montent aux barricades. Le comité publie en avril 1993 un sondage de la firme Retampro selon lequel 68% des Rimouskois sont contre le projet. Mais le Comité de citoyens se trouve totalement discrédité lorsque Radio-Canada révèle que le sondage a été réalisé par un de ses membres sous le paravent d'une compagnie inopérante³⁸.

Le maire Pelletier parvient à compléter le montage financier du projet subventionné à 80,4% et, en mai 1994, la ministre Liza Frula l'informe que le Conseil des ministres a donné le feu vert. Mais à la suite d'un jeu de coulisse, le député Michel Tremblay fait renverser la décision le mois suivant. La subvention prévue pour la salle de spectacles servira plutôt à la construction d'un gymnase pour l'École privée Claire-L'Heureux-Dubé, et le projet de complexe culturel se trouve reporté aux calendes grecques^{38A}.

L'administration Tremblay

Après ses deux défaites aux mains de Philippe Michaud, le parcours politique de Michel Tremblay l'amène sur la scène provinciale où il se fait élire député de Rimouski à deux reprises en 1985 et 1989. Battu par Solange Charest lors du scrutin général du 12 septembre 1994, Michel Tremblay ne perd pas de temps et

annonce aussitôt sa candidature en vue des élections municipales du 6 novembre suivant. Il affronte alors l'ex-conseiller de Sacré-Cœur, Gilles Thériault et l'ex-directeur de l'Institut maritime, Jean-Marie Vignola. Ce dernier se présente avec une équipe de six candidats aux postes de conseillers. Lors du dépouillement du vote, Gilles Thériault obtient 1 534 voix, Jean-Marie Vignola 4 222 et Michel Tremblay 7 315.

Michel Tremblay remporte deux autres victoires. Ainsi en novembre 1998, il défait Éva Côté et Maxime Lavoie. Puis en 2001, à l'occasion de la première élection suivant la fusion de Rimouski avec cinq municipalités voisines, il l'emporte sur l'ex-maire de Sainte-Odile-sur-Rimouski et préfet de la MRC de Rimouski-Neigette, Anselme Gagné avec 63,3% des suffrages.

L'histoire retiendra sans doute du règne de Michel Tremblay la réalisation de grands projets. À ce chapitre, la liste est longue: réfection de l'aéroport municipal et du Colisée, agrandissement de l'hôtel de ville, agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire au coût de 35,7 M\$, construction d'un nouveau garage municipal, aménagement de la promenade de la Mer, mise en place de la collecte des matières recyclables et construction de la salle de spectacles dont nous reparlerons plus loin. Les quatre derniers projets sont des engagements de la campagne électorale de 1998.



Le parc de la Gare réaménagé (Kati Brown, 2005)

Le domaine de la sécurité publique connaît d'importantes transformations. Le maire Tremblay procède à la création le 10 juillet 1996 du Centre d'appel d'urgence des régions de l'Est du Québec. Ce centre installé dans l'aérogare de Rimouski gère tous les appels 911 du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie. Puis le conseil

décide d'abolir le corps policier municipal qui existait depuis 1904. Les 48 policiers sont intégrés à la Sûreté du Québec le 17 octobre 2002.

L'administration Tremblay se caractérise également par un gel des taxes municipales pendant 11 ans (1993-2003), tandis que la dette à long terme diminue de 65 M\$ à 49 M\$. Lors du dépôt du budget 2005, le maire Tremblay introduit un nouveau régime d'imposition à taux variés. La taxe foncière, uniforme jusque-là, devient variable pour tenir compte des propriétés dont la valeur augmente plus que la moyenne. Ce budget se traduit par une hausse de taxes pour 55% des contribuables et une diminution pour 45%.

La place de Rimouski dans la MRC

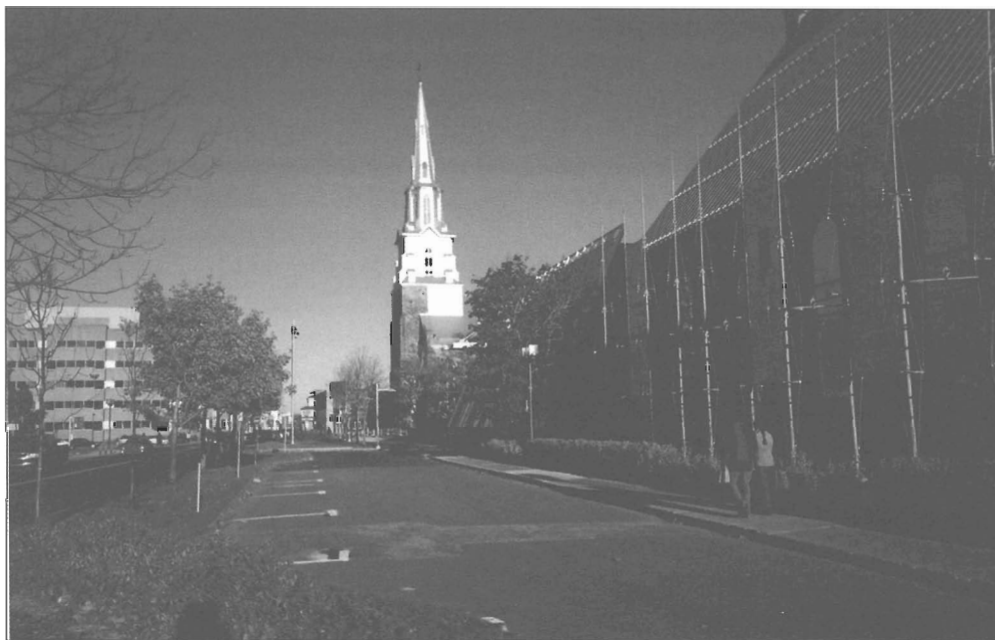
Avec l'arrivée au pouvoir de Michel Tremblay, on assiste à un changement radical dans les relations entre Rimouski et les municipalités rurales. Contrairement à son prédécesseur Pierre Pelletier qui parvient à maintenir des rapports harmonieux avec les autres maires de la MRC de Rimouski-Neigette, Michel Tremblay entretient un climat de rivalité avec ses homologues du milieu rural. Le maire de Rimouski n'a jamais caché son désir de fusionner toutes les localités de la MRC de Rimouski-Neigette en une seule entité.

Dès 1998, il refuse de collaborer avec le Centre local de développement Rimouski-Neigette (CLD). Il déclare: «*Cette structure peu pratique, n'apparaît d'aucune façon favoriser le développement d'une ville comme la nôtre mais plutôt le développement de l'économie sociale et rurale*»³⁹. Pour prendre ses distances, le maire Tremblay crée en août 1999 un organisme parallèle, la Société de promotion économique de Rimouski (SOPER). En avril 2005, la tension monte encore d'un cran à la table du Conseil des maires lorsque Michel Tremblay refuse d'aider financièrement le CLD et qu'il utilise sa double majorité pour battre une proposition en vue de l'élection du préfet de la MRC au suffrage universel.

La saga de la salle de spectacles, troisième acte

Le désormais célèbre projet de salle de spectacles déraile une nouvelle fois le 10 juillet 1995, quand le maire Tremblay oppose son droit de veto à une nouvelle esquisse de réfection du Centre civique au coût de 12,5 M\$. Dans une longue lettre adressée aux citoyens le 2 août suivant, il invoque notamment les inconnus liés à la rénovation d'un bâtiment âgé de 50 ans, l'exiguïté des lieux et les problèmes de stationnement.

Six années s'écoulent, et en 2001, Michel Tremblay présente cette fois le projet de construction d'un auditorium à l'arrière du Centre civique d'après des plans du célèbre architecte Dan S. Hanganu. Pour le mener à bien, Michel Tremblay doit cependant tenir tête à l'Association pour la sauvegarde du patrimoine diocésain



Après une longue série de péripéties souvent rocambolesques, la salle Desjardins-Telus est inaugurée le 26 août 2005 (Jean Larrivée, 2005)

Saint-Germain, dirigée par Gérard Grenier, et dont les membres s'opposent farouchement au site de la future salle de spectacles choisi par la population rimouskoise lors d'une consultation. Le groupe publie un document intitulé *Les révélations de la maquette*, soulignant que le nouvel édifice va surpasser en hauteur le Centre civique, masquant la totalité du presbytère et la majeure partie de la cathédrale. En raison de cette opposition, la Ville doit aller en référendum pour faire approuver son projet de règlement d'emprunt de 10,8 M\$ adopté en décembre 2002. Précédé d'une campagne animée, le référendum du 23 février 2003 donne un résultat clair: 78% des citoyens appuient le projet de salle de spectacles sur le site du Centre civique⁴⁰. Après presque 30 années d'études et de débats, la salle de spectacles Desjardins-Telus est inaugurée le 26 août 2005.

LA NOUVELLE VILLE DE RIMOUSKI

Le «grand Rimouski» dont rêve déjà le maire Maurice Tessier en 1961 commence à se dessiner le 25 avril 2000 avec le dépôt à l'Assemblée nationale, par la ministre Louise Harel, du Livre Blanc sur la réorganisation municipale. Québec fait part de son intention de regrouper les municipalités qui partagent un territoire restreint pour mettre un terme au dédoublement de services et à la concurrence

stérile. Le Livre Blanc pose un constat. Certaines municipalités doivent assumer seules le coût de services qui bénéficient à leurs voisines et cela se traduit *«par des disparités fiscales inéquitables, qui touchent particulièrement les résidents des villes centrales»*⁴¹. Comme cette situation s'applique parfaitement à la ville de Rimouski, elle fait partie des municipalités ciblées pour un regroupement. Deux autres facteurs favorisent la fusion. D'une part, l'écart entre le taux de taxation de Rimouski et des localités environnantes a considérablement diminué entre 1970 et 2000 et d'autre part, le pourcentage des résidents des municipalités voisines travaillant à Rimouski est très élevé comme en témoigne le tableau suivant.

Tableau 2
Population active occupée travaillant à Rimouski

Municipalités	Population active	% travaillant à Rimouski
	2000	2000
- Saint-Anaclet-de-Lessard	1 010	57,4
- Le Bic	1 245	56,2
- Mont-Lebel	95	63,2
- Sainte-Blandine	755	68,2
- Saint-Narcisse-de-Rimouski	245	40,8
- Pointe-au-Père	1 960	64,0
- Rimouski-Est	915	67,2
- Sainte-Odile-sur-Rimouski	605	85,1
- Rimouski	13 380	85,9

Source : *Rapport du conciliateur Valère M. Gagné sur la réorganisation municipale dans l'agglomération de recensement de Rimouski*, 16 février 2001, p. 7.

Le projet initial prévoit la fusion de Rimouski avec les localités de Pointe-au-Père, Sainte-Blandine, Mont-Lebel, Rimouski-Est, Sainte-Odile-sur-Rimouski, Bic et Saint-Anaclet. Ces deux dernières municipalités refusent cependant le regroupement et ont été privées progressivement depuis 2002 des bénéfices du programme de péréquation.

À l'aube du regroupement, on constate un phénomène intéressant. Rimouski enregistre une légère diminution de sa population après 45 années de croissance quasi ininterrompue, tandis que trois des cinq localités limitrophes connaissent une croissance démographique très marquée. C'est le cas de Sainte-Odile-sur-Rimouski qui voit sa population passer de 411 habitants en 1971 à 1 463 en 2001 et de Sainte-Blandine, où la population double pratiquement durant la même période, passant de 1 180 à 2 218 habitants. Quant à Pointe-au-Père, pour reprendre l'expression du chercheur Jean Larrivée, elle *«passe du village à la ville»* en quelques années à peine⁴². En plus d'un important développement commercial, Pointe-au-Père connaît



Le lac Bellavance, l'une des nombreuses étendues d'eau présentes sur le territoire de la ville de Rimouski (Kati Brown, 2005)



L'espace rimouskois demeure majoritairement un territoire rural (Kati Brown, 2005)

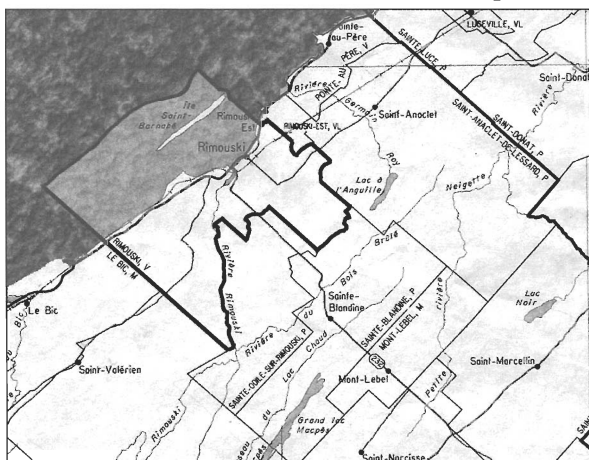
une augmentation très rapide de sa population qui atteint 4 171 habitants en 2001 comparativement à 1 013 habitants en 1971. Certaines années, comme en 1977, on construit plus de 100 maisons dans cette municipalité.

Cette urbanisation importante en périphérie a un impact majeur sur l'agriculture. Dans les limites de la ville de Rimouski, la moitié des fermes disparaissent en

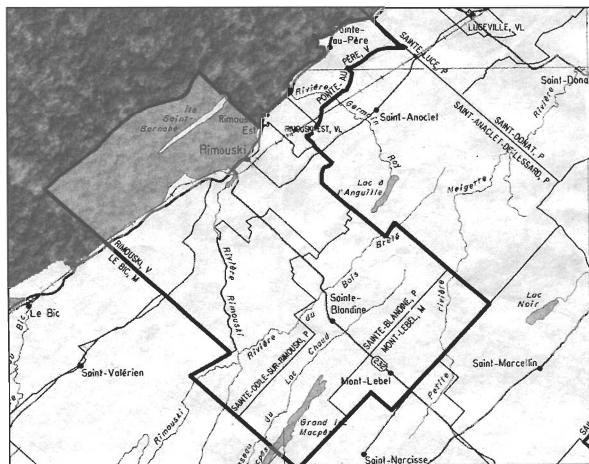
30 ans. On en dénombrait 62 en 1971, il n'en reste plus que 31 en 2001. À Sainte-Odile-sur-Rimouski, le nombre d'exploitations agricoles passe de 28 à 18 dans le même laps de temps⁴³.

Rimouski retrouve ses limites d'origine

Le principe du regroupement municipal avec Rimouski n'étant pas contesté par les résidents de Rimouski-Est, Pointe-au-Père, Sainte-Odile, Sainte-Blandine et Mont-Label, le gouvernement du Québec émet le décret de fusion le 13 septembre 2001. Le 3 février 2002, des cérémonies de levée du drapeau se déroulent dans cha-



Territoire de la ville de Rimouski avant les fusions municipales.



Territoire de la ville de Rimouski après les fusions municipales, 2002 (Rimouski a plus que doublé son territoire original)

cune des anciennes municipalités pour souligner leur intégration à Rimouski. Preuve d'une fusion harmonieuse, les citoyens des six anciennes municipalités ne réclament pas la défusion comme le permet le projet de Loi 9 déposé par le gouvernement Charest le 17 juin 2003.

Avec cette expansion territoriale, Rimouski retrouve pratiquement son espace géographique de 1835, avant que surviennent plusieurs démembrements pour la création notamment des paroisses de Saint-Yves, Sainte-Odile et Sainte-Anne-de-Pointe-au-Père. Par contre, la Ville qui a cédé des champs et des forêts au XIX^e siècle, hérite d'un territoire en grande partie développé.

La Technopole maritime

La décennie 1970 marque le début de la mise en place d'un certain nombre d'institutions qui vont faire de Rimouski l'un des chefs de file de la recherche maritime dans l'Est du Canada.

Au moment de sa création, l'UQAR se donne déjà comme objectif de créer à Rimouski un centre d'excellence en sciences de la mer. Afin d'y parvenir, l'université fait de l'océanographie son axe principal de développement. Le premier recteur de l'institution, Alcide C. Horth, expose rapidement à son entourage sa vision d'une véritable cité vouée à la recherche maritime sur les terrains situés au sud de la Deuxième Rue, face à l'UQAR.

C'est le Conseil économique de Rimouski qui proclame en premier lieu la ville «*capitale océanographique*» en 1981. Il s'agit du titre d'un prospectus publié d'abord en anglais et dont l'objectif est de faire connaître sur la scène internationale les recherches océanographiques menées à Rimouski.

La mise en valeur du secteur maritime est d'ailleurs, avec l'industrie agro-alimentaire, l'un des deux axes prioritaires retenus lors du Sommet économique du comté de Rimouski qui se déroule du 25 au 27 novembre 1982. Convoqués par le député Alain Marcoux, les quelque 150 participants conviennent que Rimouski doit miser prioritairement sur tous les champs d'intérêt reliés directement ou indirectement à la mer. Un an après la tenue du sommet, on assiste à la création du Centre de recherche et technologique en ressources maritimes. Par la suite, les choses s'accroissent. Le 20 juin 1990, le recteur de l'UQAR, Marc-André Dionne, le directeur de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), Alain Soucy et le président de l'Université du Québec, Claude Hamel, signent le protocole d'entente créant le Centre océanographique de Rimouski. Deux ans plus tard, Québec donne le feu vert à un projet de 5,7 M\$ pour l'agrandissement des laboratoires océanographiques construits en 1974-1975 sur le campus de l'UQAR. Apparaît ensuite en 1999 l'Institut des sciences de la mer (ISMER), dont l'objectif est de constituer une masse critique de chercheurs. Cette concentration de scientifiques permet à l'UQAR d'obtenir entre

2001 et 2003 pas moins de cinq chaires de recherches dans le domaine maritime.

Toujours en 1999, la Technopole maritime du Québec est créée en tant qu'initiative stratégique financée par Développement économique Canada. Ses composantes sont l'ISMER, l'Institut maritime du Québec, Innovation maritime, le Centre interdisciplinaire en cartographie des océans, l'Institut de recherche Maurice-Lamontagne et le Centre de recherche sur les biotechnologies marines (CRBM). Ouvert en 2004, le CRBM développe et commercialise des produits issus de la recherche fondamentale.

Selon les projections du programme Accord des sciences de la mer, le secteur des biotechnologies marines pourrait créer jusqu'à 450 nouveaux emplois à Rimouski entre 2005 et 2010. Après l'industrie du bois au XIX^e siècle, le commerce et les services au XX^e siècle, les sciences de la mer semblent appelées à donner un souffle nouveau à Rimouski au cours du XXI^e siècle.

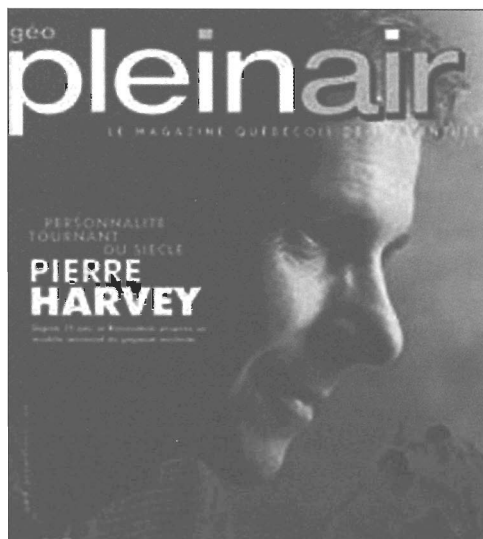
Un phénomène appelé l'Océanic

Lorsque Rimouski présente les Jeux d'hiver du Québec en 1975, la ville s'attire les éloges de toute la province pour l'accueil chaleureux de la population et l'excellence du Comité organisateur présidé par Marcel Castonguay.

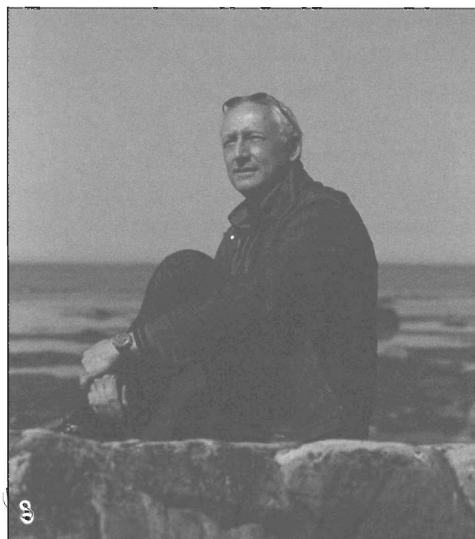
Vingt ans plus tard, une autre organisation, celle de l'Océanic de Rimouski, impose de nouveaux standards en matière d'efficacité et de mise en marché dans la Ligue de hockey junior majeur du Québec.



L'entraîneur Doris Labonté et les joueurs de l'Océanic exhibent la coupe Memorial, saison 1999-2000 (www.memorialcup2000.com)



Pierre Harvey est sans conteste le plus grand sportif originaire de Rimouski. Il a participé à deux reprises à des Jeux olympiques d'été dans la discipline du cyclisme (Montréal et Los Angeles) et à des Jeux olympiques d'hiver aux épreuves de ski de fond (Sarajevo et Calgary). Il a remporté la médaille d'or au 100 km contre la montre lors des Jeux panaméricains de Porto Rico en 1979 (course sur route). Enfin le 7 mars 1987, il devenait le premier Canadien à remporter une épreuve de la coupe du monde de ski nordique à Falun en Suède.



En foulant le sommet du mont Vinson en Antarctique le 10 décembre 2001, l'explorateur rimouskois Bernard Voyer devient le premier résident des trois Amériques à avoir atteint les deux pôles géographiques et réalisé le «tour du monde» par l'ascension des plus hauts sommets des sept continents.

C'est en 1989 que Jacques Mercier, le père de l'Océanic, entreprend les premières démarches pour amener à Rimouski une équipe de calibre junior majeur. En septembre 1993, une partie hors concours entre les Saguenéens de Chicoutimi et les Harfangs de Beauport, présentée devant une salle comble au Colisée de Rimouski, témoigne de l'intérêt des gens de la région pour le hockey junior. Une autre expérience similaire l'année suivante rassure les dirigeants de la LHJMQ qui, à l'automne 1994, accordent à l'unanimité une franchise à Jacques Mercier. Toutefois, le Conseil municipal de Rimouski refuse de négocier le bail du Colisée et les ententes connexes. Le maire Pierre Pelletier pour qui la priorité absolue est le projet de salle de spectacles estime alors que la Ville n'est pas prête. Quelques mois plus tard les Québécois Maurice et Jacques Tanguay, Marius Fortier et André Jolicoeur prennent tout le monde par surprise en entreprenant eux aussi des démarches pour doter Rimouski d'une équipe de la LHJMQ. Ces derniers trouvent une oreille plus attentive auprès du

nouveau maire Michel Tremblay et après la conclusion d'une entente de partenariat avec le groupe d'investisseurs rimouskois dirigé par Jacques Mercier, ils achètent les Lynx de Saint-Jean dont la franchise est transférée à Rimouski par les autorités de la ligue le 9 mai 1995.

Au-delà des succès sur la glace, l'équipe a remporté à deux reprises la coupe du Président (2000 et 2005) et la coupe Memorial (2000), l'Océanic est également une véritable PME avec 10 employés permanents et une masse salariale de plus d'un demi-million de dollars. Projet rassembleur et véritable phénomène social, l'Océanic a attiré plus de 1,8 M de spectateurs au cours de ses dix premières saisons. La façon de faire de l'Océanic, le recrutement de joueurs de l'Est du Québec, et le slogan: *«L'équipe de toute une région»*, ne sont pas étrangers à ce succès. Enfin, on ne peut négliger la visibilité sans précédent que la ville de Rimouski obtient périodiquement dans presque tous les grands médias de l'Amérique du Nord grâce aux succès de son équipe junior et au passage au sein de l'organisation de joueurs tels Brad Richards, Vincent Lecavalier, Sébastien Caron ou Sidney Crosby.

Mot de la fin

Nous voilà arrivés au terme d'un long parcours. Le lecteur aura remarqué le nombre et la diversité des documents cités à l'appui du contenu de *Rimouski depuis ses origines*. Sans ces vestiges du passé, et sans la collaboration des personnes et des institutions responsables de leur conservation, point d'histoire, point d'historiens. Grâce à eux, par contre, tout devenait possible.

On ne le dira jamais assez: le cadre géographique de la région rimouskoise n'a rien de banal. Au bord du grand fleuve, une île, des pointes de terre, des anses et des baies, une rivière et ses affluents, une vaste étendue terrestre épousant la forme générale d'un amphithéâtre... Autant d'éléments laissant entrevoir une histoire remarquable. Et quelle histoire, en effet! Amérindiens, découvreurs, pionniers de l'ère des seigneurs Lepage, exploitation forestière, ébauche d'un village, éclosion d'une ville dotée d'institutions au rayonnement régional. N'insistons pas: vous avez lu et cette évolution souvent spectaculaire, ponctuée d'une série de tournants décisifs, vous est déjà, nous l'espérons, un peu plus familière.

Il reste encore beaucoup à dire, bien sûr. La quête de connaissances historiques ne manquera pas de se poursuivre. Elle prendra parfois appui sur des sources aujourd'hui méconnues. Elle produira des interprétations élaborées suivant des perspectives et des sensibilités différentes des nôtres. Et ce sera bien ainsi. D'une génération à l'autre, les Rimouskois ne plantent-ils pas un peu plus profondément leurs racines?

Notes

- ¹ Jean-Vianney Frenette, *Rimouski. Étude de géographie urbaine*, mémoire de maîtrise de l'Université de Montréal, 1956, p. 10-11.
- ² Le géographe Rémi Beaulieu est encore plus pessimiste quant aux vents qui déferlent sur Rimouski; selon lui, il n'y a pas d'«écran protecteur». Voir Marie-Ange Caron et al. *Mosaïque rimouskoise. Une histoire de Rimouski*, le Comité des fêtes du 150^e anniversaire de la paroisse Saint-Germain-de-Rimouski, 1979, p. 12. Pour les données climatiques, consulter Yves Michaud et al. *Atlas urbain de Rimouski*, UQAR, module de géographie, 1991, p. 26-27.
- ³ Jean-François Bouchard, «Du 2 au 4 juillet à Rimouski. Les yeux tournés vers la baie», *L'Avantage*, 25 juin 2004, p. 23.
- ⁴ Béatrice Chassé, *Rimouski et son île. Les seigneurs Lepage. L'île Saint-Barnabé*, Les Cahiers de l'Estuaire no 2, Rimouski, Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent et le GRIDEQ, 2003, p. 52-55; Lionel Pineau et Marc Parent, dir., *Centenaire de la paroisse Notre-Dame-de-Sacré-Cœur 1875-1975*, Comité du centenaire, 1976, p. 75-76.
- ⁵ Sophie Malavoy, «Face à face avec Émilien Pelletier», *Découvrir*, mai-juin 2004, p. 33.
- ⁶ Ludger Lavoie et coll., *Les terres humides et la faune*, Québec, ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, 1984, p. 4 et suivantes.
- ⁷ Léo Bérubé, «Au beau pays de la Couronne», *L'Éboulis*, vol. 1, no 18, septembre 1956, p. 66.
- ⁸ Gisèle Beaulieu et al. *Monographie de la paroisse Saint-Robert-Bellarmin. Au cœur de la ville, cinquante ans d'histoire. Saint-Robert, 1941-1991*, Rimouski, 1991, p. 33-49; voir aussi Nicole Bélisle, «Une perception du quartier Saint-Robert», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XIX, no 2 (49), juin 1996, p. 92-96.
- ⁹ Gilles Duchesne et al., *Une histoire de Sainte-Blandine 1881-1981*, Sainte-Blandine, 1981, p. 16.
- ¹⁰ Pour des observations spécialisées, il faut consulter Bernard Hétu, «Rimouski vu du ciel: une sélection de photos aériennes verticales commentées», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XIX, no 2, juin 1996, p. 14-24. Claude Livernoche, «Géomorphologie du territoire urbain de Rimouski et l'utilisation de l'espace», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XIX, no 2, juin 1996, p. 5-13. Yves Michaud et al., *Atlas urbain de Rimouski*, UQAR, module de géographie, 1991, 126 p.
- ¹¹ Conférence de Guillaume St-Onge, «Variations solaires et le climat au cours des derniers millénaires», Rimouski, ISMER, 9 novembre 2004.
- ¹² Bernard Hétu, «Géologie et géomorphologie du Bas-Saint-Laurent», dans *Parcours historiques dans la région touristique du Bas-Saint-Laurent* de Paul Larocque et coll., Rimouski, UQAR-GRIDEQ, 1994, p. 380.
- ¹³ Pour en savoir davantage sur le climat et la végétation, voir Bernard Hétu, «Rimouski vu du ciel...», *op. cit.*, p. 23. Bernard Hétu, «Géologie et géomorphologie...», *op. cit.*, p. 383. Pierre Richard et A.C. Larouche, «Histoire post glaciaire de la végétation et du climat dans la région de Rimouski, Québec, dans C. Chapdelaine, éd., *Il y a 8000 ans à Rimouski. Paléoécologie et archéologie d'un site de culture Plano*, Québec, ministère des Transports, 1994, p. 49-89.
- ¹⁴ Claude Chapdelaine, «Réflexion sur l'ancienneté du peuplement initial du Québec à partir de nouveaux indices matériels du paléoindien récent de la région de Rimouski», *Géographie physique et quaternaire*, vol. 50, no 3, 1996, p. 274.
- ¹⁵ Pour en connaître davantage sur la préhistoire et la présence amérindienne dans la région: Claude Chapdelaine, éd., *Il y a 8000 ans à Rimouski...*, *op. cit.*, 314 p. Claude Chapdelaine et Steve Bourget, «Premier regard sur un site paléoindien récent à Rimouski (dc ed-1)», *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. XXII, no 1, printemps 1992, p. 17-32. Pierre Dumais, *Les schémas d'établissement préhistoriques au sud de l'estuaire du Saint-Laurent*, Université de Montréal, mémoire de maîtrise, 1979, 170 p.
- ¹⁶ Jean-Claude Fortin et Antonio Lechasseur, dir., *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993, p. 71.

¹ Pour la rédaction de ce chapitre, on a dû faire appel à plusieurs sources manuscrites et imprimées, à des études, des inventaires, des guides et des instruments de recherches, dont la plupart ont été recensés dans la bibliographie établie par M^{me} Béatrice Chassé dans son ouvrage *Rimouski et son île: les seigneurs Lepage: l'île Saint-Barnabé*, Rimouski, Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent/GRIDEQ, 2003, p. 87-90. Les autres sources et études qui ont été utilisées pour la rédaction de ce texte sont signalées dans les notes qui suivent.

² Jacques Cartier, *Relations*, éd. critique de Michel Bideaux, Montréal, Presse de l'Université de Montréal, 1986, p. 134.

³ *Ibid.*

⁴ Robert Michaud, *L'Isle-Verte vue du large*, 2^e éd., [Rimouski], R. Michaud, 1995, p. 43.

⁵ Commission de toponymie du Québec, *Noms et lieux du Québec: Dictionnaire illustré*, 2^e éd., Sainte-Foy, Publications du Québec, 1996, p. 103 et 611.

⁶ Samuel de Champlain, «Les voyages de la Nouvelle France occidentale, dicte Canada», *Œuvres de Champlain*, publiées sous le patronage de l'Université Laval par C.-H. Laverdière, 2^e éd., Québec, Imprimé au Séminaire par Geo.-E. Desbarats, 1870, t. V, p. 1091.

⁷ *Id.*, «Les voyages du sieur de Champlain Xaintongeois, capitaine ordinaire pour le Roy, en la marine», *Œuvres de Champlain*, t. III, encart entre les p. 474 et 475.

⁸ Pierre-Georges Roy, *Les noms géographiques de la province de Québec*, Lévis, s. é., 1906, p. 207.

⁹ Charles Guay, *Chronique de Rimouski*, Québec, P.-G. Delisle, imprimeur, 1873, vol. 1, p. 61.

¹⁰ Ignace Plamondon. Plan de la seigneurie de Rimouski. 30 janvier 1778. Archives nationales du Québec – Rimouski (ci-après ANQ-R), Fonds Ulric-Joseph Tessier, P1/18.

¹¹ Archives nationales du Québec – Québec (ci-après ANQ-Q), Fonds Cour supérieure, district judiciaire de Québec, CN301,S92, greffe du notaire Alexandre Dumas, microfilm n° M173/332, partage des seigneuries Rimouski, Grand-Métis et La Mollaie, 15 avril 1791.

¹² Champlain, «Des sauvages, ou voyage de Samuel de Champlain de Brouage, fait en la France Nouvelle, l'an mil six cens trois», *Œuvres de Champlain*, t. II, p. 68.

¹³ *Id.*, «Les voyages de la Nouvelle France occidentale, dicte Canada», *Œuvres de Champlain*, t. V, p. 1094.

¹⁴ *Ibid.*, t. V, p. 1166-1167.

¹⁵ Jean-Charles Fortin et Antonio Lechasseur, *Le Bas-Saint-Laurent*, [Sainte-Foy], Édition de l'IQRC, coll. «Les régions du Québec: Histoire en bref», n° 1, c1999, p. 36-40.

¹⁶ Ghislain Michaud, *Les gardiens du portage: l'histoire des Malécites du Québec*, Sainte-Foy, GID, 2003, p. 65.

¹⁷ *Ibid.*, p. 105.

¹⁸ Jésuites, *The Jesuit relations and allied documents: travels and explorations of the Jesuit missionaries in New France, 1610-1791: the original French, Latin and Italian texts, with English translations and notes*, éd. préparée par Reuben Gold Thwaites, Cleveland, Burrows Bros. Co., 1899, vol. XLVII, p. 166.

¹⁹ *Ibid.*, vol. XLVIII, p. 282-284.

²⁰ Cyprien Tanguay, *Répertoire général du clergé canadien: par ordre chronologique depuis la fondation de la colonie jusqu'à nos jours*, Québec, C. Darveau, 1868, p. 46, note 1.

²¹ «Le Père Henri Nouvel», *Le Progrès du Golfe*, 9 août 1929, p. 1.

²² Corporation des fêtes du centenaire de Pointe-au-Père, *Une lumière sur la côte: Pointe-au-Père, 1882-1982*, [Pointe-au-Père], Corporation des fêtes du centenaire de Pointe-au-Père, 1982, p. 24.

²³ Léon Pouliot, «Nouvel, Henri», *Dictionnaire biographique du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1969, vol. II, p. 522.

²⁴ C. Guay, *op. cit.*, vol. I, p. 47.

- 25 Jean Hamelin, «Amiot (Amyot), Charles», *Dictionnaire biographique du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1966, vol. I, p. 60.
- 26 Jésuites, *op. cit.*, vol. LIII, p. 70.
- 27 Jésuites, *op. cit.*, 1900, vol. LX, p. 270.
- 28 Père Pacifique, o.f.m.cap., *Une tribu privilégiée: souvenir du III^e centenaire des Micmacs*, Sainte-Anne-de-Ristigouche, s. é., 1910, p. 2.
- 29 Léo Bérubé, «Y a-t-il eu une réserve de Sauvages à Rimouski», *L'Éboulis*, vol. 1, n° 16 (mai 1956), p. 58.
- 30 *Ibid.* et Romuald-Philippe Sylvain, «Est-ce qu'il y a eu une réserve de sauvages à Rimouski?», *L'Écho du Bas St-Laurent*, 21 janvier 1938, p. 1-2.
- 31 G. Michaud, *op. cit.*, p. 27.
- 32 C. Guay, *op. cit.*, vol. 1, p. 18.
- 33 *Ibid.*, p. 19.
- 34 Eugène Rouillard, *Noms géographiques de la province de Québec et des provinces maritimes empruntés aux langues sauvages: avec carte indiquant les territoires occupés autrefois par les races aborigènes: étymologie, traduction et orthographe*, Québec, Ed. Marcotte, imprimeur et relieur, 1906, p. 88.
- 35 C. Guay, *op. cit.*, vol. 1, p. 20.
- 36 J. W. M. (James Wilbrod Miller), «Notes sur les seigneuries du district de Rimouski», *Le Bulletin des recherches historiques*, vol. XVII, n° 9 (septembre 1911), p. 264.
- 37 Jean-Baptiste Bourguignon d'Anville. *Canada, Louisiane et Terres angloises*. [Paris], l'auteur, 1755. 1 carte en 4 feuilles; 48 x 65 cm ou moins. Bibliothèque nationale du Québec (ci-après BNQ), G 3300 1755 A5, collection numérique [en ligne], <http://www4.bnquebec.ca/cargo/accueil.htm>. N.B. Rimouski figure sur le feuillet nord-est.
- 38 Sandra Tremblay, «Les territoires des Malécites», *L'Estuaire*, vol. 21, n° 1 (52), (janvier 1998), p. 23.
- 39 G. Michaud, *op. cit.*, p. 32.
- 40 Jean-Charles Taché, dans le prologue de son livre intitulé *Trois légendes de mon pays*, (la première édition a été publiée en 1861 dans *Les Soirées canadiennes*; Montréal, Beauchemin, 1924, p. 24-25), témoigne de la présence – encore au milieu du XIX^e siècle – de Malécites le long de la rivière Rimouski près de son embouchure: «Louis Thomas le Malécite, chef de sa tribu (...) Il y a déjà plusieurs années de cela, mon vieil ami avait placé pour quelques jours ses wigwams, car il était avec plusieurs des siens sur les bords de la rivière Rimouski (...) je m'assis près de lui sur le tertre en face de cette belle anse de Rimouski».
- 41 *Ibid.*, p. 72.
- 42 Joannes de Laet. *L'histoire du Nouveau-Monde ou Description des Indes Occidentales: contenant dix-huit livres par Jean de Laet: enrichi de nouvelles tables géographiques & figures des animaux, plantes & fruits*, Leyde, B. & A. Elseviers, 1640, p. 46.
- 43 Jean-Vianney Frenette, «Rimouski, une étude de géographie urbaine», thèse de maîtrise, Montréal, Université de Montréal, 1956, p. 43-44.
- 44 Cette protection est toute relative puisque les îles Saint-Barnabé et Canuel ne sauraient compenser «l'absence d'écran protecteur provenant du relief» (Rémi Beaulieu, «En guise d'introduction... Esquisse géographique de Rimouski», Marie-Ange Caron et collab., *Mosaïque rimouskoise: une histoire de Rimouski*, Rimouski, Comité des fêtes du cent cinquantième anniversaire de la paroisse Saint-Germain de Rimouski, 1979, p. 12).
- 45 Nicolas-Gaspard Boucault, «État présent du Canada, dressé sur nombre de mémoires et connaissances acquises sur les lieux, par le sieur Boucault (1754)», *Rapport de l'archiviste de la province de Québec pour 1920-1921*, [Québec], Ls-A. Proulx, Imprimeur de Sa Majesté le Roi, 1921, p. 30.
- 46 Clément Pagès, «Relation d'un voyage de Paris en Canada par M. Clément Pagès, p.s.s., 1741», *Rapport de l'archiviste de la province de Québec pour 1947-1948*, [Québec], Rédempti Paradis, imprimeur de Sa Majesté le Roi, [1948], p. 26.
- 47 Jean Leclerc, *Les pilotes du Saint-Laurent, 1762-1960: l'organisation du pilotage en aval du havre de Québec*, Sainte-Foy, Éditions GID, 2004, p. 104.

48 *Ibid.*

49 Louis-Joseph Montcalm de Saint-Véran, marquis de, *Journal du marquis de Montcalm durant ses campagnes en Canada de 1756 à 1759*, publié sous la direction de H.-R. Casgrain, Québec, Imprimerie L.-J. Demers & frère, 1895, coll. «Manuscrits du maréchal de Lévis», vol. 7, p. 51.

50 ANQ-Q, Fonds Conseil souverain, TP1,S36, cahier n° 2, fol. 14 v.-15 v., microfilm n° M10/1, concession de la seigneurie du Bic, 6 mai 1675; ANQ-Q, TP1,S36, cahier n° 2, fol. 73-74 v., microfilm n° M10/1, concession de la seigneurie de Mitis, 6 mai 1675.

51 Alain Laberge, «Propriété et développement des seigneuries du Bas-Saint-Laurent, 1656-1790», mémoire de recherche, Toronto, York University, 1981, p. 24.

52 ANQ-Q, TP1,S36, cahier n° 2, fol. 73-74 v., microfilm n° M10/1, concession de la seigneurie de Mitis, 6 mai 1675.

53 Centre des archives d'outre-mer, Aix-en-Provence, France (ci-après CAOM), Fonds des Colonies, COL C11A 6/fol.252-252v., en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, procès-verbal de La Barre, 20 mai 1684.

54 R. Michaud, *op. cit.*, p. 111.

55 ANQ-Q, Fonds Intendants, E1,S3, reg. n° 3, fol. 13, 13 v. et 16, microfilm n° M7/1, concession de la seigneurie de Rimouski, 24 avril 1688.

56 ANQ-Q, TP1,S36, cahier n° 2, fol. 85 v., microfilm n° M10/1, ratification de la concession de la seigneurie de Rimouski, 24 mai 1689.

57 ANQ-Q, E1,S3, reg. n° 3, fol. 13, 13 v. et 16, microfilm n° M7/1, concession de la seigneurie de Rimouski, 24 avril 1688.

58 Sur la question des limites territoriales de la seigneurie de Mitis, on pourra consulter l'article de Reynald Gagnon, «L'histoire territoriale des seigneuries situées entre la rivière Hâtée et la rivière Mitis», *L'Estuaire*, vol. 26, n° 2 (63), (juin 2003), p. 12-23.

59 R. Michaud, *op. cit.*, p. 112.

60 Jean-Charles Fortin et Antonio Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993, coll. «Les régions du Québec», n° 5, p. 121.

61 Alphonse Fortin, «Histoire des établissements du Saint-Laurent inférieur de la Gaspésie», *Le Messager de Sainte-Anne*, vol. 58, n° 1 (mai 1939), p. 9.

62 J. W. M. (James Wilbrod Miller), «Généalogie de la famille Lepage: (branche du district de Rimouski)», *Le Progrès du Golfe*, 29 septembre 1905, p. 4.

63 Pierre-Georges Roy, «La famille Rouer de Villaray. Augustin Rouer de la Cardonnière et de Villaray», *Le Bulletin des recherches historiques*, vol. XXVI, n° 5 (mai 1920), p. 134.

64 Alphonse Fortin, «Les seigneuries du comté de Rimouski: III. La seigneurie de Rimouski», *Le Centre St-Germain*, vol. 60, n° 6 (octobre 1941), p. 13.

65 J.-V. Frenette, *op. cit.*, p. 32.

66 Alexandre Gagné, «La seigneurie de Rimouski», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XIX, n° 2 (49), (juin 1996), p. 26.

67 ANQ-Q, CN301,S238, greffe du notaire Gilles Rageot, microfilm n° M36/6, marché entre Jean Langlois et Augustin Rouer de La Cardonnière, 13 septembre 1689.

68 Michel Langlois, «Lepage René (1656-1718) dit Sainte-Claire», *Dictionnaire biographique des ancêtres québécois (1608-1700)*, Sillery, Maison des ancêtres québécois, 2000, t. 3, p. 257.

69 *Dictionnaire généalogique des familles Lepage*, 2^e éd., [Rimouski], Association des Lepage d'Amérique, 2004, t. 1, p. 32. À la liste des 17 enfants qui est fournie par l'auteur, il faudrait retrancher le nom de Guillaume, dont l'acte de sépulture n'indique aucun lien de filiation avec le couple Lepage-Gagnon. D'ailleurs, il est clairement identifié sous le nom de Guillaume Page dans cet acte. En revanche, il faudrait rajouter au nombre des enfants du premier seigneur de Rimouski, le nom de Marguerite Lepage, dont on ne trouve aucune trace de l'acte de baptême, tout comme celui de son frère Germain. Dans l'aveu et dénombrement de Rimouski, réalisé en 1724, Germain Lepage avait 28 ans et Marguerite Lepage 26 ans. Ce qui les fait naître respectivement vers 1696 et 1698 (voir ANQ-Q, E1,S4,SS3, cahier n° 1, fol. 183 v.-186, microfilm n° M6/2, aveu et dénombrement de la seigneurie de Rimouski, de

Rivière-Mitis (Pachot) et Sainte-Claire, 25 août 1724).

⁷⁰ A. Fortin, *loc. cit.*, p. 13.

⁷¹ ANQ-Q, CN301,S58, greffe du notaire Louis Chambalon, microfilm n° M61/2, échange entre Augustin Rouer de La Cardonnière et René Lepage, 10 juillet 1694.

⁷² *Ibid.*, microfilm n° M61/8, vente de Charlotte-Françoise Juchereau à René Lepage, 25 août 1703.

⁷³ Cette acquisition est rapportée par Charles Gagnon dans une déclaration confirmant que lui-même, Charles Bélanger et Pierre Lefrançois ont fait une transaction avec René Lepage en 1717 (voir ANQ-Q, CN301,S140, greffe du notaire Nicolas Huot, microfilm n° M173/520, déclaration de Charles Gagnon, 30 octobre 1750).

⁷⁴ B. Chassé, *op. cit.*, p. 11.

⁷⁵ J.-C. Fortin et A. Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, p. 127.

⁷⁶ A. Laberge, *op. cit.*, p. 44.

⁷⁷ Voir à ce sujet l'article de Gabriel Langlois, «Alliances des familles Lepage, Rioux et Côté des seigneuries de Rimouski, Trois-Pistoles et L'Isle-Verte», *L'Estuaire généalogique*, no 58 (avril-mai-juin 1996), p. 37-40.

⁷⁸ ANQ-Q, E1,S4,SS1, cahier n° 1, fol. 390 v. – 391 v., microfilm n° M7/3, foi et hommage de René Lepage, 27 janvier 1696.

⁷⁹ J.-V. Frenette, *op. cit.*, p. 32.

⁸⁰ C. Guay, *op. cit.*, vol. 1, p. 52.

⁸¹ Léo Bérubé, «Rimouski à ses débuts (20)», *Feuillelet paroissial: Cathédrale St-Germain de Rimouski*, 13 mars 1977, p. 4.

⁸² ANQ-Q, CN301,S58, greffe du notaire L. Chambalon, microfilm n° M61/2, échange entre Augustin Rouer de La Cardonnière et René Lepage, 10 juillet 1694.

⁸³ ANQ-Q, E1,S3, reg. n° 9, fol. 77-78 v., microfilm n° M7/1, concession d'une augmentation à la seigneurie de Rimouski, 11 mars 1751.

⁸⁴ Les données statistiques de l'époque donnent un seul chiffre pour les postes de Rivière-du-Loup et du Bic. (On se rappellera que les deux seigneuries appartiennent au seigneur de La Chesnaye.) Ainsi, en 1695, on estime les populations de Rivière-du-Loup et du Bic réunies à 13 personnes. Dix ans plus tard, le total s'élève à 22 personnes (voir A. Laberge, *op. cit.*, p. 74).

⁸⁵ Joseph D. (Joseph Désiré) Michaud, *Le Bic: les étapes d'une paroisse*, Québec, Ernest Tremblay, imprimeur, 1925, vol. 1, p. 113.

⁸⁶ On a longtemps cru que ce personnage était l'oncle paternel de Marie-Madeleine Gagnon, l'épouse du seigneur Lepage (voir Alphonse Fortin, «Les seigneuries du comté de Rimouski: IV. La seigneurie Lessard (ou de La Mollaie)», *Le Centre St-Germain*, vol. 60, n° 7 (novembre 1941), p. 10). Or, on sait depuis peu qu'il n'existe aucune parenté entre les deux individus (voir Christiane Perron, «À quelle famille appartient Jean Gagnon, pionnier du Bic?», *Mémoires de la Société généalogique canadienne-française*, vol. 41, n° 2 (été 1990), p. 130).

⁸⁷ ANQ-Q, CN301,S114, greffe du notaire François Genaple, microfilm n° M47/2, dépôt d'un accord entre Jean Gagnon et Charles Denys de Vitry, 3 septembre 1686. (L'acte a été rédigé le 5 août 1686.)

⁸⁸ Michel Langlois, «Laurent Pierre (c.1674-post 1739) dit Saint-Laurent», *Dictionnaire biographique des ancêtres québécois (1608-1700)*, Sillery, Maison des ancêtres québécois, 2000, t. 3, p. 148.

⁸⁹ J.-V. Frenette, *op. cit.*, p. 32, note 2.

⁹⁰ Cyprien Tanguay, *Dictionnaire généalogique des familles canadiennes: depuis la fondation de la colonie jusqu'à nos jours*, Montréal, Eusèbe Senécal, 1888, vol. 5, p. 190.

⁹¹ Georges Desrosiers, «Étude démographique de la population de Rimouski, 1701-1750», *L'Estuaire*, n° 65 (juin 2005), p. 17.

⁹² Léo Bérubé, «Rimouski à ses débuts (21)», *Feuillelet paroissial: Cathédrale St-Germain-de-Rimouski*, 20 mars 1977, p. 4.

⁹³ C. Guay, *op. cit.*, vol. 1, p. 94.

⁹⁴ ANQ-R, P1/7-6/1, procès-verbal d'arpentage de la seigneurie de Rimouski par Charles Lefrançois, arpenteur, 20

février 1744.

⁹⁵ Université de Montréal. Programme de recherche en démographie historique, *R.A.B. du PRDH: répertoire des actes de baptême, mariage et sépulture du Québec ancien*, (version 1.2) [cédérom], [Boucherville], G. Morin, c1998, n° 31648, baptême de Pierre Gosselin, 8 décembre 1678 à Sainte-Famille, Î.-O.

⁹⁶ *Ibid.*, n° 84412, mariage de Pierre Gosselin et Marie-Madeleine Guérinet, 1^{er} septembre 1701 à Rimouski.

⁹⁷ *Dictionnaire généalogique des familles Lepage*, t. 1, p. 33.

⁹⁸ L. Bérubé, «Rimouski à ses débuts (21)», p. 4.

⁹⁹ ANQ-Q, CN301,S10, greffe du notaire Jacques Barbel, microfilm n° M173/21, contrat de mariage de Pierre Sorbé et Cécile Gosselin, 14 septembre 1728. Une autre source indique que Pierre Gosselin serait décédé dès 1725 (voir la conférence d'Alain Ross à la bibliothèque de la Société de généalogie et d'archives de Rimouski, sous la cote R39: «William Ross (1732-1807): Militaire, négociant, pilote et seigneur. Notes chronologiques à la base de la conférence du 15 mars 2001 aux membres de la SGAR par monsieur Alain Ross: *William Ross, seigneur et pilote*», [Rimouski], l'auteur, 2001, p. [4]).

¹⁰⁰ C. Guay, *op. cit.*, vol. 1, p. 59.

¹⁰¹ Étienne Pominville est l'un de ces coureurs des bois sans domicile fixe (voir Gabriel Langlois, «Un "coureur de bois" à Rimouski: Étienne Brault», *L'Estuaire*, vol. XXV, n° 2 (61), (juin 2002), p. 24).

¹⁰² B. Chassé, *op. cit.*, p. 15.

¹⁰³ *Ibid.*, p. 13.

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ Raoul Blanchard, *L'est du Canada français: «province de Québec»*, Paris, Librairie Masson/Montréal, Librairie Beauchemin, 1935, coll. «Publications de l'Institut scientifique franco-canadien», t. 1, p. 137.

¹⁰⁶ Pierre Rioux, «Baptêmes d'Amérindiens à Rimouski», 2005, inédit.

¹⁰⁷ G. Desrosiers, *loc. cit.*, p. 17.

¹⁰⁸ B. Chassé, *op. cit.*, p. 47.

¹⁰⁹ P. Rioux, *op. cit.*

¹¹⁰ A. Laberge, *op. cit.*, p. 74.

¹¹¹ B. Chassé, *op. cit.*, p. 15-16.

¹¹² Incluant deux mariages entre Amérindiens et un mariage mixte (voir G. Desrosiers, *loc. cit.*, p. 17).

¹¹³ A. Fortin, «Les seigneuries du comté de Rimouski: III. La seigneurie de Rimouski», p. 13.

¹¹⁴ Serge Courville, *Seigneuries et fiefs du Québec: nomenclature et cartographie*, [Sainte-Foy], CE?LAT/[Que?bec], Commission de toponymie, 1988, coll. «Outils de recherche du CE?LAT», n° 3 et «Dossiers toponymiques» n° 18, p. 173.

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 150.

¹¹⁶ ANQ-Q, E1,S3, reg. n° 4, fol. 28 v.-29, microfilm n° M7/1, concession de la seigneurie de Lessard, 8 mars 1696.

¹¹⁷ J.-V. Frenette, *op. cit.*, p. 23.

¹¹⁸ Commission de toponymie du Québec, *Topos sur le web: Noms et lieux du Québec* (en ligne), (Québec), gouvernement du Québec, 2004, <http://www.toponymie.gouv.qc.ca/topos.htm> (page consultée le 25 octobre 2005).

¹¹⁹ En 1873, ces terres appartenaient à Hubert St-Laurent et Victor Réhel (voir C. Guay, *op. cit.*, vol. 1, p. 58, note 1).

¹²⁰ En l'absence de titres de concessions, il faut s'en remettre à un document postérieur: l'aveu et dénombrement de la seigneurie de Rimouski du 25 août 1724 (voir ANQ-Q, E1,S4,SS3, cahier n° 1, fol. 183 v.-186, microfilm n° M6/2, aveu et dénombrement de la seigneurie de Rimouski, de Rivière-Mitis (Pachot) et Sainte-Claire, 25 août 1724).

¹²¹ Marcel Trudel, *Initiation à la Nouvelle-France: histoire et institutions*, Montréal, Éditions HRW, 1971, p. 185.

¹²² ANQ-Q, CN301,S58, greffe du notaire L. Chambalon, microfilm n° M61/13, concession de René Lepage à Pierre Lepage, 4 août 1711.

¹²³ *Ibid.*, concession de René Lepage à Louis Lepage, 4 août 1711.

124 M. Trudel, *op. cit.*, p. 189.

125 La veuve de Louis Fortin, Élizabéth Gamache, rapporte que son mari possédait une terre depuis sept ans à Rimouski au moment de sa mort en 1788, et ce, sans qu'il ait pu obtenir un billet de concession de la part du seigneur Lepage (voir ANQ-Q, CN301,S230, greffe du notaire Joseph-Bernard Planté, microfilm n° M173/710, cession d'Élizabéth Gamache à Joseph Drapeau, 8 juin 1791).

126 En 1873, cette terre était occupée par M. F.-X. Boucher (voir C. Guay, *op. cit.*, vol. 1, p. 59).

127 ANQ-Q, CN301,S11, greffe du notaire Claude Barolet, microfilm n° M173/25, dépôt d'une donation de Pierre Lepage à Pierre Lepage, son fils, 10 octobre 1746. (L'acte a été rédigé par le père Ambroise Rouillard le 8 septembre 1746.)

128 ANQ-Q, CN301,S58, greffe du notaire L. Chambalon, microfilm n° M61/13, concession de René Lepage à Pierre Lepage, 4 août 1711.

129 Jacques Mathieu et Alain Laberge, dir., *L'occupation des terres dans la vallée du Saint-Laurent: les aveux et dénombrements, 1723-1745*, Sillery, Septentrion/Outremont, Centre de recherche Lionel-Groulx, 1991, p. XXVII.

130 Léo Bérubé, «Glossaire paroissial: Les moulins», *L'Éboulis*, vol. 1, n° 16 (mai 1956), p. 60.

131 Sylvain Gosselin, «La première église de Rimouski (ca 1712-1784)», *L'Estuaire*, vol. XXV, n° 2 (61), (juin 2002), p. 18. N.B. Une erreur s'est glissée dans le passage auquel nous faisons référence: «*Le domaine seigneurial – du moins selon l'aveu et dénombrement de 1724 – couvrait 15 arpents et se situait immédiatement après la terre de Pierre St-Laurent qui elle-même s'étendait sur trois [sic] arpents, à la suite du ruisseau Réhel. Or, en additionnant les 15 arpents du domaine aux trois [sic] arpents de la terre de Pierre St-Laurent, on arrive à situer la limite ouest du domaine à un arpent à l'est de l'avenue de la Cathédrale.*» On devrait plutôt lire que la terre de Pierre Saint-Laurent mesurait non pas trois arpents, mais bien sept arpents.

132 C. Guay, *op. cit.*, vol. 1, p. 59, note 1.

133 ANQ-Q, CN301,S11, greffe du notaire C. Barolet, microfilm n° M173/25, dépôt du contrat de mariage de Germain Lepage et Marie-Geneviève Rioux, 10 octobre 1746. (L'acte a été rédigé par le père Ambroise Rouillard le 22 juillet 1746.)

134 C. Guay, *op. cit.*, vol. 1, p. 120, note 1.

135 ANQ-Q, CN301,S92, greffe du notaire A. Dumas, microfilm n° M173/332, vente de Joseph Drapeau à Louis Bélair, 12 août 1793. Ce contrat a été résilié un mois plus tard (*ibid.*, résiliation de vente entre Joseph Drapeau et Louis Bélair, 14 septembre 1793).

136 ANQ-R, Fonds Cour supérieure, district judiciaire de Rimouski, CN101,S18,SS777,P1, greffe du notaire Louis-de-Gonzague Belzile, microfilm n° M273/1, «Énoncé des titres des terres et terrains en la ville de Rimouski», 1933, p. 393 v.

137 Archives de l'archidiocèse de Rimouski (ci-après AAR), Fonds Médard Belzile, «Rimouski au temps de la tenure seigneuriale, 1688-1940», [vers 1945], p. 53.

138 ANQ-R, CN101,S7, greffe du notaire Pierre Gauvreau, cession de Catherine Drapeau, à Luce-Gertrude, Adélaïde et Louise-Angèle Drapeau, 26 septembre 1848.

139 ANQ-R, CN101,S5, greffe du notaire Joseph Garon, protêt de Luce-Gertrude Drapeau à Étienne Pineau, 20 septembre 1847.

140 ANQ-R, Fonds Cour supérieure, district judiciaire de Kamouraska, CN104,S52, greffe du notaire Jean-Baptiste Pouliot, marché entre Luce-Gertrude Drapeau et Étienne Pineau, 27 août 1845.

141 ANQ-R, CN101,S5, greffe du notaire J. Garon, marché entre Joseph Lavoie et Étienne Bélanger d'une part et Luce-Gertrude Drapeau, agissant pour ses sœurs Adélaïde et Louise-Angèle Drapeau, d'autre part, 29 septembre 1846.

142 «*Line of Intercolonial Railway*». [ca 1873]. AAR, Fonds Archidiocèse de Rimouski, 355.106.1; «Ville de Rimouski». 24 avril 1890. AAR, 355.106.1.

143 Claude Livernoche, «Géomorphologie du territoire urbain de Rimouski et utilisation de l'espace», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XIX, n° 2 (49), (juin 1996), p. 11.

144 Georges Desrosiers, «La famille Desrosiers dans la région de Rimouski au XVIII^e siècle. Partie 1: implantation

dans la seigneurie de Rimouski», *L'Estuaire*, vol. XXV, n° 1 (60), (janvier 2002), p. 14.

145 ANQ-Q, CN301,S146, greffe du notaire Florent de La Cetière, microfilm n° M173/693, marché entre Joseph de Fleury de La Gorgendière et Germain Lepage, 11 avril 1716; *ibid.*, microfilm n° M41/1, marché entre Pierre Marchand, Germain Lepage et Joseph de Fleury de La Gorgendière, 5 mai 1716.

146 B. Chassé, *op. cit.*, p. 12-13.

147 Dans son testament, Germain Lepage affirme vouloir être inhumé dans sa chapelle (voir ANQ-R, P1/1-2/1, testament de Germain Lepage, 9 décembre 1713).

148 On pourrait s'étonner que l'aveu de 1724 ne fasse pas mention d'une église à Rimouski. Or, il faut savoir que si les aveux et dénombrements enregistrent assez fidèlement les équipements associés à l'exercice des droits seigneuriaux (comme les moulins à farine), il en va autrement pour les bâtiments ecclésiastiques et privés (églises et moulins à scie), dont le relevé «souffre d'une imprécision certaine» (voir J. Mathieu et A. Laberge, dir., *op. cit.*, p. XXVII).

149 C. Guay, *op. cit.*, vol. 1, p. 101.

150 S. Gosselin, *loc. cit.*, p. 18.

151 C. Guay, *op. cit.*, vol. 1, p. 102.

152 Richard Saindon, «Saint-Germain-de-Rimouski, ou la guerre des saints!», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XVI, n° 1 (42), (décembre 1992), p. 25-28.

153 Odoric-M. (Odoric-Marie) Jouve, *Dictionnaire biographique des Récollets missionnaires en Nouvelle-France, 1615-1645 – 1670-1849: province franciscaine Saint-Joseph du Canada*, [Saint-Laurent], Bellarmin, 1996, 903 p.

154 CAOM, COL C11A 20/fol.155-171, en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, lettre de Callière au ministre, 4 novembre 1702.

155 Père Hugolin, o.f.m., *Les registres paroissiaux de Rimouski, des Trois-Pistoles et de l'Île-Verte, tenus par les Récollets [1701-1769]*, Montréal, s. é., 1913, 24 p.

156 Antoine et Geneviève Lepage ne sont pas pour autant les premiers-nés de Rimouski. Certains membres de la famille Lepage, dont on n'a pas retrouvé l'acte de baptême, sont nés avant eux. Germain Lepage serait né vers 1696 et Marguerite Lepage vers 1698 (voir ANQ-Q, E1,S4,SS3, cahier n° 1, fol. 183 v.-186, microfilm n° M6/2, aveu et dénombrement de la seigneurie de Rimouski, de Rivière-Mitis (Pachot) et Sainte-Claire, 25 août 1724).

157 Léo Bérubé, «Rimouski à ses débuts (3)», *Feuilleton paroissial: Cathédrale St-Germain-de-Rimouski*, 17 octobre 1976, p. 3.

158 *Ibid.*

159 Aimé Despatie, «Lepage de Sainte-Claire, Louis», *Dictionnaire biographique du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1974, vol. III, p. 420.

160 J. W. M. (James Wilbrod Miller), «Généalogie de la famille Lepage: (branche du district de Rimouski)», *Le Progrès du Golfe*, 22 septembre 1905, p. 4.

161 AAR, «Rimouski au temps de la tenure seigneuriale, 1688-1940», [vers 1945], app. 14, p. 38.

162 *Ibid.*, app. 15, p. 39.

163 *Ibid.*, app. 16, p. 41.

164 A.-Cléophas (Albert-Cléophas) Morin, *Au service du Père: les vocations religieuses dans l'archidiocèse de Rimouski, 1718-1967*, Rimouski, s. é., 1970, p. 210.

165 *Ibid.*, p. 219.

166 *Fêtes du centenaire de Rimouski: album-souvenir, notes historiques, 1829-1929*, Rimouski, Séraphin Vachon, sr, éditeur, [1929?], p. 17.

167 A. Fortin, «Histoire des établissements du Saint-Laurent inférieur et de la Gaspésie», p. 10.

168 *Ibid.*, p. 9.

169 G. Desrosiers, «Étude démographique de la population de Rimouski, 1701-1750», p. 16-23.

170 A. Laberge, *op. cit.*, p. 74.

171 C. Guay, *op. cit.*, vol. 1, p. 93.

¹⁷² G. Desrosiers, *loc. cit.*, p. 17.

¹⁷³ Léo Bérubé, «Rimouski à ses débuts (27)», *Feuilleton paroissial: Cathédrale St-Germain-de-Rimouski*, 22 mai 1977, p. 4.

¹⁷⁴ G. Desrosiers, *loc. cit.*, p. 18.

¹⁷⁵ Il y aurait possiblement une lacune entre le 22 septembre 1750 et le 24 octobre 1751 (voir P. Hugolin, o.f.m., *op. cit.*, p. 14).

¹⁷⁶ L'auteur de la *Chronique de Rimouski* fait erreur en déclarant que Pierre Gosselin est décédé en même temps que ses fils (voir C. Guay, *op. cit.*, vol. 1, p. 58).

¹⁷⁷ Le nom d'Étienne Sicot ou Chiquot a été standardisé en suivant la forme retenue (Sicot) par le Programme de recherche en démographie historique de l'Université de Montréal. Cette manière de faire a aussi été adoptée pour la plupart des noms et prénoms qui figurent dans ce chapitre.

¹⁷⁸ On entend par le mot «ménage», un couple, un veuf ou une veuve, avec ou sans enfants, un célibataire qui a sa propre habitation (voir G. Desrosiers, *loc. cit.*, p. 18, tableau 1, note 1).

¹⁷⁹ Voir à ce sujet l'article de Mario Mimeault, «La légende Toussaint Cartier: Critique des sources», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XIV, n° 1 (décembre 1990), p. 23-30.

¹⁸⁰ Le témoignage de Charles Lepage avait été recueilli par Cyprien Tanguay alors que celui-ci n'était encore que vicaire de Rimouski (1843-1846). Charles Guay s'est plus tard servi des *Notes* que Tanguay avaient rassemblées pour écrire sa *Chronique de Rimouski* (voir S. Gosselin, *loc. cit.*, p. 16).

¹⁸¹ Montcalm, *op. cit.*, p. 52.

¹⁸² «Donation de Pierre Lepage de Saint-Barnabé en faveur de Toussaint Cartier - 15 novembre 1728», M. Mimeault, *loc. cit.*, p. 29.

¹⁸³ C. Tanguay, *Répertoire général du clergé canadien*, p. 90.

¹⁸⁴ P. Doyère, «Ermîtes», *Dictionnaire de droit canonique*, R. Naz, dir., Paris VI, Librairie Letouzey et Ané, 1953, t. 5, p. 427.

¹⁸⁵ «Vente [cession] à la charge d'une pension par Toussaint Cartier au S. Pierre Le Page de St Barnabé [sic], 24 mars 1764», B. Chassé, *op. cit.*, p. 73-74.

¹⁸⁶ Joseph-Charles Taché, «L'île Saint-Barnabé dans le comté et dans la paroisse de Rimouski», *Les soirées canadiennes: recueil de littérature nationale*, Québec, Brousseau Frères, 1865, vol. 5, p. 356.

¹⁸⁷ Yvon Migneault, «Que devons-nous à Frances Brooke, 1724-1789, au sujet de Toussaint Cartier, l'ermite de l'Île St-Barnabé, 1707-1767?», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XIII, n° 1 (hiver 1988), p. 10.

¹⁸⁸ G. Desrosiers, *loc. cit.*, p. 18-19.

¹⁸⁹ Stephen A. White, *Dictionnaire généalogique des familles acadiennes*, Moncton, Centre d'études acadiennes/Université de Moncton, 1999, vol. II, p. 1467.

¹⁹⁰ Fils de Thomas Soulevent (Soulaubin) et de Marguerite Guy (la sœur de Jean-Baptiste), Charles Soulevent est né le 30 août 1709 à Port-Royal (voir S. A. White, *op. cit.*, vol. II, p. 1473).

¹⁹¹ Trestour est peut-être une corruption du nom Testard. Les noms Testard et Lanoue figurent d'ailleurs au nombre des familles acadiennes recensées par S. A. White, *op. cit.*, vol. I, p. 958 et 1480.

¹⁹² Université de Montréal. PRDH, *op. cit.*, n° 84341, baptême de Louise Gosselin, 7 septembre 1703 à Rimouski. Pierre Lepage de Saint-Barnabé y figure comme parrain.

¹⁹³ *Dictionnaire généalogique des familles Lepage*, t. 1, p. 34.

¹⁹⁴ ANQ-Q, E1,S4,SS2, cahier n° 2, fol. 110-112, microfilm n° M8/1, foi et hommage de Pierre Lepage, 20 août 1724.

¹⁹⁵ ANQ-Q, E1,S4,SS3, cahier n° 1, fol. 183 v.-186, microfilm n° M6/2, aveu et dénombrement de la seigneurie de Rimouski, de Rivière-Mitis (Pachot) et Sainte-Claire, 25 août 1724.

¹⁹⁶ Jules Bélanger et collab., *Histoire de la Gaspésie*, Montréal, Boréal Express, 1981, coll. «Les régions du Québec», p. 119.

- 197 ANQ-R, P1/7-3/1, procuration s.s.p. de Marie-Madeleine Gagnon à Pierre Lepage, 8 septembre 1734. (L'acte a été rédigé par le père Ambroise Rouillard.)
- 198 ANQ-R, P1/9-1/4, testament de Marie-Madeleine Gagnon, 20 mai 1735.
- 199 J. W. M. (James Wilbrod Miller), «Généalogie de la famille Lepage: (branche du district de Rimouski)», *Le Progrès du Golfe*, 6 octobre 1905, p. 4.
- 200 *Ibid.*
- 201 ANQ-R, P1/9-1/4, testament de Marie-Madeleine Gagnon, 20 mai 1735.
- 202 À ses frères Paul, Nicolas-Dominique et René, il concède des terres de huit arpents de front sur deux lieues (voir ANQ-Q, CN301,S32, greffe du notaire Nicolas Boisseau, microfilm n° M173/112, concessions de Pierre Lepage à Paul et Nicolas-Dominique Lepage, 24 septembre 1733; *ibid.*, concession de Pierre Lepage à René Lepage, 29 septembre 1734). À sa fille Marie-Agnès (Basile Côté), il donne une terre de quatre arpents sur deux lieues (voir ANQ-Q, CN301,S11, greffe du notaire C. Barolet, microfilm n° M173/25, dépôt du contrat de mariage de Basile Côté et Marie-Agnès Lepage, 27 septembre 1744. [L'acte a été rédigé par le père Albert Millard de Veaucourt le 6 avril 1744.]). À son autre fille Cécile (Gabriel Côté), il offre une terre d'une étendue à peu près égale (voir *ibid.*, concession et convention entre Pierre Lepage et Gabriel Côté, 27 septembre 1744.) À son fils aîné, Germain, il abandonne tous les droits qui lui appartiennent (voir *ibid.*, dépôt du contrat de mariage de Germain Lepage et Marie-Geneviève Rioux, 10 octobre 1746. [L'acte a été rédigé par le père Ambroise Rouillard le 22 juillet 1746.]). À son fils Louis, c'est une terre de sept arpents de front sur deux lieues qu'il concède (voir *ibid.*, dépôt d'une donation de Pierre Lepage à Louis Lepage, 10 octobre 1746. [L'acte a été rédigé par le père Ambroise Rouillard le 8 septembre 1746.]). Quant à son fils Pierre, c'est une terre d'égale valeur à celle d'un autre fils (Louis), qu'il lui accorde (voir *ibid.*, dépôt d'une donation de Pierre Lepage à Pierre Lepage, son fils, 10 octobre 1746. [L'acte a été rédigé par le père Ambroise Rouillard le 8 septembre 1746.]).
- 203 ANQ-Q, CN301,S207, greffe du notaire Jean-Claude Panet, microfilm n° M173/631, cession de Paul Lepage à Nicolas-Dominique Lepage et procuration de Pierre Lepage à Nicolas-Dominique Lepage, 17 août 1751.
- 204 ANQ-Q, E1,S3, reg. n° 9, fol. 77-78 v., microfilm n° M7/1, concession d'une augmentation à la seigneurie de Rimouski, 11 mars 1751.
- 205 *Ibid.*
- 206 *Ibid.*
- 207 Le jugement de la cour d'appel a été rendu le 31 janvier 1778 si l'on se fie à l'indication qui figure sur un plan de l'époque (voir I. Plamondon. Plan de la seigneurie de Rimouski. 30 janvier 1778. ANQ-R, P1/18).
- 208 R. Gagnon, *loc. cit.*, p. 20.
- 209 «L'aveu et dénombrement pour les fiefs de Rimouski et de Rivière-Métis, 25 août 1724», B. Chassé, *op. cit.*, p. 69-71.
- 210 J. Mathieu et A. Laberge, dir., *op. cit.*, p. 46.
- 211 *Ibid.*, p. XXVI.
- 212 *Ibid.*, p. XXVII.
- 213 On peut considérer qu'un domaine qui ne compte pas plus de 40 arpents de terre en labours ne peut assurer la subsistance à son exploitant (voir A. Laberge, *op. cit.*, p. 69).
- 214 ANQ-Q, CN301,S146, greffe du notaire F. de La Cetière, microfilm n° M41/1, concessions de terre de René Lepage à Étienne Sicot et à Jean-Baptiste Guy, 22 et 23 juillet 1720.
- 215 A. Laberge, *op. cit.*, p. 82.
- 216 ANQ-R, P/7-6/1, procès-verbal d'arpentage de la seigneurie de Rimouski par Charles Lefrançois, arpenteur, 20 février 1744.
- 217 ANQ-Q, CN301,S32, greffe du notaire N. Boisseau, microfilm n° M173/112, concessions de Pierre Lepage à Paul et Nicolas-Dominique Lepage, 24 septembre 1733.
- 218 ANQ-Q, CN301,S223, greffe du notaire Jacques-Nicolas Pinguet de Vaucour, microfilm n° M173/673, vente de Louis Lepage et Germain Lepage à Pierre Lepage, 10 octobre 1735.
- 219 ANQ-Q, CN301,S11, greffe du notaire C. Barolet, microfilm n° M173/25, concession et convention entre Pierre

Lepage et Gabriel Côté, 27 septembre 1744.

²²⁰ *Ibid.*, dépôt du contrat de mariage de Basile Côté et Marie-Agnès Lepage, 27 septembre 1744. (L'acte a été rédigé par le père Albert Millard de Veaucourt le 6 avril 1744.)

²²¹ Catherine Desrochers, *La Maison Lamontagne: une architecture, un héritage*, Rimouski-Est, Site historique de la maison Lamontagne, 2000, 53 p.

²²² A. Laberge, *op. cit.*, p. 16 et 18.

²²³ CAOM, COL C11A 50/fol.23-40v., en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, lettre de Beauharnois et d'Aigremont au ministre, 1^{er} octobre 1728.

²²⁴ «Despatch of Messieurs de Beauharnois and Hocquart concerning the Enforcement of the Royal Decree relating of the Clearing of Seigniories, October I, 1732», William Bennett Munro, *Documents relating to the seigniorial tenure in Canada, 1598-1854*, New York, Greenwood Press, 1968, coll. «Champlain Society Publication», n° 3, p. 177.

²²⁵ ANQ-Q, Fonds Cour supérieure, district judiciaire de Québec. Insinuations, CR301, vol. 6, p. 204, microfilm n° M65/2, insinuation d'une donation d'Étienne Sicot à Jacques Landois, 16 juin 1733. (L'acte a été rédigé par le père Ambroise Rouillard le 4 septembre 1732.)

²²⁶ J.-V. Frenette, *op. cit.*, p. 41.

²²⁷ J.-C. Fortin et A. Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, p. 123.

²²⁸ Mario Mimeault, «Joachim Vautour, pêcheur résidant à Rimouski au XVIII^e siècle», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XIV, n° 2 (juin 1991), p. 16.

²²⁹ ANQ-Q, CN301,S11, greffe du notaire C. Barolet, microfilm n° M173/23, déclaration de Joseph David en faveur de Nicolas Rioux, 26 octobre 1734.

²³⁰ Une velte équivaut à un demi-gallon (voir M. Trudel, *op. cit.*, p. 238).

²³¹ ANQ-Q, E1,S4,SS4,D208,P1, en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, extrait du procès-verbal de la sentence d'adjudication au nommé Besson ainsi que les redevances versées, 8 août 1751.

²³² ANQ-Q, Fonds Cour des plaidoyers communs du district de Québec, TL15, dossier 1224, déclaration et déposition d'Antoine Gagnon, 14 mai 1774.

²³³ AAR, 355.106.1, «Missionnaires et curés de St Germain [par Cyprien Tanguay]», [ca 1859], p. [5].

²³⁴ C. Guay, *op. cit.*, vol. 1, p. 21.

²³⁵ [Reddition des comptes de Joseph Laurent, 11 mai 1756], P. Hugolin, o.f.m., *op. cit.*, p. 17-18.

²³⁶ *Fêtes du centenaire de Rimouski*, p. 17.

²³⁷ ANQ-Q, E1,S1,P1429, en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, ordonnance de l'intendant Bégon, 17 août 1722.

²³⁸ ANQ-Q, E1,S1,P1207, en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, ordonnance de l'intendant Bégon, 22 juillet 1720.

²³⁹ *Ibid.*, P2834, en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, ordonnance de l'intendant Hocquart, 20 juin 1736.

²⁴⁰ CAOM, COL C11A 47/fol.417-419, en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, procès-verbal de Rigauville, 28 décembre 1724.

²⁴¹ *Ibid.*, fol.414-416, en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, inventaire de Rigauville, 28 décembre 1724.

²⁴² *Ibid.*, fol.399-400v., en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, procès-verbal de Rigauville, 10 février 1725.

²⁴³ *Ibid.*, fol.187-188v., en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, déclaration de Vaudreuil à Bégon, mars 1725.

²⁴⁴ *Ibid.*, fol.376-377, en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, ordonnance de Bégon, 20 mars 1725.

²⁴⁵ ANQ-Q, E1,S1,P1705, en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, ordonnance de l'intendant Bégon, 27 juillet 1725.

²⁴⁶ *Ibid.*, P2831, en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, commission de subdélégué de l'intendant au père Charles Barbel, 16 juin 1736.

- 247 Un jugement de la Cour des plaidoyers communs du district de Québec fait référence à un ancien inventaire daté du 21 ou 22 avril 1759 dans lequel Paul Lepage est identifié comme subdélégué de l'intendant (voir ANQ-Q, TL15, dossier 3237, jugement, [1787?]).
- 248 Paul Lepage est désigné sous ce titre dans un document de l'époque (voir ANQ-Q, CN301,S11, greffe du notaire C. Barolet, microfilm n° M173/25, cession de Paul Lepage à Pierre Lepage, 28 septembre 1744).
- 249 CAOM, COL C11A 82/fol. 159-164, en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, lettre de Hocquart au ministre, 29 octobre 1744.
- 250 Albert D'Amours, «Bernard D'Amours, sieur de Plaine», *Mathieu D'Amours, sieur de Chauffour et ses descendants*, Charlesbourg, Pères eudistes, 1974, p. 70.
- 251 James S. Pritchard, «Ailleboust de Cerry (Cery, Cerry d'Argenteuil), Philippe-Marie d'», *Dictionnaire biographique du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1980, vol. IV, p. 11.
- 252 On trouve dans une lettre de Jean-Baptiste de Saint-Ours Deschailions à Nicolas Rioux, en date du 21 juillet 1744, comment ces signaux étaient organisés : «*Nous prévenons le dit S. Rioux que lorsque le dernier feu paraîtra à la pointe de Lévy il sera tiré un coup de canon ou deux pour avertir qu'on a vu les feux à Québec; ces deux coups de canons seront le signal pour répéter les feux depuis la pointe de Lévy jusqu'à St-Barnabé*». (voir Charles-A. (Charles-Arthur) Gauvreau, *Les Trois-Pistoles: ouvrage écrit en 1890*, revu et complété jusqu'à date par Mathias D'Amours, s. l., s. é., 1946, vol. 1, p. 117).
- 253 CAOM, COL C11A 81/fol. 251-254v., en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, lettre de Hocquart au ministre, 22 juillet 1744.
- 254 *Ibid.*
- 255 *Ibid.*, 83/fol. 3-36v., en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, lettre de Beauharnois et Hocquart au ministre, septembre-octobre 1745.
- 256 *Ibid.*, 85/fol.101-172v., en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, extrait en forme de journal par Beauharnois et Hocquart, 1746; *ibid.*, 117/fol. 76-76v., en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, état de la dépense par Hocquart, 26 octobre 1746; *ibid.*, 88/fol.199-199v., en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, état de la dépense par Hocquart, 21 octobre 1747; *ibid.*, 87/fol.175-225, en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, journal de La Galissonnière et Hocquart, 1747-1748.
- 257 *Ibid.*, 83/fol.173-181, en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, mémoire de Hocquart, 26 août 1745; *ibid.*, 85/fol.21-23, en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, lettre de Beauharnois et Hocquart au ministre, 23 septembre 1746; *ibid.*, 88/fol.199-199 v., en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, état de la dépense par Hocquart, 21 octobre 1747; *ibid.*, 87/fol.175-225, en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, journal de La Galissonnière et Hocquart, 1747-1748.
- 258 *Ibid.*, fol.22-97, en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, journal de La Galissonnière et Hocquart, 1746-1747.
- 259 *Ibid.*
- 260 AAR, 355.106.1, «Registre des donations et obits qui sont d'obligation pour l'église de la paroisse de St Germain autrement de Rimousky, fait par l'ordre de monsieur Miniac vicaire général du diocèse de Québec ce vingt deux du mois de février de l'année 1748», p. [3], donation à l'église de Rimouski, 9 septembre 1736.
- 261 *Ibid.*, «Registre des donations...», p. [6], donation de Pierre Lepage à l'église de Rimouski, 30 mars 1742.
- 262 ANQ-Q, Fonds Cour supérieure, district judiciaire de Montmagny, CN302,S29, greffe du notaire Abel Michon, dépôt du contrat de mariage de Basile Gagné et Françoise Pineault, 15 janvier 1749. (L'acte a été rédigé par le père Ambroise Rouillard le 17 janvier 1730).
- 263 AAR, 355.106.1, «Registre des donations...», p. [3-4], quittance partielle de l'église de Rimouski à Nicolas-Dominique Lepage pour la donation du 9 septembre 1736, 22 février 1738.
- 264 O.-M. Jouve, *op. cit.*
- 265 L'auteur de la *Chronique de Rimouski* affirme que l'abbé Pierre Maillard, décédé en 1762, est venu à plusieurs reprises à la rencontre des Micmacs «*sur les bords de la rivière Rimouski*» (voir C. Guay, *op. cit.*, vol. 1, p. 32). Cependant, aucune des sources que nous avons pu consulter ne fait référence à son passage. Peut-être que Charles Guay confond Pierre Maillard et Albert Millard?

266 C. Pagès, *loc. cit.*, p. 26.

267 CAOM, COL C11A 98/fol.441-444v., en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, mémoire sur les terres qui bordent le golfe Saint-Laurent du côté du sud depuis Saint-Barnabé jusqu'à la baie Verte, 1752.

268 Dans sa «Relation d'un voyage de Paris en Canada» en 1741, le sulpicien Clément Pagès affirme que: «*Plusieurs Messieurs s'ennuyant beaucoup à bord résolurent de s'en aller à terre pour chercher des voitures, afin de se rendre plus vite à Québec. Ils profitèrent de la chaloupe [sic] de M. Lepage*» (voir C. Pagès, *loc. cit.*, p. 26).

269 M. Mimeault, *loc. cit.*, p. 14.

270 Montcalm, *op. cit.*, p. 51.

271 J.-V. Frenette, *op. cit.*, p. 45.

272 Une opinion partagée par Georges Desrosiers (voir G. Desrosiers, *loc. cit.*, p. 18).

273 Certains auteurs affirment que le système seigneurial a été un véritable échec sous le plan de la colonisation dans le Bas-Saint-Laurent (voir J.-C. Fortin et A. Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, p. 104).

274 Montcalm, *op. cit.*, p. 59.

275 Léo Bérubé, «Rimouski à ses débuts (30)», *Feuilleton paroissial: Cathédrale St-Germain de Rimouski*, 19 juin 1977, p. 4.

276 Marguerite Lepage (décédée le 20 janvier 1756 à 50 ans), la tante du seigneur Germain Lepage, Louis (décédé le 5 février à 26 ans), le frère de ce dernier, Germain, lui-même (décédé le 7 février à 36 ans) et son fils Germain (décédé le 10 février à 6 ans). Les registres mentionnent également le nom de Louis Lepage (décédé le 10 février à 7 mois) sans indiquer le nom des parents (voir Université de Montréal. PRDH, *op. cit.*, n° 263164, sépulture de Marguerite Lepage, 21 janvier 1756 à Rimouski; n° 263165, sépulture de Louis Lepage, fils de Pierre, 6 février 1756 à Rimouski; n° 263166, sépulture de Germain Lepage, père, 8 février 1756 à Rimouski; n° 263168, sépulture de Germain Lepage, fils, 11 février 1756 à Rimouski; n° 263167, sépulture de Louis Lepage, 11 février 1756 à Rimouski).

277 B. Chassé, *op. cit.*, p. 35.

278 C. Guay, *op. cit.*, vol. 1, p. 84-90.

279 J.-C. Taché, *loc. cit.*, p. 359-365.

280 C. Guay, *op. cit.*, vol. 1, p. 67-70.

281 AAR, 355.106.2, rapport annuel de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, 20 octobre 1853.

282 François Bigot, «[Lettre au chevalier de Lévis.] Québec, 21 août 1758», *Lettres de l'intendant Bigot au chevalier de Lévis*, publiées sous la direction de H.-R. Casgrain, Québec, Imprimerie de L.-J. Demers & frère, 1895, coll. «Manuscrits du maréchal de Lévis», vol. 9, p. 30.

283 Marc Théorêt, «Olabaratz (Laubaras), Jean d'», *Dictionnaire biographique du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1983, vol. V, p. 702.

284 Montcalm, *op. cit.*, p. 469.

285 F. Bigot, «[Lettre au chevalier de Lévis] Québec, 5 octobre 1758», *Lettres de l'intendant Bigot au chevalier de Lévis*, vol. 9, p. 39. Pour sa part, le marquis de Montcalm situe l'événement au 8 août suivant (voir Montcalm, *op. cit.* p. 469).

286 F. Bigot, «[Lettre au chevalier de Lévis], Québec, 5 octobre 1758», *Lettres de l'intendant Bigot au chevalier de Lévis*, vol. 9, p. 39.

287 Montcalm, *op. cit.*, p. 469.

288 *Ibid.*, p. 485

289 M. Théorêt, *loc. cit.*, p. 703.

290 Dans son récit, Montcalm confond l'île Saint-Barnabé avec l'île du Bic (voir Montcalm, *op. cit.*, p. 485).

291 Montcalm, *op. cit.*, p. 485.

292 Bibliothèque et Archives Canada (ci-après BAC), Fonds de la Marine, MG2-C7, dossier de Mélaïne-Marie-Bonnaventure Condamain, requête, 4 février 1774.

- 293 CAOM, COL C11A 98/fol.280-282v., en ligne, <http://www.archivescanadafrance.org>, requête de Jean Taché à l'intendant François Bigot, [1751].
- 294 G. Michaud, *op. cit.*, p. 173.
- 295 J. W. M. (James Wilbrod Miller), «Notes sur les seigneuries du district de Rimouski», *Le Bulletin des recherches historiques*, vol. XVII, n° 10 (octobre 1911), p. 320.
- 296 La lacune la plus importante va du 23 avril 1767 à l'année 1774. Elle a été en partie comblée par des actes inscrits sur feuilles volantes, datant de 1771 à 1774, qui ont été récupérés des pères jésuites par Cyprien Tanguay (voir P. Hugolin, o.f.m., *op. cit.*, p. 15).
- 297 G. Michaud, *op. cit.*, p. 161.
- 298 J.-Edmond (Joseph-Edmond) Roy, *Notice historique sur la famille de René de la Voie (Canada)*, L'évis, Imprimerie de l'auteur, 1899, p. 91.
- 299 R. Blanchard, *op. cit.*, t. 1, p. 143.
- 300 C. Guay, *op. cit.*, vol. 1, p. 111.
- 301 Dominique Ritchot, «Un couple inexistant: Joseph Vignola et Geneviève Després», *Mémoires de la Société de généalogie canadienne-française*, vol. 53, n° 4, cahier 234 (hiver 2002), p. 271-274.
- 302 Gaston Heppell, *Histoire des Heppell* [en ligne], [Rimouski], l'auteur, s. d., <http://www.heppell.ca/index.html> (page consultée le 25 octobre 2005).
- 303 N.-G. Boucault, *loc. cit.*, p. 30.
- 304 G. Michaud, *op. cit.*, p. 152.
- 305 *Ibid.*, p. 161.
- 306 P. Rioux, *op. cit.*
- 307 C. Guay, *op. cit.*, vol. 1, p. 22.
- 308 AAR, 355.106.1, lettre d'Ambroise Rouillard à Jean-Olivier Briand, 3 mars 1764.
- 309 *Ibid.*, lettre de Jean-Baptiste de La Brosse à [Louis-Philippe Mariauchau d'Esgly?], 21 avril 1780.
- 310 Cet étranger s'appellerait Joseph Levron (voir C. Tanguay, *Dictionnaire généalogique des familles canadiennes*, 1887, vol. 3, p. 306).
- 311 J.-E. Roy, *op. cit.*, p. 135.
- 312 BAC, Fonds Civil Secretary, Correspondence: Quebec, Lower Canada and Canada East, RG4-A1, vol. 40, p. 13055-13056, microfilm n° C-3004, requête de Louis Lepage, Jaques Curchod et Donald McKinnon à Lord Dorchester, 13 septembre 1788.
- 313 C. Guay, *op. cit.*, vol. 1, p. 93.
- 314 Jean-Baptiste Côté (fils de Basile) est baptisé en 1756 et Charles Lepage est baptisé en 1753 (voir Université de Montréal. PRDH, *op. cit.*, n° 263106, baptême de Jean-Baptiste Côté, 30 avril 1756 à Rimouski; n° 263077, baptême de Charles Lepage, 16 novembre 1753 à Rimouski).
- 315 Selon l'âge inscrit à leur acte de sépulture, Germain et Nicolas-François Lepage seraient nés respectivement vers 1759 et 1763 (voir Georgette Côté, *Décès de Saint-Germain- de-Rimouski, 1701-1987: comp. par Georgette Côté et Diane Deschênes*, Société de généalogie et d'archives de Rimouski, Rimouski, 2000, coll. «publication [de la SGAR]», n° 24, p. 187). Quant à Zacharie Canuel, il est difficile de savoir si l'on a ici affaire à l'oncle ou au neveu. Le premier (fils de Louis et Françoise Proulx) est baptisé en 1775 et le second (fils de Louis et Catherine Bouillon) est baptisé en 1796 (voir Université de Montréal. PRDH, *op. cit.*, n° 603641, baptême de Zacharie Canuel (fils de Louis et Françoise Proulx), 6 septembre 1775 à Rimouski; n° 603881, baptême de Zacharie Canuel (fils de Louis et Catherine Bouillon), 11 avril 1796 à Rimouski).
- 316 J. D. Michaud, *op. cit.*, vol. 1, p. 154.
- 317 ANQ-R, CN104,S26, greffe du notaire Joseph Dionne, vente d'Antoine Gagnon à Jean Gagnon, 26 mai 1753.
- 318 Georges Desrosiers, «Les débuts du peuplement de la côte de la Pointe-au-Père à l'Anse-aux-Coques, 1750-1791», *L'Estuaire*, vol. 26, n° 2 (63), (juin 2003), p. 5.

- 319 Paul Lepage aurait acheté cette terre de Joseph Vautour (voir ANQ-Q, TL15, dossier 1224, déclaration et déposition d'Antoine Gagnon, 14 mai 1774). On peut apercevoir le manoir qu'il y possédait sur un plan de l'époque (voir I. Plamondon. Plan de la seigneurie de Rimouski. 30 janvier 1778. ANQ-R, P1/18).
- 320 G. Desrosiers, *loc. cit.*, p. 5.
- 321 ANQ-R, CN104,S51, greffe du notaire Joseph-Barthélemi Richard, vente de Pierre Dessaint dit St-Pierre à Julien Réhel, 23 janvier 1767.
- 322 ANQ-Q, CN301,S32, greffe du notaire N. Boisseau, microfilm n° M173/113, dépôt d'une donation de Pierre Laurent à Joseph Laurent, 30 septembre 1739. (L'acte a été rédigé par le père Charles Barbel le 12 juillet 1739.)
- 323 Cette transmission s'est faite à une date inconnue, probablement par écrit sous seing privé (voir ANQ-R, CN101,S18,SS777,P1, greffe du notaire L.-de-G. Belzile, microfilm n° M273/1, «Énoncé des titres des terres et terrains en la ville de Rimouski», 1933, p. 1).
- 324 Nicolas-Dominique Lepage avait d'abord vendu sa terre à son frère Paul Lepage (voir ANQ-Q, CN301,S79, greffe du notaire Jean-Baptiste Decharnay, microfilm n° M173/291, vente de Nicolas-Dominique Lepage à Paul Lepage, 27 août 1756) qui la vendit à son tour à son neveu Pierre Lepage (voir ANQ-Q, CN301,S189, greffe du notaire Claude Louet, microfilm n° M173/586, dépôt d'une vente de Paul Lepage à Pierre Lepage, 17 août 1767. [L'acte a été rédigé par Louis Banville le 8 décembre 1765]).
- 325 Pierre Lepage avait acquis cette terre par convention sous seing privé peu avant 1769 (voir ANQ-R, CN104,S25, greffe du notaire Bernard Duberges, donation de Pierre Lepage à Nicolas-François Lepage, 22 octobre 1799).
- 326 ANQ-R, CN104,S21, greffe du notaire Louis Cazes, dépôt de contrat de mariage de Charles Lepage et Marie-Anne Dion, 28 juillet 1781. (L'acte a été rédigé par François Breux le 8 juillet 1781.)
- 327 ANQ-R, CN104,S25, greffe du notaire B. Duberges, donation de Pierre Lepage à Germain Lepage, 21 octobre 1799.
- 328 Cette terre aurait fait l'objet d'une donation sous seing privé de Pierre Lepage à Germain Lepage vers 1781 (voir ANQ-R, CN101,S18,SS777,P1, greffe du notaire L.-de-G. Belzile, microfilm no M273/1, «Énoncé des titres des terres et terrains en la ville de Rimouski», 1933, p. 15).
- 329 ANQ-R, CN104,S25, greffe du notaire B. Duberges, donation de Pierre Lepage à Nicolas -François Lepage, 22 octobre 1799.
- 330 Cette terre lui aurait été concédée par Louis Lepage le 12 novembre 1789 (voir ANQ-Q, CN301,S92, greffe du notaire A. Dumas, microfilm n° M173/332, titre nouvel de Joseph Drapeau à Pierre St-Laurent, fils d'Ambroise, 18 mai 1791).
- 331 Louis Lepage lui aurait fait la concession de cette terre à une date inconnue, alors qu'il était encore seigneur de Rimouski (voir ANQ-Q, CN301,S92, greffe du notaire A. Dumas, microfilm n° M173/332, titre nouvel de Joseph Drapeau à Joseph Ruest, 7 juin 1791).
- 332 Ministère de la Culture et des Communications du Québec, *Répertoire du patrimoine culturel du Québec* [en ligne], [Québec] gouvernement du Québec, 2005, <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca> (page consultée le 3 avril 2006).
- 333 Joseph F. W. (Joseph Frederick Wallet) Des Barres. [*River of St. Lawrence, from Cock Cove near Point au Paire, up to River Chaudière past Quebec.*] [London], l'auteur, 1781. 1 carte en 4 flles: coul.; chacune 75 x 61 cm. Préparé pour: The Atlantic Neptune. BNQ, G 3312 S5 1781 D41, collection numérique [en ligne], (<http://www4.bnquebec.ca/cargo/accueil.htm>). N.B. Rimouski figure sur la 4^e coupure, à la hauteur des îles du Bic.
- 334 J.-V. Frenette, *op. cit.*, p. 51.
- 335 *Fêtes du centenaire de Rimouski*, p. 17.
- 336 Fernand Ouellet, «Libéré ou exploité! Le paysan québécois d'avant 1850...», *Histoire sociale*, vol. 13, n° 26 (novembre 1980), p. 363.
- 337 ANQ-Q, CN301,S92, greffe du notaire A. Dumas, microfilm n° M173/332, partage des seigneuries Rimouski, Grand-Métis et La Mollaie, 15 avril 1791.
- 338 ANQ-R, P1/1-2/8, généalogie des Lepage pour faire des oppositions, [1790 ou 1791].
- 339 ANQ-Q, CN301,S11, greffe du notaire C. Barolet, microfilm n° M173/25, dépôt d'une donation de Michel

- Desrosiers à Louis Desrosiers, 10 octobre 1746. (L'acte a été rédigé par le père Ambroise Rouillard le 4 septembre 1746.)
- 340 *Ibid.*, concession et convention entre Pierre Lepage et Gabriel Côté, 27 septembre 1744.
- 341 *La Gazette de Québec*, n^{os} 1280 (18 février 1790), p. 3.
- 342 J.-V. Frenette, *op. cit.*, p. 52.
- 343 *Fêtes du centenaire de Rimouski*, p. 17.
- 344 J.-E. Roy, *op. cit.*, p. 76.
- 345 ANQ-Q, CN301,S207, greffe du notaire J.-C. Panet, microfilm n^o M173/630, marché entre Jean-Baptiste Amiot et Jean Pineault, 14 février 1750.
- 346 J.-E. Roy, *op. cit.*, p. 125.
- 347 ANQ-Q, CN301,S92, greffe du notaire A. Dumas, microfilm n^o M173/332, échange entre Louis Lavoie et François Drapeau, 15 novembre 1791.
- 348 G. Michaud, *op. cit.*, p. 174.
- 349 ANQ-Q, CN301,S83, greffe du notaire Pierre-Louis Descheneaux, microfilm n^o M173/309, vente et conventions entre Louis Lepage et Joseph Drapeau, 24 juin 1790. Le contrat de vente n'indique malheureusement pas à quel endroit étaient situées ces installations.
- 350 ANQ-R, CN104,S22, greffe du notaire Jacques Colin, donation de Joseph Lavoie à René Lavoie, 12 février 1787.
- 351 Yves F. Zoltvany, «Esquisse de la Coutume de Paris», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 25, n^o 3 (décembre 1971), p. 378.
- 352 Richard Colebrook Harris, *The seigneurial system in early Canada: A geographical study*, Madison, University of Wisconsin Press/Québec, PUL, 1966, p. 45-55; cité par A. Laberge, *op. cit.*, p. 51.
- 353 ANQ-Q, CN301,S223, greffe du notaire J.-N. Pinguet de Vaucour, microfilm n^o M173/673, vente de Louis Lepage et Germain Lepage à Pierre Lepage, 10 octobre 1735.
- 354 ANQ-R, P1/7-3/6, ratification de vente s.s.p. entre Germain Lepage et Pierre Lepage, 18 septembre 1747.
- 355 ANQ-R, P1/7-3/10, accord s.s.p. entre Pierre Lepage et Paul Lepage, 20 juin 1750. (L'acte a été rédigé par le père Ambroise Rouillard.)
- 356 Y. F. Zoltvany, *loc. cit.*, p. 379.
- 357 ANQ-Q, CN301,S32, greffe du notaire N. Boisseau, microfilm n^o M173/113, dépôt d'une vente de Nicolas-Dominique Lepage à Pierre Lepage, 2 octobre 1738. (L'acte a été rédigé le 26 août 1738.)
- 358 *Ibid.*, dépôt d'une vente de Pierre Côté à Pierre Lepage, 18 septembre 1741. (L'acte a été rédigé par le père Albert Millard le 31 juillet 1741.)
- 359 ANQ-Q, CN301,S11, greffe du notaire C. Barolet, microfilm n^o M173/25, cession de Paul Lepage à Pierre Lepage, 28 septembre 1744. Il semble que cet acte venait officialiser une situation de fait, puisque déjà en 1738 il paraît avoir cédé ses droits (voir ANQ-R, P1/9-1/5, quittance s.s.p. de Paul Lepage à Pierre Lepage, 10 novembre 1738).
- 360 B. Chassé, *op. cit.*, p. 26.
- 361 ANQ-Q, CN301,S11, greffe du notaire C. Barolet, microfilm n^o M173/25, dépôt du contrat de mariage de Basile Côté et Marie-Agnès Lepage, 27 septembre 1744. (L'acte a été rédigé par le père Albert Millard de Veaucourt le 6 avril 1744.); *ibid.*, concession et convention entre Pierre Lepage et Gabriel Côté, 27 septembre 1744; *ibid.*, dépôt d'une donation de Pierre Lepage à Louis Lepage, 10 octobre 1746. (L'acte a été rédigé par le père Ambroise Rouillard le 8 septembre 1746.); *ibid.*, dépôt d'une donation de Pierre Lepage à Pierre Lepage, son fils, 10 octobre 1746. (L'acte a été rédigé par le père Ambroise Rouillard le 8 septembre 1746.)
- 362 ANQ-Q, CN301,S32, greffe du notaire N. Boisseau, microfilm n^o M173/113, dépôt d'une donation de Marguerite Lepage à Germain Lepage, 18 septembre 1741. (L'acte a été rédigé le 11 août 1741.)
- 363 ANQ-R, P1/7-3/16, échange s.s.p. entre Louis Lepage et Étienne Rioux, 4 juin 1773.
- 364 ANQ-R, P1/9-1/11, vente s.s.p. des héritiers de feu Gabriel Côté à Louis Lepage, 8 juin 1773. (L'acte a été rédigé par Paul Lepage.)

- 365 ANQ-R, P1/9-1/10, vente s.s.p. de Prisque Côté à Louis Lepage, 1^{er} juin 1774. (L'acte a été rédigé par Louis Banville.)
- 366 ANQ-R, P1/1-2/6, accord s.s.p. entre Louis Lepage et Pierre Lepage, 10 avril 1777. (Il s'agit d'une copie du document original produite par les notaires Planté et Descheneaux le 30 août 1790.)
- 367 Alphonse Fortin, «Les seigneuries du comté de Rimouski: II. La seigneurie du Bic», *Le Centre St-Germain*, vol. 60, n° 5 (septembre 1941), p. 16.
- 368 *Ibid.*
- 369 ANQ-Q, TL15, dossier 1224, déclaration de Jean Pineault, 17 mars 1772.
- 370 ANQ-Q, CN301,S248, greffe du notaire Jean-Antoine Saillant de Collégien, microfilm n° M173/689, avis arbitral de Jean-Antoine Saillant de Collégien et Jean-Baptiste Lebrun, 12 février 1765.
- 371 ANQ-Q, TL15, dossier 217, ordre à comparaître pour Pierre Lepage, 30 août 1765.
- 372 J. D. Michaud, *op. cit.*, vol. 1, p. 177.
- 373 ANQ-Q, TL15, dossier 1154, requête et plaidoyer de Louis Lepage et de Pierre Lepage, [1771].
- 374 *Ibid.*, dossier 1224, notification de Louis Lepage et de Pierre Lepage à David Allgé, 31 mai 1771.
- 375 *Ibid.*, dossier 1154, requête et plaidoyer de Louis Lepage et de Pierre Lepage, [1771].
- 376 *Ibid.*, dossier 1224, procès-verbal de chaînage de l'arpenteur Ignace Plamondon, 13 septembre 1773.
- 377 On retrouve dans le dossier de la cause d'Albergatti et Salaberry contre Allgé les détails de ce procès (voir ANQ-Q, TL15, dossier 1924, répliques des demandeurs aux défenses, 11 avril 1781).
- 378 Malgré plusieurs recherches, nous ne sommes pas parvenus à localiser le jugement de cette cause. La seule référence qui nous est donnée provient d'un plan d'arpentage de la seigneurie (voir I. Plamondon. Plan de la seigneurie de Rimouski. 30 janvier 1778. ANQ-R, P1/18).
- 379 ANQ-Q, TL15, dossier 1154, requête et plaidoyer de Louis Lepage et de Pierre Lepage, [1771].
- 380 ANQ-R, CN104,S22, greffe du notaire J. Colin, dépôt d'une concession de Louis Lepage à François Carrier, 1^{er} juin 1786. (L'acte a été rédigé par Louis Lepage le 20 août 1785.); Louis Lepage, [Concession à Jean Langlois, 11 novembre 1787], J.-E. Roy, *op. cit.*, p. 70, note 2.
- 381 Il pourrait s'agir de Jean-Jacob Heppel (voir BAC, RG4-A1, vol. 41, p. 13424, microfilm n° C-3004, déclaration de Charles Banville, 10 décembre 1788).
- 382 BAC, RG4-A1, vol. 41, p. 13427, microfilm n° C-3004, déclaration de Julien Réhel, 9 décembre 1788.
- 383 Léon Boudreault, *Faits nouveaux sur la seigneurie de Matane*, Matane, Société d'histoire de Matane, 1982, p. 87-94.
- 384 BAC, RG4-A1, vol. 40, p. 13055-13056, microfilm n° C-3004, requête de Louis Lepage, Jaques Curchod et Donald McKinnon à Lord Dorchester, 13 septembre 1788.
- 385 *Ibid.*, vol. 41, p. 13561-13562, microfilm n° C-3004, mémoire de Jaques Curchod, Louis Lepage et Donald MacKinnon à Lord Dorchester, 10 janvier 1789.
- 386 L. Boudreault, *op. cit.*, p. 93.
- 387 *La Gazette de Québec*, n° 1233 (2 avril 1789), p. 3.
- 388 R. Colebrook Harris, *op. cit.*, p. 78-87; cité par R. Gagnon, *loc. cit.*, p. 16.
- 389 R. Gagnon, *loc. cit.*, p. 16.
- 390 ANQ-R, P1/1-2/8, généalogie des Lepage pour faire des oppositions, [1790 ou 1791].
- 391 Alexandre Dumas «État des lods et ventes qu'Alexandre Dumas notaire, a pu [sic] découvrir avoir été payés en les seigneuries suivantes, depuis l'années 1770 à l'année 1790», J.-E. Roy, *op. cit.*, p. 118.
- 392 ANQ-Q, TL15, dossier 2620, jugement de la cause Jean-Baptiste Poulin, demandeur, contre Louis Lepage, la veuve de Joseph Lavoie et son fils René, défendeurs, 4 janvier 1790. On rapporte dans ce jugement que, suivant le témoignage de Pierre Lepage, celui-ci avait «reçu comme tuteur du dit Louis Le Page de St-Germain les rentes seigneuriales de la dite terre», qui faisait l'objet de la contestation.
- 393 J.-E. Roy, *op. cit.*, p. 92.

394 *Ibid.*

395 ANQ-Q, TL15, dossier 3237, exception dilatoire par Jean-Antoine Panet, 11 novembre 1786.

396 ANQ-R, CN104,S50, greffe du notaire Michel Saindon, requête de Louis Lepage à M. Guillimin, 20 mars 1770.

397 ANQ-R, CN104,S21, greffe du notaire L. Cazes, dépôt de contrat de mariage de Gabriel Côté et d'Élizabeth Lepage, 27 août 1783. (L'acte a été rédigé le 14 juillet 1783.)

398 ANQ-Q, CN301,S92, greffe du notaire A. Dumas, microfilm n° M173/333, vente de Germain Lepage à Joseph Drapeau, 29 décembre 1794.

399 ANQ-Q, CN301,S284, greffe du notaire Charles Voyer, microfilm n° M173/698, obligation de Louis Lepage à Joseph Drapeau, 17 septembre 1787.

400 ANQ-Q, TL15, dossier 3630, billet de Louis Lepage à Joseph Drapeau, 17 septembre 1788.

401 *Ibid.*, ordre à comparaître pour Louis Lepage, 13 octobre 1789.

402 *La Gazette de Québec*, n° 1280 (18 février 1790), p. 2.

403 ANQ-R, P1/1-2/13, oppositions à distraire pour plusieurs cohéritiers du défendeurs, 26 juin 1790.

404 ANQ-R, P1/1-2/12, opposition à distraire pour Pierre Lepage, 26 juin 1790.

405 ANQ-R, P1/2-1/2, opposition à distraire pour Thomas [Marinesse?], 20 mai 1790.

406 ANQ-R, P1/7-4/10, opposition à distraire pour Jean-Baptiste Lévesque, 28 juin 1790.

407 On retrouve des références à ces transactions dans le partage de la seigneurie de Rimouski (voir ANQ-Q, CN301,S92, greffe du notaire A. Dumas, microfilm n° M173/332, partage des seigneuries Rimouski, Grand-Métis et La Mollaie, 15 avril 1791).

408 ANQ-Q, CN301,S83, greffe du notaire P.-L. Descheneaux, microfilm n° M173/309, vente et conventions entre Louis Lepage et Joseph Drapeau, 24 juin 1790.

409 ANQ-Q, CN301,S92, greffe du notaire A. Dumas, microfilm n° M173/332, partage des seigneuries Rimouski, Grand-Métis et La Mollaie, 15 avril 1791.

410 Pour un commentaire sur cet acte de partage voir J.-E. Roy, *op. cit.*, p. 110-114.

411 A. Fortin, «Les seigneuries du comté de Rimouski: III. La seigneurie de Rimouski», p. 14.

412 Une obligation qui sera acquittée en 1792 lorsque le seigneur Drapeau offrira à la Fabrique de Saint-Germain un nouveau titre pour sa terre de quatre arpents de front sur 42 arpents de profondeur située à l'ouest de la terre de Charles Lepage (voir ANQ-Q, CN301,S92, greffe du notaire A. Dumas, microfilm n° M173/332, titre nouvel de Joseph Drapeau à la Fabrique de Saint-Germain-de-Rimouski, 28 août 1792).

413 ANQ-Q, CN301,S92, greffe du notaire A. Dumas, microfilm n° M173/332, vente de Joseph Drapeau à Louis Bélair, 12 août 1793.

414 J.-E. Roy, *op. cit.*, p. 88.

415 *Ibid.*, p. 120.

416 *Ibid.*, p. 119.

417 Michel G. Banville, «Banville? Vous avez dit Banville? Ça vient d'où?», *L'Ancêtre*, vol. 28, n° 1 (2001), p. 12. Il est à noter que le notaire Jacques Colin avait reçu en 1782 une commission de notaire qui lui permettait de rédiger des actes sur le territoire allant de Kamouraska à Rimouski. Cependant sa présence à Rimouski ne sera qu'épisodique (exemple: hiver 1783). Joseph-Edmond Roy, «Histoire du notariat au Canada depuis la fondation de la colonie jusqu'à nos jours», vol. II, p. 140, Lévis, *Revue du notariat*, 1900.

418 ANQ-Q, CN301,S92, greffe du notaire A. Dumas, microfilm n° M173/332, titre nouvel de Joseph Drapeau à Louis-Alexandre Lepage, 27 mai 1791.

419 ANQ-Q, CN301,S83, greffe du notaire P.-L. Descheneaux, microfilm n° M173/309, vente et conventions entre Louis Lepage et Joseph Drapeau, 24 juin 1790.

420 ANQ-Q, CN301,S92, greffe du notaire A. Dumas, microfilm n° M173/332, titre nouvel de Joseph Drapeau à Ambroise Saint-Laurent, 21 mai 1791.

421 AAR, «Rimouski au temps de la tenure seigneuriale, 1688-1940», [vers 1945], p. [3].

422 Alphonse Fortin, «Conservons les vieux documents», *Le Messager de Sainte-Anne*, vol. 56, n° 10 (février 1938), p. 184; Joseph Beaulieu, «Autres pas de Rimouski», *Le Prône*, vol. 4, n° 29 (22 juillet 1956), p. 3.

423 ANQ-Q, TL15, dossier 2620, jugement, 4 janvier 1790.

424 *Ibid.*, ordre d'exécution, 7 mai 1792.

425 ANQ-Q, TL15, dossier 3305, déclaration de Louis Lepage, [26 août 1786].

426 *Ibid.*, ordre à comparaître pour Pierre Lepage, 26 août 1786

427 *Ibid.*, dossier 3237, ordre à comparaître pour Pierre Lepage, 22 août 1786.

428 *Ibid.*, déclaration de Gabriel Côté et Élizabeth Lepage, 22 août 1786.

429 *Ibid.*, jugement, [1787?].

430 M. Trudel, *op. cit.*, p. 229.

431 Université de Montréal. PRDH, *op. cit.*, n° 176781, baptême de Marie-Geneviève Lepage, 7 juillet 1740 à Rimouski.

432 ANQ-Q, CN301,S11, greffe du notaire C. Barolet, microfilm n° M173/24, contrat de mariage de Gabriel Côté et Cécile Lepage, 26 septembre 1743. (L'acte a été rédigé par le père Albert Millard de Veaucourt le 24 juillet 1743.)

433 *Dictionnaire généalogique des familles Lepage*, t. 1, p. 37.

434 ANQ-Q, CN301,S11, greffe du notaire C. Barolet, microfilm n° M173/25, dépôt du contrat de mariage de Germain Lepage et Marie-Geneviève Rioux, 10 octobre 1746. (L'acte a été rédigé par le père Ambroise Rouillard le 22 juillet 1746.)

435 *Dictionnaire généalogique des familles Lepage*, t. 1, p. 38. À la liste des enfants de Pierre Lepage que publie l'auteur, il faut encore ajouter le nom de Thérèse Lepage, morte à Rimouski le 25 octobre 1837, dont on n'a pas retracé l'acte de baptême. Mais, il faut cependant exclure le nom de Théodore Lepage, décédé le 7 février 1843, qui est le fils de Pierre Lepage et Geneviève Dion.

436 ANQ-Q, CN301,S11, greffe du notaire C. Barolet, microfilm n° M173/25, dépôt d'une donation de Pierre Lepage à Pierre Lepage, son fils, 10 octobre 1746. (L'acte a été rédigé par le père Ambroise Rouillard le 8 septembre 1746.)

437 ANQ-Q, TL15, dossier 3237, déclaration de Gabriel Côté et Élizabeth Lepage, 22 août 1786.

438 ANQ-Q, CN301,S189, greffe du notaire C. Louet, microfilm n° M173/586, procuration de Thérèse Lepage à Joseph Chartier, 4 septembre 1764.

439 ANQ-Q, CN301,S83, greffe du notaire P.-L. Descheneaux, microfilm n° M173/307, dépôt d'une vente d'Ambroise St-Laurent à Julien Réhel, 24 août 1786. (L'acte a été rédigé par Pierre Lepage le 22 mars 1770.)

440 ANQ-R, P1/1-2/6, accord s.s.p. entre Louis Lepage et Pierre Lepage, 10 avril 1777. (Il s'agit d'une copie du document original produite par les notaires Planté et Descheneaux le 30 août 1790.)

441 ANQ-Q, CN301,S92, greffe du notaire A. Dumas, microfilm n° M173/332, partage des seigneuries Rimouski, Grand-Métis et La Mollaie, 15 avril 1791.

442 J. W. M. (J. W. Miller), *loc. cit.*, p. 264.

443 L'ordonnance du 6 novembre 1764, en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1765, avait fixé l'âge de la majorité à 21 ans (voir Jacqueline Sylvestre, «L'âge de la majorité au Québec de 1608 à nos jours», *L'Ancêtre*, vol. 28, n° 2 (2001), p. 122).

444 ANQ-R, CN104,S50, greffe du notaire M. Saindon, requête de Louis Lepage à M. Guillimin, 20 mars 1770.

445 ANQ-Q, CN301,S92, greffe du notaire A. Dumas, microfilm n° M173/332, pouvoir de Joseph Drapeau à Augustin Trudel, 2 septembre 1790.

446 ANQ-Q, CN301,S83, greffe du notaire P.-L. Descheneaux, microfilm n° M173/310, donation et concession de Joseph Drapeau à Louis Lepage, 25 août 1790.

447 ANQ-Q, CN301,S92, greffe du notaire A. Dumas, microfilm n° M173/333, vente de Judith Drapeau à Joseph Drapeau, 5 septembre 1795.

448 *Ibid.*

- 449 ANQ-R, CN104,S20, greffe du notaire Augustin Dionne, bail à ferme d'Augustin Trudel à Louis Lepage, 2 novembre 1814; *ibid.*, CN104,S36, greffe du notaire Joseph Ouellet, continuation de bail d'Augustin Trudel à Louis Lepage, 16 juin 1824.
- 450 ANQ-R, CN101,S3, greffe du notaire Walston P. Dubord, bail de Louis Lepage à Hector Crawley, 28 août 1838.
- 451 ANQ-R, CN104,S36, greffe du notaire J. Ouellet, continuation de bail d'Augustin Trudel à Louis Lepage, 16 juin 1824.
- 452 Université de Montréal. PRDH, *op. cit.*, n° 603876, baptême de Flavie Lavoie, 14 mars 1796 à Rimouski.
- 453 *Dictionnaire généalogique des familles Lepage*, t. 1, p. 42. L'auteur indique que Louis Lepage aurait eu cinq enfants dont deux prénommées Marie-Ursule. En fait, il s'agit probablement de la même personne. L'erreur vient de l'acte de décès du 5 juillet 1894, qui mentionne que Marie-Ursule est décédée à l'âge de 84 ans. En fait, elle avait plutôt 80 ans, puisque sa naissance remonte au 20 mai 1814.
- 454 G. Côté, *Décès de Saint-Germain-de-Rimouski, 1701-1987*, p. 188.
- 455 De son mariage avec Éléonore Ouellet à Rimouski, le 8 octobre 1839, Louis-Germain Lepage eut seulement deux filles: Ursule Lepage, née le 21 juillet 1840, qui épousa Jean Vaillancourt à Sainte-Flavie le 18 novembre 1861, et Philomène Lepage, mieux connue sous le nom de Philomène Saint-Germain, qui est née le 25 août 1841. Elle épousa Jean-Baptiste Talon également à Sainte-Flavie le 9 septembre 1879 (voir Charles-Alphonse Carboneau, *Tableau généalogique des mariages célèbres dans les paroisses du diocèse de Rimouski situées dans les comtés de Rimouski, Matane, Matapédia et Témiscouata et dans celles de Sainte-Anne-des-Monts et du Cap-Chat, dans le comté de Gaspé*, Rimouski, Séminaire de Rimouski, 1936, 1^{re} série, vol. 2, p. 450 et vol. 3, p. 513 et 603; Georgette Côté, *Naissances et baptêmes de St-Germain-de-Rimouski, 1701 à 1987*, [Rimouski], l'auteur, 2003, vol. 2, p. 484).
- 456 G. Côté, *Décès de Saint-Germain-de-Rimouski, 1701-1987*, p. 188.
- 457 Jean-Olivier Briand, «Lettre pastorale de Mgr Briand aux habitants de Rimouski [1^{er} septembre 1784]», Léo-Paul Hébert, *Histoire ou légende? Jean-Baptiste de La Brosse*, Bellarmin, Montréal, 1984, p. 158.
- 458 AAR, 355.106.1, mémoire de Jean-Adrien Leclaire, [avant septembre 1784].
- 459 Pierre-François de Rigaud de Cavagnal, marquis de Vaudreuil, «Précis du plan d'opérations générales de la campagne de 1759, donné par M. le marquis de Vaudreuil en réponse à un mémoire de M. de Montcalm. 1^{er} avril 1759», *Lettres et pièces militaires: instruction, ordres, mémoires, plans de campagne et de défense, 1756-1760*, publiés [sic] sous la direction de H.-R. Casgrain, Québec, Imprimerie L.-J. Demers & frère, 1891, coll. «Manuscrits du maréchal de Lévis», vol. 4, p. 159.
- 460 «Ordre de de Léry [4 mai 1759]», Archives publiques du Canada, *Collection Northcliffe: offerte au Canada par Sir Leicester Harmsworth, baronnet, en souvenir de son frère le Très Honorable Alfred Charles William Harmsworth, vicomte de Northcliffe*, Ottawa, F. A. Acland, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1927, p. 195-196.
- 461 Gaspard-Joseph Chaussegros de Léry, «Journal de M^r de Léry, 1759», Pierre-Georges Roy, *Inventaire des papiers de Léry conservés aux Archives de la province de Québec*, Québec, s. é., 1940, vol. 3, p. 26-39.
- 462 Une autre source donne la date du 12 mai (voir Archives publiques du Canada, *Collection Northcliffe*, p. 210).
- 463 G.-J. Chaussegros de Léry, *loc. cit.*, p. 27.
- 464 Archives publiques du Canada, *Collection Northcliffe*, p. 210, note 3.
- 465 John Knox, *The journal of captain John Knox*, New York, Greenwood Press, 1968, vol. 1, p. 361.
- 466 *Ibid.*, p. 363.
- 467 Gaston Deschênes, *L'année des Anglais: La Côte-du-Sud à l'heure de la Conquête*, 2^e éd., Sillery, Éditions du Septentrion, 1998, p. 46.
- 468 «Relation du siège de Québec (1759)», *Rapport de l'archiviste de la province de Québec pour 1937-1938*, [Québec], Rédempti Paradis, imprimeur de Sa Majesté le Roi, 1938, p. 5.
- 469 Joseph D'Amours de Plaine n'était pas à sa première observation à Saint-Barnabé, puisqu'il y avait déjà séjourné en 1757 (voir Albert D'Amours, «Joseph D'Amours III, sieur de Plaine», *Mathieu D'Amours, sieur de Chauffour et ses descendants*, Charlesbourg, Pères eudistes, 1974, p. 156.)
- 470 G.-J. Chaussegros de Léry, *loc. cit.*, p. 37.
- 471 C. Guay, *op. cit.*, vol. 1, p. 107.

472 *Ibid.*

473 *Ibid.*, p. 47-48.

474 Joseph St-Laurent est décédé le 6 septembre 1759 (voir Jean-Yves Bronze, *Les morts de la guerre de Sept ans au cimetière de l'Hôpital-Général de Québec*, [Sainte-Foy], Presses de l'Université Laval, 2001, p. 108). On ne connaît malheureusement pas la date précise du décès de Gabriel Côté (voir ANQ-Q, CN301, S92, greffe du notaire A. Dumas, microfilm n° M173/332, partage des seigneuries Rimouski, Grand-Métis et La Mollaie, 15 avril 1791).

475 Michel Ruest est inhumé au cimetière de l'Hôpital-Général de Québec le 25 septembre 1759 (voir Pierre Rioux, «Qui était Michel Ruest, mort à la bataille des plaines d'Abraham?», *L'Estuaire généalogique*, n° 85 (printemps 2003), p. 25 et J.-Y. Bronze, *op. cit.*, p. 105. N.B. L'auteur identifie Ruest sous le nom de Michel Huet).

476 ANQ-Q, TL15, dossier 3237, exception dilatoire par Jean-Antoine Panet, 11 novembre 1786.

477 ANQ-R, CN104, S50, greffe du notaire M. Saindon, billet de Pierre Lepage, 18 juillet 1770.

478 Vaudreuil, «À MM. les commandants des vaisseaux de guerre ou marchands expédiés pour le Canada. À Montréal, le 1^{er} avril 1760», *Lettres et pièces militaires*, vol. 4, p. 209.

479 *Ibid.*, p. 208-209.

480 *Id.*, «Ordonnance du gouverneur général [au sieur N...]. 16 avril 1760», *Lettres et pièces militaires*, vol. 4, p. 226.

481 *Id.*, «Ordonnance du gouverneur général [au sieur Legris]. 16 avril 1760», *Lettres et pièces militaires*, vol. 4, p. 225.

482 Dans le «Journal de M^r de Léry, 1759», on voit un certain Lepage adresser au sieur Aubert ses observations sur les déplacements des navires ennemis (voir G.-J. Chaussegros de Léry, *loc. cit.*, p. 37).

483 ANQ-R, P1/9-1/11, vente s.s.p. des héritiers de feu Gabriel Côté à Louis Lepage, 8 juin 1773. (L'acte a été rédigé par Paul Lepage.)

484 M. G. Banville, *loc. cit.*, p. 14.

485 François Dornier et Marie-Claude Joubert, *Soldats de la Côte: Les Fusiliers du St-Laurent d'hier à aujourd'hui*, Rimouski, La Régie du régiment, Les Fusiliers du St-Laurent, 1992, p. 12.

486 Étienne Montgolfier, «Cirulaire au sujet du rétablissement des milices [13 juin 1775]», *Mandements, lettres pastorales et circulaires des évêques de Québec*, publié par H. Têtu et C.-O. Gagnon, Québec, Imprimerie générale A. Côté et cie, 1888, vol. 2, p. 265-266.

487 Cet inventaire est cité dans un jugement de la Cour des plaidoyers communs. Joseph Chesnot y désigné sous le nom de Pierre Chesnot (voir ANQ-Q, TL15, dossier 3237, jugement, [1787?]).

488 B. Chassé, *op. cit.*, p. 19.

489 La légende du gobelet d'argent rapporte que le père Ambroise Rouillard aurait prédit les circonstances de sa mort (voir Joseph-Charles Taché, «Forestiers et voyageurs» *Les soirées canadiennes*, Québec, Brousseau Frères, 1863, vol. 3, p. 115-118).

490 AAR, 355.106.1, lettre de Pierre Lepage à Mgr Jean-Olivier Briand, 27 octobre 1769.

491 Jean-Olivier Briand, «Lettre de Mgr Briand au P. de La Brosse, Québec, 11 avril 1770», L.-P. Hébert, *Histoire ou légende? Jean-Baptiste de La Brosse*, p. 101.

492 AAR, 355.106.1, lettre de Pierre Lepage à Mgr Jean-Olivier Briand, 12 décembre 1771.

493 Léo-Paul Hébert, «La Brosse, Jean-Baptiste de», *Dictionnaire biographique du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1980, vol. IV, p. 458.

494 *Id.*, «Les randonnées du P. de La Brosse (1766-1782)», *Histoire ou légende? Jean-Baptiste de La Brosse*, p. 463-472.

495 La légende des cloches a donné lieu à de nombreuses versions. Le passage ici retenu provient de la version d'Henri-Raymond Casgrain (voir L.-P. Hébert, «La légende A: Les cloches», *Histoire ou légende? Jean-Baptiste de La Brosse*, p. 286).

496 Auguste Gosselin, *L'Église du Canada après la Conquête*, Québec, Imprimerie Laflamme, 1917, vol. 2, p. 221.

497 François Baby, Gabriel Taschereau et Jenkin William, «Suite du journal de la tournée faite par Messieurs Baby,

Taschereau et Williams, 1776 et 1777», *Rapport de l'archiviste de la province de Québec pour 1929-1930*, [Québec], Rédempti Paradis, imprimeur de Sa Majesté le Roi, 1930, p. 138.

498 Léo Bérubé, «Rimouski à ses débuts (40)», *Le Feuillet paroissial: Cathédrale St-Germain-de-Rimouski*, 28 août 1977, p. 3.

499 On compte deux lacunes principalement: la première entre le 22 septembre 1750 et le 24 octobre 1751, la seconde, plus importante, entre le 23 avril 1767 et l'année 1774 (voir P. Hugolin, o.f.m., *op. cit.*, p. 14 et 15).

500 A. Fortin, «Histoire des établissements du Saint-Laurent inférieur et de la Gaspésie», p. 10.

501 *Fêtes du centenaire de Rimouski*, p. 19.

502 A. Fortin, *loc. cit.*, p. 10.

503 Dans une étude sur les origines de Pointe-au-Père, Georges Desrosiers a fait remarquer que les longues périodes durant lesquelles le missionnaire était absent ont «favorisé les naissances avant ou seulement quelques mois après le mariage officiel» (voir G. Desrosiers, *loc. cit.*, p. 7). Il y a tout lieu de penser que la situation n'était guère différente dans la seigneurie voisine de Rimouski.

504 Jean-Baptiste de La Brosse, «*Annales missionis ab anno 1766-[1776]*», L.-P. Hébert, *Histoire ou légende? Jean-Baptiste de La Brosse*, p. 193-194.

505 AAR, 355.106.1, certificat de Jean-Baptiste de La Brosse, 21 avril 1781.

506 *Ibid.*, mémoire de Jean-Adrien Leclaire, [avant septembre 1784].

507 *Ibid.*, lettre de Jean-Adrien Leclaire à Mgr Jean-Olivier Briand, 23 mars 1784.

508 *Ibid.*, lettre de Mgr Jean-Olivier Briand à Jean-Adrien Leclaire, 27 mars 1784.

509 *Ibid.*, mémoire de Jean-Adrien Leclaire, [avant septembre 1784].

510 J.-O. Briand, «Lettre pastorale de Mgr Briand aux habitants de Rimouski [1^{er} septembre 1784]», L.-P. Hébert, *Histoire ou légende? Jean-Baptiste de La Brosse*, p. 153-158.

511 Charles Guay indique que le père La Brosse était ce missionnaire, alors que ce dernier était mort depuis 1782 (voir C. Guay, *op. cit.*, vol. 1, p. 119). En fait, il s'agit très certainement de l'abbé Jean-Adrien Leclaire.

512 C. Guay, *op. cit.*, vol. 1, p. 119-120.

513 *Ibid.*, vol. 1, p. 120, note 2.

514 *Ibid.*, vol. 1, p. 120, note 1.

515 *Ibid.*, vol. 1, p. 120.

516 *Fêtes du centenaire de Rimouski*, p. 21.

517 *Ibid.*, p. 23.

518 Bien que n'ayant pas fait l'objet d'un rapport archéologique professionnel, Médard Belzile a consigné la relation de cette découverte (voir AAR, «Rimouski au temps de la tenure seigneuriale, 1688-1940», [vers 1945], p. 53-54).

519 «La villa Chauveau change de propriétaire», *Le Progrès du Golfe*, 25 novembre 1949, p. 1.

520 Joseph Lepage. «Plant [*sic*] de ma terre et de la route que j'ai pour ma sortie. 18 7^{bre} 1794». 18 septembre 1794. ANQ-Q, Fonds Grands voyers, E2, microfilm n° M32/19. N.B. Cette carte est jointe à la lettre de Joseph Lepage à Gabriel-Elzéar Taschereau (10 décembre 1794).

521 Archives de la paroisse Saint-Germain-de-Rimouski, C.15, cahier des recettes et dépenses, 1791-1836, reddition des comptes de la Fabrique de Rimouski pour 1804, p. 34.

522 J.-O. Briand, *loc. cit.*, p. 157.

523 *Fêtes du centenaire de Rimouski*, p. 27.

524 C. Guay, *op. cit.*, vol. 1, p. 121 et 122, note 2.

525 *Fêtes du centenaire de Rimouski*, p. 27.

526 AAR, 355.106.1, mémoire de Jean-Adrien Leclaire, [avant septembre 1784].

527 J. Lepage. «Plant [*sic*] de ma terre et de la route que j'ai pour ma sortie. 18 7^{bre} 1794». 18 septembre 1794. ANQ-Q, E2, microfilm n° M32/19.

- 528 APSGR, C.15, cahier des recettes et dépenses, 1791-1836, reddition des comptes de la Fabrique de Rimouski pour 1804, p. 34.
- 529 Romuald-Philippe Sylvain, «À propos de chapelles», *Le Progrès du Golfe*, 25 septembre 1936, p. 1.
- 530 AAR, 355.106.1, mémoire de Jean-Adrien Leclaire, [avant septembre 1784].
- 531 J.-O. Briand, *loc. cit.*, p. 155.
- 532 AAR, 355.106.1, lettre de Pierre Lepage et Louis Lepage à Mgr Jean-Olivier Briand, 6 novembre 1773.
- 533 *Ibid.*, réponse de Mgr Jean-Olivier Briand, [après le 6 novembre 1773]. (Cette réponse est inscrite sur la lettre précédente.)
- 534 Jean-François Hubert, «Mandement de Monseigneur l'Évêque de Québec pour la visite pastorale [6 mai 1790]», C. Guay, *op. cit.*, vol. 1, p. 124.
- 535 C. Guay, *op. cit.*, vol. 1, p. 111.
- 536 Léo Bérubé, «Rimouski à ses débuts (42)», *Feuillet paroissial: Cathédrale St-Germain-de-Rimouski*, 11 septembre 1977, p. 4.
- 537 B. Chassé, *op. cit.*, p. 40.
- 538 André Vachon, «Briand, Jean-Olivier», *Dictionnaire biographique du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1980, vol.
- 539 *Ibid.*
- 540 BAC, RG4-A1, vol. 40, p. 13055-13056, microfilm n° C-3004, requête de Louis Lepage, Jaques Curchod et Donald McKinnon à Lord Dorchester, 13 septembre 1788.
- 541 *Fêtes du centenaire de Rimouski*, p. 21.
- 542 A. Gosselin, *op. cit.*, vol. 2, p. 215, note 7.
- 543 J.-F. Hubert, *loc. cit.*, vol. 1, p. 124.
- 544 «Mémoire du Canada [1759]», *Rapport de l'archiviste de la province de Québec pour 1924-1925*, [Québec], Ls-A. Proulx, imprimeur de Sa Majesté le Roi, 1925, p.
- 545 J.-V. Frenette, *op. cit.*, p. 32.
- 546 M. Mimeault, *loc. cit.*, p. 17.
- 547 J.-O. Briand, *loc. cit.*, p. 155.
- 548 AAR, 355.106.1, mémoire de Jean-Adrien Leclaire, [avant septembre 1784].
- 549 *Ibid.*, lettre de Jean-Adrien Leclaire à Mgr Jean-François Hubert, 27 avril 1789.
- 550 Maurice Desjardins, *Faits et gestes à la grève du quai de Trois-Pistoles, 1696-1997*, Trois-Pistoles, Centre d'édition des Basques, 1997, p. 31.
- 551 Charlotte Aubert de La Chesnaye, [Requête au grand voyer Jean Renaud, 7 mai 1783], J. D. Michaud, *op. cit.*, vol. 1, p. 184.
- 552 Louis Lepage, [Requête au grand voyer Jean Renaud, 20 mai 1785], J. D. Michaud, *op. cit.*, vol. 1, p. 186.
- 553 Alphonse Fortin, «Les seigneuries du comté de Rimouski: I. La seigneurie Nicolas Rioux», *Le Centre St-Germain*, vol. 60, nos 3-4 (juillet-août 1941), p. 25.
- 554 AAR, Fonds Archidiocèse de Rimouski, 355.102.1, lettre de Joseph-Amable Trutault à Mgr Jean-Olivier Briand, 3 avril 1783.
- 555 Marielle Coulombe, *Histoire de St-Fabien, 1828-1978*, Saint-Fabien, Corporation municipale de Saint-Fabien, 1978, p. 29.
- 556 On peut apercevoir le tracé de ce chemin qui servait autrefois de route sur un plan de 1794 (voir J. Lepage. «Plant [*sic*] de ma terre et de la route que j'ai pour ma sortie. 18 7^{bre} 1794». 18 septembre 1794. ANQ-Q, E2, microfilm n° M32/19).
- 557 On rapporte deux traditions à ce sujet. L'une fait remonter l'incendie à une date immémoriale, l'autre à l'année 1830 (voir Léo Bérubé, «Glossaire paroissial, *L'Éboulis*, vol. 1, no 4 (mai 1955), p. 16).

- ¹ «Recensements du Canada, 1665 à 1871», *Statistiques du Canada*, vol. IV, Ottawa, s. éd., 1876, p. 74-75 et 78-79.
- ² Georges Desrosiers, «Les débuts du peuplement de la côte de la Pointe-au-Père à l'Anse aux Coques 1750-1791», *L'Estuaire*, vol. XXVI, juin 2003, p. 5-6.
- ³ Yvan Morin, «Une nouvelle région de colonisation au Québec, 1790-1830», dans Jean-Charles Fortin et al., *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993, p. 137.
- ⁴ De 1791 à 1825, la hausse est donc de 1630 personnes. Notons que de 1797 à 1825, l'accroissement naturel (les baptêmes moins les décès) se chiffre à 1247 habitants. En extrapolant, on peut dire qu'environ 400 nouveaux arrivants (chiffre supérieur aux 333 habitants de 1790) se sont présentés au cours de la période. Leur venue a sans aucun doute un impact déterminant. Nos données proviennent d'un relevé des baptêmes, mariages et sépultures effectué par Pierre Rioux de la Société de généalogie et d'archives de Rimouski et Magalie Morel, que nous remercions. Pour les années 1813 et 1816 à 1821, nous avons comblé les vides en utilisant les statistiques fournies par Charles Guay: *Chronique de Rimouski*, Rimouski, Delisle, 1873, p. 174-175.
- ⁵ Pierre Robitaille à Mgr Jean-François Hubert, 9 décembre 1793, *Archives de l'archevêché de Rimouski (AAR)*, fonds de l'archidiocèse, cote 335.106.
- ⁶ Gabriel Auclair, «La seigneurie de Rimouski en 1831: démographie et société» dans Marie-Ange Caron et al., *Mosaïque rimouskoise: une histoire de Rimouski*, Rimouski, Comité des fêtes du cent cinquantième anniversaire de la paroisse Saint-Germain-de-Rimouski, 1979, p. 138-139.
- ⁷ Pierre Robitaille à Mgr Jean-François Hubert, 9 décembre 1793, *op. cit.* Également: Léo Bérubé, «Les débuts de l'organisation paroissiale» dans *Mosaïque rimouskoise...*, p. 67.
- ⁸ L'information relative au moulin de la rivière Rimouski nous a été communiquée par Sylvain Gosselin. Voir aussi Béatrice Chassé, *Rimouski et son île*, Rimouski, Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent et le GRIDEQ, 2003, collection «Les Cahiers de L'Estuaire», no 2, p. 48.
- ⁹ En 1790, la dette de Louis Lepage envers Joseph Drapeau se chiffre à 270 livres, un montant peu élevé. Nous avons consulté une photocopie du contrat de vente des droits de Louis Lepage, aimablement transmise par Sylvain Gosselin. Selon Béatrice Chassé, Joseph Drapeau achète aussi diverses portions d'héritage détenues par quelques membres de la famille Lepage. Seuls les enfants survivants de Pierre Lepage (Pierre Lepage II et Agnès Lepage) conserveront quelques arpents de terre, notamment sur l'île Saint-Barnabé. Cf. Béatrice Chassé, *op. cit.*, p. 42-44 et 76-77. Voir également Alphonse Fortin, «Les seigneuries du comté de Rimouski», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. I, octobre 1973, p. 10.
- ¹⁰ Céline Cyr et Pierre Dufour, «Drapeau, Joseph», *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. V, de 1801 à 1820, Québec, Presses de l'Université Laval, 1983, p. 295-297.
- ¹¹ Joseph Drapeau à Joseph-Octave Plessis, secrétaire de l'évêque de Québec, 16 août 1791, *AAR*, fonds de l'archidiocèse, cote 335.106.
- ¹² «Procès-verbal de Jean Renaud, voyer du district de Québec pour les chemins et routes dans les seigneuries de la pointe au Père jusqu'aux Trois-Pistoles», 1792, *Registre des procès-verbaux, rapports, répartitions, etc., de la municipalité de Saint-Germain-de-Rimouski, du 4 octobre 1840 au 26 novembre 1866*, Archives de la municipalité de Rimouski. Le texte consulté consiste en une transcription du document d'origine. Nous le reproduisons ici tel quel. La rivière La Liberté serait-elle le futur ruisseau Réhel? Le Basile Côté dont le texte fait mention est sans doute l'époux d'Agnès Lepage, l'une des deux enfants survivants de Pierre Lepage de Saint-Barnabé I. La propriété du couple correspond au site où est construite la maison plus tard appelée «*Lamontagne*». Notons que le fournil consiste en un petit bâtiment qui sert souvent de maison d'été en raison de sa fraîcheur.
- ¹³ Pierre-Georges Roy, *Inventaire des procès-verbaux des grands voyers conservés aux archives de la province de Québec*, volume IV, Beauceville, L'Éclaireur, 1930, p. 193-196. À Rimouski, en 1794, Augustin Trudel se plaindra cependant de l'attitude négligente de Joseph Lepage, capitaine de milice.
- ¹⁴ Yvan Morin, *op. cit.*, p. 146. L'année 1815 marque le début des subventions gouvernementales à la construction des chemins du Roi...

- 15 En collaboration, *Une lumière sur la côte: Pointe-au-Père 1882-1982*, s.l., s. éd., 1982, p. 178-180.
- 16 *Journaux de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada (JCABC)*, 1816, appendice A, p. 157-159 et 259. Dans ce chapitre, les données provenant de documents parlementaires sont souvent tirées des archives du projet d'histoire du Bas-Saint-Laurent déposées à l'Université du Québec à Rimouski. Pour alléger la présentation des sources, nous ne donnerons en référence que le document original.
- 17 *Ibid.*, p. 42.
- 18 *Ibid.*, 1817, appendice B, nos 2, 11, 13.
- 19 Charles Guay, *Chronique de Rimouski*, Rimouski, Delisle, 1873, p. 120-122.
- 20 Pierre Robitaille à Mgr Jean-François Hubert, 14 septembre 1793, *AAR*, fonds de l'archidiocèse, cote 335.106.
- 21 *Ibid.*, 5 mai 1794.
- 22 Jean-Baptiste Lajus à Mgr Joseph-Octave Plessis, 27 décembre 1806, *AAR*, fonds de l'archidiocèse, cote 335.106.
- 23 Marc Chauvin à Mgr Joseph-Octave Plessis, 1^{er} janvier 1823, *AAR*, fonds de l'archidiocèse, cote 355.106.
- 24 Gabriel Auclair, «La première église de pierre de Rimouski: une analyse économique» dans *Mosaïque rimouskoise...*, p. 79.
- 25 Yvan Morin, *op. cit.*, p. 137. Aussi: En collaboration, *Une lumière sur la côte: Pointe-au-Père 1882-1982*, s.l., s.éd., 1982, p. 29.
- 26 Gabriel Auclair, «La seigneurie de Rimouski en 1831: démographie et société» dans *Mosaïque rimouskoise...*, p. 109-111.
- 27 La population totale de 1842 est tirée de Gabriel Auclair, «Une étude de la population» dans *Mosaïque rimouskoise...*, p. 99. Notons que le dépouillement des registres de baptêmes, mariages et décès pour la période allant de 1831 à 1842 inclusivement donne à voir un bilan migratoire déficitaire. Il faut toutefois élargir le champ de vision: visiblement, la croissance rimouskoise alimente un mouvement de population de proche en proche au profit de Bic, Sainte-Luce et divers autres noyaux de peuplement en direction de Matane. Rimouski est en quelque sorte le berceau d'un territoire plus étendu.
- 28 Dans les pages suivantes, nous utilisons un fichier constitué par Patricia Richard dans le cadre d'un projet parrainé par la Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent. Mme Richard a dépouillé les contrats notariés relatifs à l'exploitation forestière conservés aux Archives nationales du Québec à Rimouski pour une période allant de 1822 jusqu'au milieu des années 1840. Plusieurs photocopies de contrats ont également été effectuées. Ce dossier est disponible aux archives de l'Université du Québec à Rimouski. Pour alléger la description des sources, nos prochains renvois ne mentionneront cependant que la source de première main.
- 29 *Archives nationales du Québec à Rimouski* (ANQR), fonds du notaire Pierre Gauvreau, acte 471, 2 novembre 1825. Ce moulin sans doute plus performant est probablement celui que l'historien Léo Bérubé, fin connaisseur de Sainte-Odile, localise sur la rive droite de la rivière, à environ deux kilomètres de l'embouchure, sur le futur site du moulin à bardeau: Léo Bérubé, «Ce que Rimouski doit à sa rivière», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. I, décembre 1974, p. 8.
- 30 *ANQR*, fonds du notaire Pierre Gauvreau, acte 671, 3 mai 1827.
- 31 Voir notamment Richard Dubé, «L'exploitation forestière», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. VI, janvier-avril 1979, p. 27.
- 32 Louise Dechêne, «Les entreprises de William Price: 1810-1850», *Histoire sociale*, no 2, novembre 1968, p. 22-30.
- 33 De février à décembre 1829, une longue liste de contrats notariés rend compte des initiatives de Hippolyte-Michel Larrivée (*ANQR*, fonds du notaire Pierre Gauvreau). À propos des nouvelles infrastructures, voir notamment les actes 1143 (22 octobre 1829), 1200 et 1207 (les deux actes sont datés du 4 janvier 1830).
- 34 Louise Dechêne, *op. cit.*, p. 16-52. Aussi du même auteur: «Price, William», *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. IX, Québec, Presses de l'Université Laval, 1977, p. 704-708.
- 35 Louise Dechêne, «Les entreprises...», p. 31.
- 36 Antonio Lechasseur, «Les activités économiques », *Mosaïque rimouskoise...*, p. 240-245.

- ³⁷ Gould, Dowie and co., *Instructions for making Gaspé and Mitis and Rimouski in the river St. Lawrence*, London, s. éd., 1832, p. 9-10.
- ³⁸ En 1837, John Franklin Gardner paraphe les ententes au nom de William Price. Le plus important contrat, et de loin, sera exécuté par Jean-Baptiste Saint-Laurent, Joseph Proulx et Pierre Proulx, conjointement responsables de la livraison de 11 000 billots le long des rives de la rivière Rimouski. (ANQR, fonds du notaire Pierre Gauvreau, acte 3146, 3 novembre 1837).
- ³⁹ Selon l'historien Antonio Lechasseur, qui s'appuie notamment sur les écrits de Léo Bérubé, le premier moulin est situé à deux kilomètres de l'embouchure de la rivière Rimouski (site du futur moulin à bardeau). Les deuxième et troisième moulins seraient respectivement localisés à l'embouchure du ruisseau des Écluses et au pied de la chute de la rivière du Bois-Brûlé. Voir A. Lechasseur, «Les activités économiques» dans *Mosaïque rimouskoise...*, p. 238-239.
- ⁴⁰ ANQR, fonds du notaire Pierre Gauvreau, actes 2293 (12 avril 1834), 2559 (18 avril 1835) et 2894 (24 mai 1836).
- ⁴¹ Marcel Leblanc, «Exploration sur «Les Hauteurs» à l'arrière de la seigneurie Lepage-Thibierge», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XIV, décembre 1992, p. 20.
- ⁴² Pierre Beaumont à Charles-Félix Cazeau, secrétaire de l'évêque de Québec, 16 décembre 1836, AAR, fonds de l'archidiocèse, cote 355.106.
- ⁴³ *Journaux de l'Assemblée législative de la Province du Canada (JALPC)*, vol. V, appendice 1, F-D no 16, 26 mars 1846. Le notaire Pierre Gauvreau devient le premier maître de poste. Les livraisons de courrier deviendront quotidiennes en 1852: JALPC, vol. II, appendice 3-V, 1852.
- ⁴⁴ JCABC, vol. 43, appendice 2, 21 février 1834. Alexis Rivard est député du comté de Rimouski de 1832 à 1834. En 1831, il a épousé en secondes noces Catherine Drapeau, elle-même veuve du juge de paix Augustin Trudel. Notons que Trudel et Rivard ont un autre point commun: Trudel a été l'agent du seigneur Joseph Drapeau à Rimouski; au moment de son arrivée dans la région, Rivard a exercé les mêmes fonctions à Métis. Voir Richard Saindon, *Histoire de Rimouski par le nom de ses rues*, Rimouski, L'auteur, 1995, p. 424-426.
- ⁴⁵ *Archives de la municipalité de Rimouski (AMR)*, «Registre des procès-verbaux, rapports, répartitions etc. de la municipalité de Saint-Germain-de-Rimouski, du 4 octobre 1840 au 26 novembre 1866». Plusieurs documents antérieurs à 1840 ont été transcrits dans ce registre.
- ⁴⁶ *Ibid.*, «Procès-verbal du chemin de front route du 3^e rang village appelé St.Claude», 25 novembre 1833. Anecdote rapportée par Noël Bélanger: on a longtemps appelé les gens de Saint-Anaclet «les castors» parce que le ruisseau coulant au sud du village était couvert de cabanes... de castors. Le toponyme «ruisseau des Écluses» découlerait-il de ce phénomène? Voir Noël Bélanger et al., *Saint-Anaclet... un nom à découvrir 1859-1984*, s.l., s. éd., 1984, p. 37.
- ⁴⁷ Gabriel Auclair, «La seigneurie de Rimouski en 1831: démographie et société» dans *Mosaïque rimouskoise...*, p. 126-130.
- ⁴⁸ Yvan Morin, «Une nouvelle région de colonisation...», *op. cit.*, p. 151.
- ⁴⁹ Michel Ringuet à Mgr Joseph Signay, 28 février 1833, AAR, fonds de l'archidiocèse, cote 335.106.
- ⁵⁰ *Ibid.*, 5 janvier 1833.
- ⁵¹ Mgr Joseph Signay à Thomas-Féruce Destroismaisons, 8 octobre 1833, AAR, fonds de l'archidiocèse, cote 335.106.
- ⁵² Pierre Beaumont à Charles-Félix Cazeau, secrétaire de l'évêque de Québec, 25 août 1833, AAR, fonds de l'archidiocèse, cote 335.106.
- ⁵³ *Ibid.*, 18 mai 1833.
- ⁵⁴ *Ibid.*, 25 août 1833.
- ⁵⁵ Selon le curé Michel Ringuet, les mariages amérindiens à Rimouski découlent d'une vieille familiarité avec les lieux «... vu que jadis ce poste était occupé par des sauvages, et qu'il y a toujours quelqu'un qui y font leur domaine accoutumé, ce qui en attire d'autres» (Michel Ringuet à Mgr Joseph Signay, 28 janvier 1828).
- ⁵⁶ Gabriel Auclair, «La première église de pierre de Rimouski: une analyse économique» dans *Mosaïque rimouskoise...*, p. 90-93. Aussi: Léo Bérubé, «La première église de pierre de Rimouski», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. I, juin 1974, p. 2-5.

- 57 Auclair, *ibid.* Le témoignage du vicaire Marc Chauvin va dans le même sens en 1825: «*La nouvelle église de Saint-Germain a été bénite au commencement de décembre dernier (1824). Tous les bancs au nombre de quatre-vingt-cinq sont faits et vendus et ont formé la somme de 66 livres ce qui est une merveille pour Rimouski. Le jubé s'achève et fournira encore trente-quatre bancs qui ne manqueront pas de débit*» (Marc Chauvin à Mgr Joseph-Octave Plessis, 19 mars 1825).
- 58 Michel Ringuet à Mgr Bernard-Claude Panet, 18 mars 1829, *AAR*, fonds de l'archidiocèse, cote 355.106.
- 59 Gabriel Auclair, «La première église...», p. 78.
- 60 Alphonse Fortin, *Fêtes du centenaire de Rimouski: album-souvenir. Notes historiques 1829-1929*, Rimouski, Séraphin Vachon éditeur, 1929, p. 33.
- 61 Sylvain Gosselin, «Hiver 1837: le récit de l'abbé Pierre Beaumont», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XIX, juin 1996, p. 31.
- 62 Adelle Rivard à Charles-Félix Cazeau, secrétaire de l'évêque de Québec, 30 mars 1837, *AAR*, fonds de l'archidiocèse, cote 355.106.
- 63 Gosselin, *op.cit.*, p. 33.
- 64 Pierre Beaumont à Charles-Félix Cazeau, 6 mai 1837, *AAR*, fonds de l'archidiocèse, 355.106.
- 65 Gabriel Auclair, «Une étude de la population» dans *Mosaïque rimouskoise...*, p. 99.
- 66 Cet avis est partagé par le député Joseph-Charles Taché: voir le «Rapport Taché» de 1850 reproduit dans la *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. VI, janvier-avril 1979, p. 33.
- 67 Antonio Lechasseur, «Peuplement et crise d'émigration» dans Jean-Charles Fortin et al., *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993, p. 220.
- 68 Gabriel Auclair, «Une étude de la population» dans *Mosaïque rimouskoise...*, p. 98. «*Les seigneurs ont, depuis plusieurs années, différé de concéder...*», écrivent en 1841 des censitaires de Rimouski, témoignant de l'absence de terres disponibles à Rimouski avant cette extension de la seigneurie. Voir *Journaux de l'Assemblée législative de la Province du Canada*, 1843, vol. 3, B-2, appendice F.
- 69 «Registre des procès-verbaux, rapports, répartitions etc. de la municipalité de Saint-Germain-de-Rimouski, 4 octobre 1840 au 26 novembre 1866, *Archives de la Ville de Rimouski*, p. 45-47.
- 70 Marcel Leblanc, «Exploration sur «Les Hauteurs» à l'arrière de la seigneurie Lepage-Thibierge», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XIV, décembre 1992, p. 21-23.
- 71 En collaboration, *Une histoire: Sainte-Blandine 1881-1981*, s.l., s.éd., 1981, p. 23-24.
- 72 Cyprien Tanguay à Mgr Joseph Signay, 1^{er} octobre 1845, *AAR*, fonds de l'archidiocèse, cote 355.106.
- 73 «Le rapport Taché», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. VI, janvier-avril 1979, p. 34-35.
- 74 Louise Dechêne, «Les entreprises de William Price», *Histoire sociale*, no 2, novembre 1968, p. 41-48.
- 75 Lechasseur, *op. cit.*, 194-196. Notons cependant que la mortalité demeure bien inférieure à celle de 1837.
- 76 Antoine Lebel à Charles-Félix Cazeau, secrétaire de l'évêque de Québec, 18 avril 1848, *AAR*, fonds de l'archidiocèse, cote 355.106.
- 77 Jacques Watts, «L'émigration britannique de 1847-1848», *L'Estuaire*, vol. XXI, juin 1998, p. 21-23.
- 78 Thomas-Féruce Destroismaisons à Charles-Félix Cazeau, 4 septembre 1848, *AAR*, fonds de l'archidiocèse, cote 355.106.
- 79 Jean-Charles Fortin et Yvan Morin, «La structuration d'une société» dans Jean-Charles Fortin et al., *Histoire du Bas-Saint-Laurent...*, p. 310.
- 80 «Lettre de censitaires de Rimouski» dans *JALPC*, vol. 3, B-2, appendice F.
- 81 Jean-Guy Nadeau, «Taché, Joseph-Charles» dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. XII, p. 1103-1106. Voir également Antonio Lechasseur, «Joseph-Charles Taché, député de Rimouski», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. I, décembre 1974.
- 82 Jean-Charles Fortin et Yvan Morin, *op. cit.*, p. 320-322. Aussi: Alain Baccigalupo, *Les administrations municipales québécoises des origines à nos jours*, Montréal, Les éditions Agence D'arc, 1984, p. 62-73.
- 83 Ce document est disponible aux archives de la municipalité de Rimouski.

- ⁸⁴ *JCABC*, vol. 42, 28 novembre 1832, p. 121.
- ⁸⁵ *Ibid.*, vol. 42, appendice X, 26 février 1833.
- ⁸⁶ *Ibid.*, vol. 43, appendice II, 21 février 1834.
- ⁸⁷ *Archives nationales du Canada*, Bureau des travaux publics, RG11, A1, vol. 42.
- ⁸⁸ *Ibid.*
- ⁸⁹ *JALPC*, vol. 10, 11 juin 1851 et vol. 11, 7 mars 1853.
- ⁹⁰ Jean-Charles Fortin et Antonio Lechasseur, «Expansion et stagnation d'une société rurale» dans Jean-Charles Fortin et al., *Histoire du Bas-Saint-Laurent...*, p. 295-296.
- ⁹¹ *JALPC*, vol. 10, 13 juin 1851.
- ⁹² Mario Mimeault, «Rimouski au temps d'Adèle Lamontagne 1858-1875. Partie I: au cœur d'une région», *L'Estuaire*, vol. XXIII, janvier 2000, p. 20-21.
- ⁹³ Ce coup de sonde a été effectué par Patricia Richard aux Archives nationales du Québec à Rimouski. Le fichier ainsi constitué est disponible aux archives de l'Université du Québec à Rimouski.
- ⁹⁴ *JALPC*, vol. 5, 6 mai 1846, p. 214; vol. 6, 17 juin 1847, p. 44; vol. 8, 25 janvier 1859, p. 28.
- ⁹⁵ Gabriel Auclair, «La seigneurie de Rimouski en 1831: démographie et société» dans *Mosaïque rimouskoise...*, p. 122-124. Selon divers témoignages, le premier instituteur rimouskois serait Jean-Baptiste St-Pierre, un natif de l'île anglo-normande de Guernesey, qui s'installe définitivement à Rimouski vers 1830.
- ⁹⁶ Thomas-Féruce Destroismaisons à Mgr Joseph Signay, 11 février 1845, *AAR*, fonds de l'archidiocèse, cote 355.106. Aussi: Archives de la paroisse de Saint-Germain-de-Rimouski, *Documents importants de la Fabrique de Rimouski (copiés ou recueillis en 1875)*, vol. 1, 1736-1882, p. 36-37.
- ⁹⁷ *JALPC*, 1853, appendice J. J. , «Rapport de l'inspecteur Georges Tanguay», 25 novembre 1853.
- ⁹⁸ Cyprien Tanguay à Mgr Pierre-Flavien Turgeon, non datée, 1854, *AAR*, fonds de l'archidiocèse, cote 355.106.
- ⁹⁹ Une requête demandant l'ouverture d'un collège, portant 81 signatures, est soumise au curé Tanguay en 1853. Ce dernier est probablement à l'origine de la démarche. Voir Richard Saindon, *Histoire de Rimouski par le nom de ses rues*, Rimouski, L'auteur, 1995, p. 473.
- ¹⁰⁰ Ces attaques sèment parfois la controverse et trouvent écho auprès des autorités diocésaines. Cf. Alexis Rivard à Charles-Félix Cazeau, secrétaire de l'évêque de Québec, 20 mars 1848; Joseph Garon à Charles-Félix Cazeau, 2 avril 1848; Thomas-Aubert de Gaspé à Charles-Félix Cazeau, 6 juillet 1850, *AAR*, fonds de l'archidiocèse, cote 355.106.
- ¹⁰¹ Antonio Lechasseur, «Les activités économiques» dans *Mosaïque rimouskoise...*, p. 247-250.
- ¹⁰² J. Antoine Lebel à Charles-Félix Cazeau, 6 juin 1848, *AAR*, fonds de l'archidiocèse, cote 355.106.

- ¹ Anonyme, «Rimouski», *La Voix du Golfe*, 13 août 1869. Article citant un passage du journal *La Minerve*.
- ² Carol Castonguay, et collaboration, *Sainte-Luce au tournant... 1829-1979*, Sainte-Luce, La Corporation de la Seigneurie Lepage-Thivierge, (c 1979), p. 52. Bruno Lavoie et al., *Bic 150^e. À pleine voile*, Rimouski, Impression des Associés, 1980, p. 60.
- ³ Québec, *Statuts de la Province de Québec*, année 1869, Québec, Imprimeur de la Reine, 1869, p. 308, Cap. LXXI, Acte pour incorporer la Ville de St. Germain-de-Rimouski, 5 avril 1869.
- ⁴ Larousse, *Petit Larousse*, édition 1959, p. 1102. Nous privilégions la définition de cette ancienne édition du dictionnaire parce qu'elle se montre plus explicite que la définition de la plus récente édition, pour qui une ville est «une agglomération relativement importante et dont les habitants ont des activités professionnelles diversifiées, notamment dans le domaine tertiaire», *Petit Larousse* 1995, p. 1066.
- ⁵ On trouvera les données relatives aux recensements de 1861 et de 1871 publiés dans Joseph-Marie Levasseur, *Mosaïque rimouskoise. Une histoire de Rimouski*, Rimouski, Comité des Fêtes du 150^e anniversaire de la paroisse Saint-Germain-de-Rimouski, 1979, p. 247 s., 257.
- ⁶ «Requête adressée aux trois Chambres de la Législature (pour incorporer la Ville de Rimouski)», *La Voix du Golfe*, le 23 octobre 1868.
- ⁷ Les débats du conseil et les requêtes acheminées à Québec et Ottawa ont été publiés dans *La Voix du Golfe*, les 4 août et 23 octobre 1868. Archives de la Ville de Rimouski, Registre des procès-verbaux de la municipalité de Saint-Germain-de-Rimouski 1840-1866.
- ⁸ Quillet-Grolier, *Dictionnaire encyclopédique universel*, Montréal, Quillet-Grolier, 1965, vol. 10, p. 609.
- ⁹ Archives nationales du Québec à Rimouski (désormais ANQ-R), greffe Pierre-Louis Gauvreau fils, 17 juillet 1858, testament de Charles Lepage sr, de Rimouski.
- ¹⁰ ANQ-R, greffe Louis-François Garon, le 30 mars 1858, acte no 441, cession de Joseph Garon à la municipalité de Saint-Germain. Charles Jacques, «Le Palais de justice et la prison de Rimouski», *Le Progrès du Golfe*, 17 avril 1931, p. 8.
- ¹¹ ANQ-R, greffe Pierre-Louis Gauvreau, acte no 1329, le 21 juillet 1862, bail à vente par Louis-Jacques Lepage à Simon-Joseph Chalifour.
- ¹² ANQ-R, greffe Pierre Gauvreau, acte no 2577, le 5 mai 1835, vente de terre de Michel Saint-Laurent à Pierre Rouleau.
- ¹³ Ce ruisseau prendra avec le temps le nom de Ruisseau Boucher, du nom de Xavier Boucher dont la terre jouxte la coulée du ruisseau.
- ¹⁴ Joseph Lepage, «Plan de ma terre et de la route que j'ai pour ma sortie, 18 septembre 1794», A.N.Q.-Q., Fonds des Grands Voyers. Cette carte a été publiée par Béatrice Chassé dans «Une seigneurie en bois debout», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XX, no 1 (50), janvier 1997, p. 13.
- ¹⁵ Jean-Charles Fortin, « Communication » in *Concentration et partenariat – Actes du Congrès de l'Association des archivistes du Québec*, Québec, janvier 1997, pp. 117 s.
- ¹⁶ Louis-Jacques Lepage réserve cette bande de terre dans presque tous les actes notariés par lesquels il consacre une vente de terrain.
- ¹⁷ ANQ-R, greffe Pierre Gauvreau, acte no 4967, le 25 février 1861, vente par Elzéard Sirois à Simon-Joseph Chalifour.
- ¹⁸ Jacques Morin, «En racontant l'histoire de Rimouski - Les premiers conseils municipaux», *Le Rimouskois*, le 9 novembre 1977, p. 20. Archives de la Ville de Rimouski, Minutes du Conseil municipal des 10 mai et 28 juin 1869.
- ¹⁹ Joseph-Marie Levasseur et al., *Mosaïque rimouskoise - Une Histoire de Rimouski*, p. 147. ANQ-R, greffe François-Louis Garon, le 21 mars 1860, acte no 766, bail à rente constituée par Louis-Jacques Lepage à Elzéard Sirois.

- ²⁰ ANQ-R, greffe Louis-François Garon, acte no 214, le 28 mars 1856, vente à rente foncière de Louis-Jacques Lepage à Cyprien Tanguay; acte no 242, le 20 août 1856, cease of lease of Hector Crawley to C. Tanguay.
- ²¹ ANQ-R, greffe Louis-François Garon, acte no 163, le 8 août 1855, vente de Louis-Jacques Lepage à James Smith.
- ²² ANQ-R, greffe Pierre-Louis Gauvreau fils, 21 juillet 1862, acte no 1328, bail à rente constituée par Louis-Jacques Lepage à E.-A. Dugal.
- ²³ ANQ-R, greffe Pierre-Louis Gauvreau, acte no 1550, le 19 avril 1864, vente par Elzéard Morneau à Simon-Joseph Chalifour.
- ²⁴ ANQ-R, greffe Pierre-Louis Gauvreau fils, 27 juin 1871, acte no 2359, vente par Louis-Jacques Lepage à Monseigneur J.-F.-P. Langevin. Le plan qui accompagne cet acte de vente indique nettement qu'il n'y a pas en 1871 d'autres propriétés sur la rue de l'Évêché Est entre ce qui est aujourd'hui la rue Saint-Edmond et celle de la Cathédrale de sorte qu'il faudra relocaliser dans le temps la construction de la Maison-(Majorique) Côté que d'aucuns datent de la première demie du XIX^e siècle.
- ²⁵ «Corporation de la ville de Saint-Germain-de-Rimouski», Assemblée spéciale du 17 mai 1869, in *La Voix du Golfe*, 26 mai 1869.
- ²⁶ Relativement aux limites de la terre de Pierre Rouleau, voir Richard Saindon, *Histoire de Rimouski par le nom de ses rues*, Rimouski, L'auteur, 1995, p. 393.
- ²⁷ *Ibid.*, p. 293, 439.
- ²⁸ Le texte complet de la cession est cité dans Jacqueline Saint-Laurent, *Généalogie de la famille Lepage*, Montréal, L'auteur, 1964, p. 27 s.
- ²⁹ Saindon, *op. cit.*, p. 19.
- ³⁰ Marie-Lucette Lepage, «Louis-Jacques Lepage dit Jacquot», *L'Estuaire généalogique*, no 58 (avril-juin 1996), p. 42. Alphonse Fortin, *Centenaire de Rimouski - Album souvenir - 1829-1929*, Rimouski, S. Vachon, 1929, p. 44. Léo Bérubé, «Il y a cent ans des Carmélites vivaient à Rimouski», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, volume II, no 1 (avril 1975), p. 12. ANQ-R, greffe Pierre-Louis Gauvreau fils, 27 juin 1871, acte no 2359, vente par Louis-Jacques Lepage à Monseigneur J.-F.-P. Langevin.
- ³¹ La maison de Louis-Jacques Lepage a été déménagée dans les années 1950 au 336 de la rue Saint-Robert, où on peut encore aujourd'hui la voir, bien qu'amputée d'un tiers. Michel L. Saint-Pierre et al., *Promenades historiques de Rimouski - Guide d'excursion et d'interprétation*, Rimouski, Office du tourisme et des congrès de Rimouski/Société Joseph-Gaudreau pour le patrimoine, 1993, p. 58. Marie-Andrée Massicote, «Une île au large de la ville», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. 19, no 2 (juin 1996), p. 60.
- ³² ANQ-R, greffe Pierre-Louis Gauvreau fils, 27 juin 1871, acte no 2359, vente par Louis-Jacques Lepage à Monseigneur J.-F.-P. Langevin.
- ³³ Richard Saindon, *op. cit.*, p. 304.
- ³⁴ *Ibid.*, p. 462, 468.
- ³⁵ Léo Bérubé, *op. cit.*
- ³⁶ Joseph-D. Michaud, *Le Bic. Les étapes d'une paroisse*, vol. 2, Québec, Ernest Tremblay, 1925, p. 40-42.
- ³⁷ Christiane Faucher et Jacques Poitras, *Histoire postale de la Gaspésie et du Bas du Fleuve jusqu'à 1870*, Montréal, Société d'histoire postale du Québec, 1993, p. 25 s.
- ³⁸ P.L., lettre d'Adèle Lamontagne à Théodore-Jean Lamontagne, Rimouski, le 4 décembre 1861. A.N.C., ArchviaNet - Bureaux de poste - Rimouski: renseignements sur les maîtres de poste, adresse électronique <<http://data1archives.ca/netacgi/nph-brs?s1=&s6.../naweb.dll?brs?02010902|ftop|0&r=3&f=>>>
- ³⁹ Frank W. Campbell, *Canada Post Offices 1755-1895*, 1958, p. 134. «Bureau de poste de Rimouski», *Le Jour*, 19 février 1886, p. 2.
- ⁴⁰ Jean Hamelin et Yves Roby, *op. cit.*, p. 111. André Garon, «Charles-François-Xavier Baby», *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. IX, p. 16 s. François Baby a construit entre 1853 et 1858 les phares de Cap-des-Rosiers, de Belle-Isle, à l'entrée du détroit du même nom, de la Pointe-Amour, au Labrador, et de la Pointe-Ouest sur l'île d'Anticosti. Jean Leclerc, *Le Saint-Laurent et ses pilotes, 1805-1860*, Montréal, Leméac, 1990 p. 110.

⁴¹ Jean Leclerc, *Ibid.*, p. 77, 110, 112, 222. Jean-Charles Fortin, «La grande navigation et les installations de Pointe-au-Père», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. 8, no 3 (oct.-déc. 1982), p. 56, 76. Jean Leclerc, *Les pilotes du Saint-Laurent 1762-1960*, Sainte-Foy, Les Éditions GID, 2005, p. 393.

⁴² La limite de la circonscription territoriale du port de Québec sur la navigation fluviale sera étirée à Pointe-au-Père seulement en 1934: Jean Leclerc, *Les pilotes du Saint-Laurent 1762-1960*, p. 421. Lire aussi sur la station de Pointe-au-Père, dans *Ibid.*, p. 716-742. Quant à la station de pilotes du Bic, elle sera abandonnée en 1905 et ses effectifs démenagés à Pointe-au-Père, comme l'annonce d'ailleurs le *Progrès du Golfe* dans une nouvelle datée du vendredi 12 mai 1905. Voir aussi à ce propos Leclerc, *op. cit.*, p. 744 ss.

⁴³ Jean Hamelin et Yves Roby, *op. cit.*, p. 112.

⁴⁴ P. L., Rimouski, lettre d'Adèle Lamontagne à Théodore-Jean Lamontagne, le 9 septembre 1858. Jean Hamelin et Yves Roby, *Histoire économique du Québec 1851-1896*, p. 115. La station des pilotes de Pointe-au-Père contribue aussi au développement de la petite localité. Comme le soulignent les auteurs de la monographie de Pointe-au-Père, «Cinq ou six familles profitèrent de l'occasion pour demander un permis afin d'opérer une maison de pension, et les pilotes se répartirent entre ces nouveaux lieux d'hébergement et les différents hôtels du village. L'hôtel Rouleau abritait surtout les navigateurs et les agents de douane qui arrivaient par groupe de 30 à 40». Collectif, *Une lumière sur la côte: Pointe-au-Père 1882-1982*, Pointe-au-Père, Corporation des fêtes du centenaire, 1982, p. 306.

⁴⁵ Toute la population connaît cette complémentarité tout à fait normale, Adèle autant que les autres et même plus, puisque son beau-père travaille pour les Baby. Pendant que son père cabale pour lui et qu'il en est à son deuxième voyage à Matane, «Mr Baby fils», écrit Adèle, «est en Angleterre occupé à régler des affaires de Steamers pour son père...». Plus encore, Adèle Lamontagne sait que «le Chemin de fer de Saint-Thomas va se continuer jusqu'aux Trois-Pistoles l'été prochain car le Père Baby part en mai prochain pour aller signer son contrat en Angleterre et rapporter les fonds nécessaires». Tous ces bruits qui circulaient n'auraient-ils pas eu libre cours dans le but de laisser entendre aux électeurs l'avantage qu'il y avait pour eux d'appuyer le clan Baby? P. L., Rimouski, lettre d'Adèle Lamontagne à Théodore-Jean Lamontagne, le 20 janvier 1857. Le lecteur peut trouver une courte biographie de Michel Guillaume Baby dans Bibliothèque de l'Assemblée nationale, *Dictionnaire des parlementaires du Québec 1792-1992*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1993, p. 22.

⁴⁶ Brian J. Young et al., «Hugh Allan», *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. XI, p. 10.

⁴⁷ P. L., Rimouski, lettre d'Adèle Lamontagne à Théodore-Jean Lamontagne, le 20 janvier 1857.

⁴⁸ Jacques Ouellet, «La venue du chemin de fer dans l'Est du Québec», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. 3, nos 3-4 (décembre 1976), p. 18.

⁴⁹ Gwenneth C. D. Jones, «Frederic Newton Gisborne», *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. XII, p. 408. Maurice Dumas et Daniel Pelletier, *La geste de Rivière-du-Loup*, Rivière-du-Loup, Centre de recherche du Grand-Portage, 1973, p. 35. ANQ-R, greffe Pierre-Louis Gauvreau, acte no 1087, le 6 juillet 1859, inventaire après décès de la communauté de Édouard Ouellet et de Julie Lévesque.

⁵⁰ Henry Youle Hind, *The Dominion of Canada Containing a Historical Sketch of the Preliminaries and Organisation of the Confederation*, Toronto, L. Stebbins, 1869, p. 266.

⁵¹ J.-A. Genand, *Notes de voyage: Le golfe et les provinces maritimes*, Montréal, E. Sénécal, 1872, p. 5.

⁵² Collectif, *Une lumière sur la côte - Pointe-au-Père 1882-1982*, Corporation des fêtes du centenaire, 1982, p. 204, 392.

⁵³ ANQ-R, Greffe Pierre-Louis Gauvreau, acte no 2129, le 1 juin 1869, Lease by Simon Dubé to Miss Jane Mc Williams (au nom de sa fille Grace). La demoiselle Mc Williams, qui est agent de la Compagnie de télégraphe de Montréal en 1871, est toujours en poste en 1878: John Lovell, *Lovell's Province of Quebec Directory for 1871...*, Montreal, John Lovell, 1871, p. 582. John Lovell, *Lovell's Province of Quebec Directory for 1878...*, Montreal, John Lovell, 1878, p. 454. Jane et Grace Mc Williams sont certainement apparentées d'une manière ou l'autre avec les deux premiers gardiens du phare de Pointe-au-Père, David Stanley Lawson et John McWilliams, mais nous n'avons pu établir comment. Collectif, *Une lumière sur la côte - Pointe-au-Père 1882-1982*, Pointe-au-Père, *op. cit.*, p. 392. Consulter aussi sur le sujet: J.-Napoléon Goulet, *Mariages, nécrologe (sic) et annotations marginales de Sainte-Anne-de-la-Pointe-au-Père 1882-1976*, Québec, Éditions Bergeron, 1977, p. 14.

⁵⁴ Gwynneth C. D. Jones, «Frederic Newton Gisborne», *op. cit.*, p. 405-409. Alphonse Fortin, *op. cit.*, 1929, p. 58.

⁵⁵ Garon, *op. cit.*

⁵⁶ Fortin, *op. cit.*, p. 80.

⁵⁷ Anonyme, «Rimouski – Sa prospérité – Son commerce – Ligne de steamers», *La Voix du Golfe*, 12 mai 1871. Le journaliste Arthur Buies soulignait à son tour l'importance régionale de Rimouski au plan commercial en 1877: «Comme à la Rivière-du-Loup, il y a beaucoup de passants, de gens qui sont pour ainsi dire obligés d'arrêter quelques heures, parce que Rimouski est un chef-lieu d'une nature exceptionnelle, le centre d'approvisionnement d'une immense région qui s'étend jusqu'à la Baie des Chaleurs et à la frontière du Nouveau-Brunswick». Arthur Buies, «Rimouski», *Le Nouvelliste de Rimouski*, 27 septembre 1877.

⁵⁸ ANQ-R, greffe Joseph Garon, acte no 6258, le 16 avril 1863, vente de Fortunat Rouleau à J. -T. Couillard. Saindon, *op. cit.*, p. 111. La Société Joseph-Gauvreau le situe face à la rue Saint-Louis au moment de son ouverture en 1845: Michel L. Saint-Pierre et al., *Promenades historiques de Rimouski - Guide d'excursion et d'interprétation*, Rimouski, Office du tourisme et des congrès de Rimouski/Société Joseph-Gauvreau pour le patrimoine, 1993, p. 22.

⁵⁹ John Lovell, *Lovell's Province of Quebec Directory for 1871, Containing Names of Professionnal and Business Men, and Other Inhabitants in the Cities, Towns and Villages Throughout the Province...*, Montreal, John Lovell, 1871, p. 581 s.

⁶⁰ Charles Guay, *Chronique de Rimouski*, Québec, P.-G. Delisle, Imprimeur, 1873, p. 2 des publicités.

⁶¹ Marie-Ange Caron, «Trois générations de commerçants, trois générations de maires», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. III (nos 3-4), décembre 1976, p. 33. Saindon, *op. cit.*, p. 470. Jacques Morin, «L'homme d'affaires Michel Ringuet (1848-1906), *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XIV, no 2 (juin 1991), p. 30 s.

⁶² P.L., Rimouski, le 9 septembre 1858, lettre d'Adèle Lamontagne à Théodore-Jean Lamontagne. Alphonse Fortin, *op. cit.*, p. 78.

⁶³ J. W. Miller, «Les bains de mer à Rimouski», *Le Nouvelliste de Rimouski*, 19 juillet 1877.

⁶⁴ Plusieurs actes notariés concernant leurs opérations commerciales, l'engagement de leurs équipages ou la vente de leurs parts dans des goélettes se trouvent dans les greffes des notaires de Rimouski, en particulier dans celui du notaire Pierre-Louis Gauvreau (actes no 1375, 1483, 2326).

⁶⁵ P. L., Rimouski, le 4 décembre 1861, lettre d'Adèle Lamontagne à Théodore-Jean Lamontagne.

⁶⁶ «Le tourisme à Rimouski - Autrefois et aujourd'hui», Alphonse Fortin, *op. cit.*, p. 77.

⁶⁷ Lorsqu'il rédige son testament en 1868, Amable Saint-Laurent, qui a été pilote toute sa vie, se réclame encore cette année-là de cette profession: ANQ-R, le 20 juillet 1868, testament de Amable Saint-Laurent.

⁶⁸ Charles Guay, *op. cit.*, p. 2 des publicités.

⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁰ John Lovell, *Lovell's Province of Quebec Directory*, Montréal, Lovell, 1878, p. 581. Cité par Jacques Morin, «Rimouski d'après un vieux bottin de 1878», in *Le Rimouskois*, 12 juillet 1978. Archives de la Ville de Rimouski, Minutes du Conseil municipal des 26 septembre, 1870 et des 22 avril et 8 novembre 1871.

⁷¹ P. L., Rimouski, le 13 janvier 1859, Adèle Lamontagne à Théodore-Jean Lamontagne.

⁷² P. L., Rimouski, le 13 janvier 1859, lettre d'Adèle Lamontagne à Théodore-Jean Lamontagne. Alphonse Fortin, *op. cit.*, p. 52.

⁷³ ANQ-R, greffe Pierre-Louis Gauvreau fils, acte no 242, le 20 août 1856, location de Hector Crawley à Cyprien Tanguay. Saindon, *op. cit.*, p. 474. Nous savons que Saindon est en accord avec les auteurs de *L'Album des anciens du Séminaire de Rimouski 1940-1943*, (Rimouski, Imprimerie Gilbert Limitée, 1940, p. XIII) quant à l'emplacement de cette école, qu'ils placent sur le coin nord-est de la Cathédrale et Saint-Germain. Hector Crawley y possédait effectivement une autre propriété, d'abord louée de Louis-Jacques Lepage en 1838 puis achetée à une date encore indéterminée. En accord avec la documentation notariée, nous observons que l'abbé Gabriel Langlois place, comme nous, cette maison sur le terrain aujourd'hui occupé par la Banque Royale. Gabriel Langlois, *Dossier sur la paroisse de Saint-Germain-de-Rimouski (Histoire religieuse) 1701-1987*, Auteur, Rimouski, 1987, p. 167.

⁷⁴ Mario Mimeault, *Théodore-Jean Lamontagne, Marchand et industriel canadien-français du XIX^e siècle*, Gaspé, 1997, p. 6.

⁷⁵ Bélanger, *op. cit.*, p. 9.

⁷⁶ Alphonse Fortin, «Le Séminaire de Rimouski», dans *L'Album des anciens du Séminaire de Rimouski 1940-1943*, p. XXIII.

- 77 P. L., Rimouski, 10 février 1862, lettre d'Adèle Lamontagne à Théodore-Jean Lamontagne. Jean-Charles Fortin et al., *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, p. 338. Joseph-Marie Levasseur et al., *Mosaïque rimouskoise*, p. 198. Fortin, *op. cit.*, p. XVII-XXI. Dans le texte que nous citons, les parenthèses sont d'Adèle Lamontagne. P. L., Rimouski, 10 février 1862, lettre d'Adèle Lamontagne à Théodore-Jean Lamontagne.
- 78 Henry Youle Hind, *Eighty Years' Progress of British North America...*, Toronto, L. Stebbins, S. Low & Marston, 1863, p. 529.
- 79 James Smith, *Les éléments de l'agriculture à l'usage de la jeunesse canadienne*, Québec, Auteur, 1862, 140 p. Microfiche ICMH 23007; *Les soirées de la Baie des Chaleurs ou Entrevues sur l'éducation de l'enfance*, Montréal, J.-B. Rolland, 1883. Microfiche ICMH 13741.
- 80 P. L., Rimouski, le 9 septembre 1858, 14 octobre 1866, Adèle Lamontagne à Théodore-Jean Lamontagne.
- 81 P. L., Rimouski, le 4 décembre 1861, Adèle Lamontagne à Théodore-Jean Lamontagne. Archives de la Ville de Rimouski, Registre des procès-verbaux de la municipalité de Saint-Germain 1840-1866, séance du 14 novembre 1866. «Distribution solennelle des Prix décernés aux élèves de la Congrégation de Notre-Dame», *La Voix du Golfe*, vol. 1, no 3, le 9 juillet 1867, p. 1; vol. 2, no 3, le 7 juillet 1868, p. 2; vol. 3, no 2, le 6 juillet 1869, p. 2.
- 82 Normand Plourde, «Le collège-séminaire de Rimouski», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. 1, no 2 (juin 1974), p. 6 s.
- 83 Alphonse Fortin, *op. cit.*, p. 44.
- 84 P. L., Rimouski, le 13 juillet 1875, Adèle Lamontagne à Théodore-Jean Lamontagne.
- 85 Noël Bélanger, «Jean Langevin», *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. XII.
- 86 Traduction de l'auteur. John Lovell, *Lovell's Province of Quebec Directory for 1871...*, Montreal, John Lovell, 1871, p. 581.
- 87 P. L., Rimouski, le 2 juillet 1875, lettre d'Adèle Lamontagne à Théodore-Jean Lamontagne.
- 88 John Lovell, *op. cit.*, 1871.
- 89 *Ibid.*
- 90 Noël Bélanger et Nive Voisine, *Le diocèse de Rimouski (1667-1992)*, Rimouski, Archevêché de Rimouski, 1992, p. 92. Jean Cimon explique ainsi cette appellation: «Je me suis demandé quelle était l'origine de ce sobriquet biblique et j'ai trouvé des indices: la proximité du bord de l'eau qui monte à chaque marée et le fait que l'évêque avait aussi amené à Rimouski son frère prénommé Noé, dont le quotient intellectuel laissait à désirer et qui était paresseux de surcroît»? Jean Cimon, *Ulric Tessier - La bourgeoisie francophone au XIX^e siècle*, Québec, Septentrion, 1997, p. 101.
- 91 Cette devise était: «Respecter comme citoyen les lois de l'État; comme être raisonnable les lois de la morale; comme chrétien les lois de l'Église». L'association de Delisle avec le nouvel épiscopat ne durera que six mois, après quoi l'imprimeur s'en retourne à Québec. Yvan Morin, «Les débuts de la presse périodique à Rimouski: *La Voix du Golfe* et la famille Langevin», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. 10, nos 2 et 3 (mai-décembre 1984), p. 50-59. Ce départ ne signifiait pas nécessairement une rupture de ses liens avec le clergé rimouskois. Delisle est celui qui a imprimé en 1873 le livre de Mgr Charles Guay, *Histoire de Rimouski*.
- 92 Morin, *op. cit.*, p. 55.
- 93 P. L., Rimouski, le 2 juillet 1875, lettre d'Adèle Lamontagne à Théodore-Jean Lamontagne.
- 94 *La Gazette des Campagnes*, 10 août 1876, p. 308.
- 95 Armand Lamontagne, *Le livre de Raison du Séminaire de Rimouski*, 1863-1963, Rimouski, Séminaire de Rimouski, 1963, p. III, b, 1-4.
- 96 «Nouveau personnel du Séminaire de Rimouski», *Le Jour*, 19 juin 1885, p. 1; 16 septembre 1887, p. 2; «La Fête de Saint-Patrice à Rimouski», *Progrès de Fraserville*, 23 mars 1888, p. 3. *La Gazette des campagnes*, 23 octobre 1875, p. 402; 8 juin 1876, p. 238.
- 97 Cité par R.-Ph. Sylvain, «Le Docteur Joseph-Charles Taché (1820-1894)», *Le Progrès du Golfe*, 8 mars 1935. Anonyme, *Bibliothèque de feu F. M. Derôme en son vivant, avocat*, Rimouski, A.-G. Dion, 1880, 39 p.
- 98 Sur les journaux de Rimouski, voir: Antonio Lechasseur et Yvan Morin, «La presse périodique dans le Bas-Saint-Laurent», *L'Ancêtre*, vol. X, nos 2-3, mai-décembre 1984, 156 p.

- 99 *La Voix du Golfe*, 3 septembre 1867, 4 juin 1869; *Le Courrier de Rimouski*, 14-11-1871.
- 100 *Le Courrier de Rimouski*, 14 et 15 novembre 1871.
- 101 *La Voix du Golfe*, 24 décembre 1869. *Le Courrier de Rimouski*, 14 novembre 1871.
- 102 *La Voix du Golfe*, 27 septembre 1870. *Le Nouvelliste de Rimouski*, 30 janvier 1879.
- 103 Archives de la Ville de Rimouski, Minutes du Conseil municipal des 6 juillet 1869, 13 juillet 1875, du 14 décembre 1880. Saindon, *op. cit.*, p. 18. *Le Jour*, 16 et 30 octobre 1885.
- 104 Richard Saindon, *Histoire de Rimouski par le nom de ses rues*, Rimouski, L'auteur, 1995, p. 19 s.
- 105 Archives de la Ville de Rimouski, *op. cit.*, séance du 18 juin 1875. Saindon, *op. cit.*, p. 22 s.
- 106 Archives de la Ville de Rimouski, Minutes du Conseil municipal des 2 juillet et 23 septembre 1869. Alphonse Fortin, *op. cit.*, p. 54 s. Archives de la Ville de Rimouski, *op. cit.*, séance du 19 février 1894.
- 107 *Voix Gaspésienne*, 30 septembre 1869. *La Voix du Golfe*, 28-5-1869. *Le Courrier de Rimouski*, 6 octobre 1871.
- 108 Martin Mimeault, «Un bref regard sur la prison de Rimouski au tournant de la Confédération, 1862-1867», *L'Estuaire*, vol. XXIII, no 1 (56), janvier 2000, p. 7. *Le Courrier de Rimouski*, 15 décembre 1871.
- 109 *Courrier de Rimouski*, 8 juillet 1873.
- 110 *L'Éboulis*, juillet 1957 (no 22), p. 84 s.
- 111 Pour les données statistiques, l'auteur en réfère à Yves Tremblay, *op. cit.*, p. 117 à 138 et à Joseph-Marie Levasseur, *op. cit.*, p. 247-281.
- 112 Yves Tremblay, *Du notable et de l'homme d'affaires-L'élite économique de Rimouski 1890-1960*, Rimouski, Corporation Rimouski-1696-1996, 1996, p. 121 s., Tableau: «Le personnel politique de Rimouski».

¹ Les données relatives aux baptêmes et sépultures proviennent des archives du Projet d'histoire du Bas-Saint-Laurent, disponibles aux Archives régionales de l'Université du Québec à Rimouski. Elles ne sont disponibles que pour le territoire de la paroisse Saint-Germain, qui inclut la ville et la municipalité de paroisse. Le surplus des naissances sur les décès permet de mesurer l'excédent naturel et d'établir la **population attendue**. La **population réelle** est ici déterminée par les recensements du Canada. La croissance plus rapide de la population de la ville indique que le bilan migratoire y est particulièrement favorable.

² Jean-Charles Fortin, «La genèse d'une capitale régionale: Rimouski avant 1960», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XIX, juin 1986, p. 80-81.

³ Voir notamment Jean-Charles Fortin, «La population du littoral et celle du plateau», chap. IX de Jean-Charles Fortin et coll., *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993, p. 362-367.

⁴ Les rapports annuels des curés de Sainte-Blandine sont explicites à cet égard: En collaboration, *Une histoire: Sainte-Blandine 1881-1981*, s. l., s. éd., 1981, p. 46, 147 et 149.

⁵ De 1900 à 1917, les curés de Sainte-Blandine relèvent le départ annuel de une à quatre familles: *Ibid.*, p. 304-305.

⁶ *Recensement du Canada pour l'année 1931*, vol. VIII, p. 334.

⁷ Lire notamment le témoignage d'Ernest Paradis dans Marie-Ange Caron et al., *Mosaïque rimouskoise: une histoire de Rimouski*, Rimouski, Comité des fêtes du cent cinquantième anniversaire de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, 1979, p. 432-433.

⁸ Voir les contributions de Léo Bérubé dans les monographies de *Notre-Dame-du-Sacré-Cœur 1875-1975*, s. l., s. éd., 1975, p. 80-82, et de *Sainte-Odile-sur-Rimouski. Une histoire de coopération*, s. l., s. éd., 1990, p. 176-177. Voir aussi *Le Progrès du Golfe*, 3 août 1906.

⁹ Léo Bérubé, «La fabrique de pâte à papier de Rimouski 1902-1927», *L'éboulis*, vol. I, mai 1958, p. 104. Un reportage publié dans *Le Progrès du Golfe* le 24 décembre 1909 offre une description des installations.

¹⁰ Voir le témoignage d'Ernest Paradis dans *Mosaïque rimouskoise*..., p. 424 et 426-427. À partir de données du Bureau fédéral de la statistique, l'historien Yves Tremblay établit à 301 le nombre des emplois manufacturiers dans la ville de Rimouski en 1911 (contre seulement 46 en 1891). Entre 1891 et 1951, aucune répartition socioprofessionnelle de la main-d'œuvre n'est toutefois disponible, ce qui nous prive de comparaisons intersectorielles. Voir Yves Tremblay, *Du notable et de l'homme d'affaires: l'élite économique de Rimouski 1890-1960*, Rimouski, Corporation Rimouski 1696-1996, p. 9, 13 et 26.

¹¹ Louise Proulx, «L'exploitation forestière dans le bassin de la Rimouski», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XIX, juin 1996, p. 48-53. Du même auteur, voir aussi *Les chantiers forestiers de la Rimouski (1930-1940). Techniques traditionnelles et culture matérielle*, Rimouski, Cahiers du GRIDEQ no 16, 1985, 105 p. et carte. Également: Marie-Andrée Massicotte, «L'ère de l'industrie du bois», *Monographie de Saint-Robert-Bellarmin-de-Rimouski. Au cœur de la paroisse: cinquante ans d'histoire de Saint-Robert (1941-1991)*, s. l., s. éd., 1991, p. 42-43; En collaboration, *Une histoire: Sainte-Blandine 1881-1981*, s. l., s. éd., 1981, p. 165-171.

¹² Ernest Lepage a souligné les nombreuses conséquences néfastes de ces interventions dans *L'éboulis*, vol. VII, nos. 12, 13 et 14, 1956, p. 67-71. Voir également *Le Progrès du Golfe*, 8 juin et 17 août 1906 et 18 février 1907.

¹³ Richard Saindon, *Histoire de Rimouski par le nom de ses rues*, Rimouski, L'auteur, Rimouski, 1995, p. 494-495.

¹⁴ Yves Tremblay, *op. cit.*, p. 16-17. Également: Marie-Andrée Massicotte, «L'ère de l'industrie du bois», *Monographie de Saint-Robert-Bellarmin*..., p. 48-49. *Le Progrès du Golfe* couvre pour sa part les grandes étapes de l'évolution de l'entreprise: voir surtout les numéros du 25 février et du 5 août 1910, du 15 février 1918 et du 16 août 1925.

¹⁵ Ce nom évoque le promontoire dominant le fleuve à cet endroit. Voir Jacques Morin, «Chroniques rimouskoises», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XIV, décembre 1990, p. 31-32. Également: *Le Progrès du Golfe*, 24 décembre 1909.

¹⁶ Dans le chapitre 11 de *L'Histoire du Bas-Saint-Laurent (Québec, Institut de recherche sur la culture, 1993)*, inti-

tulé «Colonisation et commercialisation de l'agriculture», Jean-Charles Fortin produit une analyse de l'agriculture des basses terres qui nous sert de toile de fond: voir p. 436-457. Plusieurs descriptions de la vie agricole sont présentées dans les monographies historiques consacrées aux paroisses adjacentes à Rimouski. Dans l'ensemble, leur contenu cadre bien avec l'interprétation de Jean-Charles Fortin. Pour une description de la ferme moyenne de cette époque, voir notamment Noël Bélanger et al., *Saint-Anaclet... un nom à découvrir 1859-1984*, s. l., s. éd., 1984, p. 122. En guise de comparaison, on pourra prendre connaissance des caractéristiques de la ferme d'Alfred Dubé, cultivateur du Beauséjour récipiendaire de la médaille du Mérite agricole en 1929: Mosaïque rimouskoise, *op. cit.*, p. 404-405.

¹⁷ Mosaïque rimouskoise, *op. cit.*, p. 391-394.

¹⁸ Richard Saindon, *op. cit.*, p. 62 et 155.

¹⁹ Dès sa première année d'existence, *Le Progrès du Golfe* signale que les produits agricoles régionaux sont à la fois rares et chers (7 octobre 1904). Ce thème sera repris par intermittence par la suite. Le diagnostic le plus précis est formulé dans un document intitulé *Paroisse Saint-Germain-de-Rimouski: enquête diocésaine de 1932 (texte dactylographié, 1932)*, préparé par le curé Rodolphe Tremblay à la demande de son évêque, Mgr Georges Courchesne (p. 2-4). Voir également Suzel Thibault, *La ville de Rimouski et la coopération*, mémoire de maîtrise, Faculté des sciences sociales de l'université de Montréal, 1946, p. 23-24.

²⁰ Dès l'exposition initiale, *Le Progrès du Golfe* fait état de nombreuses exhibitions et remises de prix. En soirée, chants et musique instrumentale sont à l'honneur, couronnés par un feu d'artifice (24 septembre 1919).

²¹ *Ibid.*, 11 janvier 1918.

²² Mosaïque rimouskoise, *op. cit.*, p. 401-403.

²³ En 1909, on dénombre trois «pêches» sur l'île Saint-Barnabé. Voir *Le Progrès du Golfe*, 7 juin 1909.

²⁴ À Sacré-Cœur, cet engrais est suffisamment convoité pour que le Conseil municipal décide en 1922 d'«... adoucir la côte de la route de l'Église qui est un obstacle pour les habitants du 2^e et du 3^e rang pour le charroiyage de l'engrais du fleuve». Voir les Procès-verbaux de la municipalité de Notre-Dame-de-Sacré-Cœur, 6 février 1922.

²⁵ Pascal Parent et Lionel Pineau décrivent ces initiatives dans la monographie intitulée *Notre-Dame-de-Sacré-Cœur 1875-1975*, s. l., s. éd., 1975, p. 75-78.

²⁶ Jean Carrière, «Le havre de Rimouski», *Le Progrès du Golfe*, 31 décembre 1936. Le journal local couvre abondamment le dossier de la modernisation du havre. À plusieurs reprises, les élus rimouskois et surtout les membres de la Chambre de commerce locale effectuent des pressions avec le concours des députés fédéraux de la région. Le contrat relatif aux importants travaux débutant pendant le premier conflit mondial est attribué à la Compagnie rimouskoise Raymond et Talbot: cf. *Le Progrès du Golfe*, 21 mars 1914.

²⁷ On consultera notamment le dossier constitué et présenté par Marie-Andrée Massicotte sous le titre «Au gré du fleuve et de l'histoire. La petite navigation côtière dans notre région», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XI, juin 1986, p. 99-123.

²⁸ Jean-Vianney Frenette, *Rimouski: étude de géographie urbaine*, thèse de maîtrise ès arts, Faculté des lettres, Université de Montréal, 1956, p. 100.

²⁹ Séraphin Morissette, «La Compagnie de transport du Bas-Saint-Laurent limitée», *Le Progrès du Golfe*, 31 décembre 1936. L'itinéraire des navires est présenté de façon détaillée dans Alphonse Fortin, *Fêtes du centenaire de Rimouski: album-souvenir. Notes historiques 1829-1929*, Rimouski, Séraphin Vachon éditeur, 1929, p. VI. Rappelons le caractère saisonnier de cette navette. Les premiers brise-glaces n'apparaîtront qu'au cours des années 1960.

³⁰ *Le Progrès du Golfe*, 11 septembre 1910, 21 mars 1914, 29 mars et 31 mai 1918.

³¹ Jean-Charles Fortin signe l'étude la plus fouillée sur le complexe d'aide à la navigation de Pointe-au-Père: «La grande navigation et les installations de Pointe-au-Père», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. VIII, octobre-décembre 1982, p. 55-86. On lira aussi avec intérêt Paul Lemieux, «Les installations maritimes de Pointe-au-Père en 1910», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. IX, octobre-décembre 1983, p. 75-79. Plusieurs passages de la monographie de Pointe-au-Père écrite en collaboration et intitulée *Une lumière sur la côte: Pointe-au-Père 1882-1982* (s. l., s. éd., 1982) décrivent également l'évolution du site: p. 99, 181-191, 194-197, 205-207 et 231-235.

³² Procès-verbaux de la municipalité de Pointe-au-Père, 5 août 1907; *Le Progrès du Golfe*, 21 janvier 1916.

³³ La communauté compte 57 religieuses en 1891, et pas moins de 211 en 1921. En 1928, ses «professes» sont à

l'œuvre dans 28 «missions» disséminées du Témiscouata à l'extrémité de la Gaspésie: Alphonse Fortin, *Fêtes du centenaire de Rimouski: album-souvenir. Notes historiques 1829-1929*, Rimouski, Séraphin Vachon éditeur, 1929, p. 44. L'architecte Elzéar Charest de Québec a dessiné les plans d'après une esquisse du chanoine Georges Bouillon. Voir la description de l'édifice dans l'excellent ouvrage publié sous la direction de Michel L. Saint-Pierre, *Les promenades historiques de Rimouski. Guide d'excursion et d'interprétation*, Rimouski, Office du tourisme et des congrès de Rimouski et Société Joseph-Gauvreau pour le patrimoine, 1993, p. 79-80.

³⁴ La *Revue d'histoire du Bas-Saint-laurent* (vol. VII, mai-août 1981) a consacré un de ses numéros à cette congrégation sous le titre «Les Ursulines à Rimouski 1906-1981». Dix-sept «professes» et trois «auxiliaires» sont au nombre des fondatrices à Rimouski. L'édifice en chantier est décrit dans *Le Progrès du Golfe*, 20 juillet et 3 août 1906. Voir également Michel L. Saint-Pierre, *op. cit.*, p. 74.

³⁵ Michel L. Saint-Pierre, *op. cit.*, p. 40 et 44. À cette occasion les sœurs de la Sainte-Famille font leur arrivée à Rimouski pour effectuer le service intérieur domestique tant à l'évêché qu'au séminaire.

³⁶ En 1906, six prêtres et deux Eudistes y enseignent à plus de 150 étudiants: *Le Progrès du Golfe*, 13 septembre 1907.

³⁷ Alphonse Fortin, *op. cit.*, p. 44. Cette congrégation a aussi la responsabilité de l'école primaire pour filles: en 1913, l'école Saint-Joseph, logée dans la première église de pierre, (actuel Musée régional) est coiffée d'un troisième étage et revêtue d'un ciment gris qui lui vaudra l'appellation de «couvent gris».

³⁸ Michel L. Saint-Pierre, *op. cit.*, p. 31-32.

³⁹ *Ibid.*, p. 33-34.

⁴⁰ Séraphin Morissette, «Rimouski en 1914», *Mosaïque rimouskoise...*, p. 505. Ce témoignage a initialement été publié dans *Le Progrès du Golfe* en 1949.

⁴¹ *Le Progrès du Golfe*, 24 décembre 1909. Voir également Michel L. Saint-Pierre, *op. cit.*, p. 22 et 29, ainsi que Richard Saindon, *op. cit.*, p. 111.

⁴² Pour une vue d'ensemble, lire Yves Michaud, «L'extension du territoire urbanisé de Rimouski (de 1860 à nos jours), *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XIX, juin 1996, p. 37-39. Michel L. Saint-Pierre décrit le magasin Portugais (*op. cit.*, p. 37) et Richard Saindon évoque le cheminement de Joseph-Adam Talbot (*op. cit.*, p. 470). À cette époque, le haut de l'avenue de la Cathédrale et la rue de l'Évêché sont des secteurs enlaidis par des piles de dormants de chemin de fer et autres pièces de bois.

⁴³ Michel L. Saint-Pierre..., p. 33 et 55.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 39-40. Également: *Le Progrès du Golfe*, 6 novembre 1908.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 14 et 70-72

⁴⁶ Richard Saindon, *op. cit.*, p. 27.

⁴⁷ Antonio Lechasseur, *Propriété foncière et clergé: Rimouski 1881-1911*, mémoire de maîtrise (histoire), UQAM, 1979, p. 65, 91 et 146. Religieux et religieuses représenteraient alors environ le quart de la population active de la ville de Rimouski.

⁴⁸ Richard Saindon, *op. cit.*, p. 293-294.

⁴⁹ Le 31 août 1904, pas moins de 90 noms sont ajoutés au rôle d'évaluation: *Procès-verbaux de la ville de Saint-Germain-de-Rimouski*, 31 août 1904.

⁵⁰ Richard Saindon, *op. cit.*, p. 23. Le passage qui suit fait écho à la lecture de cet auteur (p. 19-27) ainsi qu'à un dépouillement du journal *Le Progrès du Golfe* et des procès-verbaux des réunions du Conseil municipal.

⁵¹ Séraphin Morissette, «Rimouski en 1914», *Mosaïque rimouskoise...*, p. 497.

⁵² *Procès-verbaux de la ville de Saint-Germain-de-Rimouski*, 7 janvier 1907. Initialement, les élus rimouskois ont envisagé d'utiliser les services d'une firme privée et de puiser l'eau à même quelques sources voisines de Rimouski, dont celles de Sacré-Cœur (actuelles rues des Sources et Cascades). Une pétition signée par un grand nombre de citoyens fera pencher la balance en faveur de la municipalisation du réseau et du site du lac à l'Anguille, moins exposé et mieux pourvu en eau: *Procès-verbaux...*, 2 mai 1904, 27 janvier et 7 avril 1905.

⁵³ *Ibid.*, 4 juin 1912. Pendant longtemps, les autres faubourgs avoisinant la ville ne seront pas desservis, à l'exception du secteur du quai.

⁵⁴ *Ibid.*, 7 août 1905.

⁵⁵ *Ibid.*, 4 juin et 30 octobre 1912.

⁵⁶ *Ibid.*, 7 novembre 1904.

⁵⁷ *Ibid.*, 19 décembre 1912

⁵⁸ *Le Progrès du Golfe*, 22 avril 1910. Voir aussi Richard Saindon, *op. cit.*, p. 26-27. Le gouvernement provincial paiera la moitié du montant de 22 000\$ requis pour la construction du pont.

⁵⁹ Sur les débuts de l'électrification de la ville, lire Louise Bellemare, «Aux origines de l'électrification rimouskoise (1895-1905)», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XII, novembre 1986, p. 3-15. Voir également Yves Tremblay, *Du notable et de l'homme d'affaires: l'élite économique de Rimouski, 1890-1960*, Rimouski, Corporation Rimouski 1696-1996, 1996, p. 18-19. À compter de 1904, aucun thème ne fait aussi souvent la manchette du journal *Le Progrès du Golfe*. Malgré une forte opposition initiale à la privatisation, le Conseil de ville refusera la municipalisation en 1901, contrairement à celui de Fraserville. Au tournant du vingtième siècle, rappelons que l'électrification est un luxe aux yeux de plusieurs, contrairement au service d'aqueduc et d'égout. Rappelons aussi qu'en accaparant la chute du «Petit Sault» pour ses fins propres, la Compagnie Price réduit les possibilités de production d'électricité pour le marché urbain. Surtout après 1910, il semble également que la déforestation rapide allonge les périodes estivales et hivernales d'étiage des eaux, accentuant la pénurie d'électricité.

⁶⁰ Voir notamment Richard Saindon, *op. cit.*, p. 48-51 et 178-180. L'imprimeur Létourneau, propriétaire depuis 1899 de l'Imprimerie générale, vend son entreprise à son neveu Séraphin Vachon en 1906. Ce dernier la modernisera et lui donnera un nouvel élan: *Le Progrès du Golfe*, 24 décembre 1909.

⁶¹ *Mosaïque rimouskoise*..., p. 462-464.

⁶² *Procès-verbaux de la ville de Saint-Germain-de-Rimouski*, 10 septembre 1900 et 9 novembre 1914. Les «débetures» sont habituellement écoulées auprès des institutions financières. Une partie de la dette est aussi contractée auprès du gouvernement provincial.

⁶³ *Ibid.*, 17 septembre et 16 décembre 1906. On peut prendre connaissance des arguments des partisans et opposants du projet de loi adopté par l'assemblée législative provinciale dans les *Débats de l'Assemblée législative du Québec, 11^e législature – 2^e session, 1906*, Québec, Assemblée nationale, 1986, p. 142-161 et 185. L'évêque de Rimouski est parmi les principaux adversaires du projet de loi. Notons que par la suite, de fréquentes remises de taxe seront accordées par les élus rimouskois aux communautés religieuses de la ville, diluant considérablement le contenu de l'entente de 1906.

⁶³ «Une belle victoire», «Honneur à Rimouski»: c'est en ces termes que *Le Progrès du Golfe* (15 avril 1910 et 3 février 1911) salue l'entrée en vigueur du régime sec, même si ce dernier fera monter en flèche les ventes clandestines. Outre l'influence du clergé, il faut souligner ici celle des femmes, qui sont souvent les principales victimes des abus d'alcool: partout en Amérique, des groupes féminins militeront à cette époque en faveur de la tempérance, sinon de l'abstinence.

⁶⁴ Yves Tremblay, *Du notable et de l'homme d'affaires*..., p. 16.

⁶⁵ Sur l'implication des militaires de la région dans la Première Guerre, voir François Dornier et Marie-Claude Joubert, «Soldats de la côte», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XV, juin 1992, p. 14-21.

⁶⁶ La première mention de la grippe lors des séances du Conseil de ville remonte au 7 octobre 1918. Le 30 novembre 1918, *Le Progrès du Golfe* fait état de 346 malades et de 150 maisons placardées à l'échelle paroissiale. On dénombre alors 14 décès. C'est à cette époque qu'est prise la décision de créer un hôpital temporaire mettant en commun les ressources de la ville et de la municipalité de paroisse de Saint-Germain. Au terme d'une brève accalmie, la maladie refait surface de février à avril 1919, moment où elle disparaît. Pour une analyse minutieuse de l'impact de la grippe et du comportement des décideurs devant l'épidémie, lire Stéphane Harrison, «L'épidémie de grippe espagnole à Rimouski 1918-1919: propagation de la maladie et mobilisation sociale», *L'Estuaire*, vol. XXVI, juin 2003, p. 29-35. Dans la paroisse Saint-Germain-de-Rimouski, notons que le nombre total des décès relevés en 1918 (117) et en 1919 (89) n'a rien de très exceptionnel. La mortalité infantile, notamment, représente un fléau à la fois permanent et plus meurtrier (cf. note 84).

⁶⁷ *Le Progrès du Golfe* rend bien compte de tous ces travaux qui mobilisent beaucoup de main-d'œuvre et atténuent les effets de la récession d'après-guerre.

68 L'ouvrage d'Alphonse Fortin, notamment, met en valeur ce secteur de la ville: *Fêtes du centenaire de Rimouski: album-souvenir. Notes historiques 1829-1929*, Rimouski, Séraphin Vachon éditeur, 1929.

69 *Procès-verbaux de la Ville de Rimouski*, 16 juillet 1923. Aussi: Richard Saindon, *op. cit.*, p. 29-30.

70 Michel L. Saint-Pierre, *op. cit.*, p. 40-41.

71 *Procès-verbaux de la Ville de Rimouski*, 19 mai et 21 juillet 1919, 18 avril 1922. Voir aussi *Le Progrès du Golfe*, 26 mars 1920 et 18 février 1921. L'inspecteur d'écoles Paul Hubert, dont le nom sera plus tard donné à l'école polyvalente, est le premier à bénéficier de ce programme fédéral. En prenant connaissance de l'identité des autres bénéficiaires, il est permis de se demander si l'application du programme a respecté les objectifs de ses concepteurs.

72 Pour une mise en contexte de cet essor, lire les textes de Rémi Beaulieu et de Marie-Andrée Massicotte dans la *Monographie de la paroisse St-Robert-Bellarmin-de-Rimouski. Au cœur de la ville: cinquante ans d'histoire de Saint-Robert (1941-1991)*, s. l., s. éd., 1991, p. 15-17, 22-27 et 31-36.

73 *Procès-verbaux de la Ville de Rimouski*, 6 décembre 1922.

74 *Ibid.*, 21 juin 1918.

75 *Le Progrès du Golfe*, 24 juin, 1^{er} juillet et 12 août 1921.

76 *Procès-verbaux de la Ville de Rimouski*, 19 juillet 1915, 17 mai 1920 et 11 août 1922. Aussi: Antonio Lechasseur, «Mentalités et réaction au changement: l'avènement de l'automobile dans le Bas-Saint-Laurent», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. III, décembre 1976, p. 22-25. À cette époque, Mgr Léonard interdit à son clergé la possession d'une automobile.

77 *Procès-verbaux de la Ville de Rimouski*, 7 mai 1928.

78 *Ibid.*, 20 mai 1925.

79 Richard Saindon, *op. cit.*, p. 135; *Procès-verbaux de la Ville de Rimouski*, 26 avril 1926.

80 *Ibid.*, p. 400.

81 *Ibid.*, p. 134.

82 *Procès-verbaux de la Ville de Rimouski*, 7 février et 6 juin 1927.

83 *Ibid.*, 4 avril 1921; *Le Progrès du Golfe*, 27 mars 1925.

84 Selon le médecin hygiéniste Paul Parrot, le taux de mortalité infantile dans la paroisse de Rimouski s'établit à 225 pour mille naissances en 1922, contre 128 pour mille à l'échelle de la province. En fait, le Bas-Saint-Laurent dans son ensemble est fortement retardataire: *Le Progrès du Golfe*, 16 janvier 1925. Notons toutefois que les statistiques générales de mortalité du comté de Rimouski indiquent une tendance à la baisse au cours des années 1920: tous groupes confondus, les taux chutent de 18 à 12 pour mille de 1921 à 1931, ce qui laisse croire que la lutte contre la mortalité infantile (jusque-là le plus gros facteur de mortalité) s'avère en partie victorieuse. Voir Jean-Charles Fortin, «La population du littoral et celle du plateau», dans Jean-Charles Fortin et al., *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993, p. 369.

85 *Procès-verbaux de la Ville de Rimouski*, 18 janvier et 1^{er} février 1926, 4 avril 1927.

86 *Ibid.*, 30 avril et 3 juillet 1917, 3 juillet 1922.

87 *Le Progrès du Golfe*, 31 août 1923 et 17 octobre 1924. Aussi: *Mosaïque rimouskoise...* p. 326-327 et Richard Saindon, *op. cit.*, p. 35.

88 *Paroisse Saint-Germain-de-Rimouski: Enquête diocésaine de 1932*, document dactylographié, p. 7.

89 Le parc est aménagé par la Commission fédérale des chemins de fer avec la collaboration de la Ville sur l'emplacement d'une cour à bois: *Procès-verbaux de la Ville de Rimouski*, 5 août 1918.

90 Léo Bérubé, «Le Club des patriotes, une ancienne association sportive de Rimouski», *L'Éboulis*, vol. I, mars 1957, p. 73-75.

91 Jean-Charles Fortin et Yvan Morin, «La démocratisation de la culture» dans Jean-Charles Fortin et al., *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993, p. 584-585.

92 *Procès-verbaux de la Ville de Rimouski*, 20 novembre 1922.

93 *Le Progrès du Golfe*, 22 septembre 1922; *Procès-verbal de la Ville de Rimouski*, 7 juin 1926. Notons également la popularité des courses de chevaux sur les glaces de la rivière Rimouski en hiver, un peu en aval du moulin à

bardeau, avec l'implication du marchand Édouard Helleur.

⁹⁴ *Le Progrès du Golfe*, 31 mars 1922.

⁹⁵ Connu sous le nom de Théâtre canadien, l'établissement disparaîtra dans un incendie en 1913: Françoise Vallée, «Le photographe L.-O. Vallée plante le premier cinéma à Rimouski», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XIX, janvier 1996, p. 21-23.

⁹⁶ Gabriel Langlois, «1901-1991: la Fanfare de Rimouski ou l'Harmonie de Rimouski fêterait ses 90 ans de fondation cette année», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XV, juin 1992, p. 34-36.

⁹⁷ *Le Progrès du Golfe*, 19 juin 1925.

⁹⁸ *Ibid.*, 19 décembre 1924. Sur *Le Progrès du Golfe* et Eudore Couture, on lira avec intérêt le témoignage d'Andrée Gauthier, «Les 66 ans du *Progrès du Golfe*. C'était l'époque classique du journalisme à Rimouski», *L'Estuaire*, vol. XXI, juin 1998, p. 16-20.

⁹⁹ Voir notamment Nive Voisine, «Jules-A. Brillant et «sa» ville», *Mosaïque rimouskoise...*, p. 447-456, ainsi que Yves Tremblay, *op. cit.*, p. 35-40.

¹⁰⁰ *Le Progrès du Golfe*, 28 janvier et 4 février 1921.

¹⁰¹ La Chambre de commerce de Rimouski, *Inventaire de Rimouski*, Rimouski, Chambre de commerce, 1962, p. 90.

¹⁰² *Le Progrès du Golfe*, 22 mars 1918.

¹ Pour la réalisation de ce chapitre nous avons utilisé les ouvrages généraux suivants: Paul-André Linteau et al., *Histoire du Québec contemporain. Tome II. Le Québec depuis 1930*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1989, 834 pages. Jean-Charles Fortin et al., *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, Québec, IQRC, 1993, 860 pages. Au sujet de l'histoire de Rimouski, nous avons principalement utilisé: Yves Tremblay, *Du notable et de l'homme d'affaires, l'élite économique de Rimouski 1890-1960*, Rimouski, Corporation Rimouski 1696-1996, 1996, 167 pages. Collectif, *Mosaïque rimouskoise, une histoire de Rimouski*, Rimouski, Comité des fêtes du cent cinquantième anniversaire de la paroisse, 1979, 810 pages. Parmi les sources de première main, les documents suivants nous ont été particulièrement utiles: *Inventaire des ressources naturelles et industrielles du comté de Rimouski*, Québec, ministère de l'Industrie et du Commerce, 1938. Jean-Paul Légaré, *Inventaire de Rimouski*, Rimouski, Chambre de commerce de Rimouski, 1963. Aux Archives de la Ville de Rimouski, nous avons également utilisé le *Répertoire des séances du Conseil et répertoire des réunions du Comité-conjoint depuis l'incorporation de la Ville de Rimouski en 1869*.

² Saint-Germain, «Du travail s.v.p.», *Le Progrès du Golfe*, 20 décembre 1929, p. 12.

³ «Les causes et conditions de la gêne», *Le Progrès du Golfe*, 28 août 1931, p. 1.

⁴ Pour cette partie sur la crise économique, nous avons utilisé abondamment les journaux locaux. Voici les principales références: «Abondance de chômeurs», *Le Progrès du Golfe*, 17 avril 1931, p. 8. «Près de 100 jardins de chômage à Rimouski», *Le Progrès du Golfe*, 26 mai 1933, p. 6. «Nouvel ouvroir à Rimouski. Aidons nos colons», *Le Progrès du Golfe*, 24 novembre 1933, p. 6. «Chômeurs de Val-Cartier», *Le Progrès du Golfe*, 22 février 1935, p. 1. «Communication: Aidons nos pauvres», *Le Progrès du Golfe*, 6 décembre 1935, p. 4. Les statistiques manufacturières sont tirées de l'annexe B de l'ouvrage d'Yves Tremblay, *Du notable et de l'homme d'affaires, l'élite économique de Rimouski 1890-1960*, p. 119-120.

⁵ «Grande assemblée populaire anti-conscriptionniste», *Le Progrès du Golfe*, 10 avril 1942, p. 6. François Dornier et Marie-Claude Joubert, *Soldats de la côte... Les Fusiliers du St-Laurent d'hier à aujourd'hui*, Rimouski, La Régie du régiment, 1992, p. 65-79. Gabriel Langlois, «Le Séminaire de Rimouski et la guerre 1939-1945», *L'Estuaire*, vol. XXV, no. 2, juin 2002, p. 3-8.

⁶ «La plus grande catastrophe de l'histoire du Bas-Saint-Laurent», *Le Progrès du Golfe*, 12 mai 1950, p. 3. Brigitte Pouliot, «La nuit rouge», *Mosaïque rimouskoise, une histoire de Rimouski*, p. 545-570.

⁷ Gouvernement du Canada, *Recensements du Canada*, 1931-1966.

⁸ L'étude de l'évolution de la population de l'agglomération est primordiale. Si l'on étudie seulement l'évolution de la population de la ville, notre analyse est faussée par les différentes annexions municipales. L'étude de la population de l'agglomération a l'avantage de nous offrir un territoire constant. De plus, elle met en lumière le phénomène d'urbanisation des municipalités périphériques.

⁹ Les données du registre d'état civil ont été recueillies par les auteurs d'*Histoire du Bas-Saint-Laurent* et sont conservées aux Archives régionales de l'Université du Québec à Rimouski. Pour calculer le nombre de naissances et de décès de l'agglomération de Rimouski, nous avons additionné les données des paroisses de Saint-Germain, Saint-Yves, Sainte-Odile, Saint-Robert, Sainte-Agnès, Saint-Pie-X, de Sacré-Coeur, de Nazareth, de Pointe-au-Père, de la ville de Rimouski (uniquement des naissances) et des communautés religieuses (uniquement des décès). Après avoir calculé l'accroissement naturel, nous avons utilisé les données des recensements du Canada pour établir les bilans migratoires. Dans les recensements, pour calculer la population de l'agglomération, nous avons additionné la population des municipalités de la ville de Rimouski, de Sacré-Coeur, de Nazareth, de Sainte-Odile, de Rimouski-Est, de Pointe-au-Père et de la municipalité de paroisse de Saint-Germain-de-Rimouski. Malgré les nombreux changements apportés aux territoires des paroisses et des municipalités au cours de la période, le regroupement de ces paroisses et de ces municipalités réfère toujours au même territoire. Seule l'annexion d'une partie de la municipalité de Sainte-Blandine par Sainte-Odile, mentionnée dans le recensement de 1966, pourrait fausser légèrement nos calculs. Nous ne pouvons chiffrer exactement cette annexion. Elle semble toutefois avoir peu d'importance puisque, en 1966, à la suite de cette annexion, la population de Sainte-Odile n'est que de 428 personnes... Dans le cas de l'agglomération de Rimouski, cela signifierait que le bilan migratoire serait encore plus négatif pour la période 1961-1966, ce qui va dans le sens de notre analyse.

¹⁰ Cette situation n'est que partiellement attribuable au fait qu'il s'agit d'une période plus courte. Sur dix ans, soit entre 1961 et 1971, la croissance atteint 18%, ce qui constitue toujours la période de plus faible croissance.

¹¹ Pour les données relatives à la population des différentes paroisses, nous avons utilisé: Antonio Lechasseur et Jacques Lemay, *Municipalités et paroisses du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine: Populations et limites territoriales, 1851-1981*, Québec, IQRC, 1987, 51 pages. Pour cette partie sur les nouveaux quartiers, nous avons également utilisé plusieurs ouvrages et cartes: Jean-Vianney Frenette, *Rimouski, étude de géographie urbaine*, Montréal, thèse présentée à la Faculté des lettres de l'Université de Montréal, 1956, 168 pages; Yves Michaud et al., *Atlas urbain de Rimouski*, Rimouski, Université du Québec à Rimouski, 1991, p. 66-77; Cartothèque de l'Université du Québec à Rimouski, *Mosaïques de photographies aériennes de la Compagnie franco-canadienne 1928-1930*; Archives régionales de l'Université du Québec à Rimouski, *Plan de la ville de Rimouski*, avril 1931, échelle 100 pieds=1 pouce; Archives publiques du Canada, *Plan de la ville de Rimouski*, Ottawa, Underwriters surveys bureau, octobre 1950, échelle 1000 pieds=1 pouce; Archives régionales de l'Université du Québec à Rimouski, *Plan Cité de Rimouski*, Rimouski, 15 mai 1968, échelle 1cm=800 pieds.

¹² «5 urbanistes à Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 1 juin 1950, p. 5-10. «Les rues du quartier incendié de Rimouski seront élargies», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 8 juin 1950, p. 17-22.

¹³ Jean-Vianney Frenette, *Rimouski, étude de géographie urbaine*, non paginé.

¹⁴ «L'opinion se rallie autour du boulevard», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 20 mars 1947, p. 9. «Magnifique boulevard à Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 24 octobre 1957, p. 34. «Boulevard à Rimouski, une oeuvre à terminer?», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 31 octobre 1957, p. 21. «Verrons-nous le boulevard se continuer cet été?», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 20 avril 1960, p. 4. «Rimouski se donne une nouvelle façade sur le fleuve», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 21 février 1962, p. 26-27. Au sujet de l'état de cette «disgracieuse» batture, voir par exemple la reproduction d'un discours d'Eudore Couture, «Le tourisme et Rimouski», *Le Progrès du Golfe*, 25 avril 1930, p. 6.

¹⁵ Richard Saindon, *Histoire de Rimouski par le nom de ses rues*, Rimouski, s.e., 1995, p. 196.

¹⁶ «Projet d'un nouveau quartier résidentiel, place Bois-Brillant, à Sainte-Agnès», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 12 novembre 1964, p. 3.

¹⁷ «Mgr Eudore Desbiens bénit 40 maisons», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 15 août 1957, p. 1.

¹⁸ «Le plan d'urbanisme se réalise. Projet de 150 maisons dans une nouvelle paroisse de la partie sud de Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 23 août 1961, p. 2.

¹⁹ «Notes locales», *Le Progrès du Golfe*, 10 octobre 1930, p. 6. «L'inauguration de l'Hôtel du Rocher-Blanc», *Progrès du Golfe*, 12 juin 1931, p. 1. «L'Hôtel du Rocher Blanc, banquet de ré-ouverture», *Le Progrès du Golfe*, 8 juin 1934, p. 1.

²⁰ Louisette Lagacé et Roger Pinault, *Sacré-Coeur, milieu urbain*, Rimouski, Collège de Rimouski, 1975, p. 156-158.

²¹ Jean Larrivée, «Des Rimouskois investissent au Bic et à Pointe-au-Père 1940-1970», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XX, no 1, janvier 1997, p. 45-46. Jean Larrivée, «Pointe-au-Père: du village à la ville», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XVIII, no 1, janvier 1995, p. 10-12.

²² «Le gouvernement est contre les fusions volontaires», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 22 décembre 1966, p. 37.

²³ «Nouveaux pouvoirs conférés à la ville», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 4 mars 1948, p. 1-12. «Le projet d'annexion d'une partie de Rimouski-Est à la ville en voie de réalisation», *Le Progrès du Golfe*, 11 février 1949, p. 1. «Ste-Odile village demande à être annexé à la ville de Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 8 février 1961, p. 2. «7 municipalités s'uniront pour former le Rimouski de demain», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 3 mars 1966, p. 13. «Rimouski-S. Coeur font un», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 30 mars 1967, p. 1. «Nazareth et St-Germain acceptent l'annexion à Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 4 mai 1967, p. 24.

²⁴ Séraphin Morissette, «La Compagnie de transport du Bas-St-Laurent limitée», *Le Progrès du Golfe*, 31 décembre 1936. «La Cie de transport du Bas-St-Laurent», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 15 novembre 1956, p. 7. Yves Dubé et Yves Martin, *Rimouski, population et économie, évolution et perspective*, Québec, s. e., juin 1960, p. 52. «Le quai de Rimouski-Est est le 2^e plus important à l'est de Québec», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 16 février 1967, p. 4. «En 15 ans, au port de Rimouski: les cargaisons ont plus que triplé», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 18 mai 1967, p. 6.

²⁵ *Une lumière sur la côte, Pointe-au-Père 1882-1982*, Pointe-au-Père, Corporation des fêtes du centenaire, 1982, p.

234-261. «Le Sable I accoste le quai de Pointe-au-Père», *Le Progrès du Golfe*, 13 mars 1931, p. 3. «Le poste de pilotage de Pointe-au-Père temporairement déménagé aux Escoumins», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 30 mars 1960, p. 1. Huet Massue, *Brief Outlining of Rimouski Region for Establishment of Port to Provide All-year Navigation Between the Two Shores of the Lower St. Lawrence*, Montréal, Chambre de commerce de Rimouski, Baie-Comeau, Forestville et Sept-Îles, juillet 1957, 76 pages. «La construction du port d'hiver de Pointe-au-Père est commencée», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 2 septembre 1959, p. 10. «Le bateau-passeur Père Nouvel ouvre une ère économique nouvelle», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 17 janvier 1962, p. 10. «Le port de Pointe-au-Père relégué dans l'oubli au ministère des Travaux publics», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 10 juin 1964, p. 30. «Le scandale éclate», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 10 février 1966, p. 1.

26 «Décision pour le moins étrange», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 30 janvier 1947, p. 1. «Permis refusé à Quebec Airways», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 6 février 1947, p. 12. «Compagnie d'aviation formée à Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 20 février 1947, p. 1. «Air-Rimouski remplace C. P. Airlines», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 30 septembre 1948, p. 1. «Progrès constants de la Cie Air Rimouski ltée», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 9 mars 1950, p. 12. «Rôle de premier plan de l'aviation à Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 25 novembre 1954, p. 4. «Air Rimouski devient Québécois», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 18 décembre 1952, p. 33. George Marler, «Histoire de l'aviation à Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 16 décembre 1954, p. 32-34.

27 «Rimouski Transport Ltée», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 15 septembre 1966, p. 8.

28 Réal Bernier, *Rimouski, métropole du Bas-Saint-Laurent*, Montréal, École des hautes études commerciales, 1941, p. 61.

29 «Nouveaux services d'autobus», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 27 juin 1946, p. 5. «Le service est en opération», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 19 septembre 1946, p. 1.

30 «Service d'autobus dans la ville», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 6 avril 1944, p. 1.

31 Yves Tremblay, «Tableau 9: Ville de Rimouski, 1941-1961. Proportion de logements ayant certaines commodités», *Du notable et de l'homme d'affaires, l'élite économique de Rimouski 1890-1960*, p. 56.

32 Gouvernement du Canada, *Recensements du Canada, main-d'oeuvre selon l'industrie et le sexe, 1951-1961-1971*. Note: Pour le recensement de 1971, 10% de la main-d'oeuvre travaille dans une activité non désignée.

33 Louise Proulx, *Les chantiers forestiers de la Rimouski (1930-1940). Techniques traditionnelles et culture matérielle*, Rimouski, GRIDEQ, p. 10-11. De plus, voici les principales références pour cette partie sur le déclin de l'industrie de la transformation du bois: «La ville de Rimouski en 1943: Une enquête de la Chambre de commerce des jeunes de Rimouski», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, p. 38-39. Fernand Harvey, «Les débuts du syndicalisme dans le Bas-St-Laurent 1941-1950», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. 1, no. 3, p. 21-25. «Augmentation de salaire aux employés de Price Brothers», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 13 février 1947, p. 1. «La Perrelle Lumber reconstruira», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 20 septembre 1945, p. 1. «La Compagnie Price et l'avenir», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 24 février 1949, p. 17-28. Guy Lemay, «La Compagnie Price hésiterait-elle à reconstruire son moulin?», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 8 juin 1950, p. 5. Paul Le Breton, «Un tiens vaut-il mieux que deux tu l'auras... ?», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 8 mai 1952, p. 4. «La Cie Price répond», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 1 mai 1952, p. 1. «Réquisitoire contre la Compagnie Price Brothers», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 30 décembre 1954, p. 15. «Price ou d'autres ? Tempête au conseil», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 8 mai 1952, p. 1-8. Jean-Paul Légaré, «Le sort de notre forêt remis en question», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 2 décembre 1954, p. 4. «Le maire de Rimouski inquiet et mécontent», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 20 novembre 1963, p. 1. «Price désire continuer ses coupes excessives», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 13 mai 1964, p. 1-3. «Rimouski ne tolérera pas que Price sorte le bois du comté», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 19 février 1964, p. 1. Collectif. *Mémoire sur l'industrie forestière dans le comté et la ville de Rimouski*, Rimouski, s. e., mai 1964, 31 pages. «Price démolit», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 5 août 1964, p. 1.

34 «Lettre de Price à l'Écho», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 18 décembre 1963, p. 17.

35 «Un syndicat d'expansion industrielle est fondé à Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 15 avril 1948. «Association industrielle fondée à Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 5 avril 1951, p. 1. «Le point central de deux journées d'études sur notre développement industriel», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 8 mars 1951, p. 5. «Reportage sur une industrie rimouskoise», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 4 mars 1954, p. 3. «Le commissaire industriel réaffirme sa confiance en un moulin à papier», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 24 février 1955, p. 17. «Quelques avantages d'un parc industriel», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 7 mars 1962, p. 17. «Rimouski aura sa Commission de promotion industrielle», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 13 juin 1962, p. 18. «Usine micro-ondes de Lenkurt electric à

Rimouski, en 1966», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 24 mars 1966, p. 1. «Bienvenue à la Lenkurt», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 1^{er} juin 1967, p. 1. Canadian National Railways, *An Industrial Survey of the Town and County of Rimouski, Quebec, with Supplement on Mont-Joli*, Montréal, CNR Research and Development Department, 1963, p. 20-27-41.

³⁶ «L'École des arts et métiers», *Le Progrès du Golfe*, 24 janvier 1936, p. 1. «L'École d'arts et métiers de Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 1 avril 1943, p. 3. «Rimouski a maintenant son École de marine», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 1 juin 1944, p. 5. «L'École des gardes ouvre ses portes», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 28 septembre 1944, p. 1. «Le problème scolaire à Rimouski», *Le Progrès du Golfe*, 1 novembre 1957, p. 17. «Urgent besoin d'une vaste école régionale à Rimouski», *Le Progrès du Golfe*, 3 novembre 1961, p. 1. «L'École secondaire régionale Paul-Hubert», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 9 septembre 1964, p. 1. «10 000 étudiants à Rimouski», 23 septembre 1964, p. 1.

³⁷ Jean-Paul Légaré, «Unité sanitaire», *Rimouski 1954, annuaire des adresses, guide du voyageur et du touriste*, Rimouski, Les Éditions rimouskoises, 1954, p. 15. «Bénédiction de l'annexe de l'Hôpital St-Joseph», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 25 juin 1937, p. 1. *Album souvenir, Hôpital St-Joseph*, Rimouski, s. e., 1937, 74 pages. «Fondation de l'Hôpital St-Joseph», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 17 novembre 1939, p. 1. «La nouvelle aile de l'Hôpital St-Joseph sera bientôt occupée», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 25 juin 1953, p. 17. «Annexe de 125 lits à l'Hôpital de Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 3 février 1960, p. 1. «Bénédiction de l'Institut Mgr Courchesne», *Le Progrès du Golfe*, 12 juin 1953, p. 1 et 8. Véronique Bérubé, «Les filles de Jésus», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, mai-août 1983, p. 32-40. *Répertoire des oeuvres sociales et des organismes à caractère social du diocèse de Rimouski*, 1963, Rimouski, Conseil des oeuvres du diocèse de Rimouski, 1963, 97 pages. Noël Bélanger et Nive Voisine, sous la dir. *Le diocèse de Rimouski (1867-1992)*, Rimouski, Archevêché de Rimouski, 1994, p. 254-258.

³⁸ «68 employés dans l'édifice fédéral», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 14 août 1952, p. 8. «Nouveau bureau régional du Bien-être social à Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 18 janvier 1961, p. 26. «Un bureau de la Régie des rentes à Rimouski dès novembre», *Le Progrès du Golfe*, 6 octobre 1966, p. 20.

³⁹ Jean-Paul Légaré, «Rimouski: Métropole régionale du commerce», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 28 juin 1961, p. 4. «Commerce de gros et commerce de détail», *Recensements du Canada*, 1931-1971. «La rive sud ne prend que 10% du commerce de la Côte-Nord», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 1^{er} octobre 1958, p. 7. «La Place St-Germain doit se réaliser», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 18 avril 1962, p. 1. Richard Saindon, *Histoire de Rimouski par le nom de ses rues*, p. 336.

⁴⁰ André Bolduc, Clarence Hogue et Daniel Larouche, *Québec, un siècle d'électricité*, s.v., Libre Expression, 1984, p. 225-226, 248-247. Paul Gagnon, «L'électricité», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 7 avril 1933, p. 1. Paul Gagnon, «La municipalisation de l'électricité à Rimouski», *Le Progrès du Golfe*, 15 avril 1933, p. 1. Jules Watt, «L'électricité», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 21 avril, 1933, p. 1. «L'enquête sur les taux électriques et la municipalisation à Rimouski», *Le Progrès du Golfe*, 30 novembre 1934, p. 4. «Réduction des taux d'électricité demandée par le Conseil de Ville de Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 8 avril 1954, p. 1. «Le câble sous-marin est embarqué sur le Monarch au quai de Rimouski-Est», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 5 août 1954, p. 29.

⁴¹ *Québec-Téléphone. 60^e. 1927-1987*, Rimouski, Québec-Téléphone, juin 1987, p. 15-41. Jean-Guy Rens, *L'empire invisible. Histoire des télécommunications au Canada de 1846 à 1956*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1993, p. 111-112, 406-410. «Nombre de téléphones des principales compagnies de la province en 1940», *Annuaire statistique 1941*, Québec, Bureau des statistiques, 1942, p. 392. «Rimouski est le principal centre de télécommunication de Québec-Téléphone», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 28 janvier 1965, p. 12. «Désastre économique pour Rimouski si Québec-Téléphone n'est pas vendu», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 21 avril 1966, p. 1.

⁴² Yves Tremblay, *Du notable et de l'homme d'affaires, l'élite économique de Rimouski 1890-1960*, p. 99. «Organismes coopératifs à Rimouski», *Annuaire de Rimouski 1947-1948*, p. 24. «Établissements de finance et prêts, fiducie et courtage», *Annuaire du Québec 1968-1969*, Québec, Bureau de la statistique, 1968, p. 741.

⁴³ «L'hôtel de ville», *Le Progrès du Golfe*, 10 octobre 1930, p. 1.

⁴⁴ «La prohibition l'emporte», *Le Progrès du Golfe*, 21 avril 1933, p. 1. De plus, pour toute cette partie sur la politique municipale, nous nous sommes abondamment servis du *Répertoire des séances du Conseil et répertoire des réunions du Comité-conjoint depuis l'incorporation de la Ville de Rimouski en 1869*, Archives de la Ville de Rimouski.

⁴⁵ «L'entretien des rues», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 22 novembre 1940, p. 1. «Le problème de l'entretien des chemins est résolu», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 9 janvier 1942, p. 4. «M. Léopold D'Anjou refuse la mairie de Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 11 janvier 1945, p. 1. «Urbanisme», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 26 avril 1945,

- p. 3. «La ville projette d'exécuter des travaux de construction et d'amélioration», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 28 juin 1945, p. 6. «Premier chasse-neige à Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 14 mars 1946, p. 1. «Un tapis sur nos rues», 24 octobre 1946, p. 1. «La ville devra ouvrir de nouvelles rues», 20 mars 1947, p. 9. «Le maire Gagnon se retire», 9 janvier 1947, p. 1.
- 46 «Sur la scène municipale», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 6 mars 1947, p. 1. «Le Conseil de Ville s'attaque à de grands problèmes», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 20 février 1947, p. 13.
- 47 «La Ville projette de grands travaux», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 24 avril 1947, p. 1. «Deux référendums à Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 1er mai 1947, p. 1. «Travaux publics pour un demi-million à Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 22 mai 1947, p. 1. «Rimouski aura un gérant municipal», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 5 juin 1947, p. 1. «L'eau coulera longtemps sous le vieux pont», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 13 novembre 1947, p. 12. «Ce service des vidanges», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 22 juillet 1948, p. 2. «Une séance orageuse au Conseil de Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 24 février 1949, p. 6. «Les marchands s'intéressent à la taxe de vente de 2%», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 3 mars 1949, p. 12. «St-Robert aura le service d'aqueduc», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 17 novembre 1949, p. 1. «La Ville de Rimouski condamnée à l'amende pour avoir congédié illégalement trois policiers», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 29 décembre 1949, p. 6. «Le maire Côté démissionne», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 6 avril 1950, p. 1.
- 48 «Le maire Lepage dit: Rimouski doit vivre selon ses moyens», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 11 février 1954, p. 3.
- 49 «Rimouski devra-t-il emprunter \$500 000. pour ses travaux publics?», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 6 mai 1954, p. 1.
- 50 «Pourquoi nos municipalités s'administrent difficilement», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 27 mars 1952, p. 4. «Une nouvelle société se forme sous le titre de l'Association des propriétaires de Rimouski inc.», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 8 octobre 1953, p. 1. «Nous sommes assez mûrs pour nous administrer tout seuls», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 3 décembre 1953, p. 4. «Où prendre 3 millions sans surtaxe foncière, sans emprunt, sans octroi?», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 3 décembre 1953, p. 1. «L'ass. des propriétaires de Rimouski fait des suggestions à la Ville en vue d'éviter une augmentation de taxes», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 4 février 1954, p. 7. «Rimouski veut s'administrer sans emprunter», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 4 février 1954, p. 1. «Vivrons-nous longtemps dans les bottines trois autres ?», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 13 mai 1954, p. 4. «Quatre échevins favorables à un emprunt à Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 13 mai 1954, p. 3. «L'Ass. des Propriétaires opposée à un emprunt de \$700, 000», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 17 février 1955, p. 1. «Le maire désire renseigner les citoyens sur le projet d'emprunt de \$300 000.», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 31 mars 1955, p. 4.
- 51 «L'emprunt de \$250,000.00 de Rimouski adopté sans opposition», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 4 et 11 août 1955, p. 1. «L'emprunt de \$235,000 ne rencontre aucune opposition à Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 31 mai 1956, p. 13. «Rimouski emprunte \$235,000 pour des travaux municipaux», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 12-19 juillet 1956, p. 18.
- 52 «M. Roméo Crevier est élu maire de Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 4 juin 1958, p. 1. «Le lac de l'Aqueduc ne suffit plus aux besoins de Rimouski», 23 juillet 1958, p. 1. «Rimouski aura un rôle d'évaluation scientifique», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 5 novembre 1958, p. 3. «Un emprunt de \$800,000.00 pour l'aqueduc à Rimouski ?», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 22 avril 1959, p. 1. Archives régionales de l'UQAR, *Le réveil de Rimouski*, 20 mai 1959, 8 pages. «Rimouski appuiera le projet de l'aqueduc», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 27 mai 1959, p. 4. «Travaux d'aqueduc à Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 28 octobre 1959, p. 1. «Fuite dans le barrage du système d'aqueduc», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 10 août 1960, p. 1. «Nombreuses réalisations de l'administration municipale», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 29 mars 1961, p. 13. «Le conseil adopte le plan d'urbanisme», 3 mai 1961, p. 1. «Rapport du maire sur le barrage», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 24 mai 1961, p. 30. «Trois ans d'administration municipale à Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 31 mai 1961, p. 5.
- 53 «Monsieur Rimouski: Le problème de l'eau est réglé pour 20 ans», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 23 janvier 1963, p. 4.
- 54 «Du pain sur la planche: 1961-64», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 7 juin 1961, p. 4. «Me Maurice Tessier maire de Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 7 juin 1961, p. 31. «La nouvelle administration fait preuve de dynamisme», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 21 juin 1961, p. 5. «L'urbanisme s'appliquera aux municipalités entourant Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 15 novembre 1961, p. 1. «Aucune protestation sur les hausses de taxes», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 14 février 1962, p. 1. «Bureau touristique à Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 15 mai 1963, p. 1.

«Ornement et orgueil de Rimouski, le parc Lepage», 14 août 1963, p. 17. «Aménagement d'une place publique, face à la cathédrale», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 9 octobre 1963, p. 3. «Projet triple pour améliorer les abords de la rivière Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 6 novembre 1963, p. 30. «La réorganisation des loisirs à Rimouski», *Le Progrès du Golfe*, 16 octobre 1964, p. 7. «Le nouveau Colisée de Rimouski coûterait \$750,000.», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 14 janvier 1965, p. 9. «Rimouski autorisé à acquérir le Centre des loisirs St-Germain», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 13 mai 1965, p. 9. «Centre culturel-Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 20 octobre 1966, p. 25. «Le parc Lepage, émeraude de Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 10 août 1967. Pierre Collins et Nicole Gagnon, «La Bibliothèque municipale de Rimouski: 50 ans déjà !», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XVII, no. 2, juin 1994, p. 36-38.

⁵⁵ «Les vues parlantes», *Le Progrès du Golfe*, 8 août 1930, p. 6.

⁵⁶ *Le Progrès du Golfe*, 27 mai 1932, p. 6.

⁵⁷ «Naissance d'un ciné-club», *Le Progrès du Golfe*, 3 décembre 1954, p. 5. «Le nouveau bureau de l'O.N.F.», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 5 septembre 1957, p. 31. «La cinémathèque», *Le Progrès du Golfe*, 27 octobre 1961, p. 24. «Le Service central des ciné-clubs étudiants», *Le Progrès du Golfe*, 15 février 1963, p. 4. «La semaine du cinéma», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 15 avril 1964, p. 5. Jacques Ouellet, «Le cinéma à Rimouski», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. V, no 1, février 1978, p. 21-22. Lise Marquis, «Le cinéma à Rimouski (1939-1960)», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XIX, no 2, juin 1996, p. 70-75.

⁵⁸ Andrée Gauthier, «Une entrée à petits pas dans le journalisme régional», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. X, nos 2-3, mai-décembre 1984, p. 124.

⁵⁹ «Une lettre de l'ancien maire J. C. Taché», *Le Progrès du Golfe*, 31 mars 1933, p. 1. «Une appréciation du Progrès du Golfe par le Devoir», *Le Progrès du Golfe*, 7 avril 1933, p. 1. Noëlla Jean-Bouchard, Jacques Ouellet et Ghislaine Ouellet, «Entrevue avec M. Jean-Paul Légaré, ex-rédacteur en chef de l'Écho du Bas-St-Laurent», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. IV, no. 3-4, septembre 1977, p. 23-26. Antonio Lechasseur, «Un journal par lui-même: *Le Progrès du Golfe* de 1904 à 1954», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. IV, nos 3-4, septembre 1977, p. 31-37. Lisette Morin, «Dix-sept ans dans la vie du Progrès du Golfe», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. X, nos 2-3, mai-décembre 1984, p. 130-134.

⁶⁰ Pour cette partie, nous nous sommes principalement servis des divers articles consacrés à l'histoire de la station CJBR publiés dans la *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XII, nos 3-4, septembre 1987, p. 65- 117.

⁶¹ «Tour d'horizon à CJBR-TV», 29 octobre 1958, p. 1. «CJBR-TV», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 23 septembre 1959, p. 15. «Jeunes ballerines à CJBR-TV», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 25 février 1959, p. 2.

⁶² Gisèle Saint-Pierre-Beaulieu et al. *Monographie de la paroisse de Saint-Robert-Bellarmin. 1941-1991*, Rimouski, Le Comité des fêtes, 1991, p. 318.

⁶³ «Salle Saint-Barnabé», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 30 septembre 1965, p. 10.

⁶⁴ «Jeunesses musicales», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 20 octobre 1955, p. 5. «La matinée-gala des JMC remporte un beau succès», *Le Progrès du Golfe*, 19 mai 1961, p. 1. «La nouvelle équipe des JMC», *Le Progrès du Golfe*, 29 septembre 1966, p. 17. «La Vache marine renaîtra-t-elle», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 9 mars 1967, p. 10. Georges Beaulieu, *Regard sur ma vie au Séminaire de Rimouski 1939-1968*, Rimouski, s.e., 1983, 278 pages. Gabriel Langlois, «Histoire des corps musicaux du Séminaire de Rimouski», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XV, décembre 1991, p. 42- 44.

⁶⁵ «Un événement littéraire à Rimouski», *Le Progrès du Golfe*, 11 juin 1937, p. 1. «Sport par Madeleine LeBleiz», *Le Progrès du Golfe*, 9 février 1934, p. 6. Georges Beaulieu, *Regard sur ma vie au Séminaire de Rimouski 1939-1968*, p. 273. «En passant par Rimouski, un libraire m'a raconté...», *Le Rimouskois*, 12 janvier 1977, cahier 3, p. 1.

⁶⁶ «Une académie des arts est chose possible à Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 23 avril 1953.

⁶⁷ Fernand Harvey, «La vie culturelle depuis 1950», *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, p. 725.

⁶⁸ «Le médecin malgré lui», *Le Progrès du Golfe*, 29 octobre 1954, p. 5. «Les Triple-Sept», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 16 février 1967, p. 12. «Une pièce irréaliste mais divertissante», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 6 décembre 1967, p. 11. G. Riou, *Mgr Alphonse Fortin, P. P., Inventaire des pièces données aux archives du Séminaire*, Rimouski, Archives du Séminaire de Rimouski, 23 décembre 1972, p. 10-23. «Avec le Rideau Vert, à Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 18 octobre 1967, p. 11. Line Lévesque et Denise Gagnon, «Petite histoire du théâtre dans l'Est», *L'Axe*, février 1982. Georges Beaulieu, *Regard sur ma vie au Séminaire de Rimouski 1939-1968*, p. 9, 109.

⁶⁹ «École de ballet inaugurée vendredi à Rimouski», *L'Écho du Bas-St-Laurent*, 3 octobre 1962, p. 3.

⁷⁰ En terminant, nous tenons à remercier Émilie Devoe. Ses judicieux conseils et son support quotidien nous ont été précieux pour la réalisation de ce chapitre sur l'histoire de Rimouski.

¹ Arthur Buies, *Petites chroniques du Bas du Fleuve*, Éditions Trois-Pistoles, 2003, p. 81.

² Jean-Paul Legaré, *Inventaire de Rimouski*, La Chambre de commerce de Rimouski, 1962, p.18.

³ Institut de la statistique du Québec, *Estimation de la population des municipalités du Québec au 1^{er} juillet des années 1996, 2002, 2003, et 2004*. Tiré du site www.stst.gouv.qc.ca

⁴ Institut de la statistique du Québec, *Le Bas-Saint-Laurent et ses municipalités régionales de comté (MRC), Fiche synthèse de la MRC de Rimouski-Neigette*. www.stat.gouv.qc.ca

⁵ Pierre Bruneau, Rimouski, ville moyenne et capitale régionale, *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XIX, no 2 (49), juin 1996, p. 86.

⁶ Propos rapportés dans le journal *Le Jour*, vendredi 18 octobre 1974, p. 1. Jacques-Yvan Morin ajoute aussi à l'intention des grévistes de Québec-Téléphone: «*La cause que vous défendez, l'indexation des salaires, le PQ la défend depuis longtemps*».

⁷ Dans son livre *Le Scandale des caisses d'entraide*, Jacques Forget explique que le rendement de 10% repose en partie sur une portion de 4,5% de son capital que tout nouveau membre doit verser en parts sociales. Or, lorsque le nombre de membres s'est stabilisé, le mouvement entraidiste a été privé de cet apport. Le tout combiné aux mauvais placements, à la hausse des taux d'intérêt et à la piètre administration de plusieurs caisses sont autant de facteurs qui expliquent la crise qui emporte finalement l'institution fondée à Alma par Jacques Gagnon en 1960.

⁸ Cette résidence pour personnes âgées porte maintenant le nom de Manoir de Caroline.

⁹ Pour en savoir davantage sur les débuts du Cégep de Rimouski on peut consulter l'ouvrage de Jean-Yves Roy et al. *En l'espace d'un quart de siècle. Les vingt-cinq ans du Cégep de Rimouski 1967-1992*, Cégep de Rimouski, 1993, 120 p.

¹⁰ Pour tout connaître sur les débuts et le formidable développement de l'UQAR, on peut consulter le livre de Nicole Thivierge, *Savoir et développement: pour une histoire de l'UQAR*, Rimouski, GRIDEQ, 1995, 538 p.

¹¹ Sœur Lisette Cliche remet sa démission en avril 1974 au milieu d'une crise. Le gouvernement du Québec place l'hôpital sous tutelle et nomme un administrateur provisoire, le Dr Paul Plau, avec mission d'enquêter sur les problèmes administratifs et fonctionnels de l'hôpital.

¹² Le Tournoi de golf Claude Couture, l'Ouragan Jalbert, une initiative du cardiologue Bernard Jalbert, le Souper de la Saint-Valentin et l'Illumination du sapin de Noël géant de l'hôpital sont autant d'activités permettant d'amasser des sommes importantes depuis la création de la Fondation du CHRR.

¹³ Lors de son intervention, Omer Brazeau avait fait une analogie entre les cancéreux et les bélugas. Il déclarait: «*Je me demande si on va être obligé de commencer à piler les corps à côté des bélugas pour avoir la sympathie puis vraiment faire quelque chose. Les gens qui ont ça dans leurs familles vont jusqu'à vendre leurs maisons pour aller chercher des traitements*». Source: Archives sonores de Radio-Canada Rimouski.

^{13A} *La politique culturelle de la Ville de Rimouski*, Ville de Rimouski, 1998, p. 7.

¹⁴ Étude portant sur la clientèle du Festival effectuée du 16 au 29 mars 1985 à partir de 252 questionnaires distribués dans la MRC de Rimouski-Neigette.

¹⁵ Lors d'une réunion mouvementée du Conseil municipal de Rimouski, le 19 mars 1984, les administrateurs de la Corporation du festival d'automne, outrés de la baisse de la subvention, quittent brusquement la salle en laissant leurs vestons à carreaux sur les chaises, un geste qualifié de «*numéro de cirque*» par le maire Philippe Michaud.

¹⁶ En flagrant conflit d'intérêt, la journaliste Andrée Gauthier publie de nombreux articles dans le *Progrès du Golfe* au sujet de la rénovation de la cathédrale. Deux d'entre eux donnent des informations erronées. Le 14 janvier 1966 dans l'article *La cathédrale est-elle condamnée?*, on peut lire que les risques d'incendie sont si grands que la Fabrique doit payer des primes d'assurance de 10 000\$ par année. Or le montant réel est de 3000\$. Dans le second papier en date du 18 février, elle révèle que l'état du plancher de la nef est inquiétant. Pourtant le rapport d'expertise de l'ingénieur en structure André Leroux remis au Conseil de fabrique précise: «*cette structure et ses parties constituantes sont en excellent état. Les poutres de bois ne présentent aucun signe de faiblesse ni aucun fléchissement anor-*

mal. De plus, elles n'ont été altérées d'aucune façon par la moisissure». Source: Cathédrale Saint-Germain de Rimouski, *Rapport d'expertise*, 28 juin 1966. Archives de l'archidiocèse de Rimouski sous la cote 355.106.1

¹⁷ Sandy Burgess, *L'affaire hôtel de ville*, dans *Le Progrès-Écho*, 17 mars 1976, p. A-3.

¹⁸ Certains résidents sur les hauteurs de Saint-Pie-X parviennent à l'aide d'une antenne à capter, lorsque les conditions climatiques sont favorables, les émissions de la station CJPM de Chicoutimi affiliée au réseau TVA.

¹⁹ Lisette Morin, «Du journalisme au papier imprimé», *Le Progrès-Écho*, 8 février 1978, p. A-7.

²⁰ Propos rapportés par *Le Progrès-Écho*, 16 mars 1977, p. A-13.

²¹ CKLE-FM n'a pas respecté plusieurs conditions de son permis. La station présentait trop de publicité, ne respectait pas le contenu exigé d'émissions d'information et d'affaires publiques tandis que le nombre de chansons de langue anglaise était trop élevé.

²² Le journal *Progrès-Écho*, consacre à l'été 1971, une dizaine d'articles à la pollution et à cette étude menée par des biologistes de l'UQAR. Voir notamment l'article paru le 8 septembre 1971 en page 4 et intitulé «Un péril guette les Rimouskois». Une équipe de Radio-Canada à Montréal vient même tourner en juillet 1971 un documentaire sur la pollution par les déchets et les égouts à Rimouski.

²³ Dans une longue entrevue accordée à l'auteur en 1997, Maurice Tessier déclare qu'il a renoncé à la fusion avec Pointe-au-Père en 1966 pour éviter de prendre la municipalité de Rimouski-Est en tenailles. Selon lui, les inévitables querelles auraient créé «une situation invivable». Son successeur, Claude St-Hilaire, ne s'embarrassera pas de tels scrupules.

²⁴ Au cours de la campagne électorale de 1970, Claude St-Hilaire déclare: «La Ville de Rimouski aurait avantage à s'administrer comme une compagnie (...) si la Ville vient à s'administrer selon les formules employées dans le monde des affaires, je crois que l'on pourra du même coup faire éviter au contribuable des augmentations de taxes et même leur apporter certaines économies». Propos rapportés dans le *Progrès-Écho*, 28 octobre 1970, p. 10.

²⁵ Le texte intégral de ce véritable pamphlet a été publié dans le *Progrès-Écho*, le mercredi 15 septembre 1971 en page 3.

²⁶ Ce règlement de la Ville, le règlement 966, stipule notamment «Qu'il est dans l'intérêt public qu'une partie du territoire de la Municipalité du village de Rimouski-Est soit annexé à celui de la Cité de Rimouski pour permettre l'expansion économique de la Cité de Rimouski par la création d'un parc industriel».

²⁷ Une étude réalisée par le Regroupement démontre qu'en 1976, «la Ville consacre 17,1% de son budget à l'administration contre une moyenne de 12,2% pour les 22 municipalités du Québec ayant sensiblement la même population». Ces données sont reprises dans un document du Comité de citoyens de Sacré-Cœur dirigé par Clermont Dugas et intitulé *Analyse critique de la vie municipale à Rimouski*, Le Comité de citoyens de Sacré-Cœur, 10 juin 1981, p. 6.

²⁸ Excédé par cette couverture, le 20 juin 1984, Claude St-Hilaire attaque la cinéaste de CJBRT-Radio-Canada, Louise Michaud. Lorsque le reporter Claude Ross s'interpose pour protéger la jeune femme, l'ex-maire le frappe au visage. Des accusations de voies de fait avec lésions ont été portées contre Claude St-Hilaire à la suite de ces événements.

²⁹ *Rapport de la Commission municipale du Québec sur l'administration de la Cité de Rimouski*, Québec, mars 1985, p. XVI.

³⁰ Nous n'évoquons dans le cadre de cet ouvrage que quelques exemples de conflits d'intérêt. La Commission municipale a enquêté sur des dizaines de dossiers. Le rapport de la Commission municipale, disponible pour consultation, notamment à la bibliothèque de l'UQAR, écorche aussi au passage les conseillers municipaux Jean-Louis Ruest, Fernand Lamontagne et Hervé Dickner, de même que le notaire Joseph Bérubé impliqués dans plusieurs affaires de conflit d'intérêt.

³¹ Dugas, Clermont et al., *Évaluation du site d'enfouissement sanitaire de Rimouski*, Rimouski, 1979, 49 pages et annexes. Le Comité dit surtout craindre les glissements de terrain dans la rivière Rimouski, «en raison de la surcharge qui sera causée par l'accumulation des déchets sur la berge». On rappelle la présence à cet endroit d'un épais lit d'argile et l'on craint une répétition des glissements de terrain survenus en 1951 et 1955 à Sainte-Odile.

³² À l'automne 1981, le ROCC comptera jusqu'à 21 organismes membres parmi lesquels le regroupement de personnes handicapées Les Assoiffés de vivre, la Coopérative Alina, l'Association de planning des naissances du Bas du

Fleuve, les Habitations populaires de l'Est-du-Québec, la Maison des femmes et la Librairie socialiste.

³³ Pour tout savoir sur l'aventure du Regroupement des organismes communautaires et culturels de Rimouski et sur le contentieux avec le maire Philippe Michaud, on peut consulter le livre de Jean-Pierre Dupuis, *Le ROCC de Rimouski, la recherche de nouvelles solidarités*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1985, 282 p.

³⁴ Propos rapportés dans le *Progrès-Écho* du 25 juillet 1979 et repris par Jean-Pierre Dupuis, op. cit. p. 48-49.

³⁵ *Progrès-Écho*, 3 mars 1982, p. A-9.

³⁶ Dans une entrevue à l'auteur à l'automne 2004, Philippe Michaud a de nouveau décrié cette décision prise par les membres du conseil en son absence au profit, a-t-il précisé, «d'un quelconque prestige politique». Les coûts supplémentaires selon monsieur Michaud proviennent du fait que le terrain retenu est situé plus haut par rapport au niveau de la mer que celui qu'il préconisait, d'où la nécessité d'installer des pompes plus puissantes. Monsieur Michaud avait aussi fait une sortie remarquée en août 1986, traitant les fonctionnaires du gouvernement du Québec chargés du projet «d'incompétents et d'inefficaces».

³⁷ La représentativité du Comité consultatif ne pouvait logiquement être contestée. Il était constitué de membres de la Chambre de commerce, de l'Association des marchands, de diffuseurs de spectacles, de représentants du Conseil de la culture, du Cégep, de l'UQAR et de deux membres du Conseil municipal de Rimouski. Note de l'auteur.

³⁸ Le sondage avait été réalisé par le notaire Pierre Bérubé alors membre du Comité de citoyens et porte-parole de son comité des finances. La firme Retampro, propriété de Pierre Bérubé, était quant à elle classée comme inopérante chez Consommation et Affaires commerciales Canada parce qu'elle n'avait pas déposé ses rapports annuels depuis 11 ans.

^{38A} Dans une entrevue accordée à l'auteur le 29 avril 2005, Pierre Pelletier affirme qu'il était furieux lorsqu'il a appris cette nouvelle de Liza Frulla et de Marc-Yvan Côté.

³⁹ Source, *Les engagements de Michel Tremblay*, Rimouski, 29 octobre 1998, p. 3. Document conservé dans les archives de l'auteur.

⁴⁰ Malgré une tempête de neige, 16 572 personnes, soit 50% des personnes habilitées à voter, se sont rendues aux urnes.

⁴¹ Gouvernement du Québec, *La réorganisation municipale. Changer les façons de faire pour mieux servir les citoyens*, Québec, ministère des Affaires municipales et de la Métropole, p. 4.

⁴² Jean Larrivée, «Pointe-au-Père: du village à la ville», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, no 46, p. 10-12.

⁴³ Source: Recensement du Canada (agriculture) pour les années 1971 et 2001.

Rimouski depuis ses origines

Annexe I

**Missionnaires, desservants et curés
de Saint-Germain-de-Rimouski**

Par Sylvain GOSSELIN

Sources: Charles Guay, *Chronique de Rimouski*, Québec, P.-G. Delisle, imprimeur, 1873, vol. 1; J.-B.-A. (Jean-Baptiste-Arthur), Allaire, *Dictionnaire biographique du clergé canadien-français*, Montréal, Imprimerie de l'École catholique des sourds-muets, 1910, 6 vol.; Père Hugolin, o.f.m., *Les registres paroissiaux de Rimouski, des Trois-Pistoles et de l'Île-Verte, tenus par les récollets (1710-1769)*, Montréal, s. é., 1913, 24 p.; Auguste Gosselin, *L'Église du Canada après la Conquête*, Québec, Imprimerie Laflamme, 1917, vol. 2; A.-Cléophas (Albert-Cléophas) Morin, *Dans la Maison du Père: nécrologie sacerdotale du diocèse de Rimouski, 1867-1967*, Rimouski, s. é., 1967, 243 p.; Louis Pelletier, *Le clergé en Nouvelle-France: étude démographique et répertoire biographique*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1993, coll. «Démographie canadienne», 324 p.; Odoric-M. (Odoric-Marie) Jouve, *Dictionnaire biographique des Récollets missionnaires en Nouvelle-France, 1615-1645 – 1670-1849: province franciscaine Saint-Joseph du Canada*, [Saint-Laurent], Bellarmin, 1996, 903 p.; Sylvain Gosselin et Nive Voisine, dir., *Le clergé de l'archidiocèse de Rimouski*, Rimouski, Archevêché de Rimouski, 2004, 571 p.

Missionnaires et desservants

1701	LE NEUF DE LA VALLIÈRE, Bernardin (1672-1702), récollet (baptisé Jean-Baptiste)
1703	MULLET, Bertin (1664-1740), récollet
1706-1708	BRUSLÉ, Michel (1673-1724), récollet
1709-1710	FABRE DE BELLEROCHE, Florentin (1670-1726), récollet
1712-1713	MESNAGE, Jean (1684-1773)
1714-1717	AUCLAIR, Étienne (1682-1748)
1717-1718	SAUVENIER DE COPPIN, Philippe-Pierre (1693-ca 1723)
1718-1719	BRUSLÉ, Michel (1673-1724), récollet
1720-1721	DE LESTAGE, Gélase (1692-1757), récollet (baptisé Jean-François)
1722-1723	AUCLAIR, Étienne (1682-1748)
1723	DE LESTAGE, Gélase (1692-1757), récollet (baptisé Jean-François)
1724-1735	ROUILLARD, Ambroise (1693-1769), récollet (baptisé Louis-Joseph)
1735-1740	BARBEL, Charles (1706-ca 1760), récollet (baptisé Jean-Baptiste)
1740-1741	MILLARD DE VEAUCOURT, Albert (1709-ca 1759), récollet (baptisé Jacques)
1741	BULTEL, Bernard (1712-ca 1759), récollet (baptisé Louis-Joseph)
1741-1744	MILLARD DE VEAUCOURT, Albert (1709-ca 1759), récollet (baptisé Jacques)
1745-1769	ROUILLARD, Amable-Ambroise (1693-1769), récollet (baptisé Louis-Joseph)
1770-1782	LA BROUSSE, Jean-Baptiste de (1724-1782), jésuite
1782-1783	PARENT, Pierre-Clément (1733-1784)
1783	TRUTAUT, Joseph-Amable (1731-1800)
1783-1789	LECLAIRE, Jean-Adrien (1752-1792)
1790-1793	PÂQUET, Joseph (1763-1799)

1793-1798	ROBITAILLE, Pierre (1758-1834)
1798-1806	LE COURTOIS, François-Gabriel (1763-1828), eudiste
1806-1807	LAJUS, Jean-Baptiste-Isidore-Hospice (1781-1836)
1807-1813	HOT, Charles (1776-1835)
1813-1822	GAGNON, Prosper-Zacharie (1789-1833)
1822-1826	CHAUVIN, Marc (1795-1862)
1826-1829	RINGUET, Michel (1789-1850)

Curés

1829-1833	RINGUET, Michel (1789-1850)
1833-1850	PICARD-DESTROISMAISONS, Thomas-Féruce (1796-1866)
1850-1859	TANGUAY, Cyprien (1819-1902)
1859-1861	FORGUES, Michel (1811-1882)
1861-1862	LAPOINTE, Épiphanie (1822-1862)
1862-1867	LAHAYE, Pierre-Léon (1820-1873)
1867-1869	BLOUIN, Jean-Baptiste (1833-1899)
1869-1874	WINTER, Pierre-Charles-Alphonse (1835-1904)
1874	BERNARD, Louis-Théodore (1819-1888)
1874-1875	WINTER, Pierre-Charles-Alphonse (1835-1904)
1875-1878	AUGER, Joseph-Julien (1838-1904)
1878-1880	SIMARD, Octave (1843-1891)
1880-1886	AUDET, André (1837-1913)
1886-1891	SIMARD, Octave (1843-1891)
1891-1897	ROULEAU, Luc (1837-1912)
1897-1899	VÉZINA, Olivier-Désiré (1836-1906)
1899-1908	SAUCIER, Pierre-Joseph (1831-1911)
1908-1921	PELLETIER, Joseph-Elzéar (1858-1929)
1921-1928	ROY, Elzéar (1870-1951)
1928-1932	ROY, Lionel (1886-1970)
1932-1941	TREMBLAY, Adolphe (1891-1946)
1941-1945	PARENT, Charles-Eugène Parent (1902-1982)
1945-1952	MICHAUD, Camille (1907-1963)
1952-1957	COUTURIER, Gérard (1913-1999)
1957-1965	CÔTÉ, Léopold (1907-1984)
1965-1969	BRÛLÉ, Paul-Émile (né en 1922)
1969-1973	MORIN, Marcel (1921-2003)
1973-1983	OUELLET, Euclide (né en 1932)
1983-1992	DIONNE, Rosaire (né en 1929)
1992-1997	NADEAU, Jean-Guy (né en 1931)
1997-	GAUVIN, Laval (né en 1946)

Annexe 2

Origine des vocables des paroisses

Par Sylvain GOSSELIN

Rimouski, érigée le 30 janvier 1829. Sous le patronage de saint Germain, en souvenir de Germain Lepage, le père du premier des seigneurs de ce nom à Rimouski.

Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, érigée le 9 septembre 1875. On sait que cette dévotion était nouvelle autant que populaire à l'époque de l'érection de cette paroisse.

Sainte-Blandine, érigée le 28 octobre 1881.(...) avons béni et ouvert au culte (...), une chapelle de trente pieds de longueur sur vingt pieds de largeur, sous le vocable Sainte-Blandine, martyre (...) (Gilles Duchesne et al., *Une histoire. Sainte-Blandine 1881-1981*, Sainte-Blandine, 1981, p. 38.)

La Pointe-au-Père, érigée le 30 mars 1882. Placée sous le patronage de sainte Anne dès 1873, en vue de l'établissement d'un pèlerinage.

Sainte-Odile-sur-Rimouski, érigée le 13 décembre 1940. En 1936, Pierre l'Ermite fit construire au bord de la Seine, sur l'avenue Stéphane-Mallarmé à Paris, une église de secours dédiée à sainte Odile. En créant la présente paroisse de banlieue, qui est sise sur le bord de la rivière Rimouski, Mgr Courchesne jugea à propos, en raison de la similitude du lieu et des circonstances, de la placer sous le même vocable.

Saint-Yves, érigée le 26 septembre 1941. (...) les marins bretons honorent d'un culte spécial saint Yves, leur compatriote (...)

Saint-Robert-Bellarmin, érigée le 13 octobre 1945. Cette paroisse de la ville de Rimouski a été placée sous le patronage d'un saint de la Compagnie de Jésus parce que des Jésuites devaient en assumer la direction.

Nazareth, érigée le 17 janvier 1946. (...) Lorsqu'il fut question d'assigner un vocable à la desserte qu'on y fonda en 1939, celui de l'Annonciation se présenta de lui-même parce que c'est à Nazareth qu'il fut annoncé à Marie qu'elle allait devenir la mère du Sauveur.

(Voici la source pour ces paroisses: *Le Centre Saint-Germain*, mars 1957, no 3, p. 92; mai 1957, no 5, p. 148; décembre 1957, no 12, p. 376.)

Sainte-Agnès. Le 27 mai 1957 débute le projet de la construction de l'église par la bénédiction du terrain donné par l'Honorable Jules-A. Brillant. La paroisse porte le nom d'Agnès comme l'épouse de l'Honorable Brillant. (Conseil paroissial de pastorale, *Consécration de l'église Sainte-Agnès de Rimouski*, s.l., 1987, p. 8.)

Saint-Pie X. Comme les premières constructions eurent lieu en l'année de la canonisation de saint Pie X, à Rome, où son Excellence se trouvait, il n'est pas surprenant que ce développement considérable pour le temps ait incité Monseigneur l'Archevêque à penser que la paroisse naissante porterait le nom du nouveau saint. («Bénédiction de l'église de Saint-Pie X de Rimouski», *Le feuillet paroissial de Saint-Pie X*, 5 septembre 1965)

Annexe 3

Liste des maires de la Ville de Rimouski

Par Jean LARRIVÉE

Noms	Professions	Années
HUDON, Joseph-Magloire	Avocat	1869-1873
GAUVREAU, André-Elzéar	Régistrateur	1873-1875
COUILLARD, Jean-Théophile	Marchand	1875-1877
GAUVREAU, Pierre-Louis	Notaire	1877-1884
FISSET, Jean-Baptiste-Romuald	Médecin	1884-
ASSELIN, Louis-Napoléon	Avocat	1885-1887
POULIOT, Joseph-Norbert	Avocat	1887-1889
TESSIER, Auguste	Avocat	1889-1899
DRAPEAU, Rodolphe-Alfred	Avocat	1899-1905
BELZILE, Louis-de-Gonzague	Notaire	1905-1907
DRAPEAU, Rodolphe-Alfred	Avocat	1907-1908
BERNIER, Napoléon	Avocat	1908-
FISSET, Henri-Romuald	Avocat	1909-1914
LEPAGE, Herménégilde	Marchand	1914-
TACHÉ, Jean-Charles	Ingénieur	1915-1917
LEPAGE, Herménégilde	Marchand	1917-1919
MOREAULT, Louis-Joseph	Médecin	1919-1937
JESSOP, James-J.	Avocat	1937-1939
LEPAGE, Martin-J.	Marchand	1939-
GAGNON, Paul-Émile	Avocat	1939-1947
CÔTÉ, Elzéar	Marchand	1947-1950
LEPAGE, Victor	Médecin	1950-1955
CÔTÉ, Elzéar	Marchand	1955-1958
CREVIER, Roméo	Industriel	1958-1961
TESSIER, Maurice	Avocat	1961-1970
LEPAGE, Victor	Médecin	1970-
BÉRUBÉ, Christophe	Marchand	1970-1971
ST-HILAIRE, Claude	Ingénieur	1971-1978
MICHAUD, Philippe	Homme d'affaires	1978-1990
PELLETIER, Pierre	Homme d'affaires	1990-1994
TREMBLAY, Michel	Homme d'affaires	1994-2005
FOREST, Éric	Administrateur	2005-

Source: Marie-Ange Caron et al., *Mosaïque rimouskoise, une histoire de Rimouski*, Comité des fêtes du 150^e anniversaire de la paroisse Saint-Germain-de-Rimouski, 1979, p. 756-757 et le chapitre 7 rédigé par Richard Saindon dans *Une Histoire de Rimouski* sous la direction de Paul Larocque.

Achevé d'imprimer en mai 2006
sur les presses de Transcontinental Rimouski



Rimouski depuis ses origines

Il y a 8000 ans, Rimouski n'existe pas... Mais déjà à cette époque des Amérindiens campent sur les collines dans le secteur de Sainte-Odile, à l'affût du gibier qui les nourrit. Que de chemin parcouru depuis lors!

De la fin du 18^e siècle, avec ses habitations éparées en bordure du fleuve, jusqu'à aujourd'hui, le peuplement du territoire rimouskois est lent mais continu... Le cœur de la cité se densifie et l'urbanisation ne cesse de gruger ce qui constituait autrefois des terres agricoles ou des espaces vacants.

Pour mieux connaître l'histoire de cette ville du Bas-Saint-Laurent, il faut lire le livre *Rimouski depuis ses origines*, écrit par des historiens qui ont fouillé les archives, dépouillé les journaux et consulté des monographies afin de rédiger sept chapitres relatant les moments importants de la vie rimouskoise.



Desjardins
Caisse de Rimouski

Conjuguer avoirs et êtres



Ville de
rimouski

Solange Charest
Députée de Rimouski
Porte-parole de l'opposition
officielle en matière de services
sociaux

